# V^e^ CONGRÈS

DE

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(17 JUIN - 8 JUILLET 1924)

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE



1924

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120 ○ RUE LAFAYETTE ○ 120 ○ PARIS-X^e^

# V^e CONGRÈS

DE

# l'Internationale Communiste

(17 JUIN - 8 JUILLET 1924)

# V^e CONGRÈS

DE

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(17 JUIN - 8 JUILLET 1924)

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE



1924

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120 ○ RUE LAFAYETTE ○ 120 ○ PARIS-X

# SEANCE D'INAUGURATION

*au Grand Théâtre de Moscou*

(17 Juin 1924)

*Président :* KOLAROV.

*Orateurs :* KOLAROV, MILIOUTINE, ZINOVIEV, RYKOV, LOZOVSKY, GESCHKE, TREINT, STEWART.

KOLAROV. — Camarades, c'est la cinquième fois que les représentants des ouvriers et paysans révolutionnaires de tous les pays se rassemblent dans la capitale de l'Union des Républiques soviétiques. Pendant les dix-huit mois qui nous séparent du dernier Congrès, bien des choses se sont modifiées dans la situation internationale, ainsi que dans notre Parti.

L'Internationale Communiste et tout le prolétariat ont eu à mener une dure lutte sur tous les fronts. Nous avons subi des défaites qui nous ont coûté bien des victimes et bien des pertes. Notre premier souvenir doit être consacré au grand chef de la Révolution mondiale, Lénine.

*Les délégués se lèvent, l'orchestre joue une marche funèbre.*

Nous devons aussi commémorer Dimitri Blagoev, un des fondateurs du Parti social-démocrate de Russie et le fondateur du Parti Communiste bulgare.

*Les délégués se lèvent, l'orchestre joue la marche funèbre.*

Nous ne pouvons commencer nos travaux sans adresser un souvenir aussi aux milliers d'ouvriers et de paysans morts dans les combats révolutionnaires.

Camarades, nous n'avons pas qu'à pleurer des victimes : nous avons aussi à célébrer les succès que l'Internationale Communiste et ses sections ont obtenus. Nos partis se sont renforcés et notre Parti mondial, l'Internationale Communiste, voit venir avec assurance les événements, consciente de la victoire finale. Je déclare ouvert le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste.

*Ovation. Les assistants chantent l'Internationale.*

*A ce moment, Trotsky paraît sur la scène. Il est applaudi par tous les assistants. On entend les cris : Vive l'Armée Rouge! Hourrah!*

MILIOUTINE, au nom de toutes les délégations, propose le bureau suivant : Zinoviev, président; Clara Zetkin, Staline, Boukharine, Trotsky (Russie); Thaelman, Geschke (Allemagne); Treint, Sellier (France); Bordiga (Italie); Smeral, Mouna (Tché-

co-Slovaquie); Kolarov (Balkans); Krajewsky (Pologne); Katayama (Japon) (*on crie : Vivent les peuples d'Orient!*); Roy (Indes); Stewart (Angleterre); Dunne (Amérique).

Pour le secrétariat, on propose : Piatnitsky, Mac Manus, Neurath, Doriot, Stirner. (*Applaudissements*).

Le Bureau et le Secrétariat sont élus à l'unanimité.

ZINOVIEV. — Devant le V^e^ Congrès doit se poser la question du programme de l'I. C. C'est une dure tâche que de créer un programme satisfaisant tous les besoins du mouvement et correspondant à notre théorie. Il y a deux noms qui sont l'expression parfaite de ce programme : Marx et Lénine. C'est sous l'égide de Marx que l'Internationale Communiste a été créée, c'est sous la conduite de Lénine qu'elle a lutté et grandi.

Camarades, je suis convaincu que le V^e^ Congrès aura à cœur de marcher sur la voie que Vladimir Iliitch a tracée au prolétariat mondial et à la Révolution internationale.

Lorsque Marx mourut, Engels écrivit que le prolétariat perdait le centre où venaient chercher conseil dans les moments critiques les ouvriers français, russes, américains et allemands.

Lénine, en mourant, a laissé au prolétariat un centre où les ouvriers de tous pays viennent chercher appui : c'est l'Internationale Communiste. Le V^e^ Congrès montrera au monde entier que le guide génial du socialisme international n'a pas travaillé en vain parmi nous.

Avant tout, nous devons célébrer la mémoire de nos victimes. Nous envoyons nos salutations les plus sincères aux participants de l'insurrection de Cracovie, aux ouvriers et aux paysans polonais dont la garde blanche tire vengeance maintenant, aux ouvriers et aux paysans bulgares qui gémissent dans les cachots et l'exil. Nous saluons les milliers d'ouvriers allemands qui ont été jetés dans les geôles avec l'aide de la social-démocratie blanche, les révolutionnaires hindous qui ont été récemment condamnés à de longues années de prison, le Parti Communiste égyptien qui vient de subir une défaite après avoir tenté d'occuper les fabriques. Nous pensons à toutes les victimes de nos Jeunesses. Récemment, a été exécuté, en Pologne, le jeune camarade Engel; d'autres jeunes ouvriers de Pologne ont accumulé en quelques semaines environ cinq cents années de prison. Nous pensons à l'héroïque propagande des jeunes ouvriers français et allemands dans la Ruhr. L'Internationale Communiste fera tout pour soutenir le mouvement international des jeunes, car il n'est pas un seul mouvement révolutionnaire aussi riche en promesses.

Les événements ne se sont pas déroulés avec la rapidité que nous escomptions. Mais nous n'avons pas lieu de désespérer lorsque nous regardons en arrière pour voir le chemin parcouru. En ces cinq ans, nous avons vu une demi-douzaine de rois détrônés, nous avons conquis la sixième partie du globe. Pendant ce même temps, la II^e^ Internationale est, pour



la deuxième fois, revenue au pouvoir, mais ce n'est que pour défendre la bourgeoisie.

Nombreux sont ceux de nos partis qui ont subi le baptême du feu, et ont dû entrer dans une période d'illégalité. Ils n'en sont devenus que plus forts.

Nous inaugurons notre Congrès peu de temps avant le dixième aniversaire de la guerre. A la fin de juillet et au commencement d'août, nous comptons organiser une grande Semaine internationale contre la guerre. Elle ne sera pas seulement dirigée contre la bourgeoisie, mais aussi contre la social-démocratie, dont la responsabilité dans la guerre n'est pas moins lourde. S'il est un moment où nous devons, avec une acuité particulière, montrer que la social-démocratie est notre ennemie mortelle, c'est justement lors de ce dixième anniversaire de la guerre. La II^e^ Internationale s'occupe maintenant du rapport des experts; Crispien vient de s'immortaliser par cette sentence que le rapport des experts, c'est la capitulation de la bourgeoisie devant le marxisme. Ce bon bourgeois, content de lui, a sans doute confondu Marx avec l'actuel président du Conseil du Reich.

La question de la guerre mondiale ne pourra cesser d'être actuelle tant que ces charlatans conserveront quelque influence sur les masses. Nous n'oublierons jamais comment ces messieurs se sont conduits au début de la guerre; nous ne leur pardonnerons jamais les treize millions de morts, les dix millions de mutilés, les vingt millions de blessés de la guerre mondiale.

Notre Congrès aura à résoudre de très importantes questions. Les événements d'Allemagne et leur appréciation doivent avoir la plus grande portée sur le sort de l'Internationale. Le « gouvernement ouvrier » d'Angleterre, notre attitude à son égard; le « bloc des gauches » en France et le rôle du P. C. F.; l'expérience bulgare, la politique italienne, notre discussion en Russie, qui a ému un grand nombre de partis et dont nous ferons maintenant le bilan, la tactique du front unique, toutes ces questions attendent une solution de notre Congrès.

Sous l'influence d'insuccès, on a tenté de réviser notre tactique du front unique. Naturellement, cette tactique n'a pas la prétention de constituer une doctrine. Elle n'est qu'une application partielle du marxisme à une époque déterminée. Nous n'en estimons pas moins qu'elle est une des plus puissantes armes de l'Internationale Communiste.

Nous aurons à débattre de très importantes questions du mouvement syndical international. Nous aurons à discuter nos tâches en Allemagne, en Angleterre, en France, en Pologne, en Scandinavie, dans les Balkans. Nous aurons à juger les résultats de la nouvelle politique économique. De grands problèmes se dressent devant nous. Nous souhaitons tous du fond du cœur de les résoudre dans l'enseignement de Marx et de Lénine.

Je suis convaincu que notre Congrès posera un jalon sur la route de la révolution mondiale. C'est justement pour cela que se réunissent ici les représentants de cinquante-deux partis communistes, de cinquante-deux partis ouvriers; c'est pour cela que sont réunis ici les meilleurs combattants du mouvement ouvrier, pour s'en retourner ensuite travailler dans l'esprit de notre plus grand maître. (*Applaudissements prolongés*).

*La parole est donnée à Rykov, pour le Comité Central du Parti Communiste russe.*

RYKOV. — Les sections de l'Internationale Communiste sont devenues de véritables partis de masses. Nous avons vu par contre les partis de la IIe Internationale soutenir de plus en plus ouvertement la bourgeoisie. Depuis le IVe Congrès, l'Union soviétique est née. La mort de Lénine a ému profondément toute l'Internationale. Elle a raffermi l'union au sein du P. C. R. et rallié autour de lui les sans-partis. La discussion a pris fin par le vote unanime des sept cent soixante-quinze délégués au XIIIe Congrès. Les « recrues de Lénine » prouvent que l'Internationale Communiste possède dans le P. C. R. l'avant-garde la plus fidèle. L'accumulation de l'énergie révolutionnaire se poursuit. Les ouvriers et les paysans russes tiendront bon jusqu'à la révolution mondiale.

LOSOVSKY *salue le Congrès au nom de l'Internationale Syndicale Rouge et des syndicats de l'Union soviétiste.*

Comme le correspondant de l'organe syndical russe demandait son avis au leader trade-unioniste anglais, Thomas, sur la question coloniale, il répondit qu'il n'avait pas d'opinion là-dessus! Autre trait : au dernier Congrès allemand, Hilferding a déclaré qu'il ne faut pas se laisser entraîner par le romantisme révolutionnaire de l'Orient, mais rester sur le terrain ferme de l'Occident. Cependant il n'y aura pas de sauvetage de l'humanité ouvrière sans les peuples orientaux exploités, sans la révolution mondiale.

*Aux applaudissements frénétiques de toute la salle, l'orateur termine : Vive la Révolution universelle!*

*
**

Les ouvriers qui ont participé à la conférence syndicale de l'arrondissement de Sokolniki saluent le Congrès et promettent que le prolétariat de Moscou apportera à la révolution mondiale son concours inébranlable.

Devant la table du Présidium défile une délégation de jeunes pionniers en foulards rouges au son du tambour. L'orateur de la délégation, un garçon d'environ 13 ans nommé Semenkovsky, salue le Congrès et invite les délégués à élever leurs enfants dans l'esprit révolutionnaire.

Cet appel est suivi des salutations de toute une série de délégations des usines de Moscou : la grande entreprise Trokhgornaia, la fabrique Ikarius, l'imprimerie n° 5, l'imprimerie du Commissariat des Voies de Communication, l'usine



Dux, l'usine « Clara Zetkin »; la fabrique textile « Komintern » donne lecture d'une résolution qui nomme Zinoviev tailleur d'honneur et lui remet un costume de travail. Les ouvriers de l'usine « Le Prolétaire Rouge » apportent au Congrès un marteau de fer, symbole de la lutte contre la bourgeoisie. Un représentant de quatre cents étudiants de l'Université Communiste Sverdlov déclare que les étudiants se mettent à la disposition de l'Internationale. Dans la dernière discussion, ils ont été fidèles aux directives du léninisme et ils le resteront jusqu'au bout. Plusieurs discours de bienvenue sont encore prononcés au nom des ouvrières de l'arrondissement de Sokolniki, des cheminots, de l'usine de caoutchouc Bogatyr, de la fabrique d'automobiles Amo, des ouvriers de l'arrondissement de Bogorodsk, etc...

GESCHKE (Allemagne) répond au nom de tous les délégués aux discours de salutations.

Accueillis avec un amour sans borne, avec un fervent enthousiasme, nous sentons surgir en nous l'idée que nous sommes venus à Moscou, la capitale de la révolution mondiale, non pas pour vous débiter des phrases creuses, mais pour prendre des forces nouvelles en vue de nos luttes futures. Lénine n'est plus. Si grande que soit la formidable brèche que sa mort a ouverte dans le front du prolétariat international, si grande que soit notre douleur, ne nous adonnons pas à la tristesse, car nous savons que le léninisme triomphera. Songez à la détresse des prolétaires du monde capitaliste, aidez-les, pour que ce qui est devenu réalité en Russie soviétiste se réalise dans tous les pays. Faites en sorte que la terreur blanche cède devant la terreur rouge, que la dictature de la bourgeoisie soit remplacée par la dictature du prolétariat. Plutôt mourir dans les flammes de la révolution que de pourrir sous le souffle empesté du capitalisme!

KOLAROV propose, au nom du Présidium, d'adresser l'appel suivant à l'armée rouge, à la flotte et à l'aviation. (*Applaudissements enthousiastes, acclamations; Hourrah pour Trotsky!*)

**A l'Armée, à la Flotte et à l'Aviation rouges**

Soldats de l'Armée Rouge, nous avons subi une lourde perte dans l'intervalle du IVe au Ve Congrès. Notre maître Vladimir Illitch Lénine, qui enseignait aux travailleurs de tous les pays que seule une lutte organisée et incessante peut permettre de renverser le pouvoir du capital et d'établir la véritable fraternité entre les peuples affranchis, est mort. Présents ici, dans la capitale de l'Union des Républiques Soviétiques, sous votre protection, nous trouvons une grande consolation dans le fait que Lénine continue à vivre dans la grande Union soviétique, dans l'Internationale Communiste, toujours croissante, et dans l'Armée Rouge, champion des conquêtes de la Révolution.

Chers camarades, en vous saluant au nom de millions de travailleurs, nous estimons de notre devoir de vous rappeler que la puissance du capitalisme n'est pas encore brisée et que les exploi-

teurs forgent de nouvelles chaînes pour les opprimés et les déshérités, préparent de nouvelles boucheries. Toute la haine des seigneurs de la terre, des banquiers, et des industriels de tous les pays est dirigée contre l'unique Etat ouvrier et paysan, forteresse des travailleurs. Soyez sur vos gardes, souvenez-vous que le danger de guerre subsistera tant que le pouvoir restera entre les mains des oppresseurs.

Les déshérités du monde entier, les serfs du salariat, les esclaves des colonies tournent leurs regards vers vous et voient en vous les soldats de l'unique armée qui défende les travailleurs; ils suivent avec attention vos travaux, vos combats, vos succès.

L'Internationale Communiste sait que le gouvernement soviétiste, dans son désir de paix, réduit sans cesse les effectifs de l'Armée Rouge. Les divisions territoriales constituent maintenant la plus grande partie des forces armées de l'Union Soviétique. Moins l'armée est nombreuse, plus le service militaire est court et plus aussi l'Armée Rouge doit être prête en tout temps à repousser les agressions, d'où qu'elles viennent.

L'Internationale Communiste, connaissant votre sublime et glorieux passé, regarde hardiment l'avenir, convaincue que, le moment venu, l'Armée Rouge remplira avec honneur son devoir.

Vive l'Armée Rouge, protectrice des opprimés et des déshérités!

Vive la Révolution sociale universelle!

*L'appel est adopté à l'unanimité.*

TREINT (France) apporte aux travailleurs de Moscou les salutations des communistes français.

La lutte menée en France a porté ses fruits : le ministère Poincaré est renversé. Une nouvelle tendance règne maintenant. La bourgeoisie de gauche, soutenue par les socialistes, proposera une nouvelle paix de Versailles, qui sera aussi dure que la première, mais beaucoup plus habile et plus hypocrite.

L'orateur donne lecture d'une résolution contre la terreur blanche.

**Contre la Terreur blanche**

Le Ve Congrès mondial se réunit au moment où se déchaîne dans de nombreux pays la terreur blanche la plus cruelle.

Des milliers d'ouvriers, de paysans, de communistes et de syndiqués gémissent dans les prisons d'Allemagne, de Pologne, de Bulgarie, d'Italie, d'Irlande, d'Espagne et du Japon.

Des centaines d'Irlandais sont arrêtés et traînés devant les tribunaux pour avoir protesté contre le militarisme anglais. 25.000 révolutionnaires hindous, luttant pour affranchir leur pays de l'esclavage colonial, sont enfouis par l'impérialisme dans les geôles britanniques.

En Pologne, les condamnations, les exécutions sans jugement, les tortures rappelant les pires époques du moyen âge, les violences barbares des bourreaux acharnés contre les captifs de la guerre de classes, écrivent chaque jour de nouvelles pages dans le martyrologe sanglant du prolétariat militant.

L'Italie est le pays des assassinats en masse, des pogroms, de la fureur effrénée des bandes fascistes; au Japon on profite du tremblement de terre pour supprimer les révolutionnaires; en Roumanie, on fusille les détenus sous prétexte de « tentative d'évasion »; en Espagne on assassine aux coins des rues les chefs des syndicats; tels sont les épisodes de la longue suite des répressions exercées



par la bourgeoisie contre les militants du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Le Ve Congrès, réuni dans la capitale de la Révolution mondiale, vous adresse son salut chaleureux à travers les murs de vos prisons, à vous tous, combattants de la Commune universelle, à vous, ouvriers allemands; à vous, matelots allemands soldats de l'insurrection; à vous, insurgés bulgares, paysans, qui avez pris les armes pour renverser la dictature fasciste; à vous, ouvriers de Cracovie, que la bourgeoisie polonaise se prépare à condamner; à vous aussi, héroïques prolétaires d'Italie; à vous, défenseurs de l'indépendance irlandaise; à vous, révolutionnaires hindous.

Il n'est pas de sacrifices que les communards de tous pays ne soient prêts à supporter pour la grande cause de la libération des travailleurs et des opprimés. Les condamnations, les tortures, la terreur, rien ne nous arrêtera.

L'heure de la victoire est proche, le prolétariat mondial, libérant les prisonniers de la bourgeoisie, renversant le pouvoir des bourreaux capitalistes, reconstruira le monde entier en une Commune universelle.

*La résolution est adoptée à l'unanimité.*

STEWART (Grande-Bretagne) donne lecture d'une résolution contre l'oppression des peuples coloniaux.

**Aux Peuples frères de l'Orient**

La mort de Lénine, qui a porté un dur coup au cœur de la classe ouvrière universelle, a trouvé un profond écho aussi chez vous, peuples opprimés d'Orient.

Vos démonstrations de deuil, vos réunions consacrées à la glorieuse mémoire de Lénine, mille autres signes de votre douleur ont prouvé que Lénine a été pour vous un guide et que son nom est le signe de ralliement de tous les peuples révoltés.

Les mots d'ordre de Lénine sont les vôtres.

Le testament révolutionnaire de notre cher Iliitch a été compris par chaque paysan turc, par chaque ambal perse, par les nomades de l'Afghanistan et les fellahs de l'Egypte, par les dockers japonais, les cheminots chinois et les coolies coréens. Il vous inspirera dans les combats inévitables que vous aurez à mener pour conquérir un avenir meilleur.

L'Internationale Communiste, avec le prolétariat mondial, suit avec attention la lutte héroïque que vous menez pour conquérir votre indépendance, pour rejeter le joug humiliant du capital.

La bourgeoisie impérialiste, qui cherche à s'emparer de nouveaux débouchés, considère les pays d'Orient comme un objet d'exploitation sans limite, comme la source de sa puissance coloniale.

Vous tous, les millions d'habitants des vastes étendues du Proche, du Moyen et de l'Extrême-Orient, vous n'êtes pour la bourgeoisie que des esclaves, nés pour créer de vos mains la richesse de la classe dirigeante de l'Europe Occidentale et de l'Amérique.

Pendant la guerre les capitalistes de tous les pays ont multiplié les promesses d'autonomie, de home-rule et presque d'indépendance.

Ce n'était qu'une ruse de la bourgeoisie qui cherchait au moment critique à maintenir les colonies sous sa domination et à s'assurer une armée de renfort, un abondant réservoir humain pour remplir ses armées décimées.

Immédiatement après la guerre, la bourgeoisie impérialiste, violant cyniquement ses engagements, a recommencé avec acharnement à étouffer les Indes, à piller la Chine, à se partager la Turquie, à asservir la Perse.

En réponse à tant d'arbitraire, vous, opprimés de l'Orient, vous vous êtes levés comme un seul homme pour défendre votre indépendance.

Sachez que vous n'êtes pas seuls à combattre.

La sympathie de l'élite prolétarienne de tous les pays est avec vous. La bourgeoisie qui vous opprime et vous exploite dans les colonies et les semi-colonies opprime de même la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique.

Nos voies, conduisant à la destruction du bagne capitaliste et à la suppression de toute oppression, sont identiques.

L'affranchissement effectif et définitif des opprimés de l'Orient et des exploités de l'Occident n'est possible que par une alliance étroite, par une lutte côte à côte contre l'impérialisme.

Les paysans de tous les pays se rallient maintenant sous la bannière de l'Internationale Communiste. Votre place, paysans de l'Orient, est aux côtés de vos frères occidentaux.

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste vous tend une main fraternelle d'aide mutuelle dans la lutte commune.

Il adresse son salut aux jeunes Partis Communistes d'Orient, qui luttent vaillamment dans des conditions particulièrement dures, dans des pays arriérés où subsistent les vestiges du féodalisme, où les tortures et les condamnations atteignent les meilleurs camarades.

Luttant infatigablement contre les impérialistes et les féodaux indigènes, les Partis Communistes d'Orient continueront à soutenir tout mouvement sincère d'affranchissement national, tendant à renverser le joug oppresseur du capital étranger et opposant par là même un front unique anti-impérialiste à la bourgeoisie exploiteuse de l'univers.

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste vous salue aussi, peuples de la Turquie et de l'Afghanistan, qui avez rejeté le fardeau de la dépendance nationale et repoussé les attaques des bandits impérialistes.

En même temps, il envoie son salut cordial au Parti Homindan de Chine et au Parti Populaire Révolutionnaire de Mongolie qui forgent l'avenir sublime de ces deux peuples.

L'heure du châtiment approche pour le capitalisme. Les ouvriers de tous les pays, unis aux opprimés d'Orient sous la bannière déployée de l'Internationale Communiste, se préparent au combat décisif, au grand tourbillon qui renversera la forteresse du capitalisme, à la lutte pour la conquête du pouvoir et l'instauration de l'Union Universelle des Républiques Socialistes Soviétiques, à l'édification du communisme dans le monde entier.

*La résolution est adoptée à l'unanimité.*

Le Congrès confirme la décision de l'Exécutif concernant les démonstrations à organiser par toutes les sections, du 27 juillet au 4 août, contre la guerre et contre les social-patriotes. Les démonstrations ne doivent en aucun cas être organisées en commun avec la social-démocratie.



Le Congrès adopte l'appel suivant aux recrues de Lénine :

**Salut fraternel aux « Recrues de Lénine »**

A l'heure fatale pour les travailleurs de tous les pays où notre maître a cessé de vivre, la classe ouvrière de l'Union soviétique a montré de nouvelles voies aux opprimés et aux déshérités en envoyant dans le Parti Communiste les meilleurs de ses fils continuer, d'un commun effort, à défendre la grande cause de la libération du travail, conformément au testament de Lénine. Les « recrues de Lénine » ne sont pas seulement le témoignage de la confiance dont jouit le Parti Communiste russe; ils sont une source nouvelle d'énergie et de courage dans la dure lutte contre les spoliateurs de tous les pays.

Chers camarades, ce ne sont pas seulement les travailleurs de l'Union soviétique qui suivent avec enthousiasme vos efforts pour renforcer le Parti Communiste après la mort de son fondateur et de son guide. Les travailleurs de tous les pays, avec une attention soutenue, suivent tous les événements qui se produisent dans la République du Travail en ces jours difficiles où l'humanité laborieuse a perdu son meilleur guide. Notre consolation est que l'esprit de Lénine est resté dans le cœur de la classe ouvrière qui a accompli la Révolution d'Octobre. Nous sommes fermement convaincus que votre exemple sera suivi par les prolétaires de tous les pays, qui considèrent Lénine non seulement comme le chef de la Révolution russe, mais comme le maître des opprimés de tous les pays. l'Internationale Communiste, par la voix de son V^e^ Congrès, vous rappelle qu'en vous ralliant sous le drapeau de Lénine, vous avez pris de sublimes, mais lourds engagements.

Le Parti Communiste russe a été et reste encore le modèle d'une discipline de fer et d'une énergie infatigable. Vous êtes entrés dans ce parti au moment où il a perdu son meilleur chef. Vous avez ainsi montré que vous comprenez clairement les tâches qui s'imposent à la classe ouvrière de l'Union soviétique. Ces tâches sont immenses. Les exploiteurs de tous les pays préfèrent noyer l'humanité dans le sang plutôt que de se rendre. C'est pourquoi nous devons nous attendre à de durs combats, qui exigeront la concentration de toutes les forces des travailleurs, à travers des difficultés inouïes. En y adhérant, vous êtes devenus les frères d'armes des combattants du prolétariat mondial.

L'Internationale Communiste, en vous saluant, est fermement convaincue que vous justifierez la confiance de la classe ouvrière qui vous a désignés pour défendre le drapeau du léninisme.

Vive le Parti Communiste Russe!
Vive la promotion de Lénine!

*La séance est levée au chant de* l'Internationale.

# DEUXIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André*
*du Kremlin de Moscou et sur la place Rouge,*
*devant le tombeau de Lénine*
(18 Juin 1924)

*Président :* KOLAROV.

*Orateurs :* KOLAROV, KALININE, RUTH FISCHER, ROY.

KOLAROV communique que les ouvriers de Moscou sont réunis sur la Place Rouge et que le premier point de l'ordre du jour prévu par l'Exécutif élargi : « Lénine et l'Internationale Communiste » doit être traité devant le mausolée de Lénine.

Les délégués se rendent en corps, musique en tête, sur la Place Rouge, où les délégations des usines, avec d'innombrables drapeaux rouges, attendent. Les délégués défilent devant le tombeau de Lénine.

Le Présidium s'installe sur la tribune du mausolée, et Kolarov donne la parole à Kalinine pour le rapport sur :

## Lénine et l'Internationale Communiste

KALININE. — Camarades, bien longtemps avant le Congrès chacun d'entre vous savait que sa première parole serait consacrée à Lénine, chef de la Révolution russe, chef de l'Internationale. L'étude du léninisme dans toutes ses étapes est une des tâches les plus importantes du prolétariat international. Sa doctrine a enrichi non seulement les bolchéviks russes, mais tous les partis communistes, d'une énorme expérience dans laquelle nous puiserons durant de longues années nos réponses aux questions les plus compliquées.

Les trois idées principales de Lénine, les voici : l'alliance des ouvriers et des paysans, la solution de la question nationale, et la dictature du prolétariat.

L'idée de l'alliance des ouvriers et des paysans l'occupait dès l'époque la plus ancienne de son activité. Il posa la question de sorte que tout moujik dût la comprendre.

La question nationale est étroitement liée à la question paysanne, et Lénine lui a également consacré toute son attention. La population de l'Union Soviétiste se compose de beaucoup de nations se trouvant à des niveaux de culture différents. La solution de la question nationale est donc une question vitale pour le pouvoir soviétique. Ici comme ailleurs, Lénine a mené une lutte acharnée contre toutes les déviations.



La trahison de beaucoup de leaders ouvriers d'Occident a lourdement frappé le prolétariat russe, mais, sous l'influence de son chef, il a pourtant compris que seul l'Etat Soviétiste, seule la dictature du prolétariat peuvent conduire au socialisme.

En appliquant ces trois idées de Lénine, nous devons comprendre qu'elles sont des armes pour notre lutte révolutionnaire. Votre tâche à vous, les exécuteurs du testament de Lénine, la voici : il ne faut pas seulement garder ces armes de la lutte émancipatrice du prolétariat, ces armes spécifiques du léninisme, il faut les tremper et les forger encore davantage.

RUTH FISCHER (Allemagne). — L'œuvre de Lénine n'est pas seulement gravée dans les cœurs des ouvriers et des paysans russes. Lénine est le symbole de la révolution dans tous les pays de la terre. Mais il est surtout le symbole de la révolution pour le prolétariat allemand.

Le Parti Communiste d'Allemagne, qui est navré de n'avoir pas encore chassé sa bourgeoisie et de n'avoir pas encore conquis le pouvoir, n'ignore pas qu'il ne pourra remporter la victoire que par Lénine. L'idée de Lénine est profondément gravée dans la classe ouvrière allemande. Elle dresse Lénine contre les manifestations nationalistes. Une ville située au cœur de la région minière et industrielle de Haute-Silésie, appelée Hindenbourg, du nom du grand boucher de la guerre mondiale, a à présent une majorité communiste, et nos camarades ont décidé de transformer Hindenbourg en Léninebourg.

La bourgeoisie sait qu'elle n'a pas d'ennemi plus dangereux que le Parti Communiste inspiré par le léninisme. La IIIe Internationale fut fondée par Lénine et, en dépit de toutes les difficultés, elle poursuivra sa route, en partant de la Russie, au travers de l'Europe et du monde entier. Par Lénine, nous battrons la bourgeoisie, et le drapeau rouge ne flottera pas seulement sur Moscou, mais sur Berlin et sur toute la terre. Le léninisme donnera la victoire à la révolution universelle. (*Applaudissements enthousiastes*).

ROY (Indes). — En ce jour où les représentants du prolétariat révolutionnaire sont réunis ici, au cœur de la révolution mondiale, pour vous apporter le salut des exploités de tous les pays, nous devons nous rappeler que le Ve Congrès est le premier qui se tienne sans notre vénéré Lénine.

Lénine est mort, mais il a laissé une armée compacte, une armée de fer qui conquerra la victoire sous la bannière du léninisme. Ce n'est pas l'heure de déclarer ce que l'Internationale Communiste et tout le prolétariat doivent à Lénine. Je ne voudrais souligner qu'un seul point. Ce fut Lénine qui créa une véritable Internationale. L'ancienne Internationale, dirigée par les social-patriotes, était la chose des ouvriers européens et peut-être américains. Lénine sut rallier autour de lui

non seulement le prolétariat d'Europe et d'Amérique, mais aussi les opprimés et les exploités des colonies et semi-colonies. Nous savons que la révolution mondiale ne vaincra que par le léninisme. Vive le léninisme! (*Applaudissements prolongés*).

*La séance est levée. Conduits par le Présidium, les délégués défilent devant les députations ouvrières, vivement acclamés.*

---

# TROISIÈME SÉANCE

## *dans la salle Saint-André du Kremlin de Moscou*

(19 juin 1924)

*Président :* GESCHKE.
*Orateurs :* GESCHKE, ZINOVIEV.

Sur la proposition de la délégation hollandaise, le Présidium est complété par l'adjonction de Wijnkoop.

L'*ordre du jour du Congrès* est adopté tel que l'Exécutif élargi l'a fixé, dans sa séance du 12 juin, à savoir :

1. *Lénine et l'Internationale Communiste.*
Rapporteurs : Russie, Kalinine; Allemagne, Ruth Fischer; Indes, Roy.

2. *L'activité et la tactique de l'Exécutif.*
Rapporteur : Zinoviev.

3. *La situation économique mondiale.*
Rapporteur : Varga.

4. *La question du programme.*
Rapporteurs : Boukharine, Thalheimer.

5. *La tactique syndicale.*
Rapporteurs : Lozovsky, Heckert.

6. *Question nationale.*
Rapporteurs : Manouilsky, Roy.

7. *Questions d'organisation.*
Les rapporteurs seront désignés par la Commission d'organisation.

8. *La propagande.*
Les rapporteurs seront désignés par la Commission de propagande.

9. *Le fascisme.*
Rapporteurs : Italie, Bordiga; Allemagne, Freimuth.

10. *La question des intellectuels.*
Rapporteur : Clara Zetkin.

11. *Situation économique de l'Union Soviétique.*
Rapporteur : Rykov.

12. *L'Internationale des Paysans.*
Rapporteur : Kolarov.

13. *Le mouvement des Jeunes.*

14. *Le Secours rouge International.*

15. *Questions concernant les différentes sections.*
*a*) Russie;
*b*) Allemagne;
*c*) Italie;
*d*) Bulgarie;

e) Angleterre;
f) Etats-Unis;
g) Japon.

16. *Question coopérative.*

17. *Election de l'Exécutif et du Président de l'Internationale Communiste.*

Le Congrès décide d'ajouter à l'ordre du jour un rapport de Riazanov sur l'Institut Marx-Engels.

Le Congrès adopte alors le règlement que voici :

Les séances plénières du Congrès ont lieu de 10 à 15 heures et de 17 à 21 heures.

Il est accordé aux rapporteurs une heure pour leur rapport et une demi-heure pour la réplique.

Les co-rapporteurs ont à leur disposition un temps égal.

Les délégués ont le droit de parler deux minutes sur le règlement. La parole ne leur est accordée sur ce point qu'une seule fois.

Chaque délégué peut prendre la parole deux fois sur chaque question : la première fois quinze et la seconde fois cinq minutes.

Les demandes de parole et les propositions doivent être adressées par écrit au Bureau. Il sera procédé au vote nominal sur la demande de trois délégations ayant voix délibérative.

Sur la proposition des camarades allemands, il est décidé que ces trois délégations doivent avoir au moins six délégués avec voix délibérative.

Le Congrès ratifie ensuite la Commission de vérification des mandats, qui se compose des camarades suivants :

Piatnitsky, Trilisser, Kreibich, Waletsky, Amter, Terracini, Dimitrov, Maranne, Pétrov, Geschke, Stewart, Schefflo, Unger.

Le Congrès ratifie également les autres commissions.

## ACTIVITÉ DE L'EXÉCUTIF (1922-1924)

ZINOVIEV. — Nous devons chercher dans ce Congrès la voie de l'avenir. Mais auparavant il faut examiner un peu le chemin parcouru, d'abord parce que pour la première fois nous sommes privés de la direction et de la collaboration de Lénine, ensuite parce que la situation internationale est presque entièrement nouvelle, et enfin parce que notre Congrès actuel est pour ainsi dire un jubilé.

Nous avons commémoré naguère le cinquième anniversaire de l'Internationale Communiste. Nous avons derrière nous quatre congrès mondiaux, qui ont marqué quatre étapes dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire. Permettez-moi donc une rapide analyse de l'histoire de l'Internationale Communiste. J'examinerai deux points :

Le premier, « quelles étaient nos forces au début et comment ont-elles grandi au cours de ces années? »

Le second, « la lutte des tendances à chaque Congrès ».



*De la société de propagande au Parti.* — Il est clair aujourd'hui que l'Internationale Communiste n'était dans ses premières années qu'une société de propagande. Nous ne nous en rendions pas compte alors. Nous nous croyions très forts, alors qu'à vrai dire nous n'avions même pas de partis communistes. Quelle était donc la cause de cette erreur d'optique? C'est que le mécontentement spontané des masses, à l'issue de la guerre impérialiste, était extrême et que nous le considérions comme une force communiste organisée. C'était une erreur.

L'exemple du Parti allemand suffira à le montrer.

Après le Ier Congrès, pendant l'insurrection du Spartacus, en janvier 1920, la répulsion des masses pour la bourgeoisie, et en partie aussi pour la social-démocratie, était un phénomène élémentaire : nous nous figurions, nous autres communistes, être les dirigeants du mouvement. Avec le recul du temps, nous voyons maintenant que l'insurrection du Spartacus (dont nous n'avons pas à rougir, car elle fut une des luttes les plus glorieuses de la classe ouvrière) n'avait trouvé qu'un parti communiste extrêmement faible, une sorte de grande société de propagande, abordant à peine la conquête des masses.

De même pour les autres pays.

Pour bien apprécier le point où nous en sommes, nous devons tenir compte des débuts. Malgré les défauts de notre organisation, nous ne sommes cependant plus, dans bien des pays, une simple société de propagande, mais un parti communiste et parfois même un parti de masses.

*Contre les tendances.* — Quant à l'histoire des luttes de tendances au sein de l'Internationale Communiste, elle est nécessaire pour éclairer celles que nous ne pourrons guère éviter au Ve Congrès.

Tout le monde sait, il est inutile de le prouver ici, que le bolchévisme est né de la lutte contre l'opportunisme, contre la droite, contre les social-démocrates, contre les centristes. Le communisme est sorti de la IIe Internationale. On peut dès aujourd'hui sentir deux grands courants dans l'Internationale : d'un côté, les anciens social-démocrates: de l'autre, la nouvelle génération ouvrière grandie pendant et depuis la guerre. Tous deux ont leurs parties fortes et leurs parties faibles. Tout le monde sait que la tactique de l'Internationale Communiste, la tactique du bolchévisme et du léninisme, s'est constituée principalement dans la lutte contre la social-démocratie, contre la droite, contre le centrisme, et il va sans dire que le léninisme devait combattre, et combat en effet en premier lieu, les survivances d'esprit social-démocrate dans l'Internationale Communiste.

Mais ce qui est moins connu, c'est que le bolchévisme a eu à guerroyer contre d'autres déviations, qu'on qualifie souvent de « gauche » ou « extrême-gauche ». Evidemment, ces déviations ne sont pas de « gauche » — il n'y a rien de plus

« gauche » que le marxisme révolutionnaire, le léninisme — mais on les appelle ainsi. Eh bien je dis : contre ces déviations « de gauche », le bolchévisme a livré des batailles acharnées bien longtemps avant la révolution, et dans l'Internationale Communiste son fondateur et son maître, Lénine, a soutenu de grandes luttes contre elles, et le C. E. aura maintenant à les continuer.

## Les quatre premiers Congrès

Le I^er^ Congrès se tint à un moment où la victoire russe était encore toute chaude et où la défaite des Spartaciens n'apparaissait pas très clairement. Il se passa sans grands conflits de tendances. Autant que je me rappelle, nous n'avons eu qu'un seul vote, mais très intéressant, pour savoir s'il convenait de fonder immédiatement l'Internationale Communiste. Le représentant allemand était contre.

Au II^e^ Congrès, nous avions déjà des tendances bien marquées, et nous engageâmes la lutte d'abord contre la droite. Vous vous rappelez certainement les vingt-et-un points, dressés contre le centrisme. D'autre part, Lénine eut à défendre le parlementarisme révolutionnaire, attaqué entre autres par Bordiga. Il y eut aussi une question syndicale : quelques camarades américains, comme John Reed, et aussi allemands, voulaient sortir des syndicats réformistes, et Lénine dut combattre durement cette erreur. Il fallut encore lutter contre le K. A. P. D. (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne), contre l'extrême-gauche et les syndicalistes qui disaient : Nous n'avons pas besoin de parti.

Donc, pendant le II^e^ Congrès, lutte contre les centristes et en même temps contre la soi-disant gauche, lutte menée par Lénine. Il y eut aussi un désaccord sur l'entrée des communistes anglais dans le Labour Party. Beaucoup n'en voulaient pas entendre parler, et pas seulement les Anglais; ainsi, par exemple, Wijnkoop, qui est aujourd'hui parmi nous, s'est démené alors comme un lion pour que les communistes anglais n'entrent pas dans le Labour Party. Il voyait là de l'opportunisme.

Troisième étape : le III^e^ Congrès. Vous vous rappelez encore nos attaques contre la « théorie de l'offensive » apparue après l'insurrection de mars. On y a vu une lutte contre la tendance révolutionnaire. Ce n'était qu'une lutte contre des *déviations* de gauche. Elle fut menée par Lénine, et elle a enrichi grandement l'Internationale Communiste. En même temps se poursuivit une lutte acharnée contre Lévi — Lévi fut exclu au III^e^ Congrès — contre les tendances opportunistes en Italie, mais en même temps contre Terracini, contre Bordiga, contre maints camarades qui se réclament encor aujourd'hui de l' « extrême-gauche ». On peut dire que Lénine au III^e^ Congrès a démonté d'avance la position actuelle de Bordiga.

Le IV^e^ Congrès vous est certainement présent à la mémoire.



Il a apporté le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier, approuvé la tactique du front unique et en même temps critiqué et repoussé les thèses romaines « de gauche », dont nous aurons encore à parler.

*Le léninisme intégral.* — Vous voyez donc, camarades, que l'Internationale Communiste a mené dès le début, sur le terrain du léninisme, une guerre acharnée contre les centristes et les opportunistes, d'une part, les déviations d'extrême-gauche, d'autre part.

Il y a des camarades, et qui ne sont pas de mauvais révolutionnaires, qui nous font souvent ce reproche : tantôt l'Exécutif est contre la droite, tantôt il est contre la gauche; où donc est son principe? Il faudrait se fixer une fois pour toutes et ne plus frapper aujourd'hui d'un côté, et demain de l'autre.

Certes le meilleur moyen de venir à bout des déviations dites d'extrême-gauche n'est-il pas de pourchasser les fautes opportunistes de la droite? (*Applaudissements*). Mais l'inverse n'est pas moins vrai. Il ne faut pas nous dire que nous manquons de principe parce que nous luttons parfois contre des déviations d'extrême-gauche. Que diriez-vous si quelqu'un se présentait en disant « Je suis marxiste et j'accepte le marxisme, abstraction faite de ce que Marx a écrit contre Proudhon qui, lui aussi, se qualifiait de très « à gauche », à gauche du marxisme. » Le marxisme moins la condamnation du proudhonisme n'est plus le marxisme. Il en est de même pour le léninisme. Je connais de bons camarades qui disent : « Oui, tout ce que Lénine a écrit est excellent, mais la *Maladie infantile* n'est pas si bonne; il y a là peut-être une petite déviation à droite de la part de Lénine; il n'y a pas de « maladie infantile » dans l'Internationale Communiste. Si nous sommes des enfants, alors nous sommes des enfants prodiges, exempts des maladies d'enfance. »

Eh bien! le léninisme sans les idées développées dans la *Maladie infantile* n'est plus le léninisme. Reconnaissons-le franchement, les camarades qui voudraient soutenir le léninisme moins ces idées me rappellent ce paysan du temps de la Révolution française qui disait : Vive le roi, mais sans la gabelle! (*Rires*).

Camarades, nous poursuivons la route que Lénine nous a enseignée, et qui n'est certes pas « sans principe ». Il ne faut pas dire comme les petits-bourgeois : Si tu attaques aujourd'hui la droite et demain l' « extrême-gauche », tu es sans principe. Figurez-vous que nous avons à diriger un bateau de guerre au milieu des mines. Nous n'avons pas de plan, les mines se trouvent tantôt à droite, tantôt à gauche. Appellerez-vous « sans principe » le capitaine qui louvoiera? Je parle ainsi parce que de bons camarades de « gauche », comme Bordiga, portent sincèrement cette accusation d'incohérence contre l'I. C. Nos adversaires de la II^e^ Internationale en font d'ailleurs autant.

*L'enseignement de Lénine.* — Je vous citerai l'article de Lénine :« Sur la signification de l'or avant et après la pleine victoire du socialisme ». C'est, à mon avis, un des plus importants et des plus largement révolutionnaires. Voici le passage :

« *Le danger le plus grand et peut-être l'unique danger pour un véritable révolutionnaire, c'est l'exagération de l'esprit révolutionnaire, l'oubli des limites et des conditions de l'application des méthodes révolutionnaires.* Les vrais révolutionnaires se sont surtout cassé le cou lorsqu'ils ont écrit le mot Révolution avec une majuscule, lorsqu'ils ont voulu faire de la « révolution » quelque chose de divin, lorsqu'ils ont ainsi perdu la tête et la capacité de peser avec sang-froid en quel moment, dans quelles conditions, dans quelle sphère d'action il faut agir révolutionnairement, en quel moment, dans quelles conditions et dans quelle sphère il faut savoir employer les procédés réformistes.

« *De véritables révolutionnaires ne peuvent périr (non pas au sens de la défaite extérieure, mais au sens de l'écroulement intérieur de leur cause) que s'ils perdent le sang-froid et s'ils croient que la « grande et victorieuse révolution mondiale » peut et doit absolument résoudre tous les problèmes en toutes circonstances et dans tous les domaines* par la voie révolutionnaire ».

Je voudrais faire entendre ces paroles au camarade Bordiga; malheureusement, il n'est pas encore arrivé; mais le camarade Rossi, qui est de la même tendance que lui, étant là, je le prie de les lire pour le moins deux fois par jour pendant son séjour à Moscou. Ce sera pour lui d'un excellent profit. (*Applaudissements*).

## Du IV^e^ au V^e^ Congrès

Je passe maintenant à l'époque entre le IV^e^ et le V^e^ Congrès. Là aussi, il y a eu une lutte de tendances très vive. J'essayerai d'en noter le plus important.

*Contre les erreurs de droite.* — Immédiatement après le IV^e^ Congrès mondial, ce fut la campagne contre Frossard. Le chapitre est clos, comme vous le savez. Nous pouvons maintenant exprimer à Frossard les remerciements du Parti français et de l'Internationale. Il a produit l'effet d'un emplâtre qui a résorbé tout ce qu'il y avait de mauvais et de malade dans le Parti.

Deuxième bataille : contre le *Parti Ouvrier Norvégien.* C'est un parti mi-réformiste, mi -syndicaliste de droite. Lian, un des chefs du parti et des syndicats, est un vulgaire social-traître. Hoeglund, lui-même, en conviendra.

En Italie, la lutte a été menée contre les chefs de la droite du parti socialiste.

En Suède, l'Exécutif a dû corriger les erreurs de la majorité. Dans quelle mesure il y a réussi, nous ne le savons pas encore.

Puis les événements de Bulgarie. Les déviations de droite



sont de nature diverse : elles varient avec les traditions et la culture de chaque pays. En Bulgarie, elles ne sont pas ce qu'elles sont en Suède; en Angleterre, elles sont autres qu'en Norvège; en Russie — notre opposition — elles sont autres qu'en France. Mais, malgré cela, ce sont toujours des déviations de droite. Vous connaissez les décisions prises par l'Exécutif dans la question bulgare. Les meilleurs chefs du Parti ont convenu que l'Exécutif avait eu raison.

Je passe au Parti allemand. Là aussi s'est poursuivie une lutte contre la droite. On prétend parfois, par exemple dans la presse tchèque, que l'Exécutif aurait brisé l'ancienne direction. Je dois déclarer que ce mérite ne revient pas exclusivement à l'Exécutif, au contraire. Nous avons trop longtemps soutenu les anciens dirigeants, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

*La discussion russe.* — Ensuite, la discussion russe, dont le Congrès aura à s'occuper. Le Parti russe a caractérisé les déviations apparues dans son sein comme petites-bourgeoises. Elles portent un caractère original : elles sont d'une grande importance internationale. J'ai sous les yeux un numéro du *Vorwaerts* de Scheidemann, qui dit, à propos du Congrès du Parti Communiste russe : « Où est-elle maintenant cette opposition qui, il y a six mois, faisait tant parler d'elle et sur laquelle partout on fondait tant d'espoir? »

Ces espoirs ne se sont par réalisés, comme vous savez, et j'espère qu'ils ne se réaliseront jamais. (*Applaudissements*). Mais le même numéro du *Vorwaerts* consacre au camarade Radek un article où il dit qu'il se distingue des autres chefs de l'I. C. par ses vues saines et clairvoyantes. Je ne veux pas prétendre que Radek mérite pleinement l'approbation de l'organe social-démocrate, mais, en partie, il la mérite. Et s'il ne voit pas encore clair, j'espère que cet article le fera réfléchir.

*La déviation de droite en France.* — L'Exécutif a dû, malheureusement, combattre une nouvelle « droite » dans le Parti français. J'ai dit que Frossard avait attiré à lui tout ce qu'il y avait de malsain dans le Parti. Pour parler plus prudemment, il faut dire : *presque* tout.

Quelques-unes des erreurs de cette droite sont très dangereuses. Nous avons entendu naguère, au Reichstag, Loebe se féliciter que « le gouvernement travailliste anglais et le bloc des gauches en France ouvrent un nouveau chapitre de l'histoire ». Quand un social-démocrate parle ainsi, ce n'est que demi-mal. Mais quand Rosmer écrit au nom de son parti quelque chose d'analogue sur le gouvernement travailliste d'Angleterre, il se fait, lui aussi, le porte-parole d'illusions pacifistes et démocratiques. Nous avons donc une droite dans le Parti français. Par bonheur, elle est numériquement faible. Et je pense qu'elle vivra à peu près autant que le ministère Marsal. (*Rires*).

L'Exécutif fera son possible pour ne pas laisser se développer non plus la droite représentée par Souvarine, qui se réfute

lui-même à mesure qu'il parle davantage et qui, en général, n'a pas de pire ennemi que lui-même, et par Rosmer et Monatte, dont nous attendions mieux. Le Parti français a combattu justement et résolument cette tendance.

*Les déviations en Amérique et en Angleterre.* — Nous avons eu certaines déviations de droite dans le mouvement américain, à propos du « tiers-parti » et de La Follette : certains camarades voulaient faire un bloc électoral avec cette organisation petite-bourgeoise. Le problème était difficile. Nous avons hésité, parce que nous connaissons mal l'Amérique, que notre mouvement y est encore peu développé et que l'idée d'un parti ouvrier indépendant y est encore trop récente. L'ouvrier américain vote encore pour les partis bourgeois, il nourrit toujours l'espoir de devenir un petit patron. A la fin, l'Exécutif s'est décidé contre cette tactique et les événements ont démontré qu'il a eu raison.

Il y a eu aussi des déviations de droite dans le Parti anglais. Deux ou trois mois avant ce Congrès, j'ai rédigé une lettre attirant son attention sur les graves erreurs commises dans l'application de la tactique du front unique.

*Contre l'extrême-gauche et le révisionnisme théorique.* — Vous voyez que l'Exécutif a combattu la droite sous ses diverses formes. En même temps, nous avons eu à mener campagne contre l'extrême-gauche.

En ce qui concerne le Parti allemand, il y a eu des moments où nous étions fort pessimistes. Vous connaissez les deux lettres de l'Exécutif et mon article. Nous craignions que dans la question syndicale nos camarades soient victimes d'une nouvelle tactique qui pouvait être très nuisible. Nous avons combattu ces déviations « d'extrême-gauche » avec raison et avec assez de succès. Il y eut un moment où non seulement la gauche, mais aussi le centre et même quelques droitiers déclarèrent inévitable la scission syndicale. Quant à la droite, je ne puis l'affirmer avec certitude, mais je suis catégorique en ce qui concerne le centre. Deux camarades influents de cette tendance vinrent à Moscou nous supplier de ne pas attaquer l'extrême-gauche, car tous les ouvriers allemands voulaient quitter les syndicats. C'était, d'après eux, un « phénomène irrésistible ». Nous avons pourtant interdit la scission avec succès. C'était la bonne voie, et le Parti allemand y est entré aussi au Congrès de Francfort. Ce danger-là n'existe plus dans le Parti allemand, et nous nous en réjouissons fort.

Si nous avions manqué de fermeté, notre Parti était perdu. Au lieu d'un grand parti de masses, il serait devenu une secte. Ainsi, nous devons combattre « l'extrême-gauche ». Elle est petite, je veux bien, mais les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Si nous voulons maintenir nos principes, si le léninisme n'est pas pour nous une phrase, nous devons nous rappeler le passage que j'ai cité de Lénine. Nous ne laisserons se développer



non plus le révisionnisme théorique qui semble devenir un phénomène international. En Italie, Graziadei réimprime en volume ses anciens articles du temps où il était encore révisionniste social-démocrate. Lukacs, en Hongrie, en fait autant pour la philosophie et la sociologie. Nous avons une tendance semblable dans le Parti allemand, avec Korsch.

Dans le dernier numéro de l'*Internationale*, la revue du Parti allemand, nous trouvons un article d'un certain Boris, qui se classe dans « l'extrême-gauche ». Je le livre à Boukharine, qui le critiquera dans son discours sur le programme. Ce Boris prétend qu'il n 'y a pas de surprofits coloniaux! C'est toute la IIe Internationale. Tout l'impérialisme de la social-démocratie repose sur l'existence du surprofit que les Etats impérialistes tirent des colonies. Il conviendra, je pense, que nous donnions au camarade Korsch, directeur de la revue, le conseil amical d'étudier le marxisme et le léninisme. J'ai appris que la Centrale allemande a pris une résolution désavouant l'article de Boris. C'est bien, mais cela ne suffit pas. Ce n'est pas trop demander que d'exprimer le désir que l'*Internationale* se trouve entre des mains marxistes et non entre les mains de gens qui ont encore à étudier le marxisme.

*Ne sous-estimons pas le danger de droite.* — Ainsi, camarades, je le répète, au cours de l'année écoulée, nous avons eu à porter les 90 % de nos coups contre les déviations de droite. Je pense qu'au présent Congrès il en sera de même. Plus on étudie les documents de nos sections, et plus on se rend compte que le danger de droite ne saurait être exagéré, il est plus grand que jamais, non que nos militants soient mauvais, mais parce que la période actuelle de l'histoire le veut.

Nous sommes entre deux vagues de révolution et il est naturel qu'il se produise des tendances de droite. Les survivances social-démocrates sont plus grandes que nous n'aurions jamais pu nous le figurer. Nous devons les déraciner, et nous y arriverons, mais seulement si nous refusons toute concession au radicalisme verbal et au révisionnisme théorique, si nous réprimons les déviations d'extrême gauche dès qu'elles commencent à prendre de l'importance.

## La Situation au moment du Ve Congrès

Quelle est la situation au moment de l'ouverture du Ve Congrès? Beaucoup trouvent le cours des événements trop lent. Nous sommes tous mécontents de constater que la victoire ne soit pas venue et ne paraisse pas pressée de venir. Nous attendions la révolution allemande, elle n'est pas venue. Les difficultés sont énormes. Subjectivement tout cela est juste, tout va trop lentement. Mais objectivement il me semble que le cours des événements n'est pas si lent. Lorsqu'une mouche est posée sur une meule immense et qui tourne à toute vitesse, elle a le sentiment de ne pas bouger. Il en est de même pour nous. La meule de l'histoire mondiale tourne cependant assez vite.

Voici le bilan des dernières cinq années :

1) Une demi-douzaine de monarchies ont été renversées, ce qui n'est pas rien. La destruction du tsarisme a une importance énorme pour la révolution mondiale.

2) Un sixième du globe est à nous. Il manque les cinq autres, mais cela n'empêche que, le premier, nous le tenons ferme.

3) Le mouvement a été extrêmement accéléré en Asie et dans les autres contrées lointaines, du fait de la guerre.

4) Le capitalisme des pays avancés est ébranlé et en partie désorganisé.

5) L'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie, en la personne des social-démocrates, sont devenues une partie intégrante indispensable des gouvernements bourgeois. C'est aussi un progrès. Certainement, ce sont des contre-révolutionnaires et des traîtres, mais objectivement, c'est un pas en avant, car c'est un symptôme de désagrégation de la bourgeoisie.

6) Les partis communistes ont grandi. Nous ne sommes plus de simples sociétés de propagande; nous sommes en train de devenir des partis communistes universels.

Ce bilan est un peu maigre et nous attendions davantage, mais il n'est pas aussi mauvais qu'on se le figure ordinairement.

Pendant l'année écoulée, nous avons vu se produire des poussées révolutionnaires en Bulgarie, en Allemagne et en Pologne. Il est clair que ce n'est pas l'effet du hasard : c'est le signe que nous nous trouvons entre deux vagues de révolution. En général, beaucoup d'événements se sont produits en politique internationale et dans le mouvement ouvrier : l'avènement du gouvernement travailliste en Angleterre, les élections allemandes, françaises et italiennes, le gouvernement ouvrier au Danemark, le progrès des courants petits-bourgeois en Amérique, une grève de six mois en Norvège, la liquidation de l'Internationale II ½, la conférence internationale des Transports, une vague de grèves en Angleterre, la grève des cheminots en Chine, la grève de 15.000 ouvriers du Textile aux Indes, etc... Nous ne pouvons donc nous plaindre du manque d'événements. Nous n'avons pas la victoire complète. Mais ça va.

## La Situation économique mondiale

Voyons la situation économique du monde. Nous entendrons à ce sujet le rapport de Varga. Autant que je puis en juger, il me semble que les considérations de Varga sont judicieuses. Personne n'y a rien relevé d'inexact. Le III[e] et le IV[e] Congrès ont jugé la situation. Il n'y a pas grand'chose à changer à ce qui a été dit. Le capitalisme est, comme alors, dans une période de décadence. Nous observons le début d'une nouvelle crise économique en Amérique et, dans le monde entier, une



crise de l'agriculture. Nous voyons se produire un essor partiel dans quelques pays d'Europe, d'ordinaire dans un pays aux dépens des autres. La social-démocratie estime qu'on revient à la normale. Hilferding exulte. Il dit que nous allons vers une stabilisation. Dans la revue *Gesellschaft*, il affirme que cette stabilité sera rétablie en même temps que la sécurité de l'Europe Centrale! Oui, il manque un rien à cet optimisme, c'est que cette sécurité est absolument impossible à créer. Elle n'existe qu'en Russie des Soviets, le pays dont Hilferding écrit que la situation n'y est pas encore normale.

S'il est normal que la monnaie d'Allemagne, d'Autriche et de Pologne tombe catastrophiquement, puis se relève, puis retombe de nouveau, comme il est inévitable, si cela est normal, parfait! Nous vous souhaitons de continuer ainsi longtemps encore. Si ce qui arrive au franc est normal, nous lui souhaitons de connaître quelque temps encore ce train normal! S'il est normal que la crise agraire sévisse dans le monde entier, que 40 % des farmers américains soient réduits à la misère, qu'il y ait sept millions de chômeurs, si tout cela est normal, c'est une preuve de plus de la violence de la crise traversée par les Etats bourgeois. La lutte des classes s'exacerbe; le niveau des salaires tombe de plus en plus; en Allemagne, il est de 20 à 40 % plus bas qu'en 1923, la semaine de travail dépasse de bien loin quarante-huit heures; même en Angleterre, le salaire réel n'est souvent que les trois quarts du salaire d'avant-guerre; en France, où il n'y a pas de chômage et où il y a une grande immigration, le renchérissement de la vie est beaucoup plus rapide que l'augmentation des salaires; en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, dans un très grand nombre de pays, le salaire réel n'atteint que 50 à 75 % d'avant-guerre. Non seulement relativement, mais absolument, la situation de la classe ouvrière empire de jour en jour. Constatons-le donc : les choses ne vont pas aussi vite que nous nous y attendions. Mais la période de crise, de décadence, de déclin du capitalisme se poursuit.

## La Situation politique internationale

En politique, la crise est encore plus évidente que dans le domaine économique, car la politique est un baromètre plus rapide et souvent plus sensible.

Ici, nous avons du nouveau : c'est la phase « démocratique », « pacifiste », dans la résolution du IV[e] Congrès :

> Ce qui caractérise la situation politique internationale du moment, c'est le fascisme, l'état de siège et la vague montante de terreur blanche contre la classe ouvrière. Cela n'exclut pas, dans un époque prochaine et dans les pays les plus importants, la possibilité que la réaction bourgeoise déclarée fasse place à une ère « démocratico-pacifiste. »

*La phase démocratico-pacifiste.* — Cela était écrit en 1922. L'Internationale Communiste avait prévu, dix-huit mois à l'avance, cette ère « démocratico-pacifiste ».

A présent, c'est l'inverse : entrés dans l'ère « démocratico-pacifiste », il nous faut prévoir une nouvelle ère d'état de siège et de furieuse contre-révolution bourgeoise. L'ère « démocratico-pacifiste » ne durera plus longtemps. Nous l'avions dit dans la même résolution : « En Angleterre (le renforcement du Labour Party aux dernières élections) et en France (l'avènement fatal du Bloc des Gauches), une période transitoire « démocratico-pacifiste » est très probable. Il se peut qu'elle provoque un renouveau d'illusions pacifistes dans l'Allemagne bourgeoise et social-démocrate. Entre la période présente de domination impudente de la réaction bourgeoise et le triomphe complet du prolétariat révolutionnaire se placent plusieurs étapes et les épisodes transitoires les plus variés sont possibles ».

L'Internationale Communiste a prévu ces événements d'importance primordiale. Et maintenant, les voici accomplis. L'ère « démocratico-pacifiste » est venue pour les principaux pays d'Europe : en Angleterre, le gouvernement travailliste; en France, le bloc des gauches, avec lequel les social-démocrates sont virtuellement au pouvoir; au Danemark, un gouvernement ouvrier; en Autriche, une grande victoire des social-démocrates; en Belgique, très probablement, Vandervelde au pouvoir demain; au Japon, un nouveau gouvernement « de gauche »; en Tchécoslovaquie et en Pologne, un reflet probable de la victoire du bloc des gauches, puisque ces pays sont vassaux de la France bourgeoise. En Amérique, on soutient les conclusions des experts et un mouvement se dessine en faveur d'un « tiers parti ». Puis nous enregistrons la reconnaissance de l'Union des Soviets par un grand nombre de pays. Tout cela ensemble constitue bien une ère démocratico-pacifiste. Elle va sans doute éveiller de nouvelles illusions parmi les ouvriers social-démocrates ou sans-parti, et parmi nous, chez les communistes les moins trempés, renforcer la « droite ». Il faut s'en rendre bien compte.

*« Thérapeutique » bourgeoise au lieu de « chirurgie ».* — La bourgeoisie a remplacé les méthodes chirurgicales par des méthodes « thérapeutiques ». Vous connaissez le rapport des experts. Je l'ai déjà dit : à mon avis, c'est un nœud coulant au cou de la classe ouvrière allemande. Seulement, la corde est en soie. Elle est moins laide à voir et on ne la serrera que peu à peu, avec des pauses. Et voilà ce que les social-démocrates appellent pacifisme et triomphe de la démocratie! Nous combattrons la décision des experts. Mais il ne faut pas se faire d'illusion, son application est extrêmement utopique. Plus on essayera de raccommoder les désaccords entre bourgeoisies impérialistes et plus tout ce travail de ravaudage se défera. Ainsi une vieille chaussette : plus on en rassemble les bouts, et plus elle se déchire. Plus ces messieurs se diront : tout va bien, nous nous sommes raccommodés, nous avons un programme unique, et plus il apparaîtra que les conclusions des experts ne sont qu'un chiffon de papier. Il va de soi que nous les combattrons quand même et de toute notre énergie, et que nous démasquerons la trahison social-démocrate.



Qu'adviendra-t-il de cette ère démocratico-pacifiste? Le gouvernement du bloc des gauches ne contribuera pas peu à illustrer la situation. Voyez la déclaration de Herriot. Les socialistes français votent pour l'occupation de la Ruhr et ils seront bien obligés de voter le budget. Le temps n'est pas éloigné sans doute où le cabinet Herriot fera fusiller les ouvriers. Il s'y décidera aussi vite que ses prédécesseurs, les Poincaré et Cie. Je ne crois donc pas que les illusions démocratico-pacifistes durent longtemps en France.

*Le gouvernement travailliste durera.* — En Angleterre, le cabinet Mac Donald ne sera pas, semble-t-il, un épisode momentané. Bien au contraire. J'estime que le Labour Party participera plusieurs années au pouvoir, dans diverses combinaisons gouvernementales. Il est devenu trop fort pour cesser d'être un facteur gouvernemental et la puissance de la bourgeoisie est trop ébranlée.

On peut dire en somme que la social-démocratie internationale est devenue, actuellement, un tiers parti de la bourgeoisie. On parle en Amérique d'un tiers parti, qui sera celui de la « démocratie ». Mais en Europe, c'est la social-démocratie, telle que nous la connaissons, qui joue ce rôle.

Il est fort possible que le cabinet travailliste, d'accord avec Herriot, prête son concours, pour un certain laps de temps, à la social-démocratie allemande et la remette en selle. Il s'ensuivra immanquablement des illusions démocratiques. Le Ve Congrès doit trouver le moyen de les combattre, d'aborder les ouvriers social-démocrates ou sans-parti, de leur bien enfoncer dans la tête le véritable sens des événements et de leur montrer que tout ce « pacifisme » n'est qu'une poudre pour les endormir.

La décision des experts contient des exigences sauvages. La classe ouvrière allemande n'a pas encore dit son mot, et la classe ouvrière internationale dira le sien. Si même elle n'a pas encore la force d'écarter ces exigences, il est de notre devoir de montrer aux ouvriers le fin fond de cette machination et de souligner, plus que jamais, notre point de vue communiste. Notre agitation doit changer de caractère, puisque la situation est nouvelle.

*Le danger de guerre.* — Prenons par exemple la question du désarmement. N'est-ce pas le moment, pour nous autres, communistes, de lancer aux social-démocrates l'interrogation posée jadis dans une brochure célèbre de Friedrich Engels : « L'Europe peut-elle désarmer? » Ne devons-nous pas leur dire maintenant : en Angleterre, le pouvoir appartient aux vôtres, à la IIe Internationale; en Russie, le gouvernement est soviétiste, apparenté aux principes de la IIIe Internationale, les cosaques ne sont plus là, le tsarisme n'est plus là, et le gouvernement des Soviets est prêt à tout instant à désarmer. Vous avez

un gouvernement ouvrier en Angleterre, le bloc des gauches en France, avec les socialistes participant virtuellement au gouvernement. Une ère « démocratique » s'annonce en Amérique. En Autriche, en Belgique, vous êtes forts. D'autre part, vous dites que vous ne voulez pas de guerre. Eh bien! quel obstacle y a-t-il? Ne soutiendrez-vous pas notre plan de désarmement?

Non seulement ils éludent la question, mais en Angleterre, en France et partout ils appuient les armements. J'ai cité le désarmement comme un exemple. On pourrait les multiplier. Telle est donc, en gros, la situation internationale.

*Le problème du pouvoir à l'ordre du jour.* — On dit souvent que la situation est normale, que le capitalisme se stabilise; tout à l'air de marcher comme sur des roulettes, et pourtant les crises gouvernementales se succèdent. Au cours de ces dernières semaines, une demi-douzaine de gouvernements ont sauté. Sans doute, ce n'est pas le vent de la Révolution qui les a balayés, mais il y a déjà là un symptôme d'insécurité. La situation politique tout entière le confirme.

La bourgeoisie ne peut plus gouverner comme autrefois. Un pouvoir franchement, purement ou plutôt salement bourgeois n'est plus possible. La bourgeoisie est obligée de recourir à des trucs : de là le gouvernement « ouvrier » en Angleterre et le bloc des gauches avec les socialistes en France. Autrefois régnait en Angleterre le système des deux partis. Que voyons-nous à présent dans cette citadelle du capitalisme? La social-démocratie sert de « tiers parti » à la bourgeoisie. Même la bourgeoisie anglaise, la plus puissante de toutes, ne peut plus gouverner avec les anciennes méthodes; elle s'accroche à un gouvernement ouvrier. Sur le continent, la bourgeoisie s'accroche tantôt au fascisme, tantôt à la social-démocratie. Les fascistes sont la main droite et les social-démocrates la main gauche de la bourgeoisie. C'est là le fait nouveau. Le problème du pouvoir est posé, et c'est le meilleur symptôme de la fragilité de l'équilibre capitaliste.

*La social-démocratie, tiers parti de la bourgeoisie.* — Pour la deuxième fois la IIe Internationale arrive au pouvoir. Elle y vint une première fois pendant la guerre. Les motifs de la bourgeoisie étaient alors compréhensibles. Mais aujourd'hui, en temps « normal » ?

C'est justement que ce temps « normal » n'est pas si normal. Il est fort possible qu'un jour vienne où, dans les principaux Etats d'Europe, prospéreront des ministres social-démocrates. Un jour viendra où la bourgeoisie ne pourra gouverner autrement. Elle sera obligée de se servir des social-démocrates comme d'un troisième parti. Ils y consentent.

C'est là le trait le plus caractéristique de la période présente. La seconde Internationale fournit des ministres à l'Angleterre et aussi virtuellement à la France. La bourgeoisie recourra à elle en Belgique et ailleurs, comme elle l'a déjà fait



au Danemark. Qu'est-ce que cela signifie? La social-démocratie affirme qu'elle est hostile à la bourgeoisie. Que dirait-on si, par exemple, le gouvernement soviétiste engageait le général Denikine comme ministre? On dirait que c'est la preuve qu'il ne peut plus gouverner comme avant, qu'il est ébranlé, que la question du pouvoir est devenue pour lui d'actualité. Pour la bourgeoisie, la social-démocratie, malgré ses affirmations, n'est pas du tout ce que Denikine est pour nous. Néanmoins, la situation des bourgeois est loin d'être stable, s'ils sont obligés d'exercer provisoirement le pouvoir par l'entremise d'un gouvernement ouvrier, et cela non seulement dans de petits pays comme l'Esthonie ou le Danemark, mais en Angleterre. Rien ne montre mieux à quel point la bourgeoisie est ébranlée et la situation révolutionnaire.

On a beaucoup discuté dans le Parti allemand au sujet de « la victoire du fascisme sur la République de Novembre ». La question est réglée aujourd'hui, et pour l'Allemagne, et pour les autres pays. La « théorie » d'après laquelle le fascisme aurait « vaincu » la social-démocratie est fausse. La social-démocratie constitue le tiers parti de la bourgeoisie. Là est la clé de notre tactique. La théorie qui affirmait que le fascisme avait triomphé de la social-démocratie était fausse et elle devait conduire à des conséquences opportunistes. S'il était vrai que la social-démocratie a combattu et a été battue, il faudrait se rapprocher d'elle et non l'attaquer de plus belle. Mais comme la social-démocratie ne s'est pas battue et n'a pas été battue, les communistes doivent suivre une tout autre tactique que celle de Radek. Le fait essentiel est que la social-démocratie est devenue une aile du fascisme. En France, par exemple, lors des élections, il y avait des listes communes des partis bourgeois et du Parti socialiste. La seule différence était que les noms des bourgeois étaient à droite et ceux des socialistes à gauche, sur le même bulletin. Est-il besoin de donner d'autres preuves? Le Parti socialiste, en France, est l'aile gauche de la bourgeoisie. Il joue encore à cache-cache, il ne participe pas au gouvernement de façon déclarée, mais il en est un des éléments; plus on ira et plus on le verra clairement. La IIe Internationale est devenue l'aile gauche de la bourgeoisie, un des partis gouvernementaux bourgeois. Cela montre à la fois la traîtrise de la social-démocratie et l'insécurité d'une bourgeoisie obligée d'avoir recours à un pareil moyen.

## Questions de tactique

J'en arrive maintenant au *problème de la tactique*. Tout d'abord, quelques généralités. J'avais cru que la question de la conquête de la majorité, comme condition de la victoire sur la bourgeoisie et la social-démocratie, avait été pleinement résolue au IIIe Congrès. Il parait bien que des explications sont encore nécessaires.

*Les conclusions opportunistes de Hula.* — La conduite de quelques chefs du Parti tchécoslovaque le montre. J'ai lu un article de Hula qui cherche à me mettre en contradiction.

Je cite textuellement : « Il est évident que *la conquête de la majorité des catégories les plus importantes de la classe ouvrière* n'est pas une expression précise et déterminée. Son interprétation peut conduire à une contradiction, car la conquête de la majorité *des catégories les plus importantes* peut être entendue comme la conquête de la minorité du prolétariat dans son ensemble, surtout si on ne sait pas ce qui est qualifié de décisif, quelles catégories sont *les plus importantes* et quelles sont simplement importantes, dont il ressort de la citation de Zinoviev qu'on peut négliger la conquête ».

Hula est un des partisans les plus dévoués de l'Internationale; je le connais personnellement comme un bon communiste; le symptôme n'en est que plus alarmant; c'est une preuve de plus qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark, je veux dire dans le Parti tchèque, et qu'il y a des gens qui veulent à toute force tirer des conclusions opportunistes. Je ne vous accablerai pas de contre-citations, bien que je les aie réunies. Je dirai seulement que le IIIe Congrès avait adopté, sous la direction de Lénine, une résolution disant que nous cherchons à conquérir la classe ouvrière en organisant ses éléments « socialement décisifs ». Je n'ai jamais eu l'intention de donner une formule irréprochable, mais l'idée est juste dans son ensemble. Il faut seulement que tout le monde sache pourquoi il faut conquérir la majorité : pour la lutte révolutionnaire, pour renverser le capitalisme.

Comment comprendre l'article de Hula? Selon lui, avant de penser à la révolution, on devrait conquérir et organiser une majorité de 99 % prouvée par la statistique. C'est une idée purement opportuniste, qui nous conduirait sur une fausse voie si nous l'adoptions effectivement. Je pense qu'une des tâches les plus importantes du Congrès sera d'examiner ce problème de la conquête de la majorité. Nous n'aurons rien de nouveau à dire, mais nous nous élèverons contre la révision de la formule du IIIe Congrès. Il y a des camarades qui se préoccupent peu d'avoir la majorité et qui se désintéressent de cette question cardinale. Nous combattons ces gens d' « extrême-gauche ». Mais ils ne sont qu'une minorité insignifiante; ce sont des *révolutionnaires de sentiment.* Ils ne sont pas dangereux. Le vrai péril, c'est ceux qui exigent une majorité fixée par la statistique de 99 % ou presque, avant de vouloir entendre parler de bataille révolutionnaire.

*La conquête de la majorité.* — En ce qui concerne la conquête de la majorité, je pense que nous devons confirmer les formules du IIIe Congrès. Nous devons nous rendre compte que le jour viendra où ce problème surgira pratiquement devant nous. Dans plusieurs pays nous tendons déjà vers cette conquête de la majorité : l'instant approche où nous serons



aussi forts que le fut la IIe Internationale à l'apogée de sa puissance. Aussi nous sommes exposés aux mêmes dangers. Naturellement le péril n'est pas tout à fait égal, car la social-démocratie est à côté de nous qui absorbe les plus mauvais éléments. Plus les trahisons des social-démocrates seront scandaleuses, et plus nous serons forts. Nous devons donc continuer à lutter pour entraîner la majorité des catégories décisives du prolétariat. C'est un des mots d'ordre essentiels de Lénine. Mais cela ne signifie nullement que nous revenons à la social-démocratie.

Vous connaissez aussi le magnifique travail de Lénine sur les résultats des élections à la Constituante en Russie. Nous avons fait ces élections étant au pouvoir. Pourtant notre Parti ne recueillit que neuf millions et demi de voix sur trente-six millions, contre vingt-cinq aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Lénine l'avoue : nous ne possédions pas encore la majorité numérique, mais nous avions la majorité sur les points décisifs, à l'instant décisif, et c'était le principal. Si Hula veut être un disciple de Lénine, voilà ce qu'il doit enseigner aux ouvriers tchèques : la majorité au point décisif, à l'instant décisif.

Est-ce que le plus grand danger consisterait dans une intervention révolutionnaire prématurée? Vous savez bien que ce péril n'existe pas en Tchéco-Slovaquie. Alors, à quoi tend l'article? Que signifie-t-il en réalité après la discussion du Parti allemand et de toute l'I. C.? Il soutient la droite. Il faudrait le dire clairement. J'espère que Hula ne persévérera pas dans son erreur. Mais s'il pense autrement, si lui et les camarades tchèques qui le soutiennent veulent ériger leur erreur en théorie, il y aura bataille entre l'I. C. et eux : d'une pareille théorie peut découler une pratique analogue à celle de la droite allemande, avec cette différence que sous bien des rapports, dans le Parti tchèque, les conséquences seraient pires.

On doute actuellement des forces du Parti allemand. Le *Vorwærts* cite avec beaucoup de contentement la phrase de Radek qui dit que sa victoire électorale n'est pas si brillante. Pourtant, si nous avons au Parlement une proportion de soixante-deux communistes pour cent social-démocrates, c'est une preuve que nous approchons de la conquête de la majorité du prolétariat. La social-démocratie avait en effet une avance énorme sur nous en matière électorale, même des non ouvriers votent pour elle. Si on prend les chiffres des élections aux conseils d'entreprise, ils nous sont encore plus favorables. Le tableau en a été dressé par Varga et ses collaborateurs. Cela ne veut pas dire que nous puissions dormir sur nos lauriers, car si nous commettons des fautes, nous pouvons perdre les masses conquises.

*Conquérons les paysans.* — Donc, en Allemagne, nous avons progressé. Dans d'autres partis aussi peut-être. Mais les neuf dixièmes de l'Internationale Communiste devraient moins

s'occuper de « haute politique » que des simples choses suivantes : s'appuyer sur des cellules d'usine (sans cela, pas de Parti Communiste); avoir une bonne tactique dans les syndicats, y organiser des fractions communistes pour les conquérir de l'intérieur; avoir une bonne politique paysanne : celui qui ne sait pas travailler les paysans n'est pas léniniste. J'ai déjà parlé de la misère agricole du monde entier. Cela devrait suffire pour nous faire redoubler d'activité parmi les paysans. La classe paysanne est acculée au désespoir. Jusqu'à présent, même les partis communistes des pays nettement agricoles des Balkans et de Pologne, n'ont pas fait l'effort nécessaire. Vous connaissez les résultats des élections dans la Russie des Carpathes. Beaucoup de camarades tchèques, surtout les militants de cette province, ont mené héroïquement campagne, en dépit de tous les dangers. Mais j'ai l'impression que le Parti, dans son ensemble, n'apprécie pas à sa juste valeur la question paysanne. Il ne faut plus qu'à l'avenir il se produise des cas comme celui de la Roumanie, où nos camarades ne savaient pas combien de paysans il y a, quel est le régime agraire, etc... Quelle fut la grande faute du Parti bulgare en juin 1923? C'est précisément l'absence de contact révolutionnaire avec les paysans et d'idées claires sur le rôle de la classe paysanne. Il s'est corrigé depuis et progresse rapidement.

*Les revendications partielles.* — Quelques mots sur les revendications partielles. Si nous nous sommes séparés des menchéviks, ce n'est pas parce que nous sommes contre les revendications partielles, mais parce que nous les relions aux questions fondamentales de la révolution. Pour les menchéviks, les revendications partielles sont un moyen de remplacer la révolution par l'évolution réformiste; pour nous, elles sont un des moyens de préparer la révolution. Quand les camarades allemands mènent campagne pour la journée de huit heures et l'amnistie, ce sont des revendications partielles pour lesquelles nous devons intervenir résolument, si nous voulons être un parti de masses. Mais est-ce là le but final? Non, ce ne sont que des revendications partielles. En principe, la confiscation de 51 % des valeurs réelles de la grosse bourgeoisie, réclamée par nos camarades, ne se distingue en rien des autres revendications partielles. Il faut seulement à chaque instant découvrir la revendication qui intéresse les masses et la faire servir à préparer la révolution. La véritable « gauche » de l'Internationale Communiste, qui est réellement léniniste, ne peut rien objecter en principe à la tactique des revendications partielles, elle doit savoir se baser sur elle pour mener une politique réellement révolutionnaire et non évolutionniste.

*Un tournant dans le mouvement ouvrier anglais.* — La question syndicale sera une des plus importantes du Congrès. Nous avons des faits nouveaux très importants. Voici, par exemple, ce qu'écrit Max Beer, ancien social-démocrate qui a



abandonné son Parti et connaît parfaitement le mouvement ouvrier anglais : « Je vois trois événements révolutionnaires dans ce pays. Le premier, c'est le mouvement chartiste; le second, la fondation du Labour Party et la lutte contre le vieux trade-unionisme. Le troisième, qui ouvre une époque nouvelle, est le commencement de sa libération du réformisme ». Ce processus a commencé en 1917, avec la révolution russe; il s'est développé peu à peu et il en est arrivé à un point où la quantité se changera en qualité.

Tout cela me semble vrai dans les grandes lignes. Voyez ce qui se passe : brusquement, un camarade comme Cook, qui est assez près de nous, conquiert le grand syndicat des mineurs. Ce ne sont naturellement que des signes, des symptômes, mais il ne faut pas les négliger.

L'attitude des Anglais à Vienne, au Congrès de l'Internationale d'Amsterdam, est un événement. Certainement ces gens ne sont pas conséquents, mais ils sont poussés par la masse. Lorsqu'ils se sont levés et ont crié à Sassenbach : « Où est Rosa Luxembourg? Où est Liebknecht? », que signifient ces questions? Les syndicats anglais étaient jusqu'à présent l'appui principal d'Amsterdam. Ils sont pour cette Internationale ce que les Partis russe et allemand sont pour l'Internationale Communiste. Si les Partis Communistes russe et allemand tenaient ici, dans ce Congrès, des discours anticommunistes, tout le monde ne dirait-il pas que c'est la crise de l'Internationale Communiste, la véritable crise, et non celle que quotidiennement Radek nous apporte dans la poche de son gilet et en dépit de laquelle nous sommes chaque mois plus forts. C'est une crise véritable que nous voyons chez les gens d'Amsterdam. Les Anglais n'ont fait que répéter ce que nous disons : les social-démocrates sont les assassins ou les complices des assassins de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Certes, ils sont inconsistants, ils n'ont pas de programme, ils ont voulu simplement souligner, au moment des pourparlers anglo-soviétistes, qu'ils désirent se rapprocher des syndicats russes. Mais ce n'en est pas moins un symptôme sérieux.

Notre tâche essentielle, actuellement, est en Angleterre. Si nous obtenons dans ce pays un Parti Communiste de masses, nous aurons remporté la moitié de la victoire dans toute l'Europe. Le terrain est prêt.

Que faut-il faire pour rétablir l'unité du mouvement syndical dans le monde? Les plus vieux routiers de la social-démocratie, les Allemands, les Belges, les Français, ne veulent pas de cette unité. Nous avons déjà déclaré au IV^e^ Congrès qu'ils faisaient tous leurs coffrts pour scinder les syndicats et que nous devions à tout prix défendre l'unité. Nous y sommes arrivés en Allemagne; nous devons y arriver partout. Cette question se pose devant nous et nous devons l'examiner à fond.

## La Tactique du Front unique

Je passe à la tactique du front unique. Il ne faut pas la discuter comme un « objet en soi ». La tactique du front unique reste juste, mais il faut l'examiner concrètement pour chaque pays. Cependant, je ne puis me dispenser d'exprimer quelques considérations générales.

Qu'a été pour nous la tactique du front unique? Il me semble que tout sera clair si nous jetons un coup d'œil sur le chemin parcouru.

En 1921-22, nous commençons à comprendre d'abord que nous n'avons pas la majorité dans la classe ouvrière, ensuite que la social-démocratie est encore forte, en troisième lieu que nous sommes sur la défensive tandis que l'ennemi attaque (les grèves de l'année dernière, en Angleterre par exemple, ont été pour la plupart des grèves défensives, de même dans les autres pays), en quatrième lieu que les combats décisifs ne sont pas encore à l'ordre du jour. Après les premiers combats, la corrélation réelle des forces nous apparut, nous eûmes conscience de n'être qu'une minorité. Voilà la base de la tactique du front unique.

*Sa déformation.* — L'histoire s'est jouée de ce mot d'ordre, ce qui du reste arrive aux mots d'ordre assez souvent. Nous comprenions la tactique du front unique comme une tactique révolutionnaire dans une période de ralentissement de la révolution. Mais dans nos rangs, des camarades se sont trouvés pour en faire une tactique d'évolution, une tactique d'opportunisme. C'était une manœuvre stratégique, mais certains camarades y ont vu une politique d'alliance avec la social-démocratie, une coalition « de tous les partis ouvriers », soit dit sans offenser le Parti tchèque.

Il y a un Parti Communiste qui a dernièrement adopté une résolution « à ne pas publier » déclarant : « Manœuvre stratégique; fort bien! mais il ne faut pas le dire si souvent et si publiquement, car autrement les adversaires en profiteront ».

Camarades, c'est une naïveté puérile, ou bien même du réformisme. Plutôt du réformisme, car ceux qui ont posé la question de la sorte ont cessé depuis longtemps d'être des enfants.

Le plus grand malheur de nos partis, le voici : quand on leur propose une stratégie révolutionnaire contre leur ennemi le plus rusé, contre la social-démocratie, ils essayent immédiatement « d'approfondir » cette stratégie, de l'interpréter et d'en déduire toute une théorie qui, en fin de compte, est le contraire d'une théorie communiste.

Le Parti bolchévik a exécuté, au cours de la révolution, un grand nombre de manœuvres stratégiques. Le génie de Lénine consiste dans une large mesure dans son art de la stratégie révolutionnaire. Mais toujours nous avons su ce que nous voulions. Nous savions l'état d'esprit des masses, et nous savions que nous voulions lutter jusqu'au bout. Nous savions que



nous allions vers la victoire, que nous supprimerions politiquement les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Le grand malheur de nos sections plus jeunes est que d'abord elles estiment toute manœuvre stratégique inadmissible et, en second lieu, quand elles en font une, elles lui prêtent immédiatement un « sérieux » qui la transforme en méthode, en système « profond ». C'est ce qui explique les neuf dixièmes de nos insuccès.

Certains partis et certains militants n'ont pas su ou n'ont pas voulu comprendre que la tactique du front unique n'est pour l'I. C. qu'un moyen d'agiter et de mobiliser les masses.

*Le gouvernement ouvrier et paysan.* — De même, le gouvernement ouvrier et paysan a été interprété comme s'il signifiait le gouvernement de tous les partis politiques, plus quelques partis paysans. Pourtant, l'histoire de la révolution russe a montré qu'il n'était que le « pseudonyme » de la dictature du prolétariat, rien de plus. Lorsqu'après les journées de juillet 1917 nous vîmes que nos affaires marchaient bien, que les ouvriers et les paysans étaient pour nous, que nous pouvions assez facilement conquérir une partie des paysans, la question se posa de formuler le mieux, le plus simplement, le plus clairement possible nos buts. La « dictature du prolétariat » était peu accessible aux masses. Comment le moujik illettré et le soldat auraient-ils pu comprendre ces mots latins : dictature du prolétariat? C'est alors que nous les avons traduits en russe en disant : « Paysan, ouvrier, soldat, tu vois les bandits qui nous dirigent; nous avons la force, nous avons les armes, veux-tu créer un gouvernement des ouvriers et des paysans? » Le paysan, l'ouvrier, le soldat n'étaient pas obligés de savoir ce que signifie la dictature du prolétariat, mais ils ont compris ce que signifie le « gouvernement ouvrier et paysan ».

Certains de nos camarades ont compris le gouvernement ouvrier et paysan comme s'il embrassait « tous » les partis ouvriers en commun avec quelques partis paysans, transformant ainsi ce mot d'ordre en son propre contraire.

Contre cette erreur, il faut se dresser de la façon la plus catégorique.

*La formule du front unique.* — Comme on sait, la question du front unique par en-bas ou par en-haut a provoqué beaucoup de disputes. J'estime que la formule suivante serait juste :

Le front unique par en-bas est toujours indispensable, excepté peut-être aux rares moments de guerre civile déclarée où il faut combattre par les armes même des ouvriers contre-révolutionnaires (bien que l'histoire de la révolution russe montre que, même dans ces cas extrêmes, nous avons toujours réussi à réaliser le front unique par en-bas : au moment de l'offensive de Kérensky sur Pétersbourg, nous avons mobilisé une partie des ouvriers socialistes-révolutionnaires contre leur propre gouvernement et nous avons marché avec eux).

Le front unique à la fois par en-bas et par en-haut doit être appliqué, pas toujours mais fréquemment, dans les pays où nous sommes en minorité. Je pense que personne, même parmi les plus « gauches », ne le niera pour l'Angleterre, l'Autriche ou la Belgique, où nous ne possédons jusqu'ici qu'une minorité insignifiante. Bien entendu, il faut se garer contre les adultérations opportunistes en employant cette tactique comme méthode d'agitation et de mobilisation et non comme méthode de coalition politique avec les social-démocrates.

Enfin, le front unique seulement par en-haut. Ici je suppose qu'il faut dire : jamais!

Malheureusement, dans la pratique, c'est précisément cette dernière méthode qui a été le plus fréquemment employée : écrire des lettres ouvertes aux social-démocrates, mener des pourparlers interminables et inutiles avec les chefs pour élaborer des « programmes communs », tout cela est facile.

Donc, le front unique par en-bas presque toujours; le front unique par en-bas et par en-haut assez fréquemment, toutes précautions étant prises pour que cela serve à la mobilisation révolutionnaire des masses; le front unique par en-haut seulement, jamais.

RADEK. — Très juste.

ZINOVIEV. — Même Radek trouve que c'est juste. Or qu'avons-nous vu? Le IV[e] Congrès a voté une résolution sur le gouvernement ouvrier. Je dois avouer qu'au cours de son élaboration, trop de concessions ont été faites qui pouvaient paraître des nuances de rédaction et qui, en fait, ont été transformées en concessions politiques à la droite. Prenez par exemple le passage suivant :

« A la coalition ouverte ou masquée de la bourgeoisie et de la social-démocratie, les communistes opposent le front unique de tous les travailleurs et la coalition économique et politique de tous les ouvriers pour lutter contre le pouvoir bourgeois et le renverser définitivement. L'alliance de tous les ouvriers contre la bourgeoisie fera passer tout l'organisme administratif aux mains de gouvernements ouvriers, et par là même consolidera la domination et les positions de la classe ouvrière ».

Au point de vue de l'agitation politique et de la manœuvre stratégique, cette formule est admissible.

En septembre 1917, dans un article « Sur les compromis », Lénine parlait d'un accord possible avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires pour la formation d'un gouvernement responsable devant les Soviets :

« Nous nous trouvons en présence d'un revirement si brusque et si original de la révolution russe que notre Parti peut proposer un compromis volontaire non pas à la bourgeoisie, qui est notre ennemi de classe direct et principal, mais à nos adversaires les plus proches, au parti dominant de la petite-



bourgeoisie démocratique, aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. A titre d'exception et seulement en vertu d'une situation particulière qui, évidemment, se maintiendra peu de temps, nous pouvons proposer un compromis à ces partis et il me semble que nous devons le faire.

« C'est de notre part un compromis que de revenir à notre revendication d'avant juillet : tout le pouvoir aux Soviets, gouvernement socialiste-révolutionnaire et menchévik responsable devant les Soviets.

« Maintenant, et maintenant seulement, au cours peut-être de ces quelques jours, d'une ou deux semaines, un tel gouvernement pourrait être fondé et se consolider pacifiquement. Il pourrait, avec un très haut degré de probabilité, assurer le progrès pacifique de toute la révolution russe et, avec des chances extraordinairement grandes, le progrès du mouvement mondial vers la paix et le triomphe du socialisme.

« Seulement en vue de ce développement pacifique de la révolution, au nom d'un possibilité, extrêmement rare dans l'histoire et extrêmement précieuse, oui, seulement au nom de cette possibilité, les bolchéviks, les partisans de la révolution universelle, les partisans des méthodes révolutionnaires peuvent et doivent, à mon avis, consentir à ce compromis ».

Et plus loin :

« L'objectif d'un parti véritablement révolutionnaire ne consiste pas à proclamer le refus, d'ailleurs impossible, de tout compromis, mais, au travers des compromis, pour autant qu'ils sont inévitables, à rester fidèle à ses principes, à sa classe, à son devoir révolutionnaire, à son œuvre de préparation et d'éducation du peuple en vue du triomphe de la révolution ».

C'était, camarade Sméral, une manœuvre stratégique. Il s'agissait d'une « coalition honnête ». Dans une agitation de cette sorte, des nuances verbales sont admissibles. Est-ce que Lénine avait l'intention de faire la paix avec les menchéviks et d'entrer dans un gouvernement de « tous » les partis ouvriers ou dans un gouvernement de tous les partis ouvriers et paysans? Pas le moins du monde. C'était une manœuvre stratégique. Mais lorsqu'on veut « approfondir », ériger la manœuvre en système, en théorie, lorsqu'on imagine sérieusement pouvoir entrer dans une coalition démocratique et pacifique avec « tous les partis ouvriers » qui ne sont ouvriers que de nom et en réalité sont le tiers parti de la bourgeoisie, une telle attitude ne peut aboutir qu'à l'opportunisme.

*L'épisode saxon.* — C'est en Saxe que l'erreur opportuniste a atteint son apogée. Nous nous sommes rapidement rendu compte qu'en Saxe se déroulait la plus banale des comédies parlementaires de coalition.

Pour justifier ce qui s'est passé en Saxe, on ne saurait prétendre que nous ayons surestimé les possibilités révolutionnaires. Je le dis, quant à moi, si jamais se reproduit la situation

politique d'octobre 1923, nous déclarerons de nouveau que la révolution est là qui frappe à la porte. Nous n'avons à nous repentir de rien. En octobre, les représentants des principaux partis communistes étaient réunis ici. Personne n'a dit mot contre le point de vue de l'Exécutif. Tous étaient d'accord pour s'orienter sur la révolution. Mais la responsabilité principale retombe sur l'Exécutif et sur les Partis allemand et russe. Je répète que si jamais la même situation se reproduit, nous nous bornerons à mieux vérifier les chiffres, à mieux compter nos forces, mais de nouveau c'est la révolution qui sera à l'ordre du jour.

Surestimer ses chances n'est pas le pire. Le pire, c'est ce qui a eu lieu en Saxe, c'est que dans notre Parti se soient révélés de nombreux restes de l'infection social-démocrate. Radek a demandé, au sujet de l' « expérience » saxonne, si nous avions lu tous les journaux allemands comme lui et si nous connaissions tous les détails. Les ouvriers, les bolchéviks de Moscou et de Léningrad lui ont répondu : « En effet, nous ne savons pas la langue allemande, nous ne sommes pas à même de lire les journaux allemands, mais nous avons fait trois révolutions : une en 1905 et deux autres en 1917, et nous avons eu Lénine comme guide. Et nous avons assez de bon sens pour comprendre que ce qui s'est passé en Saxe est une banale comédie parlementaire. L'expérience saxonne nous a montré ce qu'on fait du front unique et du gouvernement ouvrier dans l'aile droite de l'Internationale Communiste. »

La résolution du IVe Congrès était juste. Bien des passages en sont même excellents. Bien des prédictions qu'elle contient se sont vérifiées. Mais il fallait y voir une manœuvre stratégique et non pas bâtir dessus toute une théorie « démocratique » et déclarer que nous aurons toute une époque à traverser avec des gouvernements composés de communistes et de « tous » les partis ouvriers et même paysans dans le cadre de la « démocratie ».

*Les erreurs tchéco-slovaques.* — Après le Congrès de Leipzig, s'est tenu le Congrès du Parti Communiste tchéco-slovaque. Prenons connaissance des résolutions de Prague, nous y trouvons ceci :

« Le gouvernement ouvrier peut n'être qu'une transition pacifique à la dictature du prolétariat. C'est une tentative de la classe ouvrière pour appliquer la politique ouvrière dans le cadre et avec les moyens de la démocratie bourgeoise, en s'appuyant sur les organes prolétariens et sur le mouvement des masses prolétariennes ».

C'est la répétition littérale de la résolution de Leipzig. Je ne sais ce qui est arrivé, si c'est « spontané » ou si c'est l'effet d'un « plan ».

En tout cas, qui pense ainsi entre en conflit avec le communisme, avec le léninisme. Il se représente une période transitoire pacifique de gouvernement ouvrier ou ouvrier et paysan, une évolution dans le cadre de la démocratie.



Après Leipzig et Prague, et surtout après la Saxe, il n'y a plus à plaisanter. Désormais, il est clair qu'il ne s'agit plus de mots, mais bien de deux systèmes politiques. La gauche allemande, dont nous avons pensé longtemps qu'elle exagérait (et dans certains cas elle exagère vraiment) s'est trouvée avoir raison. Elle a été la seule à prédire l'issue de l'expérience saxonne. Cela nous a déterminés à changer notre opinion à son sujet.

*La tactique du front unique subsiste.* — Qu'est-ce que la tactique du front unique? Qu'est-ce que le gouvernement ouvrier et qu'est-ce que le gouvernement ouvrier et paysan? Inutile de chercher à nous intimider, comme l'a fait quelquefois Radek, en disant que nous entreprenons une révision des décisions du IVe Congrès et en général de presque toutes nos décisions précédentes. A quoi bon des paroles si terribles? Nous voulons simplement amender les formules outrées, imprudentes et fausses que Radek a réussi à fourrer dans les résolutions du IVe Congrès. Nous voulons faire en sorte qu'on ne puisse plus utiliser ces textes à tort et à travers. Nous voulons donner une formule qui soit claire à chacun, une formule que chacun comprenne. Nous sommes pour l'application de la tactique du front unique en vue de la conquête de la majorité de la classe ouvrière; la tactique du front unique reste en vigueur toute entière. Nous sommes pour le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. Dans sa résolution, le Parti allemand déclare avec raison : « Pour un pays comme l'Italie, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est parfait ». Je le suppose applicable aussi à la France et à un certain nombre d'autres pays.

Quelle est l'origine de ce mot d'ordre? On a dit que Radek l'avait inventé, l'avait forgé de toutes pièces. Cela ne correspond pas à la réalité. Il est né de la révolution russe. Radek l'a déformé. Nous voulons l'utiliser comme l'a utilisé la révolution russe.

RADEK. — En Russie, nous avons fait coalition avec les socialistes-révolutionnaires de gauche.

ZINOVIEV. — Nous ne disons pas non plus qu'en Occident nous n'accepterons pas dans un gouvernement des Soviets tel ou tronçon détaché de la social-démocratie et disposé à nous soutenir provisoirement. Les socialistes révolutionnaires de gauche étaient un tronçon détaché du Parti socialiste-révolutionnaire et qui avait à sa suite une partie de la paysannerie. Nous les avons pris à la remorque. Mais bientôt, dès qu'ils se furent mis à parler leur langage socialiste révolutionnaire, nous nous en sommes débarrassés. C'était une stratégie tout à fait juste. Par contre, l'alliance avec les Partis socialiste-révolutionnaire et menchévik en octobre aurait été une erreur. Moi-même, à un

certain moment, j'ai partagé cette erreur. Mais bien vite nous l'avons comprise et réparée : quelques jours après, Lénine écrivait que le conflit était terminé et qu'il fallait reprendre la lutte en commun.

Et maintenant, vous voudriez reporter cette politique erronée dans la pratique des autres partis communistes? Pour rien au monde!

L'excuse des fautes commises au cours de la révolution russe est qu'elles ne se répéteront pas dans les autres révolutions.

De même pour la tactique du front unique. Il ne s'agit pas de réviser cette tactique. Il n'en est pas besoin. Il ne s'agit pas d'inventer une « nouvelle » tactique : sans hésiter un seul instant, je dis qu'en dépit des fautes commises dans son application, la tactique du front unique peut être mise à notre actif. Il s'agit simplement de garer l'Internationale Communiste contre son interprétation opportuniste.

*Les succès du front unique.* — Prenons n'importe quel pays, l'Angleterre par exemple. En Angleterre, dans ce domaine, de grandes fautes ont été commises. Ruth Fischer a fait part à *l'Internationale* de ses impressions. Je suis tout à fait d'accord avec elle sur l'attitude prise par Fergusson pendant la campagne électorale : si l'on masque sa physionomie communiste, à quoi bon la campagne électorale ? Newbold, ancien membre du Parlement anglais, nous a très sérieusement demandé toute une soirée, à moi et à Boukharine, s'il lui était permis, dans des cas exceptionnels, de parler au Parlement contre la fraction du Labour Party. Nous lui répondions : « C'est pour cela que vous y êtes! »

Cependant, en dépit de toutes ces erreurs, la tactique du front unique n'a pas manqué en Angleterre d'avoir une importance positive. Dans les sections locales des syndicats, les ouvriers communistes ont, la plupart du temps, agi très judicieusement et y ont beaucoup gagné.

Le Parti tchèque lui aussi a bien appliqué cette tactique dans le cadre local. De bonnes choses ont été faites en Allemagne également. Les erreurs ont résidé principalement dans le parlementarisme et dans les pourparlers avec les chefs au sein des syndicats, des municipalités, etc... C'est ici qu'on se heurte à la muraille opportuniste. Mais dans la propagande locale, dans les usines, en dépit de l'incompréhension des dirigeants, l'application par en-bas a donné de bons résultats.

Pour les social-démocrates, pour les réformistes, le « gouvernement ouvrier » peut constituer toute une époque. D'Aragona, par exemple, a dit au Congrès de Vienne tenu par les Amsterdamiens en juin 1923 : « Le meilleur moyen d'éviter une nouvelle guerre, c'est de former le plus possible de gouvernements ouvriers ». Pour ce réformiste avéré, le gouvernement ouvrier est un remède à tous les maux, il permet même d'éviter



la guerre. Pour nous, il n'est rien de tout cela. La résolution du IV[e] Congrès le dit assez justement.

## Le Problème du Gouvernement ouvrier

Cette même résolution contient le passage suivant :

« Tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, mais tout gouvernement ouvrier n'est pas nécessairement un gouvernement prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire du pouvoir prolétarien.

« L'Internationale Communiste doit envisager les possibilités suivantes :

« 1. Un gouvernement ouvrier libéral. Un tel gouvernement a existé en Australie, il peut surgir prochainement en Angleterre.

« 2. Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne).

« 3. Un gouvernement ouvrier et paysan. Son éventualité est plausible aux Balkans, en Tchéco-Slovaquie, etc...

« 4. Un gouvernement ouvrier avec participation des communistes.

« 5. Un gouvernement ouvrier authentiquement révolutionnaire, qui ne peut être réalisé dans sa forme pure que par le Parti Communiste ».

Oui, il y a des gouvernements ouvriers libéraux, comme par exemple celui du Labour Party actuellement au pouvoir. Pour d'Aragona, tout gouvernement ouvrier, quel qu'il soit, est bon. J'ai peur que Radek et Brandler ne voient les choses à peu près du même œil, ainsi que certains camarades tchéco-slovaques.

Quant à nous, disons franchement que le « gouvernement ouvrier » et le « gouvernement ouvrier et paysan » nous importent surtout comme méthode d'agitation et d'organisation des masses pour la lutte révolutionnaire. A coup sûr, nous devons profiter des situations créées du fait de gouvernements ouvriers libéraux comme celui de Mac Donald. La formule de « gouvernement ouvrier » est pour nous la plus populaire, la plus généralement accessible, la plus adaptée à la conquête des masses. L'ouvrier et le paysan marcheront pour le gouvernement ouvrier, et puis ils s'apercevront que le gouvernement ouvrier, c'est précisément la dictature prolétarienne.

Je sais que certains camarades de gauche nourrissent une forte aversion à l'égard de la tactique du front unique en général. Pour les consoler, je leur dirai ceci : pour nous, la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier n'est qu'une arme pour la mobilisation et l'organisation des masses ouvrières. Cette arme ne vous plaît pas. Fort bien, je vous offre un compromis : aussitôt que vous aurez conquis la majorité

écrasante des ouvriers de votre pays, nous vous libérerons immédiatement de son emploi. (*Rires.*)

*Il faut s'adapter au milieu.* — Il ne s'agit nullement de couler tous les partis dans le même moule. Il faut poser la question concrètement pour chaque pays en particulier. Il y a un proverbe russe qui recommande de ne pas gâter un tonneau de miel avec quelques gouttes de goudron. Radek et les autres théoriciens de la droite veulent absolument mêler leur goudron opportuniste au miel de la tactique du front unique. Il faut verser ce goudron par terre et conserver ce qu'il y a de bon, puis proportionner le miel aux capacités de chaque pays.

En Allemagne, la situation est tellement mûre qu'il est temps de proclamer : unité par en-bas! Mais en Pologne, il en va probablement tout autrement, de même en Autriche et dans les autres pays. Tout l'art de l'Internationale consiste à adapter sa tactique aux différentes conditions, qui sont très dissemblables et très variées.

Je conclus encore une fois : le gouvernement ouvrier et paysan n'est rien de plus qu'une méthode d'agitation, de propagande et de mobilisation des masses. Comme je l'ai déjà dit en 1922, c'est le pseudonyme de la dictature du prolétariat. Dans notre Parti russe, personne ne l'a contesté; pour nous, c'était absolument clair. Notre faute consiste à n'avoir pas compris immédiatement que Radek et consorts ne disputaient pas avec nous sur des détails de rédaction, mais transformaient la tactique du front unique en une tactique réformiste.

*Attention à la paysannerie!* — Vous vous souvenez probablement que j'ai été l'initiateur du mot d'ordre du gouvernement ouvrier *et paysan* à l'Exécutif élargi. Quel motif me guidait? La conviction que, dans certains pays, nous commençons à nous approcher, et assez vite, de la conquête du pouvoir. Je ne tiens nullement à me vanter d'avoir aperçu alors que la situation mûrissait en Allemagne. Non, mais quelque chose me disait que dans certains pays la conquête du pouvoir commençait à devenir d'actualité. Et c'est pourquoi, depuis lors, nous n'avons pas manqué une occasion de répéter au Parti : attention à la paysannerie! Il est évident qu'un parti qui n'a pas encore en vue la conquête du pouvoir, n'a pas besoin de ce mot d'ordre. Il reste à demi-corporatif, purement ouvrier. Mais du moment qu'il devient un Parti Communiste sérieux, un parti de masses, il doit avoir en vue la conquête du pouvoir et alors il doit se demander comment se conduiront les paysans, quelle impression fera sur eux l'accroissement du parti ouvrier. Voilà pourquoi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est le signe que, dans certains pays, dans un avenir assez rapproché, la question de la conquête du pouvoir se posera. Ce mot d'ordre est l'expression du fait que le prolétariat doit avoir l'hégémonie dans la révolution et le Parti dans le prolétariat. C'est, jusqu'à un certain point, une étape entre la propagande et l'agitation de masse et l'action révolutionnaire.



*Il faut distinguer l'agitation et la propagande.* — Plekhanov, alors qu'il était marxiste, a exprimé cela en termes lapidaires : la propagande est la transmission d'un certain ensemble d'idées à un petit cercle de personnes; l'agitation est la transmission d'une idée fondamentale à de larges masses. L'origine du mot d'ordre « du gouvernement ouvrier et paysan » est que dans certains Partis nous sommes obligés de passer de la propagande du communisme à l'agitation dans les masses populaires et à la préparation de la lutte pour le pouvoir. Mettant en avant la lutte pour le pouvoir, nous devons trouver un mot d'ordre frappant, qui soit populaire, qui ait une grande force d'attraction, et qui, interprété dans son sens véritablement révolutionnaire, puisse nous servir d'aimant à l'égard des éléments que nous devons ou neutraliser ou gagner.

*Les déviations de gauche dans la tactique du front unique.* — A tous les camarades, et particulièrement aux camarades du Parti allemand qui, après l'expérience et les fautes de Saxe, se bouchent les oreilles avec de l'ouate dès qu'ils entendent parler de front unique, je recommande de réfléchir sérieusement à toutes ces questions. Le camarade de gauche Burian écrit, par exemple, en Tchéco-Slovaquie, que la tactique du front unique est la source principale du révisionnisme. Ce n'est pas vrai. Celui qui est révisionniste trouvera toujours un prétexte quelconque (*rires, exclamations : Très bien!*). Il le trouvera dans le parlementarisme ou dans n'importe quoi. Nous ne triompherons jamais de la social-démocratie si nous avons peur de notre ombre. Il faut seulement prendre la tactique et la purger de toutes les impuretés opportunistes. Il se trouvera toujours des gens pour qui le front unique sera une source de révisionnisme. Prenons tout ce qu'il a de bon et de léniniste.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est propre à nous gagner la confiance non seulement de la classe ouvrière, mais de tous les opprimés. Nous, la véritable gauche de l'Internationale Communiste, devons prendre ce travail en mains, pour écarter les fautes de la droite, convaincre ceux qui veulent se laisser convaincre et combattre les autres. Le V^e^ Congrès ne doit pas dire que le front unique est faux, mais élaborer des mesures préventives contre les déformations, et opérer une espèce de vaccination contre l'opportunisme, comme on fait contre les maladies contagieuses.

En Allemagne, l'abcès a crevé. Le couronnement logique de la déviation de droite s'est produit en Saxe. Si en Tchéco-Slovaquie, on n'en est pas arrivé là, c'est que les événements n'ont pas encore atteint la même maturité, car autrement, avec le Congrès de Prague et l'article de Hula, avec l'obscurité de la ligne de conduite du Comité central, si la situation devenait semblable à celle de l'Allemagne, nous irions tout droit à un nouvel échec.

## Les Tâches concrètes des Partis

Je passe maintenant au dernier chapitre : le rôle de nos principaux Partis. Ici, je suis d'accord avec le Parti Communiste allemand qu'il faut donner à chaque Parti des indications concrètes. Ce sera la tâche du V^e^ Congrès.

*Section anglaise.* — Au point de vue politique, la section la plus importante de l'Internationale Communiste, ce n'est pas la section allemande, ni la section russe, mais la section anglaise. Nous sommes ici en face d'un fait étrange : notre Parti, avec ses 3.000 ou 4.000 membres, a cependant une influence considérable. C'est que le parti de Mac Donald n'est guère plus fort. Son quotidien, le *New Leader*, tire à 15.000 et le nôtre à 55.000. En Angleterre, il n'y a pas de tradition de partis de masse.

Les ouvriers anglais suivent encore Mac Donald et parlent même parfois de lui avec amour. Nous avons vu cela chez nous dans les premiers mois de Kérensky. On ne pouvait le critiquer que par des voies détournées, dire pendant une heure : « Kérensky est parfait, Kérensky est un grand homme », puis insinuer : « Peut-être peut-il commettre çà et là quelque faute ». Les ouvriers tiennent encore à Mac Donald, ils sont encore pleins d'illusions. D'ailleurs il a la chance de ne pas avoir la majorité au parlement. Il peut dire aux ouvriers : « Je voudrais faire davantage, mais je ne puis; après les élections, quand nous aurons la majorité, nous montrerons ce que nous sommes, nous marcherons comme des lions, nous ébranlerons les monts et les forêts ».

La situation n'est pas simple. Le gouvernement de Mac Donald se trouve encore dans la phase ascendante de sa popularité; mais si nous voulions attendre passivement son déclin, nous n'aurions pas besoin de parti communiste. Les social-démocrates mourront bien sans nous un jour ou l'autre. Notre raison d'être est précisément d'activer ce processus. C'est pourquoi notre Parti doit dès maintenant lutter résolument contre Mac Donald, afin que la masse, lorsqu'elle se sera convaincue de sa duplicité, sache gré aux communistes d'avoir su voir clair longtemps auparavant.

En 1921, Lénine fut obligé de combattre Wijnkoop et autres de la gauche, pour que les communistes entrent dans le Labour Party. En 1924, la position est changée. Nous avons un gouvernement travailliste. Nous avons Mac Donald. Notre poignée de communistes doit: 1) se transformer en un parti de masse; 2) éditer un quotidien, en dépit des inquiétudes des camarades anglais, qui trouvent cette tâche au-dessus de leurs forces; 3) se mêler davantage à la vie des syndicats, afin d'y grouper une aile gauche; 4) consacrer plus d'attention à la jeunesse, dont le mouvement ne fait que commencer; 5) aborder hardiment la question coloniale, comme il convient à des bolchéviks; 6) combattre les déviations de droite, partout où elles existent.

Pour l'importance politique, le Parti français occupe actuellement le deuxième rang, par suite de la nouvelle orientation internationale (l'ère démocratico-pacifiste) dont j'ai parlé.



*La section française.* — Le Parti français a fait de grands progrès. Il a un solide noyau de gauche, que nous soutenons par tous les moyens. L'ancien centre et la gauche doivent se souder en une gauche compacte au meilleur sens du mot, sans fractions, et travailler dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Le Parti français doit gagner les grands centres ouvriers. Pour le moment il prédomine seulement à Paris. C'est un magnifique point d'appui. Au contraire, l'ancien Comité central de Brandler avait tout sauf Berlin et Hambourg. On s'est aperçu ensuite qu'il n'avait pas non plus toutes les Fédérations. En Suède, Hoeglund a tout, sauf Stockholm. Je ne veux pas tirer de conclusions.

Nous avons maintenant à tenir compte des illusions créées par le bloc des gauches. Il convient d'appliquer la tactique du front unique d'une façon quelque peu nouvelle. La social-démocratie française a voulu jouer serré en n'entrant pas dans le cabinet, tout en décidant de voter le budget, l'occupation de la Ruhr, etc... Elle est une partie cachée du gouvernement. Nous aussi nous serons rusés, et nous dirons aux ouvriers socialistes : « Ce n'est pas votre gouvernement, ce ne sont pas les vôtres qui y siègent. Pourquoi tant de précautions? c'est un gouvernement bourgeois, pourquoi ne pas lutter ensemble contre lui pour l'amnistie, pour l'évacuation de la Ruhr, pour de meilleurs salaires, pour la reconnaissance de l'U. R. S. S., pour la journée de huit heures, etc... » Au moment où la social-démocratie devient officiellement le tiers parti de la bourgeoisie, il ne peut être question d'appliquer le front unique par en haut. Au moment où les chefs social-démocrates entrent à moitié avec la bourgeoisie dans les combinaisons gouvernementales, la situation est on ne peut plus favorable pour appeler les ouvriers socialistes à la lutte en commun avec nous, d'abord sur le terrain économique et ensuite sur le terrain politique.

Si cela nous réussit, nous aurons une position très favorable. Cependant que les sommités de la social-démocratie seront engagées dans des combinaisons avec la bourgeoisie, nous nouerons au moyen de la lutte économique des rapports étroits avec la masse des ouvriers socialistes et sans-parti. Le socialisme sera ainsi divisé entre deux alliances. Le mécontentement des masses ira croissant, le chômage s'aggravera, la situation économique empirera, le memorandum des experts ne sera d'aucune utilité. Situation idéale pour la conquête des meilleurs éléments de la classe ouvrière.

Les objectifs essentiels du Parti français consistent dans la conquête des centres industriels en dehors de Paris et dans la consolidation de l'appareil du Parti.

Nous avons à Paris 8.000 membres, 50.000 abonnés à l'*Humanité* et 300.000 votants. Qu'est-ce que cela signifie? Cela

montre que l'organisation est en retard. La Fédération de la Seine devrait avoir 25.000 membres.

Il faut déraciner les dernières survivances du frossardisme. L'ancien centre doit marcher hardiment et sincèrement avec la gauche.

Le Parti, avec les brillantes qualités des ouvriers parisiens, doit gagner les ouvriers de province, surtout au moment où les sommités socialistes se trouveront engagées dans une combinaison gouvernementale avec la bourgeoisie.

Le mouvement des cellules d'usine est encore dans l'embryon. On parle beaucoup de haute politique, mais il n'y a encore que cent vingt cellules d'usines. On ne saurait prendre au sérieux ce résultat. Les cellules et les comités d'usine, voilà les premières exigences que nous posons au Parti Communiste français.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan convient en France plus que partout ailleurs. Il doit aller au paysan, aux couches paysannes inférieures. Une bonne presse communiste, un solide appareil, de meilleures liaisons internationales, voilà les objectifs.

*La question allemande est éclaircie dans l'ensemble.* — Passons maintenant au Parti allemand. Nous avons à l'ordre du jour un point spécial : la question allemande. Mon avis est que nous pouvons en toute tranquillité le retirer puisque, dans son ensemble, elle est éclaircie. L'année dernière, on a surtout parlé et écrit du Parti allemand. Maintenant je ne vois pas de question spécialement allemande. La situation en Allemagne est difficile. Les perspectives politiques restent essentiellement les mêmes, grosses de la Révolution. Les nouvelles luttes de classes sont déjà commencées, un combat gigantesque est engagé. Le Parti Communiste suit l'itinéraire indiqué par l'Internationale. La crise a été profonde, les dangers étaient immenses, le Parti se trouvait menacé de scission. Les camarades polonais ont demandé pourquoi nous avons si rapidement désavoué l'ancien comité central de Brandler. C'est que, si nous avions tardé, la scission aurait été inévitable. La crise était tellement aiguë que nous pouvons dire maintenant qu'elle s'est dénouée de façon relativement satisfaisante.

Ruth Fischer. — Très bien!

Zinoviev. — Il se rencontre de graves difficultés dans la question des syndicats. Il faut s'opposer impitoyablement aux moindres velléités de reviser les décisions de Francfort et de rouvrir la discussion sur l'abandon des syndicats.

La situation au parlement n'est pas non plus très simple. Nous avons maintenant en France et en Allemagne, dans les deux parlements, une situation semblable à celle que Lénine appelait « la situation du balancier ». Il peut arriver que notre fraction soit l'appoint décisif pour former telle ou telle majorité. D'où de grandes difficultés tactiques.



Le Parti allemand a de grandes lacunes dans l'action parmi les paysans. Il faut regagner le temps perdu.

On pourrait encore citer bien des problèmes partiels, mais je ne le ferai pas. Le Parti allemand s'est montré sain dans l'ensemble, il a eu facilement raison de graves maladies. Si son organisme n'avait pas été aussi robuste et aussi prolétarien, nous aurions eu beaucoup de mal.

Si l'extrême-gauche essaye encore de remonter à la surface, nous la combattrons de nouveau. Si l'ancienne déviation de gauche se manifeste dans la question syndicale, nous la combattrons. Nous avons avec le Comité Central des rapports amicaux sans plus. Il n'y a aucun motif qui puisse nous empêcher de combattre ses fautes, si elles se présentent. Nous l'avons fait et nous le ferons encore. Le Parti allemand, de même que tout autre parti, a le droit de critiquer le Comité Exécutif. Il en use largement. Si nous n'avons pas besoin de gens opinant toujours du bonnet, le Parti allemand n'a aussi que faire d'un Comité Exécutif qui ne dirait pas ouvertement ce qu'il doit dire. Le Comité Exécutif peut et doit critiquer et corriger ce qui est nécessaire. Je pense que les éléments de gauche composant la majorité du P. C. A. diront eux-mêmes que nous avons bien agi en intervenant contre la nouvelle tactique syndicale. Si quelques-uns se sont figurés que le Comité Exécutif abandonnerait le Parti allemand à l'extrême-gauche, ils peuvent voir maintenant qu'ils se sont trompés.

*Le Parti tchéco-slovaque.* — Je passe au Parti tchéco-slovaque. J'y ai déjà fait allusion en passant et je n'ai que peu de choses à ajouter. J'ai l'impression que ce parti souffre de l'absence d'une direction révolutionnaire stable et travaillant systématiquement. L'action y est un peu abandonnée au hasard. Se présente-t-il des élections ou quelque chose dans ce genre, une grande animation se produit, après quoi le travail languit de nouveau. Je pense donc que le Parti tchèque a de grands progrès à faire. Il faut infuser de nouvelles forces prolétariennes dans le Comité Central.

Les éléments revisionnistes qui existent encore doivent disparaître. Si je puis encore espérer que le camarade Hula réparera rapidement sa faute, je n'ai presque plus d'espoir en ce qui regarde Vanek. Nous n'avons aucune raison de douter de la bonne volonté du camarade Smeral, mais nous devons exiger la correction de la faute contenue dans le passage cité de la résolution de Prague, qui a été rejetée en Allemagne et dans toute l'Internationale Communiste. Il faut qu'elle soit rejetée aussi dans le Parti tchèque.

Il convient tout particulièrement au Parti tchéco-slovaque d'accorder attention aux questions nationale et paysanne.

*Le Parti polonais.* — Vous savez que la section polonaise a été pendant assez longtemps réputée comme une des meilleures. Cela est encore vrai pour la classe ouvrière polonaise, ses traditions révolutionnaires, ses magnifiques militants sup-

portant tout le poids d'un parti illégal. Je me vois forcé d'avouer que la situation est moins bonne en ce qui regarde les dirigeants. Ils ont montré trop de diplomatie dans les questions russe et allemande. Les camarades du Comité Central polonais connaissent mieux que personne la situation en Russie et assez bien la situation en Allemagne. Ils se sont maintenant rangés à notre avis, ou du moins ils le disent, mais cette déclaration a un défaut : elle s'est faite attendre. Il y a un proverbe russe qui se moque de ceux qui servent la moutarde après le souper. Bien que la moutarde puisse être utile quelquefois après le souper, cependant, camarades, nous préférerions l'avoir pendant.

En ce qui concerne l'application de la tactique du front unique, les camarades polonais ont eux-mêmes reconnu dans leur congrès qu'ils ont commis de grandes déviations de droite.

La conduite de Krulikowsky à la Diète a été critiquée à plusieurs reprises dans la presse. Pour ma part, autant que j'ai pu la suivre, je la trouve héroïque (RADEK : très bien!) et révolutionnaire.

Mais je ne saurais en dire autant de l'organe dirigeant du Parti. Où était notre Parti pendant l'insurrection de Cracovie? Il était absent. Sa carence absolue au moment de la mutinerie des régiments invite à réfléchir. Nous savons ce que c'est que de travailler illégalement. Nous connaissons l'action héroïque des membres du Comité Central militant en Pologne. Mais la direction politique souffre d'un excès de diplomatie. Je suis convaincu que lorsque les communistes ouvriers apprendront ce qui cloche, en quoi la direction a fauté, en quoi consiste réellement la divergence entre elle et l'Internationale et en particulier le Parti russe, ils se mettront immédiatement de notre côté, et non du côté de la diplomatie. La diplomatie est une bonne chose contre nos ennemis, contre les social-démocrates et la bourgeoisie, mais seulement contre eux. Dans nos rangs, dans notre Internationale, il n'y a pas de place pour la diplomatie.

Si la section polonaise veut recouvrer son ancienne réputation d'une des meilleures sections bolchéviques, elle doit corriger les fautes commises par son Comité Central.

*La section italienne.* — Passons à l'Italie.

D'abord, notre attitude à l'égard du Comité Central du Parti socialiste. Il me semble que nous devons décider la fusion immédiate avec les « terzinternationalistes ». L'heure a sonné. Les « terzinternationalistes » doivent-ils entrer dans le Comité Central après la fusion? Naturellement ils doivent y entrer. Nous ne devons pas trop insister sur les vingt-et-un points. Ces camarades veulent déjà depuis deux ans se rallier à notre Parti, c'est nous qui leur avons dit : « Restez dans votre ancien parti, afin d'en opérer intérieurement la conquête. » Pour le P. S. I., il faut laisser en vigueur l'ancienne résolution du Comité Exécutif de l'I. C., c'est-à-dire la possibilité de l'accepter comme parti sympathisant.



Vous vous rappelez qu'au IV^e^ Congrès notre extrême-gauche disait que le Parti Socialiste n'avait pas pour lui les ouvriers, mais seulement les employés et la petite bourgeoisie. Les élections ont montré cependant qu'il est soutenu par des centaines de milliers de bons prolétaires. Sans doute Lazzari, Clerici et autres ne sont pas des communistes, mais des révolutionnaires de sentiment. J'ai reçu dernièrement une lettre du vieux Lazzari où il m'écrit : « Il y a là une question de conscience : d'un côté le Parti, de l'autre l'I. C. ». Il ne peut pas violer la discipline, mais il reste fidèle à la III^e^ Internationale. Le politicien Vella est maintenant, semble-t-il, un homme fini, même pour le P. S. I. Nous devons donc laisser la porte ouverte et maintenir en vigueur notre ancienne décision. Mais le Parti Socialiste groupe encore des milliers d'ouvriers convaincus qu'il appartient à moitié à la III^e^ Internationale et qu'il y a simplement un malentendu à éclaircir.

En ce qui regarde notre Parti Communiste, les élections ont démontré qu'il est fort et robuste, avec un excellent noyau prolétarien. Ce Parti est tout notre soutien, tout notre espoir, il est l'unique représentant de l'I. C. en Italie. Mais les faiblesses que nous avons critiquées demeurent. Vous savez qu'il y a trois fractions. Je ne sais pas laquelle dispose de la majorité réelle. Nous attendrons pour tirer des conclusions, mais je sais que la fraction d'extrême-gauche a tort. Bordiga exige l'approbation des thèses de Rome de 1922, de toute la politique du P. C. I., de la tactique suivie à l'égard des *arditi del popolo*, c'est-à-dire de ce que nous avons critiqué vingt fois, avec Lénine lui-même.

Rossi, l'ami de Bordiga, écrit : « Une tactique qui attend son inspiration ou des indications de la situation n'est pas communiste ».

Je demande à quoi nous devons adapter notre tactique, si ce n'est pas aux faits et à la situation concrète? Dans la gauche italienne, il y a de ces doctrinaires qui pensent que nous pouvons partir en guerre après avoir élaboré une fois pour toutes, en nous basant uniquement sur les principes, une certaine alchimie tactique valable pour l'éternité. Naturellement, nous ne devons pas avilir notre tactique et la changer au gré des moindres modifications de la situation. Cela est clair, mais nous n'en avons pas moins besoin, nous autres communistes, de tenir compte des faits. Que nous devions adapter la tactique communiste au milieu, c'est tellement évident qu'il est superflu d'en parler. Il n'y a que des camarades sans contact avec les masses et non marxistes qui puissent prétendre le contraire.

La question italienne est très délicate. Bordiga et ses amis sont de bons révolutionnaires, fidèles à l'Internationale, mais les faiblesses que Lénine critiquait chez eux existent encore. La situation ne se présente pas sous un jour qui fasse à l'Internationale un devoir de céder. C'est Bordiga et ses amis qui doivent

céder : débarrassés de leur dogmatisme, ils n'en seront que plus utiles à la Révolution italienne.

Permettez-moi de ne pas m'arrêter aux autres partis, car le temps me fait défaut. Ce que j'ai dit peut s'appliquer à eux.

*L'I. C. J. notre fierté.* — Quelques remarques seulement au sujet des organisations auxiliaires de l'Internationale.

L'Internationale des Jeunesses est notre fierté et notre espoir. Dans son sein murissent les véritables générations communistes et les véritables chefs communistes. Là nous avons déjà dépassé la social-démocratie. Dans l'Union des Républiques Soviétiques l'I. C. J. compte 700.000 membres contre 400.000 antérieurement; en Allemagne 700.000 contre 28.000. Dans la Ruhr, notre jeunesse a été au-dessus de tout éloge. L'I. C. J. est la main droite de l'Internationale Communiste.

Le Secours rouge international fonctionne aussi très bien. De même le Secours Ouvrier. Vous savez que la social-démocratie allemande a organisé une véritable croisade contre lui et invité les social-démocrates à le quitter. Il faut aussi signaler les succès de l'Internationale sportive. Mais le mouvement féminin a besoin d'être fortement encouragé. Nous avons fait très peu dans ce domaine.

*Question d'organisation.* — Le moment me semble arrivé de poser sérieusement et de résoudre la question de l'organisation de nos partis sur la base des cellules d'entreprises. On nous dit que nous perdrons ainsi un certain nombre de membres. Cependant, nous devons expliquer aux ouvriers que le Parti doit à tout prix être fondé sur une base industrielle : l'organisation d'après le lieu de domicile est un héritage de la social-démocratie. La social-démocratie a créé un appareil électoral, pour des buts électoraux. Là où notre Parti Communiste est bâti de même, il se rapproche de la social-démocratie. Nous devons le reconstruire d'après le principe du lieu de travail, afin de ne plus avoir à revenir sur cette question au VI[e] Congrès.

*La direction sans Lénine.* — Pour terminer, quelques mots encore au sujet de la direction intérieure de l'Internationale. Je me vois encore obligé de citer quelques mots du camarade Bordiga, qui, on ne peut le nier, a posé hardiment la question. Voici ce qu'il dit : « Où est la garantie que l'Internationale deviendra le Parti Communiste mondial? Le fait que dans le Comité Exécutif travaillent les meilleurs camarades du Parti russe n'est pas suffisant, car il s'agit de toute une situation historique. Les audaces que nous avons risquées jusqu'ici, parce qu'elles étaient inspirées par un génie comme Lénine, doivent être écartées pour le moment comme dangereuses pour le mouvement communiste du prolétariat ».

Camarades, les cérémonies ne sont pas de notre goût, et nous devons déclarer franchement que sur cette question Bordiga a partiellement raison. Nous ne lui ferons pas un crime de faire remarquer que la confiance ne peut pas être aussi illimitée là où n'est plus Lénine. Nous-mêmes, nous n'avons plus cette confiance que nous avions autrefois en nous-mêmes, lorsque nous savions que nos décisions seraient en dernier lieu revues et pour ainsi dire ratifiées par Lénine, dont le jugement avait cette maturité, cette objectivité, cette prévoyance, cette orthodoxie marxiste introuvables ailleurs.



Lénine n'existe plus. Il n'y a pas d'autre Lénine dans le monde, et cependant il faut diriger la lutte du prolétariat mondial. La conclusion suivante s'impose : la direction internationale doit devenir plus collective, tous les partis doivent envoyer au Comité Exécutif les meilleurs disciples de Marx et de Lénine, les meilleurs cerveaux, les meilleurs organisateurs. Mais après avoir constitué cet organe directeur composé des meilleurs communistes du monde entier, il ne doit pas y avoir place pour une discipline de forme, il doit régner une véritable discipline communiste et prolétarienne. Nous n'en voulons pas à Bordiga, nous ne sommes pas assez sots pour croire que, Lénine mort, il n'y a rien de changé. Nous vous adressons au contraire, camarades de tous les partis, un appel fraternel. Lénine n'est plus, nous devons créer un organe collectif, un organe de fer, jouant véritablement un rôle directeur et incarnant la raison collective de tous les partis.

Dans ces derniers temps il y a eu des cas de violation de la discipline. Certains n'ont pas été punis. On peut en citer deux, à droite, de la part de Hoeglund, qui a soutenu Tranmael, et à gauche, de la part de Bordiga, qui a refusé le mandat de député, malgré l'insistance du Parti et du Comité Exécutif.

Nous avons essayé de liquider ces cas sans tapage inutile, vu que nous estimons beaucoup les camarades en question. Hoeglund s'est montré bon révolutionnaire pendant la guerre. Bordiga a lui aussi de sérieux mérites. Mais je dois dire que si le Congrès ne prend pas de garanties contre la répétition de pareilles violations de la discipline, nous ne pouvons assumer toute la responsabilité. La discipline doit encore être plus forte maintenant que du temps de Lénine, sinon, nous ne serions plus que l'Internationale II ½, nous ne serions plus les dépositaires des enseignements de Marx et de Lénine; nous ne serions que légèrement supérieurs à Crispien. Nous voulons un Parti Communiste indivisible, sans fractions ni groupements.

*Le P. C. R.* — En ce qui regarde notre Parti Communiste russe, je me rends fort bien compte qu'il ne plaît pas à tout le monde. En tout cas, je déclare que c'est un parti bien discipliné et qu'il est très honoré de donner à l'I. C. ce qu'il a de meilleur. De notre côté, nous disons à tous les camarades : créons une discipline encore plus sévère qu'auparavant!

La nouvelle conjoncture politique en Europe et la période prolongée de crise économique dans le monde font surgir devant nous des tâches colossales. Nous ne pourrons les remplir que si la discipline est regardée comme le devoir primordial.

Il est facile d'être discipliné lorsqu'on se trouve dans la majorité, lorsqu'on peut facilement faire triompher tout ce qu'on croit utile pour le mouvement; mais il faut être discipliné, même lorsqu'on se trouve dans la minorité. Il fut un temps où, dans les rangs de la IIe Internationale, nous acceptions la discipline, non par crainte, mais en conscience. Plus tard, nous avons été obligés de constituer une fraction de gauche dans la IIe Internationale (WIJNKOOP : très bien), de lutter par tous les moyens possibles contre l'opportunisme et enfin d'amener une scission dans l'Internationale. Cela était légitime, mais ne peut pas l'être dans la IIIe Internationale, dans l'Internationale de Lénine, dans le Parti Communiste mondial qui doit être indivisible et monolithique.

Nous ne prétendons pas que tout soit parfait chez nous, mais nous corrigeons progressivement les imperfections. Quand nous entendons des paroles semblables à celles qui nous ont été transmises et qui viennent de certains chefs de notre opposition : « Attendez, en octobre il y aura un déficit de 400.000.000 de roubles dans le budget soviétiste et alors nous verrons qui a raison et qui a tort »; l'Internationale Communiste doit rendre impossibles de semblables paroles. (*Bruyants applaudissements*).

Si notre attachement à la doctrine de Lénine n'est pas purement extérieur, si nous voulons une véritable Internationale Communiste léniniste, si la résolution sur la bolchévisation des partis n'est pas une phrase vide, alors nous avons besoin d'une discipline de fer, alors nous devons déraciner toutes les survivances de la social-démocratie, du fédéralisme, de l'autonomisme, etc.., etc...

*La IIe Internationale décline, la IIIe Internationale prospère.* — Nous ne devons pas craindre de le dire, nous ne sommes pas tombés du ciel, nous sortons du sein de la IIe Internationale. L'idéologie social-démocratique bourgeoise et petite-bourgeoise nous hante encore çà et là. C'est le malheur de notre classe, autrement nous aurions déjà depuis longtemps vaincu la bourgeoisie et la social-démocratie, mais nous devons lutter contre ce danger énergiquement, courageusement, avec suite et acharnement, comme il convient à des révolutionnaires léninistes.

Nous ne devons pas nous abandonner à la panique lorsque surgit l'opposition de droite. Analysez les fautes, luttez et vous vaincrez. Créez une véritable Internationale Communiste.

La IIe Internationale est encore forte numériquement, mais ses jours sont comptés.

Autrefois nous indiquions les perspectives d'une façon trop schématique : l'époque de la IIe Internationale se termine, l'époque de la IIIe Internationale Communiste commence. Historiquement c'est vrai, mais dans la vie sociale, ce n'est pas si simple. La fin de l'époque de la IIe Internationale et le commencement de l'époque de l'Internationale Communiste coïncident dans le temps et toutes deux existeront parallèlement pendant un certain nombre d'années. La IIe Internationale disparaîtra progressivement de la scène. Elle décline. Nous prospérons, nous vaincrons. Pour cela il faut une discipline de fer et un véritable Parti Communiste mondial, qui est l'Internationale Communiste. Ce n'est pas en vain que nous avons prêté le serment d'agir et de lutter dans l'esprit des enseignements de Lénine. En tant que véritable Parti Communiste mondial, nous devons combattre l'opportunisme de la droite et expliquer les fautes de la gauche.



Nous avons besoin d'un organe directeur de fer, parce que nous devons nous attendre à de grandes luttes. Qui d'entre nous aurait pensé au IVe Congrès qu'en octobre 1923 nous aurions à examiner sérieusement la question de la révolution allemande? Et cependant les événements étaient proches. Les événements murissent beaucoup plus vite que nous ne le supposons et cependant il nous semble que leur rythme est encore trop lent. Il est clair qu'entre le Ve et le VIe Congrès nous aurons à faire face à des combats décisifs sur beaucoup de points du globe. Nous devons être prêts à devenir non pas seulement en paroles, mais en réalité, un véritable Parti Communiste mondial et invincible.

(*Longs applaudissements. Les délégués se lèvent et chantent* l'Internationale).

# QUATRIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(20 juin 1924)

*Président :* GESCHKE.
*Orateur :* VARGA.

## La Situation économique du Monde

VARGA. — Les événements de ces trois dernières années ont confirmé l'idée fondamentale des thèses du IIIe Congrès à savoir que la société capitaliste se trouve actuellement dans une période de crise, avec alternances de hauts et de bas.

Il est difficile de définir ce qu'il faut entendre par période de crise du capitalisme. Je dirai qu'une période de crise est une période où les contradictions de la société capitaliste s'accentuent à tel point que l'unité de l'économie mondiale en est ébranlée, que la production, ascendante en capitalisme normal, reste stagnante ou se réduit, que, par conséquent, la bourgeoisie ne peut plus assurer au prolétariat un niveau d'existence convenable et que par suite la possibilité objective de luttes victorieuses pour le pouvoir est donnée. Les bourgeois et les social-démocrates prétendent que la crise serait déjà surmontée ou en voie de l'être. Cette conception est fausse. Probablement, la crise prendra dès cette année des formes particulièrement aiguës.

La production mondiale n'a pas encore en 1923, la meilleure année de l'après-guerre, regagné le niveau de 1913.

Quant à l'agriculture, il faut constater que la surface ensemencée est de beaucoup inférieure à celle de 1913 : pour le froment en 1922, 17 % de moins, pour l'avoine 13 %, l'orge 24 %, le seigle 8 %. D'autre part, nous observons dans le coton, le caoutchouc et autres matières premières, une tendance consciente du capitalisme à réduire la production pour obtenir des profits plus élevés.

Dans l'industrie lourde, la production du charbon atteint juste celle d'avant-guerre, tandis que le fer et l'acier en sont encore loin. La capacité de production de l'industrie lourde n'est point totalement utilisée. En Angleterre il n'y a que 194 hauts fourneaux sur 457 qui travaillent; en Amérique, seulement 270 hauts fourneaux sur 420 au début de l'année, 230 au mois de mai et en ce moment probablement pas plus de 200. En Allemagne l'industrie lourde a chômé durant toute l'année

C'est même une erreur de parler à présent *d'une* production mondiale et de la comparer avec celle d'autrefois. L'économie mondiale actuelle se divise avec une netteté assez remarquable en deux parties : l'Amérique et les colonies britanniques, où le



capitalisme se trouve encore sur la courbe montante, et le vieux territoire industriel d'Europe où il subit une crise spéciale. Une part de plus en plus grande de la production totale est fournie par l'Amérique et une part de plus en plus petite par l'Europe. En 1913, l'Amérique donnait 40 % du fer, à présent 62 %; 42 % de l'acier, à présent plus de 60 %; 75 % du pétrole, maintenant 72 %. Par contre, en 1913, l'Angleterre produisit 10.200.000 tonnes d'acier, aujourd'hui seulement 7.600.000. En 1913, l'Allemagne produisit 19.200.000 tonnes d'acier, aujourd'hui 5 millions.

Un des signes les plus importants de cette crise est le chômage. Nous constatons ce fait curieux que dans les pays les plus importants, où pendant cette période l'économie capitaliste se serait soi-disant assainie, le nombre des sans-travail est resté le même. On évalue aujourd'hui le nombre des chômeurs à 4 ou 5 millions. Ce sont les chiffres officiels, le chiffre réel est certainement encore plus élevé. Avant la guerre, le chômage était un phénomène passager, tandis qu'à présent il est devenu permanent. En Angleterre il y a des ouvriers qui chôment depuis trois ans et que le capitalisme a été incapable d'occuper même pendant la phase prospère qui vient de passer.

J'arrive maintenant à une question qui est discutée vivement, surtout dans le Parti allemand : l'accumulation.

Y a-t-il accumulation? Nous devons faire la distinction entre l'accumulation de richesses et l'accumulation de capital. Des richesses sont des produits accumulés sous leur forme-nature, et le capital comprend la partie de ces richesses en la possession de capitalistes et servant à l'exploitation. On peut résoudre cette question en étudiant les sommes placées dans les caisses d'épargnes, les émissions, etc... Cependant à l'époque actuelle de la dépréciation de la monnaie, toutes ces observations sont très hypothétiques. En outre, l'interdépendance actuelle des sociétés par actions enlève presque toute possibilité de distinguer une nouvelle accumulation des différentes formes d'interpénétration des actions et du capital. Il est cependant certains critères, comme le bâtiment et la production de fer et d'acier. Or, d'après ces signes, nous nous apercevons qu'aux Etats-Unis il y a certainement eu accumulation de richesses, mais qu'on ne saurait en dire autant des pays européens. La crise des logements est passée à l'état aigu en Europe et le capitalisme a été incapable de faire revivre la construction de bâtiments. Il n'est donc pas capable d'une accumulation normale de richesses ou de capital. On accorde souvent à cette question une importance politique qu'elle ne mérite pas. Dans la *Vie Ouvrière*, le camarade Ollivier contestait l'opinion de l'Internationale Communiste sur la crise de l'économie mondiale. Pendant la guerre et l'avant-guerre, le capitalisme aurait tant accumulé qu'à présent il ne pourrait être question de crise. Il est naturellement possible que pendant une crise il y ait accumulation du capital et que des succès du prolétariat soient possibles, cette accumulation se poursuivant

aux dépens des classes moyennes, ainsi que nous l'avons vu en Allemagne où, sur une richesse totale amoindrie, une part plus grande est passée aux mains des plus gros capitalistes. L'accumulation n'a donc pas eu lieu par acquisition de nouvelles valeurs, mais par expropriation de certaines catégories sociales. La situation était donc favorable au prolétariat autant qu'elle ruinait les classes moyennes.

Par contre la conception de quelques camarades allemands, qui disent qu'il n'y aurait pas d'accumulation et que le sort du capitalisme serait déjà décidé est très dangereuse. Le capitalisme ne peut être renversé que par de grandes luttes pleines de sacrifices, même s'il ne peut plus accumuler. Le capitalisme, comme organisation servant à opprimer le prolétariat, peut durer même n'accumulant plus, si le prolétariat n'y met par la force un terme.

En observant la situation économique des trois dernières années, nous voyons les trois grands phénomènes nouveaux que voici : 1) la fin de toute économie capitaliste mondiale formant un tout; 2) une crise spéciale des pays industriels d'Europe Occidentale au milieu de la crise générale et 3) la crise agraire.

Nous devons souligner l'existence de la Russie, république immense en dehors de l'économie capitaliste, où le gouvernement prolétarien est aujourd'hui si fermement assis que les adversaires les plus acharnés n'espèrent plus sa chute.

Il faut aussi remarquer l'absence d'une conjoncture unique mondiale. L'amélioration dans un pays est rachetée la plupart du temps par l'aggravation dans les autres pays. La haute conjoncture américaine est un phénomène isolé. Il est caractéristique que précisément à son apogée la balance commerciale des Etats-Unis était passive. L'économie capitaliste mondiale ne forme plus un tout. La France a également traversé une conjoncture spéciale, basée sur l'inflation lente et sur la nécessité de reconstruire les régions dévastées : lorsque la reconstruction sera achevée, cette prospérité cessera.

Le mouvement des changes constitue un autre trait caractéristique de la décomposition de l'économie capitaliste. On parle beaucoup de la stabilisation du change en Autriche, en Allemagne et en Pologne, mais nombre d'autres pays sont entrés dans la période de dépréciation de la monnaie. Il n'y a plus un seul pays en Europe dont le change soit au pair avec le dollar. On marche non pas à une amélioration, mais à une aggravation.

Un autre élément important est constitué par la stagnation du mouvement international des capitaux. Quoique le taux de l'intérêt soit monté en Europe à 40, 50, 60, voire 100 %, au lieu de 2, 3 ou 4 % en Amérique, aucun capital n'afflue d'Amérique en Europe, parce que la sécurité des placements en Europe ne paraît pas suffisante. Voilà pourquoi l'or reflue aux Etats-Unis, où de telles réserves se sont déjà accumulées qu'on ne sait plus ce qu'il faut en faire. Les billets de banque sont déjà couverts par plus de 80 % d'or, et si cela continue l'émission de



billets ne sera plus lucrative. Cependant les monnaies européennes font les plus folles escapades, faute de couverture.

J'en viens à présent à la crise spéciale des pays industriels d'Europe Centrale. Ces pays vivaient de l'importation de produits alimentaires et de l'exportation de produits manufacturés. Cette possibilité d'exportation s'est de plus en plus réduite au cours des dernières dizaines d'années, à la suite de l'industrialisation des pays d'outre-mer et de la crise agraire. Nous voyons en effet tous les Etats s'efforcer d'avoir leurs industries à eux : même les colonies anglaises érigent des barrières douanières contre les produits industriels de l'Angleterre. Ainsi se retrécit de plus en plus la base vitale des pays industriels d'Europe.

La crise agraire réduit encore davantage le pouvoir d'achat des pays agricoles pour les pays industriels.

La crise agraire est causée par le fait que dans presque tous les pays du monde, les prix des produits industriels sont de beaucoup supérieurs aux prix des produits agricoles. Ce phénomène fut observé d'abord en Russie et en Amérique. On pensait d'abord avoir affaire à un phénomène spécial à ces pays, mais on finit vite par se convaincre qu'il se répétait presque partout.

Une autre cause de la crise agraire est l'organisation des trusts pendant la guerre et l'après-guerre. Presque tous les produits industriels furent vendus à des prix artificiels de monopole, tandis que la liberté des prix reste entière dans l'agriculture, où il est impossible de réunir des millions de producteurs en cartels ou en trusts. Les « *ciseaux* » ne sont pas par eux-mêmes la crise agraire, mais ils la deviennent là où le taux des fermages, les intérêts et les impôts sont si élevés que les producteurs ne peuvent plus les payer vu les prix relativement bas des produits agricoles

Bien des fermiers ont quitté leurs fermes et beaucoup d'autres n'ont pu y rester que grâce aux banques qui préfèrent prolonger les crédits que de perdre toute leur créance par l'émigration des « farmers ». Mais en beaucoup d'endroits, ces banques ont fait faillite elles-mêmes.

La crise agraire est aussi très aiguë dans les Etats européens. Pendant un certain temps elle est demeurée cachée par l'inflation, qui permettait aux producteurs agricoles de payer leurs impôts, intérêts, etc... en monnaie se dépréciant à vue d'œil, mais, au moment de la stabilisation, cette crise agraire se révèle avec toute son acuité. Dans quelques pays il est possible que cette crise agraire ne soit qu'un phénomène passager. Les tarifs protectionnistes en Allemagne peuvent considérablement l'atténuer. La crise agraire est d'une très grande importance politique, car elle rapproche les paysans moyens et pauvres du prolétariat. Enfin une cause importante de la crise agraire est la crise de l'industrie : le fait qu'il y a toujours des millions de chômeurs et que les salaires sont réduits, aboutit à une réduction considérable de la vente des vivres.

Tous les phénomènes que j'ai cités pour caractériser l'économie capitaliste, nous mènent au résultat que les antagonismes de classe se sont très accentués. Je m'étonne que Hilferding dise la même chose. En quoi consiste cette accentuation?

Premièrement, la concentration de la production, la centralisation des fortunes, la formation de trusts et de *konzerns*, fait des progrès exorbitants. En même temps, les classes moyennes ont été largement expropriées, surtout dans les pays d'inflation. L'abîme entre le petit groupe de capitalistes commandant et la petite et moyenne bourgeoisie devient de plus en plus profond. Une partie de plus en plus grande de la petite bourgeoisie est prolétarisée et tombe sous l'exploitation du capitalisme.

Deuxièmement, parallèlement à ce processus, se poursuit un processus d'interpénétration des intérêts du grand capital des différents pays. D'un côté nous voyons l'alliance des Morgan avec Schneider, Stinnes; d'autre part, Rockefeller et les groupes capitalistes de différents pays européens, dont la dépendance des Etats-Unis apparaît de plus en plus nettement.

*Les perpectives.* — Nous nous trouvons au commencement d'une des plus graves crises des Etats-Unis. La crise était à prévoir, nous l'avons attendue déjà pour la fin de 1923. Toutes les informations que nous recevons d'Amérique disent que la production tombe avec une rapidité qu'on n'a jamais vue auparavant aux Etats-Unis. Le trust de l'acier par exemple travaillait en mars à 100 % de sa capacité et fin mai seulement à 60 %. Il y a un million d'automobiles non vendues; l'industrie du bâtiment s'est réduite en mai de 23 % et à New-York même de 70 %, etc.., etc... Les produits industriels américains sont jetés à présent sur le marché européen et font la plus grande concurrence à l'industrie européenne, la crise actuelle ne manquera certainement pas de peser sur l'Europe. La bourgeoisie américaine n'a pas voulu croire à cette crise économique. Cet optimisme a entraîné même une partie du Parti Communiste. La crise devint matière à discussion entre les camarades américains. Le camarade Pepper était d'avis que la crise était actuelle, mais la majorité l'attendait pour plus tard. Cette majorité s'est basée sur un de mes rapports. Mais elle n'avait pas raison, ce rapport ne se rapportant qu'à l'année 1923 et ne pouvant être applicable à 1924.

Nous sommes d'avis que nous allons vers une crise mondiale générale. La social-démocratie le conteste de toute son énergie. Elle croit que la solution de la question des réparations conduira à l'amélioration de la situation européenne. Voilà pourquoi il est nécessaire que nous nous occupions en détail de ces questions de politique économique, qui sont en rapport avec la question des réparations.

On essaya d'abord d'extorquer à l'Allemagne des réparations en monnaie étrangère. Mais cette tentative aboutit à l'écroulement de la monnaie allemande, ébranla le capitalisme allemand jusque dans ses profondeurs et fit surgir le danger ou d'une révolution prolétarienne ou d'une réaction nationaliste. Il apparut que la question des réparations est insoluble par cette voie. Mais elle n'était pas seulement une question économique, mais aussi une question de puissance. Par les conditions des réparations, l'Allemagne doit être éliminée comme Etat indépendant et devenir la proie des grandes puissances impérialistes.



Deux conceptions s'affrontèrent : premièrement, celle de l'industrie lourde française, qui tendait à annexer la Ruhr et la rive gauche du Rhin économiquement et politiquement à la France, à créer un centre de l'industrie lourde en Europe Occidentale et à établir l'hégémonie de la France sur le continent européen.

Cette conception de puissance politique fut très dangereuse pour l'Angleterre, car elle pouvait aboutir non seulement à la supériorité militaire, mais à la supériorité économique de la France sur l'Angleterre. L'autre conception, celle de la Grande-Bretagne, comprenait que la supériorité militaire momentanée de la France privait l'Angleterre de la possibilité de s'opposer par la violence aux projets impérialistes de la France. Voilà pourquoi l'Angleterre se contentait de pousser l'Allemagne contre la France et la France contre l'Allemagne, de les affaiblir simultanément pour pouvoir ensuite dicter ses conditions. Cette politique devait aboutir sur les points essentiels à la victoire de la politique anglaise, car bien que la France eût vaincu militairement dans la Ruhr, où la résistance passive s'écroula prématurément grâce à la trahison de la bourgeoisie allemande, la France ne pouvait maintenir économiquement cette position. L'Angleterre voulait naturellement affaiblir aussi l'Allemagne. Dans le cas d'une réduction des charges des réparations, la bourgeoisie allemande devait faire en effet à l'industrie anglaise une formidable concurrence, la bourgeoisie allemande ayant pu se débarrasser de ses dettes intérieures pendant la période d'inflation.

Le rapport des experts constitue une tentative de la bourgeoisie alliée pour résoudre en commun la question des réparations. Il poursuit un double but : 1) empêcher la révolution prolétarienne ou une action de revanche nationaliste, laisser vivre la bourgeoisie allemande, mais 2) la laisser vivre de telle sorte que la bourgeoisie de l'Entente garde entre ses mains le contrôle de l'Allemagne afin d'empêcher une concurrence dangereuse de la bourgeoisie allemande. Ainsi l'Allemagne devient une colonie de la bourgeoisie alliée.

Politiquement, la défaite de la politique française et la victoire de la politique anglo-américaine constituent une coalition qui va de Morgan à Paul Lévi pour empêcher la révolution prolétarienne.

Mais c'est la condition la plus essentielle de l'assainissement qui fera défaut, l'Allemagne ne pouvant exporter sans une forte crise de l'économie anglaise et française les marchan-

dises nécessaires au paiement des réparations. Je ne crois donc pas que l'espoir de Hilferding soit justifié.

Il est intéressant d'observer que ce sont justement les social-démocrates qui sont si optimistes. Et c'est naturel, la tâche des partis social-démocrates consistant à inciter les masses du prolétariat à renoncer aux moyens révolutionnaires. Cet optimisme n'est pas partagé par les milieux dirigeants économiques de l'Angleterre. Nous trouvons le plus noir pessimisme dans les affirmations des politiciens économiques dirigeants d'Angleterre. Parallèlement à ce pessimisme, nous voyons se ranimer en Angleterre, d'une part le malthusianisme et, d'autre part, « l'émigration aux colonies ». D'autre part, l'Amérique interdit cette dernière. Cela montre que la bourgeoisie des Etats-Unis elle-même n'espère pas que le relèvement se poursuivra de façon illimitée. Politiquement, cette interdiction de l'immigration constitue une coalition entre l'aristocratie ouvrière, les organisations fascistes et la grande bourgeoisie américaine, afin d'écarter des éléments ouvriers révolutionnaires ou accessibles aux idées révolutionnaires.

La social-démocratie tire des conséquences pacifistes de l'interpénétration des intérêts de la bourgeoisie internationale. Elle croit que cette interpénétration est tellement avancée que toute guerre est impossible à l'avenir. Mais c'est aussi inexact que l'hypothèse de Norman Angel avant la guerre mondiale. Il ne faut pas surestimer cette interpénétration. Elle est encore loin d'être assez avancée pour surmonter les antagonismes d'intérêts.

Pour résumer, nous pouvons indiquer les perspectives que voici pour les années 1924-1925 : de graves crises en Amérique et, en connexion avec elles, une aggravation de la situation économique en Europe; la possibilité objective de luttes prolétariennes aboutissant à des succès. Si nous ne réussissons pas à unir les masses ouvrières, à reconstruire le Parti sur une base solide, à gagner les paysans à notre cause, cette possibilité objective peut passer. Dans ce cas, le capitalisme pourrait surmonter passagèrement la crise aux dépens du prolétariat. Il appartient au prolétariat de profiter de la possibilité de luttes révolutionnaires pour empêcher cette seconde éventualité. (*Applaudissements*).

---

# CINQUIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(20 juin 1924)

*Président :* GESCHKE.

*Orateurs :* TREINT, RWAL, MURPHY, JACQUEMOTTE, PETROVSKY, ROY.

*Lecture est donnée d'un appel contre l'oppression des peuples d'Orient :*

**Aux Prolétaires de tous les Pays !**

Dans la lutte qu'elle poursuit pour son affranchissement, la classe ouvrière de tous les pays est soumise aux persécutions acharnées, aux répressions atroces des classes dirigeantes. La clique bourgeoise internationale ne connaît ni grâce ni pitié quand il s'agit de mâter ses ennemis de classe. Elle venge cruellement tous les attentats contre sa domination et contre ses richesses. Les peuples opprimés de l'Orient et les sections orientales de l'Internationale Communiste, ont particulièrement à souffrir de la vindicte forcenée de la bourgeoisie impérialiste qui, dans sa fureur enragée, devient plus atroce à mesure que se rapproche son heure dernière.

Le télégraphe nous apporte de Chine une nouvelle révoltante et tout à fait inouïe :

Le 25 mai, à Hang-Kéou, après des supplices intolérables, a été exécuté le président du Comité Exécutif du Syndicat des Cheminots, Yan-Té-Chen, en même temps que quatre autres ouvriers.

Depuis longtemps déjà, les impérialistes de tous les pays font tout ce qu'ils veulent sur le territoire de la Chine asservie et déchirée.

Dans l'intérêt de sa politique de rapacité, d'exploitation impudente et d'oppression inhumaine, l'impérialisme international soutient artificiellement en Chine des cliques militaires qu'il déchaîne contre les travailleurs chinois, victimes innombrables.

Les généraux Wu-Peï-Fou, Tchan-Tso-Lin et autres ne sont que les instruments de l'impérialisme américain et européen. Derrière le dos de chacun de ces généraux chinois se tient un groupement de puissances impérialistes.

L'impérialisme international oppose toutes ses forces au développement de la Chine. Chaque tentative d'affranchissement de l'immense peuple chinois est considérée par les violateurs étrangers comme un crime passible de mort.

L'impérialisme universel endosse l'entière responsabilité de l'assassinat de nos camarades chinois.

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste proteste contre ces exécutions révoltantes et invite le Parti Communiste chinois, ainsi que le Homindan, parti ami, à continuer avec la même énergie sa lutte ardue pour la grande cause de l'affranchissement des multi-

tudes chinoises étouffées sous le joug barbare et inhumain de l'oppression capitaliste.

Vive la liberté des pays opprimés d'Orient!

Vive l'Union des peuples asservis avec les ouvriers et les paysans de l'Occident!

Vive la révolution internationale!

*Les débats sont ouverts sur le rapport de l'Exécutif et sur la situation économique mondiale.*

TREINT. — La France va vers l'inflation pour rembourser ses dettes à court terme (bons du Trésor et prêts Morgan). Elle va vers la vie chère parce que les prix de son marché ont tendance à se hausser au niveau des prix mondiaux.

Ces deux phénomènes, réagissant l'un sur l'autre, déterminent la baisse des salaires réels, la prolétarisation des classes moyennes et créeront une situation de lutte de classe aiguë entre le communisme et le fascisme.

Dans ces conditions, le Parti doit se mettre à la hauteur de sa tâche et il le fera en se ralliant autour de la gauche, dont la force a été soulignée par Zinoviev. Celle-ci a, de son propre mouvement sur les questions internationales posées devant ce congrès, montré la voie au Parti français. Elle est assez forte pour entraîner le Parti sans avoir besoin de former de fraction.

La lutte contre le plan des experts devra être non seulement une lutte franco-allemande, mais une lutte de toute l'Internationale Communiste, comportant non seulement une critique négative, mais des mots d'ordre positifs. Le congrès mondial devra prendre une résolution à ce sujet avant de se séparer.

La question de l'unité syndicale a été effleurée par Zinoviev.

L'unité syndicale n'est pas une question de principe, mais de tactique. Si des circonstances historiques se produisent où l'unité syndicale et l'intérêt révolutionnaire sont en contradiction, nous choisissons la révolution.

Nous ne sommes pas dans une telle situation.

Entre deux vagues révolutionnaires, celle d'hier et celle de demain, les réformistes ont intérêt à limiter le champ d'action des communistes en maintenant ou en créant la scission syndicale.

Nous pensons qu'il faut internationaliser l'attitude de la C. G. T. U. dans la question de l'unité : retour à l'unité syndicale internationale par la convocation d'un congrès mondial commun de tous les syndicats, avec droit, pour toutes les tendances, de s'organiser dans l'Internationale syndicale unifiée.

Ainsi se trouvera démasquée la manœuvre de nos réformistes qui consiste à dire : Réalisez d'abord l'unité syndicale internationale!

Nos partis communistes ont grandi. Ils sont capables de travailler dans les syndicats et il ne saurait être question d'affaiblir l'I. S. R. qui conduira jusqu'à la réalisation de l'unité syndicale internationale.

Nous sommes complètement d'accord sur le front unique



avec Zinoviev. Le gouvernement ouvrier est le synonyme, intelligible pour tout travailleur, de la dictature prolétarienne.

Mais la dictature prolétarienne ne tombe pas du ciel. Elle doit commencer; le gouvernement ouvrier est le synonyme de la dictature prolétarienne commençante.

C'est pourquoi nous approuvons la décision de former le gouvernement ouvrier en Saxe, prise à la Conférence de Moscou, en septembre 1923; la lutte était décidée, il s'agissait d'utiliser la Saxe comme place d'armes pour l'action communiste.

Nous condamnons formellement les erreurs de Saxe : on n'a pas fait appel aux masses pour la lutte, on n'a pas constitué de soviets, on n'a pas armé le prolétariat. On s'est borné à faire des combinaisons parlementaires avec les social-démocrates de gauche, alors qu'à la première trahison, il fallait les emprisonner ou les fusiller.

Nous sommes contre la saxonnisation du front unique.

Le front unique est une tactique de mobilisation révolutionnaire des masses et non une alliance organisée avec les chefs social-démocrates.

L'entrée des communistes dans un gouvernement de coalition avec les pacifistes bourgeois pour empêcher une intervention contre la révolution allemande n'était pas, théoriquement, fausse. Mais le degré d'évolution insuffisant du Parti tchécoslovaque ne lui permettait pas de supporter, sans compromettre gravement sa santé, des contacts gouvernementaux avec la bourgeoisie.

Il y a une droite internationale qui s'est manifestée sur la question allemande et, chez nous aussi, sur la question anglaise.

La démocratie dans le Parti, considérée d'une manière purement formelle, a rallié, à côté de camarades qui se trompaient passagèrement, tout ce qui était opportuniste dans nos partis.

L'Internationale Communiste doit mener la lutte contre les déviations de droite et de gauche.

On ne peut tout subordonner à Bordiga, dont nous savons la valeur et qui a donné au Parti Communiste italien sa belle tradition d'héroïsme prolétarien.

Mais le danger principal est à droite, alors qu'il était à gauche au III[e] Congrès.

On ne peut appliquer la même tactique en 1921 et en 1923. On ne peut agir de même vis-à-vis du putsch de mars 1921, écrasé par suite d'erreurs gauchistes, et vis-à-vis de la révolution de masses, manquée en octobre 1923 par suite d'erreurs opportunistes.

Gouvernement travailliste, Bloc des Gauches font que la démocratie bourgeoise trouve un écho dans nos propres partis.

La II[e] Internationale se compromettra de plus en plus et laissera la place libre pour la renaissance de l'idéologie de la II ½, qui risque de renaître dans nos propres rangs.

La lutte contre la bourgeoisie comporte, plus que jamais,

la lutte contre la social-démocratie à l'extérieur et la lutte contre la droite à l'intérieur de l'Internationale.

Aussi nous sommes :

Contre la débolchévisation du Parti russe.

Pour la bolchévisation des Partis frères.

Pour la réalisation du parti bolchéviste mondial que doit devenir l'Internationale Communiste, animée par l'esprit de Lénine.

RWAL (Allemagne). — Après octobre, le Parti allemand et l'Internationale Communiste pouvaient poser la question de la prise du pouvoir. Il n'y a pas un seul prolétaire en Allemagne qui ne comprenne qu'on aurait dû entamer alors la lutte résolument, sans chercher à l'éviter. S'il en a été autrement, c'est la faute de camarades qui peuvent être considérés comme la meilleure partie de la IIe Internationale, mais sont assurément la plus mauvaise partie de la IIIe.

Les événements nous ont fait comprendre ce que doit être le rôle du Parti. Une direction opportuniste fait échouer la meilleure tactique. Cette leçon nous a coûté bien cher, mais la formation d'un véritable parti bolchéviste la valait bien. Chaque ouvrier comprend maintenant que le Parti doit s'appuyer sur les grands centres industriels. Nous devons viser : 1° à unir l'Allemagne et la Pologne révolutionaires (de la Ruhr à la Haute-Silésie, de Hambourg, par Halle, à la Bavière, avec Berlin comme centre); 2° créer un Léningrad et un Moscou allemands.

Zinoviev avait raison de dire que la situation internationale était favorable. En Pologne, on a eu le soulèvement de Cracovie, mais on a vu, comme chez nous, l'absence de direction bolchévique et énergique. Quand nous savons que la direction du Parti polonais soutenait la droite allemande, nous ne pouvons plus nous étonner que de telles fautes aient été commises.

Le pays le plus important au point de vue politique, comme l'a dit Zinoviev, est l'Angleterre. Mais nous devons déclarer en même temps que la révolution allemande n'est pas si éloignée. Elle est étroitement liée aux questions polonaise et tchéco-slovaque. Le Parti polonais a mis deux mois à désavouer le vote pour le service de six mois de Krulikowski, qui prononce parfois d'excellents discours révolutionnaires au Parlement. De telles questions sont chez nous, en Haute-Silésie, de la plus haute importance.

Nous avons engagé la lutte contre le rapport des experts. Nous avons fait la grève pendant des semaines dans la Ruhr; nous luttons en Haute-Silésie; les paysans nous soutiennent.

MURPHY (Angleterre). — Zinoviev paraît avoir attaché une importance toute particulière à la question du front unique. Il a été constaté que beaucoup de camarades ont encore des doutes au sujet de cette tactique ou désirent sa modification; mais ce serait une grande faute. La plupart des erreurs commises dans l'application viennent de ce que la plupart de nos partis n'étaient qu'en train de devenir communistes. La création



d'un parti de masse en Grande-Bretagne est impossible sans le maintien du front unique.

Demander l'abandon du front unique pour des raisons telles que celles qui ont été apportées est une erreur. Le Labour Party ne se confond pas avec le gouvernement travailliste, mais représente le mouvement de la classe ouvrière organisée en Grande-Bretagne, et ceux qui nous proposent de nous séparer du Labour Party nous proposent de nous séparer de la classe ouvrière.

Le Parti anglais, bien que petit, est en train de devenir un parti de masses, comme le prouve son activité dans les récentes grèves des cheminots et l'élection de A. J. Cook comme secrétaire des mineurs.

JACQUEMOTTE (Belgique). — Zinoviev a marqué, dans le rapport de l'Exécutif, les progrès réalisés dans l'organisation de nos partis. Ces progrès sont inégaux et, en apparence, il y a même, dans certains pays, piétinement. C'est le cas, notamment, en Belgique, où nos effectifs ne dépassent pas 500 à 600 membres. Mais les apparences peuvent être trompeuses. On ne peut pas exclusivement déterminer l'importance d'un parti communiste par le chiffre de ses effectifs.

Zinoviev ne parle de la Belgique que pour signaler la possibilité de l'avènement d'un gouvernement travailliste, sous la direction de Vandervelde. Nous eussions préféré le reproche de passivité ou d'inactivité, car, tout au moins, dans ce cas, la démonstration eut été faite que, pour l'Internationale, le Parti belge existe. La bourgeoisie belge a attaché plus d'importance que l'Exécutif à l'existence de notre Parti. A l'occasion de notre campagne contre l'occupation de la Ruhr, tout comme en France, elle a monté un complot, qui s'est, d'ailleurs, lamentablement effondré. Nous avons profité de cette offensive de la bourgeoisie pour élargir notre influence dans la classe ouvrière. Et c'est ainsi que nous avons transformé notre organe central, *Le Drapeau Rouge*, d'hebdomadaire qu'il était, en quotidien, depuis le 1er janvier 1924.

On a parlé avec raison de la position de notre Parti vis-à-vis du gouvernement Mac Donald. L'éventualité de l'accession au pouvoir d'un gouvernement Vandervelde n'est pas exclue, à l'occasion de la prochaine consultation électorale ou d'une crise politique au sein de la bourgeoisie belge. Nous pensons qu'il ne faut pas attendre l'événement pour fixer notre tactique, d'accord avec l'Internationale.

Malgré notre faiblesse numérique, notre section belge a manifesté, au cours de l'année écoulée, une activité certaine. Avec l'appui de l'Internationale, nous pourrons faire mieux encore et créer en Belgique, après avoir écarté les tendances sectaires qui n'ont pas complètement disparu, un véritable parti communiste de masses.

PETROVSKY (Russie). — L'analyse donnée par Zinoviev du mouvement anglais est juste. Il convient seulement de remarquer que, tandis que la popularité du gouvernement de Mac Donald

augmente dans les cercles bourgeois, le dégoût des ouvriers pour lui va croissant. Les progrès de la soi-disant aile gauche montrent que quelque chose de nouveau s'agite dans les rangs ouvriers et les rend accessibles à l'influence du mouvement révolutionnaire.

Le chiffre approximatif de 3.500 communistes ne doit pas être regardé comme infime si l'on tient compte des conditions et si l'on considère que l'Independent Labour Party n'a aussi qu'un nombre relativement petit de membres. Au cours de la campagne électorale, si critiquée, le congrès du Parti Communiste adopta une résolution déclarant que le gouvernement de Mac Donald était une honte et marchait sur les traces des Scheidemann et des Noske. L'Independent Labour Party et le Labour Party ont fait appel à la bourgeoisie, tandis que le Parti Communiste faisait appel aux ouvriers.

Le camarade Murphy avait raison lorsqu'il disait que briser avec le Labour Party, c'était briser avec le mouvement de la classe ouvrière. Les leaders du Labour Party seraient bien contents si nous agissions ainsi, et nous-mêmes, nous renoncerions à notre meilleur champ d'activité. La tactique du front unique n'a pas toujours été appliquée exactement; maintes erreurs ont été commises; mais il reste vrai qu'à l'avenir le champ du mouvement ouvrier sera le champ de nos batailles.

La presse bourgeoise monopolisée est plus puissante en Angleterre que dans n'importe quel autre pays; cependant, il faut essayer de fonder un quotidien communiste, car ce serait une honte pour l'Angleterre qu'il n'y existe qu'un quotidien et que ce quotidien soit le porte-parole non pas des ouvriers, mais des serviteurs du roi.

Roy (Indes). — En insistant sur la question anglaise, Zinoviev tombait à propos, bien qu'un peu tard. La forteresse de la dictature bourgeoise est maintenant l'Angleterre, et si nous le perdons de vue, nous n'arriverons jamais au but désiré de la révolution mondiale. La bourgeoisie anglaise est maintenant à la tête du mouvement de relèvement de la bourgeoisie dans le monde entier. De là, la nécessité d'un fort parti communiste anglais, mais de là à la réalisation, il y a loin. Murphy et Pétrovsky n'ont pas bien exposé les faits.

Nous avons une tendance à oublier que les Iles Britanniques ne sont que le noyau d'un domaine financier et économique beaucoup plus grand. Si nous ignorons les sources auxquelles la métropole puise sa nourriture, nous continuerons à errer. Le mouvement ouvrier anglais s'est développé simultanément avec l'impérialisme anglais. Le prolétariat anglais est pénétré de l'esprit de l'impérialisme anglais. Le Parti Communiste doit lutter contre cette particularité. Jusqu'ici, l'Internationale Communiste ne lui a pas montré la voie.

Tout en étant sûrs que la classe ouvrière anglaise se développera dans une orientation révolutionnaire, nous devons être réalistes et constater qu'à l'heure actuelle elle reste fidèle à ses chefs réformistes et même au système bourgeois.



La tâche du Parti Communiste anglais dépasse les limites des Iles Britanniques. La bourgeoisie anglaise dépendant d'un prolétariat acheté au détriment des ouvriers des autres parties de l'Empire, le Parti anglais doit étendre son activité aussi à tout l'Empire.

# SIXIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(21 juin 1924)

*Président :* TREINT.
*Orateurs :* ROSSI, SMERAL, RADEK.

Rossi (Italie). — Dans l'article de Lénine que Zinoviev nous conseille de lire, nous ne trouvons pas de quoi condamner la gauche du Parti Communiste italien, car celle-ci a toujours combattu la phraséologie extrêmiste du vieux révolutionnarisme italien.

Dès la fondation du Parti Communiste, notre attitude visa à rompre les ponts entre nous et les chefs opportunistes et centristes. Il est évident que nous pensons encore à étendre notre conception en dehors de notre Parti, à toute l'Internationale. Il y a une phrase stéréotypée qu'on répète toujours sur une gauche italienne qui serait affligée d'un esprit sectaire, de tendances abstraites, de formules nuageuses. Nous affirmons que, dans toute notre activité, on ne saurait trouver aucune trace de tout cela.

La question italienne, comme en général toutes les questions des différentes sections de l'Internationale Communiste, est le résultat d'une différence d'opinions sur la tactique générale de l'Internationale Communiste et sur son application.

Nous repoussons l'interprétation que l'Exécutif Elargi, en février 1922, a donnée de nos thèses de Rome. Le texte original est ainsi conçu : « On ne peut exiger que, dans une période déterminée ou à la veille d'une action générale, les partis aient satisfait à la condition d'avoir groupé sous leur direction ou même dans leurs rangs la majorité du prolétariat. Il est absolument dénué de sens de comparer le nombre des prolétaires groupés dans des organisations de parti, homogènes et disciplinées, avec le nombre des prolétaires non organisés ». Peut-on dire que cela soit une conception anticommuniste?

Nous croyons être un des premiers partis qui ont appliqué le front unique par en-bas. Toute notre activité, depuis le mois d'août 1921 jusqu'à ce jour, a visé à son application. Mais il convient de dire clairement de quelle façon cette tactique peut être appliquée. Nous affirmons de nouveau que, dans le Parti Communiste italien, il n'y a personne qui puisse être contre la tactique du front unique. Les différences d'opinion qui se sont manifestées dans le Parti italien sont les mêmes que celles qui se sont manifestées dans l'ensemble de l'Internationale Commu-



niste, entre les éléments opportunistes et parfois liquidateurs et ceux qui avaient le souci de maintenir très haut le niveau révolutionnaire du Parti et des masses.

Zinoviev explique que le gouvernement ouvrier est le synonyme de la dictature prolétarienne. Nous pouvons accepter cette définition comme nous l'avons acceptée en juin 1922, mais nous devons ajouter que la réalisation de ce mot d'ordre ne peut avoir lieu que par une conquête directe du pouvoir politique par le prolétariat. On doit préciser cela, afin d'éviter que de lourdes fautes ne se renouvellent. Sinon, nous serions forcés de préférer qu'on l'abandonne complètement, car si l'on fait le bilan des avantages et des inconvénients, on voit que ces derniers l'emportent de beaucoup.

Zinoviev a cité un passage de mon article qui, soi-disant, doit prouver un acharnement incurable dans la répétition des fautes tactiques. Nous croyons qu'une traduction exacte et complète de ce passage n'apporte pas cette preuve. On nous renvoie de différents côtés à la doctrine de Lénine sur la souplesse des manœuvres révolutionnaires, sur les compromis, etc... L'élasticité tactique qui est indiquée par beaucoup comme l'opportunisme de Lénine, n'est autre chose que la tactique souple et hardie du grand chef qui a toujours le but en vue et qui possède une intuition géniale. Mais il existe le danger qu'à la périphérie de l'Internationale des centaines de petits Lénine surgissent et s'emparent de l'arme que Lénine savait manier, mais qui, dans les mains de ces gens, peut entraîner la défaite de la révolution prolétarienne.

Nous contestons qu'il existe à l'heure actuelle dans l'Internationale Communiste un danger de gauche ou, selon une expression encore plus méchante, une tendance liquidatrice de gauche. La tactique qui consiste à administrer des coups à droite et à gauche est à la vérité facile, mais ce n'est pas toujours la plus logique.

La période actuelle est caractérisée par une stabilisation apparente de la situation économique, ainsi que nous l'a démontré Varga. Cette période coïncide, au point de vue politique, avec la formation de gouvernements radicaux et social-démocrates et peut être facilement utilisée par la social-démocratie et la bourgeoisie pour détourner le prolétariat du Parti de la Révolution.

Dans une période de ce genre se manifestent des tendances liquidatrices et des tentatives de fraternisation de la part de certains chefs soi-disant communistes avec les adversaires opportunistes et centristes.

Il est nécessaire que le Parti ait une tactique qui le distingue toujours des autres partis prolétariens ou prétendus prolétariens et qu'il possède en lui-même une discipline rigoureuse et une force organique, qui donne à ses militants une tenue marxiste non pas seulement au point de vue intellectuel, mais aussi moral. Mais pour cela, l'Internationale Communiste doit blâmer toute tendance de droite et cesser d'édifier artifi-

ciellement un danger de gauche imaginaire. Il n'y aura jamais de danger de gauche dans l'Internationale Communiste, si cette dernière reste le mouvement de gauche du prolétariat mondial.

Nous avons suivi attentivement la crise du Parti Communiste allemand, si riche en expériences et en enseignements. Nous devons dire que, sur certains points importants, il y a des nuances entre nous et la gauche allemande. Mais nous acceptons une partie de la critique que les camarades ont faite des derniers événements, car elle coïncide avec la nôtre sur différents points. Nous exprimons le désir que les camarades de la gauche allemande soient en état de donner à l'héroïque prolétariat allemand une forte direction léniniste.

Sméral (Tchéco-Slovaquie). — Depuis le dernier Congrès, nous avons engagé toute une série d'actions et notre Parti n'est jamais resté inactif. Il est vrai que certaines erreurs ont été commises. On peut, pour nous critiquer, mettre en relief ce qui aurait dû être fait et ne l'a pas été. Cependant les exemples cités par Zinoviev sont en partie des malentendus et en partie des faits surestimés. Ce qu'il dit des élections en Russie des Carpathes ne correspond pas à la réalité.

Jamais Hula n'a tenu le raisonnement que lui prête Zinoviev. La direction du Parti a pris l'initiative dans la question nationale : notre fraction parlementaire est intervenue contre l'oppression du peuple slovaque. En ce qui concerne le mouvement des conseils d'usines, nous avons également mené une grande action; de même la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises est due à l'initiative de la direction : pour l'appliquer, il lui a fallu et il lui faut encore surmonter de grands obstacles.

Nous ne sommes pas non plus restés sans prendre position dans la question paysanne. Si on laisse de côté les Partis russe et bulgare, c'est nous qui, de toutes les sections de l'Internationale Communiste, avons organisé le plus grand nombre de paysans. Notre activité a été pour beaucoup dans la décomposition du Parti agrarien et du Parti clérical.

La Tchéco-Slovaquie n'a traversé ni grands conflits extérieurs ni catastrophes intérieures. Nulle part, dans aucun Etat, les illusions ouvrières n'ont été aussi générales et aussi fortes. Si, malgré tout, le Parti Communiste possède aujourd'hui cent trente mille membres sur treize millions et demi d'habitants, si, dans une partie de l'Etat, il a déjà conquis la majorité de la classe ouvrière et des éléments importants de la paysannerie, ne vous semble-t-il pas qu'il est profondément contraire à la vérité d'accuser d'apathie sa direction? La campagne que nous avons menée contre la corruption a provoqué une grave crise du gouvernement de coalition, bouleversé tout le système gouvernemental et fortement ébranlé la confiance de la paysannerie et de la petite bourgeoisie à l'égard des dirigeants.

Pendant la crise révolutionnaire allemande, la Centrale s'est efforcée d'orienter toute l'activité du Parti vers la révolution qui se dessinait. Pour montrer quelle a été notre action



parmi les soldats, il suffit de dire que, lors des dernières élections municipales, 35 à 40 % des soldats qui y ont pris part ont voté pour les communistes.

En ce qui concerne les thèses de notre Congrès de février 1923 sur le gouvernement ouvrier, en les rédigeant nous étions tous, sans exception, unanimement convaincus qu'elles répondaient aux décisions du IV^e^ Congrès. Elles furent adoptées à l'unanimité et recueillirent le suffrage du représentant de l'Exécutif.

Radek. — Le discours de Zinoviev me force à expliquer mon point de vue.

Quatre questions ont été soulevées : 1) comment notre tactique du front unique est née, ce qu'elle est et ce qu'elle était; 2) les expériences de l'année dernière, surtout en Allemagne; 3) quelle est la situation actuelle et qu'y a-t-il à faire? 4) comment la ligne tactique communiste doit être fixée à l'intérieur de notre Parti?

Zinoviev affirme que l'Internationale Communiste, en 1919-1920, en Occident, se composait de petits partis de propagande et que nous sommes devenus des partis de masse seulement en 1921.

Cette affirmation n'est pas fondée. En 1919, notre petit Parti Communiste, en Allemagne, était déjà à la tête d'une grande lutte révolutionnaire de masses, aussi bien qu'après 1920. Nous nous sommes emparés du pouvoir en Bavière et nous l'avons défendu. Notre petit Parti hongrois s'est emparé du pouvoir et l'a défendu les armes à la main pendant quatre mois et demi.

Dans les années 1918, 1919, 1920, nous avons arraché de grandes masses à la social-démocratie et après Halle nous sommes devenus un parti de masses. Mais comme nous avons traduit en allemand le latin dictature du prolétariat, nous cherchons à chaque Congrès à savoir ce que signifie cette traduction.

La situation n'a pas été comprise immédiatement par tous les camarades. C'est un fait historique qu'un certain nombre ont regardé la lettre ouverte du 8 janvier comme une déviation opportuniste. Ce fut grâce à l'intervention de Lénine que le sens de la tactique du front unique et de la lettre ouverte fut rétabli conformément aux décisions du III^e^ Congrès. Ces malentendus se sont manifestés dans les divergences sur les revendications de la période de transition, sur la confiscation des valeurs réelles, sur le programme fiscal, divergences que nous avions aussi dans l'Exécutif. Ils se sont également manifestés dans la question du gouvernement ouvrier et paysan.

Comment était posée la question du gouvernement ouvrier et paysan au IV^e^ Congrès? Zinoviev a expliqué ici qu'il se rendait très bien compte que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en tant que coalition avec les autres partis ouvriers pouvait être opportuniste, mais qu'il a cédé. Je ne sais si je l'ai induite en tentation, mais toujours est-il que dans la séance de la commission du IV^e^ Congrès, Marguerite à péché!

Camarades, quoique ce rôle de Méphisto ou même de Faust soit très flatteur pour moi, je dois cependant détruire la légende. Nous avons le premier projet de la résolution. Zinoviev a écrit : « En défendant la tactique du front unique, les communistes ne doivent pas, dans certaines circonstances, renoncer à la formation d'un gouvernement de concert avec les partis non communistes ». Dans un deuxième passage, il dit que les communistes ne renoncent pas à des ententes avec les autres partis ouvriers, même dans le cas où les chefs de ces partis seraient social-démocrates ou socialistes chrétiens.

Les résolutions de Leipzig et de Prague n'étaient que la répétition de cette résolution, dont la liquidation est maintenant en jeu.

Il ne s'agit pas de formules abstraites. A quoi pensent les masses ouvrières lorsqu'elles parlent de gouvernement ouvrier? En Angleterre, elles pensent au Labour Party. En Allemagne, dans les pays où le capitalisme se décompose, front unique signifie que les communistes et les social-démocrates, quand la grève survient, au lieu de se combattre, vont côte à côte. Le gouvernement ouvrier a, pour les masses ouvrières, la même signification. Quand ce mot est prononcé, elles pensent au gouvernement concerté de tous les partis ouvriers.

Au IV^e^ Congrès, nous avons déclaré que la révolution pouvait exiger de nous : 1. Que nous proposions aux masses ouvrières d'entrer en coalition même avec la social-démocratie; 2. Que nous soyons prêts, dans certaines circonstances, à mettre cette coalition en pratique et non pas seulement à la prêcher. Et tout cela n'a jamais été compris? Sméral, dont la situation n'est pas des plus réjouissantes, n'est pas le seul à pouvoir dire qu'il a été induit en erreur. Sous l'influence de Zinoviev, bien d'autres militants encore ont été induits en erreur. J'ai là un article de Kleine en date du 1^er^ février 1923. Dans cet article, dans lequel il polémique contre la gauche à la veille du Congrès du Parti, avant que les thèses de Brandler eussent paru, il dit :

« La volonté qu'en ces derniers temps, très fréquemment, nous avons exprimée, de prendre même les initiatives les plus hardies en vue de la lutte concertée pour la défense des intérêts du prolétariat, en commun avec les partis réformistes, n'est pas une ruse ni une manœuvre tactique, mais un fait. Il en est de même de l'éventualité que nous avons mise en avant de la formation d'un gouvernement ouvrier : ce n'est pas une ruse ni une feinte ».

Voilà donc ce que disait Kleine avant le congrès du Parti. Sur ces entrefaites arrivent les événements de Saxe, et notre président d'aujourd'hui, Treint, écrit un article sur l'issue des élections françaises. L'article finit par les paroles suivantes : « Le gouvernement ouvrier est une étape vers la dictature ». Il écrit un autre article, où il répète que le gouvernement ouvrier n'est pas une dictature mais une étape. Hier, il monte à cette



tribune et dit : « Complètement d'accord avec Zinoviev; le gouvernement ouvrier est la dictature du prolétariat. »

Zinoviev a raison de dire que si, consciemment ou inconsciemment, nous avons fait au IV^e^ Congrès un geste opportuniste, nous devons en tirer enseignement.

Je passe maintenant à la deuxième partie : « Notre expérience ».

Après les événements de Bulgarie, le Parti Communiste bulgare a proposé aux social-démocrates, qui venaient de soutenir Zankov, de faire bloc. Puis nous avons décidé ici que le Parti allemand devait entrer dans le gouvernement saxon. Après la défaite de Saxe, nos camarades français, avec notre assentiment, ont proposé aux socialistes de faire bloc avec eux pour les élections qui se font, en France, au scrutin de liste. Camarades, apprécions d'abord les deux initiatives qui n'ont entraîné aucune catastrophe et à la suite desquelles le bloc n'a pas eu lieu parce que l'adversaire l'a repoussé. On tenait le langage suivant : le gouvernement ouvrier est la dictature du prolétariat, c'est un synonyme, un pseudonyme de celle-ci. Jusqu'ici, j'ai toujours cru qu'on empruntait un pseudonyme quand on avait quelque chose à cacher. Mais si l'on dit : Mon nom est Hase, mais je m'appelle Radek, eh bien! chers camarades, cela n'a pas le sens commun.

Maintenant, la troisième explication : c'est une formule de démasquement. Nous savons que les social-démocrates ne peuvent combattre et ne combattront jamais. Mais nous leur proposons de combattre avec nous pour les démasquer. Treint savait que les socialistes ne consentiraient à aucune espèce de bloc avec nous. C'est pourquoi nous avons pu nous permettre le luxe de leur proposer alliance. Ils ont décliné notre proposition et les voilà démasqués. Nous rendrions ce démasquement inopérant en déclarant de but en blanc qu'il ne s'agit pas de lutter ensemble, mais de lever un masque. Le sens de notre tactique du front unique consiste précisément en ce que nous sommes honnêtement et réellement prêts à faire un bout de chemin avec n'importe quel parti ouvrier qui veut combattre.

(*Exclamations : Mais les social-démocrates ne combattront jamais!*)

Ce serait fouler aux pieds les intérêts de la classe ouvrière que de ne pas consentir à l'union du prolétariat dans chaque étape de la lutte, sans aucune arrière-pensée et en toute conscience.

Camarades, puisque l'Exécutif a permis aux Bulgares et aux Français de faire ce qu'ils ont fait, il n'a pas le droit de dire : c'était un essai, mais nous savions que les autres n'accepteraient pas.

En septembre, nous avions décidé que les militants allemands devaient entrer dans le cabinet saxon. Ils y sont entrés. Nous avons essuyé une éclatante défaite. Dans sa brochure : *Les Problèmes de la révolution allemande*, rédigée après la défaite, Zinoviev n'a pas considéré que l'entrée dans le gou-

vernement saxon fût une faute. Bien au contraire, il a dit que c'était un grand succès pour nous, malgré la défaite.

Zinoviev n'adresse aucune critique au Parti Communiste pour avoir décidé d'essayer de s'emparer du pouvoir. Le Parti n'a pas tenu compte de l'absence d'armes. Comme la guerre civile et l'insurrection ne sont pas des occasions d'héroïsme stérile, mais doivent se proposer pour but la victoire, il aurait mieux valu ne pas se lancer dans l'aventure. Telle est la critique faite par Zinoviev.

Camarades, l'affaire de Saxe n'a pas été une comédie parlementaire, mais la tragédie d'un Parti Communiste qui avait appris à se préparer au combat.

En quoi consiste l'enseignement profond de l'expérience saxonne? Si nous ne le comprenons pas, de nouvelles défaites nous attendent. Avant tout, voici : on ne peut pas sauter à pieds joints de but en blanc, sans prendre son élan. On ne peut pas, avant de déployer une vaste activité, une activité atteignant les masses, entrer dans le combat pour le pouvoir du jour au lendemain, en se basant sur une simple décision.

Ensuite, là-dessus je suis tout à fait d'accord avec Zinoviev, sans front unique par en-bas, pas de front unique par en-haut.

Sans organisation de masses, un gouvernement ouvrier est condamné à mort. Il est obligé soit de se retirer sans coup férir, soit d'essuyer la défaite.

Zinoviev n'a pas dit bien clairement si, à l'avenir, il excluait une fois pour toutes l'éventualité d'un gouvernement de coalition avec les social-démocrates, même dans un cas où nous serions plus forts qu'en Saxe. Quel est à ce sujet le point de vue de l'Exécutif?

Je ne crois pas que Zinoviev réponde négativement, car en l'espèce cela signifierait qu'il ne nous est pas permis de mener une fructueuse agitation parmi les masses des ouvriers social-démocrates, vu que nous n'aurons pas le moyen de leur montrer la voie du salut.

Maintenant, quelques mots au sujet de l'organisation de la révolution. Cette organisation peut consister à orienter toute la tactique communiste de façon à entraîner le plus possible d'ouvriers, à les organiser pour la lutte, à les y préparer, de façon à ce qu'ils deviennent assez intelligents pour que le Parti puisse faire la révolution. Ou bien elle consiste à tenir compte de la situation et à profiter de toute occasion favorable pour, au cours des mois prochains, ou même des semaines prochaines, entrer dans le combat décisif. Et alors, cette conception-ci exige une intensification extraordinaire, une concentration de toutes les forces dans le sens de la préparation militaire. Car qui dit : Nous saurons toujours nous trouver des armes, celui-là sous-estime l'expérience de la révolution, celle de la révolution russe.

Freimuth dit : Chaque jour nous menons le combat pour le pouvoir, comme il se présente à nous. Cela veut dire que chacun de nos combats est un combat pour le pouvoir. C'est juste. Mais on dit ici que le Parti Communiste allemand est



prêt à chaque instant à mener le prolétariat au pouvoir complet. (Ruth Fischer : C'est juste). Je dis que si, chaque jour, vous êtes prêts à le faire et ne le faites pas, vous êtes criminels envers le prolétariat allemand. Zinoviev a dit qu'en France et en Allemagne nous sommes parvenus à la conquête de la majorité du prolétariat. Zinoviev se trompe. Et cette erreur est liée à l'affirmation des camarades de gauche qui disent être chaque jour à même d'engager le combat pour le pouvoir total... (*Exclamations* : Nous sommes prêts!) Prêts! On n'est pas prêt à faire une chose quand on ne peut pas la faire. (*Exclamations.*)

Camarades, en quoi consiste l'erreur d'appréciation de la situation? Les camarades ont dit avec conviction et avec raison : « Nous avons essuyé en Allemagne une défaite colossale ». Et après avoir dit cela, ils sont tout de même convaincus que rien n'a changé et que demain nous serons prêts de nouveau. C'est là une grossière illusion.

Si les militants français étaient aussi forts qu'on nous le dit, comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu la moindre manifestation à Paris alors que les ouvriers de la Ruhr étaient fusillés par la troupe française?

Treint écrit dans un article de *l'Internationale Communiste:* « Une immense majorité du prolétariat français est encore pleine d'illusions pacifistes et démocratiques ». Et l'Allemagne? Chers camarades, je pense que le Congrès aura la possibilité, au cours du travail des commissions, de débrouiller non seulement la situation présente, momentanée du Parti allemand, mais encore celle qui l'attend.

Soixante-deux députés représentent les quatre millions de prolétaires qui ont passé par tous les tourments de l'illégalité. Les voilà pour la première fois au Reichstag. Qu'entendons-nous? Nous entendons quelques discours parlementaires de plus sur lesquels je ne veux pas m'appesantir ici. Lorsque devant le Reichstag allemand est posée la question du rapport des experts qui veut réduire le prolétariat allemand à l'esclavage, le Parti Communiste a le devoir non pas de prononcer des paroles générales, mais de donner une réponse à la question posée par les millions de prolétaires allemands, dont le cœur bat. Et cela, vous ne l'avez pas fait. Une effrayante passivité règne dans le Parti allemand. C'est là un phénomène extrêmement grave.

Je passe à la question suivante. Il s'agit de savoir si oui ou non nous pourrons conquérir les syndicats, si nous sommes à même de rallier les masses, si, au Parlement, nous sommes un un parti préparant les masses à la révolution. Je prierai Lozovsky, qui peut-être est mieux versé que moi dans ces sortes de choses, de venir à cette tribune et de dire ce qu'il pense de l'orientation donnée à notre travail syndical. Camarades, vous me direz que les capitalistes jettent les ouvriers sur le pavé, qu'ils les réduisent au chômage, que les syndiqués chômeurs ne sont plus à même de payer leurs cotisations et sortent ainsi des syndicats. Vous direz que les amsterdamiens nous chassent.

C'est vrai, mais il s'agit de savoir si nous faisons tout pour le leur faciliter, ou bien si, au contraire, nous faisons tout pour les en empêcher.

Le Congrès aura à apprécier l'orientation prise par le Parti. Nous nous trouvons devant la menace prochaine d'un amoindrissement du champ d'influence du Parti. Et c'est bien le plus grand danger qui puisse nous menacer. L'Internationale Communiste a livré de grandes batailles au cours de presque tous ses congrès. Zinoviev, à la fin de son discours, a posé la question de la discipline. Si, au sein de l'Internationale, nous nous bornons à observer la discipline officielle, nous nous transformerons en un squelette officiel et nous ne serons plus une Internationale vivante.

La minorité, quelle qu'elle soit et quelle que soit son orientation, n'a pas seulement à se plier aux décisions de l'Internationale; elle a aussi le devoir, dans l'intervalle entre deux Congrès, d'appliquer ses décisions, dans son agitation et dans son organisation, pour toutes les questions.

Les militants russes qui, naturellement, peuvent aussi faire des fautes, sont les praticiens du mouvement ouvrier, et Zinoviev aura beau dire et redire mille fois que désormais il ne fera plus jamais bloc avec les social-démocrates, il n'en fera pas moins ce bloc à la première occasion où ce sera nécessaire. Il dira alors que la situation s'est modifiée et que c'est une manœuvre.

Il faut vider nos querelles. Mais après avoir bien bataillé ici, nous avons le devoir et la possibilité de travailler positivement, concrètement, là-bas, comme nous l'aura commandé notre Exécutif ou notre Parti. Le temps et l'expérience nous montreront qui de nous avait raison et qui avait tort. (*Applaudissements sur quelques bancs.*)

---

# SEPTIÈME SÉANCE

## *dans la Salle Saint-André du Kremlin*

## (21 juin 1924)

*Président :* TREINT.

*Orateurs :* RUTH FISCHER, WENZEL, BOCHKOVITCH, HRSEL.

Ruth Fischer (Allemagne). — La valeur internationale du Parti allemand ne peut être comparée qu'à celle du Parti russe. S'il a commis des fautes aussi graves que celles d'octobre, l'Internationale Communiste doit examiner les causes qui ont pu l'y entraîner. Ces causes ne sont pas le propre de quelques personnes; elles sont beaucoup plus profondes : ce sont des fautes opportunistes de droite, Radek n'a pas le droit d'en appeler, comme il l'a fait, au IV^e^ Congrès. Le IV^e^ Congrès avait vu les périls de droite et cherché à engager la lutte contre eux. Le gouvernement ouvrier fut présenté déjà alors comme comme mot d'ordre de propagande et on essaya déjà alors de chercher une entente avec les éléments de gauche. Mais les Congrès de Leipzig et de Prague ont contredit le IV^e^ Congrès. Leipzig a poussé le parti au bord de la scission. Brandler était prêt à abandonner Berlin, Hambourg, la Ruhr, uniquement pour réaliser ses buts. Le C. E. seul l'en a empêché.

La pratique saxonne a enfin révélé que la tendance de Brandler et Radek était de l'opportunisme. On a préparé depuis des années la politique qui livre le Parti Communiste à la social-démocratie et tend non pas à la dictature du prolétariat, à la lutte pour le pouvoir, mais aux mots d'ordres intermédiaires.

Ces camarades ont perdu la foi en la révolution. Déjà avant octobre, Radek a écrit dans la *Pravda* un article de désespoir absolu sur la révolution allemande.

De là l'idée que le Parti Communiste allemand ne peut lutter sans la social-démocratie, que le Parti Communiste allemand n'est pas le facteur décisif du mouvement ouvrier et qu'il doit s'attacher à la social-démocratie.

Cette conception a engendré des tendances ouvertement liquidatrices (Lévi, Friesland), les thèses de Leipzig sur le gouvernement ouvrier, l'action de Rathenau. Déjà en avril 1923, Brandler préconisa une politique d'alliance avec la social-démocratie et l'aristocratie ouvrière pour obtenir un gouvernement ouvrier dans le cadre de la démocratie.

Cette révision systématique du communisme que l'Exécutif ne considérait que comme une maladresse de formules, a son pen-

dant économique dans la saisie des valeurs réelles. Personne d'entre nous n'était en général contre les revendications partielles. Mais ce mot d'ordre était tellement compromis aux yeux de la classe ouvrière qu'il ne pouvait éveiller d'écho. Or, Radek et compagnie en ont fait un programme économique pour le gouvernement ouvrier.

Ce fut donc, camarades, sur l'échelle internationale un phénomène beaucoup plus profond que le IV[e] Congrès ne l'avait remarqué. Sméral, avec son extrême prudence, posa les questions suivantes au IV[e] Congrès : « Le gouvernement ouvrier n'est-il qu'un phénomène passager ou peut-il devenir, dans certaines circonstances, une étape plus longue au sein de la démocratie bourgeoise? » Les Congrès de Leipzig et de Prague ont répondu dans le sens de Sméral.

Dans les thèses du IV[e] Congrès, il y avait toutes sortes de formules peu claires. Le gouvernement ouvrier en tant que coalition des Partis ouvriers, c'est la liquidation du Parti. Le Parti social-démocrate indépendant fut liquidé d'étape en étape sous le prétexte du front unique. En outre, au moment où un processus de décomposition commence dans la social-démocratie, on ne peut détacher les masses des chefs qu'en leur montrant aussi clairement que possible notre véritable figure communiste.

Personne dans le Parti allemand ne sera contre le gouvernement ouvrier et paysan, selon la formule de Zinoviev — pseudonyme pour la dictature du prolétariat, mot d'ordre d'agitation.

On a souvent dit que la gauche allemande est contre la tactique du front unique en soi. Nous avons déjà vu assez de phases du front unique pour pouvoir y distinguer trois étapes. La première était une tentative de rassembler les masses et de former des organes prolétariens afin de combattre pour les revendications quotidiennes. Au cours de cette étape des pourparlers furent entamés avec la bureaucratie. En principe, nous n'avons pas décliné ces pourparlers. Mais à notre avis, les communistes doivent entrer en pourparlers avec les chefs afin de séparer les masses de ces chefs : c'est pourquoi la droite nous a accusés de vouloir faire échouer les négociations.

Dans la deuxième étape, caractérisée par l'action de Rathenau, on a été d'accord, pendant un certain temps, avec la social-démocratie.

La troisième étape a été l'étape saxonne. Ici commence le crime. Cette révision de la théorie communiste de l'Etat atteint son paroxysme dans la fameuse thèse de la victoire du fascisme sur la république allemande. On oppose fascisme et république allemande comme deux forces ennemies, lorsque ce sont deux phénomènes de la même dictature capitaliste.

Ce n'est pas une tendance spéciale à l'Allemagne, mais bien commune à toute l'Internationale. En 1922, le camarade hollandais Wijnkoop déclarait que les communistes et les social-démocrates étaient les uns et les autres deux partis marxistes, deux branches d'un même arbre, le mouvement ouvrier, et qu'ils ne luttaient entre eux que sur les méthodes à employer!



Pour terminer, je le répète : nous ne nous refusons pas à rallier les masses pour la lutte et à rétablir le front unique dans les entreprises, pas plus qu'à n'importe quelle autre manœuvre aboutissant à la mobilisation des masses. Ce que nous voulons, ce sont des décisions qui excluent toute espèce de radekisme, toute espèce de déviation et d'aberration, dans la question du gouvernement ouvrier et du front unique.

J'en viens aux événements allemands et aux circonstances qui ont déterminé la défaite du Parti. Le résultat de la concentration du mouvement sur la Saxe et la Thuringe fut une dispersion complète du Parti. Ces sections étaient coupées de Berlin, de Cologne, du Wasserkante.

Voyons les événements qui ont préparé Octobre. Radek vient nous dire aujourd'hui que la faute a consisté à n'avoir pas su appuyer sur les masses ouvrières. C'est faux. Par cinq fois la gauche a proposé à la Centrale de convoquer le Congrès des conseils d'entreprises saxons. Mais Brandler avait décidé de réunir le Congrès de toutes les régions et non pas seulement de Saxe et de Thuringe, car dans ce dernier cas, l'alliance avec les social-démocrates aurait pu être dérangée. On a sacrifié la mobilisation des masses à la liaison avec les social-démocrates. Au cours des plus grandes difficultés de la bourgeoisie, toute notre politique se préoccupa de ne pas nous laisser provoquer; la théorie était : il est beaucoup plus difficile de retenir les ouvriers que de les mener au combat. Nous avions une force comme jamais auparavant. Lors de la journée antifasciste, nous voulions organiser une manifestation imposante : elle fut interdite par Brandler et Radek. Plus nous nous éloignons d'Octobre et plus nous nous convainquons profondément que le Parti pouvait et devait combattre. (*Approbations.*) S'il fut impuissant, c'est qu'il était en proie à une maladie opportuniste, radekiste, dont nous avons réussi à nous débarrasser. Nous avons deux pôles qui montrent où la politique radékiste nous a menés : à Chemnitz, sous la direction de Brandler et sous l'influence de Radek, on décida de ne pas aller au combat; à Hambourg, les ouvriers marchaient les mains nues contre la bourgeoisie. Cela montre la digue qui sépare la masse des membres et la direction de notre Parti. Notre Parti a rapidement surmonté la crise. Nous avons oublié les horribles mois d'hiver, les blessures sont fermées, et il n'y a plus de haine entre Berlin et Halle. L'unité règne dans le Parti. Zinoviev et Radek ont parlé de soi-disant déviation d'extrême-gauche. Le Congrès de Francfort a pris position sans ambiguïté contre ces tendances, de même les instructions aux délégués du Congrès. La Centrale pense que l'article de Boris cité plusieurs fois est du menchevisme sous un manteau de gauche et elle combattra toute tentative de démoraliser le Parti. Cependant, le plus grand danger ne réside pas dans les déviations d'extrême-gauche, mais dans la droite. Si la possibilité révolutionnaire ne permet pas des luttes immédiates pour le pouvoir, un parti de masse en Europe peut facilement en venir à un état d'esprit qui pousse à un travail « positif » réformiste dans le cadre du capitalisme.

Quant à moi, je ne crois pas à une époque pacifiste démocratique, mais si elle venait, nous verrions clairement qu'il nous faudrait compter avec des rechutes et nous devrions combattre d'autant plus sérieusement la tendance opportuniste.

Dans la question syndicale, nous avons surmonté aujourd'hui les plus grandes difficultés et le Parti s'est dressé sérieusement, au Congrès de Francfort, contre les tendances de scission.

Nous avons écrit dans nos thèses que la question anglaise se trouve au centre de l'Internationale. Mais nous nous trouvons aussi en Allemagne, par suite du plan des experts, à la veille de luttes accentuées. Au IVe Congrès, on n'a pas prévu les événements d'octobre. Au Ve Congrès il ne faut pas se laisser séduire par Herriot et Mac Donald et retomber dans une faute analogue.

Je voudrais encore dire quelques mots sur notre Parti anglais. A mon avis, c'est l'inexpérience de notre section anglaise qui est responsable de sa faiblesse à l'égard des réformistes.

L'impression qu'ont faite sur moi les camarades anglais, la voici : chaque membre a deux cartes de Parti, celle du Parti Communiste et celle du Labour Party. J'ai l'impression que le membre appartient pendant la semaine au Labour Party et le dimanche, pour se reposer, il joue un petit peu au communiste.

Au IVe Congrès, nous avons soutenu la fusion dans la question italienne, et nous pensons que l'Internationale Communiste doit faire tout son possible pour assurer au Parti italien l'unité et la possibilité de travailler. Il y a dans la gauche italienne d'excellents éléments.

Nous souhaitons que le Ve Congrès mondial concrétise les tâches pratiques des différentes sections et qu'il prenne une attitude claire contre le radekisme et le brandlerisme à l'échelle internationale. Que les décisions de ce Congrès contre ces déviations opportunistes soient aussi unanimes que celles du XIIIe Congrès du Parti russe!

Wenzel (Tchéco-Slovaquie) dépose une déclaration au nom de la délégation tchèque :

Sans une condamnation catégorique des tendances opportunistes, la collaboration du Parti tchèque avec l'Internationale Communiste dans l'esprit de toutes les décisions de l'Internationale nous semble compromise. La majorité de la délégation aurait dû soit se prononcer contre toutes les tendances opportunistes, soit faire le contraire, car, dans ce dernier cas, le Ve Congrès aurait au moins eu la possibilité de vider, une fois pour toutes, les questions en litige.

Dans la déclaration de la majorité, il est beaucoup parlé du travail pratique du Parti. Les résultats obtenus ne sont niés par personne. Zinoviev a seulement indiqué que dans certains domaines, et précisément dans ceux qui ont un rapport étroit avec la préparation de la révolution prolétarienne, comme par exemple le problème paysan, il a été trop peu fait.

Bochkovitch (Fédération Balkanique). — C'est dans les Balkans que s'est allumé l'incendie universel. La situation n'est



pas meilleure aujourd'hui qu'en 1914. Les Balkans sont le pont par lequel les impérialismes s'acheminent en Asie mineure et en Afrique; là s'entre-croisent les intérêts de la France, de l'Angleterre et de l'Italie. Il existe encore une autre série de rivalités entre les Etats balkaniques.

Le Gouvernement roumain provoque la guerre, il exerce une pression par la Yougoslavie pour obtenir d'elle une alliance militaire contre les Soviets. Les impérialismes français et anglais ont fait des Etats balkaniques leurs vassaux et c'est pourquoi la réaction et la terreur blanche y règnent.

Les questions les plus brûlantes sont : la question nationale et la question agraire. C'est pourquoi les Partis Communistes des Balkans lient la question nationale à la question agraire et à celle du gouvernement ouvrier et paysan et préparent le terrain à la future Fédération balkanique des Républiques ouvrières et paysannes.

Hrsel (Jeunesses tchéco-slovaques). — La majorité de la délégation, en demandant une révision des décisions du dernier Congrès du Parti touchant le front unique, aurait dû condamner franchement l'opportunisme. Ce n'est pas un hasard si elle ne l'a pas fait, cela prouve simplement qu'il y a dans le Parti tchèque des tendances opportunistes. On ne les trouve pas seulement dans l'article de Hula, mais aussi dans un certain nombre d'autres articles de Vanek et de Friedrich, ainsi que dans des proclamations de la fraction parlementaire que la direction du Parti n'a pas désavouées.

Dans les plus importantes questions, une direction politique quotidienne a manqué, d'où une certaine passivité du Parti.

Zinoviev a parfaitement raison de vouloir « rafraîchir » la Centrale par l'addition d'éléments prolétariens. La jeunesse communiste de Tchéco-Slovaquie est, en somme, tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Zinoviev et appuiera de toutes ses forces le Parti pour l'activer et le bolchéviser.

# HUITIÉME SÉANCE

*dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(23 juin 1924)

*Présidents :* KOLAROV.

*Orateurs :* BRANDLER, AI-QUAC, THALHEIMER, KLEINE.

BRANDLER (Allemagne). — Les accusations qu'on élève contre nous sont : 1° d'avoir trahi la révolution, de nous être lâchement dérobés au combat ; 2° de vouloir réviser le communisme et la théorie de Lénine sur l'Etat; 3° de n'avoir pas compris que le Parti ne pouvait être sauvé que par la lutte contre la petite bourgeoisie et la social-démocratie.

Nous nous reconnaissons coupables d'avoir avant tout appliqué et réalisé (de toutes nos forces) la ligne des IIIe et IVe Congrès. Nous ne le regrettons pas, car nous tenons cette ligne pour juste, non pas seulement en ce qui regarde le passé, mais encore aujourd'hui. Nous déclarons qu'on ne saurait lui attribuer la défaite d'Octobre. La passion ne permet pas toujours aux camarades de voir les choses comme elles sont. Au lieu des fautes que nous avons réellement commises, on en suppose d'imaginaires. A mon avis, nous avons été battus parce que nous nous sommes proposé l'offensive au lieu de la défensive là où l'adversaire s'était déjà emparé de l'initiative et que nous avons mal apprécié la corrélation des forces. De cette faute nous ne portons pas seuls la responsabilité. Nous l'avons commise tous ensemble : la gauche, le centre, la droite, l'Exécutif et les représentants des autres Partis qui ont pris part aux délibérations décisives.

Après la crise de Rathenau, nous devions nous rendre de nouveau aptes à la lutte : *a*) en nous préparant à la situation illégale; *b*) en nous préparant moralement et matériellement à la guerre civile. Cela se passait au mois d'août 1922. En ce qui regarde l'organisation, notre proposition de mettre à la base du Parti les cellules d'usines avait trouvé peu d'écho. Zinoviev nous reproche d'être des théoriciens de la révolution. Ce reproche reste pour moi incompréhensible. Nous sommes d'avis que le Parti ne peut marcher au combat que s'il est organisé. Si nous entraînons la classe ouvrière à la lutte sans avoir réalisé le maximum de préparation, si nous l'exposons légèrement aux coups, alors ce n'est pas la bourgeoisie, mais c'est bien nous que les masses rendront responsables. Nous avons fait plus pour l'organisation de la révolution que les camarades qui ne font que parler d'organisation.

La fissure existait déjà entre Berlin et les autres Fédérations,



nous n'en sommes pas l'auteur. Nous pouvions admettre les camarades de l'opposition de Berlin, Maslov et Ruth Fischer, dans le Comité Central et boucher cette fissure d'un commun accord, ou bien ne pas les admettre et fermer la fissure sans eux. Nous avons choisi la deuxième voie. C'était une faute. Lorsque Cuno arriva au gouvernement, nous l'avons salué par une mobilisation en masse de la classe ouvrière, comme on ne l'avait jamais encore fait. En réponse à la déclaration gouvernementale, le Congrès des Comités d'usines du Reich publia son programme pour le prolétariat allemand. Nous avons tout fait pour réaliser ce programme.

Dans la Ruhr, dans la région du Rhin, dans la Westphalie, dans la Haute-Silésie et dans l'Allemagne centrale notre travail d'organisation fut très fécond. Dans les centres avancés de Berlin, Hambourg, Francfort-sur-le-Mein, dans lesquels la puissance gouvernementale n'était pas encore aussi affaiblie, nous avons échoué.

Lors de l'occupation de la Ruhr, nous avons lancé le mot d'ordre : lutte non seulement contre Poincaré, mais aussi contre Cuno. Nous avons fait cette propagande de toutes nos forces, nous avons remporté de grands succès, mais nous ne pouvions pas cependant risquer d'envoyer les ouvriers allemands au-devant des baïonnettes françaises et allemandes. Il devenait de plus en plus clair que les deux bourgeoisies cherchaient un accord, en préparant un carnage de la classe ouvrière. Nous n'avons pas regardé comme de l'opportunisme, mais comme un devoir communiste, de reculer devant la lutte. Nous avions lancé le mot d'ordre antifasciste pour voir ce que nous pouvions par nos propres forces sans l'aide des social-démocrates et nous avons incontestablement enregistré un succès. Mais nous ne pouvions pas naturellement, après le premier essai de mobilisation, accepter le combat, car les préparatifs d'organisation faisaient défaut.

Passons maintenant à la défaite d'octobre.

Nous avons alors passé quatre semaines à Moscou, pour conférer sur la situation politique; et, précisément pendant ce temps, les camarades qui nous adressent maintenant les reproches les plus ardents, avaient en mains la direction. C'est précisément à cette époque que les fautes décisives ont été commises. Lorsque je suis revenu en Allemagne, il ne restait qu'à commander la retraite, les préparatifs étant insuffisants et la volonté de lutte faisant défaut. L'entrée dans le gouvernement saxon s'est faite malgré mon conseil et malgré la résistance des camarades saxons, et je regarde encore aujourd'hui comme ma plus grande faute de m'être finalement laissé persuader. Nous sommes entrés dans le gouvernement saxon pour assurer notre marche en avant : 1° en armant le prolétariat et 2° en assurant notre approvisionnement. A la conférence de Chemnitz, nous vîmes que les ouvriers croyaient toujours que l'entrée des troupes en Saxe était dirigée contre la Bavière. Dans cette conférence, j'ai dénoncé la trahison de la social-démocratie. Mais si nous avions risqué la lutte, nous allions seuls au-devant d'un écrasement sanglant et d'une terreur blan-

che épouvantable, comme celle que le prolétariat hongrois a subie après le renversement du gouvernement des Soviets. La petite bourgeoisie était prête à marcher résolument contre la classe ouvrière dans l'Allemagne centrale et à s'entendre avec les Français pour cela. Nos comités de contrôle en étaient responsables : ils avaient en effet mené une lutte beaucoup plus vive contre la petite bourgeoisie que contre les grands capitalistes.

La panique qui s'est emparée ensuite de notre Parti est due moins à la défaite qu'aux conflits intérieurs. La preuve en est que, jusqu'en décembre, nos effectifs ont augmenté. C'est après, avec la lutte pour le pouvoir dans nos propres rangs, que la panique s'est déclarée. Toutes les élections qui ont eu lieu depuis ont signalé une régression et cela continuera. La politique actuelle rend très difficile de gagner de nouvelles sympathies. La force combative de la classe ouvrière n'est pas encore brisée mais la capacité combative du Parti Communiste est mise en danger.

Nous ne pourrons jamais faire du Parti Communiste allemand un Parti véritablement révolutionnaire, à la hauteur de sa tâche, tant qu'on n'aura pas reconnu exactement les fautes réelles qui ont conduit à la défaite d'Octobre.

Nguyen Aï-Quac (Indochine). — Le sort du prolétariat mondial dépend dans une large mesure des colonies. Celles-ci fournissent des vivres et des soldats aux puissances impérialistes; si nous voulons mater ces dernières, nous devons commencer par les priver de colonies. La bourgeoisie française n'a pas besoin de fascisme. Elle compte sur ses troupes de couleur. D'après la statistique officielle, il y a dans l'armée française 458.000 soldats français et 206.000 soldats de couleur. Mais en réalité la proportion des soldats de couleur est bien plus grande, car leur temps de service est plus long.

Il faut accorder aux colonies plus d'attention que jusqu'ici. C'est le devoir des Partis français et anglais en tout premier lieu.

Thalheimer (Allemagne). — Zinoviev a dit ne pas aimer la diplomatie dans l'Internationale Communiste. Soit, je la laisserai de côté.

La critique de l'activité de l'Internationale m'a paru bien brève : cependant elle est absolument indispensable, maintenant que Lénine et sa sûre direction nous manquent. La situation actuelle nous remet cruellement en mémoire la mort de Lénine.

Aussi bien en Bulgarie qu'en Allemagne, nous avons essuyé de lourdes défaites et les Partis bulgare et allemand ont été durement critiqués. Or, il faut le dire franchement, dans les deux cas la faute a été aussi celle de l'Exécutif.

Je me contenterai de parler de l'Allemagne. Jusqu'ici l'Exécutif n'a pas encore utilisé jusqu'au bout les enseignements d'Octobre. Une question de première importance pour l'avenir est celle de l'immixtion de l'Internationale dans la direction des Partis. Personne ne nie que dans certaines conditions cette immixtion soit nécessaire. Mais ni en octobre, ni avant octobre, ni en janvier, elle n'a été fructueuse pour notre Parti. Au contraire, ces



interventions de l'Internationale ont toujours causé de grandes crises. Rappelez-vous ce que Lénine a dit de la continuité nécessaire de la direction, qui, sans un besoin tout à fait urgent, ne doit jamais être brisée. Dans le Parti russe on sait la valeur de la vieille-garde. Mais dans l'Internationale on a oublié que les autres sections aussi possèdent des traditions communistes incarnées dans certains éléments dirigeants.

L'hégémonie du Parti russe dans l'Internationale est une nécessité historique. Les autres Partis ont d'abord à instaurer dans leur pays la dictature du prolétariat.

Le centre de nos efforts doit être de combattre le réformisme, la vague démocratico-pacifique qui, aujourd'hui, se redresse. Mais cette vague, nous ne pourrons en venir à bout par la simple agitation, surtout aujourd'hui qu'elle déferle déjà sur l'Allemagne. Les amsterdamiens ont, à n'en pas douter, gagné du terrain cette année. La question est de savoir si les Partis emploient pour les combattre les méthodes qu'il faut. Je ne le pense pas.

L'Internationale a peur de voir se former dans son sein, à l'exemple du Parti russe, une opposition et un groupement de droite. C'est un fantôme qui n'existe pas. Nous nous sommes nettement prononcés contre l'opposition russe, aussi bien dans la question russe que dans la question allemande. Mais je dois protester contre ce qui a été dit au sujet du radekisme. Radek a rendu de grands services au Parti allemand dans une époque des plus critiques. Le Parti et l'Internationale ont encore beaucoup à apprendre de lui.

Je ne suis pas convaincu que la ligne de conduite actuelle du Parti allemand de l'Internationale Communiste soit bonne; je pense qu'elle conduit le Parti à un écueil. Je vois des dangers et je vous en avertis. Cependant, je dois déclarer que, militants disciplinés, nous nous soumettrons absolument aux décisions de l'Internationale Communiste et resterons aux postes où l'Exécutif nous aura placés.

Kleine. — En 1923 nous avons pu, pour la première fois, approfondir les questions essentielles et voir ce qu'il nous faut pour conquérir le pouvoir : la bolchévisation des Partis, leur liaison organique avec les millions d'ouvriers qui votent pour nous, la continuation de la lutte pour la majorité du prolétariat. Brandler a oublié la grande réunion des fonctionnaires berlinois du Parti social-démocrate qui se prononça pour la grève générale, il oublie la Saxe, la Thuringe et la Haute-Silésie. La conférence de Chemnitz tourna court, parce que nos ministres, pendant des heures, dans leurs discours, dirent avoir tout fait pour améliorer la situation et promirent de continuer à tout faire pour l'améliorer encore. Brandler a traité alors les social-démocrates avec douceur; il n'a rien fait pour faire ressortir avec précision la différence entre eux et nous. La situation était révolutionnaire, les ouvriers demandaient la lutte.

Il y a des situations où un Parti Communiste ne peut pas dire : « Nous reculons parce que nous sommes trop faibles. » Ni le pro-

létariat, ni le Parti n'ont compris la retraite d'Octobre. Ce n'était plus une retraite, c'était une panique. Et cette panique fut la cause de la crise.

Pour l'avenir, nous demandons que toutes les conséquences soient tirées. La faute du front unique en Allemagne a consisté à sous-estimer le rôle du Parti. Le Parti doit toujours être en avant de la masse et la conduire.

---

# NEUVIÈME SÉANCE

## *dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(23 juin 1924, soir)

*Président :* KOLAROV.

*Orateurs :* SCHULLER, RIENZI, THAELMANN, KUUSINEN BOUKHARINE.

SCHULLER (Internationale des Jeunes). — Si quelqu'un n'a pas encore reconnu qu'il y a au sein de l'Internationale Communiste une tendance opportuniste, cela lui est devenu clair à la suite des discours de Radek, Brandler, Thalheimer et Sméral.

Radek fait dépendre la possibilité d'une coalition avec la social-démocratie du fait que la social-démocratie restera ou non liée à la bourgeoisie. Camarades, nous le savons : la social-démocratie restera jusqu'à la fin liée à la bourgeoisie. Et elle serait considéreé comme un Parti ouvrier, avec lequel une alliance, un gouvernement ouvrier commun, serait possible ! Nous devons prendre ici nettement position contre ce révisionnisme, autrement il peut devenir une maladie ravageante.

La déclaration tchèque ne dit pas clairement si elle confirme ou non les thèses de Prague. Nous sommes contre la conception de Radek, non parce que la situation aurait changé, comme le pense la délégation tchèque, mais parce que cette conception était fausse déjà au IV[e] Congrès et à Prague.

Radek et Brandler ont essayé pour ainsi dire d'effrayer le Congrès. Nous voudrions, d'après eux, liquider la tactique du front unique. Nous ne voulons pas liquider la tactique du front unique, mais seulement les idées de Radek sur le front unique.

Nous sommes à la veille de grands combats et c'est pour cela que nous devons protester le plus énergiquement contre les prophéties de défaites que nous avons entendues dans les différents discours des camarades Radek, Brandler et Thalheimer. Nous n'avons aucune raison d'être tellement pessimistes, nous aurons encore des difficultés à surmonter, mais nous les affronterons avec courage et nous les surmonterons.

RIENZI (Italie). — La minorité de la délégation du Parti Communiste italien approuve sans réserves le rapport de Zinoviev.

Ce rapport ne marque aucunement « la liquidation générale de la tactique du front unique » : les lettres du Présidium au Parti Communiste allemand, la formule donnée par Treint, le discours de Ruth Fischer qui parle des « manœuvres » utiles et donc admissibles, le démontrent.

La formule du gouvernement ouvrier et paysan synonyme de

la dictature du prolétariat est utile, parce que, dans la situation actuelle, elle constitue une réaction nécessaire aux interprétations réformistes.

Le jugement politique que les ouvriers et les communistes d'Allemagne ont prononcé en déplaçant nettement à gauche la direction du Parti est juste, mais il peut y avoir des «injustices » personnelles.

Sur la question russe, tous les Partis Communistes avaient le devoir de prendre position et la majorité du Parti Communiste français a eu raison de ne pas accepter une position de « neutralité ». Nous nous solidarisons avec le Comité Central du Parti Communiste russe. C'est l'intervention de Trotsky et de l'opposition qui a empêché de développer toutes les conséquences de la motion votée en décembre.

En Italie, nous sommes pour la fusion immédiate avec les « terzinternationalistes » et pour la continuation de la tactique de front unique avec le Parti Socialiste italien afin de conquérir les ouvriers qui le suivent.

La situation italienne présente dès maintenant de sérieuses perspectives d'action politique; il suffit que l'unité de direction soit réalisée sans équivoque.

Pour cette unité nous sommes favorables à toute concession de forme, mais les concessions sur le terrain de la discipline auraient de fâcheuses conséquences.

*Une délégation de paysans pauvres d'Ukraine remet un étendard à la délégation allemande. Un de ses membres salue en termes chaleureux le Congrès et le prolétariat allemand. Son discours est accueilli avec enthousiasme. Le Congrès chante* l'Internationale. *Thaelmann répond au nom de la délégation allemande et Kolarov au nom du Congrès.*

Thaelmann (Allemagne). — La question allemande est une question internationale, d'où les diverses sections doivent tirer des enseignements.

Depuis le IV[e] Congrès, nous avons à enregistrer deux grandes défaites qui sont de plus haute importance pour juger de la posision des Partis : la défaite bulgare et la défaite d'octobre en Allemagne. Le Parti bulgare n'a pas su attaquer au moment décisif. En octobre, le Parti allemand a, il est vrai, donné le signal du combat, mais il n'a rien fait pour accepter réellement le combat alors que la situation était objectivement révolutionnaire. Le Parti bulgare a au moins essayé de renverser le gouvernement de Zankov, lorsque l'Exécutif eut attiré son attention sur ses fautes. Le Parti Communiste allemand, en la personne de sa direction, même après la défaite d'octobre, n'a pas reconnu ses fautes, mais a construit sa théorie de la victoire du fascisme sur la République allemande.

Camarades, la défaite n'est pas une question de personne, mais une question politique. La question consiste à savoir si le Parti a rempli son devoir comme la situation l'exigeait. Lorsque Brandler tente de pousser au premier plan des questions formelles et



de passer sous silence les enseignements politiques, nous devons protester. Il essaie de cacher que déjà à notre Congrès de Leipzig nous avions reconnu que l'occupation de la Ruhr entraînerait une exacerbation révolutionnaire et que le Parti serait appelé dans quelques mois à faire la révolution prolétarienne.

En 1923, lorsque les premiers signes d'une fermentation révolutionnaire se sont montrés dans la Ruhr et en Haute-Silésie, les Fédérations de gauche ont exigé que le Parti soit aiguillé vers la révolution. Mais Brandler nous dit au Congrès de Wasserkante : « Si vous ne cessez pas ce bavardage, vous serez exclus du Parti. »

Dans le mouvement de Cuno, on put constater que les masses avaient beaucoup plus d'initiative que le Comité Central ne l'avait cru. A Hambourg, en dépit de la force de la social-démocratie, nous avons organisé la grève générale, tandis qu'en Saxe, vers laquelle était orientée toute la politique du Comité Central, la grève générale a été repoussée. La direction n'avait pas l'état d'esprit idéologique et politique nécessaire. La *Rote Fahne*, expliquant peu de temps avant le mouvement de Cuno que le Parti n'avait aucun intérêt à renverser le Gouvernement parce que les masses ne voulaient pas lutter, a produit sur la classe ouvrière l'impression que le Parti ne se proposait pas sérieusement le renversement du Gouvernement.

Brandler juge du côté technique. Mais un chef révolutionnaire doit tenir compte de la volonté de lutte de la classe ouvrière. La comédie parlementaire de Saxe fut inaugurée par le discours où Zeigner disait que le but de l'entrée des communistes dans le gouvernement était d'éviter la guerre civile. Les ministres communistes n'ont contredit cette opinion ni au Parlement, ni dans le Parti. De même les ouvriers n'ont pas compris Boettcher déclarant qu'il n'était pas responsable devant le général Muller, mais devant la majorité du Parlement.

Passons maintenant à Octobre. Lorsqu'on communiqua à Brandler que, d'après les informations transmises par les cheminots, on faisait quitter ses garnisons à la Reichswehr pour l'envoyer en Saxe, c'était le devoir de tout le Parti d'adresser un manifeste aux cheminots pour ne laisser passer aucun train de Reichswehr. Cela n'a pas eu lieu. Le Comité Central n'a rien compris au jeu de la bourgeoisie en Saxe et, de concert avec la social-démocratie, il leurra le prolétariat.

Lorsque Brandler affirme ici que le prolétariat saxon était persuadé que la Reichswehr qui envahissait la Saxe était envoyée contre la Bavière, cela prouve son incapacité. L'invasion de la Reichswehr aurait dû être le signal du combat sur toute la ligne.

Brandler explique que la panique qui s'est déclarée après la retraite a brisé la force combative du Parti Communiste allemand. Il est évident qu'une panique devait se répandre après que le Parti avait été pendant un mois orienté vers la révolution et qu'on sonnait ensuite la retraite. Malgré cette crise, nous avons recueilli 3.700.000 voix. C'est une preuve que nous avons pallié les sottises d'Octobre et que nous avons rallié de nouveau le prolétariat.

Les membres du Parti qui, pendant le Congrès, étaient contre notre tactique nous donnent maintenant leur confiance. Le Parti s'est consolidé. Nous avons devant nous de grandes tâches. Si le rapport des experts est appliqué, c'est l'étranglement de la classe ouvrière allemande. Il est fort possible que la bourgeoisie traverse une certaine époque de trêve, pendant laquelle elle s'efforcera d'introduire la journée de onze à quatorze heures. Mais de même qu'en Italie la position de Mussolini est ébranlée par l'attentat commis contre un social-démocrate, il est possible qu'en Allemagne il se produise de grandes crises. Nous espérons que le Congrès indiquera le moyen de réaliser ce que les ouvriers et paysans russes ont réalisé en 1917 : la victoire de la révolution, la fraternité d'armes des ouvriers et paysans allemands et russes, une muraille solide et blindée contre la bourgeoisie mondiale. Nous nous sommes fixé la tâche suivante : la victoire de la révolution allemande, la victoire de la révolution mondiale!

KUUSINEN (Finlande). — Les membres de la Centrale et des directions régionales du Parti Ouvrier Révolutionnaire arrêtés en août 1923, ont été condamnés avant-hier. Ces camarades s'étaient prononcés publiquement pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Quatre-vingt-neuf militants se sont partagé trois cents ans de prison.

*Le Congrès adopte la motion suivante :*

« Le V^e^ Congrès mondial exprime l'indignation de toute l'Internationale Communiste contre la condamnation de classe inouïe et la terreur de la bourgeoisie finlandaise. En même temps, il adresse, par-dessus la tête du Gouvernement finlandais, son salut fraternel et chaleureux aux militants révolutionnaires qui combattent pour la libération du prolétariat finlandais. L'Internationale Communiste est fermement décidée à soutenir la lutte de classe révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres de Finlande jusqu'aux jours où le Gouvernement des gardes-blancs sera jugé par la Révolution prolétarienne. »

BOUKHARINE. — On s'est demandé ici s'il existe ou non une question allemande. On peut aussi bien répondre oui et non. La question allemande existe, car toutes les sections ont leurs questions d'organisation, leurs problèmes à résoudre. Dans un autre sens, elle n'existe pas, car la conjoncture politique n'est plus aussi aiguë qu'en octobre, et la crise du Parti est, semble-t-il, résolue.

Quelques camarades ont demandé : « Si nous avons des tendances social-démocrates, pourquoi ne nous exclut-on pas? » C'est qu'il faut distinguer entre les social-démocrates et les *tendances* social-démocrates. Ces dernières, dans une situation critique, peuvent devenir très dangereuses, et notre devoir est de les étouffer dans l'œuf.

Je crois cependant que nous sommes maintenant assez grands pour ne plus rechercher si quelqu'un est de la droite ou de la gauche. Ce qu'il nous faut, c'est trouver une politique juste. Selon les cas, il faut s'orienter soit à gauche, soit à droite.



Les deux principaux problèmes qui se posent à nous sont ceux du front unique et du gouvernement ouvrier, en relation avec l'expérience saxonne.

Radek a raconté que des camarades, qu'il ne nomme pas, ont hésité à plusieurs reprises dans la question du front unique. J'étais du nombre. Mon point de vue primitif était erroné. Nous exagérions les dangers sans voir assez les avantages. C'est Lénine qui avait raison.

Est-il vrai, maintenant, qu'il est parmi nous des camarades qui souhaitent l'abandon de la tactique du front unique. Je crois que ces camarades n'existent que dans l'imagination de Radek. Nous combattons seulement une certaine interprétation de cette tactique.

Passons maintenant au Gouvernement ouvrier. Les gouvernements ouvriers peuvent être de nature très différente. Même un gouvernement ouvrier réalisant la véritable dictature du prolétariat peut avoir des formes très variées. Je citerai comme exemple les dictatures russe et hongroise. Il est hors de doute qu'il y avait en Hongrie un gouvernement ouvrier de dictature, qu'en Russie également, lorsque les socialistes-révolutionnaires de gauche siégeaient avec nous au gouvernement, nous avions également une dictature prolétarienne. Or, tandis qu'en Hongrie cette situation a favorisé les social-démocrates, en Russie nous avons renforcé notre Parti, miné au contraire les forces de nos « alliés ».

L'essentiel dans un Gouvernement ouvrier consiste à développer la situation, et non à la refréner.

Brandler a dit : « Nous voulions gagner du temps pour préparer. » Mais cela n'aurait de sens que si on avait fait quelque chose pendant ce temps. Là est toute la faute. Nous ne pourrons jamais oublier les discours qui ont été tenus en l'honneur de « la constitution », nous ne pourrons jamais oublier que l'indemnisation de la famille royale de Saxe a été mise à l'ordre du jour. Radek dit : « Cela dépend de la conjoncture parlementaire. » Mais si vous êtes d'avis que la conjoncture parlementaire peut tout excuser, vous ne deviez pas être, en 1914, contre le vote des crédits de guerre.

Notre Centrale allemande, en octobre, a mené une politique qui rendait impossible le développement de la révolution. Nous ne reprochons pas à ces camarades de n'avoir pas cherché à instaurer la dictature du prolétariat, mais de ne pas avoir tout fait pour s'y préparer.

Peut-on affirmer que nos fautes sont liées avec les fautes antérieures? Il n'est pas douteux que la question de l'utilisation de l'Etat démocratique bourgeois, telle que Brandler l'a formulée à Konde, est en connexion avec ces fautes.

Il n'est pas douteux que le trouble intérieur du Parti a joué un rôle dans la défaite d'octobre. La principale condition nécessaire pour que la Centrale du Parti puisse diriger la lutte, est de jouir d'une autorité suffisante. Ce n'était pas le cas en octobre.

Encore quelques mots sur la situation générale de l'Internatio-

nale Communiste. La crise qui a surgi au cours de l'année passée n'est pas un phénomène accidentel. Il y a une connexion entre la crise russe et les crises allemande, bulgare, française, etc. Les causes de ces crises ont été de deux sortes. Le contact avec les couches petites-bourgeoises a eu pour conséquence certaines tendances petites-bourgeoises au sein de nos Partis. D'autre part, nos défaites de Bulgarie, d'Allemagne, etc., n'ont pas manqué d'avoir leur répercussion. Cette période de crises sera surmontée. C'est dans la lutte contre les déviations que se forment les véritables Partis bolchévistes.

---

# DIXIÈME SÉANCE

*dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(24 juin 1924)

*Président :* THAELMANN.

*Orateurs :* BROWN, KRAJEWSKI, KOLAROV, LENSKI, NEURATH, PEPPER.

JIM LARKIN (Angleterre). — L'affirmation du camarade Petrowsky peut donner lieu à des malentendus. Il est vrai que pendant les cinq mois derniers un mécontentement considérable s'est manifesté parmi les masses du Labour Party. Macdonald joue un jeu hardi et habile en popularisant des mots d'ordre comme l'assistance des chômeurs, la construction de maisons, etc. Certains faits semblent indiquer qu'il obtiendra par ces moyens une augmentation de majorité aux prochaines élections.

Il y a plus de 5.000.000 de trade-unionistes affiliés au Labour Party.

La direction de ces masses est entre les mains de fonctionnaires qui ont inculqué au Parti le pacifisme et autres doctrines démocratiques bourgeoises. Le Parti reste néanmoins un Parti de masses prolétariennes. Notre tâche est de le pénétrer au plus profond. Dans toutes les parties du pays, dans toutes les fédérations locales et dans les conseils des syndicats, nos fractions sont à l'ouvrage au-dedans du Labour Party. Y renoncer serait nous réduire à une secte, ce qui est en complète opposition avec le véritable esprit du léninisme. Il ne s'agit pas là d'une opinion, soit de la minorité, soit de la majorité, mais du point de vue unanime de la délégation anglaise, de l'Exécutif et du Congrès du Parti.

KRAJEWSKI (Pologne). — Un Parti révolutionnaire ne doit pas avoir honte d'avouer ses fautes. La partie de la Centrale qui milite en Pologne a adopté une résolution dans laquelle elle reconnaît que sa lettre de décembre était une faute politique. Dans cette lettre, nous ne répondions pas clairement, en bolchéviks, à une question politiquement aiguë. Il aurait été préférable de se taire plutôt que de faire des remarques d'ordre général. Il y a longtemps déjà que nous voyons se propager au sein du Parti polonais les tendances opportunistes et que nous tâchons de les combattre. Mais les militants qui prévalaient dans le Comité Central n'ont pas vu qu'il y avait une étroite connexion entre ces questions et les questions russe et allemande.

On a dit ici que le Parti polonais avait d'excellents membres bolchévistes, mais pas de direction bolchéviste. Cette assertion est loin d'être exacte.

Pour ce qui est de notre attitude à l'égard de la paysannerie, nous lui avons, au cours de notre IIe Congrès, consacré une grande attention. Dans la question nationale, nous avons également obtenu de grands progrès, avec ce mot d'ordre : pas d'autonomie, pas de referendum, car les masses des régions occupées se sont déjà prononcées pour l'Union des Républiques Soviétistes.

Un mot au sujet des actions de masses. On nous a accusés de n'avoir pas pris part à l'insurrection de Cracovie. Cette insurrection n'a été qu'un bref épisode de longs combats. En Allemagne, on s'attendait à la révolution, et nous estimions de notre devoir de fixer le principal de notre attention sur les champs stratégiques de Haute-Silésie, de Dombrowo, de Varsovie et de Lodz. Personne, en Pologne, ne croyait à la possibilité d'une insurrection à Cracovie.

A l'égard du front unique, nous avons commis les mêmes fautes que les autres Partis. Nous aussi, nous avons eu des déviations de droite, que nous avons combattues. Mais il est clair qu'on ne peut en finir avec ces erreurs tant qu'on ne voit pas qu'elles sont la suite d'une application opportuniste de la tactique du front unique tout au long de la période examinée, Il ne faut pas perdre de vue que le but du front unique, c'est l'unité par en bas.

Kolarov (Bulgarie). — Radek a déclaré que la défaite de notre Parti était décisive. Eh bien, ni la défaite de juin, ni celle de septembre n'ont été décisives. Le Parti Communiste bulgare est encore là et se prépare à de nouvelles luttes. Radek a donné comme explication de notre défaite les conditions internationales défavorables pour une action révolutionnaire dans un petit pays comme la Bulgarie. Nous déclarons que notre Parti n'a pas besoin d'être justifié; il a commis des fautes, il les a reconnues, mais ces fautes ne sont pas celles énumérées par Radek. La situation internationale n'a joué aucun rôle dans l'attitude prise par le Comité Central du Parti Communiste bulgare devant le coup d'Etat de juin dernier. Ce sont des arguments de caractère et de tactique intérieure qui ont déterminé son attitude. Radek a vu la cause principale de la défaite dans le peu d'attention que notre Parti aurait donné à la propagande parmi les paysans. C'est tout à fait faux. Il y a peu de Partis dans l'Internationale Communiste qui aient autant travaillé les paysans pauvres.

La faute principale a résidé dans l'attitude de notre Parti vis-à-vis de l'organisation politique des paysans. vis-à-vis du gouvernement paysan.

Après la grande victoire remportée par le gouvernement paysan aux élections de 1923, personne ne croyait à la possibilité du coup d'Etat. En outre, le Parti s'est laissé impressionner par la campagne anti-ouvrière et anti-communiste du gouvernement paysan. Au moment du coup d'Etat, les prisons étaient remplies de communistes.

En ce qui concerne le front unique, une des fautes commises par notre Parti consiste dans l'inapplication de la tactique dans toute son ampleur. Il n'était pas possible de faire la coalition avec



l'Union Paysanne pendant qu'elle était au pouvoir. Mais, après la défaite de juin, les choses ont changé et notre Parti a adopté le front unique aussi bien par en haut que par en bas, et il a commencé une action qui se développe favorablement dans ce sens. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, après les événements de juin et de septembre, s'est transformé en un mot d'ordre de lutte révolutionnaire.

Il n'est pas exact de dire que les conditions extérieures ne permettent pas un mouvement révolutionnaire. Nous, représentants des pays balkaniques, considérons que la situation reste révolutionnaire, reste grosse de conséquences, qui peuvent éclater à chaque moment. C'est pour cela que nous approuvons complètement la ligne du Comité Exécutif qui organise et conduit la lutte révolutionnaire dans tous les pays.

Lenski (Polonais de France). — Le principal dans le discours de Zinoviev a été de faire la lumière sur deux questions : celle du front unique et celle du gouvernement ouvrier et paysan. La formule choisie permet de consolider les Partis Communistes révolutionnaires en vue des luttes ultérieures.

Je ne veux rien dire des élections allemandes. Mais le résultat des élections françaises, en dépit des doutes émis par Radek, a été des plus brillants, tant au point de vue quantité qu'au point de vue qualité. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, le Parti Communiste français a gagné près d'un million de voix en luttant contre les illusions démocratiques.

La situation est beaucoup moins heureuse dans le Parti polonais.

La responsabilité des fautes commises ne doit pas retomber sur les organisations. Le Comité Central est seul responsable. Les fautes dans les questions principales, dans celles du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan, n'ont pas jusqu'ici été réparées. Comme on le voit d'après sa résolution, la Centrale veut obtenir un bloc révolutionnaire des ouvriers et des paysans, au moyen de combinaisons parlementaires et même en se concertant avec les partis social-traîtres qui sont encore plus perfides, encore plus opportunistes que la gauche social-démocrate d'Allemagne.

Les militants du Comité Central polonais reconnaissent ici leur erreur précédente à l'égard des questions russe et allemande. Le malheur est que si en paroles ils ont changé, en fait ils continuent à balancer entre la gauche et la droite, entre le Comité Central et l'opposition.

Zinoviev a tort de dire que les fautes du Parti polonais méritent une petite « correction ». Non, elles doivent être corrigées radicalement. Il faut former dans le Parti Communiste polonais un noyau bolchéviste de direction révolutionnaire, si nous voulons qu'il soit à la hauteur des combats qui l'attendent.

Neurath (Tchécoslovaquie). — La délégation tchécoslovaque reconnait dans sa déclaration l'utilité et, sur plusieurs points l'exactitude de la critique faite par Zinoviev.

Certains militants, parmi lesquels Smeral, posaient la question de la façon suivante : nous traversons une période de consolidation du capitalisme qui durera assez longtemps; notre devoir est de combattre pour les revendications quotidiennes, l'édification organique du Parti et le parlementarisme communiste.

En réalité, nous entrons dans une période de lutte de classe exacerbée. La bourgeoisie allemande continuera son offensive et il faudra que la classe ouvrière fasse tous ses efforts pour parer ces attaques. Puis suivra le capital des autres pays et en particulier de Tchécoslovaquie. Nos sections, surtout dans les principaux pays capitalistes, doivent se préparer à de durs combats. Le parti allemand y est déjà prêt. Quant au Parti tchèque, nous ne pouvons pas en dire autant.

Pour ce qui est du gouvernement ouvrier et paysan, il ne faut pas douter qu'à la première aggravation de la situation, Masaryk, Bénès et les autres feront bloc avec les fascistes contre les communistes. Une situation peut se former où le Parti tchèque aura à peser sérieusement l'éventualité d'un gouvernement ouvrier et paysan. Les membres du Parti tchèque se tiendront toujours en rangs serrés à la suite de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste russe.

Pepper (Etats-Unis). — Je crains que notre Congrès ne soit trop allemand, trop Europe centrale tout au moins, trop peu mondial. Il est vrai que le problème allemand a été le problème essentiel et vital de l'Internationale. Mais l'Internationale a d'autres problèmes à résoudre. La défaite d'octobre et l'accession au pouvoir de Macdonald ont fait passer le centre de gravité en Angleterre. Notre objectif immédiat est maintenant la formation d'un grand Parti communiste anglais.

Aux Etats-Unis, au Canada, dans l'Afrique du Sud, en Australie, etc., le front unique se fera d'une façon toute différente que sur le continent, où il est réalisé sans liaison organique. La tactique du front unique y est poussée si loin que les membres du Parti Communiste sont à la fois membres d'autres partis, tel que le Labour Party. Nous ne devons naturellement pas perdre de vue que les Labour Party ne sont pas des partis politiques semblables aux partis continentaux. Ils ne sont qu'un bloc de partis politiques, de syndicats et d'autres organisations ouvrières. Ils ne sont pas constitués par adhésion individuelle, mais par affiliation d'organisations entière.

Les Labour Party sont le résultat de conditions historiques déterminées. Ils se sont créés dans les pays où l'aristocratie ouvrière s'est développée et renforcée de si bonne heure qu'un large fossé la sépare maintenant des masses prolétariennes. Dans ces pays, où les intérêts communs du prolétariat ne sont pas encore apparus bien nettement, il ne pouvait y avoir de partis de masses. C'est pourquoi ce sont les syndicats qui s'y sont d'abord développés, et qui ont ensuite posé les fondements du parti politique ouvrier, contrairement au continent où la social-démocratie s'est d'abord développée et a fondé ensuite les syndicats.



Nous ne devons pas non plus perdre de vue le rôle des petits partis. Nous voyons auprès des syndicats de petites sectes disciplinées et basées sur l'adhésion individuelle qui pénètrent dans les organisations de masse et facilitent la formation des grands partis politiques. En Angleterre, ce rôle a été joué par l'Indépendant Labour Party, en Amérique par notre Workers Party. Il est significatif que l'Indépendant Labour Party, avec ses 50.000 membres, soit à la tête des 4 à 5 millions de membres que compte le Labour Party et que notre petit Workers Party ait réussi à dominer un Congrès où étaient représentés 600.000 ouvriers et farmers.

Aux Etats-Unis, au lieu d'un Labour Party, nous avons un Labour and Farmer Party qui organise à la fois les ouvriers et les paysans pauvres.

De plus, le mouvement est lié à celui de la petite bourgeoisie et même des paysans riches, dont il a de la peine à se séparer.

Quelle doit être maintenant notre tactique à l'égard du Labour Party?

Il fut un temps où nos Partis ne voulaient pas adhérer au Labour Party. Maintenant, ils veulent y entrer à tout prix, même aux dépens de notre indépendance politique, même aux dépens de notre liberté de critique. Ni l'une ni l'autre attitude ne sont communistes. Murphy se trompe lorsqu'il dit qu'en sortant du Labour Party anglais nous sortirions du mouvement ouvrier. Chaque communiste peut, par son syndicat, rester membre du Labour Party. Mais le Parti Communiste, en tant que Parti, ne doit pas absolument rester dans le Labour Party. (*Applaudissements*). Ce sont les conditions historiques qui doivent nous dicter notre attitude. Aujourd'hui, je suis pour l'adhésion du Parti Communiste anglais au Labour Party, demain je puis être contre. Nous devons encore rester dans le Labour Party, car il jouit encore de la confiance de ses membres. Premièrement, les masses ouvrières voient que le Labour Party n'a conquis le pouvoir qu'en apparence. Troisièmement, nous n'avons pas encore bien su propager en Angleterre, l'idée de la révolution prolétarienne. Du point de vue de l'organisation, le Parti Communiste doit être au sein du Labour Party; du point de vue idéologique, il doit rester au dehors.

# ONZIÈME SÉANCE

*dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(24 juin 1924, soir)

*Président :* THAELMANN.
*Orateurs :* DUNNE, CHASSAIGNE, CLARA ZETKIN.

DUNNE (Amérique). —Il n'y a jamais eu de grand parti révolutionnaire aux Etats-Unis, et toutes les tentatives pour en créer ont échoué. Notre petit parti ne s'est jamais vu dans la nécessité, comme les partis européens, d'arracher les masses à l'influence des chefs socialdémocrates. En dehors de lui, il n'y a pas de parti révolutionnaire.

Jusqu'à présent, la classe ouvrière américaine était trop bien payée, nourrie et habillée pour avoir une mentalité révolutionnaire.

Nos trade-unions, qui comprennent 4 millions de travailleurs, sont les plus réactionnaires du monde. Ils défendent le capitalisme et l'impérialisme. La tâche principale de notre parti consiste à organiser et à diriger nos 20 millions de prolétaires industriels. Une lutte à outrance est engagée entre les communistes et toutes les fractions de la bourgeoisie. Les 10 à 12 millions de nègres, la race la plus exploitée d'Amérique, dirigés par les gens dont la fonction était de les maintenir dans la servitude envers la bourgeoisie, ont été jetés dans l'industrie pour faire aux ouvriers blancs une concurrence rendue encore plus difficile par l'afflux de deux millions de farmers, chassés de leurs terres par la banqueroute. Dans cette lutte notre parti deviendra un parti de masses. L'expérience des deux années passées lui a apporté le savoir et l'habileté nécessaires.

CHASSAIGNE (Jeunesse française). — Je tiens à souligner l'accord complet qui existe entre nous et le rapport de Zinoviev.

Nous avons en France une situation qui, si elle n'est pas immédiatement révolutionnaire, ne ressemble pas malgré tout à celle que Radek semblait indiquer. En adoptant le plan des experts, le bloc des gauches amènera fatalement de grosses désillusions. Pour cette éventualité comme pour une contre-offensive possible du gros capitalisme, soyons prêts. Il faut que nous soyons un parti de masse, et pour cela, le Parti français doit avoir un fort noyau bolchévik.

La gauche du Parti français accepte entièrement tous les points de vue de l'Internationale, et nous sommes prêts à travailler en plein accord avec elle. D'ailleurs, malgré ce qu'a dit Radek, notre Parti a déjà donné de nombreuses preuves de vitalité. De nombreux ouvriers socialistes affluent dans ses rangs, à la suite de la tentative de front unique réalisée par le Bloc ouvrier et paysan au cours de la campagne électorale.



Au moment de l'occupation de la Ruhr nous avons entrepris dans l'armée d'occupation une agitation qui aboutit à de nombreux cas de fraternisation entre soldats français et ouvriers allemands.

Dans ce Congrès, où s'est manifestée une aussi forte tendance de droite, il n'est pas agréable d'avoir à combattre des erreurs d'extrême-gauche, mais c'est pourtant le cas en Italie. Il faut combattre les erreurs de Bordiga tout comme le révisionnisme de Graziadei et Bombacci.

La réorganisation des partis sur la base des cellules doit s'effectuer au cours de cette année, parce que seule cette réforme amènera leur prolétarisation et leur permettra de jouer, le moment venu, leur rôle de direction.

Le 4e Congrès et l'Internationale des Jeunes avaient donné des directives pour le travail dans les armées : elles ont été appliquées dans très peu de partis. Il faut faire pénétrer les idées communistes dans l'armée en soutenant les revendications particulières des soldats.

CLARA ZETKIN. — On a affirmé que la défaite d'Octobre avait été le résultat d'une politique petite-bourgeoise et opportuniste poursuivie par le Parti depuis 1921. On a parlé ici de brandlerisme et de radekisme. Mais jusqu'à la défaite d'octobre, la centrale a été approuvée par l'Exécutif. Si donc, le Parti est coupable, l'Exécutif l'est autant que lui.

On a affirmé que c'était intentionnellement que Brandler avait choisi la Saxe pour y réaliser sa politique réformiste de front unique, parce que les masses communistes dans ce pays étaient déjà opportunistes. Brandler a surestimé l'importance de la Saxe, non pas parce qu'il a cru que les masses communistes y étaient imprégnées d'esprit social-démocrate, mais au contraire parce qu'il a pensé à tort que les masses social-démocrates étaient déjà gagnées à notre influence et prêtes à lutter à nos côtés.

Le 9 novembre, les fascistes se préparaient à proclamer la monarchie; l'agression des fascistes dans le Sud a été arrêtée par la Saxe et la Thuringe.

Je vois les causes de la retraite d'Octobre dans une série de faits qui nécessitent une critique sévère de l'attitude antérieure du Parti. L'occupation de la Ruhr rendait la situation révolutionnaire. Le Parti aurait dû diriger les forces révolutionnaires qui surgissaient et les conduire à la lutte pour la conquête du pouvoir. Mais il n'a pas su comprendre à temps la situation. Il aurait fallu agir au Parlement, dans les Conseils municipaux, dans les réunions, dans les manifestations, dans les conseils d'usines. Il aurait fallu que chaque revendication fût ramenée à la question de la prise du pouvoir, de la guerre civile. Il aurait fallu donner aux Conseils d'usines un rôle politique, en faire, comme des centuries, le point d'appui d'une action de masse.

Lorsque la direction s'aperçut de son erreur, elle se mit à organiser fiévreusement l'armement du Parti. Mais l'armement doit aller de pair avec la conscience de la nécessité de la lutte armée. Les facteurs moraux doivent remplacer l'insuffisance des armes. C'est dans la lutte que le prolétariat sentira la nécessité de mieux s'armer pour abattre l'adversaire. Le parti a trop peu fait pour expliquer cela aux masses. Sa politique et son action ne se liaient pas aux masses. C'est pourquoi le Gouvernement ouvrier de Saxe a été une faute formidable. Le Gouvernement ouvrier ne pouvait avoir de sens que s'il avait été le couronnement d'un mouvement de masse, appuyé sur les organes du prolétariat en dehors du Parlement, c'est-à-dire sur les Conseils d'usines, les congrès du prolétariat, les forces armées de la classe ouvrière. On a pensé au contraire que le Gouvernement ouvrier serait le point de départ d'un mouvement de masses et de l'armement du prolétariat. Ainsi furent commises différentes fautes dans l'application de la tactique du front unique. Le résultat a été : ni hommes, ni armes. Il a été affirmé ici que la retraite ordonnée par le Parti ne correspondait pas à la volonté révolutionnaire des masses et du Parti. Ce n'est pas juste. Les masses n'étaient pas prêtes. Le Parti n'a pas su utiliser leur état d'esprit révolutionnaire. Même l'insurrection de Hambourg prouve ce que j'avance. Toute mon admiration pour les quelques centaines de héros qui ont combattu à Hambourg ne m'empêche pas de constater que ni les autres membres du Parti, ni le reste du prolétariat de Hambourg n'ont affirmé leur solidarité. Et pourtant, il y avait 14.000 communistes à Hambourg.

THAELMANN. — Ils n'avaient pas d'armes.

CLARA ZETKIN. — Je le sais, camarade Thaelmann, mais ils manquaient de résolution pour s'en emparer.

Vous avez dit, camarades, qu'il y a eu échec parce que le Parti avait donné l'ordre de la retraite. J'estime que cela est inexact. Les événements de novembre de 1918 en Allemagne, ont montré que la volonté révolutionnaire, sans avoir besoin de mots d'ordre de la majorité du Parti alors au pouvoir, s'élance en avant, même contre la volonté du Parti. Si l'on prend en considération la situations d'octobre 1923, on doit dire que Brandler, en n'acceptant pas le combat non seulement a agi comme il était inévitable d'agir, mais encore a rendu au Parti un grand service. Dans le cas contraire, en effet, le Parti aurait été mis en miettes et la fleur du prolétariat de Saxe et de Thuringe aurait péri.

A mon avis, le Parti n'est pas encore sorti d'une pénible crise de croissance et n'est pas encore apte à lutter. Je ne citerai à l'appui que quelques faits. Le 1er mai qui aurait dû être plus que jamais une journée de manifestation contre la réaction a piteusement échoué à Berlin et dans le reste de l'Allemagne, sauf de rares exceptions. Fait caractéristique, la Centrale avait longuement discuté pour savoir s'il fallait faire front unique ou laisser les divers secteurs organiser la journée selon les circonstances. L'agression de la police berlinoise contre la mission commerciale



russe exigeait une forte campagne de protestation. Les masses auraient dû être invitées à une lutte violente contre l'impérialisme français et l'impérialisme mondial et aussi contre la bourgeoisie allemande prête à vendre l'Allemagne. La question nationale aurait dû être exposée et utilisée à notre point de vue révolutionnaire de la conquête du pouvoir. Il fallait intéresser la petite et la moyenne bourgeoisie. Mais le Parti se contenta de réunions et de manifestations. Les élections ont révélé un accroissement très heureux du Parti Communiste et cependant les 6 millions de suffrages reçus par la social-démocratie et les voix purement prolétariennes qu'a obtenues le fascisme sont une ombre sérieuse. La démonstration de notre fraction du Reichstag, le jour de l'ouverture du Parlement me plaît beaucoup, mais elle manque de liaison avec les masses. Les manifestations de masses ont fait défaut et cependant elles auraient eu plus de poids. Dans la circonscription de Halle-Mersebourg nous avons obtenu 186.000 suffrages, les social-démocrates 110.000. Où étaient donc nos électeurs pendant la manifestation et que disait-on du front unique par en bas?

Dans ces derniers mois les grèves ont été plus nombreuses que jamais. Où le Parti a-t-il pris la tête du mouvement? En Haute-Silésie seulement. Par suite de la passivité ou tout au moins de l'insuffisante activité du Parti, les masses sont retombées sous la conduite d'Amsterdam. On a pu s'en apercevoir après les élections des conseils d'entreprises et des délégués syndicaux. Nous avons subi des pertes importantes en regard d'une consolidation de la social-démocratie.

Tous ces faits me permettent d'affirmer que le Parti n'a pas encore acquis la solidité, la puissance et l'activité susceptibles de lui permettre de rallier les masses pour l'action.

Il se peut qu'une aggravation de la situation mondiale ne se fasse pas attendre. En Allemagne la crise peut être précipitée par la décision des experts. Plus que jamais nous devons mobiliser toutes nos forces pour gagner les masses et les mener au combat. Le Parti a commencé à se préparer au combat de demain en s'entendant avec les Partis Communistes des pays voisins. Cela est parfait. Cependant la mobilisation internationale ne doit pas nous faire oublier que chaque prolétariat doit combattre et vaincre son impérialisme sur son propre territoire. Ensuite le prolétariat doit se chercher des alliés. Où en est-on des questions nationale, paysanne et petite bourgeoise? Où sont les principes concrets et pratiques de notre politique. Ni le rapport Zinoviev ni les débats n'ont encore établi avec netteté la tactique à suivre pour réaliser le front unique. Zinoviev a commenté les décisions du IVe Congrès à la façon d'un exégète de la Bible ou des Evangiles. Je suis de l'avis de Luther : « Laissons le Verbe tranquille ». Les résolutions du IVe Congrès doivent se passer l'explications et d'interprétations. Si elles ne suffisent plus, elles doivent être changées. Si nous controversons pour savoir ce que Zinoviev a rédigé seul et ce qu'il a rédigé avec Radek et comment comprendre tel ou tel passage,

il faudra reconnaître à d'autres camarades le droit d'interpréter aussi à leur façon les décisions.

Le front unique a deux conséquences. D'abord chaque Parti Communiste, discipliné, centralisé, doit intervenir à visage découvert, ne jamais faire dépendre ses actes de la manière de voir des autres, intervenir en guide révolutionnaire des masses. Ensuite il doit toujours être en contact avec les masses et raffermir ce contact en luttant pour leurs revendications quotidiennes.

A l'égard du gouvernement ouvrier et paysan je ne puis accepter la déclaration de Zinoviev, que c'est un pseudonyme, un synonyme ou Dieu sait encore quel *nyme* de la dictature du prolétariat. Cela était peut-être juste pour la Russie. Mais il n'en est pas de même pour des pays où le capitalisme est fortement développé. Là, le gouvernement ouvrier et paysan est l'expression politique d'une situation dans laquelle la bourgeoisie ne peut plus se maintenir au pouvoir tandis que le prolétariat n'est pas encore à même d'ériger sa dictature. Les ouvriers attendent de ce gouvernement une politique ouvrière et révolutionnaire qui est impossible sans une intervention dictatoriale dans l'économie capitaliste et dans la propriété privée. Aussi est-il clair qu'un gouvernement ouvrier ne saurait jamais s'appuyer sur la force d'un Parlement. Il doit s'appuyer sur les organes du pouvoir révolutionnaire des ouvriers en dehors du Parlement : le Congrès des Soviets et le prolétariat armé. La période des gouvernements ouvriers révolutionnaires, dans le vrai sens du mot, ne peut être de longue durée. Le gouvernement ouvrier est une étape non obligée vers la dictature.

Je ne crois pas que la vague démocratique et pacifiste, dont l'importance est tellement surfaite par les opportunistes, soit de longue durée ni de grande force. Aussi, suis-je d'avis que chaque étincelle de pouvoir réel que le prolétariat pourra conquérir doit être utilisée jusqu'au bout. La bourgeoisie est ébranlée. Elle ne s'en tient plus à ses méthodes légales et illégales; elle recourt aux opportunistes et aux réformistes pour leurrer les ouvriers. Les partis communistes doivent tracer entre eux et les réformistes une démarcation franche. Les circonstances actuelles exigent la totale indépendance des partis communistes en tant que guides révolutionnaires de la classe prolétarienne. C'est un problème de tout premier plan.

Il y a d'autre part un danger de gauche. L'idée que le Parti seul, sans les masses, serait capable d'entreprendre des actions révolutionnaires décisives, mène au putschisme. J'ai entendu dire par exemple que le Parti Communiste allemand aurait dû, en octobre, lutter pour le pouvoir quand bien même les masses seraient restées passives. Ç'aurait été une répétition de l'action de mars. Si nous voulons trouver la bonne position aussi bien à l'égard des autres partis ouvriers que des masses, nous devons assimiler les enseignements de la révolution russe et du Parti Communiste russe sur la discipline, la centralisation, l'organisation et la tactique parmi les masses. Notre parti doit être le cerveau, le centre organisateur. Les masses et le Parti sont les facteurs actifs de la révolution. A ce point de vue comme à tous les autres, les partis communistes ne doivent cesser de se bolchéviser. Il faut que chaque militant soit imbu de cette idée : « Si ma besogne, si ma volonté n'est qu'une goutte infime, c'est peut-être précisément la dernière goutte destinée à faire déborder la coupe révolutionnaire.» Si nous arrivons à travailler de cette manière, si nous arrivons à combattre ainsi, la vague continuera à monter, la volonté des masses s'unira sous la conduite du Parti Communiste en vue de l'assaut et avec une puissance irrésistible le flot révolutionnaire se précipitera et engloutira la société bourgeoise.

# DOUZIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(25 Juin 1924, soir)

*Président :* STEWART.

*Orateurs :* WIJNKOOP, HOEGLUND, KUUSINEN, DENGEL, ALONZO, R. FISCHER, HANSEN, MAC MANUS.

WIJNKOOP (Hollande). — La discussion allemande pèse comme un cauchemar sur ce Congrès. Pour que la révolution puisse venir, il faut non seulement que le Parti Communiste y soit prêt, mais qu'il y ait une situation objective favorable. La délégation allemande doit convenir qu'il y a en Europe une sorte de stabilisation. Cela ne signifie naturellement point que nous renoncions à la révolution. La révolution viendra, et nous devons y préparer notre Parti.

Les événements allemands ne constituent qu'un épisode. Nous devons lancer notre bélier révolutionnaire contre le plus grand facteur du capitalisme mondial, l'empire britannique. Nous devons nous occuper davantage de la question coloniale.

Quelques mots sur le mouvement hollandais. Il est vrai, comme dit Zinoviev, qu'autrefois nous ne voulions pas que les communistes entrent dans le Labour Party. Cette position n'était pas définitive. D'autre part le reproche qu'on fait à Ravensteyn d'avoir salué le gouvernement travailliste comme une victoire des ouvriers est fondé sur une fausse nouvelle.

Le principal est, à notre avis, dans nos rapports avec le Parti des Indes néerlandaises. Là, nous avons fait un travail modèle pour réaliser notre programme : libération absolue de l'Indonésie du capitalisme hollandais.

Quoique nous habitions un petit pays calme, nous avons déjà mené de durs combats, et pendant la guerre, et maintenant dans les conflits syndicaux où nos camarades sont engagés.

HOEGLUND (Suède). — Nous nous rendons compte enfin que le front unique ne peut se réaliser que par la base. La social-démocratie suédoise est depuis longtemps ce que Zinoviev a appelé un tiers-parti bourgeois. C'est pourquoi nous ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité de gagner ses chefs à la lutte de classe. En septembre auront lieu les élections législatives et peut-être les communistes obtiendront-ils la majorité avec les social-démocrates. Il est possible qu'une alliance occasionnelle et libre de différents Partis ouvriers en un gouvernement ouvrier et paysan puisse être utile à la cause du prolétariat. Il est nécessaire que le Congrès donne des directives claires dans cette question.



Zinoviev a fait allusion à mon attitude dans la question norvégienne. Je n'ai été d'accord avec les tranmaélistes, ni sur les principes, ni sur la politique. J'étais seulement adversaire de la scission. Depuis la scission, le Parti ouvrier de Norvège s'est de plus en plus éloigné du communisme.

Au sein du Parti suédois, il n'y a aucunes divergences, ni de principe, ni de tactique, ni de politique. Mais une série de grosses infractions à la discipline de la part de quelques camarades de la minorité dans des questions personnelles ou d'organisation nous ont forcés à convoquer un Congrès extraordinaire. Schuller nous reproche d'avoir convoqué notre Congrès trop tôt. Nous l'avons renvoyé déjà une fois, et comme les élections auront lieu en septembre, il est grand temps que nous entrions dans la campagne électorale fermes et unis. J'espère que l'excellent conseil de Zinoviev : savoir être discipliné quand on est en minorité, s'appliquera aussi à la minorité du Parti suédois.

On a reproché au Parti suédois des tendances opportunistes. Varga ayant fourni la base économique des conclusions politiques de Zinoviev, il doit bien se trouver un petit diable opportuniste auprès de Zinoviev. L'extrême-gauche allemande qualifie Boukharine d'opportuniste incurable. Je me trouve donc en fort bonne société. Certes, en Suède et ailleurs, il y a eu des déraillements opportunistes, mais il ne faut pas exagérer. Le Parti suédois soutient par son cœur et par son sang la Russie Soviétique et l'Internationale Communiste. Nous nous efforçons de créer aussi en Suède un véritable et bon Parti Communiste avec une discipline de fer, condition de la victoire.

KUUSINEN (Finlande). — La délégation finlandaise est complètement d'accord avec les vues politiques exprimées par Zinoviev.

Au IV^e^ Congrès, Lénine nous cria sa dernière leçon : « Apprenez surtout de l'expérience russe. »

La meilleure méthode pour apprendre c'est d'apprendre par la lutte. Le léninisme est l'art prolétarien de la victoire. En Allemagne, le Parti a fait bien des choses utiles avant le mois d'octobre, mais il n'a pas lutté. Sa direction a fait ce que toutes les troupes du général Seeckt n'ont pas pu faire : elle a réussi à empêcher en automne dernier toutes les actions de masses du prolétariat. Elle l'a fait parce qu'elle était incapable de combattre. Et c'est là que je vois l'opportunisme. Il y a aussi une véritable déviation à gauche, qui veut la lutte révolutionnaire, aveuglément, sans égard aux conditions du moment. De même le front unique ne peut être qu'une méthode de mobilisation des masses pour la lutte et dans la lutte. La tactique du front unique doit toujours être poursuivie en connexion avec des actions révolutionnaires.

En Norvège, nous avions un Parti qui ne voulait pas lutter. Nous ne réussîmes pas à remettre Tranmael sur la juste voie. Le Parti norvégien a saboté toutes les décisions de l'Internationale Communiste et réprimé systématiquement la minorité communiste. Ainsi la scission s'accomplit. Nous n'avons rien à regretter. Dans

les dernières luttes économiques, nous avons vu le parti de Tranmael saboter la lutte de classes. Au moment de la scission, Hoeglund a dirigé des attaques extrêmement véhémentes et déloyales contre l'Exécutif. Il reconnaît maintenant ses torts.

Hoeglund dit qu'en Suède il n'y a pas d'opportunistes ni de divergences de principe. Cependant, nous ne pouvons pas permettre à un Parti de cultiver systématiquement l'inactivité. Dans la lutte pour les syndicats, ainsi que dans la réorganisation du Parti, la direction n'a pas fait preuve d'initiative. De même pour la lutte contre la social-démocratie. Lorsqu'un gouvernement social-démocrate prit le pouvoir au Danemark, Hoeglund chanta l'éloge de son pacifisme.

Pour lui, il n'est qu'un adversaire : la minorité de son Parti et les Jeunesses qu'il veut rappeler à la discipline parce qu'elles observent la discipline envers l'Internationale.

En passant en revue nos sections communistes, nous devons tout de même convenir qu'un certain commencement de bolchévisation a été fait. Suivant les indications de Lénine, nous devons apprendre à lutter mieux et plus justement pour remporter la victoire.

*Une délégation de Grozny salue le Congrès au nom de douze mille ouvriers des exploitations pétrolifères.*

Dengel (Allemagne). — La question allemande a occupé une très grande place au Congrès. Par contre, d'autres questions n'ont presque pas été discutées : ainsi celle des perspectives économiques. Seuls quelques camarades ont touché les thèses de Varga; et c'est un fait remarquable que ce sont justement les représentants de la droite qui sont d'accord avec elles.

Varga dit que la situation n'est pas claire et que, pour cette raison, on ne peut pas avoir non plus de perspectives précises. C'est une erreur. Il y a pas mal de choses qui ne sont pas claires aussi bien dans son livre que dans son rapport. On y distingue cependant une tendance à combattre le plus énergiquement possible : il croit possible un retour du capitalisme à l'état normal. Il entrevoit, comme Kautsky, une période de sur-impérialisme durant laquelle les intérêts du capitalisme seront liés entre eux au point que les contradictions pourront être supprimées. Or, nous n'avons aucune raison de faire pareille supposition. Les contradictions du capitalisme subsistent dans toute leur acuité. Nous les voyons au contraire s'aggraver.

De même, l'attitude de Varga à l'égard du rapport des experts manifeste des tendances pacifistes. Il adopte le point de vue de la presse anglaise, inspiré par la City.

Enfin il affirme que la crise tire à sa fin, et il prétend cependant qu'elle peut encore conduire à la révolution, si les Partis Communistes montrent assez de volonté. Ce n'est pas là un point de vue marxiste. Les situations révolutionnaires ne peuvent être utilisées qu'avec la volonté de lutte de la classe ouvrière, mais sans une situation révolutionnaire, la volonté d'individus ou du Parti ne peut rien faire.



Je suis convaincu que le Congrès s'en tiendra au point de vue de Lénine, que la guerre mondiale a ouvert l'époque de la révolution. Sans doute, il est nécessaire de voir si le capitalisme peut en général se sauver de la crise, mais nous sommes d'avis que ses contradictions, loin de s'affaiblir, se sont encore renforcées. La question des réparations doit rester au centre de notre étude économique, car elle est l'abcès qui mûrit sur le corps du capitalisme.

Le point de vue anglais vise ouvertement à empêcher l'exportation allemande. Le paiement des réparations rendra nécessaire cette exportation qui conduirait à la ruine du capitalisme anglais. Ces contradictions, loin d'améliorer la situation mondiale du capitalisme, ne font que l'aggraver.

La délégation allemande est convaincue que nous restons dans la période de la révolution mondiale et que la prochaine étape sera bientôt franchie en Allemagne. Toutes les décisions que prendra le Congrès devront donc s'orienter sur la question allemande, parce que celle-ci, dans un avenir prochain, sera la question décisive de l'Internationale.

Alonzo (Espagne) lit la déclaration suivante :

Depuis quatre ans, sans interruption, la bourgeoisie espagnole emploie systématiquement le terrorisme afin de détruire les organisations politiques et révolutionnaires du prolétariat.

Le coup d'Etat militaire a eu comme résultat l'intensification de la répression. Le Directoire militaire, instrument des pires réactionnaires capitalistes, n'hésite pas à porter aux travailleurs révolutionnaires les plus formidables coups.

Dans le développement de cette politique de terreur, il menace d'appliquer la peine de mort, au mépris de la justice, à notre camarade Juan Baptista Acher — « el Poeta », prisonnier de la lutte sociale.

J. B. Acher, en plus de ses qualités de combattant pour la cause du prolétariat, est un grand artiste qui met son crayon au service de la cause révolutionnaire. Sa vie est en grand danger.

La solidarité internationale des travailleurs révolutionnaires peut le sauver!

Arrachons-le au bourreau!

La délégation espagnole soumet à l'approbation du Congrès la résolution suivante :

Le V^e^ Congrès mondial de l'Internationale Communiste envoie ses plus vives salutations au camarade Acher et proteste avec la plus grande énergie contre les sinistres desseins des bourreaux espagnols qui détiennent le pouvoir et qui veulent exécuter le jeune artiste et vaillant ouvrier.

Freimuth lit la déclaration suivante au nom de la délégation allemande :

Au cours des débats sur le rapport du Comité Exécutif, plusieurs représentants de la tendance Radek-Brandler condamnés par le Congrès de Francfort ont exprimé en détail leurs conceptions personnelles sur la question allemande. La délégation allemande a entendu patiemment ces exposés superflus d'une conception qu'elle juge unani-

nement fausse. Les motions présentées par les représentants de ces tendances n'ont pas recueilli une seule voix au Congrès de Francfort. Les partisans de ces tendances ne représentent donc qu'eux-mêmes et leurs erreurs. Afin de le dissimuler, ils insistent sur les imperfections qui existent encore dans la politique du Parti allemand et spéculent sur les échecs futurs du Parti. La critique de ces défenseurs d'une politique qui a fait banqueroute est dirigée en apparence contre le Parti allemand, mais en fait contre l'Exécutif et toute l'Internationale et vise à renforcer et à rassembler les tendances de droite au sein de l'Internationale Communiste. Le Parti allemand, de son côté, est déjà passé depuis longtemps à l'ordre du jour en ce qui concerne la critique stérile d'une tendance liquidée. Il ne pense qu'à se consacrer au redressement des imperfections qui subsistent encore dans sa politique et qui sont un héritage des fautes passées, et à tendre tous ses efforts dans le but d'atteindre par un travail énergique les nouveaux objectifs fixés par l'unanimité du Congrès de Francfort. Le Parti allemand espère que le V^e^ Congrès, par ses décisions et son appréciation des tendances de droite, liquidera celles-ci de telle façon que leurs représentants ne pourront plus se présenter à aucun Congrès de l'Internationale Communiste.

Hansen (Norvège). — Malgré les cris des réformistes et des demi-réformistes, nous devons regarder les faits en face, ne pas nous cacher les fautes commises et reconnaître qu'il y a dans nos rangs, non seulement des déviations tactiques, mais aussi un opportunisme organique. C'est avec une surprise douloureuse que nous avons assisté à la défaite des plus éprouvées de nos sections. Le Parti norvégien a salué cordialement la liquidation du Brandlerisme et espère que le V^e^ Congrès l'achèvera.

Que manqua-t-il à nos partis au moment décisif? Il manqua une conception théorique juste et un véritable esprit bolchéviste. Stroem écrit dans son histoire de la révolution russe qu'en Europe, ce sont les organisations économiques qui jouent le premier rôle. Stroem, qui dirige avec Hoeglund le Parti suédois, s'est prononcé ainsi contre la bolchévisation des Partis européens.

Il est des sections qui n'ont pas encore appris à mener la propagande et l'agitation révolutionnaire. Il en est même qui se refusent à comprendre les batailles qui se livrent dans les pays voisins et à s'y joindre. Le Parti suédois appartient malheureusement à cette catégorie. La lutte de classe s'est aggravée en Norvège, notre Parti n'était pas assez fort pour empêcher la défaite. Dès janvier, nous avons donc formé la Fédération scandinave. Nous avons pris des décisions très importantes sur les questions de tactique et entrepris une action de secours pour les ouvriers en lutte. Mais le Parti suédois a soutenu très faiblement cette action. Il est arrivé un moment où les masses ouvrières ont protesté très violemment contre Lian et Tranmael. L'organe de Hoeglund écrivait alors, à la grande joie des Tranmaelistes : « Pas de frottements dans les syndicats! » Dans la période de dures luttes que nous traversons, nous avons cependant le droit d'exiger que Hoeglund n'observe pas la Norvège avec le télescope renversé d'un littérateur politique, mais avec les yeux d'un frère d'armes solidaire.



Mac Manus (Angleterre) donne lecture de la déclaration suivante, faite par la délégation britannique unanime :

1° Les tendances de « droite » qui se sont manifestées dans différents Partis, spécialement dans les Partis allemand, russe, polonais, tchécoslovaque et autres ne sauraient être considérées comme des déviations locales ou nationales. Nous observons un développement général de tendances opportunistes dans différents Partis, y compris celui de Grande-Bretagne, et nous y voyons le résultat du lent développement de la révolution sociale.

2° Les rapports et les déclarations faits par différents Partis démontrent que, quoique ces déviations de « droite » s'expriment régulièrement sous des aspects différents et en différents pays, elles ont toujours quelque chose de commun. Les groupements opportunistes abusent fréquemment de l'application des justes principes du front unique. Pour cette raison, nous sommes pleinement d'accord que le Congrès mondial ne doit pas seulement exposer les méthodes à adopter dans l'application du front unique, mais aussi donner un plan d'action concret à chaque parti. Le Congrès devrait insister surtout et particulièrement sur ce que le front unique doit être considéré comme un mot d'ordre servant à mobiliser les masses ouvrières pour l'action révolutionnaire sous l'action du Parti Communiste.

3° En ce qui concerne la Grande-Bretagne, nous suggérons qu'il faut adopter une position plus énergique contre les chefs du Labour Party ainsi que contre la politique du gouvernement travailliste, qui est devenu un pur mensonge et qui est purement et simplement un gouvernement capitaliste et impérialiste.

4° Considérant le Labour Party comme un alliage de différentes unions et de différentes organisations ouvrières, le Parti Communiste doit lutter dans ce camp afin d'obtenir la direction du mouvement ouvrier de Grande-Bretagne. Dans ce but, le Parti Communiste britannique doit continuer à lutter pour obtenir l'admission au Labour Party. En aucune circonstance, cependant, le Parti Communiste, s'il doit s'efforcer d'être admis, ne saurait sacrifier son droit à l'action indépendante et à la critique la plus entière.

5° La question des candidatures parlementaires contre les candidats du Labour Party est une question de tactique et non pas de principe. Le Parti Communiste a pour tâche de veiller à ce que le choix des candidats ne soit fait qu'après une longue et claire discussion, non pas à huis clos devant des comités, mais devant les grandes masses. Dans cette lutte, des candidats communistes s'appuyant sur la plate-forme du Parti, devraient être opposés aux candidats de l'Indépendent Labour Party et du Labour Party. Si cependant le candidat du Labour Party a été désigné contre la volonté du Parti Communiste, nous ne devons pas en ce moment, dans les circonstances présentes, où le Parti Communiste est encore faible, opposer aux élections un candidat du Parti au candidat du Labour Party en nous rappelant qu'en vertu du règlement du Labour Party, les groupes qui opposent leurs candidats aux candidats travaillistes risquent d'être exclus du Parti. En ce moment, toutes les actions de ce genre que nous entreprendrions ne feraient que permettre aux vieux chefs de se débarrasser du noyau communiste qui organise et mobilise les éléments révolutionnaires dans le mouvement travailliste. Mais tout en n'opposant pas un candidat à nous aux candidats travaillistes, nous devrions participer à la campagne dans le seul but

de demander aux électeurs qu'ils réclament que les candidats travaillistes fassent une action révolutionnaire. Ainsi le front unique devient une bataille et non pas une concession.

6° Des candidats communistes ne doivent être nommés et choisis que sur la base d'une politique communiste fière et active. En aucun cas nos candidats ne doivent être désignés simplement comme des représentants de l'aile gauche du Labour Party. Dès le commencement de la campagne, il faut clairement exprimer les buts pour lesquels le candidat communiste entreprend la lutte. Il faut rappeler qu'il est d'une plus grande importance de gagner les masses au communisme que de gagner un siège parlementaire sur une plateforme travailliste vague et opportuniste.

Nous nous préparons à soumettre des propositions concrètes sur ce point à la Commission politique ainsi qu'à la Commission britannique. Nous soumettons maintenant cette déclaration au Congrès afin d'éviter des malentendus sur la position du Parti Communiste de Grande-Bretagne.

---

# TREIZIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(25 Juin 1924, soir)

*Président :* STEWART.

*Orateurs :* PICCINI, ERCOLI, KATAYAMA, MONTEFIORE, SAMOEN, KREIBICH, WOLF, BORDIGA.

PICCINI (Italie). — En ce moment se déroulent en Italie des événements dont la portée ne peut pas encore être appréciée. Si notre Parti réussit à se mettre à la tête du mouvement, il est possible que s'engage une lutte décisive contre le fascisme. La bourgeoisie, qui le sait, pousse le fascisme dans la voie de la démocratie. Il n'est pas impossible non plus que le fascisme, pour consolider sa position, recoure à une nouvelle marche sur Rome.

Le prolétariat a de nouveau conscience d'être un facteur décisif dans la vie politique du pays. A la première occasion, il reprendra la lutte et la continuera jusqu'au combat décisif, jusqu'à la victoire.

*Piccini lit l'appel l'appel suivant aux travailleurs italiens :*

Ouvriers et paysans d'Italie,

Le fascisme a ajouté un nouveau crime à la longue liste d'assassinats, de pillages et de crimes qui forment le bilan de sa lutte acharnée contre le prolétariat italien. Après avoir massacré des centaines d'ouvriers et de paysans révolutionnaires, après avoir emprisonné et martyrisé des milliers de travailleurs communistes et socialistes, il vient d'assassiner le député Mattéotti, secrétaire du Parti réformiste. La soi-disant bourgeoisie libérale, qui a favorisé l'action anti-prolétarienne du fascisme, exprime maintenant une indignation hypocrite. C'est en vain qu'elle espère éviter la responsabilité de sa complicité avec le fascisme. Les chefs réformistes, qui prêchaient la résignation lorsque le fascisme s'acharnait après les travailleurs d'autres partis, même maintenant que le secrétaire de leur parti a été assassiné, tentent de désarmer l'indignation des masses ouvrières, de maintenir les illusions pacifistes et l'utopique espérance d'une restauration démocratique et parlementaire. Ils cherchent, par cette politique, à soutenir les bases de la dictature fasciste.

Le V[e] Congrès de l'Internationale Communiste s'incline devant cette nouvelle victime et particulièrement devant les modestes héros qui se sont sacrifiés dans la lutte contre la dictature fasciste. Il estime que son devoir est de montrer aux travailleurs et aux militants d'Italie et des autres pays les leçons politiques qui se dégagent de ces événements.

Tandis que les masses prolétariennes, sans distinction de parti, manifestent leur ferme volonté d'entreprendre la lutte pour le renversement du fascisme, le Parti et les syndicats réformistes, soutenus par l'attitude louche des chefs maximalistes, n'osent pas unir les protestations des masses prolétariennes en une seule grande action, rassembler les masses ouvrières pour les mettre en mouvement et les lancer contre le fascisme. Ces chefs contre-révolutionnaires, par leur tactique défaitiste, montrent leur manque de confiance en la volonté de combat des prolétaires italiens, ils prouvent ainsi leur complicité politique avec les gardes-blancs criminels.

Camarades!

Le fascisme ne peut être combattu que par l'union des ouvriers et des paysans décidés à organiser leur défense et à répondre par l'action révolutionnaire à la violence fasciste. Mais les chefs réformistes, aveuglés par leurs préjugés pacifistes et démocratiques, ont toujours évité le combat et recherché des compromis avec le fascisme. Collaborant avec les chefs maximalistes toujours hésitants, les chefs réformistes ont conclu avec les fascistes un pacte leur permettant de porter tous leurs coups contre les ouvriers et les paysans révolutionnaires. Mais le prolétariat a rompu ce pacte en un instant, car il était nécessaire de s'unir pour lutter contre la terreur qu'il subissait.

Ouvriers et paysans d'Italie! le crime des assassins de Matteotti sera présenté aux masses par les partis constitutionnels et par les socialistes comme une simple affaire de justice criminelle. Vous devez vous y opposer et poser la question du régime même. L'unité d'action, le renforcement de vos organisations de classe et de vos syndicats, le rétablissement des conseils d'usines et du front unique de toutes les forces révolutionnaires : telle est l'unique voie qui peut vous faire triompher de vos oppresseurs.

Ouvriers et paysans italiens! les mots d'ordre que la situation actuelle impose sont ceux mêmes que le Parti Communiste a défendus depuis longtemps et qui doivent guider vos efforts pour la lutte décisive contre la dictature fasciste :

1° Désarmement des bandes fascistes et dissolution de la milice nationale;
2° Renversement du gouvernement d'assassins;
3° Lutte des ouvriers et des paysans contre la terreur;
4° Formation de centuries prolétariennes armées;
5° Création de conseils d'usines;
6° Libération des travailleurs emprisonnés;
7° Liberté d'organisation, de réunion et de presse pour la classe ouvrière.

Unissez votre volonté et vos efforts pour ces mots d'ordre qui expriment les besoins immédiats de votre défense.

Travailleurs de tous les Partis!

Travailleurs unitaires et maximalistes! le meurtre d'un chef qui croyait aux méthodes de lutte démocratiques contre le fascisme doit vous tirer de l'erreur et vous montrer le danger de la tactique réformiste qui annihilait vos efforts sans vous épargner les coups. Cette tactique, vous la rejetterez définitivement pour vous unir aux travailleurs communistes, pour unir vos forces et les leurs en un seul front, pour combattre implacablement vos oppresseurs sous la bannière de l'Internationale prolétarienne révolutionnaire, héritière de la tactique éprouvée de Lénine qui, dans la Russie tsariste, a conduit les ouvriers et les paysans à la victoire et fera triompher le prolétariat du monde entier.

Vive le front unique des travailleurs et des paysans d'Italie!
Vive la lutte de classes révolutionnaire contre le fascisme!
Vive l'Internationale Communiste!



Ercoli (Italie). — Notre Parti s'est constitué alors que le mouvement ouvrier italien était irrémédiablement condamné à la défaite. Dans ces conditions, sa constitution était un problème de vie ou de mort, et la ligne que les dirigeants ont suivie dans les premières années fut bonne, même si elle ne fut pas en complet accord avec celle de l'Internationale.

Au Congrès de Rome, en votant les thèses que l'Internationale a désavouées, nous avons ouvert une crise internationale pour éviter une crise intérieure qui aurait eu des conséquences bien plus graves. Il y avait sans doute là une contradiction dont nous avons été les premiers à subir les conséquences, puisqu'il s'est constitué dans notre Parti, sous prétexte de fidélité à l'Internationale, un groupement de droite dans lequel entrent beaucoup d'éléments qui doivent être combattus. Il me suffira, camarades, de citer les noms de Bombacci et de Graziadei.

Mais aujourd'hui notre Parti doit se donner pour tâche de devenir un parti de masses. Ce problème ne peut être résolu si nous n'abandonnons pas le terrain des thèses de Rome, et si nous ne modifions pas l'esprit dans lequel Bordiga a dirigé le Parti durant les années passées.

Pour amener les catégories décisives du prolétariat à lutter sur le terrain de la conquête du pouvoir, nous devons accomplir une manœuvre. Il y a des camarades qui nous disent que la possibilité des manœuvres doit être limitée, maintenant que nous n'avons plus un chef tel que Lénine. Nous répondons que Lénine a tracé une tactique valable dans tous les temps là où existent des Partis Communistes solides et profondément liés à la classe ouvrière.

Nous croyons que la tactique du front unique est à condamner seulement quand son application fait oublier le rôle que le Parti Communiste doit jouer dans le développement révolutionnaire. La formule de Zinoviev sur le gouvernement ouvrier et paysan doit être complétée par les explications de Boukharine, qui nous en éclaircissent toute la signification politique et historique.

Enfin nous sommes contre toute proposition d'accueillir le Parti socialiste italien dans l'Internationale comme Parti sympathisant, proposition qui serait faite dans les termes et les conditions de l'Exécutif élargi de juin.

Katamaya (Japon). — La délégation japonaise regrette que Zinoviev ait si peu parlé de l'Orient. Le rapport et les thèses de Varga ne tiennent compte que de l'Europe et de l'Amérique, et ne mentionnent même pas la dépréciation sensible du yen.

Les mots d'ordre du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan, tels que Zinoviev les a définis, sont bons aussi pour l'Orient, après adaptation. En Orient, le problème agraire est le

plus important de tous. Cependant aux Indes, en Chine et dans d'autres pays coloniaux, depuis la guerre, le capitalisme se développe. Voilà pourquoi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan peut être adopté, et son application pour l'Orient devrait être soigneusement étudiée.

Pour ce qui est du front unique, ce devait être un front unique de toutes les sections de l'Internationale contre l'oppression impérialiste. Jusqu'ici il n'y a pas eu de liaison entre les sections appartenant aux pays exploiteurs d'Occident et les sections des pays exploités d'Orient.

En ce qui concerne les doutes de Bordiga sur l'hégémonie russe dans l'Internationale, il ne faut pas oublier que la Russie est devenue, au courant de ces cinq années, un des plus forts pays d'Europe.

Je suis donc contre la direction de la révolution mondiale par n'importe quel autre Parti que le Parti russe.

Dora Montefiore (Australie). — Les problèmes auxquels le Parti australien doit faire face sont assez analogues à ceux qui se posent au Parti britannique : entrée dans le Labour Party, front unique des travailleurs, création de Partis véritablement vivants.

Mais le Parti Communiste d'Australie a de plus grandes difficultés à surmonter, dues en partie à l'étendue de l'Australie, qui est plus grande que le Royaume-Uni. Cependant sa population n'est que de 5 millions et demi et est groupée principalement autour des grandes villes de la côte.

Les syndicats australiens sont aussi extrêmement conservateurs et fermement dévoués à la théorie de « l'Australie aux blancs ». Ils pensent que le travail indigène ferait baisser le niveau d'existence de l'ouvrier australien. Le Parti Communiste doit leur rappeler que Marx a dit : « Travailleurs de tous les pays » et non : « Travailleurs blancs de tous les pays, unissez-vous! »

Comme exemple du travail communiste accompli par le Parti Communiste australien, il suffit de citer une nouvelle récente publiée dans le *Times :* les deux Partis capitalistes ont uni leurs forces pour combattre les ouvriers. Ce qui a provoqué l'alarme des capitalistes, c'est l'habileté du Parti Communiste à s'introduire dans le Labour Party et à y constituer peu à peu une aile gauche. *L'Australasian,* journal capitaliste, déclare que deux voies sont ouvertes aux sections du Labour Party opposées au communisme : 1° ou bien expulser les communistes par la violence individuelle (preuve que le fascisme est déjà connu en Australie); 2° ou bien adopter une résolution les excluant. Chacune de ces voies, dit-il, scinderait le Labour Party en deux fractions à peu près égales.

L'Australie a déjà connu plusieurs gouvernements travaillistes et les communistes savent que ces gouvernements peuvent fort peu. En 1911 et 1912, le gouvernement travailliste des Nouvelles-Galles du Sud, présidé par M. Holmann, avocat, et le gouvernement travailliste fédéral, présidé par M. Hugues, avocat, prirent



le pouvoir. Ces deux avocats devinrent impérialistes lorsque la guerre éclata.

Si le Parti Communiste de Grande-Bretagne prenait un intérêt au Pacifique et à l'Australie, la voie serait ouverte vers la formation d'un véritable Parti de masses, les ouvriers comprendraient ce que signifie la révolution, et ils se rallieraient autour de lui pour défendre sa cause.

Samoen (Java).— Wijnkoop affirme que le Parti Communiste hollandais a mené une action intense dans les colonies hollandaises. Il n'en a pas été ainsi. Si le mouvement est fort dans les colonies hollandaises, ce n'est pas grâce à l'influence du Parti hollandais, mais grâce à celle de la révolution russe. Le travail dans les colonies hollandaises a même été affaibli par les dissensions du Parti hollandais. C'est justement au moment des divergences entre le Parti Communiste et le NAS (Union Syndicale Nationale) qu'éclata l'année dernière la grève des cheminots de Java. La grève a été écrasée et de nombreux camarades ont été emprisonnés. Nous conseillons au Parti hollandais de travailler à l'avenir plus activement et nous espérons que le Comité Exécutif accordera plus d'attention aux colonies.

Kreibich (Tchécoslovaquie). — Personne ne songe à contester que l'Internationale ait à combattre les déviations de droite et de gauche et à indiquer aux Partis leur voie politique. Mais la manière dont elle le fait n'est pas indifférente. On a pris l'habitude de s'étendre sur des articles, des résolutions, des thèses, en négligeant le travail effectif des partis et les perspectives économiques et politiques de chaque pays. Nos camarades attendent du Congrès des nouvelles directives, des conseils, des perspectives politiques. Quelle sera leur impression, si nous nous occupons ici uniquement des articles de Hula et de Vanek et si nous continuons à pleurer sur l'opportunisme de Smeral?

La classe ouvrière comprendra difficilement que la façon dont un Parti a pris position sur les questions russe et allemande serve de criterium pour le juger.

Zinoviev aurait dû indiquer d'autres causes de notre succès en Russie Subcarpatique. Là comme en Slovaquie, la révolution hongroise nous a valu bien des avantages.

Le rapport et les thèses de Varga sont trop imprécises sur la prochaine période. Je pense qu'il n'y a rien qui puisse faire entrevoir une période de consolidation.

Quant au front unique par en bas ou par en haut, l'essentiel n'est pas de savoir si les chefs social-démovrates veulent combattre, ce que nul ne peut croire sérieusement, mais si les masses social-démocrates sont décidées à combattre et comment nous pourrons leur en donner l'occasion.

Il est faux que le gouvernement ouvrier puisse être compatible avec une période de consolidation du capitalisme : c'est justement alors qu'il devient impossible. Il ne peut être envisagé que dans une période révolutionnaire. C'est le dernier moyen, la dernière manœuvre destinée, dans une période révolutionnaire

aiguë, à gagner la majorité des ouvriers à la dictature du prolétariat. Il en ressort donc qu'il est faux de compter sur la durée prolongée d'un gouvernement ouvrier.

Wolf (Mexique). — Les Etats-Unis sont devenus le centre de gravité du capitalisme et de la révolution. Ce fut Morgan qui décida l'arrêt de la chute du franc. Le général Dawes, valet de Morgan, empêche l'écroulement de l'Allemagne. Le prolétariat européen a donc un dangereux ennemi dans les Etats-Unis. Mais il a dans le prolétariat de l'Amérique latine un puissant allié. L'Internationale ne s'en doute pas suffisamment.

L'importance de l'Amérique latine pour les Etats-Unis est immense, mais elle n'est reconnue ni par Zinoviev, ni par les communistes des Etats-Unis. La population de l'Amérique latine égale celle des Etats-Unis. Lorsque les débouchés de l'Europe commencèrent à manquer à l'Amérique, l'Amérique latine les remplaça. En outre, l'Amérique latine est une source de matières premières. Les pétroles du Mexique sont à peine entamés et déjà les 4/5 vont aux Etats-Unis; d'énormes gisements minéraux se trouvent aussi au Pérou et au Chili.

Les Etats-Unis usent de tous les moyens : invasion armée, pénétration financière, et aussi révolutions pour assurer à leurs capitalistes la possibilité d'exploiter les richesses de l'Amérique latine. Il y a des résistances; au Venezuela, les leaders de la lutte contre l'impérialisme ont malheureusement été des libéraux petits-bourgeois, et non le Parti Communiste. Au Pérou, l'appel à la révolte fut aussi lancé non par les nôtres, mais par un professeur bourgeois.

La Confédération du Travail américaine, aux mains de Gompers, a pris ouvertement parti pour l'impérialisme. Le Parti Communiste américain n'a fait aucune tentative pour entraver les entreprises des Etats-Unis au Mexique.

Bordiga. — Je trouve qu'à ce Congrès, une discussion générale sur la tactique était nécessaire. Autre chose est de discuter sur la ligne tactique de l'Internationale en général, autre chose de discuter seulement sur la tactique appliquée depuis le dernier Congrès.

Autre observation. En réalité on ne fait pas ici le procès du Comité Exécutif, mais le Comité Exécutif fait le procès des Partis. (*Applaudissements et rires.*) Chaque orateur répond seulement à ce que Zinoviev a dit de son Parti et reste dans les limites bornées de ses affaires nationales.

Zinoviev nous a donné un aperçu de la situation mondiale sur laquelle, d'une manière générale, on est d'accord. Momentanément, le monde semble s'orienter en effet vers une politique bourgeoise de gauche, mais je ne trouve pas que l'offensive du capital ait cessé ou soit ralentie. Le capital peut user de moyens très différents. Il a un moyen de droite, la réaction ouverte, l'état de siège, la terreur. Il a des méthodes de gauche, le mensonge démocratique, l'illusion de la collaboration de classe. Mais ces deux méthodes visent au même but.



Nous devons nous attendre à ce que toutes deux fusionnent.

Quelle conséquence tirer de là? L'œuvre des Partis Communistes — et là nous sommes complètement d'accord — ne consiste pas seulement à faire la propagande de notre programme maximum, de notre idéologie marxiste, mais à étudier, à suivre tous les épisodes particuliers de la vie ouvrière, à participer à tous les conflits, à profiter de ces conflits pour apprendre au prolétariat à lutter et pour le conduire vers la révolution.

Front unique par en bas et par en haut; voilà une assez bonne formule. Union de la classe ouvrière tout entière, et non coalition des états-majors. Si nous ne voulons pas compromettre tout notre travail de préparation révolutionnaire, nous ne devons pas même laisser supposer qu'il y a un autre Parti révolutionnaire en dehors du Parti Communiste, ou que les Partis Socialdémocrates et les Partis Communistes soient des fractions parallèles séparées par hasard, mais qui peuvent marcher et lutter ensemble.

Cependant Zinoviev n'exclut pas complètement le front unique par en haut.

Dans quel sens peut-on accepter cela? A mon point de vue, le front unique ne doit jamais être un bloc de partis politiques. Sa base peut être trouvée dans d'autres organisations de la classe ouvrière, susceptibles d'être conquises par une direction communiste, d'être rendues révolutionnaires.

Aujourd'hui la situation nous déconseille la tactique de coalition avec les socialdémocrates. Mais rien ne nous garantit que demain on ne voudra pas recommencer l'expérience. Nous différons de Zinoviev en ce que nous croyons qu'une tactique d'alliance avec les partis opportunistes n'est jamais utile, ni quand la situation est révolutionnaire et qu'il est évident que le Parti Communiste peut jouer un rôle autonome, ni quand elle est défavorable et que l'heure de l'action finale semble éloignée.

On nous dit que le IVe Congrès a commis certaines erreurs que l'on rectifie. Nous prenons acte de cette rectification, certainement avec plaisir (*Rires*), mais nous voyons aussi que ces erreurs ont été des erreurs de la direction de l'Internationale et il faut le dire, du IVe Congrès tout entier.

La tactique du front unique, dans son sens révolutionnaire, doit être maintenue, on ne peut pas y renoncer. Mais nous demandons des textes qui liquident nettement la tactique du gouvernement ouvrier.

Dire que le gouvernement ouvrier est le pseudonyme de la dictature du prolétariat ne nous semble pas heureux. On nous affirme : si nous disons « dictature du prolétariat », les masses ne comprennent pas, si nous disons « gouvernement ouvrier » elles comprendront et nous gagnerons des adhésions parmi les éléments que nous n'avons pas encore pu atteindre par notre propagande théorique.

On réduit à cela le rôle de cette formule. Or, je conteste même cela. Les mots : dictature du prolétariat ont suscité de tels événements, ont tellement intéressé les masses que même hors

de la Russie soviétiste on sait très bien ce que c'est que la dictature du prolétariat et on la demande par instinct, en dépit des chefs socialdémocrates.

Mais que peut comprendre au « gouvernement ouvrier » un simple travailleur, un simple paysan, quand, depuis trois ans, nous, les chefs du mouvement ouvrier, nous ne sommes pas arrivés à en donner une définition satisfaisante? (*applaudissements*).

Je demande un enterrement de troisième classe et pour la tactique et pour le mot du « Gouvernement Ouvrier ».

On nous dit : l'Internationale va à gauche, et vous n'êtes pas encore contents!

Admettons que l'Internationale aille à gauche. Mais si je me reporte au discours que j'ai prononcé au IV[e] Congrès, je vois que ce que nous avons critiqué, c'est précisément cette oscillation tantôt à droite, tantôt à gauche, selon qu'on croit interpréter le développement des événements. Une oscillation à gauche en provoque une plus forte à droite.

Ce n'est pas la déviation à gauche, dans la conjoncture présente, que nous demandons, c'est la rectification générale de l'Internationale.

Avant de continuer, je dois corriger une opinion que Zinoviev m'a prêtée. J'aurais dit : ou le Congrès acceptera mes idées, c'est-à-dire celles de la gauche italienne, ou bien nous organiserons dans l'Internationale une fraction de gauche. Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que dans le cas où se vérifierait une déviation vers un révisionnisme de droite, il faudrait répondre par la constitution d'une fraction de gauche. C'est une chose tout à fait différente et je prie Zinoviev d'en prendre acte. Ainsi le fameux dilemme tombe. Il était même ridicule de le poser. Il était d'avance résolu contre le pauvre individu que je suis, en faveur de l'Internationale.

Nous voulons une vraie centralisation, une vraie discipline. Pour cela, il faut de la clarté dans la direction tactique et de la continuité dans la position de nos organisations vis-à-vis des autres partis.

C'est pourquoi, je le dis à nouveau, nous sommes contre la fusion avec d'autres partis, contre le noyautage et aussi contre l'institution de partis sympathisants qui se trouveraient dans la situation très commode de profiter du drapeau de l'Internationale, de n'être engagés à rien, et de pouvoir préparer, sous notre « contrôle », la trahison du prolétariat.

On nous dit: «Vous n'avez pas confiance dans l'Internationale. Votre langage signifie que vous n'êtes pas sûrs que l'Internationale restera toujours révolutionnaire. L'existence à sa tête du Parti bolchévik est cependant une suffisante garantie que l'Internationale n'ira pas à droite. »

L'importance de la contribution que le bolchévisme a donnée au mouvement d'affranchissement du prolétariat mondial consiste justement dans la situation tout à fait spéciale dans laquelle le Parti russe se trouvait. Il ne se trouvait pas en présence d'un capitalisme développé et d'un prolétariat nombreux. Il a puisé sa



théorie révolutionnaire là où existait le grand capitalisme et il l'a appliquée d'une manière grandiose, là où elle avait des probabilités d'échouer.

Si le Parti bolchévik a pu réaliser cette synthèse du développement particulier de la Russie avec l'expérience révolutionnaire mondiale, c'est parce que ses chefs ont été forcés d'émigrer et de vivre au milieu du capitalisme occidental. Lénine est mondial et pas seulement russe. Il nous appartient à tous.

Dans la situation présente, l'Internationale doit rendre au Parti russe une partie des nombreux services qu'elle en a reçus.

Le grand danger d'un révisionnisme de droite menace le Parti russe, les autres partis doivent le soutenir, l'appuyer. C'est dans l'Internationale qu'il doit trouver le surplus de forces dont il a besoin pour traverser cette situation vraiment difficile. La véritable garantie repose sur le problème révolutionnaire du monde entier.

Les masses d'Occident sont plus révolutionnaires qu'on ne le croit. Naturellement, pour réaliser les conditions qui permettent le développement triomphal de la révolution dans les autres pays, il doit se produire certaine circonstances, et il faut que, de notre côté, nous soyons à la hauteur de la situation.

Une situation favorable politiquement peut déjà se constater dans le prolétariat d'Occident. Nous avons vu des élections au Parlement dans trois grands pays. Nous avons essayé partout de faire ces élections en coalition avec d'autres partis. Mais partout nous avons dû les faire seuls, sous le drapeau communiste. Devant les groupements bourgeois de droite et de gauche, nous avons affiché notre programme communiste intégral et appelé le prolétariat à y répondre. Presque en même temps dans trois grands pays un nombre considérable d'ouvriers s'est montré prêt à suivre le Parti Communiste. Cela a une importance dix fois plus grande que si, dans un pays, nous avions suivi la tactique de la collaboration, dans un autre, celle de la coalition, dans un autre, la tactique autonome.

Nous avons confiance dans l'Internationale, parce que l'Internationale, c'est le prolétariat du monde entier luttant pour son affranchissement de l'exploitation capitaliste; parce que l'Internationale, c'est la révolution russe, c'est la victoire russe, c'est la tradition merveilleuse du mouvement de libération du prolétariat russe, c'est la tradition révolutionnaire de tous les autres pays.

# QUATORZIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(26 Juin 1924)

*Président :* WIJNKOOP.

*Orateurs :* FRIED, BUCK, AMTER, TERNIK, DE VISSER, LOZOVSKY, VASSILIEV, SAMUELSON, GORSKI, FIALA.

FRIED (Tchécoslovaquie). — Zinoviev a indiqué quelques fautes, quelques tendances opportunistes du Parti tchécoslovaque. Les explications de la majorité de la délégation tchécoslovaque n'ont apporté aucune lumière dans cette question. A une séance du Comité Central, un membre influent a déclaré avec une certaine aigreur que Zinoviev voulait être non seulement le général, mais aussi le confesseur de la révolution. Zinoviev ne se contente pas de lancer le mot d'ordre du front unique, mais il demande aussi aux sections dans quel but elles veulent employer cette tactique pour la conquête des masses et pour une coalition avec les social-démocrates. Et jusqu'ici, la délégation a refusé de faire sa confession. Cette attitude est suspecte car celui qui n'a pas de péché sur la conscience, n'a pas à craindre la confession.

Dans les deux questions, allemande et russe, le Parti tchèque joue un rôle important. L'Etat tchèque remplit les fonctions de gendarme de l'Entente dans le dos de l'Allemagne. La révolution allemande ne saurait prendre solidement pied tant qu'elle ne sera pas couverte du côté de la Tchécoslovaquie. Cela exige du Parti Communiste une attitude nette et ferme.

Toute l'activité du Parti tchécoslovaque réside dans l'agitation et dans la propagande. Dans la discussion sur la loi de protection qui menace de l'acculer à l'illégalité, il s'est contenté de discours parlementaires, au lieu d'organiser une action de masses énergique. La fraction parlementaire a envisagé la possibilité de faire appel à la Société des Nations en faveur de la Russie des Carpathes! Les centaines de milliers de chômeurs n'ont pas été groupés. Le mot d'ordre de la dictature prolétarienne a disparu sans laisser de trace. Dans les derniers temps seulement on a fait preuve de quelque activité dans la question paysanne. Mais dans la question nationale, on n'a pour ainsi dire rien fait. Le Parti ne développe aucune agitation antimilitariste, il ne prépare pas les masses à la guerre civile. Le Parti croît rapidement, mais les anciennes et les nouvelles masses ne sont pas fondues et on peut toujours redouter le danger que le jour où la situation deviendrait sérieuse, la Tchécoslovaquie ne réédite l'exemple



bulgare sous une forme aggravée. La majorité nous accuse, nous, la minorité, d'esprit de fraction et de violation de la discipline. Il ne saurait être question ni de l'un ni de l'autre, puisque les questions les plus importantes ont à peine été approfondies dans le Parti et qu'aucune possibilité n'a été offerte d'adopter une position nette. Le Parti, surtout en Slovaquie et dans la Russie des Carpathes se ressent vivement de l'absence d'un Parti Communiste hongrois. C'est la tâche de l'Internationale, même dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire en Tchécoslovaquie, de contribuer par tous les moyens possibles à la régénérescence du mouvement communiste en Hongrie. Le Congrès doit engager le Parti tchécoslovaque dans la voie droite.

BUCK (Canada). — Jusqu'à présent, le Congrès s'est très peu occupé des sections de langue anglaise. Au Canada, le Parti a été très influencé par l'Angleterre ainsi que par la force numérique du mouvement aux Etats-Unis.

Le Parti canadien a milité dans les trade-unions, etc., en influençant et contrôlant leurs sections, mais sans résultat. Il ne réussit pas à révolutionner les masses. On réclame du Parti un peu plus qu'une influence idéologique. Si nous voulons réaliser le front unique, nous devons baser notre travail sur les usines. Dans les districts miniers, beaucoup d'organisations sont déjà formées sur cette base. En même temps, dans quelques villes, l'ancienne forme des sections locales a été maintenue. On a pu constater que partout où il y avait des groupes basés sur l'industrie, le Parti faisait des progrès idéologiques, tactiques, etc... Dans ces districts, le Labour Party était également plus fort et plus actif qu'ailleurs. En effet, en bien des endroits, le Labour Party a été formé presque entièrement par le Parti Communiste.

La solution du problème du front unique au Canada, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne consiste à baser le Parti sur les fabriques et sur les usines.

Un gouvernement ouvrier et paysan au Canada et aux Etats-Unis serait un gouvernement libéral-travailliste. Au Canada, les farmers ont plus de 100.000 membres politiquement organisés et ils ne sont pas révolutionnaires.

BAER (Allemagne). — Wijnkoop transporte le centre de gravité révolutionnaire de l'Europe Centrale et de l'Europe Orientale en Angleterre et en Amérique. Cela est étrange de la part du Parti hollandais, dans la proximité duquel s'opère une concentration du capital international, l'union du charbon de la Ruhr avec le fer lorrain.

Quelques mots sur les attaques dirigées par les vaincus de novembre contre le Parti allemand. Lorsque Radek explique que le Parti allemand n'a rien fait contre le rapport des experts, je dois lui répondre que le Parti a, au contraire, basé là-dessus toute sa campagne électorale. En ce qui regarde les élections des conseils d'usines, nous avons remporté de grands succès partout où le Parti a été en mesure de marcher en avant. Naturellement, dans les endroits où 10 0/0 des Communistes ont été jetés à la

rue après des luttes qui ont duré des mois entiers, nous ne pouvions pas obtenir le même succès. La constitution d'un nouveau Comité Central, reconnu à l'unanimité, signifie qu'il n'y a plus de place dans le Parti pour les tendances réformistes. A la riposte de Brandler, que toutes les luttes de l'année 1924 n'ont pas été conduites par nous, mais par les socialdémocrates, j'opposerai les luttes dans la Westphalie et dans la région du Rhin où 6 à 700.000 ouvriers ont lutté pendant six à huit semaines et les houillères du Rhin où 40.000 ouvriers ont lutté pendant dix semaines sous notre direction.

Notre tâche doit être de renforcer le Parti de façon à être prêts aujourd'hui à mener la lutte pour une augmentation de salaire de 10 pfennigs et à être demain aussi en mesure de monter sur les barricades avec la classe ouvrière.

Ces jours derniers, nous avons vu comment le Parti Communiste au Reichstag répond aux attaques de la réaction. Le ministre de la Justice bavarois Roth ayant émis l'opinion que le coup de feu dirigé contre Lénine était une chose excellente, nos camarades ont saisi ce ministre de la justice au collet. Et plus tard, lorsque les communistes ont quitté démonstrativement la salle, le social-démocrate Rosenfeld a été forcé lui-même de protester. Nous comprenons ainsi notre tactique. Elle n'est pas une tactique passive, mais une tactique d'offensive, de telle sorte que nous soyons toujours dans chaque situation en mesure de lancer résolument dans la lutte l'avant-garde du prolétariat, le Parti Communiste.

Amter (Amérique). — L'Amérique est complètement négligée par le Congrès, alors que le rapport Dawes a été finalement décidé non par la haute finance anglaise, mais par l'impérialisme américain. L'impérialisme américain est en train de se répandre non seulement dans l'Amérique du Sud et au Canada, mais dans les Antilles et dans l'Amérique centrale. Il a eu un grand rôle dans l'ajournement de la reconnaissance de la Russie soviétique par la Chine. Il envahit maintenant l'Europe et l'Orient et il atteint son point culminant en Allemagne.

Passant à la crise agraire, le camarade Dunne prétend qu'il n'est plus nécessaire de constituer un front unique avec les paysans. C'est là une conception complètement fausse. Les deux pays les plus atteints par la crise agraire sont la Russie soviétique et l'Amérique. Ce serait une erreur considérable d'exclure les paysans travailleurs. La coopération des ouvriers et des paysans est une tradition en Amérique. Dans beaucoup d'Etats, le Parti ouvrier et paysan comprend de larges groupes d'ouvriers industriels qui exercent sur lui un contrôle complet. Dans d'autres ce Parti se recrute de préférence parmi les paysans.

Ternik (Allemagne). — La délégation allemande voit avec plaisir la discussion reportée par le discours de Bordiga sur les hauteurs des principes. Nous n'avons pas seulement ici à discuter des questions tactiques, mais aussi les principes fondamentaux de l'Internationale.



Le léninisme signifie la lutte à l'intérieur de la société capitaliste pour des revendications partielles, mais en poursuivant l'organisation de la révolution. Radek trouve là du putschisme et c'est pourquoi il nous propose, lorsque nous sommes au seuil de la révolution, d'organiser un million de membres. Zetkin dit que si la situation avait été révolutionnaire, les masses auraient fait la révolution même contre le Parti. Cette conception est la critique la plus acerbe qu'on puisse faire contre le Parti. Ce dernier est, en octobre 1923, descendu au rôle que la social-démocratie avait joué en 1918. Les ouvriers attendaient le signal de la part du Parti Communiste et ils n'ont pas ouvert la lutte précisément parce que ce signal n'a pas été donné.

Le camarade Thalheimer a parlé de la continuité de la direction. Il veut dire par là qu'en Allemagne nous avons congédié la vieille garde. Camarades, nous soutenons le Comité Central russe non parce qu'il est la vieille garde, mais parce qu'il est la vieille garde bolchévique.

Un mouvement de masses se dessine déjà en Allemagne contre le rapport des experts. Dans un avenir prochain, nous aurons de nouveau à affronter des luttes décisives. C'est pourquoi il est dans notre intérêt, que dans les pays limitrophes, il y ait aussi de bons partis bolchéviques. C'est pourquoi on doit blâmer avec sévérité les fautes opportunistes du Parti tchécoslovaque. Nous devons briser nettement avec tout réformisme, avec toute tendance liquidatrice, comme le XIII[e] Congrès du Parti Communiste russe l'a fait. Alors seulement nous pourrons dire que le premier congrès convoqué après la mort de Lénine a continué à diriger la révolution dans l'esprit de Lénine.

De Visser (Hollande). — Le Parti hollandais a mené depuis 1909 une lutte acharnée contre le réformisme et depuis la guerre mondiale il a lutté pour le front unique révolutionnaire. Je suis étonné d'entendre rapprocher Wijnkoop d'Hoeglund, alors que nous avons toujours été d'accord avec Zinoviev. Les difficultés avec l'opposition de gauche de Gorter-Pannekoek sont surmontées, et le Parti tient à se conformer aux enseignements de Lénine sur la *Maladie Infantile*. La délégation russe qui est venue en avril en Hollande a reconnu les mérites du Parti hollandais en tant que parti révolutionnaire et léniniste. Quelques éléments d'opposition ont quitté le Parti et s'adressent à présent comme groupe indépendant à l'Internationale. Je suis d'avis que l'Internationale doit repousser ces tentatives.

En ce qui concerne le discours du camarade Samoen, je me borne à faire observer que déjà en 1911-1912, une série de camarades hollandais étaient très actifs dans les mouvements des Indes. Samoen a reconnu, dans différentes réunions, que le Parti hollandais a mené une agitation profonde.

Lozovsky (Russie). — La question essentielle à laquelle il faut répondre est la suivante : « La tactique de l'Exécutif a-t-elle hâté la croissance du mouvement communiste international et quelle méthode faut-il employer à l'avenir? »

L'objectif à atteindre est l'organisation de la révolution, et tous les procédés tactiques qui augmentent la capacité de combat de la classe ouvrière, conduisent à la décomposition du réformisme et nous rapprochent de la révolution victorieuse, sont bons.

Bordiga a reproché à l'Exécutif d'avoir trop de souplesse. Il a une conception plutôt bizarre de la tactique bolchéviste. L'Internationale n'est pas une statue de bronze immuable; elle n'est pas un automate qui exécute toujours les mêmes mouvements; elle ne doit pas être rigide comme un poteau télégraphique. Que dirions-nous d'un général qui se guiderait d'après les « lois immuables » de la guerre sans adapter ses plans aux conditions changeantes, qui ne saurait modifier rapidement la disposition de ses troupes, passer de l'offensive à la défensive, des combats en rase campagne à la guerre de position, etc...?

Une étude attentive des œuvres et de l'activité politique de Lénine serait très profitable au camarade Bordiga.

L'Internationale Communiste ne peut accepter le mot d'ordre : front unique seulement par en bas, pas plus que l'extension de cette tactique à tous les pays, indépendamment des conditions concrètes.

Ce qui importe c'est la façon dont les masses peuvent être mobilisées autour de nos mots d'ordre, ce sont les dizaines et les centaines de mille d'ouvriers que nous pouvons toucher. Les comités d'usines et les syndicats sont un terrain naturel pour l'application de la tactique du front unique par lequel il est possible de conquérir la majorité de la classe ouvrière.

La transformation de l'Internationale Communiste en un Parti International bolchéviste, uni et fort est un *processus* très long et douloureux. Il ne pourra être accéléré que si le noyau dirigeant de l'Internationale, selon les circonstances, sait suivre tantôt une ligne de droite, tantôt une ligne de gauche, dans un sens conventionnel bien entendu; les cinquante-quatre Partis Communistes prennent une part toujours plus grande à la solution des problèmes internationaux.

Vassiliev (Russie des Carpathes). — Le Parti Communiste, avant-garde des ouvriers et paysans de la Russie des Carpathes, m'a chargé de saluer le Congrès mondial, non pas seulement au nom de notre Parti, mais au nom de ces ouvriers et de ces paysans qui ont dernièrement remporté une magnifique victoire électorale et qui ont montré que la paysannerie, à condition qu'on lui consacre l'attention voulue, est capable de lutter activement pour la révolution.

La Russie des Carpathes est une colonie de la République Tchécoslovaque. Ses masses ouvrières et paysannes sont la proie d'une exploitation impudente. Elles sont venues au Parti Communiste pour conquérir leur liberté et la dictature du prolétariat.

Camarades, nous aimons notre Parti. Mais cet amour nous force à exprimer notre mécontentement de sa politique. On peut en dire autant de la question nationale. Nous voulons que la Russie des Carpathes se rallie à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et nous exigeons que notre Parti se prononce clairement. Que fait, au contraire, la direction du Parti? Elle prononce des discours au Parlement.



Dans notre région la situation révolutionnaire persiste. Elle doit être utilisée, et, par conséquent, il est nécessaire que le Parti entre résolument dans la voie de la lutte bolchévique.

Grzegorzewski (Pologne). — En combattant les déviations opportunistes, il ne faut pas perdre de vue leurs véritables bases. Je le dis parce que quelques camarades, dans les critiques qu'ils adressent au Parti polonais, oublient les véritables fautes et ne s'attachent qu'à des mesquineries. Si nous voulons guérir le Parti polonais de ses vices opportunistes, nous devons aller jusqu'à leurs causes profondes.

Le Parti polonais, malgré son passé révolutionnaire, n'a pas su appliquer la politique de manœuvre révolutionnaire en vue de la conquête des masses. On nous accuse d'opportunisme. Notre opportunisme, c'est de n'avoir pas suffisamment profité de la situation pour agir, de n'avoir pas appliqué la tactique du front unique dans un sens révolutionnaire.

Dans sa majorité, la délégation polonaise s'est prononcée sans réserve pour le Comité Central du Parti Communiste russe. Cette attitude, il l'a prise non pas ici au Congrès, mais il y a longtemps, après une longue lutte entre deux tendances. Je m'étonne que la minorité n'ait pas clairement énoncé son opinion.

Nous n'avons jamais été pour l'opposition. Notre attitude ne doit, en aucun cas, être estimée favorable à l'opposition. Nous avons seulement dit : « Camarades, ne tirez pas sur l'opposition avec des balles dum-dum ». De même dans la question allemande.

Samuelson (Suède). — Hoeglund s'est dressé contre une formule claire pour l'armement du prolétariat. Bien entendu pour des raisons « de tactique », mais il en est toujours ainsi. Si l'on veut empêcher une chose juste, on ne le fait jamais par principe, mais toujours et seulement « par tactique ». Dans la question du centralisme, Hoeglund, mécontent des décisions du IV[e] Congrès, menaça même de renoncer à son mandat de membre de l'Exécutif.

De même dans la question norvégienne. Dans un article écrit le 5 novembre dernier, il s'est solidarisé avec les tranmaelistes. il fait la chasse à la gauche du Parti et tâche d'écarter de leurs postes les camarades qui sont opposition avec lui.

Il a mené une campagne acharnée dans son journal *Politiken* contre la Jeunesse suédoise, qui se solidarise avec l'Internationale Communiste.

Hoeglund a parlé hier de notre infraction à la discipline. En qui consiste-t-elle? En ce que nous ne tolérons pas que notre majorité sape l'autorité de l'Internationale. Hoeglund n'est pas pour la discipline et le centralisme dans l'Internationale. Mais il est pour la plus sévère discipline dans le Parti Communiste de Suède.

La minorité suédoise est du même avis que Zinoviev, qu'il est à présent plus nécessaire que jamais d'avoir un Parti Communiste de combat, une discipline de l'action comme principe fondamental

de l'Internationale Communiste. Si on le reconnaît, les divergences d'opinion actuelles dans le Parti suédois disparaîtront.

Gorski (Jeunesses Communistes polonaises). — Je puis déclarer au nom de la Jeunesse Communiste polonaise que les critiques adressées par Zinoviev au Parti polonais sont justes dans leur ensemble. Il est particulièrement nécessaire, dans le travail illégal, que la direction du Parti ait une ligne nette et précise.

Nous remarquons ici, au Congrès, un certain revirement à gauche de la part des camarades dirigeants polonais, mais dans la pratique ce revirement ne se fait pas sentir. La formule adoptée par la direction sur le front unique et le gouvernement ouvrier et paysan n'est ni de droite, ni de gauche; elle manque simplement de clarté et c'est là le pire. Il y est dit que nous ne devons admettre aucun compromis; pourtant, on laisse la porte ouverte à un bloc électoral dans certaines conditions.

La Jeunesse Communiste a ouvertement critiqué la direction du Parti. Nous sommes avec Zinoviev lorsqu'il affirme la nécessité d'un assainissement dans le Parti polonais. Nous voulons que cessent les attaques contre les camarades de gauche et que le Parti donne un coup de barre résolu à gauche.

Fiala (Autriche). — Le C. C. du Parti Communiste autrichien et la majorité de la délégation se sont prononcés sans réserves pour la ligne de l'Exécutif. En ce qui concerne l'application du front unique, la grande majorité de la délégation est d'accord avec le point de vue de Zinoviev. A plusieurs reprises, de légères déviations se sont manifestées à l'occasion des élections municipales, mais le Parti les a toujours combattues sans les laisser s'étendre. Nous pensons que les camarades de l'ancienne Centrale allemande n'ont pas su appliquer convenablement la tactique du front unique.

---

# QUINZIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(26 Juin 1924, soir)

*Président :* WIJNKOOP.

*Orateurs :* VARGA, ZINOVIEV.

Varga. — Les débats ont été presqu'entièrement consacrés aux questions politiques; un très petit nombre d'orateurs s'est occupé de la question économique, et encore ont-ils parlé moins de la situation de fait que de la tendance, ce qui n'est pas judicieux, car la perspective ne saurait être découverte qu'après la mise en lumière des faits. On m'accuse de n'avoir pas fondé assez révolutionnairement mes conclusions : mais ni les faits sur lesquels je m'appuie, ni les conclusions que j'en tire ne sont faux.

Dans l'intervalle entre ma brochure, écrite en avril, et mon discours au congrès, de nouveaux faits sont apparus qui ont nécessité un approfondissement des perspectives. Chaque jour la crise s'aggrave en Amérique, en Allemagne, en Haute-Silésie et en Roumanie; en Angleterre même, la semaine dernière justement a marqué une recrudescence de chômage. C'est ce qui m'a déterminé à présenter dans mon rapport la crise capitaliste avec une nuance d'aggravation relativement à ma brochure.

Dunne m'impute une surestimation de la crise américaine. Or, les comptes rendus bourgeois accusent eux-mêmes une diminution de production qui a atteint dans la métallurgie par exemple 30 0/0 en 2 mois. Je crois bien que jamais encore on n'a eu à enregistrer de crise aussi grave. Toutefois cette crise américaine revêt des aspects très spéciaux. Ordinairement chaque début de crise économique est accompagné d'une crise monétaire : mais ce n'est pas le cas présentement. Le marché monétaire reste absolument normal. Le capitalisme surmonte la crise aux dépens du prolétariat, en réduisant la production et non les prix.

Wijnkoop a dit que l'Europe Centrale et les Balkans deviennent des colonies de l'Europe Occidentale. Cette conception est fausse. Il y a entre l'Angleterre et la France impérialiste une concurrence acharnée pour la domination de l'Europe. Les réparations ne sont au fond que cette question : l'Allemagne deviendra-t-elle une colonie de la France, de l'Angleterre ou bien de l'Amérique? Il ne s'agit donc pas d'Europe occidentale; il s'agit d'un corps à corps entre les grandes puissances impérialistes pour l'hégémonie en Europe Centrale. L'industrie lourde, les banques et le militarisme de France veulent une Allemagne démembrée comme avant 1870. Toute la guerre de la Ruhr s'est achevée par

la victoire militaire des Français. La faiblesse économique de la France, dont une preuve est la crise du franc, a cependant contraint sa bourgeoisie à renoncer aux fruits de sa victoire militaire et à se subordonner à la politique anglo-américaine.

C'est Dengel qui s'est occupé le plus en détail de mes thèses. Il a dit que la droite seule est d'accord avec elles : pourtant la délégation russe les a acceptées en principe. Il trouve leur tendance fausse. Il s'agit, me semble-t-il, de savoir si un capitalisme « normal » peut se rétablir. Au cours de ces cinq dernières années, nous avons vu d'abord, immédiatement après la guerre, la bourgeoisie reculer sur toute la ligne devant le prolétariat. Deux ans après, commençait l'offensive du capital. Mais les antagonismes se sont accentués au sein du capital : la décision des experts a été prononcée en faveur du petit groupe des plus gros capitalistes. Une grave crise agraire sévit sur le monde entier et il y a en Occident une crise spéciale déterminée par l'industrialisation des pays agricoles. Cependant, politiquement, le capitalisme s'est consolidé. Ce serait une utopie que de nier toute possibilité pour lui de surmonter la crise.

Dengel a déclaré que je suppose, comme Kautsky, une époque superimpérialiste dans laquelle les contradictions du capitalisme sont si énormes qu'elles s'annihilent. Est-il possible que les antagonismes entre grandes puissances impérialistes cessent? Oui, cela est possible. La guerre mondiale a supprimé trois grandes puissances sur 7 : la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. On peut penser qu'au cours de la prochaine guerre, une ou deux puissances seront de nouveau jetées par-dessus bord et dégradées au niveau d'objets de la politique impérialiste. Il n'y a rien de contraire au marxisme à supposer qu'une seule puissance impérialiste ou l'impérialisme anglo-américain unifié puissent se soumettre le reste du monde de façon à rendre impossible toute guerre. Si Dengel entend le superimpérialisme de cette façon et nie sa possibilité, je ne lui donnerai jamais raison.

Dengel estime très dangereux pour l'Internationale Communiste d'accepter ce point de vue. Bien au contraire. Si une tendance du capitalisme à se raffermir est constatée, ce serait trahir les intérêts du prolétariat que de la taire. Je ne veux pas dire que le capitalisme tend à s'assainir, mais je dis énergiquement que, si une telle perspective était là, il serait dangereux de ne pas l'enregistrer. Dengel appartient au nombre des antiléninistes de ce qu'on appelle la gauche allemande, bien qu'il se soit prononcé contre elle. On le voit par cette imputation de « volontarisme » : j'accorde, dit-il, une trop grande importance à la volonté de lutte du prolétariat. Mais ne serait-ce pas une contradiction de condamner la droite pour n'avoir pas voulu combattre dans une situation révolutionnaire, et d'autre part, de me reprocher de souligner que la volonté de lutte du prolétariat est un facteur indispensable de sa victoire?

Dengel voit une contradiction en ce que je parle d'une part de la tendance des pays capitalistes à s'isoler et d'autre part de l'enchevêtrement international des intérêts capitalistes. Il n'y a pas



là la moindre contradiction. La bourgeoisie de chaque pays aspire à s'assurer le monopole du marché intérieur et s'entoure d'une haute barrière de douanes. Le capital étranger, qui jusque là avait livré telle ou telle marchandise à ce pays, réduit tout naturellement la production de ces articles.

L'organe théorique du parti allemand a publié ces derniers temps de nombreuses attaques contre moi. Elles se réduisent dans leur essence à me reprocher de n'avoir pas dressé une théorie de la période de crise aussi claire que celle du marxisme appliqué au capitalisme normal. Je dois relever que personne n'a encore bâti cette théorie. Marx et Engels avaient étudié 20 ans le capitalisme et seulement après 20 ans d'observation ils ont écrit leur *Capital*. Maintenant que le capitalisme s'est grandement compliqué, il est naturellement encore moins possible d'exiger une théorie improvisée. Les camarades qui me font des reproches n'ont rien donné de positif, pas la moindre tentative d'analyse réelle.

Permettez-moi pour finir de toucher une question dont il n'a pas du tout été parlé. Il y a cinq ans, il y avait, outre la Russie, un autre pays fermement prolétarien : la Hongrie. La dictature prolétarienne en Hongrie a tenu 4 mois et demi. Or le prolétariat hongrois n'est pas représenté au Congrès. Il n'y a pas de Parti Communiste hongrois. Ce fait n'est pas dû à la carence de l'émigration ni à un mauvais fractionnement. Tout au contraire : il y a des fractions parce que nous n'avons pas réussi à créer en Hongrie un mouvement viable. C'est un fait qui mérite d'être soupesé, car il existe là-bas un fort mouvement ouvrier. Les syndicats hongrois sont les seuls au monde dont l'effectif ait augmenté ces trois dernières années. La vérité est que la dictature hongroise s'est faite avant la création organique d'un Parti Communiste. La bourgeoisie a senti ce que c'était que la dictature prolétarienne : aussi les persécutions de la réaction contre les communistes ont-elles acquis une violence particulière. La tâche du Parti hongrois est exceptionnelle dans l'histoire : après la dictature, reprendre par le commencement la création d'un parti communiste, à travers la terreur et l'illégalité. Le temps est venu d'aborder franchement cette question. Il serait bon que le Congrès charge l'Exécutif de faire un effort énergique pour surmonter les divergences de fractions au sein du Parti hongrois.

Le mouvement ouvrier fondra ces fractions en un bloc ayant un seul et même but : poser les fondements d'un vrai Parti Communiste hongrois. Une fois ces premières mesures prises, les semences révolutionnaires laissées dans les masses par la dictature lèveront rapidement et le Parti Communiste hongrois acquerra la grandeur et la force qu'il a méritées par son passé. (*Applaudissements.*)

*La parole est donnée à Zinoviev pour la clôture de la discussion.*

ZINOVIEV. — Les débats ont été plus considérables que jamais : 62 orateurs ont pris la parole, sans compter les déclarations.

Beaucoup de discours nous ont fourni une documentation précieuse.

*L'Economie Mondiale.* — Je m'arrêterai tout d'abord encore une fois sur l'analyse de l'économie mondiale. J'ai déjà déclaré que je suis d'accord en gros avec la brochure et les thèses de Varga. Naturellement, il faut y faire des retouches et personne, sans doute, n'y objectera rien.

Durant cette période, nous avons beaucoup appris et ceci, entre autres, qu'il faut manier avec prudence les mots : « naufrage du capitalisme ». Le naufrage du capitalisme est fatal, le capitalisme est condamné, mais il faut tenir compte de la notion de temps.

Vous connaissez la façon dont Dengel apprécie le rapport de Varga. Il est vrai qu'après la déclaration de la délégation allemande ce jugement particulier n'a plus qu'une importance secondaire. Mais il convient tout de même de s'entendre, même avec des camarades isolés et surtout avec des camarades aussi précieux que Dengel, sur le fond du débat. D'ailleurs Kreibich, qui est d'une autre nuance politique, apprécie le rapport de Varga de la même façon que Dengel.

Dengel estime que ce n'est pas fortuitement que Radek et d'autres camarades de la droite — je ne me rappelle plus au juste qui — se solidarisent avec Varga. Il me semble que c'est là être victime d'une ruse de guerre de Radek.

Vous avez sans doute remarqué que Radek cherche partout le faible de la gauche et tâche de l'exploiter. Ainsi avec le rapport de Varga. Les sentiments d'un révolutionnaire et surtout d'un révolutionnaire allemand sont très compréhensibles. Dengel aurait voulu que nos économistes établissent un plan précis et clair : le capitalisme va s'effondrer, la révolution est imminente. Il faut l'attendre aujourd'hui plutôt que demain. Cet état d'esprit est compréhensible surtout après la défaite d'octobre, après qu'on est parvenu à secouer le joug de la droite. On éprouve un véritable désir de lutter, les poings se serrent d'eux-mêmes, et l'on veut que les théoriciens démontrent que la révolution est pour demain.

Mais, camarades, nous voulons vaincre et non pas menacer du poing; or, pour cela, il faut voir les choses comme elles sont.

Varga devait nous dépeindre la situation économique du monde et non pas seulement de l'Allemagne. L'Allemagne est un pays fort important pour la Révolution, mais, comme on l'a indiqué fort justement, les pays anglo-saxons, l'Angleterre surtout, ont aussi de l'importance. C'est Marx qui a dit une fois : la Révolution sans l'Angleterre est une tempête dans un verre d'eau. D'ailleurs, même en Allemagne, malgré de multiples symptômes de décadence et de putréfaction du capitalisme, il y a aussi certains symptômes de consolidation. Chaque ouvrier le sent à son usine. Il n'y a aucune nécessité pour nous d'affirmer ce qui n'est pas. Enfin, en général, il existe des questions auxquelles il n'est pas facile de répondre d'emblée oui ou non. Or le sens de bien des articles et de bien des discours se réduit à ceci : Oui oui, non non, et rien de plus.



La situation est complexe, et ce n'est pas la faute de Varga si nous y constatons certains signes favorables au capitalisme. C'est regrettable, mais c'est ainsi.

*Le « pacifisme » de Varga.* — On a dit ici : Varga a fait preuve de « déviations pacifistes ». Si l'on en juge d'après son physique, cela est peut-être bien vrai. (*Rires.*) Il vient de le montrer; à sa place, je n'aurais pas été si « pacifiste » à l'égard de Dengel. (*Rires.*) Cependant, j'estime juste le tableau qu'il a scientifiquement tracé.

Faire l'analyse de la situation économique internationale est chose difficile et complexe. La situation est fort embrouillée, et on ne peut l'apprécier sur des données subjectives. Varga conclut ainsi : « Dans presque tout le globe règne la crise agraire; en Amérique commence une crise industrielle; en Europe la crise ne s'est atténuée dans certains pays qu'au détriment d'autres; la condition de la classe ouvrière empire, non seulement d'une façon relative, mais aussi d'une façon absolue, et les antagonismes de classe s'exacerbent. »

Peut-on qualifier cela de pacifisme? Varga estime justement que dans une telle situation économique un facteur subjectif peut jouer le rôle décisif, et que ce facteur est le degré d'organisation du prolétariat, sa volonté de prendre le pouvoir et d'affronter la lutte, enfin la force des Partis Communistes. La situation objective peut être aussi révolutionnaire qu'on veut, mais si la volonté de prendre le pouvoir fait défaut, s'il n'y a pas de Parti, il n'en sortira rien.

Il faut du sang-froid. Que serait-il arrivé si nous avions décidé au III[e] Congrès : le capitalisme en est à son *dernier* soupir, et si au IV[e], au V[e], nous avions vu le capitalisme se maintenir encore assez solidement dans pas mal de pays? Il est peu probable que cela eût contribué à rehausser notre prestige.

*Les deux perspectives du capitalisme.* — Deux perspectives sont possibles. Le capitalisme peut encore végéter durant une période relativement longue, sans vivre véritablement, mais aussi sans mourir. Ou bien les événements iront beaucoup plus vite, le capitalisme s'effondrera beaucoup plus tôt dans certains pays importants, et dégénérera plus vite dans les autres.

L'Internationale Communiste, qui organise la Révolution mondiale, doit prévoir ces deux éventualités. Si le rythme de la débâcle du capitalisme s'accélère, tant mieux. Mais il ne faudrait pas établir notre tactique exclusivement sur la perspective la plus avantageuse. Il n'y a aucune raison d'attaquer Varga lorsqu'il fait preuve de circonspection dans l'analyse de l'économie *mondiale*.

En somme, j'estime que ses thèses sont justes. On peut seulement acquiescer au désir de la délégation allemande, et décrire plus complètement les perspectives révolutionnaires, surtout pour l'Allemagne. En général, je recommanderai, surtout aux jeunes camarades, de les étudier sérieusement.

*La situation politique et « l'ère démocratico-pacifiste ».* — J'aimerais faire maintenant quelques additions à mon rapport quant à

la situation politique internationale. J'ai constaté que le fascisme et la réaction bourgeoise ont atteint leur apogée pendant notre IVe Congrès, mais que nous avions déjà prévu une nouvelle ère, « démocratique » et « pacifiste ».

Cette prédiction s'est justifiée; mais la nouvelle période ne sera pas de longue durée. Dans bien des pays la situation s'aggravera de nouveau, l'état de siège sera rétabli, le fascisme reprendra des forces.

Pendant la guerre impérialiste, la situation était extrêmement tendue et l'état de siège était décrété presque partout. Vers la fin de la guerre, nous voyons déjà un certain épanouissement de la « démocratie », des révolutions bourgeoises démocratiques. Puis très vite arrive une période de fascisme, une formidable réaction bourgeoise dans presque tous les pays décisives. Il ne s'est pas trouvé de Parti Communiste à même de mener la classe ouvrière au combat et d'abattre la bourgeoisie. Enfin voici une nouvelle vague de démocratie et de pacifisme.

Messieurs les social-démocrates considèrent ce phénomène d'une façon simpliste : état de siège — démocratie — état de siège — démocratie — état de siège — démocratie — et ainsi de suite à l'infini. Mais il n'en est pas du tout ainsi.

*La crise du régime fasciste en Italie.* — Voyez par exemple l'Italie. Il est peut-être exagéré de dire qu'il s'y lève une nouvelle vague révolutionnaire, que des grèves générales éclatent, etc., mais il est indéniable que la situation a changé. Un exemple : l'organe communiste *Unità* a paru deux fois de suite avec une grande manchette A bas le gouvernement des assassins! » et Mussolini ne l'a pas interdit. C'est un symptôme évident de l'approche d'une ère nouvelle. Mais si vraiment la démocratie bourgeoise triomphe de nouveau, cette « démocratie » ne sera plus celle de 1920. La classe ouvrière est autre. Elle a perdu ses illusions. Elle s'est enrichie d'expérience politique.

Il se peut que le régime Mussolini soit supplanté par une « démocratie » qui ne ressemblera pas à celle de 1920 et sous laquelle se préparera la dictature du prolétariat.

*L'ère démocratico-pacifiste durera-t-elle longtemps?* — Combien durera cette ère démocratico-pacifiste? On ne peut le dire avec exactitude, mais, dans la mesure où on peut faire des pronostics, elle sera de courte durée, même en France, le pays par excellence de la démocratie bourgeoise. Le bloc des gauches s'y usera beaucoup plus vite qu'on ne le suppose. Sa situation est fort instable : il n'a que 300.000 voix de majorité (le Bloc National, avec toutes ses nuances, a reçu 3.600.000 voix et le Bloc des gauches 3.900.000). Herriot a commencé son activité ministérielle en nommant six ministres qui ont fait partie du cabinet Poincaré, et en conservant presque intacte l'orientation de la politique extérieure. Le bloc des gauches a fait de grandes promesses à la classe ouvrière et il ne peut en tenir aucune. On peut donc supposer que l'ère démocratique et pacifiste finira en France dans assez peu de



temps. Si la classe ouvrière et son Parti Communiste sont faibles, ce sera le fascisme.

Quelle signification a cette ère pacifiste et démocratique pour le capitalisme? Signale-t-elle le renforcement de la bourgeoisie, ou au contraire la désagrégation du capitalisme? C'est évidemment la seconde hypothèse qui est juste. Les événements marchent assez rapidement, quoique nous ne le remarquions pas toujours. Vous vous souvenez des crises que la bourgeoisie traversa avant la guerre : l'affaire Dreyfus sembla une crise colossale du régime, de même encore la lutte contre le système électoral à trois degrés en Prusse. Mais qu'était-ce en comparaison de ce que nous voyons? Lorsque, par exemple, il y eut en Belgique, avant la guerre, une grève pour le suffrage universel, Rosa Luxembourg écrivit des études sur cet événement. Comparez cela avec ce qui se passe maintenant presque quotidiennement : l'assassinat de Mattéotti, l'occupation de la Ruhr, l'assassinat de Rathenau, les insurrections de Bulgarie, de Hambourg et de Cracovie, le bloc des gauches en France, le « gouvernement ouvrier » en Angleterre et au Danemark, d'immenses vagues de grèves, le mouvement révolutionnaire d'Orient, etc. S'il se produit une grève de 500.000 ouvriers, nous lui consacrons 20 lignes et nous passons. Cela ne prouve-t-il pas les progrès formidables de la lutte de classe et la rapidité avec laquelle nous allons vers la victoire?

Les crétins social-démocrates pensent que les temps bénis sont arrivés où l'on pourra enfin respirer à l'aise et se dire que le capitalisme est consolidé. Ils ne soupçonnent même pas que l'ère démocratico-pacifiste est l'expression, le symptôme d'une lutte de classe inouïe. Elle est la meilleure preuve que le capitalisme ne peut plus régner avec les vieilles méthodes, et en même temps elle ébranle encore plus le capitalisme déjà bousculé par la guerre.

Dans le domaine politique les symptômes sont quelquefois plus précoces, plus nets et plus sensibles que dans le domaine économique. L'économie est la base de tout, mais avant que tel ou tel processus mûrisse et se manifeste dans sa totalité, au moment où un changement ne fait que s'amorcer, les symptômes politiques sont parfois plus caractéristiques.

Je le répète, *l'ère démocratico-pacifiste est l'indice du délabrement du capitalisme, de son déclin et de sa crise irrémédiable. Tout ce que font Mussolini et Poincaré d'un côté, Macdonald et Herriot de l'autre, profite à la révolution prolétarienne. Qu'ils empruntent la voie de la « démocratie » ou celle du fascisme, peu importe.* Ils apportent tous de l'eau au moulin de la révolution prolétarienne.

Le chapitre de l'histoire où nous en sommes est celui de la décomposition du capitalisme. La social-démocratie essaye de sauver la bourgeoisie; mais la bouée qu'elle lui jette ne vaut rien, parce que la matière dont elle est faite s'effiloche.

Le gouvernement « ouvrier » de Macdonald, objectivement contre-révolutionnaire, jouera finalement un rôle négatif non pour nous, mais pour la bourgeoisie. Lénine a eu mille fois rai-

son de dire au IIe Congrès qu'en Angleterre le pouvoir allait passer à un gouvernement ouvrier et que ce gouvernement ouvrier, les communistes devraient le soutenir, mais à la façon dont la corde soutient le pendu. Lorsque la bourgeoisie la plus intelligente du monde en appelle à son menchévisme, c'est bien la preuve qu'elle ne peut plus régner avec les anciennes méthodes.

Nous devons considérer la situation très froidement. Il nous faut en partie modifier notre agitation, puisque nous traversons une nouvelle ère démocratico-pacifiste. Il nous faut expliquer à la classe ouvrière du monde entier ce que signifie cette ère. Il nous faut lui faire comprendre qu'elle ne peut être durable, qu'elle est une nouvelle imposture de la social-démocratie. Nous sommes la seule force qui ne soit pas aveuglée par ce gouvernement « ouvrier », par cette « démocratie », par ce « pacifisme » : précisément pour cela nous devons découvrir et révéler tous les traits par lesquels le régime actuel de la bourgeoisie se distingue de son régime ancien.

*Communisme et paysans.* — Je voudrais parler d'un problème que la discussion a touché assez peu. C'est le problème paysan.

Le *Vorwærts* du 19 juin, dans un article intitulé : *Midi moins cinq,* rapporte que le Dr Schlittenbauer, député populiste au Landtag bavarois, a fait à ce parlement la déclaration suivante (je cite textuellement) :

« La crise est loin d'être surmontée. Dans un lointain sombre et confus, nous attendent non seulement le communisme, mais aussi la révolution sociale paysanne. Si la politique actuelle du gouvernement et du Reichstag à l'égard des paysans se prolonge, ne fût-ce que six mois encore, le danger sera imminent. Telle est la logique irrévocable des événements, car la situation présente est insupportable, elle ruine l'agriculture avec une rapidité vertigineuse. Lorsque le joug sera devenu impossible à souffrir, lorsque la position économique sera définitivement ébranlée, l'explosion se produira : ce sera la révolution paysanne. N'oubliez pas que cette révolution sera radicale, cruelle, terrible. L'histoire vous apprend que la révolution paysanne, c'est le feu, les incendies et les gibets ployant sous les corps. Cette révolution, il faut la prévenir : c'est le moment ou jamais; midi sonne à l'horloge. »

Eh bien! si je ne savais rien de l'Allemagne que ce que dit ce bourgeois, ses seules paroles me prouveraient que la situation est critique, bien qu'il n'y ait pas parmi les paysans beaucoup de révolutionnaires conscients et que nous ayons précisément à conquérir certains éléments paysans et à neutraliser les autres.

Il se trouvera peut-être dans notre extrême-gauche quelqu'un pour penser : « Nous sommes les partisans de la dictature du prolétariat, la question paysanne ne nous touche pas. » Ou bien : « Nous formerons une commission paysanne auprès du C. C. » pour écrire des thèses que personne, hélas! ne lira. En attendant, le Parti contre-révolutionnaire d'Averesco, en Roumanie, a dernièrement convoqué un Congrès auquel ont participé 10.000 paysans. Ce sont des paysans riches probablement, il n'en reste



pas moins que ce chiffre de 10.000 est imposant. Les Partis bourgeois de Pologne convoquent à Varsovie des Congrès paysans avec un grand nombre de délégués. Le Landtag bavarois envisage une menace imminente de révolution paysanne.

Il faut prendre des mesures révolutionnaires. Assez de thèses, assez répété la bourde social-démocrate selon laquelle nous n'avons que faire des paysans! Parfaitement, tant que nous restons un Parti corporatif, nous n'avons pas à nous préoccuper des paysans. Mais si réellement nous voulons obtenir l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, nous devons porter notre propagande au fond de la population paysanne.

Agissons comme nous l'avons fait en Russie : dès que nous nous apercevions que les ouvriers d'une fabrique sympathisaient avec nous, nous les réunissions et nous leur disions : parlez en notre faveur parmi les paysans. Choisissez parmi vous 25 gaillards et envoyez-les faire de la propagande parmi les paysans d'une province. Il faut de l'argent? Le Parti n'en a pas. Faites une collecte parmi vous, formez des groupes comprenant 5 communistes et 20 sans-parti, et envoyez-les pour un ou deux mois dans les campagnes, nous entretiendrons leurs familles jusqu'à leur retour. Nos meilleurs agitateurs étaient les femmes. Les ouvriers écrivaient au village, envoyaient des tracts, des journaux, des messagers. Imaginez maintenant que le Parti allemand fasse de même. Il jouit de l'assentiment général de la classe ouvrière et possède quantité d'adhérents dans nombre d'entreprises. S'il s'en occupe vraiment, s'il fait participer à ce travail non seulement les communistes, mais aussi des sans-parti avec l'aide des Comités d'usines, il ne se passera pas plus de quelques mois que déjà des résultats indubitables seront à enregistrer. Cette propagande parmi les paysans nous aidera à son tour à pénétrer les armées.

Si ce que le député bavarois a dit est vrai, si les paysans sont dans une telle fermentation, cela doit se répercuter dans l'armée, où, s'il y a beaucoup d'officiers gentilshommes, il y a encore plus de fils de paysans.

Ainsi donc, camarades, voilà un des problèmes essentiels qui se pose devant l'Internationale. Préoccupons-nous moins de savoir ce qu'a dit Radek au IIIe ou au IVe Congrès et un peu plus de trancher cette question primordiale. Les thèses sont bonnes, mais il ne suffit pas de les écrire, il faut hausser à leur niveau les masses ouvrières et paysannes.

Que diriez-vous d'un chirurgien qui se préparerait à opérer son patient et qui aurait oublié d'ausculter son cœur? Cependant vous voulez effectuer une opération chirurgicale très importante, vaincre la bourgeoisie, et vous oubliez de vous enquérir de la situation dans les pays agricoles et des éléments de la population qui y sont en majorité!

*La tactique.* — J'en viens aux questions de tactique. Il a été dit ici que nous prétendons réviser la tactique du front unique élaborée par le IVe Congrès. Après Radek, cela a été répété par

d'autres camarades et aussi, à mon immense regret, par Clara Zetkin.

Les décisions élaborées par un Congrès doivent, s'il le faut, être corrigées et modifiées par le suivant, car autrement on pourrait se passer de le convoquer. Modifier ou compléter telle ou telle partie d'une résolution, ce n'est pas réviser et liquider toute une tactique.

Vous concevez l'arrière-pensée de cette imputation : réviser les décisions du IIIe et du IVe Congrès? Mais, camarades, ce n'est pas nous qui entreprenons cette révision, c'est Radek et la droite. La droite se démasque. Elle accuse pour ne pas être accusée.

*Les déviations de droite de Radek.* — Clara Zetkin dit : « Pendant quatre ou cinq ans l'Exécutif a suivi Radek et puis, tout à coup, il l'a relégué dans la droite. » Ce n'est pas l'Exécutif qui a suivi Radek, mais Radek qui a suivi l'Exécutif (*approbations*), ce qui était très louable de sa part. Il me semble que ce n'est pas difficile à voir. Je cite à l'appui certains faits. C'est indispensable, car la question de savoir qui a suivi et qui a été suivi présente une importance politique.

Comme vous le savez, ordinairement les dissentiments s'accumulent peu à peu et ce n'est qu'à la fin que, la quantité se transformant en qualité, « brusquement » deux tendances opposées s'accusent. Un calcul rapide me permet de relever une dizaine de dissentiments entre Radek et nous au cours de ces quelques années.

Le premier, assez grave et sérieux, s'est marqué au IIe Congrès mondial. Certains camarades se rappellent peut-être le discours que j'ai prononcé à l'Exécutif et dans lequel je disais : « Nous combattrons impitoyablement la droite ». Il s'agissait alors de Crispien, Dittman et autres qui nous assiégeaient pour entrer dans l'Internationale. Je déclarai que nous combattrions ces messieurs comme des ennemis de classe. Pour ce qui est des syndicalistes de gauche, de l'extrême-gauche, ils étaient alors très populaires. Ils renfermaient d'ailleurs des éléments ouvriers honnêtes et révolutionnaires. Leurs idées étaient assez confuses, mais je les considérais comme des camarades de combat. En tout cas, ils n'étaient pas nos ennemis de classe. Lévi jugeait que l'Internationale Communiste ne devait accepter que les « vrais communistes », pour rien au monde les syndicalistes révolutionnaires. La question du Parti Communiste ouvrier en Allemagne se posait aussi avec acuité : j'étais d'avis que nous devions l'accepter en qualité de parti sympathisant. Lévi et la droite du C. C. allemand, et aussi Radek, étaient contre.

Le deuxième dissentiment concerna le Parti Communiste ouvrier après le Congrès. Nous nous sommes heurtés à ce sujet à plusieurs reprises.

Le troisième a eu pour matière la première lettre ouverte du C. C. allemand aux social-démocrates, écrite par Radek; certains camarades, Boukharine et moi entre autres, étaient contre cette lettre, car ils craignaient que Lévi et les éléments soumis à son



influence fissent de cette tactique, au lieu d'une stratégie révolutionnaire, ce qu'en effet ils en ont fait. L'intervention de Lénine remit les choses en place. Nous nous mîmes à surveiller Lévi encore plus attentivement. Par la suite, Lénine reconnut que nous avions raison.

Le quatrième différend s'est produit sur la conférence des trois Internationales à Berlin. Vous vous rappelez sans doute que la position de Radek a été condamnée dans deux articles, un de Lénine, l'autre de moi. Radek avait transgressé les bornes du front unique, il avait commis la même erreur opportuniste qu'à présent.

Dites-moi, Clara Zetkin, si, en ce temps-là, c'est l'Exécutif, c'est Lénine qui est allé avec Radek ou bien Radek avec l'Exécutif? Radek a reconnu ses erreurs et il a cédé.

Notre cinquième divergence éclata au sujet de la question norvégienne. Nous avions envoyé Radek en Norvège et il s'était hâté de conclure un compromis avec Tranmael.

La sixième est venue de l'attitude prise par Radek à l'égard de la gauche allemande. Chacun sait parfaitement qu'entre Radek et moi une lutte sous le manteau se poursuit depuis longtemps. Radek adoptait en général la ligne de Brandler et appuyait, sauf de rares exceptions, les mesures que celui-ci prenait contre la gauche. Je n'ai pas toujours soutenu la gauche, car nous ne connaissions pas encore les nouveaux chefs et nous pensions que peut-être Radek les connaissait mieux que nous. Mais il est un point sur lequel je n'ai jamais eu aucun doute, c'est qu'à tout prix nous devions entrer en accord avec la gauche.

Septième divergence : le gouvernement ouvrier est-il, oui ou non, un pseudonyme de la dictature? J'en parlerai plus loin.

Huitième divergence : le Congrès de Leipzig. Il s'agissait de la thèse du gouvernement ouvrier dans le cadre de la démocratie bourgeoise, thèse que je critiquais avec Boukharine et que Radek défendait.

Neuvième divergence : le programme fiscal, la confiscation des 51 0/0, etc. Nous étions contre, non que nous déclinions en général les revendications partielles, mais parce que nous sommes pour des revendications qui puissent intéresser les masses et non pour des revendications artificielles inventées dans le cabinet.

La dixième divergence est la plus importante. Pendant les journées de septembre et octobre 1923, nous n'avons pas été d'accord en tout. J'ai déjà raconté comment Radek s'est opposé à l'organisation de la journée antifasciste. Mais ce n'est pas le principal. Plus grave est la position qu'il a prise à la conférence que nous avons tenue en septembre à Moscou avec les camarades allemands. Nous posions la question de la façon suivante : n'est-il pas temps de lancer, en Allemagne, le mot d'ordre des Soviets de Députés ouvriers? Radek était contre, et malheureusement les représentants de la gauche furent de son avis.

Le Congrès n'aura pas la naïveté de croire que l'Exécutif, cinq ans durant, a suivi Radek, puis, subitement, a fini par s'apercevoir de ses erreurs. C'est l'inverse qui est vrai. Le même phé-

nomène s'est produit pour Zetkin. Je le regrette, mais je dois absolument le dire ici, Clara Zetkin s'est départie de la position de l'Exécutif. Il y a eu un moment où elle était solidaire avec nous, même sur la question qui est pour elle la plus litigieuse, la comédie parlementaire de Saxe.

Il déplaît à Radek que j'appelle comédie parlementaire ce qui s'est passé en Saxe. Permettez que je m'y arrête. Au contraire de ce qu'il affirme, voici ce que j'ai écrit, au sujet de notre entrée dans le gouvernement, dans mes articles sur *les Problèmes de la révolution allemande :*

« L'entrée des communistes allemands dans le gouvernement saxon n'a de sens que si elle est entourée des garanties les plus sûres, si l'appareil administratif sert la cause ouvrière, si des dizaines de milliers d'ouvriers s'arment pour lutter contre le fascisme bavarois et allemand, si, non pas en paroles, mais en fait commence le congédiement en masse des fonctionnaires bourgeois demeurés depuis Guillaume II, si des mesures économiques sont prises immédiatement pour instituer un régime révolutionnaire atteignant directement la bourgeoisie.

« Si le gouvernement saxon actuel sait s'y prendre pour transformer la Saxe en un pays rouge qui devienne, au moins dans une certaine mesure, le point de concentration de toutes les forces prolétariennes révolutionnaires du pays, le prolétariat allemand le comprendra et le soutiendra. Si par contre l'inverse se produit, les communistes allemands devront profiter de tout l'épisode saxon uniquement pour démontrer une fois de plus aux ouvriers l'inconsistance de la social-démocratie et la pourriture contre-révolutionnaire de ses chefs. Nous repoussons l'application du front unique comme moyen d'éluder les objectifs révolutionnaires. »

Voilà ce que j'écrivais au début de « l'expérience saxonne ». Quelques jours s'étaient à peine écoulés que déjà je me rendais parfaitement compte que la droite du Parti allemand était en train de transformer notre tactique en une comédie opportuniste.

Le 5 novembre 1923, j'ai proposé d'adresser au Parti allemand une lettre confidentielle disant que l'expérience saxonne dégénérait en une comédie parlementaire. Nous n'avons pas à avoir honte de cette lettre. J'avais écrit le projet. La commission de rédaction comprenait Kolarov, Kuusinen et d'autres encore. Clara Zetkin participait activement à ses travaux et apporta plusieurs corrections de style et plusieurs amendements politiques. La lettre fut adoptée à l'unanimité. Est-ce l'Exécutif qui a suivi Zetkin ou bien Zetkin qui a suivi alors l'Exécutif? C'est Zetkin qui a suivi l'Exécutif et c'était bien. Ce qui est mal, c'est que maintenant Zetkin ne veuille plus le suivre, bien que la situation soit beaucoup plus nette qu'en novembre. Ce qui est mal, c'est qu'elle ne marche plus maintenant avec nous, et cela par amitié, par camaraderie, par sentiment de solidarité, pour ne pas briser avec ceux qui ont abandonné la ligne de l'Internationale Communiste.



Je citerai la résolution du IV[e] Congrès, puisqu'on veut créer toute une légende de révision et de liquidation du front unique et du gouvernement ouvrier.

Voici ce que le IV[e] Congrès a dit :

La tactique du front unique signifie que l'avant-garde communiste marche à la tête de la *lutte journalière des masses* pour les intérêts les plus immédiats. Pour cette lutte, les communistes sont prêts *même* à entrer en pourparlers avec les traîtres que sont les chefs social-démocrates et amsterdamiens. La tentative de la II[e] Internationale d'interpréter le front unique comme une fusion de tous les « Partis ouvriers » doit être résolument écartée...

L'existence de partis communistes indépendants et leur *complète liberté d'action envers la bourgeoisie et la social-démocratie contre-révolutionnaire* est une grande conquête du prolétariat, à laquelle les communistes *ne renonceront jamais.* Seuls les Partis Communistes défendent les intérêts de tout le prolétariat.

De même la tactique du front unique ne signifie pas du tout des « combinaisons électorales » entre chefs poursuivant tel ou tel but parlementaire.

La tactique du front unique n'est pas autre chose que la proposition faite par les communistes de lutter en commun avec eux à tous les ouvriers appartenant aux autres Partis ou groupes ou sans-parti, pour la défense des intérêts élémentaires et vitaux de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Toute action pour la plus petite revendication est une source d'éducation révolutionnaire, car *l'expérience du combat convaincra les travailleurs de la nécessité de la révolution et leur montrera la signification du communisme.*

Il importe beaucoup, en appliquant la tactique du front unique, de viser *non seulement à l'agitation mais aussi à l'organisation.* (Remarquez-le : agitation et organisation, rien de plus.) Il faut utiliser toute occasion pour créer des organisations qui puissent servir de points d'appui parmi les masses ouvrières (comités de fabriques ou d'usines, commissions de comités d'action, etc.).

L'objectif principal de la tactique du front unique est d'unir par l'agitation et l'organisation les masses ouvrières. Cette tactique ne peut être véritablement menée que par en bas, *parmi les grandes masses ouvrières;* les communistes doivent aussi parfois négocier avec les chefs des Partis ouvriers ennemis, mais les masses doivent toujours être au courant de ces pourparlers. Même au cours des négociations, *l'indépendance du Parti Communiste et de sa propagande ne peut être limitée.* Il est clair que la tactique du front unique doit être appliquée diversement selon les pays et conformément aux conditions concrètes. Mais lorsque, dans un grand pays capitaliste, les conditions objectives sont déjà mûres pour la révolution socialiste et que les Partis social-démocrates, dirigés par les chefs contre-révolutionnaires, veulent sciemment diviser la classe ouvrière, dans ces cas, la tactique du front unique aura une signification décisive pour toute une époque.

Tout cela reste juste encore maintenant.

Dans la résolution sur le gouvernement ouvrier, nous lisons :

« En tant que *mot d'ordre* d'agitation, le gouvernement ouvrier (ou ouvrier et paysan) peut être appliqué presque partout. Mais en tant que *mot d'ordre politique d'actualité,* le gouverne-

ment ouvrier a surtout de l'importance là où la société bourgeoise est particulièrement instable, où la corrélation des forces entre les ouvriers et la bourgeoisie met à l'ordre du jour la question du gouvernement comme nécessité pratique. Là, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est le corollaire de toute la tactique du front unique. Les Partis des Internationales II et II 1/2 veulent sauver la situation dans ces pays en préconisant et en réalisant la coalition de la bourgeoisie avec les social-démocrates. La tentative récente de certains Partis de la IIe Internationale (en Allemagne par exemple), repoussant la participation à un gouvernement de coalition, mais la pratiquant sous une forme voilée, n'est pas autre chose qu'une manœuvre pour apaiser les masses, une ruse pour duper les ouvriers. A la coalition déclarée ou masquée des social-démocrates avec la bourgeoisie, les communistes opposent le front unique de tous les travailleurs et la coalition de tous les Partis ouvriers sur le terrain économique et politique pour la lutte contre le pouvoir bourgeois et pour son renversement final. La lutte concertée de tous les ouvriers contre la bourgeoisie fera passer l'Etat aux mains d'un gouvernement ouvrier affermissant la domination et les positions de la classe ouvrière.

« *Les objectifs élémentaires du gouvernement ouvrier consistent à armer le prolétariat, à désarmer les organisations contre-révolutionnaires bourgeoises, à décréter le contrôle de la production, à faire peser le poids des impôts sur les classes possédantes et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.*

« Un tel gouvernement ouvrier n'est possible que s'il naît de la lutte des masses et s'appuie sur des organes ouvriers combatifs, constitués directement par les masses opprimées. Mais même un gouvernement ouvrier issu d'une combinaison de forces parlementaires, c'est-à-dire un gouvernement de provenance purement parlementaire, *peut contribuer* à aviver le mouvement ouvrier.»

(Par exemple, maintenant le gouvernement Macdonald.)

« Il va de soi que la création d'un véritable gouvernement ouvrier et son maintien sur le terrain de la politique révolutionnaire ne seront possibles que dans une lutte acharnée ou même dans la guerre civile. La seule tentative du prolétariat de créer un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à une grande résistance de la bourgeoisie. C'est pourquoi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier peut unir les prolétaires et déclancher la lutte révolutionnaire.

« Dans certains cas, les communistes doivent être prêts à former un gouvernement ouvrier auquel participent des Partis ouvriers et des organisations ouvrières non communistes. *Mais ils ne peuvent le faire que s'il existe des garanties que ce gouvernement ouvrier luttera contre la bourgeoisie dans l'esprit indiqué plus haut.* C'est pourquoi les conditions de la participation des communistes à un tel gouvernement sont les suivantes :

1° L'assentiment de l'Internationale Communiste;

2° Le contrôle le plus strict du Parti sur les communistes participant à ce gouvernement;



3° Leur contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses;

4° La liberté complète d'agitation du Parti Communiste.

« Avec tous ses avantages, *le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, de même que toute la tactique du front unique, comporte certains dangers. Pour les éviter, les Partis ne doivent pas oublier* que chaque gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, mais tout gouvernement ouvrier n'est pas nécessairement un gouvernement prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire du pouvoir du prolétariat.

« L'Internationale Communiste doit considérer les éventualités suivantes :

1° Un gouvernement ouvrier *libéral.* Ce gouvernement a existé en Australie, il peut apparaître dans un avenir rapproché en Angleterre;

2° Un gouvernement ouvrier *social-démocrate* (Allemagne);

3° Un gouvernement *ouvrier et paysan.* Il est possible dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc.;

4° Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes;

5° Un véritable gouvernement ouvrier, prolétarien, qui ne peut être réalisé dans sa forme intégrale que par le Parti Communiste.

« Les deux premiers types ne sont pas en réalité des gouvernements ouvriers, mais des coalitions masquées entre la bourgeoisie et les chefs ouvriers contre-révolutionnaires. De tels « gouvernements ouvriers » sont tolérés aux moments critiques par la bourgeoisie affaiblie, pour induire le prolétariat en erreur sur le véritable caractère social de l'Etat, ou même pour repousser, avec l'aide des chefs ouvriers achetés, l'offensive révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps. Les communistes ne peuvent y participer. Ils doivent au contraire dévoiler impitoyablement aux masses le vrai caractère de ces gouvernements pseudo-ouvriers. Dans la période actuelle de décadence du capitalisme, lorsque la tâche principale est d'attirer la majorité du prolétariat dans les rangs de ceux qui combattent pour la révolution prolétarienne, ces gouvernements peuvent aussi accélérer objectivement la désagrégation du pouvoir bourgeois.

« Les communistes sont prêts à marcher avec ceux des ouvriers qui n'ont pas encore compris la nécessité de la dictature du prolétariat, avec les ouvriers social-démocrates, chrétiens-sociaux, sans-parti, syndicalistes, etc. Ils sont prêts, par conséquent, à soutenir, dans certaines conditions, et sous certaines garanties, un gouvernement ouvrier non communiste. *Mais ils doivent déclarer ouvertement aux ouvriers, en toute circonstance, que seule la dictature du prolétariat assure l'émancipation véritable de la classe ouvrière.* Les deux types suivants de gouvernement ouvrier (3 et 4) auxquels les communistes peuvent participer, ne sont pas encore la dictature du prolétariat; ils ne sont même pas une forme transitoire historiquement indispensable, mais ils peuvent devenir un

point de départ important pour la conquête de celle-ci. Seul, le gouvernement ouvrier communiste (5e type) est la véritable « dictature du prolétariat ».

Je vous le demande maintenant : quel est le Parti ouvrier qui, à part le Parti Communiste, peut résoudre cette tâche élémentaire : désarmer la bourgeoisie, armer le prolétariat, faire retomber le poids des impôts sur les riches et briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire? Seul un gouvernement révolutionnaire, dirigé seulement par le Parti Communiste, en est capable. Quel est le sens de ce qui vient d'être cité? Nous avons dit à l'ouvrier social-démocrate : « Tu es pour le gouvernement de coalition; tu as encore foi dans la coalition, tu crois que les communistes sont contre l'unité. Non, nous ne sommes pas contre l'unité, nous sommes pour l'unité avec toi, nous entrerons même dans un gouvernement de coalition de tous les partis ouvriers, mais à une petite condition : c'est qu'il réalise certaines revendications élémentaires : désarmer la bourgeoisie, armer les ouvriers, etc. En d'autres termes, nous sommes contre la coalition avec les social-démocrates et avec les partis « ouvriers » qui en réalité ne sont pas des partis ouvriers. Mais vu que tu ne le comprends pas, que tu nous accuses de ne pas vouloir réaliser le front unique, nous te donnons une formule qui t'ouvrira les yeux. Oui, nous sommes pour un gouvernement de coalition qui désarmerait la bourgeoisie, armerait les ouvriers, etc. »

Pour chaque communiste, le sens de cette formule est clair : nous sommes contre un gouvernement de coalition des partis « ouvriers » qui ne peuvent pas réaliser ce programme.

Pourquoi avons-nous exprimé notre pensée de cette façon? Certains camarades m'ont critiqué d'avoir traduit l'expression de « dictature du prolétariat » du latin en russe. Il s'ensuivrait que je n'ai été qu'un simple traducteur. Non, ce que j'ai voulu, c'est traduire cette notion en une langue populaire, révolutionnaire, intelligible pour tous, afin que nous ne soyons pas une secte, mais un parti de masses. Lisez ce qu'a écrit Lénine dans *le Renégat Kautsky* sur les événements de 1918 en Allemagne : « Il n'y a plus besoin d'écrire là-dessus, les événements eux-mêmes ont montré que le terme latin de dictature du prolétariat est traduit dans la langue de la Révolution ».

Il ne s'agit pas seulement de populariser un mot d'ordre, mais, comme parti de masses, nous devons incarner nos mots d'ordre, en faire des réalités, et voilà ce que signifie traduire des mots latins dans la langue de la Révolution. Autrement nous serions des marxistes de 1847, des marxistes du *Manifeste Communiste* et non des marxistes de 1924.

Nous avons traversé une époque où les social-démocrates étaient encore en majorité, où on nous accusait de porter la scission dans le mouvement ouvrier, où toute notre stratégie consistait à montrer sur des exemples aux ouvriers social-démocrates de quoi il s'agissait.

« Nous sommes pour l'unité avec toi, nous sommes prêts à former une coalition de tous les partis ouvriers, même avec les chefs social-démocrates, mais s'ils consentent à faire ce qui t'est nécessaire, à toi, ouvrier social-démocrate, c'est-à-dire désarmer la bourgeoisie, armer les ouvriers, etc... Le veulent-ils? Rends-t'en compte toi-même. S'ils ne le veulent pas, eh bien! viens avec nous, faisons l'unité par en bas, en dépit des chefs social-démocrates.» En d'autres termes, nous ne disons pas à l'ouvrier social-démocrate : « Nous sommes contre la coalition avec les partis « ouvriers » parce que leurs chefs sont contre-révolutionnaires », mais nous lui disons : « Nous irons dans la coalition si tes chefs social-démocrates acceptent nos conditions élémentaires (qui, nous le savons fort bien, sont pour eux inacceptables).



J'ai cité au IVe Congrès les compliments que Benès, le ministre des Affaires Etrangères tchèque, adressait aux communistes : « On ne peut nier, disait-il, que les communistes aient l'esprit inventif. Ils savent présenter aux ouvriers toujours la même chose sous des formes différentes. Par exemple, il a été un temps où ils faisaient de l'agitation pour la formation de Soviets. Cette agitation n'ayant pas donné les résultats attendus, ils l'ont arrêtée pour la recommencer six mois plus tard sous la forme des comités du front unique ». Et je disais : « Bravo! Benès! Vous avez mieux compris le fond de la chose que certains leaders ouvriers de votre pays ».

Comment Kreibich et Smeral peuvent-ils oublier ce secret, connu en 1922, que le mot d'ordre n'est qu'une formule d'agitation?

Cela me paraissait déjà parfaitement clair lors du IVe Congrès :

« Je pense que nos débats actuels, en particulier après les travaux de la commission, ne nous amèneront pas à renoncer au mot d'ordre du gouvernement ouvrier. *Le mot d'ordre reste juste, si on le considère comme un moyen d'aborder les masses.* »

C'est une méthode inattaquable. Nous devons seulement l'appliquer convenablement. Elle comporte les mêmes dangers que la tactique du front unique. Quand on parle de gouvernement ouvrier, on commence à rêver de combinaisons parlementaires, de distributions de portefeuilles, etc...

Qu'y a-t-il là de pas clair, camarade Radek?

Bien plus, dans ma conclusion, je disais :

« C'est pourquoi je pense que nous pouvons employer avec confiance le mot de gouvernement ouvrier, à condition que nous comprenions bien de quoi il s'agit. Malheur à nous si nous soutenons un seul instant que le gouvernement ouvrier doit fatalement se réaliser, qu'il est réalisable par les voies pacifiques, qu'il remplacera la guerre civile. Si de telles idées se manifestent parmi nous, nous devons les combattre résolument et faire comprendre à la classe ouvrière que le gouvernement ouvrier ne peut être réalisé avant tout qu'en renversant et en vainquant la bourgeoisie. »

Je m'étonnais qu'on parlât du gouvernement ouvrier comme si le pouvoir n'appartenait encore à personne. Pour former un

gouvernement ouvrier, disais-je, il faut arracher le pouvoir à la bourgeoisie qui le détient. Croyez-vous qu'elle soit disposée à céder : c'est bien, vous avez trouvé une nouvelle formule et nous sommes prêts à abandonner le pouvoir? *Non, alors il nous faut organiser la classe ouvrière et vaincre la bourgeoisie.* C'est une « bagatelle » qu'il ne faut pas oublier.

Si vous relisez mes discours, je pense que vous jugerez qu'ils ne sont pas mauvais encore maintenant. Vous y verrez nettement exprimée l'idée que le gouvernement ouvrier n'est qu'un mot d'ordre d'agitation, une voie pour obtenir la dictature du prolétariat, la conquête des masses. Comment parler de révision? Non, ce n'est évidemment pour Radek qu'un « mot d'ordre d'agitation » contre l'Internationale Communiste.

Ce matin j'ai relu les discours et résolutions de l'Exécutif élargi de juin 1923. Je posais ainsi la question du front unique :

« En quoi consiste au fond la tactique du front unique? N'est-elle qu'une manœuvre, ou exprime-t-elle un désir sincère d'union avec les ouvriers social-démocrates?

« A cela, nous répondons : dans les premières années de l'Internationale Communiste, en 1919-1920, y en avait-il un seul parmi nous qui ne désirât un rapprochement et même la fraternisation avec les ouvriers social-démocrates? Je pense que non.

« Or cette tactique de front unique, l'avons-nous appliquée en 1919-1920? Non. Donc à peu près jusqu'au IIe Congrès nous voulions le rapprochement avec les ouvriers social-démocrates, cependant il n'était pas question de front unique.

« Nous voulons toujours nous rapprocher des ouvriers social-démocrates pour la simple raison que nous serons toujours partisans de l'union de la classe ouvrière, condition de la victoire.

« Mais quel est le fait nouveau que nous avons commencé à préparer en 1920, que nous avons formulé en 1922 et que nous réalisons maintenant à toute vapeur? C'est ce que nous appelons une manœuvre stratégique. A ce sujet il convient de s'arrêter sur le problème des masses et des chefs.

«...Nous devons nous rendre compte du rapport qu'il y a entre le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et notre vieille formule de la dictature du prolétariat. Il se trouvera des camarades qui, tout surpris, nous poseront cette question : puisque vous posez le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, vous renoncez donc à notre vieille formule de la dictature du prolétariat?

« Restons-nous comme auparavant un parti ouvrier, ou sommes-nous devenus un parti ouvrier et paysan?

« Celui qui comprend la tactique du front unique et la stratégie politique du prolétariat *doit comprendre que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est un moyen de parvenir à la dictature du prolétariat et non pas la négation de celle-ci.*

«...Ce n'est pas renoncer à la dictature du prolétariat que de parler de gouvernement ouvrier et paysan, car il n'est pas d'autre voie que la dictature du prolétariat pour libérer l'humanité du



joug du capital. La seule classe qui soit révolutionnaire jusqu'au bout, c'est la classe ouvrière. Mais cette classe et son parti peuvent agir habilement ou maladroitement. S'ils sont habiles, nous atteindrons plus vite notre but et à moins de frais. Nous réussirons, en partie à neutraliser, en partie à gagner une importante fraction des paysans et de la petite-bourgeoisie. Si nous sommes maladroits, si nous comprenons la mission libératrice du prolétariat avec une étroitesse corporative, nous retardons le moment de la victoire.

« Aussi estimons-nous qu'il est temps de généraliser le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan...

«...Les dangers que comporte ce mot d'ordre consistent en ceci que certaines de nos fractions encore faibles et peu marxistes peuvent l'interpréter dans l'esprit des socialistes-révolutionnaires de gauche. Vous vous rappelez ce qu'était ce parti, qui déclarait être le parti des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

« Les dangers qui découlent de la formule du gouvernement ouvrier et paysan se ramènent à ceci que nos partis encore faibles peuvent perdre leur caractère de classe. Des mesures préventives doivent être prises sans tarder...

« Il faut que nous sachions montrer la voie de l'affranchissement à tous les éléments de la population qui ne sont pas directement intéressés à la domination du capital...»

Radek, Zetkin et Kreibich affirment que le gouvernement ouvrier, c'est la coalition de tous les partis ouvriers. En ce cas le gouvernement ouvrier et paysan serait la coalition de tous les partis ouvriers et paysans.

Il suffit de poser la question pour comprendre à quel point elle est erronée et étrangère au marxisme. Comment peut-on affirmer que le gouvernement ouvrier et paysan est fondé sur la coalition des partis ouvriers et paysans si, dans le monde entier, il n'y a peut-être pas un seul parti paysan véritablement révolutionnaire?

Zetkin prétend que « pour la Russie le gouvernement ouvrier et paysan est peut-être vrai », mais que pour les pays avancés d'Europe Occidentale, il ne convient plus? C'est un renouvellement de certaines idées de Lévi. Lévi avait bâti toute une théorie très logique: « Honneur et gloire à la révolution russe, qui a vaincu le tsarisme! Mais cependant elle n'est qu'une révolution paysanne d'un pays arriéré. Dans nos pays d'Occident, il faut suivre une tactique radicalement différente. Sans les ouvriers social-démocrates. nous ne ferons rien. Nous devons nous rapprocher d'eux ».

De là la théorie de la coalition de tous les partis ouvriers.

Si Zetkin veut dire qu'en Occident, avant la victoire de la révolution prolétarienne, des gouvernements « ouvriers » du type Macdonald ou Scheidemann viendront inévitablement au pouvoir, cela est vrai. Mais sont-ce là les gouvernements ouvriers que nous revendiquons? Nos gouvernements ouvriers à nous sont le résultat de la lutte de la classe ouvrière pour la révolution prolé-

tarienne. Objectivement, le gouvernement « ouvrier » de Macdonald est un progrès, lui aussi. Le capitalisme est un progrès sur la féodalité; la démocratie bourgeoise un progrès sur la monarchie réactionnaire. Mais nous, nous voulons tout autre chose, un gouvernement authentiquement ouvrier. Ce n'est pas la coalition de tous les partis « ouvriers » qui nous y amènera.

Indubitablement, dans les pays de capitalisme hautement développé, il faut agir un peu autrement qu'en Russie. Les formes d'agitation ne peuvent être mécaniquement transférées d'un pays à l'autre.

Mais dans la question cardinale de la dictature du prolétariat, en ce qui concerne le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan considéré comme le pseudonyme, la méthode, le moyen de se rapprocher de la dictature du prolétariat, quelle différence peut-on établir entre l'Allemagne et la Russie ou encore entre l'Allemagne et l'Amérique?

En Allemagne comme en Russie, il y a des paysans et il y a des ouvriers.

Dans la période transitoire que nous traversons, la formule du gouvernement ouvrier et paysan nous semble la plus adéquate. Aux ouvriers social-démocrates nous déclarons : « Nous sommes prêts à entrer dans un gouvernement qui se bornera à accepter nos conditions les plus élémentaires : désarmement de la bourgeoisie et armement de la classe ouvrière. »

*Les décisions du IV^e^ Congrès.* — Radek a cru nous embarrasser en demandant : « Parfait, par conséquent vous ne figurerez jamais dans un seul et même gouvernement avec les social-démocrates? »

Mais l'important n'est pas de savoir si dans un seul et même gouvernement nous siégerons ou non avec des social-démocrates, mais bien d'établir qu'ici deux systèmes politiques s'élèvent l'un contre l'autre.

Je vous rappellerai une fois de plus l'expérience de la révolution russe, pas uniquement parce que nous aimons la révolution russe (nous l'aimons tous), mais parce qu'elle est une source légitime d'enseignements.

Boukharine a déjà dit que nous avons eu un gouvernement auquel ont participé les S.R. de gauche, qui représentaient alors certains éléments ouvriers et paysans. Peut-il arriver que par exemple en Allemagne le gouvernement communiste comprenne une certaine fraction social-démocrate?

Il me semble que oui. Qu'étaient les S.R. de gauche? Ils étaient une fraction du parti S.R. détachée de son foyer central et qui, à un certain moment, sous la pression des événements révolutionnaires, nous a offert un certain appui.

Soit dit en passant, ils ont toujours arboré un « gauchisme » extrême, de sorte qu'extérieurement ils étaient plus gauches que les communistes eux-mêmes et ils avaient un certain ascendant sur une partie de la classe ouvrière et de la paysannerie. Nous les avons pris à la remorque, nous les avons utilisés, et puis les meilleurs d'entre eux sont venus à nous, après avoir profité des leçons de la révolution, tandis que les autres sont passés dans le camp de la contre-révolution, ainsi qu'il convient à des petits-bourgeois enragés.



L'année dernière, pendant les journées d'Octobre en Allemagne, on m'a dit que, parmi les social-démocrates, il y avait des gens qui, le cas échéant, viendraient à nous.

Une question surgit : devons-nous faire participer au gouvernement cette fraction qui sera détachée de la social-démocratie en décomposition et qui incarnera les ouvriers combatifs? Naturellement, et personne ne s'y opposera. Le cas s'est produit.

Voilà un système de politique. En voici un autre, fourni aussi par la révolution russe. Lorsque le gouvernement Kerensky faisait déjà naufrage, en septembre 1917, et que les mencheviks virent la cause perdue, ils lancèrent le mot d'ordre « ministère socialiste homogène ». En fait, ils se proposaient de former un gouvernement S. R—menchevik-travailliste, bref démocrate bourgeois intellectuel-paysan, avec une certaine teinture de bolchévisme.

Comme vous voyez, ce gouvernement aurait été rien moins qu'homogène. Il aurait contenu des bolcheviks visant à la révolution, des menchéviks la combattant et des S. R. eux aussi contre la révolution. Mais les mencheviks et les S. R., défendaient cette salade sous le nom de ministère socialiste homogène. Ils appelaient socialiste et homogène ce qui n'était le moins du monde ni socialiste ni homogène.

Quelle était leur idée de derrière la tête? Il me semble qu'ils cherchaient à ce moment une formule commode pour aborder les masses, en d'autres termes un pseudonyme pour leur politique. Pour les mencheviks ce mot d'ordre de « ministère socialiste homogène » était le pseudonyme de leur politique « démocratique », c'est-à-dire bourgeoise. Pourquoi celui-là, pas un autre? Parce que les idées socialistes jouissaient d'une grande popularité, parce que presque tout le monde aspirait alors au socialisme.

Je me souviens que les ouvriers de l'usine Poutilov de Pétrograd, la plus forte citadelle du bolchevisme, nous ont envoyé une délégation de bolchéviks et de sans-parti pour nous déclarer : « Un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie serait inadmissible, contre lui nous lutterions jusqu'à la dernière goutte de notre sang, mais que pourrions-nous objecter à un ministère socialiste homogène? » Il nous fallu leur expliquer que cette fameuse formule n'était autre chose qu'un pseudonyme de la démocratie bourgeoise.

Ainsi vous voyez que la chose n'est pas si simple qu'elle en a l'air.

Si Radek me demande : « Est-ce que les social-démocrates ne siégeront jamais dans un seul et même gouvernement avec nous? », je lui réponds : « On a vu siéger avec nous les S. R. de gauche, cette épave du parti S. R. »

Mais ce que vous voulez, vous, Radek, nous rappelle le ministère homogène ou la coalition de tous les partis ouvriers.

Radek a rappelé ce que j'avais dit des socialistes-chrétiens. Oui, il m'est arrivé de dire qu'il fallait nous déclarer prêts à marcher avec tous les ouvriers, même avec les socialistes-chrétiens, mais à une condition : désarmement de la bourgeoisie, armement de la classe ouvrière, etc...

Voilà tout ce que je voulais dire du gouvernement ouvrier et paysan et de la soi-disant révision de notre tactique.

*Le défaitisme de Radek.* — Selon Radek, j'ai eu tort d'avancer que nous avons commencé par n'être qu'une société de propagande pour devenir par la suite et peu à peu des partis de masses. Il est utile de mettre en lumière cette question. Elle a une grande importance d'actualité pour notre tactique. Radek prétend que nous n'avons pas été seulement une société de propagande. Est-ce que les spartaciens n'ont pas combattu vaillamment? Est-ce qu'il n'y a pas eu de républiques soviétiques en Bavière, en Hongrie?

Radek traverse actuellement une période qu'on peut appeler défaitiste. Tout lui semble bon, pourvu que cela serve à prouver que nous reculons.

Les partisans de Brandler rendent la gauche actuellement au pouvoir dans le Parti responsable des 6 millions de voix reçues par les social-démocrates aux dernières élections. Voici 6 semaines déjà que la gauche est au gouvernail, et la social-démocratie n'est pas encore vaincue! Entendons-nous, nous n'avons jamais songé à reprocher à Brandler de n'avoir pas triomphé. Nous ne lui disons pas : Pourquoi n'as-tu pas vaincu? mais : pourquoi n'as-tu pas fait tout ton possible pour vaincre?

Il est temps de cesser ces jérémiades sur la supériorité des social-démocrates à telle ou telle élection. Tout compte fait, votre question se réduit à ceci : pourquoi n'avez-vous pas encore pris le pouvoir? Pourquoi la gauche n'a-t-elle pas encore vaincu la bourgeoisie et la social-démocrate? Radek, avec une application d'abeille, recueille tout ce qu'il est possible de recueillir pour faire le sombre tableau qui répond à ses vues. En France, la situation ne vaut rien, en Allemagne nous n'avons pas encore vaincu, etc... A coup sûr, il ne faut pas fermer les yeux sur nos côtés faibles, mais la façon de voir de Radek n'est autre chose que du défaitisme. Autrefois à l'en croire, nous étions puissants, nous étions au pouvoir en Hongrie et en Bavière, et maintenant... Il est vrai qu'à la fin de la guerre, les masses étaient spontanément très révolutionnaires et attendaient d'un jour à l'autre, la chute du capitalisme, mais ni en Allemagne, ni en Hongrie, ni en Bavière, nous n'avions de parti communiste véritable. Voilà où réside la cause de l'échec. Cela, Radek ne le voit pas.

On dirait qu'il y a contradiction : effervescence spontanée très grande, partis débiles, réduits à des sociétés de propagande. Mais l'Italie en offre un exemple classique : tout un océan de colères et d'indignation contre la guerre et en même temps absence totale de parti. Il est vrai qu'il y avait le parti socialiste avec ses 20.000 membres et que ce parti socialiste adhérait à la IIIe Internationale, mais le communisme ne groupait qu'un petit cercle



de propagandistes, n'était qu'une petite fraction au sein du « grand parti socialiste ».

Avant d'en finir avec Radek, je voudrais mentionner encore un point.

Radek a déclaré : Si nous sommes si mauvais que cela, si nous sommes des réformistes, excluez-nous.

Si cela avait été dit par un autre, nous l'aurions pris au sérieux, mais Radek parle souvent, de même qu'il écrit, avant d'avoir pensé. Nous n'avons jamais dit que lui et ses partisans soient des réformistes, mais et lui et ses coréligionnaires ont des déviations petites-bourgeoises que le Parti Communiste révolutionnaire et l'Internationale doivent redresser.

*Les militants tchèques et leur diplomatie.* — Je passe maintenant aux militants tchèques. Ils ont énoncé deux déclarations, toutes deux par écrit et formulées avec beaucoup de circonspection. L'une a été lue par Smeral, l'autre par Kreibich. Smeral a déclaré que la délégation est en somme d'accord avec nous sur le gouvernement ouvrier. Kreibich, lui, a déclaré l'inverse : la résolution du IVe Congrès parle de la coalition de tous les partis ouvriers, etc...

La responsabilité des déviations opportunistes du Parti Communiste tchèque incombe à Smeral. Et c'est pourquoi il faut que nous nous expliquions avec lui très franchement. Les côtés positifs de Smeral sont connus de tous. Dans une période où il faut conquérir la majorité du prolétariat, arracher les masses à la socialdémocratie, Smeral est absolument irremplaçable, car il connaît le pays et il connaît son prolétariat. Mais dans les formules des IIIe et IVe Congrès concernant la conquête de la majorité du prolétariat, il n'y a rien à changer, sauf une chose : il faudrait ajouter qu'il nous faut la majorité non pour la majorité, mais en vue de la lutte révolutionnaire. Ce serait utile en Tchécoslovaquie.

Nous n'avons nullement l'intention de provoquer une crise dans le Parti tchécoslovaque. Nous connaissons ce qui fait sa force : c'est un parti prolétarien dont la composition est excellente; son personnel est très bon. Il a déjà rendu de grands services à la cause communiste. Il a parfaitement su s'y prendre pour détacher la majorité de la socialdémocratie. Mais il n'est pas temps d'échanger des sucreries diplomatiques. Notre Congrès n'est pas un parlement bourgeois. Nos délégués doivent parler ouvertement, même brutalement, pour ou contre l'Exécutif, peu importe. Le Congrès ne doit pas se borner à des déclarations sur le papier. A mon avis, le Parti tchèque doit réparer ce qu'il a à réparer en évitant les secousses profondes et les crises. Il le pourra, si les militants qui le dirigent le veulent.

La minorité de la délégation tchécoslovaque qui s'est prononcée au Congrès contre l'opportunisme de Smeral et de Kreibich mérite notre appui total. Que Smeral lui-même se hâte de redresser sa ligne de conduite et alors on pourra se passer de conflits intérieurs.

Kreibich se plaint que l'Internationale Communiste conclue

et juge sur des thèses, articles et citations. Auparavant, quand il était à gauche, il faisait de même. Pourquoi ne pas juger d'après les articles, les citations et les résolutions? Certainement cela ne suffit pas, mais c'est déjà une base pour prononcer un jugement. Kreibich ferait bien de ne pas insister sur ses erreurs de droite plus qu'il n'a jadis insisté sur ses erreurs de gauche. Il avait fait un plongeon à gauche. Maintenant, pour rétablir l'équilibre, veut-il faire un plongeon à droite?

Lénine lui a jadis infligé une correction des plus cuisantes. L'Exécutif doit collectivement remplacer Lénine. Il est prêt collectivement à donner le fouet à Kreibich pour qu'il abandonne ses erreurs de droite, comme jadis il a abandonné ses erreurs de gauche.

Plus loin Kreibich dit : Lénine n'a pas permis, dans la résolution du Congrès, d'appeler Smeral un centriste, il a barré le mot. C'est juste. Mais où disons-nous maintenant que Smeral est un centriste? Nulle part. Il ne s'agit pas du tout de provoquer une crise du Parti tchécoslovaque. Nous aimons le Parti tchèque, nous estimons que c'est un parti foncièrement prolétarien et sain. Mais nous ne fermons pas les yeux sur les défaillances de ses chefs et nous demandons qu'on en finisse avec les déclarations parlementaires et qu'on corrige ce qui est à corriger.

*Hoeglund doit reconnaître son erreur.* — Quelques mots au sujet de Hoeglund. Chaque fois que je cause avec lui ou que je l'entends parler à la tribune, je me dis : « Comme il est intelligent! Que de choses il pourrait faire, non seulement dans un petit pays comme la Suède, mais dans l'Internationale entière, s'il ne persistait pas dans ses erreurs! »

Quand on possède des qualités si éminentes, à quoi bon défendre une cause évidemment injuste et condamnée d'avance au point de vue communiste? De même que jadis il a défendu Lian et Tranmael, il se dispute maintenant avec d'excellents éléments communistes de son propre parti pour des questions de prestige ou pour ses propres erreurs opportunistes. Il ne veut pas reconnaître avoir commis une fois par hasard des erreurs. Nous tous, nous avons fait des erreurs très importantes. Si nous n'avons pas le courage de les reconnaître, ce n'est pas bien.

*Les fautes de Bordiga.* — Comme dessert, nous avons Bordiga. Dans une certaine partie de son discours, Bordiga, ce qui ne lui ressemble pas, s'est comporté en diplomate. Ce sera, je veux l'espérer, pour la première et la dernière fois de sa vie. Vous vous rappelez ce qu'il a dit de la nécessité d'organiser dans l'Internationale une fraction de gauche. Il a nié l'avoir dit, en signalant qu'il n'organiserait une fraction qu'au cas où l'Internationale se déplacerait vers la droite et deviendrait réformiste.

Eh bien, j'en donne publiquement ma parole à Bordiga, si jamais l'Internationale devient réformiste ou même semi-réformiste, je serai le premier à former cette fraction de gauche (*Applaudissements*).

Bordiga demande qui peut garantir que l'Internationale Communiste ne se transformera pas en une Internationale réformiste. Cette question pour moi est absurde.



Bordiga sait parfaitement qu'au sein de la IIe Intenationale nous avons formé une fraction de gauche et que nous avons combattu à Zimmerwald et ailleurs. C'est la meilleure preuve que si jamais il arrivait ce qu'il craint, il pourrait dormir sur ses deux oreilles. Mais je pense qu'il n'adviendra rien de pareil. Bordiga renie d'ailleurs les paroles qu'on lui attribue. Mais voici un article de lui, en date du 5 mai, qui m'est tombé entre les mains par hasard aujourd'hui et où il est dit : « La question des fractions perdra son actualité le jour seulement où nous nous serons rapprochés des formes d'organisation dont il a été parlé plus haut (méthode individuelle, pas de fusion, etc.). Autrement l'existence d'une fraction de gauche au sein de l'Internationale deviendra indispensable. »

Ainsi, cette existence sera indispensable non pas au cas où nous nous transformerions en opportunistes et en réformistes, mais au cas où nous ne partagerions pas le point de vue de Bordiga dans telle ou telle question de détail, au cas par exemple où nous ne donnerions pas notre assentiment à cette idée qu'il ne faut jamais fusionner avec d'autres partis et ne jamais former à l'intérieur des autres partis des noyaux à nous.

Je me demande : où donc est le véritable Bordiga? Est-ce celui que nous avons vu dans l'article du 8 mai dernier, ou bien celui que nous avons entendu le 25 juin dans cette salle? (*Applaudissements.*)

J'en viens aux trois questions qui présentent pour Bordiga l'importance la plus essentielle. D'abord, en principe, il estime inadmissible l'union d'un parti communiste avec n'importe quel autre parti; en second lieu il est l'adversaire de la formation de noyaux dans les autres partis et en troisième lieu il est contre l'admission au sein de l'Internationale Communiste de partis sympathisants.

Que peut-on objecter à la fusion du Parti Communiste avec un Parti ou une fraction de Parti qui n'est pas communiste, mais veut le devenir? La fusion des spartaciens avec la gauche des Indépendants après Halle a-t-elle été utile à l'Internationale et au Parti allemand? Oui, sans doute, elle a eu pour résultat final la formation d'un puissant Parti Communiste.

Prenez maintenant un petit pays comme la Belgique. Nous y avions un petit Parti Communiste, qui s'est unifié avec l'aile gauche du Parti social-démocrate, formant ainsi un Parti Communiste plus important. Les Belges ont-ils eu raison? Je pense que oui.

Bordiga raisonne dans l'abstrait. Il ne faut jamais oublier que la IIe Internationale est née trente ans avant nous. Les Partis Communistes se recrutent à la fois dans la jeune génération et parmi les meilleurs éléments de la IIe Internationale. Pourquoi nous prononcerions-nous contre ce qui s'est produit à Halle et en Belgique, contre ce qui se produira demain en Italie, où une fraction du Parti socialiste va nous rejoindre?

Quant à former des noyaux dans les autres Partis, pourquoi pas?

Nous avons décidé que les communistes anglais entreraient dans le Labour Party et ils l'ont fait. Personne ne va demander maintenant qu'ils en sortent. Le Labour Party est un des Partis les plus importants de la IIe Internationale et ses masses sont extrêmement enclines à prêter l'oreille à notre propagande. Nous devons les pénétrer pour les gagner au communisme. Je voudrais bien savoir ce qui détermine Bordiga à se prononcer « en principe » contre.

Troisième question : les Partis sympathisants.

Je connais trois cas de ce genre. Le Parti Communiste ouvrier allemand, le Parti ouvrier américain et le Parti ouvrier finlandais ont fait ou font encore partie de notre Internationale en qualité de sympathisants. Il s'agit maintenant d'admettre ou de ne pas admettre une fraction du Parti socialiste italien, aussi comme sympathisante. Avons-nous eu raison d'accepter au sein de l'Internationale les éléments syndicalistes sympathisants? Oui, cela nous a permis de les éduquer et d'acquérir de nouveaux militants révolutionnaires. De même pour le Parti Communiste ouvrier d'Allemagne, dont les meilleurs ouvriers passèrent à nos côtés, tandis que les chefs montraient leur manque d'esprit révolutionnaire.

Pourquoi Bordiga s'entête-t-il? Dans les trois cas, il a tort. Il dit que, si nous ne lui cédons pas sur ces trois questions, il fera une fraction. Camarades, nous n'aurons pas à choisir, j'espère, entre Bordiga et l'Internationale.

Sur le front unique, Bordiga a essayé du mode humoristique. Bon, dit-il, s'il ne s'agit que du mot de « gouvernement ouvrier », nous voulons bien faire cette concession. Nous avons toujours pensé que ce n'était là qu'un « mot ».

Vous voyez que Bordiga rejoint Radek. Ils s'entendent pour prétendre que nous voulons reviser la tactique du IVe Congrès. Ainsi les extrêmes se touchent. L'extrême-gauche coïncide souvent avec l'extrême-droite.

Je ne suis pas un historien, mais je dois me fonder sur l'histoire. Bordiga a rappelé l'Exécutif élargi qui s'est tenu en février 1922. Il me semble que, plus que tout autre militant, il aurait intérêt à ne pas trop s'arrêter sur ce souvenir. Pourquoi? Je vais vous le dire :

J'y ai pris la parole au sujet du gouvernement ouvrier et j'ai dit « C'est un synonyme de la dictature du prolétariat, tout le reste n'est que déviations social-démocrates. »

Et que disait alors notre ami Bordiga? Il était avec Daniel Renoult et même avec Frossard contre l'Exécutif, contre la tactique du front unique!

La délégation du C. C. italien dirigée alors par Bordiga avait conclu une alliance politique avec la droite française contre l'Exécutif!

Bordiga dit qu'il n'a jamais été contre la tactique du front unique. Or, personne dans l'Internationale Communiste n'ignore



que les camarades italiens ont ostensiblement souligné qu'ils étaient les partisans du front unique seulement dans le domaine économique et pas en politique. Qu'est-ce que c'est que ce point de vue-là? Est-ce qu'il est défendable? C'est une doctrine bien originale, bien « italienne ». Comment peut-on dire que la lutte menée actuellement contre Mussolini soit une lutte uniquement économique et pas politique? La lutte pour la journée de 8 heures est bien économique, mais dans les circonstances actuelles elle acquiert en même temps un caractère politique. Chaque fois que nous adjurons Bordiga d'abandonner cette distinction artificielle et anticommuniste entre lutte politique et lutte économique, il s'y refuse. Il y voit l'honneur et la dignité du Parti Communiste italien. Ce n'est pas un principe, c'est un fétiche.

J'ai plus d'une fois essayé de trouver l'origine de la position fossile des militants italiens type Bordiga. Elle ne réside naturellement pas dans les particularités individuelles de tel ou tel chef. Elle est le produit de toute l'histoire du mouvement ouvrier italien.

La source première est dans l'ancien Parti socialiste qui ralliait sans distinction Turati, Bordiga, Serrati, où tous arrivaient à cohabiter. Maintenant une réaction originale se produit. Elle part du désir d'avoir un Parti Communiste restreint, mais véritablement ferme et pur, quand bien même il faudrait se passer des masses. Ce désir est compréhensible, mais, camarades, trois ou quatre ans ont passé depuis Livourne.

Les événements se succèdent, la révolution se développe, le mouvement italien renaît, la classe ouvrière va bientôt jouer de nouveau un rôle important et rentrera dans le mouvement enrichie d'une expérience abondante. Ce mouvement ne sera plus celui de 1919-1920. Depuis longtemps déjà il faudrait en finir avec tous les fétiches et emboîter le pas à l'Internationale Communiste. Il ne s'agit pas de tracer une démarcation entre le front unique économique et politique, mais de conquérir les masses au moyen de la lutte économique aussi bien que de la lutte politique et de les faire entrer dans la voie qui mène à l'Internationale Communiste.

Les moyens d'action changent selon le pays. Ceux de l'Angleterre ne sont pas ceux de l'Amérique, qui ne sont pas ceux de l'Italie. Les principes rigides doivent être jetés par-dessus bord.

*La situation en Amérique.* — Encore quelques mots au sujet du discours d'Amter sur la situation américaine. Je dois dire qu'Amter rend parfois au mouvement américain des services qui rappellent le pavé de l'ours. L'Exécutif a pleine confiance dans le C. C. à la tête duquel se trouvent Foster et Rutenberg, les deux meilleurs militants d'Amérique. Les deux groupes ralliés par ces leaders doivent travailler de concert sans fractionnement. Nous savons que la situation est sérieuse, mais la ligne est donnée et sera appliquée honnêtement et révolutionnairement.

Il faut que nous aidions les camarades américains et aussi les camarades anglais. Il est vrai que l'on observe certaines dé-

viations de droite, mais ici c'est tout à fait autre chose que pour la droite allemande. Cela s'explique par le manque d'expérience et d'organisation. Ces Partis sont encore jeunes. Il faut que nous leur accordions une aide de bonne camaraderie. Il ne faut pas de lutte de tendance et de fraction. L'Exécutif mettra fin au fractionnisme américain.

Je résume tout ce qui a été dit plus haut. J'estime, camarades, que sans doute il y a des choses à modifier dans les formules, mais la ligne du III[e] et du IV[e] Congrès subsiste. Ce que nous avons à réviser et à liquider, ce sont les altérations opportunistes.

Le prolétariat du monde entier et les chefs social-démocrates et tous nos adversaires peuvent savoir en quoi consistent nos manœuvres stratégiques. Nous n'avons pas à le craindre, camarade Smeral. Dans un certain sens, on peut dire que toute notre tactique n'est qu'une manœuvre et c'est à tort qu'on prête souvent à ce mot un sens péjoratif. Qu'est-ce que cela fait que nos adversaires sachent que nous sommes prêts à manœuvrer quand il le faut? Celui-là se trompe qui suppose que nous projetons l'union politique avec tous les partis politiques. Que le prolétariat international et la social-démocratie contre-révolutionnaire de tous les pays se le disent bien, l'opinion exposée ici par quelques camarades comme Radek, par exemple, n'est pas l'opinion de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste partage le point de vue opposé, le point de vue du marxisme révolutionnaire, du léninisme.

*Il nous faut un Parti mondial léniniste.* — Je termine. Nous avons procédé à un échange d'idées qui a parfois été assez brutal, mais notre idéal ne consiste pas à mélanger le chaud et le froid pour obtenir du tiède. L'Internationale Communiste doit être un monolithe. L'opinion de la droite ne recueillera à ce Congrès qu'une insignifiante minorité de suffrages. Nous nous disputons avec ardeur, nous défendons chaleureusement notre opinion, mais les décisions prononcées par l'instance suprême sont décisives.

Une fois la décision prise, la minorité ne peut plus continuer à agir comme par le passé. Pendant le Congrès « jusqu'à la dernière goutte de ton sang », mais une fois que notre instance juridique suprême, car il n'existe pas pour les communistes de tribunal plus haut que celui-ci, une fois que le Congrès aura promulgué sa décision, il faudra l'appliquer rigoureusement et en plein accord.

Un militant russe qui ne participe pas personnellement au travail international, mais le suit attentivement et a bon œil et bonne ouïe, m'a dit : « J'observe votre Congrès et je remarque qu'il ne ressemble pas aux précédents. » Jadis les délégués n'étaient que des hôtes reçus à Moscou avec joie. Maintenant ce sont des communistes qui détiennent les destinées de leur Parti, parfois important, qui analysent mûrement, qui énoncent des décisions dûment mûries et qui se sentent les égaux des militants russes : ce sont les maîtres de l'Internationale Communiste.

Une nouvelle génération de chefs se lève. Il y a déjà des délégations, par exemple la délégation allemande, qui comprennent des ouvriers ayant à leur actif 5 ans et plus d'incarcération. Ce ne sont plus seulement les militants russes, mais aussi leurs frères étrangers, qui sont désormais pour la révolution des éléments hautement qualifiés. Telle est la physionomie de notre Congrès.



On a beaucoup parlé de bolchévisation des Partis. Il ne faut pas entendre par bolchévisation la transposition automatique en Allemagne et dans les autres pays de l'expérience russe. Ce serait une erreur contre laquelle Lénine nous a déjà avertis. Par bolchévisation, nous entendons que les Partis doivent assimiler ce qu'il y a de général, d'international dans le bolchévisme, Par bolchévisation des Partis, nous entendons une haine intransigeante de la bourgeoisie et de la traîtrise des chefs social-démocrates, l'admissibilité de n'importe quelle manœuvre stratégique dans la lutte contre l'ennemi. La bolchévisation, c'est la volonté irréductible de lutter pour l'hégémonie du prolétariat. La bolchévisation, c'est la formation d'une organisation centralisée, monolithique, fortement cohérente et disposée à se débarrasser fraternellement et en bonne amitié de toute mésentente dans ses propres rangs, comme nous l'enseigne Lénine. La bolchévisation, c'est le marxisme en action, c'est le dévouement à l'idée de la dictature prolétarienne et au léninisme.

Plusieurs des Partis dont il n'a pas été parlé ici ont fait de grands progrès. Prenez, par exemple, le Parti espagnol. Des centaines de militants y ont fait de la prison. Dans ce pays classique du syndicalisme et de l'anarchisme, le bolchévisme est en train de se propager. Un noyau solide d'honnêtes et modestes prolétaires révolutionnaires se forme, qui est prêt à travailler sérieusement à la révolution prolétarienne. (*Applaudissements.*)

De grands progrès ont été également faits par le Parti français que dernièrement encore l'opportunisme rongeait. Le Parti bulgare, lui aussi, a beaucoup appris. Espérons que des récidives d'opportunisme l'épargneront.

Nos sociétés de propagande se sont muées en fortes organisations trempées dans la lutte. A partir de ce V[e] Congrès, nous avons le droit de nous donner le titre de Parti mondial. Le même esprit pénétrera toutes les résolutions du Congrès. Les camarades qui ont défendu d'autres opinions que la majorité se joindront à nos décisions, qui seront le produit de l'expérience et de la pensée collective de ce qu'il y a de meilleur, de plus honnête et de plus révolutionnaire dans la classe ouvrière du monde entier.

(*Applaudissements prolongés. Les délégués chantent* l'Internationale.)

# SEIZIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(27 Juin 1924)

*Président :* GESCHKE.

*Orateur :* BOUKHARINE.

## La Question du Programme

BOUKHARINE. — Nous sommes deux rapporteurs désignés par l'Exécutif, Thalheimer et moi, et nous nous sommes partagé la tâche. Le rapport de Thalheimer ne sera nullement la contre-partie du mien, mais son complément.

Nous avons assez longuement traité la question du programme au Congrès précédent. Les points les plus importants ont déjà été examinés.

Il y avait deux questions sur lesquelles il y avait désaccord. La première est purement théorique : l'accumulation du capital, la théorie de Rosa Luxembourg. Pour la discussion actuelle en séance plénière, nous la laissons de côté, non que nous ne soyons pas en état d'en discuter, ni que nous la tenions pour secondaire, mais uniquement parce qu'elle est trop théorique pour se prêter à un débat dans une si nombreuse assemblée. La deuxième question sur laquelle il y avait désaccord, celle des revendications partielles et des mots d'ordre de transition, a été résolue par le IV^e^ Congrès.

Je ne traiterai donc aujourd'hui que de questions nouvelles, c'est-à-dire non touchées dans les rapports antérieurs. Nous vous proposons, et c'est, je pense, aussi l'opinion de la Commission, d'adopter à ce Congrès un projet qui n'ait pas un caractère définitif, mais serve d'objet à la discussion au sein des Partis.

Nous avons besoin d'un programme d'abord pour faire l'éducation idéologique de nos Partis, ensuite pour fixer les fins et les moyens de notre action et enfin pour démontrer et sceller notre unité.

Je ne partage nullement le scepticisme du camarade Maslow, qui se prononce contre l'adoption d'un programme en général : les préparatifs ne sont pas suffisants, certaines questions purement théoriques ne sont pas résolues. Il propose d'adopter un simple plan d'action. Je pense que cela n'est pas juste, et que les différents documents déjà adoptés par l'Internationale Communiste nous fournissent des matériaux suffisants. Même les questions purement théoriques, à quelques exceptions près, peuvent être considérées dans l'ensemble comme assez étudiées.



Première question, notre conception du monde.

Dans tous les projets qui ont été présentés au IV^e^ Congrès mondial, il n'en était pas dit un mot. Mais l'expérience a fait apparaître la nécessité de traiter cette question. A l'Exécutif élargi, nous avons eu une grande discussion sur la question religieuse. D'autres cas plus subtils pour ainsi dire, sous une forme moins brutale que la question de religion, nous ont indiqué le danger.

Nous remarquons parmi les Partis Communistes, et encore plus dans les Partis social-démocrates, un retour à l'Hegelianisme, philosophie prémarxiste et idéaliste. Parmi les social-démocrates, cette tendance se manifeste le plus violemment chez Cunow, surtout dans ses écrits sur l'Etat. Je ne puis m'étendre sur ce sujet, mais qu'il existe une tendance de ce genre dans la social-démocratie cela ne fait pas de doute. Dans les Partis Communistes, ce retour au vieil Hegelianisme, sans être aussi accusé que chez les social-démocrates, peut, en dépit de sa forme subtile, avoir des suites dangereuses.

Dans le Parti italien, nous avons une déviation idéologique qui pourrait être caractérisée comme un volontarisme idéaliste, en contradiction avec le marxisme. Dans le Parti russe, nous avons aussi des déviations de ce genre, mais sous une autre forme, celle du positivisme agnostique. Tout cela revient à considérer le matérialisme marxiste comme périmé. Ce danger est d'autant plus grand qu'à l'heure actuelle, la science bourgeoise, la philosophie et l'idéologie bourgeoises subissent un processus très marqué de désagrégation, se teintent de mysticisme et peuvent, dans cette époque de trouble général et d'état chaotique, contaminer une partie du prolétariat.

C'est pourquoi le programme doit renfermer un paragraphe sur notre philosophie. Ce paragraphe doit être formulé d'une façon concise et précise. Nous y dirons que nous nous en tenons au marxisme matérialiste révolutionnaire. C'est une formule suffisamment élastique, mais elle est absolument nécessaire pour proclamer notre marxisme révolutionnaire et prévenir les dangers que j'ai brièvement esquissés.

Le deuxième groupe de questions est de nature économique. Ici aussi nous trouvons l'influence de l'idéologie bourgeoise.

Je voudrais présenter au Congrès une critique de l'article du camarade Boris dans *l'Internationale*. Non pas que j'attache une importance quelconque à ses arguments, mais cet article nous révèle le danger sous sa forme la plus grossière et la plus vulgaire. On ne saurait regarder comme fortuit le fait qu'un organe scientifique, à la tête duquel se trouvent des gens instruits, puisse publier de telles sottises, un tel fatras social-démocrate. J'y suis traité de petit-bourgeois enragé, expression passablement ridicule. Boris envoie au diable toute la bourgeoisie et toute la petite-bourgeoisie. Il ne veut absolument marcher avec aucun Parti révolutionnaire des colonies, car ce sont des Partis bourgeois. Il ne veut pas entendre parler de socialisation partielle. Il veut tout socialiser, jusqu'à la corbeille à papier de l'Internationale. L'économie est un tout, explique-t-il, par conséquent il faut tout socia-

liser ou rien. Mais sous cette apparence radicale, nous trouvons mot pour mot une théorie purement social-démocrate et je ne comprends pas comment la rédaction de *l'Internationale* ne s'en est pas aperçue.

Je vous citerai un exemple pour vous montrer de quoi il s'agit. Une des différences principales entre la II[e] et la III[e] Internationale consiste dans la doctrine de l'impérialisme, dans cette doctrine d'après laquelle certains grands Etats exploitent des colonies et en extraient des profits extraordinaires, grâce auxquels ils corrompent certaines catégories de la classe ouvrière, lesquelles forment la base de la politique social-démocrate. Dans cette doctrine nous avons une arme solide contre la social-démocratie, une arme excellente pour établir une liaison entre l'Europe Occidentale et l'Amérique, entre le prolétariat industriel et les peuples coloniaux.

Et maintenant, qu'est-ce que nous propose le très perspicace Boris? Il critique comme suit mon projet de programme :

« Le salaire des ouvriers continentaux n'a pas été élevé par la bourgeoisie pour corrompre les ouvriers au moyen de profits extraordinaires, il n'y a qu'un seul profit qui est créé dans la production par le surtravail. »

Et ceci :

« On ne saurait parler de profits extraordinaires tirés des colonies. »

Et après avoir exposé notre point de vue commun :

« Et on proposera à l'Internationale Communiste d'élever à la hauteur d'un programme ce non-sens visant à la conciliation entre les classes. Les thèses sont encore plus folles dans la section consacrée à la guerre et à l'après guerre. Pour le dix-neuvième siècle Boukharine pouvait utiliser Karl Marx, qu'il a déformé. Pour le commencement du vingtième siècle, il se sert de Hilferding, qu'il reproduit fidèlement, parce que théoriquement il est son élève. Mais il développe aussi des théories à lui et dénuées de sens sur le capitalisme d'Etat. »

Ainsi toute la doctrine du surprofit est antimarxiste, folle, visant à la conciliation sociale, etc. Mais tout d'abord, une petite remarque. Boris dit que cette doctrine n'est pas marxiste, qu'elle est essentiellement antimarxiste : il ne saurait y avoir de surprofit, on ne peut pas, on ne doit pas parler d'exploitation d'un pays par un autre; c'est un non-sens. Prenons un auteur qui n'est en aucune façon un petit-bourgeois enragé, le vénéré Karl Marx. Prenons sa théorie de la plus-value, deuxième volume, deuxième partie :

« La théorie de Ricardo elle-même considère — ce que Say n'a pas remarqué — que trois journées de travail d'un pays peuvent être échangées contre une journée d'un autre. La loi de la valeur subit ici des modifications essentielles. Il y a le même rapport entre les journées de travail des différents pays que dans un même pays entre le travail qualifié compliqué et le travail non



qualifié et simple. Dans ce cas, le pays le plus riche exploite le plus pauvre, même quand ce dernier gagne à l'échange, ainsi que J. S. Mill l'a exposé dans son ouvrage *Some unsettled questions etc.*

Nous voyons que cette doctrine du surprofit des pays riches est bien marxiste. C'est écrit noir sur blanc par Marx. Mais Marx part ici de l'hypothèse — de l'hypothèse seulement — d'un échange pacifique entre les pays. Il ne parle pas des résultats qui découlent de la pression directe de l'appareil gouvernemental. Que devrons-nous dire, si nous prenons en considération ces moyens de force? La question serait claire et compréhensible pour un enfant. Seul le camarade Boris croit que cette doctrine est insensée.

Passons maintenant à son argumentation sur le salaire. Naturellement, si la bourgeoisie corrompt la classe ouvrière, elle ne peut le faire qu'en élevant les salaires. Cela est parfaitement juste. Si vous considérez les Etats impérialistes, il est vrai que l'ouvrier perçoit son revenu sous forme de salaire. Mais là n'est pas la question. On doit se demander pourquoi ce salaire dépasse la moyenne des salaires? On pourrait répondre : les salaires sont plus hauts, parce que la force de travail est autre, parce que sa qualification est plus élevée. Ce serait vrai, mais il faut encore aller plus loin : d'où vient la possibilité pour ces catégories de la classe ouvrière, de transformer leur force de travail en force qualifiée? Voilà à quoi on doit répondre. Naturellement pour le camarade Boris cette question, qui est décisive, n'existe pas. Le salaire de toute aristocratie ouvrière répond à une force de travail plus qualifiée. Mais pourquoi cette force de travail est-elle plus qualifiée? Presque toute la classe ouvrière des pays capitalistes se trouve dans la situation d'une aristocratie par rapport aux parias de la classe ouvrière. Là est la question essentielle. La réponse est donnée par notre doctrine qui a été fondée par Marx, fécondée par Lénine, développée par Engels, et qui est mentionnée dans notre programme russe. Cette question n'existe pas pour le camarade Boris.

Sans ces prémisses, nous sommes désarmés contre l'aristocratie ouvrière, contre la corruption de la classe ouvrière, contre la politique impérialiste. Nous sommes hors d'état d'expliquer théoriquement ces phénomènes essentiels. Engels, comme le savent même ceux qui n'ont pas une grande connaissance du marxisme, parle d'un prolétariat bourgeois en Angleterre. C'est probablement quelque chose d'insensé aux yeux du camarade Boris, puisqu'il ne connaît pas la littérature marxiste.

J'arrive à la seconde question.

Au commencement de la guerre, nous avons vu des économistes bourgeois réellement frappés de folie, inventer pour justifier la guerre impérialiste la théorie de la guerre utile au progrès des forces productives. Il y a eu en effet un grand essor dans la métallurgie, dans les industries de guerre, dans l'industrie lourde, etc. Cet essor conduit à la diminution du chômage. Mais il fallait être bien superficiel pour ne pas remarquer que tous ces

phénomènes n'étaient en réalité qu'un colossal processus de destruction de forces productives et de capital. Les sottises de ces économistes bourgeois ont disparu peu de temps après le début de la guerre. Maintenant, après quelques années, le fougueux Boris, qui n'est nullement possédé ni fou, écrit ce qui suit :

« Boukharine affirme que la guerre a eu pour résultat la destruction d'une quantité extraordinaire de moyens de production. C'est le contraire qui est vrai. »

Et ailleurs :

« On ne saurait parler de destruction de forces productives du fait de la guerre. »

Ainsi quand 10 millions d'hommes ont été tués, cela signifie, d'après le très perspicace Boris, que nous avons reçu un accroissement de forces productives? Quand tant de wagons ont été détruits, cela signifie que nous avons reçu une augmentation des moyens de communications? Les fabriques et les villages dévastés en France et en Belgique, c'est une augmentation de forces productives?

Vous voyez les proportions : les simples libéraux, les pacifistes, les ecclésiastiques, les économistes bourgeois, voient tous plus ou moins les faiblesses économiques du monde capitaliste. Aucun ne les nie. Le social-démocrate, soi-disant marxiste, dit : « Le capitalisme a été fortifié par la guerre. » Cela sonne comme un appel à une nouvelle guerre. Et maintenant surgit un soi-disant communiste, qui tient le même langage. Cette « théorie de la prospérité » n'est pas autre chose que la justification théorique de la guerre impérialiste. Si la guerre impérialiste entraîne une augmentation des forces productives, pourquoi tant de bruit contre elle?

La troisième théorie est celle de la crise.

Nous savons tous le grand débat engagé entre nous et les social-démocrates sur cette question. Les révisionnistes avec Bernstein en tête ont tenté les premiers de démontrer que l'intégration de l'industrie et la formation de monopoles permettront au capitalisme de venir à bout des crises. Il y a différentes nuances dans cette théorie. Sous sa forme la plus grossière elle se trouve chez les révisionnistes purs. Une fois les divergences entre radicaux orthodoxes et ultra-révisionnistes disparues, Kautsky écrit, avant la rédaction du programme de Goerlitz, que nous ne devons plus faire, dans la théorie du développement du système capitaliste, qu'une « place modeste » à la théorie des crises. C'est que le monde capitaliste, d'après lui, est revenu à plus d'harmonie. Quel est notre point de vue à nous? Nous avons bien des fois examiné cette question et prouvé, je crois, que dans une branche de production l'anarchie peut être atténuée par le monopole, mais que les trusts, loin d'empêcher les crises, les reproduiront à une puissance supérieure.

Boris arrive et propose :

« Plus la cohésion organique d'une branche est parfaite et



plus cette branche est systématiquement dirigée. Cela ne conduit pas, naturellement, à l'affaiblissement, mais au renforcement de la concurrence capitaliste. La direction systématique conduit à une limitation systématique de la production, qui remplace partiellement les crises. »

C'est du pur révisionnisme et de la pure social-démocratie.

Il y a encore une autre doctrine social-démocrate. Celle-là prétend que pendant la guerre et la fermentation révolutionnaire il peut se produire des cas où le prolétariat révolutionnaire, s'il veut réaliser victorieusement sa révolution, doit avoir en vue la nécessité de la continuité du processus de production. Ainsi parlent Kautsky, Hilferding, etc. A l'interprétation bolchévique du marxisme révolutionnaire, ils répondent : Soit, nous conquérons l'appareil gouvernemental, mais nous perdons tout crédit, nous fermons les fabriques, etc.

Naturellement, si vous employez les poteaux télégraphiques à faire des barricades, vous ne favorisez pas le développement de la production. La Révolution comme la guerre a ses frais de production : c'est la destruction provisoire des forces productives.

Boris, lui, reconstruit depuis le commencement toute la doctrine de la continuité de la production. Donnons-en, dit-il, la formule mathématique. Il la donne si bien mathématique que de la chute passagère des forces productives il fait un fait absolu. Puis il déclare que Boukharine « voudrait sérieusement que le régime économique du communisme commence littéralement à zéro comme moyens de production et de consommation ». Il passe à l'absolu et puis c'est ma faute. Si, par exemple, mathématiquement, historiquement ou logiquement nous transformons la bêtise relative de Boris en une bêtise absolue, nous obtenons également un beau résultat. Mais il nous suffit d'avoir à faire à sa sottise relative. Qu'est-ce qu'il y a au fond de tout cela? Une restauration de la doctrine social-démocrate, rien d'autre.

La doctrine social-démocrate affirme l'impossibilité de la révolution : avant la guerre les forces productives n'étaient pas assez développées pour permettre la réalisation du socialisme; pendant la guerre la révolution sociale est impossible car les forces productives sont troublées et, après la guerre, il faut attendre que ces forces se développent davantage, jusqu'à ce que survienne une nouvelle guerre et ainsi de suite. Nous avons dans la doctrine de Boris une reproduction agrandie de cette sottise. Voyez le bouquet : négation du surprofit, négation de l'aristocratie ouvrière, la guerre source de prospérité avec justification des social-patriotes, toute une théorie des crises, la doctrine social-démocrate sur la continuité du processus de production... Il y a là certains éléments qui ont l'air très radicaux, mais ce radicalisme cache la crotte social-démocrate.

Lorsque des choses semblables sont écrites par des camarades de la gauche, le danger est encore plus grand, car si la gauche, qui en tactique et en politique s'oriente comme il faut, se permet ces bêtises, elle compromet tout. Aucune considération

de sympathie n'est valable : il faut que nous nous dressions sans miséricorde contre les erreurs et que nous démasquions les camarades qui s'en rendent coupables.

Maintenant je passe à une autre question théorique qui n'a pas été touchée dans les discussions précédentes, celle des crises, non pas comme phénomène spécifique de la période de transition, mais en général. Comme vous le savez, entre marxistes la discussion est ouverte. Il existe deux formules foncièrement différentes : disproportionnalité et sous-consommation. Dans notre projet, nous éviterons ces formules. Je pense que nous devons trouver une expression plus prudente du processus de décomposition du capitalisme. Nous voyons déjà, c'est un fait empirique, la désagrégation capitaliste; mais dans ce vaste processus, nous enregistrons des processus partiels de régénération. Le tableau est donc beaucoup plus varié que nous pensions. Il nous faut chercher une définition transitoire. Je soulève la question, sans plus long commentaire. Il faut avoir en vue une période plus étendue, les processus fondamentaux de la révolution prolétarienne dans son ensemble et ses processus secondaires. J'entends par là que la révolution prolétarienne n'est pas toute la révolution mondiale et qu'il existe d'autres processus de décomposition qui ont une grande portée révolutionnaire, par exemple les crises nationales. Ce ne sont en aucune façon des révolutions prolétariennes, si on les considère isolément. De même les soulèvements coloniaux de plus en plus fréquents sont surtout des mouvements de la petite-bourgeoisie et des éléments nationalistes de la bourgeoisie. Pris séparément, ces processus secondaires ne font pas partie de la révolution prolétarienne. Dans la plupart des cas, ils ne sont pas dirigés par le prolétariat. Mais il ne faut pas les isoler. Dans l'histoire du monde, ils ont une portée révolutionnaire. Et lorsque le prolétariat en prend la direction, il conduit les autres classes, parce qu'elles sont des agents de la révolution mondiale.

Cela peut paraître paradoxal, mais c'est ainsi. Boris n'y comprend absolument rien, il ne voit pas la signification objective de ces processus secondaires.

Il faut mentionner, dans la période de transition et peut-être plus longtemps, la coexistence de formes d'organisation opposées, bourgeoises et prolétariennes, d'une économie prolétarienne et de restes du régime commercial, industriel et financier capitaliste; le tableau est très bigarré. Nous mentionnerons aussi les diverses organisations capitalistes et les formes initiales de la société en construction.

Nous devons signaler qu'après la conquête du pouvoir politique, nous serons en présence de nouvelles lois de l'évolution sociale. La loi du capitalisme est la multiplication des antagonismes, augmentant à chaque étape jusqu'à faire sauter tout le système de production. Après la conquête du pouvoir par le prolétariat, la loi ne sera plus l'exaspération, mais la diminution des antagonismes. Un exemple : diverses formes économiques sont en concurrence; si les antagonismes qui les séparent deviennent de plus en plus forts, toute la société saute; mais nous espérons que la



concurrence évincera peu à peu les formes économiques qui nous sont hostiles. Les antagonismes qui continueront à exister après la conquête du pouvoir politique deviendront de plus en plus insignifiants jusqu'à leur disparition complète et c'est alors que nous aurons la société communiste. Naturellement des conflits peuvent se produire qui porteront un caractère catastrophique, soulèvement de la bourgeoisie ou des gros paysans, etc.

Nous devons encore mentionner l'idée que pendant la période de transition il est nécessaire de faire un bloc du prolétariat et de certaines catégories de la paysannerie. Même à l'intérieur de l'Internationale Communiste se fait jour une dangereuse tendance qui ne veut pas comprendre ce problème des rapports du prolétariat et de la paysannerie. Il est stratégiquement et tactiquement nécessaire que nous considérions les paysans comme nos alliés, mais il ne s'ensuit pas que nous devions nous transformer en Parti ouvrier et paysan. Tout au contraire, mieux nous maintiendrons notre caractère prolétarien, et plus notre politique paysanne aura de succès.

Nous pouvons tracer un parallèle parfait entre notre bloc et le bloc des classes possédantes. Il y a une grande différence entre les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie industrielle, cela ne les empêche pas de faire bloc et de s'offrir mutuellement un appui constant. A ce bloc nous opposons celui des ouvriers et des paysans. La différence entre le prolétariat et la paysannerie n'a pas plus disparu que celle qui sépare la propriété foncière et le capital bourgeois. Mais, de même que toute la classe dirigeante forme bloc, nous devons, tout le long de la période de transition, pour appuyer, consolider et assurer notre politique, former le bloc du prolétariat et de la paysannerie.

Je passe à la nouvelle politique économique.

D'abord un petit avant-propos. Après l'établissement de la nouvelle politique économique, les communistes russes et aussi nos amis étrangers ont tous ou presque tous eu le sentiment d'avoir fait quelque chose de pas tout à fait orthodoxe et d'avoir à se justifier. Ce sentiment nous amena à considérer la nouvelle politique économique presque exclusivement du point de vue de l'opportunité politique, comme une concession politique à la petite-bourgeoisie. Nous ne pensions pas qu'elle était bonne en soi, ni rationnelle, mais seulement qu'elle était exigée par certaines considérations politiques. C'est ainsi que nous considérions les choses, mais il me semble maintenant que c'est juste le contraire qui est vrai. La seule bonne politique économique du prolétariat, la politique qui assure la croissance des forces de production, est ce que nous appelons la nouvelle politique économique. Le communisme de guerre n'était autre chose qu'un brouillon de cette nouvelle politique économique, un brouillon rendu nécessaire par des considérations politiques, par la guerre civile contre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie. Cette idée doit nous être toujours présente. Je dois m'y arrêter.

Camarades, le fait principal, le phénomène essentiel que le prolétariat victorieux aura devant lui après avoir conquis le

pouvoir politique, c'est une extrême diversité des formes économiques. Nulle part, même dans les pays les plus avancés au point de vue capitaliste, les forces de production ne sont assez développées pour que toutes les couches intermédiaires aient disparu.

Nul marxiste ne soutiendra que la révolution sociale ne puisse se produire que le jour où le dernier petit-bourgeois, le dernier artisan, le dernier petit capitaliste aura disparu. Ce serait là une exagération stupide imaginée par nos adversaires pour tourner Marx en ridicule.

Nous avons toujours tous pensé que la révolution sociale se produira, non pas quand le dernier paysan aura disparu, mais quand les antagonismes du système capitaliste auront engendré des conflits sociaux suffisamment violents. Donc, dans tous les pays sans exception, toutes proportions gardées naturellement, nous aurons affaire aux formes économiques les plus diverses, et c'est là le fait essentiel.

Deux autres faits de la vie économique et politique s'y rattachent.

D'abord celui-ci : la diversité des formes économiques engendre la diversité des classes, aux diverses couches sociales. Si nous avons encore des petites entreprises, nous avons des petits producteurs. Si nous avons une petite exploitation rurale, nous avons des paysans; tant que nous avons des petites entreprises capitalistes, nous avons des petits capitalistes et des artisans. A la diversité des formes économiques correspond la diversité des classes et des couches sociales.

De là découle un dernier fait qui joue un grand rôle après la conquête du pouvoir. Si nous le perdons de vue, nous risquons d'élaborer une politique tout à fait inexacte, inopportune et nuisible. C'est la diversité des stimulants économiques : dès que nous avons diverses formes économiques, nous avons aussi divers stimulants économiques. Les motifs qui sont à la base de la production du paysan ne sont pas ceux qui sont à la base de la production du gros capitaliste. Les stimulants des entreprises socialisées sont autres que ceux du gros paysan; même les stimulants économiques du gros paysan ne sont pas ceux du petit paysan.

Comment se pose donc le problème central de notre politique économique? C'est le problème de la coordination et de la subordination relative en premier lieu des formes économiques, en second lieu des classes, en troisième lieu des stimulants.

Nous avons naturellement à consolider l'hégémonie économique du prolétariat. Nos entreprises socialisées doivent posséder l'hégémonie et toutes les autres formes intermédiaires avec leurs stimulants propres doivent être soumis à cette hégémonie.

C'est en quoi précisément consiste l'art compliqué de la politique économique du prolétariat. Si, comme se l'imagine Boris, « il n'y avait ni différences ni oppositions », nous pourrions réaliser le socialisme d'un seul coup. Toute la période de transition est jetée par-dessus bord par notre respecté contradicteur parce qu'elle découle précisément de la nature hétérogène des formes économiques. La période de transition est celle où les plus avancées des formes économiques éliminent les autres par la voie de la concurrence.



On comprend pourquoi nous ne pouvons pas entreprendre la socialisation complète comme l'entend Boris. Ce serait une caricature. Trotsky disait un jour aux ultra-centralistes que leur centralisme consiste à ériger au milieu de la place Rouge un encrier monstre où tous les écrivains de l'Union soviétique devraient venir tremper leur plume. La socialisation totale est impossible parce que les formes économiques, nous l'avons dit, sont extrêmement diverses. Nous ne sommes pas à même de la réaliser; nous n'avons pas l'organisation suffisante pour socialiser tout, jusqu'aux parcelles paysannes. C'est la première raison. La deuxième est politique : c'est que nous dresserions contre le prolétariat vainqueur toute la petite-bourgeoisie et tous les artisans. En troisième lieu, pour socialiser d'un coup une économie disséminée, il nous faudrait une administration gigantesque, dont le coût serait beaucoup plus lourd que celui de l'anarchie actuelle. On l'a vu dans le communisme de guerre. L'hypercentralisation a précisément entraîné une hypertrophie de l'appareil bureaucratique, qui dévorait tout. Maintenant encore, nous souffrons des suites de cette maladie.

La nouvelle politique économique est la seule politique économique juste et réelle du prolétariat. Par politique juste, j'entends une politique qui vise à l'accroissement des forces de production. Si en nous plaçant à ce point de vue, nous faisons la comparaison entre la nouvelle politique économique et la politique économique du communisme de guerre, la différence sera très nette.

Qu'était-ce que le communisme de guerre? C'était la consommation rationnelle des réserves existantes. On saisissait ou réquisitionnait chez chaque paysan, partout, tout ce qu'on pouvait, pour nourrir l'armée et le prolétariat des villes. C'était alors la seule politique praticable, la première manœuvre stratégique qui nous a affermis sur le terrain économique. Nous nous sommes emparés du pouvoir dans les organisations économiques; nous en avons détruit quelques-unes; enfin, et c'est la justification du communisme de guerre, nous avons rationnellement réparti entre les consommateurs les réserves disponibles. Nous ne pouvions pas en même temps encourager les forces productives, cela va de soi. Comment faire progresser l'agriculture, quand nous enlevions tout l'excédent de la récolte? Où était le stimulant économique du paysan? Nous n'avons pas opéré la subordination économique de la petite production, ni par conséquent celle de la classe paysanne et de ses stimulants. C'est pourquoi, au point de vue des forces de production, nous avons subi un recul : les paysans ne voulaient plus produire.

D'où, entre notre politique d'Etat et les stimulants économiques des petits producteurs, un conflit qui rendait la coexistence de ces formes économiques impossible et faisait crier les classes

atteintes. Il est heureux que nous ayons nous-mêmes donné le coup de barre nécessaire.

Je mentionne ici encore un argument de Boris. Il justifie son idée de socialisation totale en disant que l'économie d'un pays est un tout. Cela peut paraître très radical, mais au fond c'est de l'opportunisme. L'économie est un tout, mais un tout plein d'oppositions. Prolétariat et bourgeoisie forment dans un certain sens un tout social, mais un tout qui contient des contradictions. Les formes économiques aussi sont des phénomènes extrêmement contradictoires. Tout est là.

La partie prolétarienne de l'économie (pour parler comme Boris), c'est-à-dire les entreprises socialisées de l'industrie et de l'agriculture, élimineront par la concurrence les formes retardataires du capitalisme privé, les petits producteurs. Auparavant nous pensions à peu près ainsi : nous possédons une partie de l'économie, des éléments qui nous sont socialement hostiles ou semi-hostiles possèdent l'autre; sans en appeler au marché, en nous servant des moyens directs du pouvoir, nous les supprimerons. En réalité, l'expérience, non seulement de la Russie, mais aussi des autres pays, montre qu'on ne sortira de la production anarchique que par le marché, par la concurrence entre l'économie prolétarienne d'Etat, entre les entreprises socialisées et toutes les autres formes économiques. Extérieurement la méthode est celle de l'économie capitaliste. La grosse différence consiste en ce que dans l'économie capitaliste les grandes et moyennes entreprises se trouvent entre les mains du capital privé, il s'établit, entre elles et les grosses entreprises prolétariennes, une concurrence qui est une lutte révolutionnaire, une lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Le phénomène prosaïque de la concurrence devient une forme spécifique et nouvelle de la lutte de classe. D'un côté les grosses entreprises avec un contenu prolétarien, de l'autre des formes qui ont un contenu social tout différent. C'est peut-être ce qu'il importe le plus de comprendre. Car tous les doutes, tous les malentendus, toutes les attaques auxquelles se trouvent en but la Nep et l'état présent de la Russie s'expliquent par l'incompréhension de cette forme entièrement nouvelle de la lutte de classes qu'est la concurrence économique. Extérieurement, tout demeure à peu près comme sous le régime capitaliste, le producteur reçoit son salaire, tout le processus se déroule comme dans la société capitaliste, mais l'important est que sous cette identité formelle il y a une différence de principe. En traitant de l'économie de la dictature prolétarienne, n'oublions jamais qu'à la diversité des formes économiques répond une non moins grande diversité de contenu social.

A cela se rattache, il me semble, la question de la systématisation de l'économie après la conquête du pouvoir. Nous avons pensé jadis qu'il suffisait de calculer, de mettre sur pied un plan et de l'appliquer mécaniquement, sans plus. Maintenant, nous voyons que la difficulté est à la base, dans la réalisation : nous ne pouvons appliquer un plan que si nous possédons la base matérielle indispensable. Cette base existera lorsque les formes



économiques retardataires auront été évincées par les grandes entreprises à contenu prolétarien.

On peut établir un certain parallèle entre la production capitaliste et la production de la période de transition. D'un côté nous avons la centralisation du capital et l'éviction des formes retardataires par la concurrence jusqu'au capitalisme d'Etat. Chez nous, de même : éviction des formes économiques retardataires par la concurrence, centralisation, création d'une base pour une économie rationnelle. Mais la limite n'est plus le capitalisme d'Etat, c'est le socialisme.

Se plaindre qu'on ait cédé aux petits producteurs, cédé même aux capitalistes et toutes sortes d'autres jérémiades du même acabit, c'est n'avoir rien compris aux faits. Dans la phase initiale, la supériorité des grandes entreprises n'apparaît pas, car pendant le processus de désarroi économique général, elles sont difficiles à gérer. Il en est de même dans le domaine commercial : les machines sont là, mais il 'y a pas de demande, pas de capital de roulement pour tout mettre en mouvement. Mais dès que la concurrence commencera entre les grandes et les petites entreprises, nous aurons immédiatement une grande supériorité de la grande production. La capacité de concurrence des grosses entreprises augmentera avec une rapidité croissante. Où voit-on la moindre raison de pessimisme? Nous aurons à traverser des crises, mais ces crises disparaîtront quand sera réalisée l'économie systématisée. Il se peut que nous ayons à enregistrer des crises pendant plusieurs dizaines d'années encore, mais l'éviction progressive des formes économiques non prolétariennes est la seule ligne juste, c'est la perspective de victoire de notre développement social.

La contradiction entre la forme capitaliste et le contenu prolétarien est le problème le plus important et aussi le plus obscur. Mais si nous avons compris ce que je viens d'exposer, la chose en elle-même est simple. Nous avons réellement des formes capitalistes : le salariat, la circulation monétaire au lieu de la répartition des produits; les banques et les bourses, oui, même des bourses, ce sanctuaire de la classe capitaliste; nous avons la concurrence et même le profit dans nos entreprises d'Etat. Mais nous pouvons faire une comparaison avec le domaine militaire : notre armée est très semblable à une armée bourgeoise. Nous pensions jadis que l'armée prolétarienne devait être autrement bâtie : pas de discipline imposée, mais seulement une discipline consciente. L'expérience a montré qu'il ne saurait être question de discipline consciente au sens littéral du mot, bien que naturellement la conscience joue chez nous un rôle infiniment plus grand que dans les autres armées. Nous appliquons diverses mesures de contrainte, même nous fusillons les déserteurs. C'est bien le plus haut degré de la contrainte étatique. Ainsi la structure de notre armée est semblable à celle de l'armée bourgeoise. Mais le caractère social est autre, et c'est ce qui importe.

De même la nouvelle politique économique, qui n'est déjà plus

si nouvelle, renferme de grandes contradictions, non seulement entre la forme et le contenu, mais encore, d'une nature plus sérieuse, surtout dans la phase initiale de la politique économique du prolétariat. Notre économie socialisée se développe, mais l'économie petite-bourgeoise se développe parallèlement. De là une contradiction entre la logique de notre économie et la logique de l'économie des petits capitalistes et des commerçants privés. Ce n'est déjà plus une opposition de forme à contenu, mais une opposition entre formes et forces sociales. C'est naturellement la lutte de classe, sous sa nouvelle forme de l'efficacité économique, qui décidera.

Encore un éclaircissement. J'ai dit que nous arriverons au socialisme à travers certains combats économiques pendant lesquels les grandes entreprises seront entre les mains du prolétariat. En réalité, le processus n'est pas aussi simple, parce que la dictature prolétarienne peut coopérer avec les petits producteurs soumis à son hégémonie. Cela intéresse particulièrement la paysannerie. On peut envisager une situation où le prolétariat et les grandes entreprises prolétariennes font bloc avec les petits producteurs, coopèrent avec eux. Ces petits producteurs, avec l'entreprise privée, constituent un facteur qui n'est pas à négliger.

Quelques remarques sur le communisme de guerre feront comprendre que ce n'est pas la nouvelle politique économique qui est une correction du communisme de guerre, mais bien au contraire que c'est elle la seule politique rationnelle du prolétariat, et que le communisme de guerre en était seulement une variante. Comment cela? Parce qu'il n'était pas dicté par des raisons économiques, mais par les exigences de la lutte politique. Il y a dans bien des cas conflit entre les exigences économiques et les nécessités de la guerre politique. Pendant la période d'insurrection, par exemple, nous détruisons; lorsque nous défendons la patrie, nous détruisons pareillement. Quand nous faisons la guerre à la bourgeoisie et que nous devons briser la petite-bourgeoisie, nous devons prendre des mesures en conséquence : nous devons saisir les sources de leur richesse matérielle. Nous avons tout enlevé au paysan. C'était une nécessité. Mais une nécessité d'ordre militaire. Si nous avions agi autrement, nous aurions été battus. Or, la victoire était la condition préalable de tout notre développement ultérieur. C'est là tout le communisme de guerre.

Je le répète et j'insiste, ces exigences de la guerre politique entraînaient inévitablement dans le domaine économique une chute de la production. Une fois les buts politiques atteints, notre pouvoir consolidé, la dictature du prolétariat mise sur pied — l'hégémonie du prolétariat est déjà un fait et il ne s'agit plus que de mettre en mouvement la production pour l'agrandir — le communisme de guerre devait disparaître. Je ne pose pas la question de savoir laquelle des deux politiques doit être antérieure. Chez nous la politique de guerre a précédé la nouvelle politique économique. Il se peut que dans d'autres pays il en soit autrement.

Je termine. Mais je voudrais dire encore quelques mots de la *question agraire*. Elle a été passablement discutée dans nos congrès. Nous avons les thèses de Lénine et les travaux des commissions. Elle mérite cependant quelques remarques encore.



Entre la II[e] et la III[e] Internationale, cette question creuse un abîme. Il est absolument vrai que la II[e] Internationale n'a accordé presque aucune attention au problème paysan et agraire. Cependant quelques-uns de nos camarades ont tendance à déduire de notre attitude à l'égard de la paysannerie cette idée que, dans l'agriculture, la petite exploitation est presque aussi bonne que la grande exploitation. Nous devrions, d'après eux, organiser des Partis paysans ou transformer nos Partis en Partis ouvriers et paysans. Nous devons souligner au contraire que nous sommes en principe partisans de la grande exploitation agricole. Nous estimons qu'elle est un progrès et que par elle seulement nous développerons les forces productives de l'agriculture.

Seulement la question ne se pose plus comme autrefois. Avant la guerre, au temps de ce qu'on appelle le capitalisme normal, nous avions à balayer les survivances du régime féodal pour dégager notre futur champ de bataille. Nous demandions : qui vaincra, de la grande entreprise ou de la petite? et à l'inverse des révisionnistes nous répondions : la grande exploitation marque un progrès sur la petite. Aujourd'hui nous n'avons plus à faire des pronostics sur le développement de l'économie rurale. Il s'agit de nous trouver un allié contre le capitalisme. C'est une orientation toute nouvelle. Pour cela, aux dépens de la grosse propriété foncière, nous pouvons admettre le morcellement de l'agriculture pour nous gagner les sympathies des paysans, puisque c'est là le but. Il ne s'agit plus d'épiloguer sur la supériorité de la grande exploitation, mais de trouver le moyen de briser le capitalisme. De là découle tout le reste. Pour garder avec nous la paysannerie, nous devons lui donner quelque chose et ce quelque chose diffère selon les pays et selon l'importance sociale relative de la population paysanne. Ces revers du processus révolutionnaire seront compensés plus tard, puisque nous avons les prémisses de la dictature, toute l'industrie entre nos mains et que nous avons la possibilité d'appliquer à l'agriculture des procédés beaucoup plus progressifs.

Il y a ici une remarque importante à faire au point de vue de la théorie. Une des plus grandes contradictions du système capitaliste est que, surtout dans les dernières décades, une sorte d'abîme s'est creusé entre l'industrie et l'agriculture. Il y a une disproportion croissante entre l'augmentation des forces productives de l'industrie et de l'agriculture. L'économie rurale s'est trouvée pour ainsi dire sous le joug de l'industrie : nous pouvons l'en libérer et nous l'en libérerons en abolissant cette disproportion inhérente au système capitaliste. Si, au point de vue économique, nous perdons au morcellement des gros domaines, cette perte sera largement compensée par la coopération paysanne et par l'intervention systématique de l'industrie socialisée dans l'agriculture. Il convient de mentionner ici ce que Lénine a écrit dans son dernier article. Nous avons eu une forme spéciale de « socialisme agraire » ou coopératif même en pleine

prospérité capitaliste. C'était une idéologie tout à fait originale. Elle avait sa base matérielle dans l'organisation des paysans sous l'hégémonie des gros propriétaires et du clergé, syndicats agricoles, coopératives et autres institutions, comme par exemple au Danemark. Naturellement, c'était une utopie, c'était une illusion semi-capitaliste de croire que les tendances surgies sur ce terrain pourraient s'opposer au capitalisme. Mais tout change avec la dictature prolétarienne.

Camarades, nous estimons qu'outre les décisions du IVe Congrès, nous devons avoir dans notre programme une partie tactique et stratégique. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet lorsque la commission se sera prononcée et lorsqu'un projet définitif sera sous nos yeux.

Je me résume. Comme base, je prends les rapports présentés au IVe Congrès. Pour les faits nouveaux, c'est une déclaration de notre philosophie et une étude plus détaillée de la nouvelle politique économique, que je propose de considérer comme la politique économique du prolétariat victorieux.

Je suis contre l'adoption immédiate du programme définitif. J'estime que ce sera bien si nous sortons de ce Congrès avec le présent projet adopté et si nous le proposons à la discussion pour le faire adopter dévnitivement au prochain Congrès.

---

# DIX-SEPTIÈME SÉANCE

*au Grand Théâtre de Moscou*

(27 Juin 1924, soir)

*Président :* ZINOVIEV.

*Orateur :* RYKOV.

## La Situation économique de l'Union Soviétiste et les Résultats de la discussion dans le P. C. Russe

Rykov. — Au IVe Congrès, Lénine et Trotsky ont été rapporteurs sur la question russe. Lénine n'est plus, mais, à ce Ve Congrès, il aurait eu à souligner de bien plus grands succès qu'il n'a pu le faire il y a dix-huit mois.

La nouvelle politique économique était principalement dirigée, dans l'idée de Lénine, du côté des paysans. Dans ses principes fondamentaux, c'était la liberté pour les paysans de disposer des produits de leur travail. On peut considérer qu'à l'heure actuelle les dispositions principales de cette nouvelle politique économique ont été mises à exécution. Il y a quelques mois, une loi a été publiée sur l'impôt agricole unique, qui est entièrement payable en argent : nous avons exclu des rapports entre le Gouvernement et les paysans les dernières traces de prestations en nature, nous avons basé ces rapports sur le principe du libre échange des marchandises.

*Les résultats de la nouvelle politique économique.* — Mettre en lumière la situation économique de la Russie Soviétiste à l'heure actuelle, c'est donc faire le bilan de la nouvelle politique économique. Ce sujet est tellement vaste que je me limiterai à trois domaines principaux : 1) l'industrie et la condition de la classe ouvrière; 2) l'agriculture et 3) la circulation des marchandises et la circulation monétaire.

Comme terme de comparaison, nous prenons encore les chiffres d'avant-guerre. A vrai dire, le régime d'avant-guerre ne peut aucunement être considéré comme l'idéal d'un Parti et d'un Etat socialiste, puisque nous avons fait la révolution d'Octobre pour changer ce régime. Je ne doute pas que, dans le courant des années prochaines, nous ne soyons plus obligés de prendre comme terme de comparaison ce qui existait, mais ce qui doit être, c'est-à-dire la réalisation des fins que nous nous proposons pour une période immédiate de trois ou de cinq années.

**L'état de l'industrie et la condition des ouvriers**

A l'heure actuelle nous possédons environ 45 % de l'industrie d'avant-guerre. Ce chiffre en lui-même n'est pas énorme. La plupart des pays capitalistes peuvent en offrir de bien plus élevés. En valeur absolue, il ne saurait donc être considéré comme consolant. Cependant il prend un autre caractère si l'on observe la dynamique.

*La dynamique de notre industrie.* — En 1920, nous n'avions que 15 % de l'industrie d'avant-guerre; nous avons donc triplé. Ce n'est déjà pas si mal. Bien que jusqu'ici nous soyons en deçà de la plupart des pays bourgeois, nous nous développons beaucoup plus vite que n'importe lequel d'entre eux. Si nous continuons avec la même vitesse, dans un avenir rapproché non seulement nous les rejoindrons, mais nous les dépasserons. Chaque année apporte une plus grande amélioration que l'année précédente.

*L'industrie légère.* — Cette augmentation de l'industrie n'est pas égale dans toutes les branches, et l'industrie légère reprend beaucoup plus vite que l'industrie lourde. Nous connaissons déjà quelques sections de l'industrie légère qui ont atteint le niveau d'avant-guerre, et dans l'ensemble la somme de sa production dépasse 50 % d'avant-guerre. L'industrie électro-technique, par exemple, accuse 90 %. De même l'industrie linière a presque retrouvé son niveau ancien.

Afin de montrer le rythme du développement dans les diverses branches, je choisirai comme exemple le coton : en 1920 la production de cotonnades était de 1 million de pouds, à l'heure actuelle nous en avons 5, soit une augmentation de 5 fois. Dans ce domaine, l'outillage de nos fabriques nous permet des développements ultérieurs dont la limite ne dépend que de la capacité d'absorption du marché et des fonds disponibles. Cet exemple n'est pas unique.

*L'industrie lourde.* — L'état de l'industrie lourde n'est pas aussi satisfaisant. Nous avons longtemps vécu sur les provisions de minerai et de métaux léguées par l'époque antérieure, et il n'y avait aucune nécessité pressante d'intensifier la production. Ce n'est que dans les derniers temps que s'est fait sentir le manque de fer et de minerai.

On peut juger du développement de la métallurgie d'après les données suivantes : la fabrication de la fonte, de 7 millions de pouds en 1920-21, est passée à 35 millions. Dans la première année de la nouvelle politique économique, l'augmentation a été de 3 millions, dans la deuxième année de 8 millions, dans la troisième, d'après des données encore approximatives, elle doit atteindre 20 millions. Le chiffre absolu est encore très insignifiant.

*Le combustible minéral.* — Nos progrès sont beaucoup plus grands pour le combustible minéral.



Tous ceux qui ont longtemps vécu en Russie connaissent ces graves crises de combustible, cette disette complète que la Russie a connue avant et après octobre. Ils savent également que pendant ces dernières années il ne s'est plus produit aucune crise de chauffage dans l'Union des R. S. S. Au contraire nous avons un excédent, et nous commençons à l'exporter. Notre budget du combustible a également changé : il se compose en grande partie de combustible minéral, tandis qu'auparavant il était réduit principalement au bois.

Nous avons un excédent de pétrole, et l'exportation des produits pétroliers à l'étranger est bien près de son niveau d'avant-guerre.

Je me bornerai à ces données, d'ailleurs fort incomplètes. Elles montrent, je le répète, qu'à l'heure actuelle nous n'avons pas encore atteint les résultats nécessaires. Mais de mois en mois et d'année en année le développement de notre industrie s'accélère.

*La situation financière de l'industrie.* — Cet accroissement de la production a eu sa répercussion dans l'amélioration de la situation financière de l'industrie. Autrefois, la plupart de nos trusts fonctionnaient à perte ou ne donnaient qu'un bénéfice tout à fait insignifiant, mais déjà dans l'exercice 1922-23 les prélèvements sur les profits de l'industrie en faveur du Gouvernement s'élevaient à environ 20 millions. Pour l'année courante on peut prévoir qu'ils donneront au moins 40 millions. L'industrie est non seulement remise sur pied, mais commence à rapporter, quoique encore trop peu.

Au IV[e] Congrès, Lénine déclarait que nous avions déjà accumulé 20 millions et dans ces 20 millions il comprenait le commerce extérieur, le profit bancaire et tous les revenus de l'industrie. Cette année l'industrie seule nous donne environ 40 millions. Une grande partie de ce bénéfice reste d'ailleurs dans l'industrie même, afin d'élargir son capital de roulement et de contribuer à sa restauration. La balance active du commerce extérieur nous donne environ 100 millions. N'ayant pas de chiffres sous la main, je ne puis vous donner une idée de ce que rapportent nos banques. Mais dans tous les cas le chiffre de leurs bénéfices est incomparablement supérieur à celui que Lénine avait présenté.

*La situation de la classe ouvrière.* — L'amélioration de l'industrie ne pouvait pas ne pas amener une amélioration du sort de l'ouvrier, détenteur du pouvoir politique. La classe ouvrière pendant ces trois dernières années s'est accrue numériquement et a relevé sa situation matérielle. Et à ce propos, ainsi que je l'ai fait remarquer pour l'industrie, je ne voudrais pas que les membres de l'Internationale Communiste puissent penser un instant que nous regardons cette situation comme idéale et bonne : nous reconnaissons que nous n'avons pas encore le minimum nécessaire. Mais, nous l'améliorons chaque année.

*La classe ouvrière s'accroît.* — Parallèlement au développement de l'industrie, la classe ouvrière a augmenté numériquement. Vers le milieu de 1922, sa force numérique était estimée à environ 1.260.000. Maintenant elle doit s'élever à 1.600.000. Dans ce chiffre ne sont pas compris les cheminots qui sont environ 1.000.000 : environ 800.000 ouvriers permanents et 200.000 ouvriers temporaires. Nous ne comptons pas non plus le prolétariat du commerce, des bureaux, de l'Instruction Publique, ni enfin cette masse d'ouvriers saisonniers qui sont employés aux coupes de bois, aux tourbières, etc...

De novembre 1922 à février 1924, le nombre des ouvriers s'est accru dans l'industrie du combustible de 151.664 à 207.737; dans la métallurgie de 246.759 à 281.691; dans le textile de 312.000 à 374.000. Ce processus se poursuit encore : si l'industrie textile, pendant cet été, a intensifié sa production d'environ 30 %, le nombre des ouvriers a du naturellement s'accroître en proportion. Dans l'ensemble, dans les quinze derniers mois, la quantité des ouvriers employés dans l'industrie d'Etat s'est accrue d'un cinquième.

*Le chômage.* — Parallèlement à l'augmentation indéniable du nombre des ouvriers occupés, nous remarquons une augmentation du nombre des sans-travail inscrits à la Bourse. Ce nombre oscille autour d'un million. Il a été plus élevé.

C'est là un fait regrettable, avec lequel il faut lutter à tout prix. Parmi les chômeurs, un quart appartient à la catégorie des ouvriers industriels, les autres sont des employés de bureau et de manœuvres. Je dois dire que, pour ma part, je n'ajoute pas une foi complète à cette statistique officielle de nos Bourses du Travail. Je n'y crois pas parce que, en vertu des conditions d'embauchage qui sont exposées dans notre législation et qui sont impitoyablement appliquées, chacun chez nous s'inscrit à la Bourse du Travail. Là s'inscrivent tous les artistes et tous les chanteurs sans-travail et une quantité innombrable de « demoiselles soviétistes » (employées non qualifiées). Là s'inscrivent non seulement ceux qui cherchent du travail, mais ceux qui le refuseraient si on leur en offrait et qui recherchent simplement les avantages et les faveurs accordés à la qualité de chômeur. A maintes reprises, nous avons constaté que lorsque nos autorités judiciaires arrêtaient quelques spéculateurs pour les déporter dans la région de la Pétchora (dans le Gouvernement d'Arkhangel), ils étaient infailliblement inscrits comme chômeurs à la Bourse du Travail. C'est pourquoi il me semble que les chiffres officiels dépassent les proportions du véritable chômage. Mais dans l'ensemble il faut reconnaître une augmentation.

Une première cause est l'exode des campagnes vers la ville. Pendant la période du communisme de guerre, de multiples ouvriers quittèrent la ville pour la campagne. Tant que la situation dans les villes et la condition des ouvriers restèrent sans amélioration, l'attraction de la ville sur la campagne était absolument nulle. Je me souviens que nous cherchions autrefois le



moyen de rappeler dans les fabriques et dans les usines les ouvriers partis à la campagne. Maintenant, grâce à l'amélioration de la situation, il n'en est plus besoin.

La deuxième raison est une mesure excellente, qui n'a malheureusement pas été appliquée avec assez de rigueur : je veux parler de la diminution des administrations de toute sorte, soviétistes, industrielles, commerciales, coopératives et autres. Cette mesure a engendré un certain chômage parmi les éléments intellectuels et petits-bourgeois où se recrutent les employés. C'est pourquoi dans la statistique citée plus haut, la place des ouvriers industriels est seulement de 25 %. Les autres 75 % comprennent, avec les manœuvres, le personnel des bureaux.

Enfin, une autre source de chômage est la démobilisation de l'armée, que nous avons effectuée au printemps de cette année.

*La lutte contre le chômage.* — Quel est le principal remède contre le chômage? A mon avis, c'est le développement de l'industrie. Si nous avions disposé de grandes ressources pour la lutte contre le chômage, j'aurais proposé de les employer en premier lieu à donner du travail aux chômeurs en faisant marcher les usines qui sont encore fermées.

L'assistance aux chômeurs s'effectue par l'intermédiaire des caisses d'assurance. Les Conseils des Commissaires du Peuple d'Ukraine, de Russie et des autres Républiques ont voté des ressources spéciales, très modestes il est vrai, pour l'organisation de travaux publics. De même certains Comités Exécutifs locaux. Mais le principal remède consiste dans la politique du Parti qui s'efforce de développer notre industrie et d'augmenter le nombre des ouvriers employés.

*Le salaire augmente.* — Je ne dirai rien de la journée de travail, puisque sous ce rapport nous avons la législation la plus parfaite du monde. Grâce au contrôle des syndicats et des comités d'usine, elle est appliquée avec la plus grande exactitude. Quant au salaire actuel, évalué d'après sa puissance d'achat, il varie entre 65 et 75 % d'avant-guerre. Dans ce chiffre ne rentrent pas toutes sortes de privilèges et de faveurs que reçoivent les ouvriers des fabriques et des villes dans la jouissance des services municipaux. Il est évident que c'est insuffisant. Mais pendant ces deux dernières années, le salaire moyen a augmenté de deux fois et demi; depuis le dernier congrès de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire en un an et demi, il a passé de 40 % à 65 et 70 % d'avant-guerre. Il augmente donc constamment et marche de pair avec l'industrie. Pendant les trois mois prochains, les salaires seront relevés de 10 % dans les deux branches les plus en retard, les chemins de fer et le textile. Il faut ajouter que, même dans l'industrie textile, nous avons déjà des salaires dépassant ceux d'avant-guerre dans certains trusts et dans certaines fabriques. Cela ne signifie nullement que l'aisance soit atteinte. Nous estimons nécessaire au contraire d'éle-

ver les salaires dans le textile au-dessus du niveau d'avant guerre, parce qu'alors c'était le travail le plus mal payé.

Dans les quelques mois qui ont précédé le V[e] Congrès, l'augmentation du salaire s'est ralentie d'une façon considérable et je dois dire que ce ralentissement a été appuyé par les ouvriers eux-mêmes. Pendant ces derniers mois, le Gouvernement et le Parti ont effectué la réforme monétaire, dont le succès réclamait la plus grande réduction possible des dépenses. Il faut que nous émettions le moins de papier possible, que nous restions dans les limites qui garantissent ce papier de toute dépréciation. La période de la réforme monétaire doit être regardée comme celle où la classe ouvrière s'est montrée particulièrement consciente, où elle a consenti des sacrifices pour assurer la stabilité de notre monnaie. C'est là la conquête la plus précieuse de la période écoulée.

*La productivité du travail.* — Pour en finir avec l'industrie, j'indiquerai encore un fait de la plus haute importance, qui, aux yeux de chaque économiste, montre d'une façon décisive à quel point la reprise industrielle est sérieuse : la production a augmenté plus vite que le nombre des ouvriers employés. Cela montre que la productivité de l'ouvrier et que l'organisation de notre industrie se sont améliorées.

Cependant je suis loin de prétendre que nous ayons résolu complètement le problème de l'élévation du rendement. Il reste encore des progrès à faire.

*Le rôle du capital privé indigène dans l'industrie.* — Un des camarades de l'Internationale Communiste m'a demandé quelle était l'importance du capital privé dans l'industrie de l'Union des R. S. S. Sur cette question je me bornerai à citer un chiffre : les entreprises privées donnent seulement 4 % de toute la production industrielle. Entre les mains du capital privé, il ne reste que des entreprises n'occupant pas en moyenne plus de 17 ouvriers chacune. Cela montre que le rôle du capital privé dans l'industrie est tout à fait insignifiant et que de ce côté il n'y a pas lieu de craindre son envahissement.

Les transports ferroviaires, fluviaux ou maritimes sont complètement entre les mains de l'Etat.

*L'usure de l'outillage.* — Notre point le plus faible, et je ne crois pas possible de cacher aux camarades de l'Internationale Communiste les lacunes et les points faibles dont nous souffrons, c'est l'usure de notre outillage industriel. Nous n'avons pas de ressources suffisantes pour restaurer convenablement le capital constant de l'industrie, pour élever la technique de la production à un degré supérieur. Le processus d'accroissement que je vous ai décrit s'est produit avec l'outillage, avec les fabriques et les usines que nous avons hérités de la société capitaliste et du régime tsariste. Dans les dernières années, nous n'avons pas bâti une seule usine importante. Seulement à présent les premières usines sont en voie de construction et seront bientôt terminées; elles sont construites d'après le dernier mot de la technique,



mais elles n'appartiennent qu'à certaines branches, qui ne sont pas classées au premier rang : à l'industrie du verre, à l'industrie chimique, à l'industrie du bois, etc...

*L'électrification.* — L'électrification est à peu près la seule chose nouvelle que nous ayons introduite jusqu'ici au point de vue du perfectionnement de notre technique. Et encore nous n'allons pas aussi rapidement que cela serait nécessaire et que nous l'avions nous-mêmes projeté il y a quelques années. L'année prochaine nous inaugurerons plusieurs nouvelles centrales; celles du Volkhov avec 55.000 kilowatts, Chatour avec 32.000 kilowatts, Nijni-Novgorod avec 20.000 kilowatts, Chterovka avec 20.000 kilowatts et un certain nombre d'autres d'une puissance inférieure. En 1924 nous n'avons pu donner à l'électrification que des crédits très limités, environ 51 millions de roubles.

*Nos progrès sont dus à l'accumulation intérieure.* — Le dernier Congrès National du Parti a adopté une résolution sur la nécessité d'accélérer le développement de l'industrie métallurgique et de l'électrification. Mais cette accélération est conditionnée par l'accumulation que nous réalisons à l'intérieur du pays. Jusqu'à présent, nous avons restauré notre économie en présence d'un blocus continuel de la part des pays bourgeois. Nous conversons avec Mac Donald comme nous avons conversé autrefois avec Lloyd George et jusqu'à présent à peu près avec le même succès. Nous n'avons conclu aucun traité et nous ne sentons pas du côté adverse un grand désir d'arriver à une entente pour la mise à notre disposition d'un emprunt et de l'investissement des capitaux libres d'Occident dans notre économie.

*Les concessions.* — Cependant notre accumulation socialiste est assez rapide. Elle s'augmente d'année en année et nous a donné la possibilité au dernier Congrès de voter une résolution aux termes de laquelle nous devons nous montrer plus prudents dans l'attribution des concessions. C'est pourquoi dans nos conversations avec Mac Donald nous aborderons le sujet des concessions avec beaucoup plus de précaution qu'avec Urquart, bien que Mac Donald appartienne à la II[e] Internationale, et que Urquart n'y appartint pas. Je ne veux nullement dire que nous soyons devenus hostiles à toute attribution de concession; mais nous pèserons beaucoup plus attentivement les côtés avantageux et les côtés désavantageux que nous ne l'avons fait autrefois. Nos exigences augmentent.

Le rôle du capital concessionnaire à l'heure actuelle n'est pas plus important que celui du capital privé indigène.

### L'Agriculture et le Paysan

Notre Union des Républiques socialistes est une contrée agricole par excellence. Sur 130 millions d'habitants, environ 100 millions sont des paysans. Notre économie agricole se compose de petites exploitations, d'exploitations paysannes, et c'est là son caractère distinctif. Nous n'avons aucun grand domaine, aucune

« fabrique de grain » et de viande. De toutes les terres qui ont été confisquées au moment de la Révolution d'octobre et qui, si je ne me trompe, atteignaient 30 millions d'hectares, nous avons presque tout distribué aux paysans.

*Les entreprises modèles.* — L'Etat n'a conservé qu'environ 2 millions d'hectares de terre cultivable ou non, qui doit être employée à monter des entreprises molèles, pour la culture des semences, pour l'élevage des chevaux, etc..., etc... Le rôle de ces exploitations modèles consiste à mettre sous les yeux des paysans des exemples concrets de méthodes perfectionnées de culture et de jardinage, à aider les paysans à relever leur exploitation, en mettant à leur disposition de meilleures semences, du bétail reproducteur, etc...

*L'état de l'économie rurale.* — L'exploitation paysanne est donc le fondement de la production agricole. Il y a de 18 à 20 millions de ces exploitations.

Pendant le communisme de guerre, l'économie rurale était fondée sur le monopole et sur l'impôt en nature. Seul le Gouvernement avait le droit de faire le commerce des grains. Les paysans étaient forcés de remettre au Gouvernement tout l'excédent de leurs produits, en dehors de la quantité strictement nécessaire aux besoins de leur exploitation, c'est-à-dire à l'ensemencement de leurs champs et à la consommation de leur famille et de leurs bêtes. En outre, des masses de paysans furent mobilisés : pendant la guerre civile nous avions sous les armes plus de 5 millions d'hommes, dont la majeure partie se composait de cultivateurs et d'ouvriers agricoles. Les blancs mobilisaient de leur côté ceux des régions qu'ils occupaient. Les paysans étaient épuisés d'une part par la mobilisation de la main-d'œuvre et de l'autre par la réquisition du bétail et des chevaux. Le front arriva parfois presque aux portes de Moscou, et à chaque fois qu'ils avançaient, Koltchak, Dénikine et autres effectuaient chez les paysans des réquisitions de grain, de bétail et quelquefois même d'ustensiles et d'outils.

Le paysan perdait ainsi tout intérêt à produire, d'où une grosse réduction de la surface ensemencée. La nouvelle politique économique reconnaissant au paysan le droit de disposer des produits de son travail, en payant seulement un impôt au Gouvernement, donna une impulsion gigantesque à l'économie rurale. Le communisme de guerre avait suscité des protestations en masse des paysans. La nouvelle politique économique a, au contraire, scellé l'alliance de l'ouvrier et du paysan et a fait disparaître les émeutes paysannes.

*L'assainissement de l'économie paysanne.* — En prenant comme base le niveau d'avant-guerre, la surface ensemencée a diminué en 1920 de 12 %, en 1921 de 22 % et en 1922 de 34 %. Après 1922, revirement : le paysan commence à se remettre des suites de la famine, et en 1923 nous avons seulement une réduction de 23 %. A l'heure actuelle la surface ensemencée oscille entre 85 et 90 % de la moyenne d'avant-guerre.



L'augmentation de la production paysanne est prouvée par la crise de l'automne dernier.

Il y eut une baisse des prix due à ce que les quantités disponibles de produits agricoles étaient supérieures aux besoins du marché intérieur : nous avions un excédent de plus de 200 millions de pouds. L'agriculture ne peut poursuivre son développement sans à-coups qu'à condition que nous conquérions le marché extérieur. Dans notre économie nationale, nous n'avons pas deux plans contigus, l'économie rurale et notre industrie, mais un triangle dans lequel le commerce extérieur avec l'Europe Occidentale forme obligatoirement un côté. Autrement, nous ne sommes pas en mesure d'établir entre l'agriculture et l'industrie l'équilibre nécessaire au développement rapide de notre agriculture. Nous avons déjà exporté sur la récolte de 1923 environ 180 millions de pouds de blé. Cela nous a donné la possibilité de relever de plus de 60 % le prix des céréales, d'égaliser sensiblement ces prix sur le territoire de l'Union et de cette façon de rapprocher la lame inférieure des « ciseaux » représentant les prix de l'agriculture de la lame supérieure représentant les prix des articles manufacturés.

Autre caractéristique de cet essor de l'économie rurale : en 1922, nous avions environ 55.000 hectares plantés en coton au Turkestan et en Transcaucasie, en 1923 200.000, c'est-à-dire quatre fois plus, et en 1924 400,000, donc une nouvelle augmentation du double. Cependant, nous n'atteignons encore qu'un peu plus de la moitié de la surface d'avant-guerre, et cette année, pour satisfaire aux besoins de l'industrie, nous avons été obligés d'importer une quantité de coton à peu près égale à celle que nous récoltons.

*Les perspectives.* — Dans l'économie générale de l'Union des R. S. S., la récolte a une importance de tout premier ordre, et ses proportions, par suite de la technique peu développpée, dépendent en grande partie du temps et des conditions climatériques. La surface ensemencée, comme je l'ai dit, est supérieure à celle de l'année dernière; mais, d'après les prévisions actuelles, la récolte sera à peine égale à celle de l'année dernière. Il y a donc une diminution du rendement à l'hectare.

De cette façon, nous aurons la possibilité, après satisfaction des besoins du marché intérieur, de continuer l'exportation du blé à peu près dans les mêmes proportions que l'année dernière, c'est-à-dire environ 200 millions de pouds.

La particularité de la récolte de cette année consiste dans une distribution beaucoup plus disparate que l'année dernière. Nous avons une bonne récolte en Sibérie, autour de Moscou, dans la région centrale, et nous avons de nouveau une mauvaise récolte dans certaines régions qui avaient déjà souffert de la famine en 1921, c'est-à-dire dans la région des Allemands de la Volga, dans la province de Tsaritsyne, dans une partie du gouvernement de Saratov et une partie du gouvernement de Stavropol. Cette mauvaise récolte concerne un peu moins de 1/5 du terri-

toire qui avait souffert en 1921. En ce qui regarde le rendement moyen par hectare, il est à peu près le même dans les régions sinistrées qu'en 1921.

*Le secours aux régions déficitaires.* — Le Comité central du Parti et le Conseil des Commissaires du Peuple, dans la conviction que le pays possède maintenant tous les moyens d'éviter une calamité dans les régions sinistrées, estiment qu'il est nécessaire de venir immédiatement au secours du paysan. La première chose à faire consiste à maintenir la surface ensemencée dans ces régions et le Gouvernement a déjà pris des mesures pour qu'elle ne soit pas diminuée d'un seul hectare l'année prochaine. Nous le pouvons sans imposer de sacrifices trop lourds à l'Etat et sans nous adresser à aucune société de secours américaine ou autre. En automne, nous devrons fournir aux paysans des régions déficitaires des semences pour les semailles d'automne; pour cela il faudra prendre 10 millions de pouds sur les 200 millions d'excédent attendu, ce qui est en définitive assez peu.

Mais la mauvaise récolte a considérablement dérangé nos calculs. Nous espérions que l'année prochaine établirait un record, ferait faire un bond à toute notre économie. Les prévisions primitives étaient éminemment favorables, on attendait 400 ou 500 millions de pouds d'excédent pour l'exportation à l'étranger. Ce programme se trouve réduit.

*La circulation des marchandises.* — Je passe maintenant à la question qui a été l'un des points de départ de la discussion dans notre Parti : la crise de vente et les méthodes employées par le Comité Central du Parti pour la combattre.

Un délégué m'a fait remarquer, dans un entretien, que si nous avions un plan à notre disposition, nous pourrions nous dispenser de l'examen de la question des crises dans la Russie Soviétiste. J'ai répondu à ce camarade que je le désirais aussi. Si l'Internationale Communiste voulait nous indiquer comment faire, nous exécuterions son programme immédiatement, dans les délais prévus et conformément au calendrier, mais le camarade qui me parlait ainsi n'a pas pu me donner cette recette.

*La crise d'automne.* — Le trait caractéristique de la crise a été la réduction de l'écoulement des marchandises, la dépression des marchés, dans une saison où on était précisément en droit d'attendre une animation commerciale. Il faut attribuer ce phénomène au brusque écart entre les prix des produits agricoles et ceux des articles manufacturés (les « ciseaux »). En octobre, les produits industriels avaient renchéri trois fois plus que les produits agricoles, par rapport à la situation d'avant-guerre.

Grâce à cette disproportion, l'industrie se trouva tout à coup devant un marché fort réduit pour l'écoulement de ses produits. Pendant une première période de la nouvelle politique économique, qui avait duré un an et demi, elle avait prospéré principalement en approvisionnant le marché intérieur de la ville, c'est-à-dire la population urbaine et celle des usines et fabriques.



La ville était assez riche pour donner à l'industrie la possibilité de s'accroître pendant cette première période. Le salaire des ouvriers et des employés augmentait proportionnellement à la cherté et maintenait la puissance d'achat. Jusqu'à l'automne dernier, le marché urbain absorbait 70 % de la production totale de notre industrie et seulement 30 % s'écoulait dans les campagnes.

Bientôt, la ville se trouva saturée et l'élargissement du marché ne pouvait, dès lors, s'effectuer qu'au profit des campagnes. La condition de la conquête du marché rural était le rapprochement des prix industriels et agricoles, ou, en d'autres termes, la baisse des produits industriels et la hausse des produits agricoles.

Lorsque les camarades ont lu dans la presse étrangère le compte rendu de notre discussion, ils ont peut-être pensé que, chez nous, les fabriques se fermaient, les ouvriers étaient congédiés et les organisations économiques en pleine banqueroute. Je dois dire que, même à l'époque de la crise et de la discussion sur la crise, non seulement il n'y eut pas de fermetures de fabriques en grand, ni de renvois en masse d'ouvriers, mais la courbe de notre industrie, en ce qui concerne le personnel employé et le rendement, continua à accuser une tendance ascendante.

Le semestre pendant lequel s'est produite la crise montre une augmentation importante de la production industrielle par rapport au semestre précédent. La question des mesures préventives fut posée assez opportunément pour empêcher des conséquences fatales.

D'un côté, par suite des achats intensifiés de blés par le gouvernement, pour l'exportation, achats qui, à bref délai, égalisèrent les prix et les relevèrent de plus de 150 %, et d'un autre côté, par la baisse forcée des produits industriels (en moyenne de 25 %), on obtint entre les prix une proportion qui rendit possible le placement des produits industriels sur le marché paysan, et déjà au mois de février, nos bourses du travail constatent une animation du marché et un élargissement de la circulation des marchandises, sans exemple même dans les mois les plus favorables d'avant la crise.

A partir de janvier-février de l'année courante, nous avons une situation beaucoup plus favorable à l'agriculture que ne l'avait espéré notre commission nationale du plan, lorsque se manifestèrent les premiers symptômes de la crise.

*Les causes des crises.* — Au moment de notre discussion, l'opposition rendit la majorité du Comité Central et le gouvernement responsables de la disproportion des prix. Elle prétendait que cette disproportion était due à ce que nous n'avions pas appliqué assez vigoureusement le « plan » économique. En réalité, le mal n'est pas dû à l'absence de plan, mais à l'anarchie de l'économie capitaliste, dont nous n'avons pas encore pu nous débarrasser en cinq ans.

Le désaccord entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie n'a pas été créé par nous. Il a sa racine dans l'histoire. Quand la classe ouvrière et l'industrie auront conquis une situation prépondérante, en d'autres termes, quand elles auront la première place, qui appartient, à l'heure actuelle, à l'agriculture avec ses 100 millions de paysans, alors nous n'aurons plus besoin de la nouvelle politique économique, et la Nep entrera dans le domaine du passé.

Bien comprendre cela, c'est comprendre le rôle fondamental de la nouvelle politique économique, c'est-à-dire de l'époque de transition. Dans nos objectifs de l'époque de transition, dans les conditions particulières où nous sommes, rentrent précisément l'accroissement de la classe ouvrière en nombre, en organisation et en conscience et le développement de l'industrie. Ce processus entraînera une diminution progressive de la disproportion entre l'agriculture et l'industrie.

Nous avons hérité du passé russe précisément la plus grande disproportion qu'on puisse trouver dans n'importe quel pays d'Europe : 100 millions de paysans en face de 30 millions de population urbaine. Là se trouve la source des crises.

*Le marché.* — Le danger des crises est aggravé par l'organisation insuffisante de notre marché et par les obstacles qui s'opposent à cette organisation. Le communisme de guerre ne nous a légué aucun système d'organes commerciaux, nos relations avec le paysan reposant sur l'impôt en nature. Nous sommes entrés dans la nouvelle politique économique avec une industrie nationalisée, avec des transports nationalisés, mais sans aucune organisation du commerce et de la circulation des marchandises. Il a fallu créer de toutes pièces l'appareil commercial et le marché. L'Etat ne pouvait avoir ni les hommes ni les moyens pour organiser d'un seul coup le commerce au sein d'une population de 130 millions. C'est pourquoi, sur le marché, les organes gouvernementaux ont pu seulement s'emparer, jusqu'à présent, de presque tout le commerce de gros, de la moitié du commerce de demi-gros, mais le commerce de détail était, l'automne dernier, pour 85 % entre les mains du commerçant privé et du capital privé. La disproportion entre l'agriculture et l'industrie, avec un marché non organisé et le rôle prépondérant du capital privé dans le commerce de détail, peut naturellement engendrer toutes sortes de crises.

Le Comité Central, les conférences et le dernier Congrès National du Parti, ont reconnu que, dans la phase présente de la nouvelle politique économique, la question principale était celle de l'organisation du marché et du commerce.

Nos efforts, pendant les deux premières années de la nouvelle politique économique, furent principalement consacrés à la restauration de l'agriculture et de l'industrie; maintenant, nous devons surtout penser à organiser le commerce et la circulation.

Sur ce terrain, en dehors de celle que j'ai déjà indiquée et



qui consiste dans la faible organisation et dans la faible préparation de nos organes commerciaux à la conquête du commerce, nous nous heurtons encore à d'autres difficultés découlant de la nature même des relations commerciales. Le commerce est un point d'aboutissement où se rencontrent et entrent en contact pratique deux éléments tout à fait différents de notre vie économique. L'un est l'organisme commercial d'Etat, avec son organisation compliquée, avec sa comptabilité, avec son initiative fatalement limitée par les règlements, avec l'envergure relativement considérable de ses opérations, imposant nécessairement une certaine analyse préliminaire des conditions du marché, en un mot, le capitalisme d'Etat avec les méthodes qui en découlent; l'autre élément est le consommateur disséminé, non organisé et ne se prêtant pas, jusqu'à présent, à une évaluation, même relative, de ses besoins et de ses demandes.

*La coopération.* — L'organisation du marché doit s'effectuer principalement par la coopération. C'est pourquoi le mouvement coopératif sous la dictature ouvrière acquiert une toute autre importance que dans la société bourgeoise. Au moyen de la coopération, on ne saurait changer le régime capitaliste, ni renverser la bourgeoisie, mais après la conquête du pouvoir par le prolétariat, la coopération est un facteur de tout premier ordre pour la reconstruction socialiste de la société. Seule, la coopération nous permet, en règle générale, d'organiser le petit producteur et le consommateur, d'organiser les paysans et de les lier à l'industrie d'Etat. Les premiers succès de notre politique économique ont pour condition préalable le succès de notre campagne pour la coopération.

*La coopération et le capital privé.* — Pourquoi cette question est-elle si importante pour nous à l'heure actuelle? C'est parce que, dans le domaine de la circulation des marchandises et du commerce, se trouve le gros noyau du capital privé, et que là seulement, il peut rapidement se développer, s'organiser, s'enraciner, se consolider et faire sentir son influence non seulement économique, mais encore politique.

Dans la chaîne des rapports commerciaux entre le petit producteur rural disséminé et la grande industrie organisée, peut se glisser l'intermédiaire privé, le capitaliste privé, surtout si la coopération n'est pas suffisamment développée. Profitant alors de l'organisation insuffisante du marché, l'intermédiaire ou le capitaliste privé peut s'emparer de la position dominante, d'abord dans la sphère du commerce de détail et ensuite plus loin. Le seul moyen d'éviter la dictature de l'intermédiaire et du capitaliste particulier dans le commerce de détail est l'organisation des consommateurs en coopératives, les mettant directement en rapport avec le commerce d'Etat. Ces coopératives ne pourront naturellement conquérir une place prédominante que si elles arrivent à vendre meilleur à meilleur marché. Les progrès de la coopération et du commerce d'Etat indiqueront l'accroissement de l'élément socialiste contre l'élément bourgeois

sur le seul secteur de notre front économique où le capital privé puisse être pour nous une menace.

Le Parti a pris pour mot d'ordre l'organisation du marché, de façon à donner aux organes gouvernementaux et à la coopération la haute main sur le commerce de détail comme sur le commerce de gros.

*L'organisation du commerce n'est pas la condamnation de la Nep.* — On a vu dans ces directives une intention d'abandonner la Nep. Du moins, elles ont été ainsi interprétées par les Nepmens (les commerçants privés) et par ceux qui les soutiennent. J'ai rencontré cette explication dans les organes de la presse menchéviste et socialiste-révolutionnaire. Ils se figurent que, lorsque nous avons introduit la nouvelle politique économique, nous voulions garantir aux capitalistes privés l'hégémonie pleine et entière du marché. C'est un malentendu, car on ne saurait trouver cela dans aucune de nos résolutions. Mais, d'un autre côté, nous n'avons pas non plus mis à l'ordre du jour la liquidation du capital privé dans le commerce.

Notre politique tend à renforcer la coopération et le commerce gouvernemental, afin de les mettre en mesure de devenir les maîtres du marché et du commerce. Nous devons arriver à ce but à tout prix. Si les principales positions économiques dans l'industrie et les transports se trouvent entre nos mains, nous ne pouvons pas admettre que les relations entre l'industrie d'Etat, c'est-à-dire la classe ouvrière, et l'agriculture, c'est-à-dire la classe paysanne, se trouvent en grande partie aux mains des capitalistes privés.

Nous n'avons nullement l'intention de prendre aucune mesure administrative ou disciplinaire contre le commerçant privé, mais nous prenons toutes les mesures économiques pour aider et faciliter le développement de notre commerce d'Etat et de notre coopération, tant du côté de l'industrie que du côté financier et fiscal. Nous avons toujours accordé, et nous accorderons encore, aux questions du commerce une si haute importance que, sur la décision du Parti, nous organisons, à l'heure actuelle, un Commissariat du Commerce intérieur, dans les attributions duquel entrent l'organisation du marché, le soutien et l'encouragement, par tous les moyens possibles, de notre commerce coopératif et d'Etat.

### Les Finances

Je passe maintenant aux finances. La situation financière reflète excellemment l'économie politique de la République; c'est un miroir et une preuve de la justesse de notre politique économique.

*La réforme financière.* — Le fait le plus important de notre politique financière, c'est la réforme monétaire qui vient de s'achever. S'il n'y avait aucune statistique sur aucune question, et si l'écrivain futur, par exemple, dans trois ou quatre cents ans, n'avait à sa disposition qu'un seul document, celui par



lequel, en 1924, au mois de juin, l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes termine la réforme monétaire, il serait obligé de conclure que dans cette période nous avons joui d'une période de prospérité et de grand essor économique. (*Applaudissements*). Il est complètement impossible qu'un pays économiquement en décadence puisse opérer la réforme monétaire comme nous l'avons fait.

L'ancienne monnaie soviétiste a rendu de grands et précieux services. Elle a servi pendant la révolution et la guerre civile. Mais, pour les classes laborieuses, et en premier lieu pour les paysans, la diminution de sa puissance d'achat prenait la forme d'un impôt véritable et très lourd. L'Etat lui-même a perdu l'année dernière, rien que pendant le temps nécessaire au transport de l'argent reçu par ses Caisses, environ 100 millions de roubles. Chaque paysan, chaque ouvrier étaient lésés quotidiennement par la baisse de leurs roubles dès qu'il leur restait entre les mains une somme, si minime qu'elle fût. L'ouvrier perdait à chaque jour de retard dans le paiement de son salaire. Il n'y avait aucune possibilité d'amasser; l'argent, comme un charbon ardent, brûlait la main, et chacun s'efforçait de s'en débarrasser au plus vite. Lorsqu'on m'apportait des bilans où étaient additionnés les roubles-papier pour toute une année, je me disais qu'additionner ces roubles, du 1er janvier au 31 décembre, revenait à peu près à additionner des livres sterling avec des pfennig. De tels bilans ne donnaient aucun idée de la situation financière d'une entreprise. La cherté des prix, entre autres causes, était provoquée par ce fait que, dans le prix des marchandises, on comprenait encore la garantie de la perte éventuelle sur le cours de l'argent. Il était d'ailleurs impossible d'établir où finissaient le prix normal et le profit normal, et où commençait la spéculation. Tout cela désorganisait au suprême degré le marché. Il devenait impossible de calculer le prix de revient, de prévoir les dépenses; il était impossible d'établir un budget.

*La monnaie stable et le plan.* — Grâce à la réforme monétaire, il nous a été possible pour la première fois de baser notre économie sur un plan et d'établir une comptabilité dans les usines, dans les trusts, etc., de diriger vraiment notre économie.

Pour l'opérer, il fallait de grandes restrictions dans les dépenses et dans les recours à l'émission. Il fallait ramener nos dépenses au niveau des ressources réelles à percevoir sous forme de revenus non fiscaux et par la mise en circulation de monnaie métallique et opérations de crédit.

Nous terminons l'exercice 1923-1924 avec un déficit beaucoup moindre que celui de l'année dernière, bien que notre budget se soit augmenté cette année de plus de 400 millions de roubles : 1.765 millions de roubles au lieu de 1.335, ce qui donne une augmentation de plus de 30 %.

Pour combler le déficit, l'année dernière, nous avons eu recours à l'émission pour une somme de 380 millions de roubles,

tandis que, cette année, nous n'y avons recours que pour 170 millions, réduction de moitié.

Les derniers mois de l'année budgétaire courante seront équilibrés sans aucune émission. Le budget du prochain exercice 1924-1925 prévoit un total de 2.100 millions de roubles, et nous nous proposons de nous passer complètement d'émissions, ou d'y recourir encore plus faiblement que cette année.

Je borne là mon exposé de notre situation financière. Il témoigne que le pays, à l'heure actuelle, est entré dans une ère de consolidation et de progrès.

Telle est la situation dans les principaux domaines de notre vie économique. Peut-on la regarder comme bonne? Je ne dirai pas cela. Nous ne faisons encore que nous approcher, qu'aborder la réalisation de nos tâches essentielles, nous entrons dans la première classe de la construction socialiste.

*Formons des organisateurs ouvriers.* — Organiser une économie socialiste dans un des pays les plus en retard et les moins cultivés, sans aucun soutien et sans aucune aide des puissances riches, voilà une tâche extraordinairement compliquée. Au IV[e] Congrès de l'Internationale Communiste, Vladimir Iliitch a consacré une partie de son discours à nous prêcher l'instruction. Nous nous instruisons, disait-il, par les fautes que nous faisons chaque jour. Nous n'avions aucune expérience en matière d'administration gouvernementale. Jamais dans l'histoire personne n'avait encore poursuivi la solution de problèmes, ni exécuté des travaux comme ceux qui s'imposent au Parti Communiste russe. Nous nous instruisons à nos risques et périls. Et à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas encore dire que nous ayons traversé le premier cycle d'enseignement préparatoire. La formation de la classe ouvrière, sa préparation à assumer la direction du premier pays socialiste du monde, se poursuivent dans des expérience concrètes, dans des réalisations particulières, en essayant de lier ensemble les différentes parties de notre économie...

C'est pourquoi le Parti recherche de nouveaux talents d'organisation au sein de la classe ouvrière, des hommes pour lesquels l'organisation de la société socialiste soit comme leur affaire personnelle, et qui aient une compréhension adéquate de tous les problèmes que la société soviétique et le Parti sont appelés à résoudre.

Notre appareil administratif comprend des centaines de milliers d'employés, dont l'écrasante majorité ont reçu leur empreinte définitive, ont acquis leurs habitudes dans l'ancienne société. Demeurant la plupart neutres à l'égard des problèmes vitaux du Parti et de la classe ouvrière, ils ne peuvent apporter au travail cet enthousiasme et cette conscience qui sont nécessaires à l'exécution rapide des tâches posées par le Parti. Des déformations petites-bourgeoises, des déviations bureaucratiques sont donc inévitables.

C'est pour changer et perfectionner cet appareil que le Parti



a réorganisé la Commission Centrale de Contrôle. Redresser l'administration, mettre des ouvriers d'usines au courant de son fonctionnement, préparer de nouveaux militants ayant acquis dans les commissions de contrôle l'expérience de l'organisation et de la direction, voilà l'une des principales missions de la nouvelle Commission et de ses organes.

Afin de faire passer une quantité suffisante des membres du Parti par les commissions de contrôle, la composition de ces dernières a été considérablement élargie. La Commission Centrale, avec ses organes provinciaux (dans 51 provinces), compte 800 membres, dont 70 % sont des ouvriers d'usines. Les commissions font participer à leurs organes auxiliaires une grande quantité d'ouvriers sans-parti.

*La liaison avec les masses.* — Nous ne pouvons être garantis contre les difficultés politiques que si les organisations ouvrières participent avec nous à la construction politique et économique. Les syndicats, tout en ayant, comme le Parti, a veiller aux intérêts des ouvriers, doivent en même temps être une école de construction économique. La discussion a révélé que la liaison entre les organisations syndicales et les ouvriers, entre les organes du Parti et les ouvriers sans-parti laissait beaucoup à désirer. Dans certains cas, nous avons vu une rupture ou un danger de rupture. De même, on pouvait craindre l'éloignement des organes dirigeants du Parti (les comités de provinces et de « rayons ») de la masse des membres. Ces phénomènes ne portaient pas un caractère général, mais ils semblaient symptomatiques et, par là même, dangereux. S'ils se répandaient et se développaient, ils pouvaient entraîner une sérieuse maladie.

*La lutte contre l'apathie, la routine et le bureaucratisme dans le Parti.* — Au nombre de ses principales tâches, chaque parti ouvrier doit compter la direction des masses sans-parti et le maintien d'un contact immédiat et étroit avec elles. Chez nous, cette liaison est assurée par un grand nombre d'organisations soviétiques et syndicales, par des conférences d'ouvriers sans-parti, par des « conférences de production », par les assemblées générales d'ouvriers, par la création de cellules spéciales d'encouragement à un grand nombre de fonctions économiques, par les organisations du Parti, par la participation des ouvriers sans-parti à nos organes de contrôle, etc., etc.

Dans la période de la guerre civile et du communisme de guerre, la tâche principale était la défense de la République et du pouvoir socialiste, L'élément coercitif jouait nécessairement un grand rôle. La guerre terminée, le niveau matériel s'élevant en même temps que l'initiative de la classe ouvrière, les méthodes du communisme de guerre n'étaient plus à leur place. Il était nécessaire d'en effacer les dernières traces. C'est le but que poursuivit notre résolution sur la démocratie intérieure du Parti. Elle fut adoptée à l'unanimité. Elle ne souleva aucune objection. Après cela, on était en droit de croire que tous se mettraient à l'œuvre pour l'appliquer avec la même unanimité. Et

c'est précisément lorsque nous commençâmes à vouloir la réaliser, que se déclancha la discussion.

*La discussion.* — La discussion se répandit dans le Parti de haut en bas, dans des proportions vraiment « bolchéviques », et je pense, inconnues en Europe. Il m'est arrivé, personnellement, de discuter une fois depuis 6 heures du soir jusqu'au lendemain matin 10 heures. Le sujet principal de la discussion était les attaques contre le C. C., en particulier l'accusation d'incapacité. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir des hommes politiques proférant une telle accusation contre l'organe dirigeant de leur parti et qui ne demandent pas en même temps sa démission. Pour ma part, je dois dire que, s'il m'était donné de voir un C. C. plaçant le pays au bord de l'abîme, grâce à son aveuglement et à son incapacité, j'exigerais immédiatement sa démission et la convocation du Congrès.

De cette façon, la discussion avait été précédée d'accusations sans exemple. Ces accusations étaient basées sur le prétendu danger d'une crise qui devait se développer dans l'économie nationale et dans le Parti et qui n'a pas eu lieu. Et comme cette crise ne s'est pas produite, le sol s'est écroulé sous les pieds de l'opposition... En ce qui concerne ses prétentions essentielles, la discussion est donc liquidée.

*Le Parti et l'appareil.* — Sous prétexte de démocratie, l'opposition lança le mot d'ordre : refondre tout l'appareil du Parti, le briser.

Qu'est-ce que l'appareil du Parti? C'est le Comité Central, ce sont les comités provinciaux, ce sont les comités régionaux, les secrétaires, etc., tout ce qui contribue à son fonctionnement. Refondre tout l'appareil, faire que ce ne soit plus lui qui commande le Parti, mais que ce soit le Parti qui lui commande, qu'est-ce que cela signifie? Le Parti, pendant les congrès, propose des résolutions et, dans les limites de ces résolutions, c'est le C. C. qui a toujours commandé et commandera toujours. De même en ce qui concerne les congrès provinciaux et les comités et pour tout le Parti.

Il n'est pas juste d'opposer le Parti à l'appareil et l'appareil au Parti. Le Parti est l'organisation des partisans d'une même doctrine, mais on ne saurait organiser les partisans d'une même doctrine sans des organes appropriés, et ces organes ne sont autre chose que l'appareil. Cette opposition de l'appareil au Parti et du Parti à l'appareil est petite-bourgeoise et anarchiste. L'erreur est grave, vu la complexité de la situation qui existe chez nous. Dans l'un de ses derniers articles, Lénine a attiré spécialement l'attention sur ce point et c'est pour ainsi dire son testament : en Russie, nous avons la dictature d'un prolétariat noyé numériquement dans une mer d'éléments petits-bourgeois.

Certaines catégories de membres du Parti ne peuvent pas ne pas sentir le contre-coup de ces états d'esprit qui se rencontrent dans certaines classes et dans certaines couches de la



population. Nos militants de l'appareil économique, de par la nature même de leur activité, se trouvent en contact perpétuel avec les éléments bourgeois de la nouvelle politique économique. Nous ne pouvons naturellement nous porter garants que l'idéologie bourgeoise ne contaminera jamais quelques-uns d'entre eux. Tout cela favorise la naissance au sein du Parti de toutes sortes de déviations petits-bourgeoises, écho des processus qui se développent dans le pays tout entier.

*Le Parti et les groupements.* — Notre Parti ne peut se maintenir au pouvoir que s'il reste absolument compact et indivisible. La dictature de la classe ouvrière dans l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes repose sur l'alliance avec les paysans. Cette alliance à son tour repose sur l'unité du Parti. Nous avons encore toutes sortes de formes économiques et, par conséquent, d'intérêts matériels et de tendances politiques. Si des fractions et des groupements surgissent à l'intérieur du Parti, ils deviendront, par une fatalité inéluctable, des centres d'attraction pour les tendances bourgeoises. La discussion nous en a offert un exemple frappant. L'opposition qui s'est organisée pendant la discussion et qui a conduit la lutte contre la majorité du C. C. est devenue le centre d'attraction des forces hostiles, tant à l'intérieur du pays qu'au delà de ses frontières.

*Les anciens et les jeunes.* — Un deuxième dissentiment important éclata sur la question des anciens et des jeunes. Il existe chez nous une expression particulière : « la vieille garde » ; nous entendons par là les membres du Parti qui ont reçu le baptême du feu, qui se sont faits bolchéviks dans la période illégale du Parti et qui, parfois, comptent une ancienneté de plusieurs dizaines d'années de travail révolutionnaire. Au moment de la discussion, Trotsky exprima l'opinion que la jeunesse était le meilleur baromètre, la meilleure expression de l'état d'esprit du Parti et de la classe ouvrière; en ce qui concerne la vieille garde, l'histoire connaissait des cas où elle avait dégénéré. Par exemple, la direction du Parti allemand, dégénéré en un parti bourgeois, s'est éloignée des ouvriers et de la révolution. Il n'était pas dit que la même dégénérescence pouvait nous arriver, mais tout le monde vit dans cet exemple une allusion subtile à cette possibilité. Naturellement, la vieille garde ne pouvait laisser passer ces attaques qui constituaient non seulement une manœuvre stratégique, mais aussi une faute politique. Il est faux de prétendre que la jeunesse étudiant dans les établissements d'instruction supérieure soit le meilleur baromètre de l'état d'esprit de la classe ouvrière et le meilleur critérium de l'activité du Parti. Le principal baromètre de l'état d'esprit politique, le seul véritable critérium de l'exactitude de sa politique, la seule base inébranlable, est la classe ouvrière, les ouvriers d'usines, et nous n'admettons aucune exception sur ce chapitre. La jeunesse des établissements d'instruction supérieure comprend ceux qui ont quitté l'usine, qui ont déjà brisé avec la production et la classe ouvrière et qui se transforment en intellectuels rouges. Mais

même lorsque, chez nous, tous les intellectuels seront rouges et communistes, même alors, le Parti aura sa base fondamentale de classe dans l'ouvrier d'usine et non dans l'intellectuel. (*Applaudissements*).

Dans notre vieille garde, nous n'avons d'ailleurs rien qui puisse ressembler à Scheidemann. Cette vieille garde, durant plusieurs dizaines d'années, a porté le poids de la lutte avec le capitalisme, avec le tsarisme, et a créé l'organisation du Parti bolchévik léniniste. (*Applaudissements*). Notre Parti n'offre aucune concurrence entre les anciens et les jeunes. Au contraire, les anciens attendent avec impatience d'être relevés, car nos rangs fondent, et il nous est déjà difficile de les compléter.

*La faute capitale de l'opposition.* — Une partie de l'opposition soutint même la nécessité de permettre les fractions et les groupements et l'autre réclamait la liberté des « groupements ». Mais la différence entre une fraction et un groupement est à peu près celle qui existe entre un pionnier et un jeune pionnier. Cette attitude était justifiée par l'absence prétendue de danger pour l'unité du Parti et pour son hégémonie politique. Et voilà ce qui était erroné et dangereux.

Dans les conditions politiques de notre pays, avec le rapport existant entre la classe ouvrière et la classe paysanne, en présence de la formation de différentes couches bourgeoises sur la base de la nouvelle politique économique, de la différenciation de la population paysanne et de l'accroissement du groupe des paysans aisés, dans cet ensemble de faits gît la possibilité de groupements politiques variés influant sur notre Parti. A cela, il faut ajouter l'influence bourgeoise venant de l'étranger, car notre Etat est, dans le monde entier, le seul exemple de dictature de la classe ouvrière. Le Parti Communiste dans l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, est non seulement le parti dirigeant, mais le seul grand parti légal. Il agit dans un pays qui est peut-être plus riche en influences petites-bourgeoises que la plupart des pays d'Occident; ces influences doivent nécessairement avoir un écho dans certains groupes de notre Parti. Les conditions au milieu desquelles se déroule l'activité du Parti recèlent des possibilités de scission. C'est pourquoi le Congrès du Parti a interdit spécialement la formation de toute fraction.

Nous voyons une conception petite-bourgeoise dans le fait de représenter notre Parti Communiste comme composé de multiples groupements, le C. C. du Parti et la politique du Parti n'apparaissant plus que comme un trait d'union entre ces groupements. C'est ouvrir la porte non pas seulement au relâchement de l'unité et de la discipline, mais à la formation éventuelle et à l'existence légale au sein du Parti de fractions qui ne seraient en définitive que le résultat d'influences petites-bourgeoises.

*Les anciennes discussions et la dernière discussion.* — L'opposition à laquelle nous avons eu affaire a un caractère distinct. Du temps de Vladimir Ilitch, nous avons eu trois discussions, sur les syndicats, sur le centralisme démocratique et sur l'opposition ouvrière. Chacune de ces oppositions à été condamnée par le Parti et par Vladimir Iliitch lui-même comme petite-bourgeoise. L'opposition ouvrière a été condamnée en tant que déviation anarchique et syndicaliste. Dans les signatures des documents que nous avons reçus, dans les listes des rapporteurs qui ont parlé contre le C. C., vous retrouverez les chefs de la vieille opposition du centralisme démocratique, condamnée à cause de son caractère petit-bourgeois, les partisans de l'opposition de Trotsky dans la question des syndicats et enfin les représentants de l'opposition ouvrière.



Pour la première fois dans l'histoire de notre Parti, toute l'opposition s'est fondue en un seul bloc et pour la première fois cette opposition unifiée n'a pas reçu une seule voix au Congrès. (*Applaudissements*).

*La défaite de l'opposition.* — Après le XII[e] Congrès, certains membres de l'opposition prétendirent que nos Congrès et nos Conférences se passaient sous une telle pression que toutes les voix discordantes étaient étouffées. Mais aux temps où Lénine luttait personnellement contre Sapronov et Trotsky, il exerçait une pression bien plus forte que la nôtre, par son autorité et son énergie. Nous n'avons pas l'autorité dont jouissait le camarade Lénine et c'est peut-être ce qui explique que les différents éléments de l'opposition se soient réunis. Les élections elles-mêmes ont eu lieu dans des conditions qui favorisaient tout particulièrement l'expression de toutes les opinions dans le Parti. Nous avons eu le Congrès le plus nombreux de l'histoire de notre Parti, puisque les proportions de la représentation avaient été doublées. Les élections ont eu lieu quelques mois après la discussion, lorsque toutes les questions litigieuses avaient été mises en lumière dans la presse et dans les réunions, après l'adoption de la résolution sur la démocratie dans le Parti, dans laquelle il est dit que tous ceux qui tenteraient de fermer la bouche à un camarade pendant l'examen des questions dans les cellules seraient passibles de poursuites devant le tribunal du Parti. Or, l'opposition n'a pas reçu une seule voix, et le Congrès a adopté à l'unanimité la résolution blâmant l'opposition comme entachée de déviations petites-bourgeoises. (*Applaudissements*).

*
**

Après le rapport de Rykov, les représentants des cellules communistes des grandes usines de Moscou prennent la parole pour saluer le Congrès et pour lui faire connaître l'attitude des communistes de Moscou dans la discussion du Parti. Tous les orateurs déclarent que la classe ouvrière de Moscou a soutenu résolument la résolution du XIII[e] Congrès et qu'elle repousse les déviations petites-bourgeoises de l'opposition.

KOLAROV répond au nom du Congrès; il exprime aux ouvriers et ouvrières de Moscou les remerciements du Congrès et promet que le Congrès fera tout pour mener le prolétariat à la victoire.

# DIX-HUITIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(28 Juin 1924)

*Président :* GESCHKE.

*Orateurs :* THALHEIMER, GESCHKE.

## La Question du Programme *(suite)*

THALHEIMER. — Boukharine vous l'a déjà dit, ma tâche ne consistera pas à faire un contre-rapport, mais à compléter son rapport en profitant des débats qui ont eu lieu jusqu'ici. Sur l'essentiel, nous avons pu arriver au plus parfait accord. Je vous informerai brièvement du point où en sont les questions litigieuses qui ont joué un rôle au Congrès précédent.

La première question discutée fut celle de l'accumulation, c'est-à-dire la théorie de Rosa Luxembourg sur l'accumulation du capital. Nous sommes convenus de l'écarter pour le moment du texte du programme. Une discussion théorique doit être mûrie avant d'être conclue.

La deuxième question, peut-être la plus importante, qui ait été touchée au dernier congrès, est celle des revendications transitoires et des mots d'ordre partiels : doivent-ils faire partie du programme général de l'Internationale, ou non? Le IV[e] Congrès a décidé que les revendications transitoires et les mots d'ordre partiels seront inscrits, en principe, dans le programme général, et en détail dans les programmes nationaux. Il est généralement connu que Lénine a eu une part décisive à ces décisions et il n'y a pas lieu de les changer.

Mes explications se borneront principalement aux débats qui ont eu lieu jusqu'ici au sein de la commission du programme. Je ne m'étendrai pas sur tous les détails, mais je ne rapporterai que sur les points qui peuvent servir à éclaircir la discussion actuelle et à faciliter la discussion future.

Je suivrai l'ordre chronologique.

Le premier point développé en détail par Boukharine est la question des formes de transition du capitalisme au socialisme, de la *Nep* et du communisme de guerre, en tant qu'ils ont une importance générale. Au sujet de la *Nep* et de l'importance qu'elle aura au delà de la Russie dans les autres pays comme préparation au socialisme, il n'y a pas eu de divergences d'opinion; nous étions tous d'accord avec Boukharine. Cependant une discussion intéressante s'est engagée au sujet du communisme de guerre; la question discutée était celle-ci : le communisme de guerre, en tant qu'étape précédant généralement la *Nep*, est-il nécessaire oui ou non?



La seconde question était de savoir sous quelle forme nous devons faire entrer au programme le fait que la *Nep* est d'une importance générale. Il fut décidé que l'on n'accepterait pas dans le programme la *Nep* sous sa forme concrète, mais seulement son contenu.

Quel est ce contenu? Calculation capitaliste, conservation de la monnaie, trusts, banques et bourses. Pour résumer : formes capitalistes, en changeant fondamentalement leur contenu.

Il est peut-être intéressant de mentionner que Marx a prévu les contours généraux de cette transition du capitalisme au socialisme que nous appelons la *Nep*. Je vous rappellerai le troisième tome du *Capital*, puis les commentaires au programme de Gotha, où il dit que la transition devra se faire par les formes économiques héritées du capitalisme, et que ce n'est que plus tard, au cours d'une évolution où nous nous débarrasserons aussi de ces formes, que nous pourrons entrer dans le communisme.

Arrivons au communisme de guerre, que je dois défendre un peu contre Boukharine. En quoi consiste le communisme de guerre? Au fond, c'est la consommation rationnelle et centralisée, adaptée aux besoins de la guerre. Il a pour condition l'existence de réserves rendant possible la vie économique. Il faut toujours insister sur la présence de ces réserves. La politique du communisme de guerre n'aurait pas été possible en Russie sans les réserves laissées par le tsarisme.

Quelle est la caractéristique du communisme de guerre au point de vue économique? La suppression de la monnaie, l'extrême centralisation, l'interdiction du commerce libre, la paralysie du petit commerce et la réquisition dans les campagnes. Pour juger de la place que le communisme de guerre doit occuper dans le programme, il faut se rappeler qu'il n'est pas sorti d'articles préalables du programme du P. C. R., mais bien des exigences de la stratégie révolutionnaire.

Il y aurait deux exigences principales.

Premièrement, il fallait chasser la bourgeoisie des positions économiques qu'elle pouvait utiliser pour la lutte politique. Mais les positions économiques qui furent détruites, le furent au delà de toute mesure économique, à cause de la stratégie révolutionnaire qui voulait l'écrasement complet de la bourgeoisie. C'est une nécessité qui dure jusqu'à ce que la bourgeoisie soit vraiment terrassée et se soumette au pouvoir de la classe ouvrière, à la dictature prolétarienne.

Deuxièmement, il fallait approvisionner l'armée et la population industrielle des villes. Il faut noter que ces réquisitions ont eu lieu à une époque où les ouvriers des villes avaient donné aux paysans la terre, de sorte que les vivres qu'ils leur enlevaient ne constituaient qu'un acompte versé à la classe ouvrière pour cette terre.

En cherchant la formule générale des rapports de la *Nep* avec le communisme de guerre, nous devons nous rendre compte

que la *Nep* n'aurait pas été possible en Russie sans l'étape précédente du communisme de guerre. Elle n'aurait pas été possible, parce que la résistance de la bourgeoisie devait être rompue avant qu'elle soit disposée à se soumettre à la direction de la classe ouvrière. Ainsi nous pouvons dire qu'une période plus ou moins longue de communisme de guerre précédera la *Nep* aussi dans les révolutions futures.

Jusqu'à quel point doit et peut aller le communisme de guerre, cela dépendra essentiellement des conditions nationales et internationales dans lesquelles le prolétariat prendra le pouvoir, c'est-à-dire de ce qui sera nécessaire pour que la bourgeoisie se soumette à la direction de la classe ouvrière.

Cela sera naturellement différent selon les pays. Cela dépendra de la force de la classe ouvrière en face de la bourgeoisie et des éléments petits-bourgeois. Cela dépendra aussi de la situation internationale. Il est clair qu'une révolution prolétarienne survenant en présence d'une maturité révolutionnaire déjà très avancée dans les pays voisins, terrassant l'adversaire non pas après des années, mais par un assaut beaucoup plus court, devra modifier les formes et la durée du communisme de guerre.

De même les formes de la nouvelle politique économique varieront selon les pays; le plan général, le schéma, la base de la nouvelle politique économique subiront des changements selon le lieu et l'époque.

Elles dépendent du degré de centralisation de l'industrie, de la place qu'elle occupe en face de l'économie paysanne, de son organisation technique, de ses rapports avec le capital commercial, le petit commerce, etc...

Nous ne pourrons pas dans le programme fixer toutes ces variations concrètes. C'est impossible, personne ne peut les prévoir. Nous devons nous contenter d'exposer les lignes fondamentales de la nouvelle politique économique, forme générale de la transition du capitalisme au socialisme, et les lignes fondamentales du communisme de guerre, correction de ce qui serait économiquement rationnel par les besoins de la stratégie révolutionnaire, c'est-à-dire de la victoire sur la bourgeoisie, de la guerre civile et de la résistance aux interventions extérieures.

Un autre point discuté a été la structure de la classe ouvrière. A la commission du programme, il a été fait un rapport détaillé sur les différentes catégories de la classe ouvrière et sur leurs rapports avec les tendances, groupements et blocs politiques. Un point principal qui a été noté est le rôle de l'aristocratie ouvrière à l'époque impérialiste, en connexion avec l'hégémonie impérialiste de certains pays, et la liaison de cette aristocratie ouvrière avec l'opportunisme, avec les tendances opportunistes dans la classe ouvrière. Il a été reconnu que ces catégories ne sont que passagères et que l'évolution tend à les supprimer, à niveler leurs conditions, et par suite leur orientation idéologique, et que, par-dessus toutes les différences, la classe ouvrière est une, économiquement. L'unité de la classe ouvrière,



basée sur sa place dans le processus de production, est ce qui nous permet, malgré tout, de la soumettre à une direction unique, celle du Parti Communiste.

Le IV[e] Congrès avait décidé de donner, comme introduction au programme national, une classification des pays du point de vue de la stratégie révolutionnaire, de la conquête du pouvoir. Varga a fait ce rapport, et a présenté un projet de classification. Les idées développées sont les suivantes :

Premièrement, on peut considérer la maturité économique, et alors on a trois types :

1) Pays pouvant encore se développer au sein de l'économie capitaliste; 2) pays ayant atteint ou dépassé l'apogée capitaliste; 3) Etats soviétistes, où le prolétariat a pris le pouvoir et est sorti du cadre capitaliste.

Un deuxième point de vue divise les pays selon qu'ils sont sujets ou objets de la politique impérialiste, indépendants, partiellement ou entièrement dépendants des grandes puissances impérialistes.

Un troisième point de vue est la structure sociale, à savoir le rapport entre les diverses classes, naturellement en tenant un compte particulier de la classe ouvrière.

Dans la discussion, on a insisté spécialement sur un point important, tracer la limite entre nous et la II[e] Internationale : il faut distinguer la maturité du point de vue de la stratégie révolutionnaire, et la maturité au point de vue du développement du socialisme. Des éléments différents déterminent la maturité révolutionnaire et l'instauration du socialisme. Cette dernière exige un certain degré de développement technique et économique de l'industrie, un certain degré de centralisation et aussi un certain rapport de l'industrie à l'économie non capitaliste.

Une confusion typique de ces deux points de vue se rencontre chez Kautsky dans la façon dont il traite la révolution russe. Car c'est là que nous voyons d'une façon particulièrement claire leur distinction.

Au point de vue de la maturité révolutionnaire, l'expérience a montré que la Russie était plus avancée que tous les autres pays d'Europe. Mais une fois le pouvoir politique conquis, il est apparu qu'elle était arriérée en ce qui concerne la préparation au socialisme. Les deux choses sont étroitement liées; l'immaturité économique relative de la Russie, c'est-à-dire sa nombreuse population paysanne en face de la classe ouvrière industrielle, a provoqué une remarquable coïncidence de la révolution prolétarienne et de la révolution paysanne, et par suite une particulière maturité révolutionnaire, tout en offrant des difficultés spéciales à l'instauration du socialisme.

La commission a entendu un rapport détaillé sur le programme agraire pour autant qu'il doit entrer dans le programme général. Les thèses de Lénine sur la question agraire au III[e] Congrès et les thèses du IV[e] Congrès ont été prises comme base.

Le point discuté a été notre attitude à l'égard des projets bourgeois de réforme agraire, comme la répartition de la grande propriété foncière aux paysans pauvres.

Les partis communistes, surtout lorsqu'ils ont des masses derrière eux, ne peuvent rester indifférents ni hostiles à cette question, mais ils ne doivent pas non plus être à la queue du mouvement; ils ne peuvent que le pousser en avant, et lui donner des mots d'ordre qui l'animent dans un sens révolutionnaire, réclamer par exemple la répartition de la terre aux paysans pauvres sans indemnité aux gros propriétaires. C'est la caractéristique en effet de toutes les réformes agraires bourgeoises, que cette répartition de la terre ne doit se faire qu'avec indemnité. Nous insisterons dans notre programme sur la non-indemnisation.

On s'est demandé si une telle orientation pouvait dépendre de la marche plus ou moins rapide de la révolution. La commission a déclaré que non. Le fait que nous devons soutenir ce mouvement découle de la situation révolutionnaire en général.

On a discuté encore la question : petite ou grande exploitation, c'est-à-dire la ligne de principe qui nous sépare des conceptions représentées autrefois par les révisionnistes comme David. Superficiellement on pourrait penser que, réclamant le partage de la terre, nous nous rapprocherions quelque peu des conceptions révisionnistes. Il n'en est rien. Nous le faisons par stratégie révolutionnaire, tandis que David le fait par politique réformiste. Mais nous délimitons notre position aussi en déclarant : en principe nous préconisons la grande entreprise même dans l'agriculture. Nous encourageons dans l'agriculture aussi le développement de la grande entreprise. Nous le faisons par les voies politiquement et économiquement possibles, mais en principe nous nous y tenons, par ce que c'est la base du socialisme.

Encore un point qui joue aussi un certain rôle dans la social-démocratie. Vous savez que la social-démocratie a accentué dans ces dernières années l'antagonisme entre l'ouvrier de la ville acheteur et le paysan vendeur de denrées alimentaires. En soulignant cet antagonisme, elle a voulu jeter un pont entre l'ouvrier et la bourgeoisie contre les petits paysans. Qu'est-ce que nous avons à y objecter? Nous devons naturellement convenir qu'il existe un antagonisme entre l'ouvrier et le paysan dans la question du prix des vivres. Mais cet antagonisme entre l'ouvrier acheteur et la paysan vendeur est de beaucoup dépassé par l'antagonisme existant entre l'ouvrier et le paysan d'un côté, les grands capitalistes et les gros agrariens de l'autre. C'est ainsi que nous corrigeons radicalement cette orientation fausse de la social-démocratie.

On a encore parlé de la nationalisation de la terre, et on s'est demandé jusqu'à quel point il fallait l'inscrire dans le programme. Au sujet de la grande propriété, il n'y a pas de discussion possible. La question ne se pose qu'au sujet de son extension à la petite et moyenne propriété. La commission a conclu de laisser la chose de côté et ne pas parler de nationalisation de la petite et moyenne propriété, mais de faire figurer sur le programme l'avertissement que l'usure et la spéculation sur la terre seraient empêchées par la loi. Je veux encore ajouter qu'on peut obtenir les mêmes effets en ce qui concerne la petite et moyenne propriété, par différents moyens juridiques. On peut étendre juridiquement le principe de la nationalisation à la petite et moyenne propriété, en spécifiant que le paysan n'est pas propriétaire de la terre et ne peut la considérer que comme usufruit, de sorte que la vente et tout autre transmission du sol lui sont interdites. Mais on peut aussi dire — comme le fait le programme allemand — que la propriété des petits et moyens paysans ne sera pas touchée, mais que des mesures législatives restreindront l'achat et la vente, le droit d'héritage et le droit d'aliénation.



Nous avons estimé cette deuxième forme préférable comme forme générale, l'esprit de propriété étant beaucoup plus enraciné chez le paysan occidental que chez le paysan russe.

Passons maintenant à la question nationale. Elle aussi a été éclaircie dans ses grands traits par Lénine et dans les thèses de nos congrès. Il n'est pas utile que je mentionne les points qui sont déjà définis; je me bornerai à énumérer ceux dont il a été question à la commission du programme.

La première question est celle-ci : dans quelle mesure les partis communistes des nations opprimées doivent-ils user du droit qui est reconnu à ces nations de disposer d'elles-mêmes jusqu'à la séparation, c'est-à-dire dans quelle mesure et à quel point de vue doivent-ils mettre en pratique ce mot d'ordre du programme? La réponse est qu'il faut partir de considérations générales, c'est-à-dire que le point de vue national doit toujours être subordonné au point de vue de la lutte de classe internationale.

La deuxième question consiste à savoir si le mot d'ordre du droit de nations à disposer d'elles-mêmes est suffisant pour résoudre toutes les questions nationales. Il existe, a-t-on remarqué, des questions nationales dans les pays comme les Etats-Unis, de population extrêmement mélangée, où il ne peut être question cependant d'autodétermination sans parler de la question des races. La commission du programme est d'avis que le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être complété par le suivant : « Egalité de toutes les parties de la nation et de toutes les races ».

On a encore discuté à la commission si le programme devrait donner une définition de la nation. Il est apparu qu'il est impossible de trouver une définition de la nation qui satisfasse tous les besoins et la commission est d'avis que le plus important pour notre lutte est de donner une définition politique, pour que nous sachions où intervenir et où ne pas intervenir. Il faut avant tout savoir si les classes laborieuses d'un pays po-

sent la question nationale. Si cette question existe pour la classe ouvrière, si elle existe pour les paysans laborieux, elle doit naturellement exister aussi pour le Parti Communiste et ne saurait être négligée par lui.

Nous avons encore eu à examiner la question de la forme nouvelle des gouvernements bourgeois. On a parlé du fascisme et du gouvernement travailliste. On a étudié les différents types de gouvernement fasciste. Et on a convenu que le fascisme a déjà plusieurs types nationaux, car il est impossible de considérer comme identique le fascisme italien, ses modes de développement et de gouvernement, et le fascisme allemand; il existe des différences nationales.

Quel régime succédera au fascisme? Il y a plusieurs hypothèses : le fascisme peut être remplacé par la dictature prolétarienne, ou par des formes intermédiaires. La commission a jugé qu'on ne pouvait pas prophétiser dans cette question, mais qu'il fallait la laisser ouverte, parce qu'il existe des possibilités différentes.

Je ne parlerai pas de la question des intellectuels parce qu'elle figure à l'ordre du jour.

Kuusinen nous a fait un rapport sur le rôle du Parti. Je relèverai un point seulement : On est tombé d'accord que la conception fixée dans le Manifeste Communiste sur le rôle du Parti est dépassée aujourd'hui par les événements et doit être mise au niveau de notre expérience.

Nous avions encore eu une discussion assez approfondie sur le centralisme démocratique; faut-il garder ou non cette expression? Elle a été critiquée comme n'exprimant pas assez la synthèse des deux conceptions « centralisme » et « démocratisme ». Après des débats assez longs, la commission finit par décider de la conserver, parce qu'elle a reçu une définition très précise surtout grâce à Lénine.

La Commission a discuté les idées de Rosa Luxembourg sur l'organisation. Ayant analysé leurs causes historiques, elle a été d'accord que ces idées sont aujourd'hui dépassées par les faits et que personne ne les défend plus. Avant la révolution russe, personne, même Rosa Luxembourg, ne voyait, ni ne pouvait voir les questions d'organisation du point de vue de l'insurrection armée. Or, c'est le point de vue russe.

On a traité la question : parti du peuple et parti de classe. Cette question a joué un certain rôle aussi dans la social-démocratie qui se proclame, on le sait, parti populaire, c'est-à-dire réunissant la classe ouvrière et les autres travailleurs. Nous avons la prétention d'être un parti populaire, mais dans un tout autre sens. Nous voulons être le parti du peuple en ceci que, parti révolutionnaire du prolétariat, nous prenons la direction des autres classes laborieuses.

Un autre point examiné est la philosophie communiste. Boukharine en a déjà parlé longuement. La question traitée dans la Commission était celle-ci : jusqu'à quel point faut-il détailler



cette question? Doit-on la traiter à fond, ou bien se borner à indiquer brièvement le point de vue du Parti Communiste. On s'est décidé pour la seconde solution et nous disons : le Parti Communiste défend le point de vue du matérialisme dialectique.

Le dernier point, celui des principes de tactique et de stratégie, n'a pas encore été traité par la commission. Une partie des débats a été rendue maintenant inutile, l'autre viendra devant la commission.

Pour finir je constate qu'il ne s'est révélé pendant les travaux de la commission aucune divergence de principe dans l'Internationale. Voilà pourquoi Boukharine et moi sommes d'avis que ce congrès doit adopter en principe le projet de programme tel qu'il sortira des travaux de la commission, afin qu'il puisse être envoyé comme projet officiel à toutes les sections de l'Internationale Communiste pour discussion et amendement. Cela fait, l'Exécutif élargi ou le prochain congrès adopteront le programme sous sa forme définitive.

GESCHKE, au nom du Présidium, propose d'ajourner les débats jusqu'à ce que le projet de la commission du programme soit entre les mains des délégués.

La proposition suivante est présentée au Présidium :

Les délégations soussignées parlent au nom de partis qui ont suivi avec une grande attention depuis le début la discussion du Parti russe et qui se sont nettement prononcés pour le Comité central du Parti Communiste russe. Ces partis ont agi ainsi parce qu'ils ont vu dans les propositions de l'opposition une menace à la dictature du prolétariat et à l'unité du Parti Communiste russe. Par son attitude, l'opposition russe se dressait objectivement, non seulement contre le Comité central du Parti Communiste russe, mais aussi contre toute l'Internationale Communiste, car une menace à la dictature du prolétariat dans l'Union des Républiques soviétiques et un affaiblissement du Parti russe, qui peut seul maintenir cette dictature, porteraient atteinte à l'héritage de Lénine qui est la chose la plus précieuse pour tout communiste. L'Internationale Communiste doit donc exiger que tous ses membres, toutes ses Sections, repoussent nettement et énergiquement les conceptions non léninistes contraires aux intérêts de la révolution mondiale et susceptibles de porter atteinte à l'autorité de la vieille garde bolchéviste qui conduit non seulement l'Etat soviétiste, mais aussi l'Internationale Communiste.

Le V^e^ Congrès doit ratifier la résolution du XIII^e^ Congrès du Parti Communiste russe et souligner que les conceptions de l'opposition russe constituent des déviations petites-bourgeoises et opportunistes. Nous affirmons donc nettement que la question russe n'est pas une question nationale, mais une question d'importance internationale. S'il est des délégués qui n'en sont pas encore convaincus, et qui, après le rapport de Rykov, tiennent à exprimer une autre opinion, nous proposons d'ouvrir le débat sur le rapport de Rykov afin qu'ils défendent leur point de vue. Nous proposons également d'accorder deux heures à un représentant de l'opposition russe pour ouvrir les débats.

Cette proposition est signée par les délégations allemande, française, anglaise et américaine.

Elle est acceptée à l'unanimité aux applaudissement du Congrès.

Il est donné lecture de la déclaration suivante au nom de la majorité de la délégation polonaise.

La majorité de la délégation polonaise déclare que :

1. — Les interventions de la minorité de la délégation (Prouchniah, Warsky, Waletsky et Koszczewa) portent un caractère fractionnel, car elles on été faites à l'insu de la délégation.

2. — Dans sa déclaration, la minorité a passé sous silence son attitude envers les questions russe et allemande, qui constituent le fond de la crise traversée actuellement par le Comité central polonais.

3. — Krajewski et Grzegorzewski, dans leurs discours, ont réfuté les attaques contre les députés communistes qui, dans les pires conditions, ont mené à la Diète une action communiste infatigable. La déclaration de la minorité sur cette question était donc superflue.

---

# DIX-NEUVIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(28 Juin 1924, soir)

*Président :* KOLAROV.

*Orateurs :* GESCHKE, MAC MANUS, RUTH FISCHER, BORDIGA, BOUKHARINE, THAELMANN, MACCHI.

Une délégation des ouvriers et ouvrières de Léningrad salue le Congrès et lui offre un groupe en bronze.

La camarade Anissimova remet aux ouvrières allemandes du cuir, au nom des ouvrières du cuir de Léningrad, un drapeau rouge, qui est reçu par la camarade Wilde au nom des ouvrières allemandes. Le camarade Gomitch, au nom des ouvriers du caoutchouc de la fabrique Tréougolnik, à Léningrad, offre à la délégation allemande un drapeau rouge qui est destiné aux ouvriers de Ludwigshafen. Le camarade Smoline, en qualité de représentant des ouvriers des usines Poutilov, remet un drapeau rouge pour les ouvriers de Krupp.

Tous les délégués se lèvent et chantent l'*Internationale*.

Thaelmann remercie les ouvriers de Léningrad au nom des ouvriers allemands.

GESCHKE donne lecture d'une déclaration de la minorité de la délégation suédoise.

MAC MANUS donne lecture de la protestation suivante contre les persécutions des révolutionnaires dans les Indes par le gouvernement travailliste anglais :

Quelques jours après la condamnation de quatre communistes à quatre années de détention rigoureuse, trois nouvelles arrestations ont été opérées dans les Indes. La plupart des citoyens arrêtés sont de pauvres paysans accusés d'avoir fait de la propagande bolchéviste. Leur affaire viendra devant le tribunal le 15 mai. La presse impérialiste n'a pas soufflé mot de ces persécutions en masses.

L'exploitation intolérable dont ces pauvres paysans sont victimes les a décidés à lancer le mot d'ordre de la saisie des grandes propriétés et du partage de la terre.

Le gouvernement de Mac Donald ne sanctionne pas seulement la persécution des communistes hindous, mais il se hâte de venir au secours de la grande propriété réactionnaire. Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste attire l'attention du prolétariat du monde entier et tout particulièrement de la Grande-Bretagne sur cette politique impérialiste du soi-disant gouvernement travailliste et les invite à une protestation énergique.

Le V^e^ Congrès envoie aux ouvriers et aux paysans des Indes l'assurance de sa solidarité dans le combat contre l'impérialisme —

combat qui est devenu d'autant plus aigu qu'un prétendu gouvernement travailliste s'est fait l'instrument docile de l'impérialisme. Il invite la classe ouvrière de Grande-Bretagne à remplir son devoir à l'égard de ces ouvriers et paysans hindous, poursuivis et asservis, et à élever une protestation qui oblige le gouvernement travailliste à mettre en liberté les prisonniers et à cesser cette campagne de poursuites contre la classe ouvrière hindoue.

Cette protestation est adoptée à l'unanimité par le Congrès.

Au nom de la commission politique, RUTH FISCHER (Allemagne) prend la parole au sujet de la résolution sur le rapport du Comité Exécutif.

La résolution présentée a été soumise à un examen approfondi par la commission et a été adoptée après une série d'amendements. Le projet Bordiga émanait d'une conception tout à fait différente. Bordiga n'attaque pas les tendances et déviations de droite, mais l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif. Il cherche les causes des fautes de la période écoulée non pas dans les tendances de droite, mais dans la politique de l'Exécutif et les décisions du IV^e^ Congrès. Cela contredit complètement les faits. En ce qui concerne le front unique, il divise la question en une question économique et une question politique, et il repousse absolument le front unique politique. Il demande que le gouvernement ouvrier et paysan soit absolument abandonné — même comme mot d'ordre d'agitation.

Le projet Bordiga fut repoussé contre sa voix, car cette résolution constituerait dans une certaine mesure un appui pour l'aile droite de l'Internationale.

La commission recommande au Congrès d'adopter cette résolution à une majorité aussi forte que possible.

BORDIGA. — Ruth Fischer a exagéré la portée de notre attitude en lui donnant le caractère d'une lutte contre l'Internationale tout entière et contre le Comité Exécutif.

Si nous avons senti la nécessité de présenter une résolution différente de la résolution votée par la commission, c'est que nous trouvons que cette dernière ne donne pas de garanties suffisantes contre la droite et contre le danger d'opportunisme de droite.

C'est en toute sincérité que nous nous sommes livrés à ce travail de critique vraiment révolutionnaire. C'est pourquoi nous regrettons d'être seuls, et que les camarades de la gauche allemande nous disent que nous servons la droite. Mais quand même nous maintenons notre résolution jusqu'au vote du Congrès.

BOUKHARINE. — Nous ne venons pas ici discuter contre Bordiga, nous nous contenterons de combattre le bordiganisme tel qu'il apparaît dans notre Parti italien. Bordiga dit qu'il défend le marxisme contre l'opportunisme de l'Exécutif. Mais c'est lui qui manifeste des tendances révisionnistes, bien que sous une forme peu ordinaire. Marx avait toujours en vue les masses. Bordiga et ses partisans les oublient complètement. Un des derniers numéros du *Stato Operaio* définit de la façon suivante le rôle du Parti : « A la minorité terroriste de la bourgeoisie, nous opposons la minorité terroriste du prolétariat ». Cette définition montre que l'auteur de l'article comprend moins les masses que Mussolini. Nous, marxistes, nous avons appris de Marx et même de Lassalle, que la classe ouvrière doit vaincre parce qu'elle met en mouvement les masses contre l'appareil de l'Etat bourgeois. Chez le prolétariat, c'est la masse qui compense les autres moyens de lutte qui lui manquent.



Bordiga nous reproche d'être pessimistes; c'est plutôt sa conception à lui qui est pessimiste. Nous lisons dans ses thèses : C'est une illusion enfantine que de s'imaginer que nous pouvons conquérir les masses alors que règne le fascisme. Voilà une idée qui n'a évidemment rien de commun avec le marxisme. Bordiga et ses amis ne comprennent pas le rôle des masses, ils veulent transformer le Parti en une secte et de cette erreur découlent toutes les autres.

Nous disons : Nous devons gagner la majorité du prolétariat; le plus sera le mieux. Le point de vue de Bordiga semble signifier : le moins sera le mieux.

De ce point de vue découle l'opposition au front unique. Bordiga pose la question de telle façon que, d'après lui, nous ne pouvons le proposer qu'aux organisations non politiques, syndicats, comités d'usines, etc., mais en aucun cas aux organisations politiques. Nous, qui ne sommes pas des pessimistes, nous sommes convaincus que l'exaspération de la lutte de classe finira par scinder les partis opportunistes et qu'une partie viendra vers nous. C'est à nous de hâter ce moment. La théorie de la minorité est capable de ruiner pour de longues années, non seulement le Parti, mais tout le mouvement ouvrier d'un pays. Nous ne devons pas le permettre. Si nous n'avons pas besoin de majorité, à quoi nous servent la fusion, la création des cellules communistes.

Il y a eu un gouvernement ouvrier en Russie, en Hongrie, également en Saxe (bien qu'en ce dernier pays il n'ait pas été excellent), mais pourtant le gouvernement ouvrier est un fait. Bordiga nie les faits lorsqu'ils ne concordent pas avec sa théorie de la minorité terroriste. Il dit que le gouvernement ouvrier est un mot d'ordre opportuniste et dangereux. Que fait-il de l'expérience internationale, de l'expérience de la révolution russe? Avec notre tactique, nous avons gagné la révolution.

Maintenant, quelques mots sur la discipline internationale. Nous lisons dans le journal mentionné plus haut : « La tactique fusionniste de l'Internationale n'a pas d'utilité et il est nécessaire que notre Parti s'y oppose activement et résolument. Assez parlé de discipline! Quand l'Internationale va à droite, nous devons former une fraction de gauche »... Il n'est pas question ici d'une fraction de gauche, mais simplement d'une fraction anticommuniste. Nous voyons ici, tout au moins une tendance vers le tranmaelisme.

Bordiga et ses partisans sont, dans un certain sens, d'excellents révolutionnaires. Mais ce qu'ils font ici ne peut avoir

que de mauvaises conséquences. Nous surprenons parfois chez eux des paroles très dangereuses, particulièrement au sujet de la discipline internationale.

THAELMANN (Allemagne). — Dans les thèses qu'il présente sur la tactique de l'Internationale, Bordiga n'oppose pas une tactique claire à celle de l'Internationale Communiste. Si l'on condamne la tactique de l'Exécutif ou si on la désavoue dans telle ou telle question, il est nécessaire de lui opposer une autre tactique qui fasse clairement apparaître les points litigieux. Le jugement sur la tactique de l'Exécutif, tel qu'il est exprimé par les thèses de Bordiga, donne objectivement un appui à l'aile droite.

Bordiga ne repousse pas par principe le front unique, mais est d'avis qu'il faudrait faire une différence entre le front unique économique et le front unique politique, c'est-à-dire qu'on pourrait peut-être, en Italie, dans le domaine syndical, faire le front unique par en bas, mais pas dans le domaine politique. Nous ne pouvons accepter comme communiste cette doctrine syndicaliste, car si on est pour le front unique par en bas dans les syndicats, il faut l'être aussi en politique, vu le processus de décomposition des partis social-démocrates et la nécessité de gagner les masses à la révolution prolétarienne.

Lorsque nous avons pris position vis-à-vis de la question italienne, et que Lévi défendit Serrati, ce fut le Parti allemand qui se dressa le plus catégoriquement contre Serrati en soutenant la scission et la formation d'un Parti Communiste. La pratique a donné raison au Parti allemand. Les masses révolutionnaires d'Italie se sont groupées dans le Parti Communiste.

Si on laisse les masses ouvrières dans les partis maximalistes ou socialistes, sans tenter de décomposer ces partis et de gagner ces masses à la révolution prolétarienne, on commet une faute.

Il ne faut pas repousser la tactique du noyautage, comme le veut Bordiga. Nous avons acquis beaucoup d'expérience en Allemagne dans ce domaine. Le Parti Communiste est devenu fort lorsque le Parti indépendant se scinda et qu'une grande partie de ses membres entra dans l'Union Spartacus.

Lors du grand mouvement des Arditi del Popolo, en 1921, le Parti italien a refusé de profiter de ce mouvement populaire, bien que Lénine le lui eût expressément demandé. Lénine avait raison et Bordiga avait tort. Dans certaines régions d'Italie, les camarades ont même été obligés, en dépit de l'interdiction du Parti et à l'insu de la direction, de faire bloc avec ce groupe qui, à vrai dire, n'était pas syndical ou social-démocrate, mais composé d'ouvriers, d'artisans et de commerçants, donc semi-bourgeois, mais qui combattait sérieusement contre le fascisme.

En ce qui concerne le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, Bordiga le repousse aussi comme mot d'ordre d'agitation, tel qu'il a été défini au Congrès actuel. Il est d'avis que ce mot d'ordre affaiblit celui de la dictature du prolétariat. Nous avons fait, en Allemagne, une expérience assez triste de ce mot d'ordre. Mais nous avons d'autres pays capitalistes où il jouera un grand rôle comme mot d'ordre d'agitation. Au sens que le Congrès mondial lui donne, il pourra rendre de grands services.



A la conférence des secrétaires fédéraux, fin mai 1924, Bordiga a exprimé à la fin de son discours que si le V^e^ Congrès de l'Internationale n'accepte pas sa ligne, il créera une fraction de gauche malgré la volonté de l'Internationale.

Camarades, nous devons parler sérieusement. Le camarade Bordiga doit nous dire clairement et nettement comment il a conçu cette idée et comment il compte la réaliser pratiquement. Si l'Exécutif a été bien souvent forcé de former une fraction de gauche dans une section pour accentuer la lutte contre l'opportunisme et pour réaliser les décisions d'un Congrès mondial, ce fut une nécessité politique et révolutionnaire et cela n'a rien à voir avec la formation d'une fraction de gauche contre l'Exécutif.

Nous devons aussi examiner s'il est juste qu'un chef de parti, dans sa volonté de pousser la révolution en avant, refuse de se soumettre au Comité Central et d'accepter un mandat parlementaire. Une activité révolutionnaire au Parlement bourgeois, surtout contre Mussolini, est capable de pousser la révolution en avant, nous l'avons bien vu à l'occasion de l'attentat contre Matteotti. En Allemagne, les communistes lancent leur programme dans les masses aussi par cette voie-là et réalisent du haut de la tribune parlementaire ce que le prolétariat révolutionnaire demande.

Je suis chargé de vous déclarer, au nom de la délégation allemande, que nous approuvons unanimement le projet de résolution de la commission et que nous désapprouvons les thèses du camarade Bordiga. Elle oppose la déclaration que voici au projet de résolution de la gauche italienne.

La délégation allemande se dresse contre la résolution présentée par la gauche italienne.

La gauche italienne est incapable d'opposer à la tactique de l'Internationale Communiste une nouvelle ligne claire de tactique. Son appréciation de l'activité de l'Exécutif ne correspond pas aux faits et constitue objectivement un appui aux conceptions présentées par l'aile droite de l'Internationale.

Quoique la gauche italienne se soit rapprochée, dans sa résolution, des conceptions de l'Internationale (surtout dans la question de la tactique du front unique), il reste pourtant des déviations des conceptions et des décisions de l'Internationale Communiste qui méritent d'être repoussées.

Dans la question du gouvernement ouvrier et paysan, la gauche italienne demande de repousser ce mot d'ordre, même comme mot d'ordre d'agitation, parce qu'il affaiblirait la propagande pour le mot d'ordre de dictature du prolétariat. Ce danger n'existe pas, le Congrès déclarant expressément que le gouvernement ouvrier et paysan n'est autre chose qu'un mot d'ordre d'agitation pour la dictature soviétique.

La tactique de fusion avec d'autres organisations communistes, le noyautage d'autres partis et l'acceptation de partis sympathisants

sont repoussés sous prétexte que cette tactique n'est applicable que dans la période de création de l'Internationale. Contre une telle affirmation, il faut constater que l'Internationale Communiste a encore à créer de véritables partis bolchévistes dans une série de pays importants, de sorte que la tactique proposée par la gauche italienne contrecarre les intérêts de l'Internationale et du mouvement révolutionnaire. Particulièrement en ce qui concerne l'Italie, nous pensons, tout en reconnaissant les grands actes héroïques du Parti Communiste italien, qu'un véritable parti de masses communiste ne pourra être créé que par la fusion avec les sincères partisans de la IIIe Internationale que compte le Parti Socialiste italien, si le noyau communiste sait s'assurer la direction du futur parti unifié.

La délégation allemande croit que c'est une faute politique que la gauche italienne ne veuille pas consentir à la résolution de la Commission politique et qu'elle ait présenté sa propre résolution. Cette dernière résolution diffère de celle de la Commission politique en ce qu'elle s'efforce de rejeter la responsabilité principale des déviations opportunistes que bien des sections ont commises sous la direction de la droite, sur le IVe Congrès et sur l'Exécutif. En pratique, la gauche italienne défend ici les conceptions professées par l'aile droite de l'Internationale.

Zinoviev lui-même a constaté que les décisions du IVe Congrès contiennent des passages peu clairs. Mais c'est soutenir la droite allemande que de prétendre qu'elle aurait appliqué d'une façon orthodoxe les décisions tactiques de l'Internationale. Au contraire, la droite a faussé le sens révolutionnaire, compréhensible à tout marxiste, de la tactique et des décisions de l'Internationale.

Au Congrès, la délégation allemande a manifesté la ferme volonté de tout le Parti allemand de lutter de toute son énergie contre les déviations opportunistes au sein du Parti allemand et de l'Internationale Communiste. Elle est d'avis que, même après le Ve Congrès mondial, les dangers opportunistes ne seront pas surmontés, et que toute l'Internationale doit se consolider en exterminant sans merci toutes les tendances de droite.

La délégation allemande invite la gauche italienne à soutenir de toute son énergie cette lutte menée en commun par les Partis russe, allemand, français et autres. Elle espère que la gauche italienne, et surtout le camarade Bordiga, conformément à leur déclaration au plénum du Congrès, n'exécuteront pas seulement formellement, mais en pleine conviction, les décisions du Congrès, qu'ils ne saboteront pas la fusion avec les maximalistes et qu'ils ne continueront pas à refuser de participer au travail du Parti dans les centres dirigeants.

BORDIGA donne lecture d'une déclaration dont voici la substance :

Boukharine a basé son discours sur un article publié dans un organe officiel de notre Parti qui maintenant n'est plus dirigé par la tendance que je représente. Cet article n'engage que la responsabilité de son auteur. Je ne trouve pas la chose si grave qu'un simple ouvrier, un camarade de notre Parti, se trouvant peut-être à l'extrême-gauche, dise des choses qui ne sont pas justes. Ce qui est très grave pour le mouvement communiste, c'est



qu'un grand chef, un marxiste comme Boukharine, consacre une heure et demie à l'article d'un militant quelconque.

On a dit de plusieurs côtés que l'exposé de notre point de vue sur la direction générale de l'Internationale Communiste n'est pas assez clair. Un projet complet de thèses sur la tactique sera présenté à la Commission par la gauche italienne. Nous demandons qu'on désigne un de nos camarades, moi par exemple, comme co-rapporteur. J'aurai ainsi la possibilité de développer notre thèse et les points non encore éclaircis.

On accuse la gauche italienne de faire le jeu de la droite. On affirme que Radek a voté avec moi. Ce n'est pas vrai. Il y a eu deux résolutions et Radek n'a voté ni l'une ni l'autre. Il ne pouvait voter qu'une résolution encore plus à droite. Vous êtes entre nous et Radek; pour donner la main à Radek, il nous faudrait passer par-dessus vous.

On se contredit lorsque, d'une part, on nous traite d'anti-marxistes, de terroristes, de petits-bourgeois, de pseudo-anarchistes et que d'autre part on nous appelle, à un tournant décisif de l'histoire, à prendre la direction du mouvement prolétarien en Italie. Cette manière de discuter, je ne la trouve pas digne d'une Internationale révolutionnaire.

BOUKHARINE. — Je tiens à dire quelques mots. Si l'article dont il a été question n'est pas de la plume de Bordiga, il n'en est pas moins un symptôme de l'état d'esprit que Bordiga a fait naître dans le Parti italien.

BORDIGA. — Le texte cité par Boukharine n'est que le compte rendu, non revisé par moi, d'un de mes discours. J'ai dit ceci : Si dans l'avenir, l'Internationale s'orientait à droite, nous verrions alors à constituer dans l'Internationale une fraction de gauche.

MACCHI déclare qu'en tant que membre de la délégation française, en tant qu'organisateur des émigrés italiens adhérant actuellement au Parti français, il vote pour le projet de la gauche italienne.

Le Congrès passe au vote des résolutions. La résolution de la commission est adoptée par presque tous les délégués contre 8 voix et pas une seule abstention. (*Applaudissements*).

GESCHKE lit le télégramme suivant :

La Commission interparlementaire des députés communistes français et allemands, réunie le 22 juin, à Cologne, pour préparer en commun l'action systématique contre le plan des experts, envoie ses meilleurs vœux au Ve Congrès. Dans toutes les questions, la Conférence a pris à l'unanimité des décisions qui assureront la mobilisation du prolétariat français et allemand contre la nouvelle offensive contre-révolutionnaire.

# VINGTIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(30 Juin 1924)

*Président :* SMERAL.

*Orateur :* MANOUILSKY.

*Il est donné lecture d'un échange de lettres entre Kolarov et Trotsky. Le Congrès en prend acte.*

## La Question nationale et coloniale

MANOUILSKY. — Ce n'est pas la première fois que la question nationale se pose en nos congrès internationaux. Au IIe Congrès nous avions déjà tracé la ligne de principe. Pourquoi y revenir? Les événements survenus depuis nous obligent-ils à reviser nos positions? Nullement. La justesse de la ligne marquée par le IIe Congrès a été confirmée par tout le cours des événements en Europe et dans les colonies. Nous avons assisté ces derniers temps à une forte croissance du mouvement national et révolutionnaire. La grève des tisserands de Bombay, qui a duré plusieurs mois et s'est terminée par un massacre, en montre l'ampleur. Toujours aux Indes, nous avons un soulèvement des paysans dans la province de Nakba. On peut citer de multiples faits semblables.

D'autre part en Europe, dans les Etats à fortes minorités nationales, nous observons une exacerbation des conflits nationaux. Le traité de Versailles et les traités qui l'ont suivi ont balkanisé l'Europe Centrale. A la place des grands Empires formant des unités économiques et territoriales, ils ont constitué une mosaïque de nouveaux Etats dits Etats nationaux. Des pays qui jusqu'à présent n'ont jamais connu l'oppression nationale, comme l'Allemagne, la connaissent aujourd'hui. C'est un des traits caractéristiques de la décomposition capitaliste.

La Serbie avant la guerre comptait 3 millions de Serbes. A l'heure actuelle la Yougoslavie a 11.850.000 habitants, dont 5 millions de Serbes, ou 42,4 %; 2.800.000 Croates, ou 23,7 %; 950.000 Slovènes, ou 8 %; environ 750.000 Serbo-Croates musulmans, ou 6,3 %; 600.000 Macédoniens, ou 5 %; 600.000 Allemands, ou 5 %; 500.000 Hongrois, ou 4 % et 650.000 « divers », ou 5,6 %. C'est le type le plus parfait de l'Etat multinational.



La Tchéco-Slovaquie a 13 millions ½ d'habitants, dont 44 %, 6.000.000, sont Tchèques. Elle s'est annexée des régions d'industries textile, minière et verrière dont la population, exclusivement allemande, est de 3.700.000 habitants; autrement dit, les Allemands constituent les 27,4 % de l'Etat tchèque. Les autres nationalités sont : les Slovaques : 2 millions (14,8 %); les Hongrois : 700.000 (5,9 %); les Ukrainiens de la Russie Subcarpathique : 400.000 (2,9 %); les Juifs : 360.000 (2,7 %); sans compter 1,9 % de divers.

La Pologne, autre Etat édifié par le traité de Versailles, compte 30 millions d'habitants. Les Polonais ne sont que 15.800.000, 52,7 %. Le reste de la population, opprimé par les propriétaires fonciers et la bourgeoisie polonaise, est formé d'Ukrainiens (6.300.000 : 21 %), de Juifs : 3.300.000 : 11 %); de Blancs-Russiens (2.200.000 : 7,3 %), d'Allemands (2.100.000 : 7 %) et de nationalités diverses (300.000 : 1 %).

On peut citer encore la Roumanie, où les minorités nationales forment presque le tiers de la population (30 %); la Grèce, où il n'y a que 68,4 % de population grecque; la Lithuanie, où les Lithuaniens ne sont que 70 %.

Que conclure de ces chiffres? Que la question nationale est aiguë dans l'Europe Centrale et qu'il faut avoir perdu le sentiment de la réalité pour le nier.

Voyons maintenant les colonies. L'exemple typique de l'esclavagisme colonial est l'Angleterre. Tandis que la superficie de la métropole est de 314.000 km. carrés, celle des colonies est presque de 40 millions, 130 fois plus. La Grande-Bretagne compte 46 millions d'habitants, et les colonies 429 millions : pour chaque Anglais, 9 esclaves coloniaux.

Peut-on briser l'impérialisme de l'Angleterre sans mettre en mouvement cette masse coloniale? L'impérialisme saura toujours réprimer le mouvement ouvrier en Angleterre, si le prolétariat anglais n'est pas capable de le priver de la réserve humaine que représentent les colonies.

La situation est la même pour les autres pays possesseurs de colonies, quoique à un moindre degré. La France, qui compte 39 millions de Français, a 54 millions de sujets. La petite Belgique, dont la surface exprimée en millions de km. carrés est de 0,03, occupe une surface coloniale de 2,42. Le nombre des Belges dépasse à peine 7 millions, tandis que la population coloniale est de 17 millions ½. La Hollande, pour 7 millions d'habitants, compte 49,5 d'indigènes.

Jetez les yeux sur la carte d'après-guerre et devant vous se dressera le tableau émouvant de l'asservissement de l'humanité. Sur 134 millions de km. carrés que comptent les continents, 90 millions sont des colonies. Sur 1.750.000.000 d'habitants que compte l'univers, 1.250.000.000 sont asservis par l'impérialisme. Non seulement nous n'avons pas à reviser les décisions du IIe Congrès, mais au contraire il faut chercher les meilleurs moyens de les appliquer.

**Pourquoi la question nationale se pose-t-elle au V^e Congrès ?**

Nous avons inscrit la question nationale à l'ordre du jour du V^e Congrès pour trois raisons.

La première est qu'au II^e Congrès, nous appuyant sur la riche expérience russe de Lénine et de Staline, nous avons bien lancé l'idée du front unique révolutionnaire entre le prolétariat, les peuples opprimés et les colonies. Mais nous ne l'avons pas concrétisée. Ce n'était pas possible alors, car nous n'avions pas d'expérience internationale sur les méthodes de réalisation de ce front unique. Après quatre ans, nous avons accumulé cette expérience et le moment est venu de la condenser.

La deuxième raison est que dans plusieurs pays, nos jeunes partis communistes ont négligé le front unique révolutionnaire avec les nationalités opprimées et ont commis pas mal de fautes. A l'analyse de ces fautes je consacrerai la deuxième partie de mon rapport.

Enfin, la troisième raison est que, depuis le II^e Congrès, il s'est produit un événement de la plus haute portée politique. Je veux parler de la fondation de l'Union des Républiques Socialistes des Soviets, qui montre la solution que peut recevoir la question nationale sous le régime de la dictature du prolétariat dans un pays agricole à nationalités multiples.

Je reviens sur ces trois points.

Deux questions se posaient au II^e Congrès.

La première : dans quelle mesure le prolétariat peut-il utiliser le mouvement national des peuples et des colonies qui s'éveillent, pour accomplir sa mission : affranchir l'humanité du joug de l'impérialisme?

La deuxième : dans quelle mesure les peuples coloniaux, s'appuyant sur l'aide effective du prolétariat international, seront-ils capables d'éviter les phases du développement capitaliste pour arriver tout de suite aux formes supérieures de l'économie socialiste conquises par le prolétariat des pays à capitalisme avancé? Cette question contenait en germe l'idée du front révolutionnaire dont les détails ont été mûris par les Congrès ultérieurs.

Comme je l'ai déjà dit, nous ne pouvions pas alors fixer les méthodes pratiques de réalisation du front unique entre le prolétariat et les colonies. Maintenant seulement nous pouvons, grâce à l'expérience acquise, poser de nouveaux problèmes. Ils se divisent en quatre groupes.

1. Nos partis abordent malheureusement la question nationale avec une timidité extrême et souvent leur carence laisse échapper de nos mains la direction du mouvement d'émancipation, qui revient aux éléments indigènes nationalistes.

Il faut rapporter ici la question de nos rapports avec les divers comités nationaux ou insurrectionnels. Le joug impérialiste qui a atteint après la guerre son point culminant favorise



le développement de ce genre d'organisations. Le Comité macédonien de Théodore Alexandrov en est un exemple.

2. Le Proche-Orient. — Au II^e Congrès, nous avons fixé l'attitude des jeunes partis communistes envers le mouvement d'émancipation nationale de la bourgeoisie *montant vers le pouvoir*. Mais depuis lors, dans deux pays d'Orient la situation a changé : il nous faut déterminer notre attitude envers une bourgeoisie déjà *arrivée au pouvoir*. En Turquie, après plusieurs guerres révolutionnaires et libératrices menées par Kémal-Pacha contre les armées étrangères, la jeune bourgeoisie a été portée au pouvoir par un mouvement populaire. En Egypte, tout a été résolu par le gouvernement anglais, par une « réforme d'en haut » : le retour d'exil de Zagloul-Pacha et la remise du pouvoir entre ses mains. Ce sont deux processus différents, mais dont les conséquences sociales et politiques sont analogues. Dans l'un et l'autre cas la bourgeoisie indigène a triomphé. Cependant, dans cette situation assez nette, nos camarades turcs ont commis de lourdes erreurs de tactique. Ainsi leur organe, *Aidyne Lyk*, a recommandé de soutenir le capital national contre le capital étranger. Nous observons ici la même tendance qui existait en Russie lors du marxisme légal de Strouvé invitant la classe ouvrière à soutenir le capitalisme russe. Comme les strouvistes russes, les camarades turcs confondent le développement des forces de production avec le développement du capital. Quoi qu'il en soit, nous devons élaborer des directives qui préservent nos jeunes partis de la répétition des mêmes erreurs.

3. On a mis en discussion dans la presse communiste, particulièrement en Allemagne et dans les Balkans, le principe de la libre disposition des peuples jusqu'à la séparation, principe admis par le II^e Congrès.

Cette question est résolue pour nous; elle n'est pas encore claire pour beaucoup de camarades européens. A notre VIII^e Congrès russe, quelques camarades estimaient que l'unique porteur du droit à la séparation à l'époque capitaliste est le prolétariat du pays intéressé; d'autres, l'extrême-gauche, affirmaient même que les questions de libre disposition et de séparation n'étaient pas de la compétence de tel ou tel prolétariat inspiré par ses intérêts nationaux, mais devaient être réglées d'après l'intérêt de la lutte prolétarienne dans son ensemble, et que le porteur de ce droit était l'Internationale Communiste. Vous voyez, camarades, à quelles absurdités on était arrivé. Plusieurs années de tourmente ont passé depuis; pour le Parti russe, la question est définitivement résolue. Il suffit dans chaque cas de soumettre à un examen attentif la conjoncture historique dans laquelle a lieu la libre disposition de chaque nation. Prenons deux exemples concrets.

L'occupation de la Ruhr a posé la question nationale devant le Parti Communiste. Tout d'abord, il s'est cependant manifesté une tendance disposée à la nier. Cette tendance, évidemment fausse, est inspirée par les théories de Rosa Luxembourg.

D'autre part, dans l'*Internationale* a paru une série d'articles de Thalheimer tombant dans l'erreur contraire : il oubliait que l'Allemagne a un prolétariat industriel développé et se trouve dans la phase de transition du capitalisme au socialisme. La ligne tactique qu'il traçait au Parti semblait ignorer les antagonismes de classes, comme si l'Allemagne, grâce à l'occupation de la Ruhr, était retournée à un état économique et social aussi primitif que celui du Maroc.

Une erreur encore plus grave est celle de l'Allemand Boris. Cet auteur, contrairement à Thalheimer, désigne le prolétariat comme porteur du droit de libre disposition dans les colonies et conditionne leur droit à la séparation, à la formation de Républiques soviétistes!

C'est la question de la possibilité de la « séparation » sous le régime impérialiste dans le cadre de l'Etat bourgeois. Lénine opposait jadis aux adversaires russes du droit à la séparation l'exemple de la Norvège. Par contre, si nous examinons attentivement l'attitude de nos camarades des Balkans, nous devons constater qu'elle est négative.

Il font dépendre le droit à la séparation de la formation d'une Fédération balkanique des Républiques Soviétistes. Que signifie cette condition? Les Balkans sont le nœud de la politique impérialiste des grandes puissances européennes. Attendre l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan dans les Balkans, ce rendez-vous de tous les impérialismes, ce serait attendre la victoire du prolétariat international, ce serait ajourner longuement une question de la plus immédiate actualité. Il est hors de doute que la bourgeoisie est incapable de résoudre la question nationale. Mais cela ne veut pas dire que nous devions remettre jusqu'à la victoire de la révolution sociale l'exercice par les peuples opprimés de leur droit à la séparation.

4. Les irrédentismes, soit entre Etat ouvrier et paysan et Etat bourgeois; soit entre deux Etats bourgeois. La question prend actuellement une acuité particulière du fait que le partage du monde après la guerre a démenbré les nations et les Etats.

Un premier groupe d'irrédentismes intéresse l'Union soviétique et les Etats limitrophes. A son IIe Congrès, le Parti polonais a décidé de soutenir les Ukrainiens et les Blancs-Russiens annexés à la Pologne qui luttent pour leur rattachement à l'U. R. S. S. Nous observons une attitude analogue chez les communistes d'Esthonie, de la Russie subcarpathienne, etc... Mais nous avons aussi une attitude tout opposée. Par exemple, la Conférence tchéco-slovaque tenue en 1921 à Reichenberg (les communistes étaient encore au sein du Parti socialiste en qualité d'opposition), examinant la question de l'irrédentisme révolutionnaire, décida qu'en cas de révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne, les 3 millions ½ d'Allemands annexés à la Tchéco-Slovaquie ne devaient pas se séparer de l'Etat tchéco-slovaque.



Elle motivait cette décision par les intérêts de la révolution prolétarienne en Tchéco-Slovaquie.

Si nos partis sont disposés à reconnaître légitime l'irrédentisme révolutionnaire, ils nient l'irrédentisme entre Etats bourgeois. Par exemple, les thèses sur la question nationale adoptées par le IIe Congrès du Parti Communiste polonais ne disent pas un mot du droit à la séparation de millions d'Allemands annexés à la Pologne. De même le Parti tchéco-slovaque.

Le Parti roumain s'est prononcé pour la formation d'une République transylvanienne indépendante, contrairement aux aspirations de la population hongroise de Transylvanie, qui tend vers la Hongrie. Cette position exprime la crainte que le droit à la libre disposition ne devienne objectivement un soutien des gouvernements capitalistes étrangers.

Vous voyez combien est compliquée la question nationale et combien nos partis doivent montrer de souplesse révolutionnaire pour concrétiser le droit à la libre disposition.

### Erreurs des Partis dans la Question nationale

Les erreurs commises peuvent se réduire à quelques types essentiels bien caractéristiques de survivances social-démocrates.

Le point de vue de quelques camarades yougoslaves, entre autres Sima Markovitch et Miloïkovitch, actuellement en prison, se rapportent au premier type. Selon eux, la question nationale en Yougoslavie est une invention bourgeoise. Savoir si les Serbes, les Croates et les Slovènes forment trois nationalités ou une seule ne présente qu'un intérêt théorique et ne peut en rien influer sur la politique du Parti. Miloïkovitch va plus loin. Il affirme qu'il n'existe pas du tout de nationalités en Yougoslavie, mais seulement des différences linguistiques, et que tout se réduit à une revision de la Constitution. La question macédonienne, selon Markovitch, ne peut être résolue que par le triomphe du prolétariat européen sur la bourgeoisie. La conséquence pratique qui en découle pour le Parti est la passivité.

La position de nos camarades grecs dans la question macédonienne se rapporte à la même catégorie d'erreurs. Il y a quelques mois, le Comité Exécutif de la Fédération Communiste des Balkans, prévoyant un conflit armé dans les Balkans, lança un manifeste qui invitait le prolétariat à réclamer l'indépendance de la Macédoine. Le Parti Communiste grec n'a pas publié ce manifeste. Il a même protesté contre.

Le second type d'erreurs s'explique par des survivances social-impérialistes. L'école autrichienne, pendant la guerre, s'est placée sur la plate-forme du maintien de l'intégrité du territoire autrichien. L'école social-impérialiste de Cunow, Leptcha, etc... considère un Etat dont les forces de production débordent les frontières. Ce point de vue se rapproche de celui du célèbre social-colonisateur hollandais Van Kol, qui préconisait à un des Congrès de la IIe Internationale une politique colo-

niale à l'usage des partis socialistes. Or, si triste que ce soit à dire, il trouve un écho chez certains membres inconséquents de nos partis. Il y a un an, l'Internationale Communiste a appelé les esclaves des colonies à la révolte contre leurs oppresseurs. La section du Parti Communiste français de Sidi-bel-Abbès, en Algérie, vota une résolution condamnant cet appel à des hommes d'une autre race, exploités par l'impérialisme français. Je demande aux camarades français dans quels documents ils ont proclamé le droit de séparation des colonies.

SELLIER. — Dans le programme du Parti.

MANOUILSKY. — Il y a actuellement en France 800.000 indigènes. Je demande ce que vous avez fait pour les organiser, pour former parmi eux des cadres d'agitateurs révolutionnaires pour les colonies. L'armée française compte 250.000 noirs. Pensez-vous pouvoir faire la révolution sociale si demain ces 250.000 sont contre vous de l'autre côté de la barricade? Votre classe ouvrière pourra-t-elle gagner une seule grève, si la bourgeoisie dispose de réserves noires qu'elle peut lancer à tout moment contre elle? Avez-vous fait une propagande antimilitariste parmi les soldats noirs?

*Sur les bancs français :* Oui, oui!

Non, je n'ai connaissance d'aucun document sérieux. Je vais vous citer un fait qui est insignifiant, mais qui est caractéristique. Pendant le Congrès de Lyon, l'Internationale Communiste avait adressé un appel aux ouvriers français et aux peuples coloniaux. La rédaction de l'*Humanité,* en le publiant, a intentionnellement supprimé les mots « Aux peuples coloniaux ». Peut-on, avec une telle mentalité, faire une propagande énergique parmi les indigènes? Je souhaite au Parti Communiste français de retourner, tout au moins dans cette question, aux traditions jauressistes. Bien des choses, dans la pratique et dans la théorie, nous séparent du défunt chef du Parti Socialiste français. Mais sa voix s'élevait toujours résolument contre les aventures coloniales. Souvenez-vous de sa courageuse campagne contre l'aventure marocaine. Jaurès n'était pas pour la séparation des colonies, mais il savait attirer l'attention du pays sur la question coloniale.

Je vais vous citer encore un fait plus récent. Aux dernières élections, sur sept candidats désignés dans les colonies, il n'y avait pas un seul indigène. Pourquoi n'avez-vous pu trouver comme candidats que des représentants de la race dominante?

Nos camarades anglais sont restés encore plus passifs. Ce sont eux qui sont le plus atteints par le préjugé colonial. Marx a écrit une fois que l'ouvrier ne sera jamais libre tant que l'Irlande ne le sera pas. Il avait parfaitement compris que le prolétariat anglais ne brisera jamais le puissant organisme de l'Empire britannique tant qu'il ne sera pas soutenu par les peuples opprimés. Ces paroles ont été dites il y a longtemps, lorsque l'Empire britannique n'était pas encore la plus grande puissance du monde, occupant presque un tiers du globe terrestre. Dans tous les documents que nous avons eu à examiner, nous n'avons pas trouvé un seul mot par lequel le Parti anglais se déclare clairement pour l'indépendance des colonies. On peut en dire autant en ce qui concerne l'Irlande. A présent que le gouvernement ouvrier de Mac Donald est au pouvoir, vous n'avez su profiter d'aucune occasion pour soulever la question devant l'opinion prolétarienne. L'oppression dans les colonies anglaises continue. Lord Reading, le célèbre bourreau des Indes, reste à son poste. Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir crié, au moment des interventions contre la révolution russe : « Ne touchez pas à la Russie des Soviets! ». L'Internationale Communiste vous félicitera bien plus le jour où vous crierez courageusement : « Lâchez les colonies! ».



Le troisième type d'erreurs se rattache aux théories de Rosa Luxembourg, à ce qu'on pourrait appeler le nihilisme national : sous le régime de l'impérialisme, tout mouvement national est condamné à être exploité par les puissances impérialistes; les partis prolétariens doivent donc rejeter complètement de leur programme la libre disposition des peuples. Cette théorie est l'expression de l'enfance du mouvement ouvrier, alors que la prise du pouvoir était encore un rêve lointain.

Seul, le bolchévisme léniniste a posé la question de la prise du pouvoir comme une question d'actualité et a su y rattacher les intérêts des millions d'hommes qui, dans l'échelle sociale, constituent les échelons moyens, et dont la conduite sera si importante pour le triomphe de la révolution prolétarienne. Il suffit de prendre quelques résolutions de tactique de nos partis européens, pour s'apercevoir que nous ne nous sommes pas encore complètement débarrassés de l'influence de Rosa Luxembourg. Je vous ai déjà indiqué les camarades yougoslaves, qui subordonnent la libre disposition des peuples à la victoire du prolétariat dans les Balkans et dans toute l'Europe. L'attitude de certains camarades allemands reflète encore plus clairement l'influence de Rosa Luxembourg.

Passons maintenant au quatrième type d'erreurs : celles de nos camarades turcs de l'*Aidine Lyk,* qui sont, en fait, pour la collaboration du prolétariat et de la bourgeoisie. Cette position n'a, en soi, rien de nouveau. Ceux qui se rappellent l'attitude des social-démocrates ukrainiens et des socialistes polonais de l'ancienne Autriche verront qu'elle a son origine dans l'idéologie social-patriote de la IIe Internationale.

### L'Union des Républiques Socialistes des Soviets solution de la Question nationale

Je passe maintenant à ma dernière partie : l'Union des Républiques Socialistes des Soviets, formée dans l'intervalle entre le IVe et le Ve Congrès. Vous savez qu'au point de vue national, la Russie est encore plus complexe que l'ancien Empire austro-hongrois. L'Autriche-Hongrie ne comptait que onze nationalités, la Russie en a plus de cent, grandes et petites,

disséminées sur l'immense territoire de l'ancien Empire des tsars. Résoudre la question nationale dans de telles conditions était extrêmement difficile. Notre solution doit servir de leçon à tous nos camarades de l'étranger.

Une autre difficulté consistait en ce que le prolétariat était surtout russe, tandis que la masse paysanne était, en grande partie, de nationalités différentes. L'U. R. S. S. compte environ 69 millions de Russes et 65 millions d'habitants d'autres nationalités. Notre premier objectif a été d'établir le trait d'union entre les 3 millions de prolétaires russes et la grande masse paysanne hétérogène.

Enfin, cette masse hétérogène se trouvait à des degrés différents de développement économique. Nous avons, d'une part, de grands centres industriels et, de l'autre, 10 millions de nomades. Il ne suffisait pas de proclamer l'égalité formelle des peuples. Cela n'aurait pas eu plus de résultats pratiques que la proclamation de l'égalité par la Révolution française. Nous voulons une égalité économique effective, seule garantie du développement normal des peuples qui font partie de notre République ouvrière et paysanne. C'est une tâche que nous devions résoudre par nos propres forces, avec des ressources économiques très limitées.

Lénine a dit que la Russie est, par sa situation géographique, un pont naturel entre l'Asie et l'Europe. C'est juste. Notre révolution a une double physionomie. Elle a agi sur le prolétariat européen à qui elle a rendu la confiance en soi et fait entrevoir la possibilité de s'emparer du pouvoir. Mais son influence n'a pas été moindre sur les peuples d'Orient. Kautsky, après la Révolution de 1905-1906, avait prédit que la Révolution russe éveillerait les peuples d'Orient à la vie nationale. Cette prophétie s'est vérifiée. Après la Révolution d'Octobre, la Russie soviétique est devenue le point d'attraction de tous les peuples d'Orient. Cela oblige le Parti Communiste et le prolétariat russe à justifier les espoirs des peuples orientaux. Entourés d'Etats capitalistes, nous ne serions jamais arrivés à maintenir l'indépendance des République soviétiques si nous n'avions pas formé, entre les peuples opprimés et le prolétariat russe, un front unique allant de la Baltique aux plaines lointaines de l'Asie. Le renégat Paul Lévi peut ironiser tant qu'il lui plaît sur le communisme bachkir et kalmouk. Il ne fait que manifester ainsi ses instincts colonisateurs.

C'est grâce à deux méthodes que nous avons réussi à réaliser cette union fraternelle de nos nationalités.

D'abord, nous avons reconnu sans réserve le droit de chaque peuple à disposer de lui-même et même à se séparer sous le régime soviétique. La proclamation de ce principe nous a permis de paralyser le nationalisme des peuples jadis opprimés par le tsarisme et d'affaiblir du même coup l'influence des partis petits-bourgeois qui profitaient des haines nationales pour semer la méfiance.



Un article remarquable de notre Constitution permet à chaque nationalité adhérant à l'U. R. S. S. d'en sortir à n'importe quel moment. Ce droit n'est limité par aucune formalité; il se réalise par un acte unilatéral du membre adhérent. Naturellement, les professeurs de droit constitutionnel bourgeois n'y comprennent rien. Dans une étude sur la nature juridique de notre Union ouvrière et paysanne, Milioukov dit que notre Etat n'est pas une personne juridique, vu l'absence de tout élément de coercition, et que, par conséquent, il ne peut prendre aucun engagement international. M. Milioukov pensait que cette analyse juridique ferait sensation parmi les Etats bourgeois et empêcherait la reconnaissance de l'U. R. S. S. Eh bien, camarades, c'est justement cette absence de toute coercition qui rend si forte notre influence morale sur les peuples adhérant à l'U. R. S. S.

Ensuite, nous avons mis en commun les principaux éléments de nos richesses et de nos ressources naturelles, propriété commune appartenant à tous les peuples de l'U. R. S. S. La théorie bourgeoise a adapté la conception de propriété privée à l'Etat moderne. Selon le droit bourgeois, toutes les richesses sont la propriété de la population qui vit sur elles. Il est naturel que, dans ces conditions, les questions de voies maritimes, de ports, de frontières, de douanes prennent une importance décisive et deviennent la source de conflits armés. L'Union soviétique a créé une nouvelle théorie où la question des frontières n'a qu'une importance accessoire. Dans notre Union soviétique, l'habitant de Mourmansk a les mêmes droits sur les ports de la Mer Noire, sur le bassin du Donetz, que le paysan de Poltava et le mineur du Donetz, et les habitants d'Odessa et du Donetz ont les mêmes droits sur les mines d'or de Sibérie que le paysan sibérien et le nomade du Turkestan. Les frontières entre les Etats adhérant à l'U. R. S. S. n'ont qu'une importance administrative et ne peuvent être l'objet d'aucun conflit.

La formation de notre Union soviétique peut être un puissant moyen de propagande pour nos partis européens; elle leur permet d'opposer la solution soviétique de la question à la méthode bourgeoise. C'est pourquoi notre pratique doit être l'objet de l'attention de tout le prolétariat européen. C'est par cette remarque générale que je terminerai. Je pense que la Commission nationale du V^e^ Congrès prendra des décisions qui nous permettront de stimuler le mouvement national dans les différents pays et de lui donner des formes révolutionnaires. Le temps des déclarations générales est passé. Il faut maintenant une action révolutionnaire positive dans les colonies et parmi les minorités nationales. Si nous y réussissons, nous aurons déjà la moitié des chances pour le succès de la Révolution mondiale, pour la cause que nous servons et que défend l'Internationale Communiste. (*Applaudissements*).

# VINGT ET UNIEME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(1er Juillet 1924)

*Président :* GESCHKE.

*Orateurs :* ROY, KATAYAMA, BOCHKOVITCH, KREIBICH, TERNIK, JACKSON, GUILBEAUX.

Roy (Indes). — Il n'est plus nécessaire de parler de l'importance de la question coloniale. Son importance est devenue pour ainsi dire un axiome de l'Internationale Communiste et de ses sections. Avant de passer en revue le mouvement révolutionnaire des pays coloniaux et semi-coloniaux depuis le IVe Congrès, il faut vous rappeler les thèses votées par le IIe Congrès, car c'est uniquement par elles que nous comprendrons la signification des événements passés et du mouvement actuel.

Je dois d'abord constater que la résolution sur le rapport de l'Exécutif contient une clause qui ne correspond pas aux thèses adoptées par le IIe Congrès.

La résolution dit qu'afin de gagner les peuples coloniaux et semi-coloniaux, il doit y avoir « un développement des relations directes de l'Exécutif avec les mouvements d'émancipation nationale ». Il est vrai que nous devons toujours avoir des relations avec ces mouvements nationaux, mais un mouvement qui aurait pu avoir une signification révolutionnaire en 1920 n'a plus la même valeur en 1924. Des classes qui auraient pu être les alliées du prolétariat révolutionnaire en 1920 ne le seront pas en 1924. Voilà le danger d'une formule rigide et la cause de notre impuissance. Si nous voulons améliorer les choses, nous devons rectifier cette erreur fondamentale. La thèse du IIe Congrès nous montre la route en soulignant l'importance d'un mouvement de classe : « Nous devons, autant que possible, donner un caractère révolutionnaire au mouvement paysan, organiser les paysans et tous les exploités en Soviets et réaliser ainsi l'union la plus étroite entre le prolétariat communiste d'Europe Occidentale et le mouvement révolutionnaire d'Orient, ainsi que des pays coloniaux et assujettis ».

Nous devons donc avoir des relations directes avec les masses et non avec les « mouvements d'émancipation nationale ». Ceux-ci embrassent toutes sortes de classes et de buts.

Quels résultats pratiques nos relations avec le mouvement de libération nationale ont-elles eus jusqu'à présent— Aucun. On peut, en effet, diviser les pays coloniaux en trois groupes : 1° les pays où la forme dominante est encore le féodalisme; 2° les



pays semi-coloniaux approchant d'un Etat national, mais dominés financièrement et militairement par des pays impérialistes; 3° les colonies pures, dominées complètement par l'impérialisme.

Le premier groupe ne joue pas à présent un grand rôle, parce que, quoiqu'il y ait là des révoltes fréquentes, elles sont désorganisées et souvent dirigées par des réactionnaires, des traîtres, etc. Il est difficile de leur donner une orientation révolutionnaire, mais il faudrait les reconnaître comme des alliés et les soutenir un peu plus que par des résolutions.

Dans le deuxième groupe sont la Perse, la Chine, etc. Il est également difficile d'y trouver un caractère politique uniforme parmi les différentes classes sociales. Mais c'est une raison de plus pour observer soigneusement les faits et ne pas s'engager dans des formules.

Il faut éclaircir un malentendu, avant de continuer. Il n'est pas exact que je soutienne l'autodétermination pour les masses laborieuses seulement et non pour les nationalités. Le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes doit être défendu, mais nous devons trouver les moyens de réaliser ce droit. Ce n'est pas le prolétariat seul qui a le droit de disposer de lui-même. Toutes les classes l'ont également. Mais nous devons analyser les conditions sociales, afin de comprendre quelle classe joue le plus grand rôle dans la lutte pour la réalisation du droit et de rechercher un contact direct avec cette classe.

Manouilsky a dit que, dans l'année passée, le mouvement nationaliste dans les Indes britanniques s'est sensiblement ranimé. En 1920 et en 1921, le mouvement nationaliste, dirigé par des leaders bourgeois et petits-bourgeois, avait, en effet, jeté la terreur dans les cœurs des impérialistes britanniques. Mais cette période est maintenant passée. Il serait erroné de prétendre le contraire ou de considérer la grève de Bombay comme une preuve de la puissance du mouvement nationaliste.

Qu'était-ce que la grève de Bombay? Dans tout autre pays, on l'aurait considérée comme de première importance révolutionnaire, mais comme elle a eu lieu dans un pays colonial, personne n'en sait rien. Pendant trois mois, 150.000 hommes et 30.000 femmes ont fait grève contre l'impérialisme capitaliste hindou et britannique.

Ce fut un mouvement véritablement révolutionnaire et qui n'a rien à voir avec le mouvement national. Il a eu son origine dans le conflit entre les intérêts capitalistes hindous et britanniques dans le Textile. Pendant et après la guerre, les travailleurs avaient obtenu quelques petites augmentations de salaires sous la pression du gouvernement qui voulait avoir la paix. Lorsque les entrepreneurs essayèrent d'enlever aux masses ces conquêtes, les ouvriers refusèrent d'accepter leurs conditions. Les chefs nationalistes — petits-bourgeois et humanitaires, radicaux et Fabiens, qui dirigent toujours les syndicats — vinrent leur conseiller d'accepter les salaires de famine qu'on leur offrait, et cela au nom de l'intérêt national. Si les ouvriers n'acceptaient pas cette diminution, le coton du Lancashire

pourrait entrer et être vendu à meilleur marché que le coton hindou! Pour la première fois dans l'histoire, les ouvriers hindous repoussèrent leurs leaders et engagèrent la lutte.

Les ouvriers engagèrent la lutte sans leurs chefs; les gens furent mitraillés partout où il y eut la moindre perturbation; le lock-out frappa 83 moulins; il y eut un grand nombre de cas de morts de faim, et lorsqu'enfin un comité de secours s'organisa, le congrès national refusa de lui accorder des subventions. Voilà la recrudescence du nationalisme!

Manouilsky a aussi parlé de la lutte des paysans. La lutte de la paysannerie est une lutte de classe des paysans exploités contre les propriétaires fonciers hindous et elle se poursuit parallèlement à la lutte des ouvriers des villes contre les capitalistes hindous. En 1920 et 1921, au contraire, les paysans et les propriétaires révoltés étaient dirigés par les bourgeois et les petits-bourgeois, qui ne comprenaient pas la signification des forces révolutionnaires qu'ils appelaient à l'action. Le mouvement nationaliste se trouve donc aujourd'hui divisé par la lutte de classe. Avec quelle classe devons-nous avoir notre « contact direct »?

Les petits-bourgeois sont toujours enchaînés par leur idéologie au féodalisme et à la grande propriété foncière et ils sont séparés des masses, mais si nous organisons les paysans et les ouvriers, ils prendront en mains les petits bourgeois qui sont à présent prêts à conclure des compromis avec l'impérialisme pour la paix et l'argent. S'ils trouvent qu'en luttant davantage, ils auront l'appui des masses, ils se sentiront fortifiés et inclineront moins à des compromis. Quant à la bourgeoisie nationale, elle soutient l'empire et a même demandé que l'armée et les relations étrangères restent au gouvernement britannique. Le bourgeois hindou sait que le mécontentement des masses est un mécontentement économique et non pas nationaliste et il veut être protégé contre les exploités. Le capitalisme hindou se jette dans les bras de l'impérialisme britannique.

En Egypte aussi, Zagloul a employé plus de phrases révolutionnaires que n'importe qui. Il a été accepté comme leader par le peuple égyptien. Mais il a pris le pouvoir en exploitant le mouvement nationaliste des masses et il les exploite toujours davantage. Tout le Comité Central du Parti Communiste d'Egypte est en prison, terriblement maltraité. Nous voyons ainsi qu'un gouvernement nationaliste peut être au pouvoir sans qu'aucune libération nationale soit réalisée. L'émancipation nationale ne pourra s'accomplir que lorsque l'impérialisme sera vaincu, et le prolétariat égyptien, quoique jeune et inexpérimenté, doit diriger la paysannerie vers ce but. Les communistes doivent encourager les bourgeois et les petits bourgeois à combattre l'impérialisme et leur poser des revendications de plus en plus fortes, mais sans compromis.

KATAYAMA. — Lénine a donné un nouveau sens à la question nationale. La IIe Internationale n'était qu'un instrument



de l'impérialisme. L'Internationale Communiste sait que, sans la chute de l'impérialisme, la révolution mondiale est impossible et que la lutte des colonies et des semi-colonies ne saurait être séparée de la lutte du prolétariat des pays impérialistes.

Il y a différents types de mouvements nationaux, selon le régime intérieur du pays, et la tâche de l'Internationale Communiste consiste à formuler la tactique correcte par rapport à chacun. « Le gouvernement ouvrier et paysan » est le mot d'ordre le plus important pour le mouvement national prolétarien.

Le Japon est d'une grande importance pour la révolution orientale, parce que c'est le seul pays capitaliste et impérialiste de l'Orient. La guerre et le tremblement de terre ont sérieusement compromis le prestige international du Japon, comme cela se manifeste par la loi d'immigration américaine récemment promulguée et le Japon commence à se tourner vers la Russie Soviétique et la Chine pour combattre l'impérialisme occidental. Le Parti Communiste japonais a une tâche importante : de lui dépend le sort de la révolution de tout l'Orient. Il voit croître son influence et a noué des relations avec le mouvement Coréen et Chinois.

Le Workers Party des Etats-Unis doit entrer en rapports avec le mouvement national qui grandit aux Philippines.

BOCHKOVITCH. — La Yougoslavie, qui réunit les Serbes, les Croates et les Slovènes, a surgi à la suite de l'écrasement militaire de l'Allemagne et de l'Autriche. Sa bourgeoisie, en 1917, 1918 affirmait encore que les Serbes et les Croates ne constituent qu'une seule nation. Après l'échec de l'offensive russe contre Varsovie et l'insuccès révolutionnaire en Italie, commença une rivalité entre la bourgeoisie serbe, d'une part, et la bourgeoisie croate et slovène, de l'autre. Et maintenant apparaît l'idée de trois nations différentes.

Avec la domination de la bourgeoisie serbe, la terreur et la réaction exercent leurs ravages.

En août 1921 fut promulguée la loi de protection de l'Etat, qui condamne pour propagande communiste à vingt ans de prison et même à la peine de mort. La Hongrie soviétique, les révolutions allemande et russe ont fortement influencé la politique intérieure de la Yougoslavie. Lorsque notre Parti devint illégal, il apparut qu'il n'avait pas assez tenu compte de la question nationale. Malheureusement, l'accord ne règne pas encore parmi tous nos camarades.

Nous devons mener une campagne dont le mot d'ordre sera : « A bas la guerre » et qui doit être particulièrement liée à la question nationale. Il s'agit d'organiser le front unique avec les partis petits-bourgeois et les organisations paysannes, avec le parti de Raditch, en vue d'actions communes contre l'hégémonie de la bourgeoisie serbe.

KREIBICH (Tchéco-Slovaquie). — Notre devoir est de dissiper les illusions nationales de lutte émancipatrice, comme toutes les autres illusions. La révolution prolétarienne est seule

capable d'aboutir à l'émancipation des nationalités. Cependant, le droit de disposer de son sort ne veut pas dire que les partis communistes doivent toutes les fois se prononcer pour l'autonomie. Dans chaque cas particulier nous devons considérer l'intérêt de la révolution prolétarienne.

Je prendrai pour exemple la Tchéco-Slovaquie : un Etat jeune comme elle, même s'il opprime des minorités nationales, ne doit pas être mis au même niveau que les puissants Etats impérialistes. La bourgeoisie tchèque opprime la Russie subcarpathique. Nous exigerons la réunion de la Russie subcarpathique et de la Galicie orientale à l'U. R. S. S., car dans cette réunion le mouvement national et l'intérêt de la révolution prolétarienne coïncident. Mais nous ne pouvons fomenter artificiellement des mouvements nationaux. En Slovaquie, il y a un fort mouvement en faveur de l'autonomie : nous pouvons en prendre la direction et lui enlever son caractère réactionnaire. Mais la Slovaquie ne tend pas à l'indépendance, car un Etat slovaque indépendant serait constamment ballotté entre la Pologne et la Hongrie.

Autre chose pour la Bohême, la Moravie et la Silésie. Ces régions depuis des siècles déjà forment un tout économique avec l'Etat tchèque. La Bohême allemande est hautement développée au point de vue industriel. La question de sa séparation de la Tchéco-Slovaquie et de sa réunion à l'Allemagne est très compliquée. Pour une Allemagne prolétarienne, la Bohême, arrachée de la république bourgeoise de Tchéco-Slovaquie, serait un ballast dangereux. D'autre part cette réunion ferait perdre au mouvement tchéco-slovaque des troupes de combat précieuses.

Si la révolution prolétarienne arrivait en Tchéco-Slovaquie avant d'arriver en Allemagne, il nous faudrait nous opposer de force à l'irrédentisme des régions allemandes, qui ne pourrait dans ce cas que porter un caractère contre-révolutionnaire, car la séparation de ces pays et leur réunion à une Allemagne capitaliste contraindrait le prolétariat tchéco-slovaque à capituler devant le capitalisme tchéque.

Enfin, la séparation de ces régions dans le cadre de la société capitaliste équivaudrait à transformer l'Etat tchéco-slovaque, privé de son centre industriel, en une colonie de l'impérialisme allemand.

Notre lutte pour l'émancipation nationale des minorités ne doit pas aboutir à une recrudescence d'oppression nationale.

Ternik (Allemagne). — Manouilsky et Roy ont raison de dire qu'il faut préciser la question nationale pour chaque pays séparément si l'on veut que le droit des peuples à disposer de leur sort prenne une portée révolutionnaire.

Le point de vue que Neurath et moi avons défendu contre Thalheimer dans la question de la Ruhr a été le suivant : il ne s'agit pas d'une lutte nationale du peuple opprimé d'Allemagne, il s'agit de la continuation de la guerre impérialiste. Ici s'applique la formule de Lénine : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Thalheimer et Radek disaient que dans la Ruhr il ne pouvait être question de guerre impérialiste, puisqu'il n'y avait plus d'impérialisme allemand. Le Congrès doit, une fois pour toutes, dissiper les confusions.



En Haute-Silésie, nous avons tranché la question nationale dans un esprit parfaitement prolétarien en réalisant le front unique du prolétariat contre la bourgeoisie polonaise.

Kreibich,à ce Congrès, et Dollzal dans la presse, ont prétendu que notre devoir dans la question nationale tchéco-slovaque était de ne faire naître aucun danger pour l'indépendance républicaine. Rien de plus comique que cette indépendance républicaine. Elle coïncide totalement avec l'Etat tchéco-slovaque, qui n'est autre chose que le boulevard de l'impérialisme français. Nous ne devons pas nous solidariser avec l'Etat tchéco-slovaque et nous devons formuler nettement, en regard de la conception bourgeoise, ce que nous entendons par autodétermination. Sinon nous voilà enlisés dans le marais du social-patriotisme. Les commissions auront à rechercher une formule claire et nette du droit des peuples à disposer de leur sort pour éviter toute confusion avec le nationalisme bourgeois.

Jackson (Amérique). — Le fait nouveau de la question nègre en Amérique, c'est la migration des nègres du Sud des Etats-Unis vers le Nord. Pendant la guerre, ils étaient attirés par les hauts salaires, mais il n'y a pas que des raisons économiques à cette migration. C'est l'expression de la révolte grandissante des nègres contre les persécutions dont ils sont les victimes dans le midi. Le résultat est celui-ci : les nègres, trouvant dans le nord un niveau d'existence plus élevé et n'étant pas organisés, deviennent les instruments des exploiteurs contre les ouvriers blancs organisés, dont le niveau d'existence s'abaisse par suite de leur immigration. Les bagarres récentes entre les deux races sont dues à ces causes économiques et non pas à des sentiments nationalistes.

Le problème nègre présente aux communistes une question psychologique spéciale. Les nègres ne sont pas combattus comme classe, mais comme race. Même la bourgeoisie nègre vivant dans l'aisance souffre de la persécution; une culture et une psychologie particulières aux nègres se sont développées. Les idées de Marx ne sont guère répandues parmi les nègres, parce que les socialistes et même les communistes n'ont pas encore reconnu qu'ils doivent être abordés d'une façon particulière. Les journaux qui conviennent aux cerveaux des blancs ne conviennent pas aux cerveaux des ouvriers nègres. Les mêmes discours, la même propagande, les mêmes publications ne sont pas suffisants. Le nègre ne ressent aucun antagonisme à l'égard du communisme, mais il veut savoir comment il satisfera ses besoins particuliers.

En février 1924, a eu lieu un Congrès auquel les nègres de toutes classes étaient représentés. Il a été dominé par des nègres

petits-bourgeois, mais les communistes ont pu insérer quelques idées de classe dans le programme.

Les nègres du Sud travaillent surtout dans l'agriculture, et un mouvement agricole s'y développe. Les communistes doivent en tirer profit.

Guilbeaux. — Le problème des nationalités et des peuples opprimés a une importance de premier ordre.

Lénine donnait à l'étude de cette question une signification toute particulière. C'est qu'en effet la question des nationalités joua un grand rôle dans la révolution russe. La libération des peuples opprimés a eu autant d'importance que l'adhésion des paysans pauvres à la Révolution sociale et au communisme.

Lénine distingua les deux mouvements : le mouvement démocratique bourgeois, à combattre, et le mouvement nationaliste révolutionnaire, à encourager.

Manouilsky propose une excellente application des thèses de Lénine : constituer des partis paysans révolutionnaires en liaison intime avec les partis communistes.

Ses reproches au Parti français sont plus que justifiés. Jaurès, qui appartenait à la IIe Internationale, a fait plus contre l'impérialisme français que le Parti Communiste.

Le Parti anglais a fait très peu en faveur du mouvement révolutionnaire des colonies. Mais le Parti anglais est petit par le nombre. Je crois qu'il faut être plus sévère à l'égard du Parti français, qui groupe 60.000 adhérents.

Comme dans la question du parlementarisme et de la presse, le Parti français montre de la passivité et du réformisme dans la question impérialisme et coloniale. On a nommé jadis une commission coloniale. Qu'a fait cette commission? Le Parti devrait élire une commission d'études de deux ou trois camarades qui entreprendraient un voyage dans les colonies et étudieraient sur place le moyen de créer des centres d'agitation et de propagande.

Aux élections législatives récentes, le Parti aurait dû prendre un plus grand nombre de candidats indigènes. Il aurait fallu dans le groupe parlementaire quelques représentants de ces pays arriérés qui sont sous le joug du capitalisme français et qui auraient dénoncé les méfaits de la prétendue civilisation. Il a fallu un mois pour que l'*Humanité* se décide à publier la première lettre ouverte de Roy à Mac Donald. La presse du Parti sur la question impérialiste et coloniale est plus qu'insuffisante.

Sur la question des Balkans, dont plusieurs orateurs ont signalé l'importance, l'*Humanité* n'a presque rien dit. De même sur le problème de l'Albanie. La presse bourgeoise française montre les intérêts de la France impérialiste en Syrie. L'*Humanité*, tout d'un coup, publie un appel de l'Internationale Communiste en troisième page et en petits caractères, alors qu'en



première page, et avec des manchettes énormes, elle relate, avec des commentaires réformistes, les débats du Parlement.

Je formule le vœu que les camarades des pays occidentaux et en particulier les camarades français, étudient les problèmes qui ont été posés et solutionnés déjà par la Révolution russe. L'émancipation définitive du prolétariat ne peut être accomplie qu'avec le concours des peuples arriérés et opprimés.

# VINGT-DEUXIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(1er Juillet 1924, soir)

*Président :* GESCHKE.

*Orateurs :* SELLIER, ROSSI, MANN, JIM LARKIN, AI-QUAC, DOUGLAS, MAXIMOS, TREINT, VASSILIEV, GEORGESCU, PEPPER, CHINWHA, AMTER, FAROUK.

SELLIER (France). — Manouilsky a souligné l'activité insuffisante du Parti français dans la propagande aux colonies et dans la métropole même en faveur de l'indépendance des colonies. La section française reconnaît que son effort actuel est loin d'être à la hauteur de la tâche immense qui lui incombe. Mais il importe de mettre au point certaines exagérations.

La thèse esclavagiste adoptée l'année dernière par la petite section de Sidi-bel-Abbès, n'est pas du tout le fait de l'ensemble du Parti, où elle a provoqué immédiatement les plus véhémentes protestations. La direction aurait exclu cette section si elle n'avait pris elle-même la précaution d'aller rejoindre hâtivement le groupe Frossard.

Il n'est pas davantage juste de sous-estimer notre effort de propagande coloniale. Notre Parti a pris, d'accord avec la C. G. T. U., l'initiative de grouper syndicalement les ouvriers étrangers et indigènes travaillant en France. Nous avons organisé la propagande aux colonies par l'intermédiaire des éléments indigènes présents dans la métropole, travailleurs et soldats. Nous avons édité trois numéros de la *Caserne* en langue arabe. Le journal tunisien du Parti, fondé par Louzon, qui tire régulièrement une édition en langue arabe, poursuivi sans cesse, vient encore de reparaître sous un nouveau titre. Enfin, à l'occasion des élection législatives, le journal d'Alger *La Lutte Sociale* a tiré également une édition arabe pour les trois départements d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Le Parti avait désigné le camarade indigène Ben Lekahl Mahmoud, emprisonné à Mayence pour son action courageuse dans la Ruhr, comme candidat du Parti en Algérie. Seule l'impossibilité de faire en temps voulu les formalités indispensables a empêché que cette candidature soit effectivement posée. Par contre, notre Fédération de la Seine a présenté à Paris le camarade arabe Hadjali, et cette candidature a eu jusqu'en Egypte des répercussions dont les échos nous sont revenus à Paris.



L'indépendance des colonies figure au programme du Parti, lequel a été adressé récemment par la voie d'un numéro spécial de l'*Humanité* aux 11 millions d'électeurs français; elle a été évoquée à la Chambre et revendiquée dans l'*Humanité* par Marcel Cachin; nous en soulignons la nécessité dans tous nos grands manifestes, et le groupe communiste au Parlement a déposé à ce sujet une demande d'interpellation.

Cela dit, tout le monde dans le Parti français est d'accord pour reconnaître la nécessité absolue d'activer notre effort aux colonies. Mais alors c'est une grosse question d'organisation, qu'il faut résoudre dans une commission compétente et non pas devant le Congrès. Se représente-t-on l'appareil nécessaire pour toucher 59 millions ½ de population répartie en Afrique orientale, à Madagascar, en Afrique occidentale avec le Dahomey, le Sénégal, le Soudan, une partie du Congo, aux Antilles avec la Guadeloupe et la Martinique, en Asie, en Indo-Chine, en Afrique du nord avec la Tunisie, l'Algérie et le Maroc?

Nous devons : 1) conjuguer nos efforts avec nos partis frères d'Angleterre et de Belgique; 2) construire un appareil d'agitation et de propagande sur le mode de celui que l'Internationale a mis debout pour l'Orient et qui constitue aujourd'hui un de ses leviers révolutionnaires les plus puissants.

A ces deux conditions essentielles seulement, nous serons en mesure d'accomplir suffisamment notre besogne pour l'émancipation des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français.

ROSSI (Italie). — Camarades, la nécessité de préciser la tactique de l'Internationale dans les problèmes nationaux et coloniaux est également démontrée par les fautes graves et par les insuffisances que le rapporteur a relevées dans l'activité des plus importantes sections de l'Internationale Communiste. Les problèmes nationaux et coloniaux, suivant l'enseignement de Lénine, se posent sans contradiction sur le même terrain où se développe la lutte contre le capitalisme.

Il est indispensable de trouver la solution de ces problèmes.

Les thèses et les résolutions sur les questions nationales et coloniales sont presque toujours acceptées, mais ne trouvent qu'une application trop prudente. Manouilski l'a rappelé aux partis anglais et français. Le mot d'ordre général doit être : *lutte des pays opprimés contre l'impérialisme mondial en alliance avec le prolétariat des métropoles.*

Il est évident que la lutte contre l'impérialisme capitaliste doit être organisée sur le territoire des pays opprimés; mais le branle doit être donné par les partis communistes des pays colonisateurs.

Les communistes doivent combattre les tendances réformistes et opportunistes, assez répandues dans certains pays et spécialement en Angleterre, où elles sont l'expression des intérêts de certaines catégories d'aristocratie.

L'utilisation dans les pays opprimés de toutes les classes sociales contre l'impérialisme ne doit pas empêcher qu'il se constitue dans ces pays des partis communistes luttant à la fois contre l'impérialisme métropolitain et contre la bourgeoisie indigène.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne doit pas nous faire oublier la lutte en commun des prolétariats contre le capitalisme.

Manouilsky a raison de croire que la conception de quelques camarades allemands sur l'agitation communiste dans la Ruhr a été une erreur. Dans un pays où existe un fort prolétariat, la question nationale ne peut pas effacer les revendications de classe.

Le V[e] Congrès doit garantir aux camarades coloniaux que les problèmes coloniaux et nationaux occuperont plus de place dans nos travaux.

MANN. — En prenant la parole sur la question nègre, je parlerai exclusivement de l'Union sud-africaine, qui a une population de 6.000.000 de nègres et 1 million ½ de blancs, dont la moitié Anglais et la moitié Hollandais, et 600.000 « personnes de couleur ».

Le Boer est un farmer ou un propriétaire du sol. Mais vu le manque de terre, les jeunes farmers hollandais ont dû quitter leur fermes et aller travailler dans les mines. Les mines d'or du Rand appartiennent aux Anglais. Les mineurs indigènes, au nombre de 230.000, sont surveillés par 27.000 blancs. L'attitude de ces blancs vis-à-vis des indigènes est déterminée par le régime habituel des fermes où le noir était un esclave, fréquemment bâtonné par le Boer. Quoique les Anglais ne soient pas habitués à frapper les indigènes, ils les traitent en parias.

Il n'est pas étonnant que les « boys » indigènes regardent les blancs avec méfiance. Dans les conflits industriels qui ont lieu de temps en temps, les blancs n'ont jamais fait cause commune avec les indigènes.

Au Cap, il ya une population indigène spécialement engagée dans les ports et qui a longtemps vécu dans les villes. Elle montre une grande capacité d'organisation. Pendant la guerre 300 indigènes ont demandé une augmentation de 50 % de leur salaire, qui était de 4 shillings par jour et ont proclamé la grève lorsque cela ne leur fut pas accordé. Les blancs sabotèrent la grève, et le mouvement échoua. Néanmoins après peu de temps, ces 300 avaient organisé une union de 300.000 qui demanda récemment une augmentation de 100 % et en trois jours obtint satisfaction. Cela prouve que les noirs ont du courage prolétarien, une puissance de grève et une habileté d'organisation.

Une « Union Industrielle et Commerciale » se compose exclusivement de noirs, et organise les travailleurs des ports, les mineurs, les travailleurs à domicile et autres travailleurs noirs des deux sexes.



J. LARKIN. — Les prolétaires irlandais se sont soulevés en 1916, non pas en 1917. Ils se sont soulevés en révolutionnaires conscients, parce qu'ils s'étaient éduqués pendant longtemps comme révolutionnaires.

En Irlande, nous avons créé une armée industrielle du prolétariat, et nous lui avons donné une expression politique. En 1914, nous avons lancé un manifeste au prolétariat mondial, l'invitant à déposer les armes et nous avons refusé de marcher pour les kaisers, les rois et les présidents.

Nous ne sommes pas seulement en Irlande, nous sommes des millions en Angleterre, en Ecosse, aux Etats-Unis, en Australie et dans l'Afrique du Sud. Il est du devoir de l'Internationale Communiste d'entraîner cette masse composée pour la plus grande part de prolétaires, dans le grand mouvement communiste.

NGUYEN AÏ-QUAC. — Je me contente de compléter les critiques du camarade Manouilsky. Les neuf pays colonisateurs : Angleterre, France, Etats-Unis, Espagne, Italie, Japon, Belgique, Portugal et Hollande ont ensemble une population de 560.200.000 habitants et une superficie de 11.470.600 kilomètres carrés. Ces pays exploitent un domaine colonial dont l'étendue dépasse 55.500.000 kilomètres carrés avec une population de 560.200.000 âmes. Les pays colonisés sont donc cinq fois plus grands que les pays colonisateurs et la population de ces derniers est de 3/5 inférieure à celle des premiers. Les chiffres sont encore plus éloquents pour la Grande-Bretagne et la France. La première possède une population huit fois et demie plus grande que sa population métropolitaine et un territoire colonial deux cent trente-deux fois plus vaste que son territoire national. Le territoire colonial de la France est dix-neuf fois plus grand que le sien propre et ses colonies ont 16.600.000 habitants de plus qu'elle.

Il est donc absolument nécessaire que nos partis de Grande-Bretagne et de France aient une politique coloniale plus active et plus énergique; sinon le mot d'ordre « action de masse » restera stérile. Or, jusqu'à présent, ils ont été inactifs. La presse du Parti n'a pas donné à ce grave problème la place et l'importance qu'il mérite.

Je me permets de faire les propositions suivantes, que je crois immédiatement réalisables :

1. Tribune coloniale dans l'*Humanité*.
2. Intensifier la propagande et le recrutement parmi les indigènes.
3. Envoyer des indigènes à l'Université Communiste de Moscou.
4. Organiser les indigènes travaillant en France.
5. Obliger les membres du Parti à s'intéresser à la question coloniale.

DOUGLAS (Grande-Bretagne). — Le Parti britannique est une des sections les plus faibles de l'Internationale Communiste,

et il se trouve en face des tâches les plus lourdes. Manouilsky déclare que nous n'avons rien fait au sujet de la grève de Bombay et du procès de Cawnpore, mais s'il avait lu le *Workers Weekly*, il aurait vu quelle propagande nous n'avons cessé de mener.

Roy a trop accentué le réveil des ouvriers, et diminué l'importance des mouvements nationalistes. En Egypte des groupes d'ouvriers ont occupé des fabriques, mais ils ont été trahis par les social-démocrates.

Maximos (Grèce). — Manouilsky a voulu faire croire que le Parti grec s'intéresse beaucoup plus aux frontières de la Grèce qu'aux résolutions de la Fédération balkanique et au mouvement révolutionnaire.

Depuis 1912, la Grèce bourgeoise se trouve en guerre . après la guerre balkanique, la guerre avec la Bulgarie, puis la guerre européenne. Elle a réussi à porter ses frontières jusqu'à la Thrace orientale près de Constantinople.

Le Parti Communiste grec a lancé toutes ses forces, non seulement contre la guerre chauvine, mais pour le droit des nationalités. Il a eu les trois quarts de ses membres emprisonnés pour la question nationale. Chaque minorité nationale trouve en nous un défenseur, parce que la lutte nationale des minorités est en même temps une lutte contre la classe dominante.

Treint. — Le Parti français est d'accord avec Manouilsky sur la manière d'appliquer à la situation présente les décisions du IIe Congrès. Je veux simplement marquer que dans sa critique Manouilsky a un peu exagéré. Guilbeaux a exagéré les exagérations de Manouilsky.

Quand on critique un Parti, quand on critique l'Internationale, il faut se demander : de quelles forces disposait-on? A-t-on suscité toutes les forces qu'il était possible de susciter? L'activité a-t-elle été dirigée dans une bonne direction? Les forces dont on disposait ont-elles été réparties justement entre les différentes branches de l'activité révolutionnaire?

Manouilsky a eu parfaitement raison de marquer que, de son point de vue social-démocrate, Jaurès avait compris l'importance des questions coloniales.

Mais nous devons dire que les solutions de Jaurès étaient radicalement fausses. En 1905, il saluait l'accord d'Algésiras, et en 1911 le traité franco-allemand sur le Maroc comme une preuve de la possibilité d'accorder les capitalismes rivaux et d'éviter la guerre.

Il approuvait d'un point de vue pacifiste, sans en marquer suffisamment le caractère impérialiste, de tels accords aboutissant à une exploitation du Maroc par les syndicats intercapitalistes.

Sans doute, de son point de vue pacifiste, Jaurès était opposé à de nouvelles expéditions coloniales, mais il n'envisageait la libération des peuples coloniaux déjà soumis au capitalisme français qu'en réclamant pour les indigènes les droits de citoyens français.



Eh bien nous devons le dire nettement, parce que notre Parti a suffisamment grandi pour qu'on ne puisse plus jouer avec sa sentimentalité, nous sommes contre la tradition de Jaurès dans ce domaine comme dans tous les autres.

Jaurès s'est trompé, il a exprimé avec génie les erreurs de la seconde Internationale, et c'est pourquoi la tradition jauressiste est si dangereuse.

Nous ne voulons pas libérer les peuples coloniaux en les faisant participer à la démocratie bourgeoise dans le cadre des Etats impérialistes modernes; mais en soutenant les mouvements de libération nationale allant jusqu'à l'insurrection et et la proclamation de l'indépendance.

C'est en coordonnant ces mouvements pour l'indépendance des colonies avec la lutte du prolétariat de la métropole que nous détruirons la base de l'impérialisme.

Vassiliev (Ukraine occidentale). — Une des prémisses de la Révolution future en Pologne, outre la lutte de classes, est la question nationale, surtout la question ukrainienne et blanc-russienne. La lutte nationale des masses ukrainiennes et blanc-russiennes est intimement liée à la lutte sociale et économique des paysans contre les propriétaires fonciers et les bureaucrates polonais. L'unique attitude juste du Parti Communiste est de se prononcer pour la séparation des terres ukrainiennes et blanc-russiennes de la Pologne actuelle, et leur réintégration dans l'Ukraine et la Russie blanche soviétiques. Il convient évidemment de souligner que ce n'est réalisable que par une Révolution sociale en Pologne.

Le Parti Communiste d'Ukraine occidentale se propose de lutter pour l'admission du prolétariat ukrainien dans les syndicats.

Georgescu (Roumanie). — La Roumanie est l'exemple classique d'un pays où le Parti Communiste peut profiter de la question nationale dans l'intérêt de la révolution. La 6e conférence balkanique nous a donné un programme tout à fait net. Nous avons reconnu le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes jusqu'à la séparation complète, et nous l'avons observé. Les grandes persécutions auxquelles notre Parti a été exposé après la conférence de Vienne montrent qu'il a bien travaillé.

Manouilsky n'a pas mentionné la question bessarabienne, j'ignore pour quelles raisons, et il a parlé encore moins de l'attitude du Parti roumain à l'égard de cette question. Il nous a accusé de n'avoir pas pris une position claire vis-à-vis de l'irrédentisme hongrois. Je puis déclarer au nom de la délégation roumaine que notre attitude dans cette question fut aussi claire que dans la question bessarabienne.

Manouilsky nous recommande non seulement de soutenir les partis paysans et petits-bourgeois, mais aussi de pousser à

la création de ces partis. Je pense que nous devons sérieusement y réfléchir, la différence entre un simple appui à accorder et la création de tels partis étant grande.

PEPPER (Amérique). — Je suis complètement d'accord avec Roy que les partis européens et américains ne comprennent pas bien la question coloniale. Mais le reproche ne peut frapper que l'une ou l'autre section, non l'Internationale tout entière. L'Internationale est meilleure que ses sections. Elle est même la directrice idéologique des camarades qui se plaignent ici. C'est elle qui leur a donné la tribune du haut de laquelle ils peuvent porter plainte.

En ce qui concerne la question irlandaise, Lénine nous a présenté déjà pendant la guerre impérialiste l'Irlande comme l'exemple d'un pays où une guerre nationale révolutionnaire est possible.

Roy généralise trop son expérience de l'Inde. Je pense que la bourgeoisie hindoue n'est pas encore si contre-révolutionnaire, que ses intérêts s'identifient complètement à ceux de l'impérialisme britannique. Elle pourra persécuter mille fois le prolétariat, et pourtant son rôle à l'égard de l'impérialisme britannique sera objectivement révolutionnaire.

Manouilsky a insisté avec raison sur l'importance révolutionnaire du mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais je pense qu'il a trop peu parlé de l'autre côté de la question. L'autre mot d'ordre dont nous avons besoin, c'est celui de la pleine égalité des nationalités et des races. En beaucoup de pays nous ne sommes pas capables de distinguer les nationalités et les races, de sorte que l'autodétermination n'aurait pas de sens, pour les nègres aux Etats-Unis, et en général pour toute la question nationale aux Etats-Unis, où vivent des prolétaires de 56 nations sans pouvoir se développer parce qu'ils n'ont pas de presse dans leur langue maternelle. Là le mot d'ordre de l'absolue égalité de droits est un mot d'ordre vraiment révolutionnaire.

En Australie aussi il s'agit non pas d'autodétermination d'un Etat, mais de la possibilité d'immigration des races « de couleur ». C'est le cas à présent dans le conflit américano-nippon. Voilà pourquoi nous pourrions à mon avis lancer comme troisième mot d'ordre celui du droit à la libre émigration et immigration.

CHINWHA (Chine). — Les Chinois ont à lutter à la fois contre les impérialistes étrangers et contre les militarismes indigènes, qui en réalité, sont des agents des impérialistes. Dans les douze mois passés, l'impérialisme a atteint chez nous son apogée, ce qui sera démontré par les exemples suivants :

1. Un marchand américain, Carmen, qui voulait passer en fraude 60.000 dollars d'argent, tira sur les soldats qui s'efforçaient de l'arrêter, et fut tué par eux. La Chine dut payer une indemnité de 50.000 dollars.



2. A Hankéou, trois cents Chinois employés dans une entreprise anglaise furent licenciés pour avoir constitué un syndicat, et trois des « meneurs » arrêtés. Des démonstrations suivirent, mais les soldats britanniques les réprimèrent et les navires de guerre anglais menacèrent de bombarder la ville. Trente-trois ouvriers furent jetés en prison.

3. Le gouvernement français a réussi à forcer le gouvernement chinois à verser en or l'immense indemnité due aux Français pour l'affaire des Boxers, au lieu de la payer en francs-papier dépréciés.

4. Le Japon a retenu Port-Arthur et Dalny.

5. Un groupe de bandits assaillit l'année dernière un train à Lichen et captura cent Chinois et vingt étrangers. A la suite de cet incident, les ministres de Grande-Bretagne, d'Amérique, du Japon, de France et d'Italie demandèrent et obtinrent du gouvernement chinois une indemnité de 8.700 dollars pour chaque étranger capturé, l'organisation d'une « force de protection pour les chemins de fer » (en réalité chargée de contrôler les chemins de fer) sous le commandement d'étrangers et le renvoi de plusieurs hauts fonctionnaires.

6. Le gouvernement chinois a été forcé par les grandes puissances d'autoriser l'exportation du coton.

7. La compagnie anglo-américaine des tabacs, qui fabrique en Chine des cigarettes avec le tabac chinois, jouit d'une complète exemption d'impôts, ce qui constitue une perte de 200 millions de dollars pour le fisc chinois.

8. L'Angleterre a envoyé vingt bateaux de guerre à Canton afin d'obtenir le versement des douanes recueillies par Sun-Yat-Sen.

9. L'Angleterre, la France, le Japon, l'Amérique et l'Italie prétendent créer une base navale sur le Yang-Tse.

L'arrogance des impérialistes a provoqué une accentuation du mouvement nationaliste, dont les communistes commencent à prendre la direction. Tous les membres du Parti ont reçu l'ordre d'adhérer au Homindan pour le transformer, d'organisation cherchant à conquérir des territoires par la force des armes, en une organisation représentant réellement les masses. Sun-Yat-Sen a soutenu activement ce travail.

Le programme politique récemment adopté par le Homindan réclame l'abolition du contrôle étranger en Chine, l'abrogation des accords injustes avec les puissances étrangères, la répudiation des emprunts contractés par l'irresponsable gouvernement de Pékin, le suffrage universel, la liberté de parole, d'association et de presse, des lois sur le travail, la réorganisation de la vie agraire et la nationalisation des transports. Les puissances étrangères doivent rendre leurs concessions; les revenus ainsi obtenus seront employés pour mettre fin au banditisme.

AMTER (Amérique). — Camarades, la question nègre en soi

est une question de race. Mais pour les partis français, britannique et autres, c'est principalement une question coloniale.

Les ouvriers des pays impérialistes ne s'intéressent pas à la question nègre. Ils vivent largement des profits extorqués par la bourgeoisie aux colonies, et ils s'opposent aux mouvements tendant à la libération des colonies et à l'amélioration du sort des peuples coloniaux. Ils craignent un abaissement de leur propre niveau d'existence après la libération des peuples coloniaux.

A l'égard de l'Afrique du Sud, Mann ne nous a pas donné un tableau tout à fait exact. Quel est le trait fondamental de la situation? Ce n'est pas que l'impérialisme ait exproprié les nègres, ce n'est pas que les chefs des tribus soient forcés d'envoyer des « boys » aux exploitations, mais c'est qu'en enlevant la terre aux nègres, les impérialistes les forcent à émigrer dans les régions industrielles et à y travailler pour des salaires de famine. A Kenya, la population nègre a été privée de ses droits les plus fondamentaux, de toute la terre fertile, et a été chassée dans les villes de la côte pour y travailler.

Il y a deux ans, le gouvernement britannique envoya des bombes et des avions dans les villes où le peuple avait protesté contre le régime qui lui rend la vie impossible. Le travailleur nègre ne peut plus passer librement sans passeport d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre. Où qu'il se trouve, il doit partout être enregistré. Aucun nègre ne peut quitter l'Afrique du Sud, sinon comme marin ou en contrebande.

Les trade-unions blanches ont des préjugés contre les unions noires, et celles-ci sont très faibles parce que, sitôt qu'elles réussissent à trouver un chef capable, les capitalistes l'achètent et le corrompent. Cependant, il y aura sous peu du changement, une loi qui interdisait aux indigènes de travailler comme ouvriers qualifiés ayant été abolie.

Aux Etats-Unis, le problème nègre est un problème agraire et non industriel. Le nègre est très souvent fermier et appartient à la classe la plus appauvrie des Etats-Unis. Il paye son fermage par sa moisson, et il doit recevoir tout ce qu'il lui faut du marchand ou du propriétaire. Ainsi il est toujours endetté et enchaîné pour la durée de sa vie au propriétaire foncier. Si le coton est frappé par la maladie, le fermier nègre se trouve dégradé à une condition inférieure à celle des esclaves. Dans l'industrie, on a parfois employé les nègres comme briseurs de grèves, mais là où ils sont bien accueillis par les ouvriers blancs, ils les soutiennent fermement, comme les grèves des métallurgistes et des mineurs l'ont prouvé. Il y a aux Etats-Unis 484 syndicats nègres.

Que devons-nous demander pour les nègres? Les nègres doivent formuler eux-mêmes leurs revendications. Ils doivent organiser d'abord une conférence qui demandera leur admission dans les grands syndicats. La Fédération of Labor s'y oppose en réalité, quoiqu'elle prétende le contraire.



Les nègres d'Afrique et d'Amérique doivent être liés les uns aux autres par la propagande. La direction intellectuelle se trouve à New-York, et tout le mouvement pourrait être dirigé par la presse des Etats-Unis. Mais la presse anglaise n'atteint pas le nègre africain, et c'est pour cela que des marins doivent emporter des feuilles volantes à l'usage des indigènes, pour commencer la propagande en Afrique.

FAROUK (Turquie). — La question nationale en Turquie se présente sous quatre formes : 1) les relations du prolétariat avec le nationalisme révolutionnaire dans la sphère positive (politique, économique); 2) les relations du prolétariat avec le nationalisme révolutionnaire dans la sphère négative, c'est-à-dire dans la lutte contre l'impérialisme pour l'émancipation nationale et dans la lutte contre les institutions féodales et médiévales; 3) les relations du prolétariat avec les minorités; 4) les relations du prolétariat avec le nationalisme impérialiste.

Le prolétariat de Turquie, suivant son idéologie purement prolétarienne, a collaboré et collaborera encore avec le nationalisme révolutionnaire seulement dans la sphère négative, c'est-à-dire pour abolir les capitulations, vaincre l'oppression impérialiste du capital étranger, créer un régime auquel les étrangers doivent se soumettre, mener la lutte pour liquider le sultanat, le khalifat, les institutions religieuses, etc... Mais collaborer pour augmenter la puissance des bourgeois, jamais.

La forme la plus importante de la question nationale, c'est la lutte qui continue contre l'impérialisme français. Après la rupture de la Conférence de la Corne d'Or, une insurrection se prépare aussi à Mossoul contre l'impérialisme anglais. Le P. C. T. soutient ces mouvements contre les impérialistes et espère que l'Internationale Communiste aussi les soutiendra. En cela nous exécutons le testament de Lénine-le-Grand qui, à l'encontre d'un autre testament, recommande au prolétariat mondial de conquérir, non le territoire de l'Orient pour le coloniser, mais son cœur, en lui venant en aide dans sa lutte contre l'impérialisme capitaliste, ennemi commun de l'Orient opprimé et du prolétariat mondial.

# VINGT-TROISIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(2 Juillet 1924)

*Président :* WIJNKOOP.

*Orateurs :* BORDIGA.

## Le Fascisme

BORDIGA. — J'ai fait sur le fascisme un rapport au IV[e] Congrès, à un tournant tout à fait décisif, au moment de la conquête du pouvoir par Mussolini. Maintenant, nous sommes à un autre tournant de l'histoire fasciste, qui a été déterminé, comme vous le savez, par l'assassinat de Matteotti.

On a dit que le fascisme se présenterait comme la négation de la période pendant laquelle la bourgeoisie libérale et démocratique de gauche s'est trouvée au pouvoir en Italie. Le fascisme serait une réaction aiguë contre la politique de concessions de Giolitti. Nous pensons, au contraire, qu'il y a un rapport dialectique entre les deux périodes, que la première attitude de la bourgeoisie, pendant la crise où l'Etat a été jeté dans l'après-guerre était la préparation naturelle du fascisme.

Le fascisme commence dans les régions agricoles. Voilà un fait tout à fait caractéristique, mais il ne faut pas en conclure qu'il soit purement un mouvement de la bourgeoisie agraire, des grands possesseurs de terres. Au contraire, il englobe aussi la grande bourgeoisie industrielle, la grande bourgeoisie financière et commerciale; c'est une tentative d'unité contre-révolutionnaire de toutes les forces bourgeoises. Au premier moment, le fascisme se présente non pas comme une organisation des hautes classes sociales que nous venons de nommer, mais comme un mouvement des classes moyennes, des anciens combattants, de la bourgeoisie intellectuelle et de toutes ces couches que le prolétariat n'est pas parvenu à entraîner derrière lui.

Le fascisme n'est pas un mouvement révolutionnaire, c'est un mouvement de conservation qui n'apporte aucun programme nouveau. Il apporte seulement un facteur qui manquait complètement aux anciens partis : une organisation politique et militaire.

Quels sont les rapports entre le fascisme et le prolétariat?

Le fascisme, par définition, est un mouvement antisocialiste et par conséquent antiprolétarien. Il se présente du premier moment jusqu'au dernier, comme le destructeur des conquêtes même les plus insignifiantes de la classe ouvrière. Mais



quand même, le fascisme n'est pas l'ancienne réaction d'extrême-droite avec son état de siège, avec la terreur, avec ses lois d'exception, avec la prohibition officielle des organisations rouges et révolutionnaires. C'est un mouvement plus moderne et plus rusé qui, en même temps, cherche à travailler les masses du prolétariat, et adopte sans hésiter le principe de l'organisation syndicale. Il cherche à former des organisations économiques de travailleurs.

Il faut noter que c'est là un argument très fort contre le syndicalisme et même contre le syndicalisme révolutionnaire, qui prétend que l'arme la plus décisive pour la lutte du prolétariat est l'organisation économique. Les faits nous démontrent que cette arme peut très bien être exploitée dans un but contre-révolutionnaire.

En somme le fascisme n'a fait que reprendre sous un nouveau jour l'ancienne plate-forme des partis bourgeois de gauche et des partis social-démocrates, c'est-à-dire la collaboration de classe. Le fascisme exploite aussi dans ce sens l'idéologie nationale et patriotique.

Le pouvoir a été conquis par les fascistes sans lutte armée; il y a eu une mobilisation du fascisme qui menaçait de s'emparer révolutionnairement du pouvoir, et une espèce de siège à un certain moment. Mais cette résistance ne s'est pas réalisée. La lutte armée n'a pas eu lieu, un compromis en a pris la place.

Nous nions absolument qu'il s'agisse là d'une révolution, comme le fascisme le soutient à chaque moment. La révolution n'est pas chose qui puisse être mise dans la poche de personne; le chef politique le plus audacieux ne peut pas faire surgir les événements à sa volonté.

Donc il n'y a pas eu révolution, il y a eu un changement du personnel dirigeant de la classe bourgeoise. Ce changement ne représente pas un changement du programme de la bourgeoisie italienne au point de vue économique et social, ni même au point de vue politique intérieure.

Il y a eu, c'est vrai, des poursuites contre les communistes. Mais elles se sont exercées dans le cadre des anciennes lois judiciaires. Il n'y a pas eu de lois judiciaires exceptionnelles. Les anciennes lois sont très démocratiques et libérales, et c'est ce qui nous a permis de nous tirer heureusement du procès intenté contre nous. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu des poursuites très graves contre le prolétariat, mais je dis que dans ce procès tout à fait politique dans lequel on a cherché à porter un coup à l'état-major révolutionnaire, la nouvelle situation créée par le fascisme n'a rien changé au cours des choses.

En réalité la situation économique n'est pas bonne. La valeur de la lire a aujourd'hui atteint son niveau le plus bas. A cela Mussolini répond qu'elle aurait pu atteindre un niveau encore plus bas, s'il n'y avait pas eu le fascisme : cet argument ne tient pas.

Le gouvernement fasciste n'a pas réalisé ses promesses, et

une grande désillusion s'est emparée de la classe sur laquelle le fascisme a voulu s'appuyer, c'est-à-dire la classe moyenne.

Je veux maintenant parler des méthodes du gouvernement fasciste à l'égard du prolétariat proprement dit. Je vous ai dit tout à l'heure que notre procès a montré l'incapacité des moyens de défense officiels de l'Etat fasciste. Mais celui-ci emploie bien d'autres méthodes contre le prolétariat, et elles ont été très graves lorsqu'on a pu inculper nos camarades de crimes dits de droit commun, et qui étaient en réalité le fait de rencontres sanglantes entre fascistes et prolétariat et en première ligne, naturellement, les communistes.

L'impunité la plus complète est assurée aux fascistes, même quand il y a contre eux des preuves accablantes, mais on applique des condamnations terribles aux ouvriers qui se sont défendus. Il y a une amnistie qui acquitte tous ceux qui ont commis des crimes dans un but national, c'est-à-dire les fascistes, pendant que les révolutionnaires reçoivent parfois des condamnations de 10 ans et 20 ans.

Nous avons effectivement un régime qui emploie de bas moyens contre la classe ouvrière. Officiellement toutes les garanties sont respectées. On peut constituer des partis communistes, des mouvements anarchistes, etc... mais en réalité il y a une formidable coercition. Officiellement il y a la liberté de la presse, mais les préfets de province peuvent à tout instant suspendre les journaux.

Une pression formidable est exercée par le régime fasciste pour forcer les ouvriers à entrer dans les syndicats fascistes. On a détruit les sièges des syndicats rouges. Mais l'action dans les organisations industrielles n'a pas eu grand succès. En réalité, le prolétariat italien est désorganisé. Il n'est pas syndiqué. Parfois pourtant les ouvriers font de l'agitation sous le pavillon des syndicats officiels fascistes : c'est une possibilité de défendre leurs revendications.

Les mesures du gouvernement fasciste ont causé un mouvement de mécontentement dans la classe moyenne et parmi les petits paysans qui sont graduellement expropriés par la grande paysannerie. De même des conflits ont surgi entre fascistes extrêmistes et fascistes révisionnistes.

Le fascisme n'a rien fait de nouveau en politique étrangère. Il y a eu, il est vrai, la reconnaissance des Soviets, mais le prolétariat italien ne s'est pas laissé prendre au jeu de la presse fasciste. Le capitalisme italien avait intérêt à s'entendre avec la Russie. Le prolétariat a interprété cette reconnaissance non comme un signe de faiblesse de la Russie soviétique, mais comme un signe de faiblesse du fascisme.

Le fascisme a fait ses élections. Le succès des communistes n'en est que plus remarquable.

Le mouvement de mécontentement qui commençait à se développer dans les milieux déçus par le fascisme s'est accentué après la disparition du député socialiste Matteotti.



Il y a un mouvement énorme de mécontentement dans les classes moyennes. Mais il faut distinguer ce mouvement et l'état d'âme de ces classes de ceux de la classe ouvrière. C'est par des moyens pacifiques et légaux que l'opposition qui vient de se former contre le fascisme espère amener un changement. Le prolétariat, lui, a la sensation nette que, au phénomène d'exagération des forces de droite, il faudra répondre par un phénomène opposé, par des moyens de lutte violente qui pourront rétablir la situation seulement après de nouvelles périodes de luttes et dans le cas de la dictature prolétarienne.

Au début de l'affaire Matteotti, tous les partis d'opposition, et même le Parti Communiste ont participé aux protestations parlementaires. Mais depuis, la séparation des partis s'est faite. La fraction parlementaire communiste ne s'est pas associée aux déclarations des autres partis. Tous les autres partis, même les maximalistes, ont constitué un Comité commun de l'opposition parlementaire. Il y a eu là une chose très curieuse. Le Parti Communiste a proposé, comme moyen de protestation contre l'assassinat de Matteotti, la grève générale. Des grèves spontanées avaient déjà éclaté. Naturellement tous les autres partis se sont opposés à la proposition du Parti Communiste et ont préconisé une grève de dix minutes. Mais les organisations mêmes des fascistes et des patrons se sont ralliées à cette proposition! Il en est résulté que cette grève a perdu toute importance politique, toute importance de classe. Il est évident que les communistes seuls ont proposé la seule forme de protestation qui devait être efficace.

Quelle est la situation du gouvernement de Mussolini actuellement et quelles sont les perspectives? Une défaite a été essuyée par le fascisme, une défaite morale et politique dont le développement peut être intéressant. La situation peut changer plus vite que nous ne le croyions avant cette affaire. Il est évident que la position des fascistes sera beaucoup plus difficile à l'avenir et que la possibilité d'action antifasciste a été, en quelque sorte, transformée par les événements qui viennent de se dérouler.

Le problème qui se pose pour les révolutionnaires est celui-ci : Comment devons-nous exploiter cette situation et quelle attitude prendre? Le Parti doit souligner son rôle autonome. Il doit adopter le mot d'ordre de la liquidation de toutes les oppositions antifascistes et leur remplacement par une action ouverte et directe du mouvement communiste. Nous sommes en présence de certains faits qui mettent en évidence notre Parti. Depuis quelque temps, depuis les élections, depuis d'autres manifestations et démonstrations de l'activité et de la vitalité de notre Parti, le langage des adversaires à notre égard a changé. La presse fasciste éprouve le besoin de polémiser chaque jour avec nous à propos de l'affaire Matteotti, et cela attire l'attention générale sur notre Parti et sur sa tâche originale, distincte de tous les autres mouvements d'opposition.

Le Parti Communiste est le seul parti qui offre les moyens d'action capables de changer la situation. Nous devons mener notre tâche d'agitation en opposition et en lutte avec les partis socialiste et maximaliste. C'est dans ce sens que la situation doit absolument être exploitée. Naturellement, ce n'est pas la simple agitation polémique qui est nécessaire, mais le groupement des masses et la réalisation de leur unité. C'est seulement quand nous aurons réalisé cette unité que nous posséderons vraiment la base du développement de la lutte contre le fascisme.

Il s'agit de bien autre chose que d'une action menée par une minorité terroriste. Nous n'avons jamais eu cette idée et s'il y a un mouvement politique qui, par son attitude critique, a tâché de tuer cette illusion d'une action des minorités terroristes, c'est justement la nôtre.

Nous sommes convaincus que ce sont les masses qui doivent entrer en mouvement, la classe ouvrière et ses alliés paysans, mais avec l'état-major, la direction fournie par le Parti Communiste.

Le fascisme est un phénomène international. Des conditions favorables existaient en Italie, où il y avait une unité nationale et religieuse. Elles ne se rencontrent pas aussi parfaitement dans d'autres pays comme, par exemple l'Allemagne, où évidemment un fascisme peut se développer mais sous une autre forme, avec un autre contenu plutôt petit-bourgeois et sans alliance complète avec la grande bourgeoisie.

Pour combattre le fascisme à l'étranger, les communistes italiens comptent non pas sur l'adhésion hypocrite de la bourgeoisie à une campagne morale, mais sur la solidarité révolutionnaire des ouvriers de tous les pays.

---

# VINGT-QUATRIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(2 Juillet 1924, soir)

*Président :* WIJNKOOP.

*Orateur :* FREIMUTH.

FREIMUTH. — Ni dans le rapport imprimé, ni dans le discours de Bordiga, l'essence du fascisme n'a été nettement déterminée. Il faut que nous nous rappelions ses origines pour savoir à quoi nous avons affaire maintenant. Le fascisme n'est autre qu'une réaction contre le mouvement révolutionnaire d'après-guerre. Je souligne que la guerre a cessé non parce qu'une armée en avait vaincu une autre, mais parce que la révolution fermentait dans les nations belligérantes. Les gouvernements démocratico-pacifistes qui prirent le pouvoir après la guerre étaient trop faibles pour tenir tête à la vague communiste et révolutionnaire. La société capitaliste, menacée mortellement, trouva des moyens immenses pour prouver par sa propagande que la réalisation des revendications prolétariennes était impossible. Le fascisme vit encore aujourd'hui de cette propagande, car c'est l'idéologie fasciste qui se base principalement sur cette propagande antibolchéviste que nous avons vue dans les journaux révolutionnaires de 1918-1920. Au service de cette publicité contre-révolutionnaire, se trouvait, en premier lieu, la social-démocratie. Kautsky, le héraut scientifique de la social-démocratie, a écrit des brochures répandues à des millions d'exemplaires parmi la classe ouvrière. Cette diffusion gratuite des brochures de Kautsky réussit, en grande partie, à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. Malgré tout, les partis démocratico-pacifistes ne purent tenir tout seuls, et nous voyons la bourgeoisie rallier les classes sociales en dégénérescence pour les conduire à la lutte sanglante contre les ouvriers.

Ce fut le gouvernement, soi-disant « révolutionnaire », Ebert-Scheidemann-Haase qui fit appel au chien sanglant Noske. Vous vous rappelez cette époque où les troupes réactionnaires furent jetées contre le prolétariat révolutionnaire, la guerre civile à Berlin, à Hambourg, à Brême, à Dusseldorf, à Munich, etc... Alors furent créés en Allemagne les premiers noyaux fascistes.

Le fascisme n'est pas la petite bourgeoisie essayant de faire une politique indépendante, comme le dit le rapport imprimé. C'est vrai jusqu'à un certain point, mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel du fascisme, c'est la forme de lutte que la bourgeoisie

s'est créée pour abattre la révolution, pour assurer l'existence de la société capitaliste. Le fascisme est l'arme de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire. C'est certainement la petite bourgeoisie qui constitue la matière dont l'instrument du fascisme est forgé. Mais ce n'est pas la matière dont est fait un instrument qui est décisif, mais les buts qu'il sert, et le fascisme ne sert pas d'autre but que celui de maintenir et d'assurer la domination de classe de la bourgeoisie.

Nous savons que le fascisme devait, dans son développement en Italie comme en Allemagne, engager la lutte contre l'Etat actuel.

Le fascisme n'est autre chose que la contre-partie du mouvement prolétarien révolutionnaire, de la révolution prolétarienne et sociale, et voilà pourquoi nous devons en tirer autant de leçons que des mouvements révolutionnaires eux-mêmes.

Je ne veux esquisser qu'à grands traits le développement du fascisme allemand sous ses diverses phases. Nous pouvons constater que le fascisme allemand a parcouru quatre phases essentiellement différentes l'une de l'autre, pour devenir ce qu'il est à présent en Allemagne.

Nous pouvons limiter la première phase à l'époque à laquelle nous pourrions donner le titre : d'Ebert à Kapp, c'est-à-dire du premier gouvernement « révolutionnaire » jusqu'au coup de main kappiste. Nous voyons naître les premières organisations fascistes qui ne portent pas encore l'empreinte et les traits du fascisme sous sa forme actuelle, mais qui sont déjà les organisations existant de nos jours et dirigées par les mêmes personnes. A cette époque-là, les corps francs furent constitués comme les premières organisations contre le prolétariat révolutionnaire. A côté de ces corps francs furent constitués les corps de volontaires, les associations d'étudiants, les associations d'anciens officiers, etc. Et troisièmement, nous voyons naître des organisations de défense bourgeoise : l'Orgesch, l'Orga, etc. Tout cela fut créé de connivence avec le gouvernement social-démocrate-bourgeois. Les ouvriers qui, alors, n'organisaient pas seulement des démonstrations, mais menaient la lutte pour la conquête du pouvoir, pour le pouvoir des soviets ouvriers, pour l'existence des comités de soldats, ne purent être abattus que par ces corps francs, par les officiers et généraux contre-révolutionnaires de l'ancienne armée.

Mais il devint vite clair que ces organisations contre-révolutionnaires ne voulaient pas jouer le rôle de domestiques du gouvernement bourgeois social-démocrate, mais voulaient être maîtresses chez elles.

Et ces formations entreprennent, peu de temps après, de renverser le régime démocratico-pacifiste.

Alors vint la deuxième phase du fascisme. Le coup de main kappiste jeta la terreur dans le gouvernement démocratico-pacifiste, qui engagea la lutte contre ces corps francs qu'il avait lui-même créés. Il invita les ouvriers à proclamer la grève générale. La dictature militaire que Kapp voulait ériger se brisa à la



résistance de la classe ouvrière. Dans cette deuxième phase, se rallient tous les éléments ayant participé activement ou comme sympathisants au putsch de Kapp, et leurs organisations ayant été détruites, ils se réunissent en organisations secrètes. Et ainsi, elles s'aperçurent qu'elles ne pourraient subsister, comme toutes les organisations secrètes, dans la lutte active, dans la lutte contre le régime soi-disant démocratique. Et nous voyons de nouveau les méthodes de lutte propres à toutes les organisations secrètes : tentatives de putsch, de coups de main, et la terreur individuelle et le meurtre. A cette époque, le fascisme se proposait non pas la lutte contre le prolétariat, mais la conquête du pouvoir, pour se dresser ensuite contre le prolétariat. C'est à cette époque qu'eurent lieu les attentats mortels contre Erzberger et Rathenau. Les deux meurtres provoquèrent une forte progression du prolétariat. Il faut même dire qu'ils ont provoqué une vague plus forte de mouvement de masses que l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg quelques années auparavant.

Cette phase du fascisme dura jusqu'au moment où il se vit assez fort pour devenir un mouvement de masse.

Les fascistes se qualifiaient d'ennemis mortels du marxisme. Mais aucun mouvement n'a tellement justifié le marxisme que ne l'a fait le fascisme. Dans une période de quelques années, nous voyons se succéder des phases que le mouvement ouvrier a mis plusieurs dizaines d'années à parcourir.

Dans la troisième phase du fascisme, nous voyons croître un mouvement de masses auquel nous devons consacrer la plus grande attention. Après les élections au Reichstag, nous avons entendu des voix qui disaient : les fascistes ne sont pas aussi formidables qu'on avait pensé. Je voudrais vous prévenir contre cette illusion, surtout que ce mouvement de masse n'est pas né au courant de six années de république glorieuse, mais en vingt mois, et enregistre partout les succès que nous avons vus.

Le fascisme commence à constituer des partis : d'abord dans le Sud de l'Allemagne, le parti ouvrier national-socialiste. Il espère y trouver les troupes d'assaut pour son entreprise contre-révolutionnaire. Le second parti fut fondé dans le Nord, sous le nom de Parti Völkisch, en souvenir du mouvement national de 1813. Ces deux partis fondent leur politique sur la décomposition de la société bourgeoise en Allemagne. La politique d'accomplissement du traité de Versailles et l'argument constant de la charge des réparations ont fourni au fascisme ses meilleurs arguments.

En politique étrangère, le fascisme et ses organisations politiques proclament la guerre de revanche contre la France, la guerre de revanche contre l'Angleterre, bref, la guerre de revanche contre tous ceux qui oppriment l'Allemagne. Résistance active contre l'occupation de la Ruhr, et non pas résistance passive, telle que la pratiquait le cabinet Cuno. En politique intérieure, le fascisme demande la lutte contre le marxisme, contre le judaïsme, contre le capital usurier, contre le parlementarisme, il demande la dictature völkisch.

Les fascistes ont leur programme ouvrier, leur programme pour les classes moyennes et leur programme agraire, bref, des programmes pour toutes les classes, pour créer un large mouvement de masses. Leur programme ouvrier comprend, comme premier point, la revendication des huit heures. Il réclame des assurances sociales dépassant de beaucoup tout ce qu'on connaissait jusqu'à présent sous ce titre. Il réclame la suppression des classes. Dans la société fasciste, patrons et ouvriers, capitalistes et travailleurs doivent composer une même famille, avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils prêchent la nécessité du capital productif, contrairement au capital juif et financier. Ils prêchent la communauté de travail, la nécessité des associations réunissant patrons ouvriers. Henry Ford, le gros capitaliste américain, est leur idéal, et son système d'exploitation doit être introduit aussi en Allemagne. Tout comme la classe ouvrière, le fascisme allemand a aussi un programme pour les classes moyennes, qui, elles aussi, doivent bénéficier d'assurances sociales. Il en est de même pour le programme agraire, où ils déclarent que chaque travailleur agricole et chaque paysan doit posséder un bien à lui et qu'il faut les libérer de la domination juive.

L'époque gouvernementale de novembre 1922 jusqu'à septembre 1923 est celle où le fascisme a fait le plus de propagande, et où il a essayé de devenir un mouvement de masses. Ce ne fut pas seulement l'époque où le fascisme gagnait du terrain dans les masses, mais ce fut celle aussi où la révolution commençait à prendre un nouvel essor. Et cela prouve, on ne peut mieux, la thèse que le fascisme est le pendant de la révolution, et que, précisément, à des époques révolutionnaires, à côté du mouvement révolutionnaire, il est le mouvement qui a le plus d'emprise sur les masses.

Qu'avons-nous fait, lorsque la société bourgeoise en Allemagne était menacée de la décomposition et de la mort? Certes, nous avons tracé de grandes perspectives, montrant ce qui arriverait en Allemagne à la suite de l'occupation de la Ruhr. Mais ce n'est qu'après le fascisme que nous avons commencé une vive propagande qui arriva à son apogée lors de la journée antifasciste, à la fin de juin. Alors, il se révéla que le fascisme ne réunit que des états d'esprit. Pendant ce temps, les organisations fascistes n'osaient plus nulle part se présenter en public, le mouvement communiste leur opposant une digue formidable. Il est vrai qu'il y eut une série de fausses orientations dans notre Parti, qui empêchèrent que le mouvement portât ses fruits. La Fédération de Berlin, qui avait projeté de tenir sa journée antifasciste dans la ville monarchiste de Potsdam, reçut l'ordre de ne pas aller à Potsdam pour ne pas courir le risque de subir une défaite. Malgré cela, la journée antifasciste marqua un redressement glorieux du prolétariat.

Après la journée antifasciste, il fut clair que le mouvement communiste était le centre d'attraction de tous les éléments cherchant une issue à l'économie capitaliste en désarroi. A cette époque, nous avons eu de grandes masses sous notre influence. Nous n'avons pas seulement neutralisé les paysans, mais même remporté des succès considérables en réussissant à les réunir en organisations favorables à l'idéologie du communisme. Nous pouvons constater à cette époque la naissance de toute une série d'organisations paysannes. Toutes ces couches ne furent pas gagnées par une propagande théorique ou active, mais par la lutte active et révolutionnaire.



Nous constatons de semblables phénomènes aussi parmi les classes moyennes des villes, surtout de Berlin, où, par exemple, les comités de contrôle prolétariens trouvèrent, en confisquant les vivres, l'approbation orale des petits commerçants.

Le fait de n'avoir pas déclanché la lutte en octobre, nous a sensiblement fait reculer. La troisième phase du fascisme est couronnée par le coup de main de Hitler. Je pense qu'il est faux de parler de « putsch ». C'est un grand mouvement insurrectionnel, qui aurait abouti si ses chefs avaient eu un peu de sens politique. Pour la première fois, les fascistes engagent la lutte armée, et après quelques minutes, tous les fantômes sont chassés. Comparons cela à la lutte que le prolétariat révolutionnaire a menée, quelques jours auparavant, à Hambourg. Pendant trois jours et trois nuits, 200 militants révolutionnaires ont résisté aux engins meurtriers, aux baïonnettes, aux mitrailleuses et aux chars d'assaut. Cette lutte, contrairement à l'insurrection de Hitler, montre que la lutte révolutionnaire en Allemagne a les plus grandes chances. Elle s'appuie sur l'enthousiasme des prolétaires révolutionnaires qui, malgré toutes les défaites, sont toujours prêts à reprendre les armes. Dans des circonstances comme celles d'octobre, avec un peu de hardiesse, le Parti Communiste pourra remplir la tâche qu'il se pose.

Après Hitler, nous entrons dans la quatrième phase du fascisme. Le fascisme qui, dans son programme, déclarait la guerre au parlementarisme, participe aux élections provinciales et générales. Les élections nous montrent la force du mouvement fasciste, mais aussi le sable sur lequel il est fondé en tant que mouvement de masses. Le 6 avril, les fascistes purent enregistrer un succès considérable aux élections à la Diète bavaroise. Mais déjà aux élections au Reichstag, un revirement grandiose se produisit à Munich. Les fascistes perdirent environ un quart de leurs voix au profit des pangermanistes. Mais ce qui est extrêmement remarquable pour le mouvement ouvrier, c'est que le fascisme put remporter des succès tout à fait considérables dans une série de régions industrielles. En Allemagne, le fascisme a attiré une partie de la classe ouvrière par une série de méthodes, par de l'argent et par des institutions sociales.

Notre Parti a commis des fautes comme nos partis frères. Dans l'insurrection kappiste, il a d'abord proclamé la neutralité. Nous avons donc fait la même faute que nos amis bulgares en juin dernier. Mais cette faute fut corrigée bien vite par le prolétariat combattant. La classe ouvrière passa de la résistance passive de la grève générale à la résistance active contre le gouver-

nement social-démocrate contre-révolutionnaire. Pour la première fois, il y a, en Allemagne, une armée rouge créée par le prolétariat révolutionnaire combattant. Les méthodes appliquées par nous dans les soulèvements contre le fascisme, par exemple lors de l'assassinat d'Erzberger, de Rathenau, ne s'appuyèrent pas sur l'élan et la force révolutionnaire que nous avions vus lors de l'insurrection kappiste. Alors, le mouvement communiste semblait être plutôt la queue de la résistance social-démocrate contre le fascisme qu'une force active et dirigeante. Nous ne savions pas, ou nous n'étions pas assez forts pour lutter indépendamment contre le fascisme.

Le moyen de propagande le plus connu a été la lettre Schlageter et la campagne qui la suivit. Déjà alors, on pensait que le Parti Communiste appliquait une méthode erronée. Il est sûr que le fascisme et le communisme sont opposés l'un à l'autre, à tel point qu'une alliance entre eux est tout à fait impossible.

Voici les propositions que nous faisons pour la lutte à venir contre le fascisme :

1. Démasquer le programme fasciste dans les parlements; nous devons déployer une vive propagande pour les revendications dressées par les fascistes, les mettre au pied du mur, les forcer à réaliser leur programme là où la possibilité en est donnée.

2. Subordonner la propagande antifasciste aux centrales des partis.

3. Faire une propagande active parmi les petits paysans et les classes moyennes, justement dans les partis où ces classes sont nombreuses.

4. Lutter activement contre les accords internationaux, les réparations, le rapport des experts, etc.

5. Constituer des organisations de lutte contre le fascisme.

6. Organiser des contre-démonstrations contre les « journées allemandes » et les démonstrations monarchistes et fascistes.

7. Discussions publiques avec les fascistes.

8. Propagande de principe contre le fascisme et contre la démocratie, pour la dictature du prolétariat.

---

# VINGT-CINQUIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(3 juillet 1924)

*Président :* SMERAL.

*Orateurs :* KOLAROV, TREINT, THAELMANN, NGUYEN-AI-QUAC, VARGA, ORDONT, BRINGOLF, AMTER, WOLFF, POPESCU.

## La Question agraire

KOLAROV. — A presque tous les congrès, la question agraire revient en discussion, mais sous des aspects différents. Si, au IIe Congrès, on s'est occupé du programme général de l'Internationale Communiste, et au IVe, du programme d'action dans le domaine agraire, aujourd'hui, au Ve Congrès, on s'occupera de la force politique et révolutionnaire qui réside dans la masse des paysans. Les partis communistes sont des partis de masses, et la révolution sociale, à laquelle ils travaillent, ne peut être que le résultat de l'action révolutionnaire des masses. Il s'agit de savoir où sont ces masses. D'une manière générale, pour nous, les masses sont, en premier lieu, dans les villes, c'est la classe prolétarienne. Mais, dans les neuf dixièmes des pays, la masse est aussi à la campagne. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques.

En Angleterre, seulement 9 % des *participants actifs à la production* sont occupés dans l'agriculture : c'est le pays le plus industrialisé du monde. En Belgique, 23 %. En Bulgarie, 83 %. En Allemagne, à peu près 29 %. Au Danemark, 82,6 %. En Italie, 59,4 %. En Norvège, il y a 29,8 % de paysans; en France, 41,2 %; en Hollande, 29 %; en Suisse, 31 %; en Suède, 50 %; en Autriche (ancienne Autriche), 56,8 %; en Hongrie, avec la Croatie et la Slovénie (Hongrie d'avant-guerre), 64,3 %; en Espagne, 56,3 %; aux Etats-Unis, 33,2 %; au Japon, 64 %; en Chine, 60 %; dans la Yougoslavie actuelle 80 %.

Mais il faut faire une petite analyse de la différenciation des classes.

En Allemagne, sur les 29 % travaillant à la campagne, les trois quarts sont des ouvriers et employés. Comme vous le voyez, en Allemagne, la question paysanne se présente sous l'aspect de la conquête, en premier lieu, des ouvriers agricoles. En France, sur les 41,2 %, qui constituent à peu près 8 millions ½ de paysans, 60 % sont des salariés et 40 % travaillent pour leur compte. Là, la question paysanne se présente sous l'aspect de la conquête des ouvriers agricoles, mais aussi des petits paysans, des petits fermiers travaillant pour leur compte. En Yougoslavie —

en Croatie et Slovénie — 72 % des cultivateurs possèdent des terres ne dépassant pas 5 hectares. Ce sont des semi-prolétaires ou des petits paysans. En Bosnie-Herzégovine, 77 % possèdent des terres ne dépassant pas 5 hectares.

Au Japon, 64 % des habitants sont occupés dans l'agriculture, mais 70 % d'entre eux ne sont que des fermiers ou des petits propriétaires et fermiers à la fois; 89 % des propriétaires ne possèdent pas plus de 2 hectares.

Ainsi, ces chiffres nous montrent qu'une partie des masses travailleuses qui doivent être conquises à la révolution se trouve à la campagne. L'histoire a démontré l'importance des masses paysannes pour la révolution. On sait que tous les mouvements révolutionnaires des villes ont été étouffés au moyen des masses paysannes. Nous avons l'exemple de la Commune de Paris. Nous avons aussi l'exemple de la révolution de 1905 en Russie, où le grand mouvement des ouvriers de Pétrograd, de Moscou et de toutes les grandes villes de Russie a été étouffé par les cosaques et par les soldats qui, à proprement parler, ne sont que des paysans. Ce fait a été reconnu par les grands écrivains révolutionnaires, tels que Karl Marx, en premier lieu, et Paul Lafargue, en France.

Lénine, en 1905, lorsque la Russie se trouvait à la veille de la révolution bourgeoise et démocratique, avait compris l'importance de la conquête des masses paysannes pour le mouvement révolutionnaire et lancé le mot d'ordre : dictature du prolétariat et des paysans. La révolution bourgeoise et démocratique en Russie, une fois réalisée avec l'aide des ouvriers et des paysans, devait servir de prologue à la révolution socialiste en Occident. En 1917, les conditions étant mûres pour la révolution socialiste, Lénine remplaça l'ancien mot d'ordre de la « dictature du prolétariat et des paysans » par le mot d'ordre de la « dictature du prolétariat et des paysans *pauvres* ». C'était la révolution socialiste en Russie même.

Les partis communistes et l'Internationale Communiste doivent chercher les moyens de lier les travailleurs des villes avec les masses paysannes pauvres, d'attirer celles-ci vers le parti de la révolution, de faire participer activement au mouvement révolutionnaire celles qui peuvent être gagnées à la cause communiste et de neutraliser les autres de façon à enlever à la bourgeoisie la possibilité de dresser la campagne contre le prolétariat et la révolution.

Existe-t-il des conditions objectives rendant possible la conquête des masses paysannes? L'Internationale a répondu par l'affirmative.

Ces conditions sont de caractère économique et politique. Le plus grave facteur économique, c'est la *crise agraire* dont nous a parlé Varga.

Au point de vue politique, nous voyons la bourgeoisie profiter de son pouvoir pour rejeter sur les masses paysannes, peu capables de résister, toutes les charges de la guerre et des conséquences de la guerre par l'augmentation des impôts. Dans tous les pays aussi où le fermage joue un grand rôle, nous assistons à une aggravation sérieuse du taux du fermage. Et puis, il y a aussi les menaces de guerre qui deviennent de plus en plus grandes.



Un grand fait a également eu une immense influence sur les masses paysannes : c'est l'exemple de la *révolution russe* qui a donné, la première, la terre aux paysans. La révolution russe, qui a été le résultat de *l'alliance révolutionnaire entre les ouvriers et les masses paysannes*, a ouvert les yeux aux paysans d'Europe et d'Amérique.

Pendant la guerre, il s'est produit une révolutionnarisation des masses paysannes et un regroupement dans les organisations paysannes. Nous avons constaté le fait en Allemagne. A Bade, s'est formée une Union paysanne des propriétaires petits et moyens à tendance radicale, qui a participé aux élections en 1920. Au mois d'octobre de l'année passée, nous avons vu se constituer une « Communauté de Travail » entre plusieurs organisations de pay ans pauvres, fermiers, colons, etc., englobant ensemble un million de membres. Cette « Communauté de Travail » a adhéré au Conseil International des Paysans. En France, nous assistons aussi à la formation d'une Union de Paysans de caractère radical. Même mouvement aux Etats-Unis, en Tchéco-Slovaquie, en Pologne, en Croatie, En Bulgarie, dans beaucoup de pays orientaux.

La radicalisation des organisations paysannes devait naturellement conduire à l'union des forces politiques et révolutionnaires de la campagne en une Internationale de Paysans.

L'initiative du rapprochement doit provenir des partis communistes et de l'Internationale Communiste. Les paysans ne viendront pas à nous de leur propre initiative, ou, s'ils manifestent quelques velléités de rapprochement avec nous, ils les perdront si, de leur côté, les partis communistes et l'Internationale Communiste ne font pas les efforts nécessaires pour les attirer, pour les lier politiquement et organiquement au mouvement révolutionnaire.

Je passe à la tactique à suivre. Il faut distinguer deux questions : la conquête des masses non organisées, et notre tactique vis-à-vis des organisations économiques, politiques, culturelles, etc... qui existent à peu près dans tous les pays.

Il faut considérer que les conditions d'existence des masses pauvres dans les différents pays sont très différentes et qu'il est très difficile de formuler des règles valables pour tous. Nous devons avoir une tactique souple, capable de s'adapter à la diversité des conditions d'existence des paysans, de leurs mouvements et de leurs luttes. Il faut tenir compte de toutes les conditions spéciales qui, dans un pays, déterminent un état d'esprit révolutionnaire. Si une règle générale peut être formulée, c'est que nos programmes d'action doivent être toujours concrets et ne pas contenir de formules abstraites, incompréhensibles pour les masses. Les paysans ont un esprit pratique, un esprit utili-

tariste, ils ne sont pas mûs par de grandes idées abstraites et ne peuvent être gagnés que par la voix de leur intérêt immédiat.

Nous avons, en premier lieu, *les organisations professionnelles des ouvriers agricoles*. Notre tactique envers ces organisations est évidemment déterminée par notre tactique syndicale générale. Mais ce qu'il faut souligner ici, c'est la possibilité d'influencer les ouvriers agricoles par la masse des petits paysans au milieu desquels ils vivent et réciproquement la possibilité d'utiliser les ouvriers agricoles pour la propagande révolutionnaire parmi les masses paysannes pauvres.

Une seconde sorte d'organisation, c'est *l'organisation des petits fermiers* qui est, sous plusieurs rapports, une organisation professionnelle. Il faut trouver la possibilité de lier cette sorte d'organisation avec les organisations professionnelles des ouvriers agricoles, liaison directe de ces organisations avec le Parti Communiste et les affilier au Conseil International des Paysans. Il faut former des cellules et à l'aide de celles-ci s'assurer la direction. Il faut pratiquer le front unique à la fois par en bas et par en haut.

En troisième lieu, il y a les *organisations des petits paysans*, les *Unions paysannes*. Ces organisations, d'une manière générale, portent un caractère social hétérogène. Notre but doit être d'éliminer de leur direction l'élément riche. Notre méthode d'action doit être de constituer des cellules dans ces organisations et de pratiquer le front unique par en haut dans certains cas.

Dans les *coopératives* et les *syndicats agricoles*, nous devons suivre à peu près la même tactique de pénétration communiste et chercher à former une opposition de gauche pour chasser l'élément riche de la direction. On peut en dire autant des autres organisations, de caractère culturel, sportif, etc...

Mais où la question devient plus difficile, c'est avec les unions paysannes ayant un *caractère politique prédominant*. Nous avons de ces partis en Tchéco-Slovaquie, en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie, en Croatie, et ailleurs. La tactique du front unique par en bas s'impose évidemment pour nous rapprocher des masses organisées dans ces partis.

Nous avons cette possibilité par exemple en Bulgarie vis-à-vis de l'Union Paysanne, dont la masse est déjà en grande partie animée d'un esprit révolutionnaire. Vis-à-vis de cette Union, le front unique peut et doit être pratiqué à la fois par en bas et par en haut. La même solution dans certaines conditions peut devenir nécessaire également en ce qui concerne le Parti paysan républicain de Croatie, le Parti des farmers des Etats-Unis, etc...

La question est très compliquée et ne saurait être résolue par une prescription générale obligatoire pour tous les pays.

Le Conseil International des Paysans qui s'est constitué à Moscou à la suite de la première conférence internationale des paysans présente une grande importance politique et révolutionnaire. Ses efforts pour grouper autour de lui toutes les organisations paysannes plus ou moins révolutionnaires doivent être appuyés par toute l'Internationale.



TREINT donne lecture, au nom de la délégation française, de la déclaration suivante :

Les socialistes viennent de commettre en France un nouveau crime contre le prolétariat de la Ruhr, contre le prolétariat allemand et contre le prolétariat international.

Renouvelant dans la paix la politique de trahison et d'union sacrée de 1914, ils viennent de voter, au Parlement français, les crédits pour l'occupation de la Ruhr.

Ils permettent ainsi à la bourgeoisie impérialiste française de mettre les baïonnettes, les mitrailleuses et les canons de son armée au service des capitalismes anglais, français, allemand et belge en train de s'associer pour exploiter en commun, sur un mode aggravé le prolétariat de la Ruhr.

Journées de travail de 10, 12 et 14 heures pour des salaires diminués, lutte à main armée des forces combinées du militarisme français, de la police et du fascisme allemands contre les grèves et contre les organisations ouvrières de la Ruhr, sont le point de départ de l'aggravation de l'offensive capitaliste en Europe et dans le monde entier.

Maintien de l'occupation de la Ruhr, c'est-à-dire du plus important district minier de l'Europe, par les armées de la bourgeoisie impérialiste française, cela signifie aussi la continuation de la politique contre-révolutionnaire dirigée contre tout essai du prolétariat allemand de se libérer du joug de son capitalisme.

Les socialistes de France, pour soutenir le gouvernement de M. Herriot, pour maintenir dans la coulisse leur collaboration honteuse au gouvernement du Bloc des Gauches, n'hésitent pas à mener une politique dirigée en premier lieu contre le prolétariat allemand et, par suite, contre le prolétariat mondial et contre la Révolution.

Cette attitude doit ouvrir les yeux de ceux des ouvriers allemands qui se sont laissés jusqu'ici influencer par leurs social-démocrates.

Les social-démocrates allemands, qui ne désavouent pas leurs complices français, parce qu'ils travaillent comme eux à la restauration du régime capitaliste sur le dos de la classe ouvrière, continueront à faire partie de la même Internationale que ceux qui, en France, livrent le prolétariat de la Ruhr au capitalisme international.

Ainsi éclate le caractère de la IIe Internationale qui, en servant, d'une part, les intérêts du capitalisme contre le prolétariat, et, d'autre part, en reflétant dans son sein les antagonismes entre les impérialismes rivaux, est travaillée par les mêmes contradictions mortelles que le monde capitaliste.

Ainsi apparaît, plus clairement que jamais, la déchéance de la IIe Internationale.

Avant 1914, le refus de voter le budget des Etats bourgeois était chose admise presque sans discussion dans la plupart des Partis socialistes.

En substituant définitivement à cette pratique l'union sacrée avec la bourgeoisie, en votant les crédits pour l'occupation de la Ruhr, les socialistes français suivent ouvertement les chefs de la social-démocratie allemande et le gouvernement travailliste d'Angleterre sur le chemin de la trahison.

En 1923, au lendemain du 11 janvier, les socialistes s'élevaient au Parlement français contre l'occupation de la Ruhr et se déclaraient prêts à lutter contre elle par la grève générale.

Ce n'était que pure comédie parlementaire.

Peu après, les Internationales réformistes, sans aucune protestation des socialistes français, repoussaient les propositions de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge en vue de préparer en commun une grève générale des travailleurs d'Occident contre l'occupation de la Ruhr et les dangers de guerre.

Les socialistes de France luttèrent seulement en paroles contre l'occupation de la Ruhr et prétendirent que l'adoption du plan des Experts devrait entraîner la retraite de cette occupation.

Pure comédie électorale pour entraîner les ouvriers dans le sillage du Bloc des Gauches.

Celui-ci ne s'est ainsi substitué à Poincaré que pour pratiquer ensuite sensiblement la même politique que celle du Bloc National.

Aujourd'hui, les socialistes soutiennent à la fois le plan des Experts et le maintien de l'occupation. Ils rejoignent Herriot, qui rejoint Poincaré.

Les socialistes français et la IIe Internationale replâtrée à Hambourg apparaissent de plus en plus clairement comme les pires instruments employés par la bourgeoisie pour sauver le capitalisme en redoublant l'exploitation et l'oppression du prolétariat de la Ruhr, de l'Europe et du monde.

Dans la période historique qui s'ouvre, la lutte contre la bourgeoisie, la lutte contre le plan des Experts, prend de plus en plus le caractère d'un combat sans merci contre l'Internationale de la trahison social-démocrate.

L'Internationale Communiste doit arracher à celle-ci les ouvriers qu'elle trompe encore, et les entraîner au combat décisif contre toutes les forces capitalistes allant du fascisme à la social-démocratie.

Dans cette lutte, les Partis Communistes français et allemand, toujours plus étroitement unis, sauront, sous la direction de l'I. C. mener le prolétariat à la victoire révolutionnaire.

A bas le régime capitaliste!
A bas le plan des Experts et l'occupation de la Ruhr!
A bas la social-démocratie internationale!
Vive la Révolution mondiale!

THAELMANN. — La déclaration de la délégation française montre la justesse de l'analyse, faite par notre Congrès, du développement ultérieur des événements universels. Le résultat de notre discussion sur la situation du monde n'a pas encore été formulé dans les thèses, que déjà il acquiert une force exceptionnelle.

La position des socialistes français à l'égard des crédits de la Ruhr démasque l'essence véritable de la nouvelle vague démocratico-pacifiste et détermine le rôle que la IIe Internationale jouera dans cette question.

C'est sous une forme nouvelle que se présentent à nous l'ancienne lutte de la bourgeoisie internationale en vue de conserver l'ordre capitaliste, l'ancienne trahison des social-démocrates, ainsi que l'attaque brutale et à la fois insidieuse de la contre-révolution.

La décision contre-révolutionnaire des experts constitue actuellement le foyer autour duquel vont se rassembler les espoirs et les forces de la contre-révolution. La combattre est le devoir non seulement des communistes français, mais de toutes nos



sections. Je pense exprimer les sentiments du Congrès en répétant :

« A bas les experts et l'occupation de la Ruhr!
« A bas l'Internationale de l'imposture social-démocrate!
« A bas la duperie du pacifisme bourgeois démocratique!
« Vive la révolution mondiale! »

⁂

NGUYEN AÏ-QUAC (Indo-Chine). — Dans les colonies françaises, l'industrie et le commerce sont très peu développés. Sur 55.571.000 indigènes qui les peuplent 95 % sont paysans. Ils sont absolument exploités. Voici quelques exemples :

En Indo-Chine, lors de la conquête, les paysans ont été chassés par la guerre. Les hostilités terminées, ils revinrent au village pour trouver leurs terres occupées par des concessionnaires qui suivirent l'armée. Souvent, on concède des terrains occupés et cultivés par les habitants du village qui s'y trouvaient depuis des siècles. Les paysans annamites se voient ainsi obligés de devenir serfs et de travailler leur propre champ pour de nouveaux maîtres étrangers.

Les concessionnaires français reçoivent gratuitement non seulement des terres dont l'étendue dépasse 20 à 25.000 hectares, mais encore toutes les facilités d'exploitation, ainsi que la main-d'œuvre fournie par les villages.

Ainsi dépouillés, les paysans annamites n'ont même plus le droit de jouir tranquillement du peu qui leur reste. Les impôts fonciers ont triplé dans l'espace de quelques années.

Les paysans annamites sont encore accablés par des corvées, des taxes personnelles, la gabelle, les emprunts forcés, les souscriptions obligatoires, etc...

En Algérie, en Tunisie et au Maroc, le capitalisme français pratique la même politique. On déclare toutes les terres fertiles et cultivables terres de colonisation et on refoule les paysans indigènes dans les montagnes ou sur les plateaux. Les compagnies concessionnaires, les spéculateurs et les gros fonctionnaires se partagent les colonies. La Banque d'Algérie et de Tunisie a fait, en 1914, 12.258.000 francs de bénéfices avec un capital de 25.000.000 de francs.

La Compagnie franco-algérienne possède 324.000 hectares des meilleures terres; la Compagnie des phosphates et des chemins de fer de Gafsa a obtenu 50.000 hectares de mines, plus un droit de préférence autour de ces mines, etc., etc...

La colonisation française a fait disparaître la propriété collective. Elle a fait disparaître ensuite la petite propriété pour la transformer en grande propriété concessionnaire. Plus de 5.000.000 d'hectares ont été volés aux indigènes.

En 15 ans, on a enlevé aux paysans de Kabylie 192.000 hectares, soit annuellement 12.000 hectares. Cette moyenne est montée à 14.540 depuis que la France a gagné la guerre du droit.

Actuellement, 1.070 Français occupent 500.000 hectares du sol marocain.

La misère de la population indigène est effroyable. Même

lorsque la récolte est bonne, bon nombre de paysans viennent disputer aux chiens le contenu des poubelles de la ville. Si la récolte vient à manquer, ils parsèment de leurs os les chemins et la plaine.

Dans l'Afrique occidentale et équatoriale, la situation des paysans est encore plus affreuse. On les exproprie et on les oblige à travailler gratuitement pour les compagnies concessionnaires. Il faut signaler le système des otages. Les vieillards, femmes et enfants sont emprisonnés, maltraités, torturés, affamés, martyrisés et quelquefois tués. Dans certaines régions, on garde un nombre d'otages égal au nombre de travailleurs, afin d'empêcher ces derniers de s'enfuir. Si les indigènes réussissent à se cacher dans les montagnes, alors on détruit leurs villages, on brûle leurs maisons et on dévaste leurs champs. Ce système a dépeuplé des régions entières.

Il faut ajouter que dans certaines colonies, telles que Madagascar, la Réunion, l'Algérie, etc.., on affame la population indigène en substituant à la culture des céréales d'autres cultures plus demandées par l'industrie française, et par conséquent plus avantageuses pour les colons.

C'est à l'Internationale d'aider ces malheureux paysans à s'organiser. C'est à elle de leur montrer le chemin de la révolution prolétarienne et de l'émancipation.

VARGA. — L'Exécutif m'avait chargé de rédiger un grand ouvrage sur la question agraire. Le premier fascicule vient de paraître. Mais la qualité de mon travail a souffert du peu d'intérêt témoigné à son égard par les militants. Je prie les camarades présents de me faciliter la composition des fascicules suivants en m'envoyant des matériaux, en me faisant part de leurs critiques et de leurs conseils.

Le paysan est dénué d'esprit de classe. Dans l'industrie, nous voyons nettement se différencier entre eux le salarié, le contremaître, le capitaliste, tandis que dans l'agriculture on passe d'une catégorie à l'autre imperceptiblement. La cause en est que le principal moyen de production, c'est le sol lui-même, qu'on peut partager sans porter atteinte à la production, tandis que dans l'industrie la fragmentation d'une grosse entreprise, ou au contraire, l'agrandissement d'un atelier jusqu'aux dimensions d'une usine gigantesque sont techniquement impossibles. Il faut étudier les faits agricoles beaucoup plus en détail que l'industrie si nous voulons atteindre des résultats meilleurs.

Que doit faire le Parti Communiste si, dans un pays capitaliste, un fort mouvement paysan s'amorce pour prendre possession d'une partie des terres des gros propriétaires? Doit-il observer la neutralité ou soutenir ce mouvement? Je suis d'avis que, comme il est dit dans les thèses du IVe Congrès, le mouvement doit être soutenu par les communistes, qui doivent porter plus loin les revendications paysannes. Par exemple, si le paysan exige une répartition des terres pour un prix modique, le Parti Communiste doit dire :

« Nous vous soutenons, mais nous formulons la revendication plus large de la confiscation du sol et de sa répartition gratuite aux paysans. »



L'extrême-gauche nous dit qu'une fois les paysans bien lotis, ils cesseront d'être un élément révolutionnaire. — Evidemment, l'idéal serait que les révolutions paysanne et prolétarienne coïncident et que les paysans reçoivent gratis leur terre de la dictature prolétarienne.

Mais nous devons assumer ce risque de voir les paysans atteindre leur but avant la prise du pouvoir par le prolétariat, car il nous est impossible de gagner la paysannerie en refusant de faire droit à ses revendications foncières. C'est seulement en marchant avec les paysans et en révolutionnarisant leurs revendications, que nous pouvons espérer faire agir en notre sens les forces révolutionnaires latentes qui résident au sein de la paysannerie.

ORDONT (Pologne). — Kolarov a dit qu'il fallait organiser des syndicats de cultivateurs et établir un contact entre le petit paysan et les fédérations de travailleurs de la terre et des forêts; que des coopératives paysannes, etc... devaient être montées et que toutes ces organisations devaient être réalisées par en bas. Mais il n'a pas dit comment il fallait le faire.

Je ne suis pas pour la création de partis paysans.

Nous n'avons pas à faire de propagande pour eux. Ils existent. Quelle attitude devons-nous adopter à leur égard? N'oublions pas les principes du léninisme. La paysannerie doit devenir l'alliée du prolétariat. Nous devons établir un contact étroit avec les partis paysans qui veulent se libérer de l'emprise bourgeoise. Réduire la paysannerie aux organisations économiques, c'est mettre un frein à ses aspirations politiques.

BRINGOLF (Suisse). — Au IIe Congrès, la commission agraire fut présidée par Lénine. Les thèses qui y ont été élaborées sont généralement admises, mais très peu pratiquées. On s'est borné à former auprès des Centrales des sections agraires qui élaboraient un programme, mais ne l'appliquaient pas. Tel a été le cas en Suisse. Il faut que nous apprenions à parler aux paysans leur langue. La terminologie habituelle de notre propagande ne vaut rien pour les campagnes.

Tant que nous n'avons pas gagné les paysans, en nous faisant comprendre d'eux, notre programme agraire restera sur le papier, surtout dans les pays où les organisations paysannes sont fortes. Cela se rapporte en particulier à la Suisse. C'est un petit pays, mais sa paysannerie est très bien organisée sous la direction du docteur Laur, dont les visées dépassent les frontières suisses. Sa devise est la lutte contre l'industrialisme.

Il veut internationaliser ces idées. On pense généralement que les paysans ne s'intéressent qu'à des propositions pratiques, mais ils sont très enclins également à prêter l'oreille à la démagogie et aux utopies.

Il nous faut nuancer notre propagande selon les particularités de la situation paysanne en Orient et en Occident.

En Suisse et dans l'Allemagne du Sud, il s'agit avant tout de soulager les paysans du poids des hypothèques. Il sera bon d'employer pour la propagande dans les campagnes des ouvriers industriels.

AMTER (Amérique). — Le problème agraire en Amérique est un des plus importants auxquels les communistes aient à faire face. Les faits suivants le prouveront. En 1910, 33 % des gens exerçant une profession étaient des travailleurs agricoles. En 1920, ce nombre ne s'est pas accru proportionnellement à la population, il est même tombé maintenant à 26 %. La récolte s'est accrue de 37 % en vingt années, et le nombre des travailleurs de la terre seulement de 5 %. Cela indique qu'il y a eu incontestablement une amélioration des méthodes d'exploitation rurale, mais cela n'indique pas que le farmer américain soit dans une meilleure position qu'auparavant. C'est le contraire qui est vrai. Depuis 1880, le nombre de fermiers en retard pour leurs fermages est monté de 25 % à 38 %. Le farmer doit verser 16 % de son revenu en impôts. Il doit payer l'intérêt des sommes avec lesquelles il travaille. Il doit payer des tarifs de transport extrêmement élevés pour conduire ses produits au marché, à peu près 34 % de leur valeur. Il doit payer 10 % aux compagnies pour l'emmagasinement de son grain. Le farmer ne reçoit qu'à peu près un tiers du salaire de l'ouvrier industriel.

En Amérique, les farmers ne constituent pas une classe distincte. Les fermes changent continuellement de propriétaires, et beaucoup de fermes sont occupées par des gens qui viennent seulement d'en prendre possession. Des banques rurales font faillite parce que les farmers sont incapables de payer leurs dettes et les intérêts, qui se sont élevés de 4.000 millions en 1920 à 7.800 millions en 1924. Les banques et l'Etat n'hésitent jamais à prendre leur dû. Il y a 2 millions de travailleurs agricoles en Amérique. Ils sont inorganisés, sauf les 11.000 I. W. W. Les farmers pauvres sont cependant un facteur politique. C'est une classe des plus exploitées et des plus opprimées de l'Amérique, et ils sont en révolte. Leur mouvement est encore vague et embrouillé, mais ils aspirent au pouvoir politique.

Les ouvriers ont les mêmes intérêts que les farmers exploités et il faut convenir que le Parti Communiste a pleinement exploité le mécontentement des farmers. Le Federated Farmer Labour Party cherche la coopération entre les ouvriers et les farmers exploités.

WOLFF (Mexique). — Dans les pays agraires, les communistes se trouvent en face de tâches spécialement difficiles. Au Mexique, nous avons un gouvernement petit-bourgeois semi-socialiste qui distribue actuellement la terre aux paysans. Les paysans sont en partie réconciliés avec ce gouvernement et ont



les oreilles fermées à notre propagande. Ce fait se répétera en différents pays d'Europe lorsque des partis paysans y prendront le pouvoir.

Avant la conquête espagnole, les Indiens vivaient sous un système de communisme primitif. Les Espagnols introduisirent le servage, et pendant les trois siècles suivants, la terre se concentra à un tel point qu'en 1910, plus de 95 % de la population rurale n'avaient point de terre. Tous les biens appartenaient à deux ou trois individus.

Le révolutionnaire agrarien Zapata, et les paysans qui le suivaient, se révoltèrent en 1910 en demandant une redistribution de la terre. Zapata adhéra à toutes les fractions révolutionnaires, l'une après l'autre, parce qu'elles lui promirent la distribution de la terre. Mais chaque fois il fut déçu. Lorsque la révolution russe se produisit, il reconnut immédiatement l'importance de cet événement, et alors favorisa l'union des paysans avec les ouvriers révolutionnaires. Il fut assassiné en 1919, mais la révolution agraire continue.

Le gouvernement paysan distribue la terre, mais seulement dans la mesure où cette distribution empêche la révolte paysanne.

Les communistes combattent premièrement la cession de petites parcelles de terre aux paysans individuellement, parce qu'il est impossible aux paysans de travailler dans les conditions données au Mexique sur une aussi petite échelle; deuxièmement ils combattent toute cession qui ne serait que provisoire et qui dépendrait de décisions à courte durée; troisièmement ils combattent la répartition de la terre nationale non cultivée, mais ils revendiquent la transformation de ces terres en fermes communales exploitées en commun; quatrièmement, ils combattent le mot d'ordre du gouvernement « à chacun son lopin », en lui opposant le mot d'ordre communiste « à chacun la terre qu'il peut travailler »; cinquièmement, ils défendent le gouvernement petit-bourgeois social-démocrate actuellement au pouvoir; sixièmement, ils combattent les méthodes légales de distribution du sol en préconisant la prise et la défense de la terre par les paysans eux-mêmes et en réclamant pour les paysans le droit de porter les armes; septièmement, ils étudient les besoins spéciaux des paysans au sujet de l'irrigation, des crédits, etc.; huitièmement, ils constituent avec succès des fractions communistes dans le parti agrarien, causant ainsi une division dans ce parti sur la question de savoir si le paysan doit s'allier avec le Labour Party jaune ou avec les communistes.

Le paysan du Mexique est capable de lutter pour le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. Il a répondu à la propagande communiste dans la question du port des armes et dans celle du morcellement de la terre et du système de la propriété privée.

POPESCU (Roumanie). — En Roumanie, les paysans ne sont

ni des petits propriétaires, ni des ouvriers libres, ni des farmers, car ils n'ont pas le droit d'aliéner le sol et le sous-sol qu'ils ont reçu après trois soulèvement successifs. Leur lot est du reste si exigu qu'ils sont obligés de travailler pour les grands propriétaires fonciers. Au point de vue économique et juridique, le paysan se trouve dans une position de semi-asservissement.

Le « parti paysan » est un parti de gros paysans et d'intellectuels urbains et ruraux qui tendent actuellement au pouvoir et veulent réprimer le mouvement ouvrier et paysan qui s'annonce.

En somme ce parti paysan est l'équivalent du fascisme.

La paysannerie est de plus en plus prolétarisée, mais cette prolétarisation est difficile à évaluer, car la statistique fait défaut. Le Parti Communiste a, à plusieurs reprises, offert le front unique au parti paysan. Après la trahison de l'aile droite de ce dernier, il va peut-être se former en Roumanie un parti paysan révolutionnaire.

Par suite des persécutions auxquelles nous sommes en butte, il nous est très difficile de maintenir le contact avec la paysannerie. Nous progressons cependant à ce point de vue. Je suis certain que le Parti Communiste roumain fera tout pour améliorer la situation du paysan; je suis convaincu d'autre part que l'Internationale Paysanne nous aidera.

---

# VINGT-SIXIÈME SÉANCE

## *dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(4 Juillet 1924)

*Président :* WIJNKOOP.
*Orateurs :* SELLIER, KOLAROV, UNGER.

Au commencement de la séance, un représentant d'une école militaire salue le Congrès. BORDIGA lui répond au nom du Congrès.

Avant de passer à l'ordre du jour, SELLIER présente au Congrès une résolution de protestation contre l'assassinat du camarade Ilech par la réaction roumaine.

Un télégramme de Roumanie nous apporte la nouvelle que le camarade Ilech, secrétaire du Parti Communiste pour la région de Kronstadt (Transylvanie), vient d'être lâchement assassiné dans les caves de la police par des agents de la Sûreté. Cet assassinat sauvage n'est que la suite du système traditionnel de suppression des militants de la classe ouvrière de la Roumanie par la bourgeoisie roumaine. En même temps, dans les prisons de Bucarest, Kichinev, Sibiu, Doftano et, dans la forteresse de Jilava, des dizaines de camarades se meurent de la grève de la faim, à laquelle les pousse la bourgeoisie qui veut s'en débarrasser par cet autre moyen perfide.

Le Congrès, en prenant connaissance de ces crimes qui frappent le Parti Communiste et le mouvement ouvrier de Roumanie, proteste au nom de l'Internationale Communiste contre l'oligarchie des boyards et des capitalistes roumains qui, effrayés par la montée révolutionnaire aux frontières et dans l'intérieur du Parti, croient échapper à la révolution en maintenant et en renforçant la terreur blanche.

Le Congrès envoie au vaillant Parti Communiste et à la classe ouvrière de Roumanie son salut de solidarité fraternelle, convaincu que le prolétariat roumain et son Parti de classe resteront — comme par le passé — dans la vraie voie révolutionnaire.

Cette protestation est adoptée à l'unanimité.

***

KOLAROV. — A la suite des débats qui ont eu lieu sur la question des paysans, je voudrais m'arrêter sur trois questions. La première porte sur le caractère et les détails de notre programme d'action concernant les paysans, le régime agraire et la nécessité qui en découle de diversifier aussi notre programme d'action. On sait qu'en Russie, c'est la question de la terre, c'est aussi la question de la paix et de la lutte contre la guerre qui ont surtout entraîné les masses paysannes dans la révolution. Il existe beaucoup de pays où la question de la terre, c'est-à-dire la question de la confiscation des grands domaines fonciers et

de la répartition entre les paysans, doit jouer le même rôle révolutionnaire.

Dans beaucoup de pays, la bourgeoisie a déjà fait voter et appliquer des réformes agraires. Ce sont en fin de compte des duperies, et la bourgeoisie s'efforce maintenant de reprendre toutes les concessions qu'elle a été obligée de faire dans les moments d'effervescence révolutionnaire.

Dans notre programme d'action, la critique de ces réformes doit trouver sa place. Il ne faut pas seulement faire voir aux paysans leur insuffisance, il faut pousser les paysans à les élargir, c'est-à-dire à réclamer la confiscation des biens et leur répartition gratuite aux paysans.

La question de l'annulation des dettes hypothécaires et de toutes les autres dettes grevant la terre jouera aussi un grand rôle révolutionnaire, de même que celle des impôts.

Mais la crise agraire pose devant les paysans la question de la lutte contre le capital, contre le monopole du capital aussi bien commercial que bancaire et industriel... Les petits paysans sont les victimes de la spéculation des grands capitaux, des grandes banques, des grandes sociétés agricoles qui paient leurs produits à des prix dérisoires et qui, d'un autre côté, exploitent les consommateurs sans sauvegarder les petits producteurs.

La question de la lutte contre la guerre dans tous les pays acquerra une importance politique révolutionnaire de plus en plus grande. Au fur et à mesure que le danger d'une nouvelle guerre grandit, la propagande et la lutte contre la guerre, organisées par les partis communistes, influenceront les masses paysannes et les entraîneront dans leurs rangs.

Enfin, la situation politique, la terreur blanche et la violence qui sévissent dans tous les pays, non pas seulement envers les ouvriers, mais aussi envers les paysans, seront aussi un objet de lutte commune entre ouvriers et paysans. Une série de questions concrètes sont liées avec cette lutte-là. Dans beaucoup de pays, il y a encore des condamnés du temps de la guerre. Il y a des condamnés sur des questions connexes à la réforme agraire, aux mouvements révolutionnaires paysans de 1918, 1919 et 1920. Eh bien, la question de l'amnistie dans ces pays-là jouera aussi un grand rôle pour le soulèvement des paysans et pour leur liaison avec la classe ouvrière.

Voilà donc une série de questions concrètes et pratiques qui doivent être traitées dans notre programme d'action. Il va sans dire que chaque parti communiste ne va pas développer tous ces points dans son programme. Il faut s'adapter aux conditions locales, ce qui suppose, avant tout, une étude spéciale, minutieuse et détaillée de la condition dans laquelle se trouvent les paysans parmi lesquels on doit mener la lutte.

Les partis communistes doivent organiser des commissions spéciales pour la propagande et l'agitation parmi les paysans.

Mais ce qui a une grande importance, c'est l'organisation minutieuse de sections d'attaque pour les besoins du mouvement



révolutionnaire dans les campagnes. Il faut attirer spécialement l'attention des partis communistes sur cette question. La campagne est pauvre de forces intellectuelles communistes. C'est le devoir des partis communistes de lui procurer des forces. Si elles ne peuvent être trouvées sur place, il faut les envoyer d'ailleurs. Il faut organiser ces sections qui, en particulier, le dimanche et jours de fêtes, munies de littérature et de tous les autres moyens de propagande, doivent se rendre dans les communes et y déployer une agitation énergique sur toutes les questions intéressant la masse paysanne. Cette propagande ne doit en aucune façon être une propagande générale. Au contraire, il faut concentrer l'attention de nos sections de propagande sur les questions spéciales et concrètes ayant un caractère local. Dans chaque village, dans chaque district agraire, il y a des questions spéciales brûlantes pour la population. Il faut les étudier, il faut en faire l'objet de la propagande et de l'agitation.

Camarades, puisque le but de notre propagande à la campagne doit être de réaliser l'alliance révolutionnaire entre les paysans et les ouvriers, il faut diriger notre action de telle manière que cette alliance se fasse dans les faits, qu'elle s'accomplisse à chaque moment et que les paysans deviennent les alliés naturels de la classe ouvrière contre les mêmes oppresseurs. Pour cela, il est nécessaire, en premier lieu, de faire propager les revendications paysannes aussi parmi les ouvriers, de les Pour cela, il est nécessaire, en premier lieu, de propager ger parmi les paysans les revendications de la classe ouvrière en démontrant aux masses paysannes la possibilité de réunir et de défendre ensemble dans un commun effort les intérêts des ouvriers et des paysans. En second lieu, toutes les fois qu'on soulève une question politique concernant les ouvriers, il faut penser toujours à l'influence de cette question sur les masses paysannes, à la répercussion qu'elle aura sur elles. Il faut s'habituer à traiter les intérêts des paysans et des ouvriers simultanément.

La troisième question sur laquelle je m'arrêterai brièvement, c'est celle de l'organisation.

Pour attirer les masses paysannes, faut-il voir dans le Parti Communiste la seule organisation qui doive être recommandée aux paysans et dans les rangs duquel ils doivent être attirés? Il n'est pas difficile de répondre à la question. La base des partis communistes reste toujours la classe ouvrière, et dès lors, il va sans dire que nous risquerions de transformer cette base de nos partis si nous ouvrions largement les portes aux masses paysannes non-organisées. Mais alors, faut-il laisser les masses paysannes déjà touchées par notre propagande et notre organisation? Nous risquerions de les laisser retomber sous l'influence des partis bourgeois ou social-patriotes.

Quelle espèce d'organisation devons-nous soutenir, recommander et même créer si cela est nécessaire? Ce n'est pas un Parti paysan que nous devons créer. Le Parti Communiste est

le dirigeant politique aussi bien des masses paysannes que des ouvriers. Ce qui est nécessaire, c'est d'organiser les paysans dans des groupements économiques, les ouvriers agricoles dans des organisations professionnelles, les petits fermiers dans des organisations de fermiers, de petits propriétaires producteurs et des unions de paysans pauvres.

Il va sans dire qu'en créant ou en appuyant la création de ces organisations de caractère économique, il n'est pas exclu du tout d'intéresser ces organisations aux questions politiques. Au contraire, nous devrions tâcher d'élever les masses paysannes de la défense de leurs intérêts économiques aux revendications de caractère politique.

Mais, camarades, la question se pose de savoir si, dans certaines conditions, il ne sera pas nécessaire d'organiser aussi des partis politiques de paysans. Je crois qu'à cette question, nous devons répondre négativement. Cette solution n'exclut pas la possibilité, dans certaines conditions, d'appuyer les unions de paysans présentant un caractère politique et aussi de les aider, par exemple après un coup d'Etat. En Bulgarie, lorsque l'Union Paysanne a été en butte aux attaques féroces de la contre-révolution, de la bourgeoisie, des social-patriotes, le Parti Communiste l'a aidée à se reconstituer, et cette attitude a fortement contribué au développement de l'influence du Parti Communiste sur les masses paysannes.

## Le Mouvement des Jeunes

UNGER. — La façon dont un parti s'occupe des Jeunesses mesure son degré de bolchévisation. La conquête de la jeunesse ouvrière à l'Internationale Communiste intéresse l'avenir de notre Internationale.

Je traiterai dans mon rapport trois questions: 1) les décisions que le dernier Congrès mondial de l'Internationale Communiste et le troisième Congrès mondial des Jeunesses ont prises au sujet du travail de l'Internationale Communiste des Jeunesses;

2) Les enseignements que l'I. C. J. a tirés de son travail sur la base de ces décisions;

3) Les tâches qui se posent à l'I. C. J. dans l'avenir.

La jeunesse ouvrière, qui avait été parmi les militants les plus résolus contre la guerre impérialiste, qui se trouvait pleine d'enthousiasme aux premiers rangs de la révolution prolétarienne, a perdu sa volonté de lutte au cours du déclin révolutionnaire. L'influence de notre mouvement n'était plus aussi grande que les premières années d'après-guerre, quoiqu'il n'ait pas diminué en effectifs. On a recherché de nouvelles voies pour saisir mieux la jeunesse ouvrière, et aujourd'hui nous pouvons constater que les décisions de notre III[e] Congrès des Jeunes et du IV[e] Congrès de l'Internationale Communiste nous



ont bien servi. Notre mouvement ne s'est pas seulement accru numériquement, il est devenu plus actif. Il va sans dire que ces succès ne sont pas dûs uniquement à de bonnes résolutions ni à une bonne direction, mais en grande partie aux événements.

Trois objectifs se posaient à nous: la participation aux luttes de la classe ouvrière et à la solution des questions de tactique et de principe de l'Internationale Communiste; ensuite la propagande dans l'armée et la lutte contre les nouvelles guerres; enfin le transport du centre de gravité des Jeunesses dans les usines.

Notre intervention décisive dans les luttes de la classe ouvrière se marqua dans la crise de la Ruhr. Les Jeunesses d'Allemagne et de France avaient mené déjà avant l'occupation une grande campagne politique dans les deux pays. Elles se préoccupèrent alors de réaliser entre les ouvriers allemands et les soldats français des régions occupées une alliance destinée à faire avorter les projets des impérialistes français et allemands. Nous avons organisé une semaine de propagande internationale contre la guerre et le militarisme qui eut lieu peu avant la conférence de Francfort. A cette occasion l'I. C. J. adressa aux deux autres Internationales des Jeunes une offre de front unique qui, comme nous l'avions prévue, fut repoussée.

Notre deuxième campagne politique internationale fut celle du front unique à l'occasion de la fusion des deux Internationales socialistes des Jeunes, lors du Congrès de Hambourg. Cette action nous a également apporté une série d'importants et précieux succès, parce qu'à sa faveur nous pûmes accomplir un travail actif parmi la jeunesse socialiste d'Allemagne et d'Autriche. Ce travail a contribué plus tard, lorsque la situation politique intérieure de l'Allemagne s'aggrava, à réduire la sphère d'influence des jeunesses socialistes et à leur arracher des effectifs considérables.

A la discussion qui commença en Allemagne et en Russie après la défaite d'Octobre, nous avons pris une part active en faisant notre possible pour éclairer nos membres. L'I. C. J. a continuellement et activement défendu la ligne de l'Internationale Communiste.

Il va sans dire que les Jeunesses ont participé aux luttes qui ont éclaté dans les différents pays.

En Bulgarie, la Jeunesse a immédiatement reconnu la justesse de la ligne de l'Internationale. Lorsque la situation s'aggrava en septembre, elle fut parmi ceux qui voulaient la lutte. Après la défaite, elle travailla activement à la mise en pratique des leçons tirées par l'Internationale Communiste et par le Parti bulgare.

Notre organisation française a mobilisé contre Frossard ses meilleurs militants.

En Norvège, les Jeunesses Communistes constituèrent, avec

la minorité du Parti ouvrier, un noyau d'opposition aux tendances centristes et social-démocrates.

Même en Orient, les Jeunesses Communistes se trouvent au centre de la vie politique.

Une erreur commise dans le passé considérait l'activité politique des Jeunesses comme secondaire: on donnait à leur activité économique, syndicale, éducatrice, à leurs efforts pour la conquête des Jeunesses des campagnes, au travail parmi les enfants, un caractère apolitique. Nous nous sommes toujours énergiquement opposés à cette tendance.

Une deuxième erreur qui s'est révélée au cours de l'année dernière consistait à présenter l'activité politique comme la tâche principale des Jeunesses Communistes. C'était également une faute, mais bien naturelle. Derrière cette tendance se cachait celle que nous avions condamnée au IIe Congrès mondial de l'I. C. J. et au IIIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste, à savoir celle qui voulait donner aux Jeunesses le travail politique dirigeant.

Quant au travail dans l'armée et à la lutte contre la menace de guerre, la crise de la Ruhr fut notre première campagne de grande envergure.

Mais l'activité de nos Jeunesses dans ce domaine n'est pas encore suffisante. La seule qui fasse exception est notre organisation française. Nous pouvons le dire avec fierté, elle a accompli un travail modèle.

Passons à présent à la réorganisation des Jeunesses sur la base des cellules d'usine. Le but était de renforcer le noyau prolétarien de notre mouvement.

Les difficultés idéologiques et objectives étaient grandes. Nous ne nous sommes pas effrayés.

Nous pouvons dire aujourd'hui que les pires difficultés sont vaincues et que nous pourrons désormais poursuivre le travail méthodiquement et avec succès. Trois de nos sections les plus importantes, en dehors de la section russe, enregistrent de grands succès: nos organisations allemande, française et tchéco-slovaque.

Nous avons obtenu d'importants succès aussi en France, où les Jeunesses Communistes dominent aujourd'hui dans une grande partie des usines.

En Tchéco-Slovaquie, nous avons déjà plus de 100 cellules.

Notre travail a forcé les partis communistes à s'occuper attentivement et sérieusement de cette question et à entreprendre pratiquement la réforme. Ce fut le cas en Allemagne, en France et en Tchéco-Slovaquie, où précisément du côté des partis communistes nous pouvions constater les plus grandes résistances.

Dans les autres domaines, notre mouvement n'a pu développer qu'une activité insuffisante.

On a très peu fait pour conquérir la jeunesse agricole.



Un autre travail que nous avons négligé, c'est l'éducation de nos membres et des masses de la jeunesse ouvrière.

Le travail parmi les enfants a également été insuffisant.

Dans beaucoup d'organisations, nous pouvons constater pendant l'année dernière une grande augmentation des effectifs: en Russie de 420.000 à 700.000, en Allemagne de 28.000 à 70.000; c'était avant la lutte d'octobre, mais avec la suspension du Parti et les discussions intérieures dans la période d'illégalité, les effectifs se sont réduits à environ 40.000; en France de 4.000 à 7.000; en Italie de 2.000 à 4.500; en Amérique de 2.000 à 5.000; en Tchéco-Slovaquie de 8.000 à 13.500, et enfin, pour nommer une organisation orientale, celle de Mongolie, de 2.500 à 3.000.

Encore quelques mots sur nos rapports avec les partis communistes. Nous n'avons pas seulement eu dans quelques pays, comme par exemple en Suède, en Norvège et en Tchéco-Slovaquie, des différends politiques entre les partis et les Jeunesses, nous avons encore toute une série de pays où les décisions du IIIe Congrès mondial sur notre indépendance en tant qu'organisation ne sont pas encore complètement réalisées, comme en Pologne. En Bulgarie nous n'avons réussi qu'au cours de cette année à conquérir cette indépendance, après que les événements de juin et de septembre eurent redressé fondamentalement tout le mouvement.

Si nous considérons l'expérience de la période écoulée, nous pouvons constater qu'un changement fondamental de notre ligne n'est pas nécessaire.

La jeune garde de la classe ouvrière, l'Internationale Communiste des Jeunes, sera toujours à l'avant-garde dans la marche vers l'organisation mondiale léniniste et bolchéviste. (*Applaudissements*).

*
**

Une délégation des ouvriers de Bakou remet un drapeau aux ouvriers du textile du Nord de la France aux applaudissements du Congrès.

# VINGT-SEPTIÈME SÉANCE

*dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(5 Juillet 1924)

*Président :* WIJNKOOP.

*Orateurs :* LOZOVSKY, HECKERT.

## La Tactique syndicale

LOZOVSKY. — La question de notre tactique syndicale se pose inévitablement à tous les Congrès et à toutes les sessions de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste. La cause en est qu'elle constitue une des questions les plus complexes de la tactique communiste. En fait, quel est le rôle des syndicats dans la lutte de la classe ouvrière? Dans le passé, ils étaient des organes de résistance à l'exploitation. Depuis la guerre, sous l'influence de la bourgeoisie, ils se sont transformés en auxiliaires de l'Etat bourgeois. Ce n'est que peu à peu qu'ils se libèrent de l'influence de la bourgeoisie et du réformisme et se transforment, entre les mains des communistes, en organes d'assaut contre le régime capitaliste.

Les syndicats sont le lien naturel entre le Parti et la classe ouvrière. Ce n'est que par cet engrenage que le Parti peut pénétrer dans le mouvement ouvrier. C'est pourquoi l'Internationale Communiste a toujours attaché un grande attention au mouvement syndical.

Pour tracer notre ligne de conduite pour la période prochaine, il faut avant tout nous rendre clairement compte du mouvement ouvrier international à l'heure actuelle. L'Internationale Communiste doit agir dans une conjoncture sociale et économique donnée et la condition première de toute son activité est d'étudier cette conjoncture.

La retraite générale de la classe ouvrière a pris fin. En beaucoup de pays, la classe ouvrière est passée à la contre-offensive. En Angleterre en particulier, on remarque durant les derniers mois une grande vague de grèves économiques dont la portée politique est toujours plus grande. La portée de ces grèves était d'autant plus grande que le gouvernement ouvrier a constamment joué le rôle incontestable de défenseur des intérêts de la bourgeoisie.

Même en Allemagne, où la classe ouvrière se trouve dans une situation difficile, la dernière *défensive* des mineurs peut être considérée comme un succès : elle a réussi à repousser l'attaque, ce qui est très important, surtout pour le prolétariat allemand qui ne s'est pas encore relevé de sa défaite d'octobre. En Norvège, une grève de six mois n'a pas réussi à briser la classe ouvrière et les syndicats. Dans quelques industries, on a même obtenu quelques augmentations de salaires. En France également on signale un certain nombre de grèves offensives. En un mot, on peut estimer que la retraite a pris fin et que nous entrons dans une nouvelle période d'activité, où les conflits économiques iront en s'aggravant, où les combats offensifs et défensifs se feront toujours plus violents, où l'instabilité politique des pays capitalistes s'accroîtra sans cesse.



Les deux dernières années de la lutte de la classe ouvrière ont renforcé dans tous les pays les liens entre les classes dominantes et les chefs des syndicats réformistes. Nous voyons une masse de conflits liquidés avec l'aide des chefs syndicaux réformistes.

On peut dire que le réformisme a atteint son comble. Il a commencé par la défense nationale pour aboutir à la défense des bénéfices patronaux.

Les méthodes de lutte des amsterdamiens sont restées aussi platoniques et inefficaces qu'auparavant. Malgré ses protestations verbales, l'Internationale d'Amsterdam a soutenu l'occupation de la Ruhr. Elle s'est accrochée au rapport des experts comme à une planche de salut.

Ce rôle de jaune devait fatalement accroître le mécontentement des masses. A l'heure actuelle, l'influence de l'Internationale Communiste et des partis communistes croît dans les syndicats; nos partis et les minorités révolutionnaires jouent un rôle toujours plus grand dans les luttes économiques du prolétariat.

Nous en avons eu des exemples en Allemagne et en Angleterre, où un grand nombre de grèves « non officielles » ont été déclanchées contre la volonté des chefs, et ont été menées avec la participation directe des communistes.

Si nous prenons la France, nous voyons à quel point le Parti Communiste a acquis de l'influence dans la C. G. T. U. Il n'est pas un pays où le Parti Communiste n'ait accru son importance dans le mouvement ouvrier et où la question de l'attitude envers les communistes ne soit à l'ordre du jour. Même au Japon, en Chine, et dans les Indes, cette question est à l'ordre du jour.

Les succès communistes dans le mouvement syndical ont exacerbé l'acharnement des réformistes contre les communistes « désorganisateurs ».

L'évolution de l'Internationale d'Amsterdam, la transformation de ses chefs en instruments de la réaction fasciste, en jaunes, a fait naître dans les masses le désir non seulement de chasser les traîtres des rangs prolétariens, mais aussi a fait désespérer certains milieux ouvriers de l'efficacité du mot d'ordre de la conquête des syndicats. Cet état d'esprit s'est surtout manifesté en Allemagne par la sortie des syndicats et par les

tentatives de créer une nouvelle tactique, laquelle a d'ailleurs été repoussée par le Congrès de Francfort. Néanmoins, cet état d'esprit subsiste toujours.

L'échec de la politique intérieure et extérieure des gouvernements bourgeois a fini par mécontenter les masses prolétariennes et paysannes, ce qui a conduit, dans certains pays (Angleterre, France, Danemark) à la formation de gouvernements de gauche semi-socialistes dont la tâche est de masquer par des phrases l'ancienne politique bourgeoise. Nous constatons ainsi une nouvelle vague d'illussion réformiste, une seconde jeunesse de la Société des Nations et du Bureau International du Travail.

Il faut avoir en vue tous ces traits généraux de la situation si l'on veut fixer notre tactique dans le mouvement syndical. La tactique de l'Internationale Communiste est toujours déterminée par la conjoncture dans laquelle il faut agir. Nous avons une nouvelle conjoncture, de nouveaux facteurs, il nous faut donc voir ce qui, dans notre ancienne tactique, reste juste, ce qu'il faut rejeter et ce qu'il faut introduire.

Dans toute l'activité de l'Internationale Communiste, on distingue l'idée de la lutte pour l'unité. Il est naturel de se demander si cette idée n'a pas vieilli. L'unité n'est pas un but en soi, mais un moyen. L'unité syndicale est le meilleur champ d'action pour l'activité communiste et crée les conditions les plus favorables pour la conquête de masses. C'est en partant de ce principe que l'Internationale Communiste s'est prononcée résolument *contre la destruction des syndicats* et a opposé à ce mot d'ordre celui de leur conquête, car la conquête des masses ne peut être conçue sans la conquête des syndicats. En quoi consiste cette dernière? Quelques camarades disent : « Nous ne réussirons jamais à conquérir les syndicats parce que la bureaucratie réactionnaire, d'une façon ou d'une autre, conservera ses positions ». Il est incontestable que la bureaucratie ne tient pas à être mise en minorité et qu'elle fera tout pour conserver, ne serait-ce que pour la forme, la majorité dans les syndicats. Mais la conquête des syndicats n'a rien de commun avec la conquête de la bureaucratie réactionnaire et de son appareil. Ce qu'il faut, c'est conquérir les masses syndiquées et ici aucune bureaucratie réactionnaire, aucun serment de fidélité, comme en Allemagne, ne peuvent empêcher les communistes d'accroître leur influence dans les masses. La sortie des syndicats n'est pas un signe d'activité, mais un symptôme de désespoir. Si on le comprend de la part d'ouvriers sans-parti, il est tout à fait inadmissible de la part des communistes. Si un communiste affirme *qu'il ne peut plus rester dans les syndicats* malgré les décisions de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste, c'est un mauvais communiste, car il se laisse entraîner par ses impulsions.

Une autre question est liée à celle-ci : si nous luttons pour l'unité, si nous combattons contre la destruction des syndicats



et si nous cherchons à les conquérir, quel doit être notre mot d'ordre à l'égard des ouvriers non-syndiqués ou quittant le syndicat. Notre mot d'ordre doit être : « Rentrée dans les syndicats ». Je sais qu'en Allemagne ce mot d'ordre se heurte à une grande résistance, que beaucoup d'ouvriers disent : « Pourquoi payerais-je des cotisations aux bureaucrates syndicaux? » Mais de telles questions ne se règlent pas du point de vue des cotisations, mais du point de vue des objectifs de politique générale que nous avons devant nous.

Que faire dans les pays où le mouvement syndical s'est déjà scindé, comme la France, la Tchéco-Slovaquie? Pouvons-nous y lancer le mot d'ordre du retour au syndicat? Non, car il est inapplicable sous cet aspect. Ici, le principal mot d'ordre doit être l'unité par un congrès général. La lutte pour l'unité ne doit pas être faite pour la forme, sans trouver son expression dans des campagnes sérieuses. Si nous publions de temps en temps des déclarations contre l'unité, nous accomplirons fort peu d'ouvrage. La lutte pour l'unité doit être une action systématique dans les usines et les fabriques : elle doit consister à faire de la propagande pour l'unité, à faire comprendre, là où la scission s'est déjà produite, la nécessité d'un congrès d'unification. On ne peut en aucun cas laisser aux réformistes scissionnistes le monopole de l'unité. Ce serait un danger pour le mouvement ouvrier et pour le Parti Communiste, qui verrait inévitablement diminuer ses chances de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Mais il ne suffit pas de répéter mécaniquement le mot Unité. Agir ainsi serait du fétichisme et non du communisme. Il est parfois nécessaire, au nom de cette même unité, de grouper les syndiqués exclus ou les ouvriers qui se sont retirés des syndicats, et de continuer avec eux la lutte pour l'unité. De cette façon, le mot d'ordre de la lutte pour l'unité ne contredit en rien la nécessité, dans certains cas, de créer des organisations parallèles, et de les renforcer. L'essentiel est que ces organisations combattent pour l'unité.

De temps en temps dans les milieux communistes apparaît le désir de trouver de nouvelles formes d'organisation ouvrière. Des camarades estiment qu'en créant de nouvelles formes d'organisation, on réussira à arracher les masses ouvrières à l'influence bourgeoise. Ces recherches ont eu lieu en Amérique. Elles se sont montrées avec une force particulière en Allemagne, après la révolution de novembre 1918 et elles y réapparaissent de temps en temps.

Il faut mener une action énergique pour la transformation des syndicats de métier en syndicats d'industrie; mais là où les syndicats centralisés sont aux mains des bureaucrates syndicaux qui étouffent l'initiative sociale, il est nécessaire de lutter contre le centralisme entravant les initiatives, pour une liberté plus grande des organisations locales. Avant tout, il faut comprendre que les syndicats ne sont pas une forme accidentelle du

mouvement ouvrier, une forme qu'on peut abandonner n'importe quand pour en adopter une autre.

Depuis longtemps, la situation est loin d'être excellente dans l'Internationale d'Amsterdam. On l'a particulièrement vu à son dernier Congrès de Vienne. L'Internationale d'Amsterdam n'est que la somme des organisations nationales des pays de l'Entente soumises à la direction politique des bureaucrates réformistes. Depuis sa création, l'Internationale d'Amsterdam n'a été qu'un instrument de l'Entente. Elle a rempli son rôle d'une façon résolue et conséquente. Mais elle traverse depuis longtemps une crise. Ce n'est pourtant que depuis dix-huit mois que cette crise s'est particulièrement aggravée sous l'influence croissante des partis communistes et de l'action de l'I. S. R.

La crise n'a trouvé son expression complète qu'après l'occupation de la Ruhr, lorsque quelques-uns des chefs de l'Internationale d'Amsterdam, Fimmen en particulier, ont commencé à voir son impuissance, sans en comprendre parfaitement les causes. Les luttes intestines dans son sein se sont aggravées particulièrement autour du mot d'ordre du front unique : avec qui marcher? Avec l'aile droite de la classe ouvrière ou avec l'aile gauche de la bourgeoisie? Cependant, la gauche incline vers le front unique avec la partie révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Ces contradictions se sont clairement manifestées au dernier Congrès de Vienne où la décomposition de l'Internationale d'Amsterdam s'est montrée au grand jour. Les divergences concernaient deux questions : l'attitude envers les syndicats russes et les rapports entre les fédérations internationales d'industrie et l'Internationale d'Amsterdam. Au fond, les deux questions n'en font qu'une, car la lutte entre les Fédérations et l'Internationale d'Amsterdam a pour cause les rapports entre les premières et les syndicats russes.

Nous devons dire nettement aux dirigeants de l'aile gauche que leur façon de poser le problème ne nous satisfait nullement.

Les chefs de la gauche ne se rendent pas bien compte qu'il est nécessaire de changer de fond en comble toute leur politique; que les palliatifs ne peuvent plus servir à rien. Nous ne devons pas hésiter à critiquer l'inconséquence, les hésitations, la prudence exagérée des chefs du mouvement syndical anglais, mais en le faisant nous ne devons pas oublier qu'ils vont à gauche.

Les communistes doivent toujours être prêts à s'entendre avec les travailleurs qui aspirent à combattre la bourgeoisie; ils ne doivent jamais se refuser à des actions communes.

Si on examine attentivement l'action des partis communistes de tous les pays, leur croissance incontestable, on remarque un certain nombre de défauts qu'il faudra absolument corriger si nous voulons accroître notre influence.

Dans de nombreux pays, les partis communistes n'ont pas encore créé de fractions dans les syndicats. Il y a de nombreuses



raisons à cela, mais le fait n'en subsiste pas moins. En général, les partis s'occupent trop peu de l'action syndicale. Les partis hollandais et belge, par exemple, se sont jusqu'à présent bornés à une simple propagande et n'ont rien fait pour organiser les minorités des syndicats réformistes. La même observation est juste pour d'autres partis. C'est le principal vice des partis communistes. Tant que les partis communistes ne considéreront pas l'organisation de fractions syndicales comme une de leurs plus importantes tâches, ils ne pourront pas mettre pleinement à profit la sympathie dont ils jouissent dans les masses.

Nos partis négligent trop certaines organisations parallèles, telles que le N. A. S. en Hollande, les Chevaliers du Travail en Belgique, le Conseil ouvrier aux Etats-Unis.

Dans quelques pays, comme la France, on a une tendance à concentrer toute l'attention sur les syndicats révolutionnaires et à ne rien faire dans les syndicats réformistes parallèles. Là où existent des organisations parallèles, le Parti Communiste doit être particulièrement actif en vue de la création de noyaux dans les organisations réformistes. En négligeant de le faire, nous réduisons volontairement la portée de notre action et nous retardons la restauration de l'unité. Il est aussi peu rationnel de faire abandonner les syndicats réformistes par les ouvriers pour les faire adhérer aux syndicats révolutionnaires. Il faut que des communistes restent dans les syndicats réformistes pour y défendre les idées communistes.

Beaucoup de partis mènent une propagande trop abstraite dans les syndicats et se bornent à agiter des questions politiques générales. Sans doute, il est nécessaire de le faire, mais c'est insuffisant.

Il est nécessaire d'élaborer une plate-forme syndicale pour tout le mouvement en général et par industries. Un défaut commun à tous les partis est de ne pas savoir profiter des grands conflits économiques pour créer des organes de représentation ouvrière au moment où la lutte est la plus tendue. L'élection par les grévistes d'un Comité de grève ou d'un Comité d'action est une excellente occasion.

Certains partis ne comprennent pas assez nettement que le terrain naturel du front unique est la fabrique, le comité d'usine et le syndicat. C'est sur ce terrain que nous pourrons montrer en pratique, dans les questions quotidiennes, la différence qu'il y a entre nous et les réformistes. C'est sur ce terrain qu'il faut proposer sans cesse l'unité d'action, la création de comités, etc... Ce n'est qu'en prenant l'usine, le comité d'usine et le syndicat comme champ d'action du front unique, ce n'est qu'en profitant des conflits économiques pour insister devant les ouvriers sur notre volonté d'unité que nous arriverons à les soustraire à l'influence réformiste. Les partis communistes doivent non seulement soutenir les mouvements d'opposition, mais les aider, les pousser, apporter de la clarté dans le mécontentement des masses, organiser le mouvement. En agissant ainsi, nos partis

doivent chercher à entraîner sur la plate-forme de l'I. S. R. le plus grand nombre d'ouvriers sans-parti ou social-démocrates de gauche.

Toute cette action doit avoir une base pratique qui dépend du pays et de l'industrie. Il faut profiter du mécontentement provoqué par les trahisons des fonctionnaires syndicaux. Ceux-ci doivent être systématiquement démasqués. Il faut dévoiler ce qu'ils ont fait pendant et après la guerre. Il faut faire comprendre aux masses la nécessité de chasser les traîtres des organisations syndicales. Il faut faire de cette nécessité le mot d'ordre populaire. Plus nous aurons popularisé le mot d'ordre, mieux nous réussirons à chasser les bureaucrates syndicaux des syndicats.

Le défaut le plus grave de toute notre action syndicale est l'absence de cellules communistes dans les usines. Tant que nous n'aurons pas procédé à leur création, nous ne serons pas en mesure de prendre en mains la direction du mouvement syndical. C'est une question de première importance. On ne peut espérer, sans les organes de base que constituent les cellules d'usines, entraîner les masses dans la lutte. Si on me demandait quelle est la racine de toutes nos faiblesses dans l'action syndicale, je répondrais sans hésitation : la source de notre faiblesse est dans l'absence de cellules dans les usines.

Les tâches prochaines de l'Internationale Communiste et des Partis Communistes découlent de ce que nous avons dit plus haut.

Le centre de gravité de l'action syndicale doit être transféré dans les masses, c'est-à-dire dans les usines. Il en découle la nécessité de créer des comités d'usines. Il faut particulièrement combattre les tentatives de créer des succédanés de comités d'usines.

Dans les pays où le mouvement n'a pas été scindé, il s'est formé des petits syndicats, qui la plupart du temps sont dirigés par les communistes. Nous en avons en Allemagne, aux Etats-Unis, en Belgique, en Hollande, etc... Tout en continuant notre action dans les vieilles organisations réformistes, tout en développant notre activité en vue de la création de fractions et de minorités, il est nécessaire d'unir entre elles les organisations indépendantes et de les rattacher d'une façon ou d'une autre avec les minorités.

La sortie des syndicats est un grand danger pour le mouvement communiste, et il faut s'y opposer de la façon la plus résolue.

La question de l'organisation des ouvriers non syndiqués se pose avec une acuité particulière. Cette question s'est posée parce que l'afflux des masses aux syndicats a cessé depuis longtemps. Pour un grand nombre de raisons : chômage, crise économique, trahison des fonctionnaires, etc..., de nombreux ouvriers ont quitté les syndicats. Que faire pour organiser ces masses? Le mieux est de les grouper dans les comités d'usines.



Cela concerne également les ouvriers qui ont abandonné les syndicats. L'organisation des ouvriers autour des comités d'usines, la création de comités de grève en cas de conflit, tels sont les moyens d'unir de grandes masses non syndiquées. Il est évident que dans les industries où il n'existe pas encore de syndicats (il y en a en Amérique, par exemple), il est nécessaire de recourir à la création de syndicats. Mais le point de ralliement essentiel doit rester le comité d'usine.

Les Partis Communistes, d'habitude, accordent autant d'attention aux ouvriers de toutes les industries. Il est nécessaire d'accorder une attention particulière à certaines branches d'industrie qui auront à jouer un rôle particulier dans les prochaines luttes de classes. Par exemple, les ouvriers des transports, des mines, de la métallurgie, des industries chimiques, de l'électricité, du gaz, doivent jouer un rôle particulièrement grand dans la lutte pour le pouvoir.

Si les Partis Communistes ne réussissent pas à se créer des points d'appui sérieux parmi ces catégories de travailleurs, la révolution est impossible, même si on a réussi à conquérir la majorité des autres branches de l'industrie.

Afin de préparer des actions communes entre travailleurs de différents pays, afin de s'opposer aux excitations chauvines de la presse bourgeoise, il faut procéder à la fondation de comités d'industries entre deux pays; par exemple, comité franco-allemand des mineurs, comité franco-polonais des cheminots, etc... Il faut également créer des comités réunissant les ouvriers de toutes les industries : comité anglo-russe, russo-polonais, etc... La Conférence de Francfort, en mars 1923, a préconisé ce genre de comités. Malheureusement, les Partis Communistes n'ont rien fait en ce sens. Il ne faut pas perdre de vue que ce n'est qu'en étendant et en resserrant ce réseau de comités que nous réussirons à empêcher les conflits internationaux et à organiser des actions simultanées de chaque côté des frontières.

Le mouvement syndical des colonies ne doit pas être négligé.

Il n'existe, pour ainsi dire, pas de littérature de propagande pour les colonies. Si nos partis continuent à rester passifs, ils ne se distingueront en rien des social-démocrates. Ils doivent suivre attentivement la croissance du mouvement syndical des colonies et s'opposer à leur bourgeoisie qui cherche à étouffer le mouvement ouvrier colonial.

Il y a encore des pays où le principe de l'autonomie syndicale trouve du crédit. Ce principe est maintenant le signe de ralliement contre l'Internationale Communiste, l'Internationale Syndicale Rouge et la Révolution russe. Ce principe est particulièrement accrédité en France et en Espagne, où les anarchistes, alliés aux fascistes, mènent une lutte acharnée contre les Partis Communistes. Le Parti doit répondre au mot d'ordre de l'autonomie syndicale en se rapprochant pratiquement des

masses et des organisations soumises à l'influence syndicaliste-anarchiste.

D'autre part, nous connaissons trop peu nos ennemis. Nous connaissons leur politique, mais nous ignorons leurs organisations. Pourtant, l'organisation de combat des patrons est pour nous d'un intérêt particulier. Les patrons ont leurs agents payés ou bénévoles dans notre propre milieu. Ils disposent de toute une série d'institutions dont la structure et l'activité nous sont inconnues. Nous ne nous rendons compte de leur activité qu'au moment des conflits. Connaître l'ennemi est une nécessité essentielle du succès. Il faut mettre fin à cette indifférence envers de si sérieux problèmes. Il faut non seulement étudier l'ennemi, mais créer auprès des Partis et des syndicats un service de contre-espionnage économique. Ce n'est que lorsque nous serons en mesure de déterminer les forces de l'ennemi que nous aurons des chances de succès.

Enfin, la dernière question digne de notre attention, c'est la conservation des rapports entre les syndiqués mobilisés. Jadis, dans les syndicats français, existait le « Sou du Soldat ». C'était pour les syndicats un moyen de conserver leur influence sur les membres mobilisés. A présent, cette espèce de lien n'existe plus nulle part. On doit le rétablir par l'intermédiaire des jeunesses communistes et des syndicats. Chaque ouvrier mobilisé doit rester membre de son syndicat. Ce dernier doit veiller à ce que ses membres sous les drapeaux ne se séparent pas de la classe ouvrière.

Telles sont les tâches qui se dressent devant l'Internationale Communiste et ses Partis. Il est naturel de se poser la question : l'Internationale Communiste doit-elle ou non changer sa politique? Nous pouvons répondre résolument : Non. Le V^e^ Congrès doit approuver toutes les décisions des Congrès précédents. Nous devons reconnaître franchement que la ligne tracée était juste, que le travail accompli, malgré toutes ses imperfections, a donné de grands résultats, que si nous nous sommes développés dans de nombreux pays, si nous y sommes devenus des organisations de masses, c'est grâce à notre tactique syndicale. Cette dernière ne doit pas être changée, elle doit être perfectionnée, acérée, rendue plus souple. Tout cela ne peut être fait que si tous les Partis comprennent l'énorme importance des syndicats pour la lutte de la classe ouvrière. Les syndicats ont une place déterminée dans la lutte de classes, ils sont destinés à jouer un rôle encore plus grand au lendemain de la révolution. Voilà pourquoi nous ne renions pas un seul iota des décisions prises et continuerons jusqu'au bout la conquête des syndicats, c'est-à-dire la conquête des masses.

*
**

Après le discours de Lozovsky se présente une délégation de la dixième division des chasseurs de l'Armée Rouge, au nom de laquelle le camarade GUTMANN, acclamé vivement par les



délégués, transmet au Congrès un drapeau pour les travailleurs de Hambourg. KOEPPEN lui répond au nom des ouvriers de Hambourg, THAELMANN et LOZOVSKY au nom du Congrès.

ROY félicite Clara Zetkin à l'occasion de son 67^e^ anniversaire. Les délégués se lèvent et font à Zetkin une ovation enthousiaste.

Dans sa réponse, ZETKIN exprime ses sentiments fraternels pour tous les camarades morts pour la révolution ou combattant à son service.

La parole est donnée à Heckert, second rapporteur sur la question syndicale.

*
**

HECKERT. — Si nous voulons être orientés sur la question syndicale, il est sans doute nécessaire que nous nous rendions un compte exact du mouvement de la classe ouvrière et des perspectives économiques générales.

Lozovsky dit que la caractéristique de cette année est que la retraite générale de la classe ouvrière a cessé, et qu'en outre, les relations de la bureaucratie syndicale avec la bourgeoisie se sont clairement manifestées.

Quant à la première caractéristique, nous ne sommes pas tout à fait du même avis, malgré notre désir. Nous voyons sans doute, dans quelques pays, un certain arrêt, peut-être apparent, de la retraite, nous voyons certaines luttes économiques se poursuivre. Mais en général, l'offensive du capital continue. L'acceptation du rapport des experts, c'est la continuation avec succès de cette offensive. On passera de la journée de neuf heures à la journée de 10 heures et de 11 heures, on abaissera les salaires des ouvriers encore davantage, et cela se répercutera sur les conditions de travail des autres pays.

Voilà pourquoi nous, communistes allemands, avons toujours insisté sur la question des réparations. Ni dans la classe ouvrière anglaise, ni dans la classe ouvrière française, nous n'avons vu d'opposition sérieuse contre ce rapport des experts. Pourquoi? Les ouvriers de ces pays pensent que ce rapport annonce la paix. Et la vague pacifiste dans le prolétariat s'accroît, et elle aboutit en Allemagne aussi à renforcer le réformisme.

Lozovsky dit encore que c'est une caractéristique de notre époque que l'influence de l'I. S. R. se serait puissamment accrue. J'espère que c'est juste, mais je ne saurais le dire avec une certitude absolue. J'ai la sensation que précisément à la suite de cette vague pacifiste, nous sommes arrêtés.

Lozovsky dit qu'en Allemagne on n'a pas bien saisi la nécessité de la conquête des syndicats. Le mouvement révolutionnaire allemand aurait subi les oscillations les plus graves. Nous le savons très bien, mais nous ne saurions expliquer si simplement ces oscillations. Il faut en rechercher les causes, qui sont très variées.

L'année dernière, lorsque, sous la politique des chefs syndicaux réformistes, le prolétariat allemand vit ses conditions de travail empirer de jour en jour, il s'est développé une animosité extrême contre la bureaucratie syndicale, voire contre les syndicats en général.

Mais en 1923, nous avons eu un mouvement révolutionnaire généralement ascendant, qui conduisit à une situation où, pendant la grève contre Cuno, la bureaucratie syndicale était presque sans influence sur les masses. Si, au mois d'août, nos forces avaient suffi pour pousser le mouvement en avant, nous aurions pu, j'en suis fermement convaincu, jeter à la porte la bureaucratie syndicale. Mais, dès le mois d'août, nous avons vu, pour des causes différentes, notre position empirer et nos forces diminuer. Elles diminuèrent encore davantage après la défaite d'octobre. La bureaucratie syndicale profita de cette situation pour se ranger résolument du côté de la bourgeoisie, elle vota l'état de siège, les pleins pouvoirs, qui donnent à la bourgeoisie la possibilité de régler les conditions de travail à son gré. Alors commença une fuite des syndicats telle que nous n'en avons jamais vue en Allemagne. Ce reflux est dû à la crise colossale où se trouvait l'Allemagne. A la suite de la crise d'inflation, les syndicats étaient acculés à la banqueroute financière, ils ne pouvaient plus conduire de mouvement, les membres s'enfuirent, le chômage augmenta.

Dans cette période de crise, nous avons entrepris d'arracher les syndicats aux mains de la bureaucratie, à la conférence de Weimar. Nous croyions pouvoir poser à Weimar les pierres marquant la fin d'une certaine étape après la victoire. Ces conditions n'étant pas données, nous sommes tombés dans un cul de sac. Notre programme ne se laissa plus réaliser dans la situation changée.

Les opinions que nous avons entendues en janvier de Tomsky et Lozovsky, disant que la scission serait difficilement évitée, ne purent pas faire disparaître les oscillations dans nos rangs.

Je pense que les camarades français nous ont donné un conseil beaucoup meilleur, à savoir que dans la situation actuelle, il ne fallait en aucun cas scinder les syndicats.

La décision de la C. G. T. allemande d'exclure des syndicats tout communiste constituant des fractions, faisant du travail révolutionnaire dans les syndicats, répandant les idées communistes, provoqua une oscillation encore plus grande. Ils passèrent de la menace à l'exécution. Dans la résolution adoptée au sujet de la question syndicale, il n'est pas dit qu'il ne faut pas constituer d'organisations parallèles, mais au contraire la constitution de telles organisations est proclamée comme une vertu, de sorte que les camarades autour de Schumacher ont vu quasi approuver leur fausse tactique.

Nous le disons franchement : Nous sommes allés au Congrès de Francfort avec un certain désespoir, parce que si, à cette époque, nous avions organisé un referendum parmi nos



membres, la majorité aurait voté pour l'abandon des syndicats. Mais la décision de Francfort nous a aidés à surmonter la crise, et si nous l'appliquons la situation sera beaucoup plus facile. Mais nous nous voyons soutenus aussi par notre propre expérience des organisations indépendantes, que nous avons dans notre pays et qui sont en partie le produit d'éléments révolutionnaires impatients, mais en plus grande partie le produit des exclusions faites par les Amsterdamiens. Quelles organisations avons-nous en Allemagne et quelles idées y trouvons-nous représentées?

C'est d'abord l'Union des travailleurs manuels et intellectuels. Nous avons mené les luttes les plus violentes dans cette organisation et avec ses théoriciens. A présent, après cinq années longues et amères, nous avons réussi à y mettre de l'ordre.

Nous avons une très importante organisation, celle des ouvriers du Bâtiment exclus. Elle a réveillé dans les têtes de bien des ouvriers révolutionnaires de grandes illusions. Ces ouvriers croyaient par exemple qu'une organisation comme celle des ouvriers du Bâtiment de Chemnitz serait plus capable que les grands syndicats de conduire les ouvriers par sa stratégie de grève. Presque toutes les organisations indépendantes sont le produit des luttes menées contre Amsterdam et de la pratique d'exclusion des Amsterdamiens. Mais l'existence d'organisations indépendantes conduit à la formation d'une idéologie nouvelle, d'un égoïsme d'organisation. Ces organisations sont d'avis qu'elles constituent le noyau de syndicats nouveaux et parallèles. C'est de là qu'est toujours sorti le cri : « Sortez des syndicats! » En traitant de ces organisations indépendantes, nous pouvons enregistrer un phénomène particulier : la formation de petits groupes d'aristocrates ouvriers, par exemple, à Berlin, une association des tourneurs. A sa tête se trouvent des gens qui ont joué un rôle assez important dans le mouvement révolutionnaire, comme Richard Muller, et qui n'ont pas reconnu que la constitution de tels groupements d'aristocratie ouvrière divise les ouvriers et donne tous les avantages aux capitalistes.

Quelle est la leçon générale à tirer de l'existence de ces organisations indépendantes? Elles ne peuvent défendre les intérêts de leurs membres que dans des circonstances bien déterminées. Elles ne deviennent pas les organisations dirigeantes du mouvement révolutionnaire, mais elles viennent sans le vouloir à la queue de ce mouvement.

Une question très importante est celle des inorganisés. En Allemagne, leur nombre s'est extrêmement accru les années dernières. Nos camarades en tirent la conclusion qu'il faut les organiser dans de nouvelles organisations parallèles. Mais nous savons déjà que les organisations parallèles ne font qu'augmenter nos difficultés. Lozovsky dit que nous devons organiser les exclus par les conseils d'entreprises. C'est ce que dit déjà la fameuse résolution de janvier. Nous avons fait la tentative,

mais les résultats obtenus jusqu'ici sont négatifs. C'est peut-être dû au fait que le mouvement des comités d'usines est actuellement gravement menacé. Après chaque grève, on jette leurs membres sur le pavé.

Quelques mots sur une question très importante, que Lozovsky n'a fait qu'effleurer : celle des syndicats d'industrie. C'est devenu le mot d'ordre dans toute l'Allemagne. J'ai déjà dit qu'autour d'une petite organisation se réunissent de plus en plus d'ouvriers; cette organisation d'industrie croît. Mais si vous demandez aux camarades en quoi cette organisation d'industrie se distingue des organisations professionnelles des Amsterdamiens, ils ne peuvent répondre. Il faut clairement exprimer que les organisations d'industrie ne peuvent naître ainsi. Elles ne peuvent naître que dans de grandes luttes dirigées par le prolétariat et au cours desquelles il surmontera la vieille forme d'organisation.

Encore quelques mots sur le ralliement de l'opposition. Il est très difficile de rallier en Allemagne une opposition en partie au sein des syndicats, en partie en dehors des syndicats, où elle a constitué de nouvelles organisations, parce que l'idée de ce que nous devons faire n'est pas unique.

Au centre de tout notre mouvement syndical révolutionnaire se trouve la lutte pour la journée de huit heures. Nous devons reconquérir une position que nous avons perdue. Il nous faut pour cela l'appui de l'Internationale et une tactique nette et unie, une conception ferme et solide. En décembre dernier, sous l'impression de la grande défaite du prolétariat, les entrepreneurs ont augmenté la journée des mineurs de la Ruhr; sans demander l'avis des ouvriers, les pontifes syndicaux ont tout simplement supprimé la journée de sept heures dans les mines.

La dépression survenue après les batailles perdues nous a fait croire que les ouvriers ne sont, dans la situation actuelle, ni désireux, ni capables de combattre.

Le prolétariat industriel de Rhénanie nous a délivrés de notre erreur en nous prouvant en janvier, en février et en mars, par une lutte de longues semaines à laquelle prirent part 700.000 ouvriers, que les ouvriers veulent et peuvent encore combattre. Nous devons utiliser convenablement cette volonté et cette capacité, mais pour cela nous devons bien préparer les engagements pour qu'ils ne se terminent pas sans effet. Car toute nouvelle défaite conduit, dans la situation donnée, à une nouvelle dépression.

La lutte héroïque de Ludwigshafen et la lutte des mineurs rhéno-westphaliens nous ont apporté les mêmes expériences.

Quelles leçons nos ouvriers ont-ils tirées de la trahison de la bureaucratie syndicale? L'état d'esprit antisyndical s'est-il accentué? Non. Malgré cette trahison de la bureaucratie syndicale, les ouvriers ont commencé à reconnaître, aussi en Haute Silésie, où ils ont lutté le plus héroïquement, qu'ils doivent rentrer dans les syndicats pour que la bureaucratie ne puisse en faire des organisations de briseurs de grèves.



Nous devons essayer non seulement de diriger le mouvement, mais de le diriger aussi favorablement que possible. Voilà pourquoi nous avons, comme une des plus importantes de nos tâches, à élaborer une stratégie des grèves, en profitant de toute l'expérience acquise dans les différents pays.

En Allemagne, nous avons donc vu d'abord que les ouvriers sont enclins, même dans la situation actuelle, à une action directe contre le patronat.

Nous avons vu en outre que les femmes jouent maintenant un autre rôle que jadis. Autrefois on disait toujours que les femmes empêchaient les hommes de participer aux grèves, qu'elles s'accrochaient à eux pour les retenir. A présent la femme s'est placée devant l'homme, elle lui a dit qu'il ne doit pas aller au travail pour ce salaire de coolie. Les femmes ont fait des piquets, elles nous ont reconquis la rue à Ludwigshafen où il y avait l'état de siège. Les femmes ont mené des luttes armées contre les briseurs de grève. C'est la mobilisation des femmes pour notre lutte. Nous avons fait une très importante expérience avec les « troupes d'éducation », qui faisaient le tour des maisons en expliquant aux femmes et aux hommes pourquoi et comment on lutte et comment il faut combattre les briseurs de grève.

Je veux vous rappeler encore la nécessité des relations du prolétariat combattant des villes avec les gens de la campagne : en Haute-Silésie, en Saxe, en Rhénanie, dans toutes ces grèves, nous avons vu les petits paysans et les travailleurs agricoles prêts à s'allier aux combattants des villes par de grosses livraisons de vivres. Il faut en profiter. Ce sera notre « smytchka » d'Allemagne en attendant que nous ayons conquis le pouvoir comme en Russie.

Au Congrès de Vienne, à ce qu'on dit, il s'est cristallisé une aile gauche qui donne l'apparence qu'un certain revirement se préparerait dans Amsterdam. Nous serions extrêmement contents s'il en était ainsi. Mais nous voudrions vous prévenir contre les illusions. Nous avons vu que cette « gauche » est plus pernicieuse que les pontifes de la droite pour le développement d'une idéologie révolutionnaire du prolétariat. Nous ne devons pas retomber dans cette grave erreur, sinon nous risquerions les plus gros dangers, et nous vous prions de faire tout pour que le Congrès ne précipite pas notre mouvement dans un tel danger. Nous espérons que, si nous ne nous engageons pas dans cette voie, nous réussirons à poursuivre dans notre pays une tactique syndicale révolutionnaire ferme, claire et vigoureuse qui sera un exemple pour la lutte contre les Amsterdamiens de tous les éléments révolutionnaires de l'I. S. R. et de l'Internationale Communiste. (*Applaudissements*).

# VINGT-HUITIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(5 Juillet 1924, soir)

*Président :* WIJNKOOP.

*Orateur :* SCHUMACHER.

SCHUMACHER. — La résolution adoptée à l'unanimité à Francfort dit : « Le Parti Communiste allemand veut mobiliser les comités d'usines révolutionnaires et les organisations d'industrie révolutionnaires pour créer avant la conquête du pouvoir des organes de lutte économiques et pour posséder après la conquête du pouvoir des organes de reconstruction économique prolétarienne.»

Si donc Lozovsky déclare aujourd'hui que les organisations d'industrie ne sont pas nécessaires, cela ne correspond pas à la décision du Congrès de Francfort qui — j'en conviens — peut être considérée comme supprimée par le congrès mondial. Je cite de cette décision encore le passage essentiel que voici :

« Quiconque s'enfuit des syndicats facilite le travail réformiste. Il faut accentuer le travail dans les syndicats pour saisir les masses ouvrières encore syndiquées, pour faire leur éducation politique et les entraîner sous la direction du P. C. Quiconque s'enfuit des syndicats en rompant la discipline nuit au Parti et à la révolution ».

Il faut d'abord prouver que les organisations indépendantes ont péché jusqu'à présent contre ce passage de la résolution de Francfort. Je prends la résolution sur la question syndicale :

« Voilà pourquoi le Parti doit commencer l'action la plus énergique et la plus utile dans les usines pour rallier les non-organisés, ceux qui sont sortis et les exclus. Ces travaux préparatoires pour les non-organisés, pour tous ceux que les Amsterdamiens ont exclus, doivent être accomplis à l'échelle nationale. »

Je prétends qu'au Congrès de Francfort notre gauche n'a pas vaincu Brandler seulement par la révélation sans merci des péchés que Brandler a commis en octobre, mais par les concessions qui ont été faites dans la question syndicale.

Une preuve en est fournie par la résolution adoptée à l'unanimité avant le Congrès de Francfort à une séance des délégués du Bureau élargi de la fraction des métallurgistes de Berlin et qui dit entre autres que la tâche la plus urgente du Parti est de saisir immédiatement les non-organisés dans les usines par des comités d'usines révolutionnaires.



En voici une autre preuve. Dans une réunion des fonctionnaires de la Fédération de Berlin, à laquelle assistèrent environ 1.000 personnes, une résolution a été adoptée où je trouve la phrase suivante :

« Le Congrès syndical doit, après avoir dressé les directives politiques, commencer immédiatement la création d'organisations d'industrie avec une direction unique pour toutes les questions ».

On prétend à présent que les organisations indépendantes défendent le point de vue : « Sortez des syndicats et créez immédiatement des organisations indépendantes ».

Les organisations affiliées au Cartel indépendant de Berlin ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles ne penseraient pas retirer leurs membres des anciennes organisations, mais qu'elles se sentaient autorisées et obligées, sur la base de la résolution de Francfort, à réunir les sortis, les exclus et les non-organisés en une organisation pour devenir organisation d'industrie. Nous avons absolument besoin de nouvelles formes de lutte, parce qu'on n'a pas prouvé que les amsterdamiens ne continueront pas leurs menées avec une force dix fois plus grande.

Je voudrais détruire une autre opinion. Au Congrès de Francfort, on a pris une décision qui est fausse, à savoir qu'il serait possible de mener des luttes de masses et de grandes actions sans organisations solides, uniquement par les comités d'usines. Dans des pays avec une classe ouvrière élevée dans l'esprit de l'organisation, on ne gagne des luttes politiques que si on a des formes d'organisation, si on utilise celles qui existent et si on en crée de nouvelles. Les luttes des mois derniers — Heckert ne saurait le contester — se sont brisées contre la forme d'organisation solide des amsterdamiens, auxquelles nous ne pouvions opposer d'autres organisations pareilles.

Les cellules d'usines ne sont pas non plus capables de mener longtemps des grèves économiques et politiques.

Nous ne prêchons pas la sortie des syndicats; personne ne pourra nous le prouver; mais nous disons avec toute la clarté nécessaire : les non-organisés ne doivent pas être réunis par les comités d'usines, les exclus et les sortis ne doivent pas être ralliés par toutes sortes de formations peu solides. Il faut les rallier en des organisations pour qu'elles deviennent des organisations d'industrie.

Ce que j'ai dit ici n'est pas mon avis personnel. C'est l'opinion des organisations indépendantes des 30.000 ouvriers réunis dans le cartel de Berlin.

# VINGT-NEUVIÈME SÉANCE

*dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(7 Juillet 1924)

*Président :* GESCHKE.

*Orateurs :* SEELIG, KOHN, SEMARD, KUCHER, BORDIGA, RIENZI, KATAYAMA, ZINOVIEV, RUTH FISCHER.

## La Tactique syndicale *(suite)*

SEELIG (Allemagne). — Lozovsky n'a pas tout à fait raison en disant que l'offensive du capital s'est arrêtée et que la classe ouvrière est passée à l'offensive. Heckert a plus raison en disant que l'arrêt de l'offensive patronale n'est que très passager. Le rapport des experts obligera la bourgeoisie allemande à engager une offensive encore plus acharnée contre la classe ouvrière. Ainsi s'accentuera la lutte de classe internationale. Et plus la lutte de classe s'acharnera, plus s'acharnera la lutte dans les syndicats entre les masses révolutionnaires et la direction réformiste.

Nous devons tâcher de toutes nos forces de rester dans les syndicats. Il est clair que plus les communistes y travaillent, et plus la bureaucratie réformiste a recours à la tactique d'exclusion. Mais ce serait une grosse faute que de faire de nécessité vertu. La plus grande faute que nous pourrions commettre ce serait la création d'organisations parallèles. Même le dernier congrès de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels l'a reconnu.

KOHN (Tchéco-Slovaquie). — Nous estimons exagéré de dire que le recul général des travailleurs a cessé, mais en général nous pouvons affirmer, tout au moins pour notre pays, que durant l'année écoulée il y a eu des tentatives de contre-offensive. Nous serions de mauvais stratèges si nous ne pensions pas à temps à unir toutes ces tentatives isolées et à préparer une offensive générale du prolétariat.

En ce qui concerne les syndicats, il est juste de dire que c'est avec le mot d'ordre de l'unité que l'on peut le mieux toucher les masses. Ce serait une erreur de croire que l'application de notre tactique de conquête des masses aura pour effet de nous faire chasser des syndicats par les réformistes. En



Tchéco-Slovaquie, nous avons nos syndicats à nous, nés de la tactique scissionniste des réformistes. Mais notre Parti insiste pour que nos camarades restés dans les syndicats réformistes continuent à y militer.

En Allemagne, la question de l'organisation des non-syndiqués et des exclus est exceptionnellement actuelle. Ce n'est pas une solution que de grouper les non-syndiqués autour des comités d'usine. Heckert a raison lorsqu'il dit que l'organisation des non-syndiqués dans de petits syndicats, qui ne représentent pas autre chose qu'un accessoire des Amsterdamiens, est sans valeur. Il omet cependant de dire quelle voie il conseille. A notre avis une organisation centrale des exclus est absolument nécessaire.

La coordination internationale de notre action est très importante. Durant la grève des mineurs de la Ruhr, nous avons attendu fiévreusement le moment où nous pourrions nous joindre à nos camarades allemands. Il est absolument indispensable que nous ayons des comités d'action internationaux pour les plus importantes industries.

Nous avons un mouvement de conseils d'usines. Nous l'avons créé pendant les journées d'octobre en Allemagne; il est tombé après la défaite allemande pour renaître de nouveau pendant la grève de la Ruhr.

SEMARD (France). — Nous tenons à répondre à quelques critiques qui nous ont été apportées par Lozovsky en ce qui concerne les commissions syndicales. Les commissions syndicales n'ont pas une grosse influence à la base et sont faibles. Mais, toutefois, le Parti a fait dans ce sens un grand effort.

En ce qui concerne l'activité des communistes au sein des syndicats réformistes, nous reconnaissons qu'elle est faible, mais cela tient à la faiblesse des communistes au sein même des syndicats réformistes. Notre activité là, ne se montre que dans les syndicats du Textile de la région du Nord.

Et maintenant, camarades, la question de l'unité. Les chefs réformistes, en France et ailleurs, nous déclarent : « Si vous, révolutionnaires, vous êtes pour l'unité organique, pourquoi ne la proposez-vous par internationalement? » Il s'agit donc de démontrer non seulement aux ouvriers français, mais aux travailleurs des autres pays, que l'Internationale Syndicale Rouge et les partis communistes ne sont pas contre l'unité syndicale.

Je m'étonne que les camarades allemands prennent la position qu'ils ont prise. Nous pensons que la tactique d'unité est un moyen de gagner les masses réformistes qui suivent encore leurs chefs et que c'est en pénétrant ces masses qu'il nous sera possible de dénoncer les trahisons de leurs chefs. Nous ne pourrions le faire en nous isolant, comme Bordiga a l'intention de le faire.

Bordiga dit encore que la base du front unique peut être trouvée dans d'autres organisations ouvrières que les partis

politiques, dans des organisations susceptibles d'être conquises par une direction syndicale.

Nous ne comprenons pas qu'en Italie où le mouvement syndical est scindé en cinq ou six morceaux, on soutienne un tel point de vue.

Nous avons, nous, en France, l'expérience de la scission. Nous savons combien elle a été néfaste au mouvement révolutionnaire. La classe ouvrière est contre les chefs réformistes, mais elle est pour l'unité avec les masses ouvrières, et admet que des tractations pourront avoir lieu avec les chefs réformistes.

Nous ne suivons pas nos camarades allemands quand ils manifestent leur répugnance à se rencontrer avec les chefs réformistes. Jouhaux et Bidegaray tiennent le même langage quand ils disent qu'ils ne veulent pas se rencontrer avec Semard et Monmousseau. Or, ce n'est pas là la question, notre but c'est de faire l'unité du prolétariat.

On nous dit, comme argument massue, qu'il y a en Allemagne un dégoût contre les réformistes à la suite du mouvement d'octobre.

La situation en Allemagne n'est pas la même qu'en France. L'immense majorité de la classe ouvrière est encore derrière les chefs réformistes. Nous ne nous expliquons donc pas que les camarades allemands soient contre l'unité syndicale.

Camarades, il est certain qu'il existe dans l'Internationale d'Amsterdam une aile gauche qui est tactiquement pour l'unité.

Au Congrès de Vienne, la question dominante a été celle des relations avec les fédérations nationales d'industrie; en raison de la position de gauche prise par certaines de ces fédérations au sein de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, nous avons le devoir de les soutenir.

Le bloc réformiste d'Amsterdam a des fissures. Nous avons enfoncé dans ces fissures notre tactique du front unique international. Nous devons aujourd'hui y enfoncer le coin de l'unité organique internationale, et nous sommes en accord avec les thèses présentées par Lozovsky, parce que nous pensons qu'elles permettent aux partis communistes de gagner en influence au sein des masses prolétariennes.

Le Parti Communiste russe, dit-on, est d'avis que le moment actuel serait le plus propice pour la réunion de toutes les forces syndicales. La délégation allemande est d'avis contraire.

Je dis que dans tous les pays on peut demander au prolétariat — non pas aux chefs social-démocrates, mais aux ouvriers — s'ils sont pour ou contre la tactique d'unité. Je suis persuadé que tous les ouvriers, sans distinction de tendances, sont pour l'unité syndicale, et nous commettrions une faute suprême si nous ne savions pas utiliser ce désir d'unité.

En France, bien que nous ayons au début, par suite de difficultés, retardé l'application de la tactique du front unique, nous l'avons appliquée dès que nous l'avons pu. Nous demandons à nos camarades allemands comme à nos camarades italiens qui peuvent avoir certaines difficultés pour l'application de la tactique d'unité, d'accepter les thèses de Lozovsky et de travailler en commun à l'application intégrale de la tactique du front unique et d'unité organique.



KUCHER (Amérique). — Je doute que ce que Lozovsky a dit sur l'affaiblissement de l'offensive du capital puisse s'appliquer aux Etats-Unis, car nous y trouvons que dans l'industrie de base la pression patronale s'est intensifiée, et nous nous attendons à ce que les capitalistes tirent tous les avantages de la crise à venir pour augmenter les heures de travail et diminuer les salaires.

Nous nous trouvons en face d'une situation différente de celle de nos camarades européens, qui ont à combattre les syndicats social-démocrates et réformistes. L'American Federation of Labor n'est pas affiliée à Amsterdam, mais elle est plus réactionnaire encore, et notre tâche est probablement plus simple.

Je suis opposé à la proposition des syndicats russes d'affiliation à Amsterdam, mais, d'autre part, je ne puis soutenir la position prise par Schumacher. Je pense toujours que nous devons laisser aux réformistes la responsabilité de la scission. Nous devons maintenir l'unité aussi longtemps que possible : mais nous ne devons pas en faire un fétiche.

Si nous les abordons comme il convient, les ouvriers rallieront l'organisation. Il est impossible de les faire entrer dans l'American Federation of Labor, parce qu'elle refuse d'accepter les ouvriers non qualifiés.

Nous entendons soumettre à l'Internationale Syndicale Rouge plusieurs propositions, parmi lesquelles celle-ci : organiser un grand nombre de syndicats indépendants servant de centres d'action commune. Nous désirons que le Comité d'action soit définitivement connu comme le représentant de l'I. S. R. et qu'il serve à rallier les efforts qui doivent être faits dans les unions professionnelles et les unions industrielles.

La politique de l'I. S. R. à l'égard des I. W. W. a été fausse. Les I. W. W. comptent parmi eux de bons éléments révolutionnaires.

Il y a une grande inquiétude en ce moment parmi les ouvriers, causée par la pression économique des dernières deux et trois années, et les communistes doivent en profiter pour organiser les ouvriers en syndicats contrôlés par eux; autrement, quelque autre groupement hostile en prendra l'initiative.

BORDIGA. — Le discours de Semard m'oblige à dire quelque chose de plus sur la question très délicate de l'unité internationale. La gauche italienne a toujours été contre la tactique de sortie des syndicats réformistes. Nous n'avons pas eu en Italie de grandes difficultés sur ce sujet. Cela établi, j'en viens à la polémique engagée par Semard, avant que nous ayons apporté notre point de vue.

Semard nous dit : Vous soutenez en Italie le front unique seulement sur la base des syndicats et, par conséquent, vous devez partager votre Parti en deux groupements, un groupement qui aura à faire le front unique parce qu'il est dans les syndicats, et un groupement qui ne pourra pas le faire parce qu'il n'est pas dans les syndicats. Eh bien, je dis que ces deux catégories n'existent pas dans le Parti italien, pas plus qu'elles ne doivent exister dans aucun parti marxiste. Tout le monde chez nous s'occupe des syndicats.

Semard nous a dit : Puisque vous êtes pour la tactique du front unique dans les syndicats, vous devez être pour l'unité sur le terrain de l'organisation. Ce sont deux problèmes tout à fait différents. On ne peut pas soutenir ici cette thèse : si vous acceptez le front unique, vous devez accepter l'unité, parce qu'alors les camarades qui acceptent le front unique entre partis politiques devraient accepter aussi l'unité organique des partis politiqués.

Quant à la fusion de l'I. S. R. avec l'Internationale d'Amsterdam, je me bornerai à dire que c'est une résolution qui doit être prise seulement par le Congrès de l'Internationale Communiste. Ce problème ne peut pas être résolu par un autre organe, pas plus par l'I. S. R. que par l'Exécutif élargi ou une Commission spéciale. Si ce problème doit être discuté ici, nous nous opposons à l'union des deux organisations syndicales.

Les conditions posées pour la réalisation de l'unité sont telles qu'elles doivent aboutir fatalement à un refus de l'Internationale d'Amsterdam. Vous dites : Tant mieux! nous ferons la proposition, Amsterdam refusera, et la preuve sera faite une fois de plus devant les ouvriers que nous sommes pour l'unité. » Mais quelle impression en recevra la classe ouvrière? Je crains qu'elle ne croie que nous avons essayé de liquider notre Internationale et que c'est seulement parce qu'Amsterdam a refusé nos propositions que cette liquidation n'a pas été faite. Cela rendra notre travail très difficile.

On parle beaucoup de la gauche d'Amsterdam. Et on nous fait valoir l'importance de la position qu'elle a prise. La proposition de l'unité syndicale, à notre avis, révèle une tendance d'extrême droite. Du fait qu'on constate l'existence d'une gauche dans l'Internationale d'Amsterdam, on nous demande de nous précipiter vers cette gauche. Une telle proposition nous montre le danger d'une tactique de droite à laquelle nous devons nous opposer.

Rienzi. — L'intervention de Bordiga nous oblige à préciser notre point de vue. Bordiga a employé l'expression de liquidation de l'I. S. R. comme résultat possible et même probable des propositions d'unité. Je pense qu'il est tout à fait dangereux d'employer un tel mot et d'accompagner notre campagne pour l'unité de telles expressions.

La constitution de l'I. S. R., en 1920, a répondu à la nécessité de grouper autour d'une Centrale révolutionnaire le mouvement syndical. L'Internationale d'Amsterdam était devenue une Internationale fantaisiste, et il est tout à fait évident que l'initiative de l'I S. R., dans un certain sens, a été unitaire, puisqu'elle a permis de surmonter les difficultés que la politique syndicale d'Amsterdam avait créées.



Peut-on parler de liquidation? Evidemment non. La tactique de l'unité est la continuation de la lutte engagée par la constitution de l'I. S. R.

Pendant un certain temps, nous avons joui d'une situation favorable parce que nous avions tous les avantages de la défense de l'unité. Maintenant nous devons nous attendre à une offensive des réformistes d'Amsterdam pour nous chasser de cette position. La tactique de l'unité nous donnera la possibilité de conserver l'initiative.

Pour ce qui regarde l'Italie, la campagne pour l'unité favorisera la rentrée des masses aux syndicats.

Il est évident que les détails de la tactique du front unique doivent être examinés minutieusement et c'est au Comité Exécutif élargi, selon nous, que cela incombe.

Katayama. — Jusqu'au grand tremblement de terre de septembre, les syndicats japonais étaient dans la défensive contre l'offensive générale capitaliste. Presque toutes les grèves furent perdues et le nombre des syndiqués diminua considérablement.

Mais après le tremblement de terre, les capitalistes essayèrent de faire retomber toute la charge de la catastrophe sur les travailleurs. Ces derniers finirent par se révolter, et nous trouvons à présent que les grèves sont des grèves offensives et que les effectifs des syndicats augmentent de nouveau.

Nous avons un front unique syndical. Même les syndicats coréens sont affiliés aux syndicats japonais et de bons rapports existent entre les deux.

Jusqu'à ces derniers temps, l'Internationale d'Amsterdam et la IIe Internationale avaient très peu d'influence dans l'Extrême-Orient. Mais à présent, ces deux organisations mènent une propagande intensive parmi les ouvriers orientaux, et ont un certain succès. Il faut y veiller.

Dunne (Amérique). — La constatation de Lozovsky que l'offensive capitaliste a échoué est juste pour l'Amérique, car la possibilité de travail s'est accrue et les salaires se sont élevés. A l'égard de la lutte contre l'Internationale d'Amsterdam, il est difficile pour les camarades américains de la mener, l'American Federation of Labor étant encore plus à droite que l'Internationale d'Amsterdam. Si on arrive à une entente quelconque avec Amsterdam, cela rendra le but plus clair. Nous avons plusieurs Schumacher en Amérique, tout un petit groupe dont Kucher est le chef. En Amérique, il y a une vieille tradition pour quitter les syndicats. J'espère que ce congrès y mettra un terme.

Kucher a essayé de donner l'impression que les syndicats

américains sont réactionnaires. Pour lui, des faits comme la grève des mineurs, à laquelle participèrent 500.000 hommes, et la grève des cheminots à laquelle en participèrent 400.000, ne signifient rien. Le groupe Kucher maintient aussi que les travailleurs organisés ne travailleront pas avec les inorganisés. En Amérique, les éléments les plus intelligents et les plus militants se trouvent dans les syndicats, parce qu'ils voient que l'action collective vaut mieux qu'aucune organisation. Le travail communiste dans les syndicats produit ses effets. Le Parti Communiste domine l'opposition contre les bureaucrates syndicaux et le gouvernement capitaliste. Il n'y a pas de groupes social-démocrates agissant comme tampon entre l'Etat capitaliste et le Parti Communiste.

Jusqu'à ce que la question soit définitivement réglée pour l'Amérique, le Parti américain ne sera jamais un parti de masses.

ZINOVIEV. — La question syndicale a une importance exceptionnelle. Laisser sur ce point une ambiguïté serait nuire gravement à tout le mouvement.

A ce Congrès, beaucoup ont parlé de bolchévisation, de fidélité au léninisme. Nous préférerions qu'on en parle moins, et qu'on agisse davantage en conséquence. (*Applaudissements.*)

Le point de vue du léninisme nous apparaîtra clairement si nous considérons sa pratique. Vous savez que la première scission entre bolchéviks et menchéviks fut opérée en 1903. Mais, dans les syndicats, les bolchéviks procédaient tout autrement : ils n'ont jamais cherché à diviser un seul syndicat, ni avant la révolution, ni après.

RADEK. — Très bien!

ZINOVIEV. — Après octobre, les syndicats se trouvaient encore, pour une large part, entre les mains des menchéviks, et cependant nous avons tout fait pour éviter la scission. Plus tard, lorsque les menchéviks ne formèrent plus qu'une minorité insignifiante, notre Parti fit tout pour conquérir les syndicats de l'intérieur, sans scission.

Ainsi, vous ne devez pas oublier l'antithèse de ces vingt-cinq dernières années : dans le domaine politique, des scissions répétées qui nous ont valu le titre de scissionnistes professionnels; dans le domaine syndical, pas une seule scission ni à l'époque où nous étions en minorité, ni depuis que nous avons la majorité. C'est un des faits essentiels de l'histoire du bolchévisme.

Celui qui se dit léniniste et prétend bolchéviser le Parti, ne cherchera pas à diviser les syndicats. Ce serait favoriser le menchévisme, bien que Schumacher se réclame de la gauche. Nous connaissons cette « gauche ». Schumacher était ici, il y a trois ans, comme représentant du Parti social-démocrate indépendant, et maintenant l'Internationale n'est plus assez à gauche à son goût!

RADEK. — Cela arrive assez souvent!



ZINOVIEV. — La lutte pour l'unité syndicale est spécifique du bolchévisme. Pourquoi? Est-ce par amour pour les menchéviks, ou parce que les syndicats constitueraient pour nous une forme de mouvement sacré et intangible? Non, mais simplement parce que nous y avons vu le centre autour duquel se groupe toute la classe ouvrière.

Dernièrement, on disait dans le Parti allemand : « Nous en avons assez des syndicats, nous voudrions quelque chose de nouveau. » C'est tout ce qu'on voudra, mais pas du bolchévisme. Les syndicats n'ont été imaginés ni par Grassmann, ni par d'Aragona, ni par Legien; ils sont une forme donnée par l'histoire à l'organisation prolétarienne sous le capitalisme. Nous connaissons une forme nouvelle, les soviets. Mais elle non plus n'apparaît pas à notre gré. Notre IIe Congrès a adopté une résolution sur les conditions dans lesquelles il peut être créé des soviets. Lisez-la. Les soviets apparaissent à la veille de la révolution comme l'embryon du gouvernement ouvrier ou de la dictature du prolétariat.

Les comités d'usines deviennent peu à peu une nouvelle forme du mouvement ouvrier, mais à l'intérieur du mouvement professionnel. Les syndicats demeurent, même après la victoire du prolétariat, l'organisation principale. L'histoire de la seule révolution victorieuse, la Révolution Russe, en fait foi. Ce serait donc une grande naïveté de croire qu'on peut créer à volonté une nouvelle forme de mouvement ouvrier et mépriser l'ancienne, jusque-là unique. Lénine nous a enseigné que le mouvement syndical, malgré toutes les trahisons de la social-démocratie, *est la forme historiquement donnée de l'union de tout le prolétariat.* C'est bien pourquoi les chefs social-démocrates s'efforcent de détruire l'unité de ce mouvement et d'en chasser les communistes. Et c'est pourquoi nous disions aux IIIe et IVe Congrès que les social-démocrates étaient intéressés à détruire cette unité, comme nous à la sauvegarder. Elle nous sera utile, non seulement avant, mais après la victoire. Lénine a souvent répété que si, après 1917, nous n'avions pas eu avec nous les syndicats, notre dictature n'aurait pas duré un mois. C'est eux qui nous ont aidé à organiser l'industrie, l'Armée Rouge, etc.

Le léninisme en matière syndicale, c'est la lutte contre la scission.

Le léninisme consiste à bien se pénétrer de cette vérité qu'il n'y a pas de marxisme intransigeant sans une organisation du prolétariat. Le marxisme sans une organisation de masses n'est plus le marxisme.

Au IVe Congrès, nous avons déclaré, et c'est absolument vrai encore aujourd'hui : « Plus les chefs de la social-démocratie conviennent que la classe ouvrière est au fond avec nous, et plus ils essaient de diviser les syndicats. » Ils pensent en eux-mêmes : « Si les organisations ouvrières doivent tomber entre les mains des communistes, que ce soit à l'état de fragments et

de débris, et non en tant que syndicats qui leur seraient une arme de premier choix. »

Il est vrai que si l'on jette un coup d'œil sur les syndicats anglais et allemands, qui se trouvent encore entre les mains de la social-démocratie, il est difficile de les croire capables de rendre jamais un service quelconque à la révolution prolétarienne. Et pourtant, c'est certain. Les syndicats russes ne leur étaient nullement supérieurs lorsqu'ils étaient prisonniers des menchéviks. Mais, lorsque sonna l'heure décisive, nous nous débarrassâmes des menchéviks, et l'esprit de discipline, les habitudes d'organisation, enfin tout ce qui, pendant des dizaines d'années, s'était accumulé de bon dans les syndicats, une fois aux mains des communistes, donna une arme incomparable à la Révolution.

*Quiconque pense sérieusement à la révolution prolétarienne et à la conquête de la majorité de la classe ouvrière ne doit pas traiter à la légère l'unité syndicale. La bolchévisation, c'est une tactique de lutte sincère pour l'unité du mouvement syndical et pour la prédominance du communisme au sein de ce mouvement.* Le léninisme exige l'unité syndicale à tout prix.

Plus les social-démocrates usent de provocation, et plus nous devons manœuvrer, serrer nos rangs dans les syndicats. Pourquoi? Parce que, dans les syndicats, se trouvent nos frères de classe.

On a dit ici : « Si le gouvernement bourgeois ne peut être conquis que par la force, les syndicats aussi. » Cette comparaison est sans valeur, car les syndicats sont composés d'ouvriers qui, malgré leurs erreurs, seront avec nous au moment voulu.

Dans le Parti allemand, on parle beaucoup d'une tactique nouvelle : le *schumacherisme*. Le malheur est qu'il y a, outre les tenants du schumacherisme intégral, des demi-Schumacher qui, avec plus ou moins de suite, défendent la même erreur. Il vaut encore mieux avoir affaire à un vrai Schumacher qui pose la question dans toute son ampleur.

Nous sommes séparés des social-démocrates par toute notre philosophie, dit-on, et c'est pourquoi nous ne pouvons rester avec eux dans les syndicats. Il est exact que les social-démocrates ne sont que les laquais de la bourgeoisie et que nous sommes communistes. On n'avait pas besoin de Schumacher pour faire cette découverte.

On dit encore : « Les chefs social-démocrates nous provoquent pour nous exclure. Par conséquent... nous devons nous en aller. » Eh bien! ils remplissent leurs fonctions de laquais de la bourgeoisie en nous provoquant et en brisant les syndicats. Quant à nous, qui ne sommes pas des rêveurs, nous dirons : « Que les chiens restent chiens et les laquais laquais, mais nous conserverons à tout prix notre sang-froid et nous arriverons à conquérir la majorité de nos camarades de classe dans les syndicats. » Ces maudits laquais de la bourgeoisie les dirigent encore, mais ils ne les dirigeront pas toujours. Le moment viendra où nous aurons la majorité des ouvriers de notre côté. Quels que soient les sacrifices qu'il nous faudra faire, nous ne renoncerons pas à la tâche.



Les menchéviks russes étaient aussi les laquais de la bourgeoisie et ils voulaient aussi nous expulser des syndicats. La même lutte s'est déroulée chez nous. Mais nous nous sommes dit : « Plus ils nous provoquent, et plus nous devons conserver notre sang-froid, rester dans les syndicats et y conquérir, malgré tout, la majorité. » Dans l'Internationale Communiste, nous avons eu, dès le début, des camarades qui essayèrent de nous engager dans une autre voie. Aux I^er^ et II^e^ Congrès, des délégués d'Amérique et d'Angleterre ont déclaré ne pouvoir rester dans de tels syndicats. Lénine les a combattus sans pitié.

Maintenant, ces camarades disent : « Nous sommes tous léninistes, mais nous voulons abandonner les syndicats réformistes dont nous sommes séparés par toute notre idéologie. » Eh bien! non, la tactique de l'I. C. est de travailler dans les syndicats tels qu'ils sont. Lénine a envoyé nos premiers militants russes dans les syndicats réactionnaires fondés par les gendarmes tsaristes, par le général Zoubatov, pour gagner une partie de leurs membres à notre influence. Je dois avouer que les Dissmann, les Grassmann, les D'Aragona, les Gompers, ne diffèrent guère de ces gendarmes. Mais si nous sommes entrés dans ces syndicats tsaristes pour conquérir la majorité des ouvriers, nous pouvons bien rester dans les syndicats des Grassmann et des D'Aragona. Sinon, notre volonté de conquérir la mojorité ouvrière n'est qu'une phrase. Il est impossible de conquérir la majorité, si on refuse de la rencontrer. Bien mieux, vous amenez de l'eau au moulin des gendarmes. Schumacher se croit de la gauche, en réalité il travaille pour les Grassmann et les Dissmann.

C'est pourquoi nous n'admettons aucun compromis à ce sujet. Puisque cette question a surgi une fois de plus, l'Internationale Communiste répondra clairement : « *Nous devons rester dans les syndicats.* » Pourquoi les chefs social-démocrates nous expulsent-ils? Parce qu'ils craignent que nous n'arrivions à conquérir la majorité des ouvriers. S'il est une question à propos de laquelle l'Internationale Communiste risque sa tête, c'est précisément la question des syndicats! S'il est une question capable de perdre le Parti allemand, c'est cette question des syndicats.

Aujourd'hui, un camarade me disait : « Aux élections municipales d'Altona, nous avons subi un échec. » Naturellement, toute défaite, même insignifiante, est désagréable. Mais nous ne sommes pas de ces révolutionnaires qui exigent toujours et à tout prix des victoires; des défaites sont possibles. Seulement, malgré les défaites, nous devons continuer la lutte.

Si la doctrine léniniste en matière syndicale ne prend pas le dessus, si le Parti allemand n'est pas représenté dans les syndicats, alors, ce sera pour nous la défaite fatale.

Ici, l'opposition ne vient pas des « professeurs », mais de bons ouvriers. Voilà où est le danger.

Je puis comprendre qu'un ouvrier montre le poing au seul nom de Grassmann et C^ie^, et qu'il préfère, au lieu de verser des cotisations à des traîtres, acheter du lait à ses enfants. Mais, comme membre de la classe ouvrière, cet ouvrier a tort.

Après la défaite d'octobre, après la comédie de Saxe, une crise était inévitable. Ces épreuves ne sont pas mortelles. Mais, si le Parti comme tel, si de bons militants qui en sont le noyau ne savent que penser, c'est vraiment inquiétant. Le Parti ne peut suivre une ligne communiste s'il n'a pas de directives nettes dans cette question, grave entre toutes. Il ne doit rester ni obscurité, ni réticence.

La résolution de Francfort est théoriquement vraie et fournit la base d'une tactique syndicale vraiment léniniste, mais elle peut rester sur le papier. Nous avons eu à ce sujet de nombreuses conversations avec nos camarades allemands, qui ont beaucoup de bons côtés. Mais leur côté vulnérable, c'est que, dans la question syndicale, il se poursuit encore une lutte au fond d'eux-mêmes. Ils se demandent si rester dans les syndicats n'est pas une forme d'opportunisme. Il faut mener à bonne fin cette lutte intérieure.

Schumacher a cité maintes résolutions datant de la période de transition du Parti Communiste allemand. Ces résolutions ne sont pas probantes. Nous avons hésité sur maintes questions, nous ne sommes pas nés communistes. Mais quoi? devons-nous prolonger cette période de mue pendant des années entières? Ce serait un malheur. Les arguments de Schumacher n'ont donc aucune valeur; ils ont été réfutés théoriquement à Francfort, il s'agit maintenant de les réfuter en pratique.

En causant avec un camarade berlinois, un de ces prolétaires qui sont le fondement du Parti, j'ai cru comprendre qu'il avait une certaine honte devant les masses à rester dans les syndicats social-démocrates. L'entreprise où il travaille compte 30.000 ouvriers dont seulement 1.000 à 2.000 sont syndiqués; les autres ne veulent pas entendre parler de syndicats, et il éprouve une certaine honte à leur dire d'y entrer.

Nous connaissons les masses et avons déjà eu affaire à des milliers et des milliers d'ouvriers. Nous connaissons ces gens qui disent : « Les syndicats, je n'ai rien à faire dans cette boutique. » Ils ont parfois des apparences très radicales, mais ils n'entrent pas dans le Parti et ne prennent pas part à la lutte révolutionnaire. Ensuite, ils demandent : « Où était le Parti, quand nous nous trompions? N'est-il pas fait pour réparer nos fautes! » Sans ces 30.000 ouvriers et leurs pareils, nous ne pouvons pas faire la révolution, mais il faut les convaincre de la nécessité de rester dans les syndicats. Sans quoi, nous ne pourrions jamais renverser le régime bourgeois.

Nous pouvons pardonner toutes les fautes, mais, celle-ci, c'est une pierre à notre cou; nous pouvons couler grâce à elle.



Schumacher affirme qu'il parle au nom de 20.000 camarades. Nous connaissons ces syndicats localistes du temps de feu Legien; dans ce temps-là, on donnait à peu près les mêmes chiffres. Nous espérons que, sur ces 20.000 ouvriers, 19.000 marcheront avec l'Internationale Communiste lorsque celle-ci donnera une directive précise. Quant aux autres, il nous faudra leur dire adieu momentanément, car nous ne pouvons faire de compromis avec eux. Schumacher est un soldat de la révolution; le Parti a décidé, il doit obéir. Je ne pense pas que le Parti allemand supporte encore longtemps le schumacherisme.

Schumacher se défend : « Nous ne prêchons nullement l'abandon des syndicats, nous ne disons pas de quitter les syndicats, mais seulement d'organiser des syndicats indépendants, de faire des syndicats d'industrie. » Certes, le Parti est pour les syndicats, mais est-ce que Schumacher nous croit assez naïfs pour ne pas comprendre de quoi il s'agit? Il veut nous mettre en face de faits accomplis qui violent la ligne du Parti.

Nous devons rallier les ouvriers sortis des syndicats au mot d'ordre : « Retour aux syndicats! » *Oui, revenons dans les syndicats réactionnaires, contre-révolutionnaires, menchévistes, policiers, social-démocrates. Retournons-y pour y créer un centre d'union de nos forces!* Sinon, nous ne serons que des bavards révolutionnaires, et non des léninistes; nous ne pourrons jamais ni détruire le régime bourgeois, ni même conquérir sérieusement la majorité ouvrière. Ce n'est pas le moment de plaisanter.

Le sens objectif de ce que nous offre Schumacher est le suivant : « Quittons le mouvement ouvrier tel qu'il est, avec ses faiblesses, et, par conséquent : quittons la classe ouvrière telle qu'elle est. » Ne nous berçons pas d'illusions, nous ne pouvons pas créer des syndicats à nous en Allemagne; si même nous arrivions à les fonder, nous ne pourrions pas les mener au combat et si nous l'essayions, nous perdrions la bataille; les ouvriers qui désertent les syndicats se précipiteraient alors dans les bras des social-démocrates.

Il y a une nouvelle forme d'action, les comités d'usine. Mais les syndicats restent, même après la révolution, comme nous le voyons par la Révolution russe, malgré leurs défauts et leurs faiblesses, malgré les avantages qu'ils donnent jusqu'à présent aux social-démocrates, cette forme réelle du mouvement ouvrier contemporain tant appréciée par Marx et par Lénine.

Dans cette question, il faut obtenir le maximum de clarté. Si Schumacher ne se soumet pas, il se met hors de l'Internationale Communiste. S'il groupe 20.000 ouvriers pour les écarter des syndicats et du front unique, c'est autant de militants qu'il nous enlève. En tout cas, il les neutralise, il les paralyse.

Je passe à la deuxième question. *Quelle sera notre attitude envers l'Internationale Syndicale d'Amsterdam?* Cette question n'a qu'une importance secondaire. Bordiga a affirmé qu'élaborer le plan de certaines négociations avec Amsterdam, c'est communiquer à tout le mouvement un caractère d'extrême-

droite. Ce n'est pas la première fois qu'on nous reproche d'aller à droite. Au IIIe Congrès mondial, Lénine disait : « Je fais ici le droitier contre la théorie de l'offensive. » Qu'on nous accuse aussi d'être de la droite, nous ne le craignons pas et il n'y a là rien de bien terrible. *La véritable gauche est toujours où sont les ouvriers. Arracher aux social-démocrates les masses ouvrières, voilà la véritable orientation révolutionnaire léniniste.*

On a cité le mémorandum de la délégation allemande qui m'est tombé seulement aujourd'hui sous les yeux; nous ne savons pas exactement la date de sa rédaction. Nous prions le Congrès de ne pas juger de notre opinion sur ce document. Il ne reflète pas l'opinion du Parti russe; il est inexact. Il en ressort que nous aspirerions au mariage avec Amsterdam. Je crains qu'il n'ait été écrit par des camarades qui ont réellement préparé un mariage de ce genre dans le gouvernement ouvrier de Saxe. Ils ne voient que cette alternative : alliance avec Amsterdam ou abandon des syndicats.

Mais il est possible de poser la question autrement. Renseignez-vous chez les menchéviks russes. Nous n'avons nullement conclu de mariage avec eux. Mais nous ne sommes pas sortis pour cela des syndicats où ils nous opprimaient. Nous n'avons pas conquis les syndicats en vingt mois, mais en vingt ans. Si vous cherchez une recette qui vous garantisse la victoire en vingt mois, nous ne pouvons pas vous la donner; il n'y a que des charlatans qui pourraient se charger de cette besogne. Nous savons que nous conquerrons, malgré tous les obstacles, la majorité des ouvriers. Si nous n'y arrivons pas, il n'y aura pas de révolution prolétarienne. Il ne peut être question de mariage avec Amsterdam. Nous avons vu un « mariage » de ce genre en Saxe, mais non dans la révolution russe.

Cela confirme que le Parti allemand doit bien réfléchir. Si, à l'heure présente, il a encore quelques objections contre des pourparlers avec Amsterdam, cela vient de causes purement intérieures, c'est qu'il ne combat pas chez lui les obstacles à l'unité syndicale.

Il me semble que quelques camarades pensent ainsi : « Que les syndicats russes entrent eux-mêmes en pourparlers avec Amsterdam; nous n'avons rien contre cela; mais qu'en Allemagne on ne nous force pas à travailler à l'intérieur des syndicats! » Est-ce là un point de vue international? Si les syndicats russes négociaient avec Amsterdam en dehors de l'Internationale Syndicale Rouge, ce serait une véritable capitulation de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge. Cela ne sera jamais. Nos syndicats sont léninistes; ils n'agissent pas ici en tant que syndicats russes, mais en tant que partie intégrante de l'Internationale Syndicale Rouge et ils exécuteront ce qu'elle décidera. Les camarades allemands ne doivent pas non plus juger à leur point de vue national, mais au point de vue international.

Si nous regardons le Congrès, nous voyons trois groupes de



délégués. D'abord les pays où les communistes ont déjà la majorité dans les syndicats, comme la France. Dans ce cas, il est relativement facile de prendre une résolution en ce qui concerne la fusion avec les réformistes : la minorité doit tout simplement se soumettre à la majorité.

Ensuite il y a des pays où nous ne sommes pas un facteur essentiel dans le mouvement syndical. Là, les camarades sont plus ou moins indifférents au problème.

Enfin dans le troisième groupe se trouvent l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie, où nous n'avons pas encore pour nous la majorité, mais où nous sommes sur le point de l'acquérir et où se déroule une lutte acharnée entre communistes et social-démocrates. C'est ici que la question est particulièrement ardue. Nous le comprenons. Mais, s'il y a des difficultés, elles ne sauraient être décisives.

Tant au point de vue international qu'au point de vue national, la proposition de la délégation russe est absolument juste.

Bordiga dit : « Le mémorandum reconnaît que ce serait pour nous la mort morale si nous faisions à ces messieurs d'Amsterdam des propositions et s'ils les refusaient. » D'où viennent ces vues étranges? Si nous faisons une proposition à notre ennemi de classe et que ce dernier la repousse, cela signifie-t-il que nous soyons battus moralement? Prenons des exemples dans la vie politique. Le gouvernement russe a proposé à la bourgeoisie internationale de désarmer. La bourgeoisie a refusé. Est-ce pour nous une défaite morale? Si nous déclarons à MM. les social-démocrates que nous sommes partisans de l'unité syndicale internationale, et qu'ils repoussent cette proposition, sera-ce notre suicide moral? En aucune façon. Voyez comme, à Berlin, le *Worwaerts* écume contre toute unité syndicale internationale. Pourquoi? Parce qu'ils craignent que l'unité ne se retourne contre eux. Quelles que soient les conséquences, elles ne peuvent nous être défavorables.

Il est dit dans le mémorandum que la délégation allemande et tout le Parti allemand se sont prononcés contre la fondation d'une Internationale Syndicale Rouge, mais que, du moment qu'elle est fondée, il faut la conserver.

Cela est inexact. Ce n'est pas le Parti allemand, mais Paul Lévi qui était opposé à la fondation de l'Internationale Syndicale Rouge. Cela fait une grande différence. Le Parti allemand était avec nous. L'Internationale Syndicale Rouge fut fondée à un moment où il semblait que nous pouvions faire une brèche dans le front ennemi par une attaque de front et conquérir rapidement les syndicats. Je me rappelle fort bien la première séance. La délégation italienne était représentée par D'Aragona, la délégation anglaise par Robert Williams. Quelques congressistes présentèrent des amendements de gauche. Il y avait même à cette époque à Moscou un professeur espagnol qui déclara : « Je suis réformiste, les ouvriers espagnols sont communistes et ils exigent que je me rallie à la IIIe Internationale. » Nous

lui répondîmes : « Tant que vous n'êtes pas communiste de conviction, vous ne pouvez pas être reçu dans l'Internationale Communiste. » Telles étaient les circonstances. C'était au temps où nous croyions conquérir la majorité des ouvriers à bref délai. Vous savez qu'ensuite le mouvement diminua d'intensité; tous les problèmes, toutes les difficultés tactiques de l'Internationale Communiste pendant ces cinq ans ont là leur origine. La social-démocratie s'est consolidée en général et aussi dans les syndicats. Maintenant nous devons la combattre par des moyens plus lents et plus détournés. En cela consiste la nouveauté de la situation, que vous ne voulez pas comprendre.

On demande ensuite ce qu'il y a de nouveau en Angleterre. La nouveauté, c'est la formation d'une soi-disant gauche, qui ne l'est pas en réalité. N'oubliez pas que l'Angleterre est le pays qui possède le mouvement ouvrier le plus développé. A ce point de vue, Wijnkoop avait incontestablement raison quand il affirmait que le mouvement ouvrier anglais a une importance décisive. En tout cas, un nouveau chapitre va s'ouvrir dans son histoire. Nous ne savons encore d'où sortira le grand Parti Communiste anglais. Viendra-t-il par l'intermédiaire de Stewart et de Mac Manus? Il peut encore venir d'un autre côté : il ne faut pas perdre cela de vue.

J'ai déjà dit aux camarades allemands qu'il est tout naturel que nous soyons attachés à notre organisation. Je suis attaché à Léningrad, d'autres camarades ont continuellement à la bouche Ludwigshafen ou Hambourg. Mais quel que soit le respect qu'on doive à Ludwigshafen, Hambourg, Léningrad, je dois dire que Londres a bien son importance.

Ce qui se passe en Angleterre a une importance mondiale. Nous ne pouvons pas l'ignorer. Autrement nous devrions fonder une Internationale russo-allemande. Mais nous avons une Internationale mondiale, un Parti mondial. Que les camarades allemands ne disent donc pas : « Que nous importent les syndicats russes et anglais? » Ils nous importent fort, car ils constituent une partie très importante du mouvement ouvrier.

Quel est le fait nouveau? C'est que l'Internationale d'Amsterdam commence à se disloquer et que, dans le mouvement ouvrier anglais, se dessine un processus d'une importance extraordinaire. Je ne me fais pas d'illusions. Je suis absolument convaincu que la gauche anglaise n'est pas encore révolutionnaire et que, jusqu'ici, elle ne vaut pas mieux que la gauche social-démocrate allemande. Mais son apparition n'en est pas moins un événement.

Une proposition a été adressée au mouvement syndical russe. Je demande : « Ce fait a-t-il une importance pour la Russie et pour l'Angleterre? » Oui, et une très grande. La réponse de nos syndicats russes aura de graves conséquences à Londres.

Que faut-il donc répondre? Je dirai qu'il faut répondre conformément au point de vue de toute l'Internationale. Quelques-uns pensent peut-être que des considérations diplomatiques jouent ici un rôle. Il n'en est rien : Macdonald craint comme la peste un rapprochement du mouvement anglais avec nous.



Le mémorandum allemand prétend que ce rapprochement entraverait la mobilisation des masses contre le plan des experts. C'est d'une telle naïveté que je ne trouve même pas de réplique. Camarade Heckert, comment, vous qui avez montré en Saxe une si grande expérience parlementaire (*Rires*), pouvez-vous faire preuve d'une si profonde naïveté? Supposez-vous vraiment que Macdonald ou Grassmann, ou encore le *Vorwaerts* croient sincèrement au mariage entre nous et eux? Ce sera en tout cas un de ces mariages où ces messieurs perdront une bonne moitié de leurs cheveux.

Au contraire, la première question que nous poserions, si on allait jusqu'aux pourparlers, serait la suivante : « Que pensez-vous, messieurs, du projet des experts? » Nous les acculerions au pied du mur, nous les forcerions à répondre. Quelle est la politique de la IIe Internationale et celle d'Amsterdam à l'égard du projet des experts? Leur politique, c'est celle de 1914. C'est la continuation de la trahison social-démocrate, mais par d'autres moyens. C'est la même tromperie des masses que le 4 août 1914. Ils veulent bâcler l'affaire en secret. Au moment où nous pourrons amener le débat sur le terrain international, c'est eux qui seront dans l'embarras et nullement nous.

Ainsi tous les arguments du mémorandum allemand sont erronés. Il n'existe, en réalité, qu'un obstacle devant les camarades allemands : c'est qu'eux-mêmes n'ont pas encore renoncé au schumacherisme.

Nous devons remercier l'Internationale d'Amsterdam, ne serait-ce que pour l'occasion qu'elle nous donne de faire surgir encore une fois devant le Congrès mondial cette question et de la poser catégoriquement devant le Parti allemand. Si quelqu'un croit réellement qu'il s'agit d'un mariage avec Amsterdam, alors il ne sert de rien de continuer à parler, il faut me mettre à la porte. En ce qui me concerne, je n'hésiterais pas à le faire pour quiconque viserait un tel mariage.

Nous voulons user de nos armes d'après les exigences de la lutte de classes. Or ces exigences sont telles à l'heure actuelle que nous devons tenter, par des voies détournées, de conserver l'unité des syndicats et d'y conquérir la majorité. Nous espérions autrefois en une attaque de front. Elle est apparue impossible. Aujourd'hui nous poursuivons le même but par une voie plus lente. Nous devons vaincre à tout prix. Celui qui est sincèrement pour militer au sein des syndicats de son pays sera aussi pour l'unité internationale. C'est clair, ceux qui clochent au point de vue national sont les mêmes qui clochent au point de vue international. (*Rires, approbations.*)

Ainsi nous préparerons le terrain, nous irons aux masses avec le mot d'ordre d'unité. Nous n'avons rien à craindre. Si nos ennemis nous expulsent, nous répondrons par une campagne

générale en faveur de l'unité — en Angleterre, en Allemagne, en France, dans le monde entier.

Il est dit dans le mémorandum : « Les masses ouvrières nourrissent toujours une certaine méfiance pour une politique de manœuvre qui ne donne pas de résultats sensibles immédiats. »

Ce n'est pas exact. Les ouvriers ne sont pas des enfants. Ils savent que la lutte de classe est une guerre où il faut de la stratégie. J'en donnerai un bref exemple. Tous ceux qui connaissent la psychologie de l'ouvrier russe savent que notre Parti doit sa plus grande popularité à sa politique extérieure, c'est-à-dire précisément à un domaine où nous manœuvrons par rapport à l'ennemi. Les masses aiment cela. Elles se disent : « Notre Parti sait manœuvrer, il est le plus rusé, il sait défendre nos intérêts.» Il me semble qu'il en est de même en Allemagne, Vous savez que, bien souvent, on fait retomber les fautes des chefs sur les masses. Les ouvriers comprendront parfaitement notre politique à l'égard des leaders social-démocrates contre-révolutionnaires.

Il faut tuer le schumacherisme dans le Parti allemand en particulier et dans l'Internationale en général. Les obstacles sont grands. La bourgeoisie est encore forte. Elle est ébranlée sans aucun doute, mais il ne faut pas exagérer sa faiblesse. Elle est beaucoup plus forte que nous; ses jours sont comptés, nous la briserons, si nous ne commettons pas de fautes grossières, mais le plus grand danger pour le Parti allemand est, à l'heure actuelle, de sous-estimer la bourgeoisie et la social-démocratie. Nous comprenons les sentiments révolutionnaires des ouvriers allemands. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut se montrer les véritables disciples de Lénine et voir sous leur véritable jour la force et les ruses de la bourgeoisie.

Nous en avons assez du schumacherisme national et international. Nous discuterons chacune de nos démarches par rapport à Amsterdam, mais ne disons pas qu'elles doivent nécessairement conduire à un mariage. Nous ne vous convions pas à une conversion vers l'extrême-droite comme le prétend Bordiga, mais au contraire à une offensive contre les laquais de la bourgeoisie pour la conquête de la majorité dans les syndicats et dans l'Internationale. (*Applaudissements prolongés.*)

Ruth Fischer (Allemagne). — Je suis obligée de déclarer que Schumacher n'a pas parlé au nom du Parti. Nous avons eu de sérieuses difficultés dans la question syndicale et nous serions fous si nous ne disions pas qu'elles subsistent.

La tactique de la bureaucratie syndicale, qui porte la responsabilité directe de la situation misérable de la classe ouvrière, a créé dans le prolétariat allemand un désir d'en finir avec les syndicats réformistes, un désir qui croit trouver une issue en créant de nouvelles organisations. Il faut comprendre qu'il ne s'agit pas là d'une fantaisie de communistes indisciplinés, et si nous n'avons pas encore des difficultés plus



grandes, c'est grâce à la réorientation du Parti, qui s'est efforcé de mettre la question syndicale dans une voie raisonnable.

Nous avons besoin de l'appui du Congrès mondial pour en finir avec Schumacher et les siens. Il a fait ici une lâche et piteuse retraite. Quiconque eut l'occasion de l'entendre en Allemagne sait qu'il a propagé ouvertement la création de nouvelles organisations d'industrie.

Le Congrès de Francfort — et ce fut notre plus grande œuvre — a pris, sur la question syndicale, des décisions précises qui disent qu'il faut rester dans les syndicats. Ce fut un réel progrès après la crise de l'hiver, et il n'y a que ceux qui ont connu l'état d'esprit de nos membres qui peuvent en juger. Après le Congrès de Francfort, nous avons fait encore des progrès, mais nous devons nous demander prudemment comment nous pouvons les accélérer sans les compromettre. La démarche proposée par les camarades russes en réponse à la proposition des amsterdamiens, n'est pas propre à aider notre travail syndical.

Nous sommes loin de vouloir défendre ici un point de vue étroit et provincial. Mais l'importance de la question anglaise ne doit pas nous entraîner à penser que la réorientation de la « gauche » anglaise puisse faire comprendre aux ouvriers une telle attitude. Il s'agit de savoir comment nous voulons propager l'unité internationale. Les masses allemandes ne croient pas à la possibilité de forcer les amsterdamiens à unifier le mouvement syndical sur une base révolutionnaire. Voilà pourquoi le Parti allemand s'est dressé de toute son énergie contre une démarche aussi décisive avant que les masses aient compris ce qui a changé dans le mouvement syndical, avant que la « gauche » ait défini son point de vue.

Au moment actuel, à l'échelle allemande aussi bien qu'à l'échelle internationale, un rapprochement avec les amsterdamiens nous portera plus de préjudice que d'avantages. Voilà l'opinion du Parti allemand, et je prie le Congrès d'en prendre acte.

# TRENTIEME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin*

(7 Juillet 1924, soir)

*Président :* GESCHKE.

*Orateurs :* SCHUMACHER, GESCHKE, LOZOVSKY, RIAZANOV, CLARA ZETKIN, PIATNITSKY, ROSSI, SCHULLER.

## La Tactique syndicale *(fin)*

SCHUMACHER (Allemagne). — Ruth Fischer, Zinoviev et Lozovsky, et aussi Heckert ont recherché minutieusement le responsable de la discussion sur la question syndicale. Tous trois sont d'accord qu'il faut pendre quelqu'un, et on en a prononcé le nom. Mais si les divergences de vues étaient résolues par la pendaison d'une personne, elles seraient faciles à résoudre. La responsabilité de ces désaccords incombe à la ligne poursuivie dans la question syndicale depuis la fondation de l'I. S. R. Au Ier et au IIe Congrès de l'Internationale Communiste et au Congrès de fondation de l'I. S. R., on a dit qu'en certaines circonstances on ne pouvait pas hésiter devant une scission. De nouvelles organisations ont été fondées ou invitées à se fonder. On ne peut pas raconter durant cinq années à un ouvrier allemand que les leaders syndicaux sont des gredins et des traîtres tout en lui disant qu'il doit rester dans leurs syndicats.

Quiconque songe à liquider l'I. S. R. finira par liquider l'Internationale Communiste.

Nous avons toujours dit qu'il ne faut pas sortir mécaniquement des syndicats. Quiconque lance un tel mot d'ordre se trompe, car il y a des syndicats où il est impossible de s'en aller sans donner à la bureaucratie l'occasion d'un triomphe à bon marché. Nos camarades doivent remplir leur devoir dans les syndicats. Mais les communistes qui sont encore aujourd'hui dans les syndicats ne sont point des communistes. Car s'ils avaient fait leur devoir tel que nos directives le prescrivent, ils auraient depuis longtemps été jetés à la porte. Là où les syndicats font la scission, où la grande armée des inorganisés s'accroît de plus en plus, il faut la rallier, c'est-à-dire créer des organisations d'industrie pour donner à la classe ouvrière, à côté de l'appui politique, l'appui d'une organisation syndicale.

***

Au nom de la délégation allemande, GESCHKE fait la déclaration suivante :

La délégation allemande repousse unanimement les conceptions représentées au Congrès par Schumacher. Ces conceptions sont en contradiction avec les décisions de l'Internationale Communiste, ainsi qu'avec les décisions du Congrès de Francfort.

La délégation allemande déclare que le Parti allemand mènera, de toute son énergie et avec toutes les conséquences, la lutte contre toutes les déviations dans la question syndicale.



HECKERT. — Schumacher n'a pas de mandat pour parler au nom de 20.000 membres des organisations indépendantes. Les organisations indépendantes de Berlin sont réunies en un cartel, à la tête duquel se trouve un camarade qui a déclaré, à la dernière séance du Comité national du Travail, qu'il n'était pas d'accord avec Schumacher. La maladie représentée par Schumacher est essentiellement restreinte à Berlin; mais, même à Berlin, elle est en train de diminuer.

Zinoviev nous a dit qu'une leçon de léninisme est nécessaire dans la question syndicale. Je voudrais seulement que cela se fasse toujours à temps et avec l'énergie nécessaire. Je vais vous citer quelques phrases d'une leçon de ce genre (la résolution sur la question syndicale allemande, janvier 1924). Le Congrès décidera si c'était l'orientation qu'il fallait. La résolution parle de l'organisation des exclus et « autres ». « Autres? » Ce sont ceux qui sont sortis ou inorganisés :

Il est nécessaire d'employer des méthodes différentes et variées : comités d'usines, comités de contrôle, syndicats parallèles d'exclus, unions, comités ouvriers, comités de sans-travail, etc., sans se lier définitivement les mains par une méthode ou une formule.

Il aurait été utile de dire alors aux camarades allemands : « Ne faites pas de bêtises, faites rentrer ces éléments dans les syndicats ». Au sujet du mot d'ordre « Sauvons les syndicats », nous lisons :

Les syndicats ne peuvent pas être sauvés par l'ancienne voie. Il est nécessaire de les réorganiser à fond par les comités d'usines avec pour but l'organisation d'industrie et de remplacer le réformisme par l'idéologie révolutionnaire.

L'idée par elle-même n'est point fausse. Mais en connexion avec le reste, ce fut un stimulant pour les Schumacher et consorts, et ils en ont largement profité.

Si dans une situation aussi critique que celle où nous nous trouvions alors, une telle résolution nous fut donnée, il n'est pas étonnant que les difficultés, loin de décroître, se soient accrues.

Au fond, nous sommes d'accord avec Zinoviev sur la question syndicale, mais nous croyons nécessaire de souligner que les exagérations auxquelles il s'est prêté ont abouti souvent au contraire du résultat cherché.

LOZOVSKY. — Avant tout, les questions générales. Un certain nombre de camarades ont présenté ici des objections contre le premier paragraphe de mes thèses, dans lequel je dis que le recul général est actuellement arrêté.

Je crois que la situation internationale est tout de même celle que j'ai exposée.

Quand nous disons que la retraite générale est arrêtée et qu'il y a des combats partiels dans différents pays, dans différentes industries, nous voulons dire simplement qu'en 1924, la situation diffère de celle que nous avions en 1922 ou 1923. Nous avons vu en 1924 de grands conflits économiques en Angleterre et même avec des résultats. Nous avons vu, pendant les premiers mois de 1924, le même phénomène en France. Nous l'avons vu en Tchéco-Slovaquie, etc. Cela prouve que la retraite n'est pas générale, que l'offensive du capital est arrêtée, qu'il y a une situation nouvelle. Je ne dis pas qu'il y a une offensive générale. Non. Il y a des offensives partielles, des grèves défensives, une certaine recrudescence d'activité.

Une question qui a provoqué les plus vifs débats, c'est celle de l'unité. Faut-il, oui ou non, changer le mot d'ordre de l'Internationale Communiste : la conquête des syndicats?

Nous n'avons pas ici de scissionnistes déclarés. Nous avons des scissionnistes honteux.

Schumacher a fait un discours qui ne correspond pas à ses actes. Il fait beaucoup plus qu'il ne dit. Il prépare la scission, et il vient nous raconter qu'il organise seulement ceux qui sont partis.

Il fallait dire la vérité. Il y a dans le Parti allemand un fort courant ouvrier contre les syndicats. Cela est très compréhensible. Mais ce qui l'est moins, c'est qu'il y ait des communistes à la tête qui, au lieu de réfléchir à ce phénomène et de le combattre, imaginent une théorie pour justifier le dégoût instinctif et la passivité des ouvriers.

Schumacher essaye d'abord de trouver le coupable. Il a cité, assez à propos, un certain nombre de résolutions, mais il a oublié celle du Congrès de Francfort où il est dit textuellement que le Parti ne permettra pas à ses membres de faire une politique personnelle dans les syndicats.

Schumacher dit : « Oui, il arrive souvent que dans un congrès mondial on soit isolé, et qu'au suivant, on ait la majorité ».

Je peux le rassurer; il n'aura jamais la majorité dans les congrès de l'Internationale Communiste, parce que, dans la théorie qu'il a esquissée ici, il n'y a rien du communisme et beaucoup d'anarchisme. Ceux qui connaissent le mouvement syndical des pays latins, et surtout l'idéologie anarcho-syndicaliste, vous le diront.

Il y a une chose vraie dans les propos de Kucher et de Dunne : Schumacher n'est pas un type allemand, c'est un type international. Oui, ces ouvriers qui s'en vont, qui cherchent par des palliatifs et des expédients à remédier aux maladies du mouvement ouvrier, qui croient pouvoir combattre par le sentiment les fortes organisations réformistes, qui croient, en quittant les syndicats, pouvoir résoudre le grand problème de la conquête des masses ouvrières, oui, cela, c'est un phénomène international. Et si nous combattons Schumacher, c'est non seulement parce que lui et ses amis désorganisent le mouvement syndical en Allemagne, mais parce qu'il y a partout des Schumacher qui font de même.



Ce phénomène international s'explique par la tâche à accomplir et le manque d'éducation de nos partis.

Schumacher a dit encore que la faute est à Lozovsky. Ruth Fischer aussi a trouvé que le père de la scission est Lozovsky.

Heckert dit : « Non, c'est la faute à Zinoviev ». Il paraît que c'est nous qui avons obligé nos camarades à quitter les syndicats.

Nous savons très bien comment s'est passé le Congrès de Francfort. J'y étais délégué de l'Internationale Communiste. Heckert y assistait. Il doit savoir que la lettre de Zinoviev contre la scission jeta un grand trouble dans le Congrès, et que les camarades de gauche ne voulurent pas la publier pendant des semaines. Nous avons eu à combattre l'extrême-gauche et quand, dans la résolution proposée, j'ajoutai qu'il fallait mettre tous les traîtres hors du mouvement syndical, on m'objecta : « Non, car si nous disons qu'il faut mettre dehors les traîtres, cela veut dire qu'il faut y rester ». Le passage fut biffé pour ne pas froisser l'extrême-gauche.

Ainsi, la paternité de l'erreur revient à nos camarades du Parti allemand et non à l'Internationale Communiste, ni à l'I. S. R.

Quand nous disons : la conquête des syndicats, il est évident qu'il s'agit de la masse ouvrière. Tout le monde le comprend. Mais chaque fois que des camarades veulent suivre une autre tactique, ils commencent à dire que ce n'est pas tout à fait clair.

La situation actuelle ne peut pas durer : 20.000 ouvriers communistes de Berlin sont partis des syndicats et nous avons des syndicats, comme celui des métaux, où, aux dernières élections, nous avions la majorité et où, maintenant, nous avons 25 %. Là où les communistes désertent les syndicats, ce sont les social-démocrates qui restent en force.

C'est cela que vous cherchez par votre tactique? C'est cela une tactique léniniste bolchéviste? Non, c'est tout ce que vous voulez, excepté du bolchévisme, excepté la tactique de l'Internationale Communiste .

D'où vient, au fond, cette tendance à créer des petits syndicats? Un camarade de la Ruhr ou de Hambourg le disait très bien à Francfort : « Quand les social-démocrates jettent dehors des ouvriers, la scission ne vient pas; mais si, par malheur, ils mettent dehors cinq ou six bureaucrates communistes, ceux-ci cherchent à faire un petit syndicat pour continuer leur besogne. » Un certain nombre de fonctionnaires des syndicats des métaux, en janvier, ont exigé la scission. Or, ces bureaucrates, ces fonctionnaires, membres du Parti Communiste, sont sortis

du Parti Communiste et sont entrés dans le Parti social-démocrate!

Il y a à Berlin une organisation qui s'appelle : « Organisation d'Industrie d'Allemagne, section métaux ». Qui l'a créée? Encore un ancien fonctionnaire des syndicats des métaux de Berlin. Il est sans travail, on l'a mis à la porte; il a monté sa petite boutique.

Il ne suffit pas de dire : « Nous sommes contre la scission », il faut encore que les communistes qui sont sortis des syndicats y retournent. On dit qu'il y aura une dizaine de milliers de bons communistes qui s'en iront.

Les bons communistes ne s'en iront pas.

Maintenant, vous me permettrez de passer à la question dont on a parlé ici et dont, moi, je n'avais pas parlé : l'unité internationale.

Schumacher dit : « Vous, Lozovsky, et vous, Zinoviev, vous êtes des liquidateurs; vous voulez détruire notre œuvre : l'Internationale Syndicale Rouge .»

Or, quelle est la situation?

L'Internationale d'Amsterdam est-elle la même qu'il y a un an? Il y a des camarades qui répondent : « Oui, car même en Angleterre, il y a des bureaucrates trade-unionistes qui signent des résolutions anticommunistes. »

Certes, mais il ne faut jamais juger du mouvement syndical d'après ses dirigeants. La tactique communiste consiste à voir ce qu'il y a de changé dans la masse malgré la caricature que nous en présentent les chefs de gauche ou de droite. Or, si, de ce point de vue, nous essayons d'examiner ce qui se passe dans le mouvement syndical d'Amsterdam, ce qui se passe en Angleterre, nous devons dire : « Il y a quelque chose de changé », car nous assistons à ce phénomène que le secrétaire général de la Fédération des Mineurs de Grande-Bretagne a été nommé par la voix des communistes et a reçu, sur le programme de l'I. S. R., 217.000 voix, tandis que ceux qui étaient contre n'en ont reçu que 200.000, etc. Nous avons encore cette conférence des mineurs du Pays de Galles, comptant 200.000 ouvriers organisés, qui a voté, il y a deux semaines, une résolution d'adhésion à l'I. S. R.

Toujours, je me demande comment les propositions que nous allons faire à Amsterdam vont influencer les ouvriers. Pourrons-nous par là mobiliser les masses et les attirer à nous? Pourrons-nous pénétrer les syndicats réformistes? Pourrons-nous, même au prix de la promiscuité des Jouhaux et autres, toucher la classe ouvrière?

Moi et les autres parlons toujours de la masse, tandis que nos adversaires parlent toujours du désagrément de parler avec Jouhaux.

Lorsque Schumacher vient défendre l'I. S. R. contre moi, je peux dire que, moi aussi, j'ai travaillé un peu pour l'I. S. R., et je n'ai pas l'intention de la liquider. Au contraire, je crois



que nous liquiderons l'Internationale d'Amsterdam; j'en ai la profonde conviction.

Nous sommes pour l'unité, parce qu'elle nous donne la possibilité d'augmenter notre champ d'action communiste.

Nos propositions ont provoqué une grande inquiétude dans la presse social-démocrate.

Nous avons une décision de l'Internationale d'Amsterdam : le Congrès charge son bureau d'entrer en pourparlers avec les syndicats russes pour réaliser l'accord sur la base du programme et des statuts de l'Internationale d'Amsterdam.

A une proposition politique, il faut donner une réponse aussi politique. A une proposition faite ouvertement par la voie de la presse du monde entier, il faut que le mouvement ouvrier international donne une réponse générale, politique, pour le mouvement ouvrier international.

Il y a trois façons de répondre. La première, c'est d'envoyer au diable ces gens-là. C'est très rapide et sans effort de cerveau. Je voudrais bien voir quels sont les camarades qui proposeront cette solution. A en juger d'après les propos, je crois que Bordiga en est, puis Schumacher et les autres. Mais si nous donnons cette réponse, la manche sera gagnée par nos adversaires.

Il y a une autre possibilité : les syndicats russes entrent dans l'Internationale d'Amsterdam; ils reconnaissent son programme, on dissout l'I. S. R. et l'unité est rétablie. C'est aussi une solution. Je crois que nous sommes tous contre, parce que les syndicats russes sont une partie du mouvement syndical révolutionnaire international; ils ne peuvent pas avoir une tactique à eux en dehors de la tactique de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge.

Reste la troisième possibilité. A une proposition qui tend à désorganiser le mouvement syndical international et à induire en erreur les masses ouvrières, nous opposons un congrès international d'unité, avec représentation proportionnelle. Nous répondons par une proposition d'unité.

Ruth Fischer vient nous dire : « Mais votre proposition tombe du ciel. Il faut préparer les masses. Ne votez pas : nous allons préparer les masses. »

Bien! Mais sur quelle base allez-vous préparer les masses, si nous n'avons pas une décision prise?

Je suis pour la préparation, je suis pour qu'on fasse des meetings, des assemblées générales dans les usines. Mais pour cela, votons auparavant ce que nous voulons. Sinon, la préparation sera faite, en Allemagne, d'une façon, en Belgique, d'une autre, en Espagne, à l'espagnole, et en Amérique, à l'américaine. (*Applaudissements*).

L'Internationale Communiste doit savoir changer de tactique quand les conditions changent. Si nous nous figeons, nous n'arriverons jamais à battre nos ennemis.

Eux, ils sont élastiques, ils changent leurs méthodes, ils cherchent de nouvelles possibilités d'organisation. L'Internatio-

nale Communiste, qui est au volant de la révolution, doit pouvoir évoluer, parce que, si l'on va toujours tout droit, on se casse la tête.

Là réside le léninisme. Lénine savait toujours faire les virages aux tournants dangereux. Si vous prenez les vingt années d'existence de notre Parti, les sept années de notre révolution, vous verrez quels tournants dangereux nous avons bien passés grâce à cette élasticité du bolchévisme.

Ne soyons pas sectaires, ne craignons personne. Vous ne pouvez pas, dites-vous, vous mettre à table avec Jouhaux? Craignez-vous pour votre vertu? Faible vertu! Nous ne nous mettons pas à table avec lui pour ses beaux yeux, mais parce qu'il y a des millions d'ouvriers qui sont avec lui et qu'il y en a encore des dizaines de millions qui ne sont ni avec nous, ni avec lui-même.

Il faut lancer un nouveau mot d'ordre, poser devant la classe ouvrière le problème de l'unité mondiale, ne pas laisser le monopole de l'unité aux réformistes qui brisent le mouvement syndical, qui brisent la révolution. (*Vifs applaudissements.*)

## Proposition de N. Riazanov

Riazanov. — Les débats sur le programme, aussi bien que les débats sur la théorie de l'accumulation de Rosa Luxembourg dans la Commission allemande, ont montré toute la nécessité d'une étude approfondie du marxisme. Nous courons le danger de connaître le luxembourgisme et le léninisme depuis A jusqu'à Z et d'ignorer les éléments du marxisme. Qu'il y ait encore beaucoup à apprendre à l'école du marxisme révolutionnaire, quelques petits extraits des ouvrages de Marx et d'Engels le démontreront.

L'une des questions les plus ardues est la liaison entre la paysannerie et le prolétariat ou, en d'autres termes, comment on peut rendre compréhensible et acceptable à la paysannerie la dictature du prolétariat. Cette question est déjà posée dans toute son ampleur par Marx et nous trouvons chez lui ce splendide passage : « Si nous réussissons à mettre en branle les masses paysannes et à les amener à une coalition avec le prolétariat, nous aurons, dans la révolution prolétarienne, un chœur sans lequel le solo de la classe ouvrière deviendrait bien vite le chant du cygne dans les nations paysannes ».

On a beaucoup prétendu que le marxisme d'avant 48 et 49 serait beaucoup plus révolutionnaire que le marxisme d'après 48. J'ai rencontré ces affirmations même dans les journaux communistes. C'est pourquoi il est nécessaire de montrer que toute la doctrine du communisme révolutionnaire de Marx et d'Engels a été élaborée d'une façon encore plus précise et plus approfondie après l'expérience des années révolutionnaires 48-49. La caractéristique classique de la dictature du prolétariat a été fournie par Marx en 1850.

Malheureusement, la jeune génération ne peut se livrer à



cette étude faute des matériaux nécessaires. Ces matériaux manquaient d'ailleurs aussi à la précédente génération. Je vais en donner des exemples.

Mon vieil ami Mehring avait publié les œuvres de Marx et d'Engels d'avant 1849. Mais cette publication était très défectueuse. Il n'a pas été possible de se procurer les ouvrages où Marx et Engels ont noté toutes les déviations bourgeoises, depuis les plus réactionnaires jusqu'aux plus révolutionnaires. J'ai même eu maintenant beaucoup de peine à obtenir ces manuscrits. Nous avons, pour la première fois, la photographie de tous les manuscrits non imprimés d'Engels et de Marx. Outre *l'Idéologie allemande*, nous avons toute une série de manuscrits qu'Engels a écrits au commencement des années 80 comme complément à son *Anti-Duhring*. Ces manuscrits étaient littéralement ensevelis. J'ai pu me convaincre qu'en dehors de Bernstein, personne n'en savait rien. Si nous considérons maintenant les ouvrages imprimés, nous voyons que, surtout après 1883, ils ont été de plus en plus soumis à la censure de la direction du Parti allemand.

Seuls, les dirigeants savaient qu'Engels, dans son introduction à *La Lutte des classes en France*, avait exprimé ses vues sur la possibilité de luttes de barricades après la révolution de 48-49. Bernstein et tous les autres ont toujours prétendu qu'Engels était devenu opportuniste dans ses dernières années. J'ai réussi à trouver l'original et vous allez voir ce qui a été supprimé :

« Cela signifie-t-il qu'à l'avenir le combat de rue ne doit plus jouer aucun rôle? Nullement. Cela signifie seulement que les conditions depuis 1848 sont devenues beaucoup plus défavorables pour les insurgés et beaucoup plus favorables pour les militaires. Un combat de rue à l'avenir ne peut être couronné de succès que si cette infériorité de la situation est corrigée par d'autres facteurs. Il se présentera plus rarement au commencement d'une grande révolution et aussi au cours ultérieur de la révolution, et devra être entrepris avec de plus grandes forces. Ces dernières, comme pendant toute la révolution française, le 4 septembre et le 31 octobre 1870 à Paris, préféreront une attaque directe à la tactique passive des barricades ». Il n'est donc nullement question d'une renonciation à la révolution violente, au combat de barricades, comme on nous l'avait représenté.

Encore un exemple. L'une des plus grandes tâches qu'Engels ait accompli après la mort de Marx, fut la publication du deuxième et du troisième tomes du *Capital*. Il n'y a que ceux qui ont eu affaire aux manuscrits de Marx et d'Engels, qui puissent se représenter le travail colossal que le vieil Engels a fourni en dehors de ses autres contributions à l'Internationale. Mais nous pensions depuis longtemps que ce n'était pas tout.

Si je vous dis maintenant que les théories sur la plus-value connues de la majorité d'entre vous, sont tirées d'un manuscrit qui est deux fois plus gros, vous comprendrez combien on peut encore trouver de contributions intéressantes à la question de savoir qui a raison entre Luxembourg et par exemple Boukha-

rine. Pour comprendre théoriquement toutes les lois du développement capitaliste, il est de la première importance d'avoir toutes les recherches où Marx, embrassant pour la première fois la tradition scientifique des classiques de l'économie politique, a tenté d'expliquer le processus général de la production qu'eux-mêmes n'avaient jamais compris. De ce point de vue, il est très important que nous arrivions, dans cette édition complète de Marx et d'Engels, à publier comme troisième partie tous les manuscrits de Marx, sans aucun abréviation, sans aucun remaniement, en un mot, tels que Marx les a écrits. Par exemple, celui qui n'a pas lu le livre *Herr Vogt*, celui qui n'a pas compris ce livre ne saisira jamais le rôle que Marx a joué dans les années 60-61, en tant que préparateur du mouvement de Lassalle.

Notre but est, avant tout, de publier une édition complète en 2.000 exemplaires d'une technique perfectionnée pour toutes les grandes bibliothèques. A côté de cette tâche, il y en a une autre non moins importante. On ne peut guère espérer qu'une édition de 50 volumes ou à peu près soit abordable pour tous. Il faut donc aussi avoir en vue, pour chaque pays, un choix des œuvres de Marx et d'Engels. Dans ce choix doivent entrer les choses les plus importantes, indiquant toutes les étapes de leur pensée. C'est là la première partie, le fondement, la partie générale de toutes les éditions pour tous les pays. Vient ensuite une deuxième partie, adaptée aux besoins nationaux de chacun.

Dans ces dernières années, j'ai réussi à rassembler beaucoup de matériaux. Je vous serais infiniment reconnaissant si chaque membre du Parti et non pas seulement le Parti nous aide dans notre labeur. J'adresse à tous les partis la prière d'envoyer à l'Institut Marx-Engels, par l'intermédiaire de l'Internationale Communiste, tout ce qu'ils ont d'intéressant, car ce qui est intéressant pour eux l'est également pour nous.

Ensuite, mes chers camarades allemands, la science prolétarienne se distingue de la science bourgeoise sous un rapport : le savant bourgeois croit qu'il n'y a rien au-dessus de ses archives, au-dessus de son labeur scientifique; il ne comprend pas qu'il se produit une transformation radicale dans les relations sociales, que le développement de la lutte de classe suscite un nouveau courant d'idées, et que le meilleur moyen de saisir la marche de toute la société capitaliste antérieure est de la détruire complètement. Il en est tout autrement chez le savant prolétarien. Se produit-il une accalmie, une petite trêve, il s'enferme dans sa chambre pour étudier. Mais lorsqu'on en vient de nouveau aux armes, il sait que si l'on arrive à renverser la bourgeoisie et à établir la dictature du prolétariat, la science recevra ainsi la possibilité de se développer.

Je vous souhaite bonne chance dans votre travail révolutionnaire, mais n'oubliez pas que, sans la théorie révolutionnaire, il n'y a pas de bonne pratique révolutionnaire. (*Longs applaudissements*).

*La résolution proposée par Riazanov est adoptée à l'unanimité.*



## La Question des Intellectuels

CLARA ZETKIN. — Des dizaines de milliers d'yeux avides sont fixés aujourd'hui sur la question des intellectuels. C'est que la crise des intellectuels est à la fois la crise du travail intellectuel dans la société bourgeoise. Elle nous annonce que la société bourgeoise ne peut plus garder et développer sa propre civilisation. La question des intellectuels cesse d'intéresser les intellectuels ou la société bourgeoise, elle intéresse le prolétariat, car c'est la mission historique du prolétariat de développer les forces de la production et de la civilisation au-delà des limites où la société bourgeoise les enferme.

La crise de la vie intellectuelle et la crise des intellectuels prouvent qu'il y a encore une bonne distance entre le processus de l'écroulement et de la décomposition du régime bourgeois, qui est déjà très avancé, et la création d'une production et d'une civilisation communistes.

L'antagonisme social entre le travail intellectuel et manuel, entre les intellectuels et le prolétariat, repose sur le fait que le travail intellectuel ne peut être remplacé par la machine et qu'il faut un temps d'apprentissage plus long pour former des travailleurs intellectuels. Mais cet antagonisme social s'efface devant le facteur décisif, l'antagonisme entre la propriété et l'esclavage, entre le capital et le travail. L'intellectuel se trouve dans la société capitaliste, il est soumis à toutes ses lois, qui l'ont transformé, d'un homme exerçant librement sa profession, en vendeur, tout comme le petit capitaliste, ou comme le prolétaire. Déjà dans le *Manifeste Communiste*, Marx a souligné énergiquement que l'intellectuel, le savant, l'artiste ne sont que des vendeurs de marchandises. Ce caractère rattache l'intellectuel au prolétaire par son opposition au capital, et il est séparé de la bourgeoisie par un antagonisme irréconciliable, par son rôle de vendeur au détail ou de vendeur de sa force de travail. L'intérêt historique des intellectuels exige qu'ils mènent aux côtés du prolétariat la lutte contre la production et la domination de la bourgeoisie.

Nous voyons qu'en général il n'en est pas ainsi et que les intellectuels, au contraire, se sentent intimement et fermement liés à la société bourgeoise. Cela s'explique par le développement historique des intellectuels comme catégorie sociale, étroitement apparenté à celui de la production capitaliste et de la société bourgeoise. La bourgeoisie ne put développer la production au delà des limites de l'économie féodale sans le concours le plus ample et le plus décisif des intellectuels. Mais elle avait besoin d'eux encore pour autre chose. Ce n'est qu'avec leur aide qu'elle a réussi à transformer toute la superstructure idéologique de la société féodale. Les intellectuels bourgeois étaient à la tête de tout le mouvement réformiste et révolutionnaire par lequel la société féodale fut transformée en société bourgeoise. L'importance des intellectuels pour le développement de l'économie capitaliste s'accroissait au fur et à mesure

que la bourgeoisie se développait, consolidait sa position dominante dans la société et s'érigeait par la lutte révolutionnaire en classe dominante. Mais la bourgeoisie ne rétribuait pas les intellectuels selon leur importance : elle ne les appréciait que par la plus-value qu'ils lui procuraient directement. Les intellectuels qui ne lui rapportaient rien et exerçaient d'autres fonctions sociales, étaient considérés par elle comme des improductifs, des mangeurs oisifs. Ce n'est que lorsque la plus-value devint extraordinairement considérable que la bourgeoisie se paya le luxe de jeter des bribes de sa richesse aux intellectuels qui ne travaillaient pas directement au service de la production. Mais les intellectuels ne tirèrent pas les conséquences nécessaires de cette situation. Ils ne se sentaient pas séparés de la bourgeoisie, mais partie de la bourgeoisie. Ils vivaient dans l'illusion de représenter une science libre, une culture libre. Il est vrai qu'en comparaison avec les conditions d'existence de la classe ouvrière, les intellectuels avaient une position plus avantageuse, qui les isolait. Mais l'intérêt de la bourgeoisie au profit et à l'accumulation ne put la leur conserver longtemps. Classe dirigeante, la bourgeoisie devait s'efforcer de faire régner, dans le travail intellectuel aussi, « l'équilibre entre l'offre et la demande ».

C'est cet abaissement de la situation des intellectuels qui a fait naître la question des intellectuels. Cette question fut, pour la société bourgeoise, une tête de Méduse, lui annonçant qu'elle ne possédait plus le moyen de créer aux intellectuels une situation sociale compatible avec une existence « conforme » à leur position et à leur profession.

Un phénomène général et très caractéristique a été l'opposition des intellectuels contre l'éducation et l'activité professionnelle des femmes. Cette crainte que la femme ait accès aux professions « élevées » montre que la société bourgeoise ne peut plus assurer aux intellectuels un revenu convenable, leur permettant d'entretenir leurs femmes.

Mais nous constatons encore un autre phénomène dans la société bourgeoise. Environ depuis l'avant-dernière décade du siècle passé, nous trouvons comme une épidémie de propositions de réforme sociale de toutes sortes provenant de professeurs, de réformateurs agraires, etc... Tous ont ceci de commun qu'ils découvrent tout d'un coup la question sociale, la forme gigantesque du prolétariat combattant, qui s'engage dans la voie révolutionnaire. Leur position intermédiaire entre deux grandes classes fait d'eux les apôtres de l'harmonie des classes.

Ils repoussent la lutte de classes, ils repoussent à plus forte raison la révolution et espèrent tout de la victoire de la raison dans la bourgeoisie exploiteuse comme dans le prolétariat qui pose ses revendications. Ces tendances trouvent en Allemagne une expression caractéristique dans le « socialisme de chaire ». Nous voyons en France les partis bourgeois radicaux avec plus ou moins d'ingrédients sociaux. En Angleterre, c'est le mouvement réformiste classique de la Fabian Society, ou le socialisme soi-disant constructif d'une grande partie du Labour Party.



Une ligne directe conduit des réformateurs sociaux à l'impérialisme. Cecil Rhodes, le fameux impérialiste, a prononcé cette phrase très caractéristique : « L'impérialisme ou la révolution ». Ainsi se posait en effet la question. Les réformateurs sociaux pensaient réaliser des réformes, mais pas aux dépens du profit et de la position dominante de la bourgeoisie : ils ne purent leur trouver une base économique que dans l'exploitation des peuples coloniaux et semi-coloniaux. Le souci même de leur propre existence fait également d'eux les champions de l'impérialisme. Dans leur patrie ils ne trouvaient plus d'occupation, et les colonies offraient une base pour assurer leur existence. Voilà pourquoi l'impérialisme trouve ses protagonistes précisément parmi les intellectuels. Suppôts de l'idée impérialiste, ils ont réussi à tromper les masses et à les envelopper de ces illusions qui ont rendu possible l'armement incessant de toutes les nations soi-disant civilisées. Ils ont créé la funeste psychose grâce à laquelle la guerre a pu durer des années. Par un juste retour, il n'y a pas une classe qui ait été frappée plus lourdement par les conséquences de la guerre mondiale.

La détresse des intellectuels est un phénomène international. Certainement cette détresse est plus aiguë en Allemagne, où les répercussions de la guerre dont souffrent toutes les nations sont aggravées par les conséquences de la défaite. Mais rien n'est plus faux que de présenter la détresse des intellectuels comme le sort de la nation vaincue. En France, puissance victorieuse ,nous voyons le même phénomène. Les revenus des intellectuels y ont considérablement diminué et sont tombés souvent au-dessous des revenus des ouvriers qualifiés.

La même crise se montre dans le plus riche et le plus grand de tous les pays, aux Etats-Unis, mais sous une forme atténuée et dans d'autres conditions. Où elle paraît être plus faible, c'est en Angleterre, quoique le nombre des nouveaux pauvres s'y soit considérablement accru.

Camarades, la crise des intellectuels a abouti à un nouveau phénomène, la « politisation ». Dans tous les pays capitalistes, nous voyons une forte politisation de la petite-bourgeoisie et des intellectuels. La plus forte expression politique des intellectuels est le fascisme. Les intellectuels ne sont pas seulement en grand nombre dans tous les pays les suppôts du fascisme, ils sont aussi les créateurs de son idéologie. Le fascisme n'est que la continuation de l'idéal impérialiste mélangé de citations nationales et sociales.

Le pacifisme bourgeois est une conséquence du mouvement de réforme sociale des intellectuels, tout comme le fascisme, mais au lieu de s'appuyer sur la force sociale d'une classe paupérisée, il s'appuie principalement sur certaines couches de la bourgeoisie en marge des grands trusts, sur l'industrie de transformation, le petit capital commercial, les employés, etc...

Les répercussions de la crise sont de la plus grande importance historique pour le travail intellectuel dans la société bourgeoise. Partout l'exploration scientifique diminue, la formation des intellectuels dans les universités, les écoles polytechniques, etc... en souffre.

La bourgeoisie, comme classe dirigeante, se sent déjà ébranlée à tel point qu'elle met à présent beaucoup plus de confiance dans les matraques et les mitrailleuses que dans ses professeurs. Tant que la bourgeoisie était sur la ligne ascendante et révolutionnaire, elle tâchait de fixer le sens de son existence historique dans une philosophie. Elle en est incapable aujourd'hui. Elle n'a plus de philosophie unique et synthétique, par laquelle elle puisse démontrer sa raison d'être comme inspiratrice d'une civilisation supérieure.

Nous observons le même fait dans le domaine de l'art. L'art n'est plus l'expression artistique d'une grande sensation collective et d'événements vécus, il est devenu une bonne affaire de l'entrepreneur capitaliste. L'art, moyen suprême d'éducation du peuple, est devenu un moyen de production, de profit bourgeois. L'entrepreneur d'art exploite l'artiste autant que le patron exploite l'ouvrier. Un autre signe caractéristique de la décadence de l'art nous est offert par la pornographie dessinante, chantante, versifiante et écrivante, dans tous les pays, branche la plus florissante de toutes. L'art n'est plus lié à la vie, en voici la preuve : la guerre fut l'événement le plus formidable de la dernière période. Or il n'a produit dans aucun domaine de l'art et dans aucun pays une œuvre artistique digne de lui. Il n'y a qu'un seul document semblable mais il n'est ni artistique ni scientifique, il est politique, il exprime un sentiment collectif irrésistible, et c'est la Révolution russe. Cette révolution nous montre la volonté de créer une civilisation appuyée par l'idée communiste, elle montre la voie de ce triste présent vers l'avenir. Ce qui est bien caractéristique de la décadence de la civilisation bourgeoise, c'est, dans un domaine qui devrait lier la science et l'art, la décadence de l'éducation. La société bourgeoise s'oppose en pratique au progrès de la pédagogie. L'éducation est dominée par l'antagonisme de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie.

L'Internationale Communiste est, devant les intellectuels souffrants, le grand tribun défendant de toute son énergie les intérêts de toutes les classes exploitées. Les Partis Communistes reconnaissent pleinement l'importance que les intellectuels peuvent avoir pour le prolétariat dans la lutte pour le pouvoir. Sans doute, toute l'orientation psychologique et la situation sociale des intellectuels nous disent qu'ils ne seront jamais les protagonistes de la révolution prolétarienne comme ils ont été ceux de la révolution bourgeoise. Mais nous ne devons pas sous-estimer leur concours. Si un plus grand nombre d'intellectuels participaient à notre lutte pour le pouvoir, cela rendrait impossibles toutes les organisations comme l'Aide Technique, etc...



Les intellectuels peuvent être d'une importance extraordinaire pour la décomposition de l'Etat capitaliste.

Mais, camarades, nous autres communistes, nous devons regarder plus loin. Nous devons apprécier dès aujourd'hui, dans l'allié d'aujourd'hui pour la conquête du pouvoir, l'allié de demain, le pouvoir politique une fois conquis. Après la conquête du pouvoir, il est de la plus grande importance pour le développement de la production que nous ayons des forces scientifiques et techniques en nombre suffisant. L'assistance venant des intellectuels sera particulièrement précieuse pour des pays qui souffrent d'un manque relatif de richesses naturelles, comme par exemple l'Allemagne, ou pour les Etats agricoles isolés et bloqués par les pays capitalistes. La dissolution de l'idéologie bourgeoise et son remplacement par l'idéologie communiste ne pourront se faire qu'au niveau de l'idéologie bourgeoise. Et l'idéologie communiste, force agissante de la superstructure idéologique, ne pourra se développer et devenir dominante, remplacer l'idéologie bourgeoise, qu'en lutte constante contre elle.

De là la grande importance que nous devons attribuer au développement de l'idéologie communiste après la conquête du pouvoir. La III^e^ Internationale a à résoudre une tâche que la II^e^ Internationale a honteusement négligée. La II^e^ Internationale a renoncé aux disputes de grande envergure avec l'idéologie bourgeoise. Elle a déclaré neutres les grands domaines de la vie culturelle. Elle a surtout renoncé à combattre l'idéologie bourgeoise dans le domaine religieux en proclamant la religion affaire privée. Cette orientation lui a été pernicieuse. L'idéologie bourgeoise s'étant insinuée par mille petits canaux dans ses propres rangs, la II^e^ Internationale a perdu la force, la volonté révolutionnaires. Elle s'est privée en outre de la force propagatrice qu'elle aurait pu exercer sur des intellectuels dont les intérêts professionnels et intellectuels sont dans la plus extrême contradiction avec l'idéologie bourgeoise. Et enfin, elle a empêché que le socialisme ou communisme comme philosophie, comme doctrine sociale, devienne une force créatrice dans la vie des individus et dans la vie des masses.

La catastrophe de la guerre fut la capitulation de l'idéologie socialiste devant l'idéologie bourgeoise. Toute l'histoire du réformisme depuis ce temps ne fait que confirmer que la II^e^ Internationale a complètement renoncé à vaincre l'idéologie bourgeoise et à la remplacer par l'idéologie communiste ou socialiste du prolétariat révolutionnaire.

Camarades, c'est là que doit commencer l'activité consciente de l'Internationale Communiste. Elle ne peut pas regarder les bras croisés la crise de la vie intellectuelle, de la civilisation bourgeoise. Elle doit donner à cette crise un contenu positif au lieu du contenu négatif. Pour le remplacement de l'idéologie bourgeoise par l'idéologie communiste, les intellectuels seront de très précieux alliés. Voilà pourquoi nous tâchons

de les gagner et d'en faire nos alliés dans la lutte pour la révolution prolétarienne. En poursuivant notre propagande dans leurs milieux, nous devons soumettre à leurs yeux tout le communisme, et comme idéologie de la lutte révolutionnaire du prolétariat, et comme idéologie de la reconstruction créatrice. Nous devons leur faire comprendre que les communistes doivent être d'abord destructeurs pour pouvoir devenir créateurs. Nous devons leur faire comprendre que le communisme créateur défend les intérêts des intellectuels et de la civilisation intellectuelle. Mais nous devons aussi devenir les fidèles représentants de leurs revendications, en ce sens que la domination de la classe bourgeoise est incapable de satisfaire aux besoins des intellectuels et de résoudre la crise du travail intellectuel. Nous devons repousser énergiquement toute politique de caste. Une telle politique serait en contradiction aiguë avec l'esprit du communisme qui tend à abolir toute division de caste.

Nous devons profiter de tous les antagonismes sociaux qui se montrent dans le camp des intellectuels, nous devons nous attacher à leur orientation nationale, l'approfondir et la préciser pour qu'elle devienne une conception nouvelle, et pour qu'ils se convainquent que cette question ne pourra être résolue que comme une partie de la lutte de classe révolutionnaire et internationale.

Mais tout communiste doit se dresser de toute son énergie contre la submersion du Parti Communiste par les intellectuels. Seuls des intellectuels éprouvés doivent y avoir accès, des intellectuels dont nous sommes certains qu'ils ont déjà rompu idéologiquement toutes les barrières sociales qui les séparent encore du prolétariat. A l'égard des intellectuels adhérant au Parti, nous ne devons pas poursuivre une politique de louanges, d'admiration, mais pas non plus la politique du poing calleux. Cela vaut et pour l'époque d'avant la prise du pouvoir et pour l'époque d'après la prise du pouvoir. Dans la lutte, le prolétariat apprendra encore mille fois que l'intellectuel est un allié chancelant. Nous devons compter avec ce fait, et ne pas nous étonner si, à chaque perspective de renverser la domination bourgeoise, les intellectuels désertent le camp de la révolution. La dure époque transitoire ne montrera pas les intellectuels comme des héros de l'idéal, mais comme des gens faisant de la politique réelle. Nous ne devons pas oublier qu'il se formera pourtant une couche d'intellectuels se rangeant consciemment du côté des communistes. Ces intellectuels nous rendront de très bons services, ils ne lutteront pas seulement avec nous, ils nous aideront dans la reconstruction, ils donneront l'exemple aux autres.

A la dictature soviétiste de Bavière ont participé d'abord beaucoup d'intellectuels; mais après la défaite sanglante, ils se sont enfuis en masses et sont même passés à l'ennemi. Mais nous ne voulons pas oublier que le socialiste-révolutionnaire rêveur Landauer et le communiste conscient Leviné ont été des



intellectuels. La République soviétiste hongroise, avec son existence de 131 jours, a connu les intellectuels comme alliés, et elle a appris combien ils étaient peu sûrs et corrompus. Elle fut proclamée au milieu d'une grave crise intellectuelle. Les intellectuels hongrois ont juré d'abord de lutter pour la restauration des Habsbourg, puis après la révolution bourgeoise, ils passèrent à la république bourgeoise de Karolyi, et ensuite à la république soviétiste. L'idée nationale était pour beaucoup dans l'adhésion à la république soviétiste. Ils espéraient qu'elle rétablirait l'ancienne Hongrie. Il est fort caractéristique qu'à chaque indice démontrant la fermeté de la république soviétiste, le nombre des intellectuels augmentait immédiatement, même celui des officiers qui se mettaient à la disposition de la dictature. Après la chute de la république soviétique, tous les intellectuels se présentèrent comme avocats, juges et bourreaux, comme les ennemis, les pires ennemis du prolétariat révolutionnaire. De ces milieux sont sortis les « Hongrois réveillés ». Mais ce furent aussi des intellectuels qui portèrent dans la république la bannière des Soviets, affrontèrent la faim, la mort, connurent l'exil et la mort. Beaucoup sont encore aujourd'hui des protagonistes de la révolution mondiale et de l'Internationale Communiste.

Les effets de la dictature prolétarienne en Russie ont été naturellement beaucoup plus importants et plus instructifs. Une grande partie des intellectuels se recrutait dans la petite bourgeoisie, et voilà pourquoi ils ont été les leaders de la lutte contre le tsarisme. Une partie alla encore plus loin : jusqu'à la révolution prolétarienne. Les socialistes-révolutionnaires, les menchévistes, etc..., ont été les champions de la révolution sociale, jusqu'au moment où la révolution sociale devint une réalité. La plupart des intellectuels passèrent alors à la contre-révolution. Les intellectuels ont saboté la révolution, comme agents de la contre-révolution intérieure ou étrangère. Il va sans dire que cette conduite des premiers temps après la conquête du pouvoir a influé sur l'attitude du prolétariat à leur égard. De là des déviations explicables. Mais le gouvernement soviétiste se rend parfaitement compte qu'une séparation de caste entre le prolétariat et les intellectuels n'est pas communiste. Le but n'est pas de créer de nouvelles castes, mais de détruire toutes les castes et toutes les classes. La participation des intellectuels au Parti Communiste résoudra toute une série de problèmes, ainsi par exemple la question de la valeur sociale et la question du travail intellectuel et manuel.

A mon avis, la politique d'éducation du gouvernement des Soviets est tout à fait juste en cherchant l'élévation générale du niveau de la culture populaire, de sorte qu'il n'y ait plus entre travailleurs intellectuels et manuels l'antagonisme des hommes instruits et non instruits, et que les masses les plus grandes puissent non seulement recevoir la science, et jouir de l'art, mais aussi les créer. L'éducation par le travail collectif est d'une influence particulière pour le travail collectif. Elle con-

tribuera dans une large mesure à effacer l'antagonisme entre les travailleurs manuels et intellectuels.

Nous savons très bien que l'Union des Républiques socialistes des Soviets doit payer une taxe d'apprentissage très élevée pour que la dictature prolétarienne puisse donner l'exemple au prolétariat révolutionnaire des autres pays. Ici, sur le terrain des républiques soviétistes, on réussira à faire ce que la société bourgeoise, avec toute sa civilisation, n'a pas pu faire, à savoir unir en une synthèse l'Empire du Galiléen et celui du César, les valeurs culturelles de l'antiquité avec celles du christianisme, à les fondre en une civilisation supérieure, le communisme. C'est là que sera élevé cet homme de l'avenir qui ne portera ni les traces d'une caste intellectuelle, ni les traces d'une caste prolétarienne, l'homme qui ne sera qu'un homme physiquement et intellectuellement pleinement développé.

La vie force les intellectuels à l'alliance avec le prolétariat révolutionnaire. Nous, communistes, reconnaissant la tendance du développement historique, avons anticipé la liberté que la société communiste réalisera. Voilà pourquoi nous répondrons, résolus à agir : Nous voulons! (*Longs applaudissements enthousiasmés.*)

## La question d'organisation

PIATNISKY. — Le IV^e^ Congrès mondial avait confié au Comité Exécutif la tâche de réunir toutes les décisions d'organisation du III^e^ et du IV^e^ Congrès complétant les statuts adoptés au II^e^ Congrès. Dans une séance élargie, le Bureau d'organisation adopta et publia un projet de statuts, que la Commission d'organisation du V^e^ Congrès prit pour base. Après une discussion détaillée, la Commission accepta à l'unanimité un projet où il n'est resté, des statuts votés par le II^e^ Congrès, que trois articles, les articles 2, 3 et 10.

La Commission a gardé le préambule adopté par le II^e^ Congrès, sans rien y changer, quoique beaucoup de ce qui y est dit se rapporte plutôt au programme. Mais cette introduction montre clairement que l'Internationale Communiste est l'héritière légitime de la glorieuse I^re^ Internationale dont la II^e^ Internationale a trahi les idées.

Dans les débats sur l'activité et la tactique du Comité Exécutif, on a beaucoup parlé de la conquête de la majorité de la classe ouvrière par le Parti Communiste et du travail parmi les couches pauvres de la population paysanne.

La Commission a estimé nécessaire de le dire dans le premier article.

Les articles 4, 5 et 6 sont nouveaux. L'ancien statut ne disait pas qui peut être membre d'un Parti Communiste et de l'Internationale Communiste. La Commission a adopté la formule fameuse donnée par Lénine en 1903 au II^e^ Congrès du Parti social-démocrate ouvrier de Russie : « Peut être membre du Parti celui qui reconnaît le programme et les statuts du Parti (du Parti Communiste et de l'Internationale Communiste), qui milite dans une organisation du Parti, etc... »



La Commission a estimé nécessaire de formuler avec plus de précision la façon dont doivent être construits les partis, et c'est pourquoi le paragraphe 6 dit que l'Internationale Communiste et ses partis sont basés sur le centralisme démocratique.

Ces trois paragraphes, 4, 5, 6, doivent entrer dans les statuts de tous les Partis Communistes.

D'après les anciens statuts, le congrès était convoqué annuellement. La Commission propose de ne le convoquer qu'une fois tous les deux ans.

Les statuts comprennent une nouvelle section sur les séances élargies du Comité Exécutif. C'est seulement après le III^e^ Congrès que l'on a convoqué des Exécutifs élargis. Ces Exécutifs élargis se sont trouvés plus appropriés au travail que les Congrès, ils ne sont pas aussi considérables, ils peuvent être réunis plus rapidement et ont suffisamment d'autorité, puisque tous les partis y participent.

Une nouvelle section est intercalée sur la Commission Internationale de Contrôle. Le IV^e^ Congrès avait obligé deux sections, la française et l'allemande, à former une commission de contrôle. Mais dans toute la période qui s'est écoulée du IV^e^ au V^e^ Congrès, elle ne s'est pas réunie une seule fois. Cependant, un tel organe est nécessaire, et c'est pourquoi nous avons fait un article 27 qui détermine les fonctions de la Commission Internationale de Contrôle, laquelle est élue directement par le Congrès.

Au IV^e^ Congrès, il fut décidé que les congrès des sections doivent avoir lieu seulement après le Congrès mondial. L'article 32 donne aux sections le droit de convoquer les congrès en tout temps, avec la sanction du Comité Exécutif. Je vous prie d'adopter ces statuts à l'unanimité.

ROSSI donne lecture d'une déclaration par laquelle la gauche italienne retire les amendements déposés par elle à la Commission et vote les statuts.

La phrase de l'article 1^er^ : « pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière », a sans doute été puisée dans les thèses de Lénine au II^e^ Congrès, mais c'était une concession à la droite que Lénine a ensuite regrettée dans une lettre. Elle prête aux interprétations statistiques à la Hula. Le projet italien proposait : « Pour la conquête des couches les plus larges de la classe ouvrière ».

Il comprenait aussi une stipulation interdisant de créer des fractions : la Commission l'a repoussée parce qu'elle aurait interdit aussi au Comité Exécutif de créer des fractions dans les partis en cas de besoin. La gauche italienne n'admet pas le fractionnisme par en haut.

Il excluait l'existence de partis sympathisants, qui risque de mettre sur le même plan dans un pays un Parti Communiste et un Parti opportuniste.

Enfin il exigeait pour les membres des Comités centraux et du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste une ancienneté de deux ans au moins dans un parti régulièrement adhérent à l'Internationale Communiste. La Commission a craint d'écarter ainsi automatiquement trop de camarades, mais tout statut impose des limites.

*Après une courte réponse de Piatnitsky, le projet de statuts est mis aux voix et adopté à l'unanimité.*

## Les Cellules d'usines

SCHULLER. — Le Congrès a placé la bolchévisation des partis au centre de son attention. Un des éléments les plus importants de cette bolchévisation est leur réorganisation sur la base des cellules d'usines. Cette tâche fut traitée au IIIe Congrès sans compréhension suffisante et même après le IVe Congrès, avant la décision de l'Exécutif de janvier, seuls l'Internationale des Jeunes et le Parti allemand travaillèrent sur ce terrain. Le degré actuel de notre expérience et surtout les enseignements des luttes révolutionnaires d'Allemagne nous montrent que la réforme est une nécessité vitale. Sans elle, pas de parti de masses, pas de véritable parti de lutte.

Il ne s'agit pas d'un changement superficiel de structure, ainsi qu'on l'a cru dans bien des partis. On a pensé pouvoir créer des cellules d'usines sans réformer essentiellement l'ancienne structure des partis. Mais c'est foncièrement faux. Certainement, la réorganisation doit s'effectuer avec prudence et méthode, mais elle doit être tout de même une réorganisation foncière et complète. Sur ce point il ne doit pas y avoir de confusion.

Le Parti tchéco-slovaque s'est fait une idée fausse : il s'est figuré qu'il faudrait créer d'abord des fractions dans les usines, et peu à peu les transformer en cellules. C'est impossible et inutile. De pareilles fractions ne sont pas viables. La réorganisation ne peut être accomplie sérieusement que si on donne aux cellules, aussitôt que possible, tous les droits et tous les devoirs d'une organisation de parti. Une certaine transition est inévitable, mais elle doit être très courte. La crainte que les fonctionnaires manquent pour la nouvelle organisation est tout à fait injustifiée, car précisément la création des cellules d'usines et la réorganisation du parti feront surgir bien des énergies qui ne pouvaient se manifester avant.

La résolution de l'Exécutif de janvier prévoit des cellules de rue, pour réunir les membres du Parti ne travaillant pas à l'usine. Là-dessus, différentes erreurs se sont aussi affirmées. On prend parfois les cellules de rue pour une nécessité de principe. On dit que le Parti a deux bases : les cellules d'usines et les cellules de rue. On veut composer les cellules d'usines non seulement des camarades travaillant à l'usine, mais aussi des chômeurs et des isolés. On prend enfin les cellules de rue pour



la continuation de la section territoriale qui a fonctionné jusqu'à présent.

Tout cela doit être repoussé. La question des cellules d'usines est une question de principe, mais non pas celle des cellules de rue. Les partis doivent simplement améliorer leur composition sociale pour avoir une solide majorité prolétarienne et consolider et fortifier les cellules.

Bien des partis ont encore aujourd'hui de très mauvais effectifs. Pour cette raison, et parce que l'organisation des cellules est encore faible, nous pouvons envisager pour la transition, et comme une possibilité, la formation de cellules de rue pour réunir les membres ne travaillant pas à l'usine. Mais ces cellules de rue ne doivent pas être considérées comme la base de l'organisation, ni être traitées sur un pied d'égalité avec les cellules d'usines.

Chaque parti doit entreprendre sa réorganisation selon un plan déterminé et pour une date fixe. Ce délai ne doit pas être trop long : trois à cinq mois suffiront. Il faut commencer par les régions industrielles, et dans ces régions, par les localités et organisations les plus importantes. Dans les villes aussi, il faut commencer par les quartiers les plus forts et les plus industriels. Les cellules seront constituées et affiliées à leur section locale. Les membres seront réenregistrés de la section territoriale dans la cellule d'usine, où ils verseront leurs cotisations. Cela fait, les directions fédérales et locales seront reconstituées sur la base de la résolution de janvier. Le tout exige naturellement un travail particulier et particulièrement dur de la Centrale et des autres organes dirigeants. Le bureau d'organisation de chaque parti doit y consacrer dans les mois prochains la plus grande part de ses forces. Il doit diriger la réorganisation, envoyer des instructeurs dans les fédérations, etc... Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, de son côté, doit contrôler et inspirer en détail le travail des partis.

La Commission d'organisation du Congrès propose de confirmer la résolution de janvier et présente encore une résolution qui a été votée à l'unanimité par elle. Les décisions de ce Congrès ne doivent pas rester lettre morte.

Aucun parti ne doit montrer la moindre faiblesse. Les sections de l'Internationale qui, comme l'Internationale des Jeunesses et les Partis français et allemand, ont déjà commencé la réorganisation, peuvent déjà enregistrer d'importants succès. Ils sont plus enracinés dans les masses, leur influence s'est renforcée, le caractère militant de leurs organisations s'est accentué, leurs effectifs se sont accrus, etc...

La réorganisation complète multipliera tous ces succès et créera un Parti vraiment prolétarien. Lorsque nos partis européens et le Parti américain seront réorganisés sur la base des cellules d'usines, la première garantie de victoire de la révolution prolétarienne sera créée.

## Rapport de la Commission des Mandats

PIATNITSKY reçoit la parole pour le rapport de la Commission des Mandats :

Mandats délivrés pour 41 pays avec voix délibérative : 336
» » » » consultative :

| | |
|---|---|
| a) partis | 62 |
| b) 9 organisations | 30 |
| c) mandats individuels | 6 |
| d) délégués de l'I.S.R | 70 |
| Total des mandats avec voix consultative | 168 |

### Effectif des Sections de l'I. C.

| NOM DU PARTI | IVme CONGRÈS | | Vme CONGRÈS | |
|---|---|---|---|---|
| | Membres | Stagiaires | Membres | Stagiaires |
| 1. R. S. F. S. R. | 345 000 | 83.000 | 244.466 | 209.753 |
| 2. Ukraine | 40.705 | 12.035 | 39.177 | 37.556 |
| 3. Russie blanche | 2.890 | 600 | 6.433 | 3.605 |
| 4. Arménie | 2 244 | 2.490 | 1.875 | 2.442 |
| 5. Azerbeïdjan | 6.468 | 2.579 | 7.163 | 10.152 |
| 6. Géorgie | 11 470 | 11.570 | 10 964 | 2.713 |
| 7. Allemagne | 266.200 | — | env. 350.000 | — |
| 8. France | 78 828 | 5.000 | 50.000 | — |
| 9. Italie | 24.638 | — | 12 000 | — |
| 10. Tchéco-Slovaquie | 170.000 | — | 130.000 | — |
| 11. Angleterre | 5.116 | — | 3 000 (dern. données) | — |
| 12. Irlande | — | — | 50 | — |
| 13. Bulgarie (illégal) | 40.000 | — | — | — |
| 14. Yougo-Slavie (illégal) | — | — | — | — |
| 15. Roumanie | 2 000 | — | 2.500 | — |
| 16. Grèce | — | — | 2.200 | 450 |
| 17. Turquie | 300 | — | 600 | 350 |
| 18. Pologne (illégal) | 10.000 | — | 5.000 | — |
| 19. Finlande (illégal) | — | — | — | — |
| 20. Esthonie (illégal) | 2.800 | — | 3.250 | — |
| 21. Lettonie (illégal) | 1.500 | — | 1.000 | — |
| 22. Lithuanie (illégal) | — | — | — | — |
| 23. Suède | 12 143 | — | 12.000 | — |
| 24. Norvège | 48.000 (avant la scission) | — | 16.000 (P. C.) | — |
| 25. Danemark | 1 200 | — | 700 | — |
| 26. Hollande | 2.500 | — | 1.700 | — |
| 27. Belgique | 517 | — | 590 | — |
| 28. Suisse | 5 200 | — | 4.000 | — |
| 29. Autriche | 16.000 | — | — | |
| 30. Hongrie | — | — | — | — |
| 31. Islande | 450 | — | 450 | — |
| 32. Espagne | 55.000 | — | 5.000 | — |
| 33. Portugal | 1.700 | — | 700 | — |



| NOM DU PARTI | IVme CONGRÈS | | Vme CONGRÈS | |
|---|---|---|---|---|
| | Membres | Stagiaires | Membres | Stagiaires |
| 34. Etats-Unis (P. C.) | 8.000 | — | dissout | — |
| » » (Workers Party sympathisant) | 12.000 | — | 27.000 | — |
| 35. Canada | 4.810 | — | 4.000 | — |
| 36. Australie | 500 | — | 250 | — |
| 37. Afrique du Sud | 200 | — | 400 | — |
| 38. Mexique | 1.500 | — | 1 000 | — |
| 39. Argentine | 3.500 | — | 3.500 | — |
| 40. Chili | 2.000 | — | 2.000 | — |
| 41. Uruguay | 1.000 | — | 600 | — |
| 42. Brésil (maintenant illégal, ce Parti doit être admis à l'I. C. par le Ve Congrès) | 500 | — | 350 | — |
| 43. Japon (illégal) | — | — | — | — |
| 44. Chine | — | — | 800 | — |
| 45. Java | — | — | 2.000 | — |
| 46. Indes | — | — | — | — |
| 47. Corée (illégal) | — | — | — | — |
| 48. Perse | 1.000 | — | 600 | — |
| 49. Mongolie (Parti sympathisant) | — | — | 4.000 | — |
| 50. Egypte | — | — | 700 | — |
| 51. Palestine | — | — | 100 | — |
| 52. I. C. J. | 760.000 | — | 850.000 | — |
| 53. Amérique Centrale (non encore admis.) | — | — | 50 | — |

### Répartition des Mandats

| NOM DU PARTI | Voix délibératives | Voix consultatives | Délégués de l'I. S. R. avec voix consultative | Chiffre de mandats fixé par le IIIe Congrès | Mandats fixés par le Ve Congrès (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 1. Autriche | 3 | — | 3 | 20 | — |
| 2. Azerbeïdjan | 2 | 2 | — | 10 | — |
| 3. Etats-Unis (sympathisant) | — | 9 | 1 | 30 | — |
| 4. Angleterre | 10 | — | — | 30 | — |
| 5. Argentine | 1 | — | — | 5 | — |
| 6. Arménie | 1 | 1 | — | 5 | — |
| 7. Russie blanche | 2 | — | — | — | 5 |
| 8. Belgique | 1 | — | — | 20 | — |
| 9. Bulgarie | 3 | 1 | 1 | 30 | — |
| 10. Brésil | 1 | — | — | — | 5 |
| 11. Allemagne | 40 | — | 16 | 40 | — |
| 12. Hollande | 2 | 1 | — | 20 | — |

(1) Les chiffres indiqués dans la cinquième colonne indiquent le nombre de mandats accordés au Ve Congrès aux Partis n'ayant pas eu de voix délibérative aux Congrès précédents ou n'y ayant pas participé.

| NOM DU PARTI | Voix délibératives | Voix consultatives | Délégués de l'I. S. R. avec voix consultative | Chiffre de mandats fixé par le III[e] Congrès | Mandats fixés par le V[e] Congrès (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 13. Grèce | 2 | 1 | — | — | 5 |
| 14. Géorgie | 2 | 2 | 2 | 10 | — |
| 15. Danemark | 2 | — | — | 10 | — |
| 16. Egypte | 1 | — | — | — | 5 |
| 17. I. C. J. | 15 | 9 | — | 40 | — |
| 18. Indes | 2 | — | — | — | 10 |
| 19. Espagne | 3 | 1 | — | 20 | — |
| 20. Italie | 18 | — | 7 | 40 | — |
| 21. Canada | 2 | — | — | — | 10 |
| 22. Chine | 2 | 2 | — | — | 10 |
| 23. Lettonie | 2 | — | — | 20 | — |
| 24. Lithuanie | 2 | — | 2 | 10 | — |
| 25. Mexique | 1 | — | — | 5 | — |
| 26. Norvège | 8 | — | — | 30 | — |
| 27. Perse | 2 | — | — | 10 | — |
| 28. Pologne | 14 | 3 | 1 | 30 | — |
| 29. Portugal | 1 | — | — | — | 5 |
| 30. Russie | 108 | 1 | 26 | 40 | — |
| 31. Roumanie | 4 | 2 | — | 20 | — |
| 32. Ukraine | 9 | 1 | — | 30 | — |
| 33. Finlande | 6 | 2 | — | 20 | — |
| 34. France | 22 | 3 | 6 | 40 | — |
| 35. Tchéco-Slovaquie | 20 | — | 3 | 40 | — |
| 36. Suisse | 3 | — | — | 20 | — |
| 37. Suède | 7 | — | — | — | 20 |
| 38. Yougo-Slavie | 5 | — | 1 | 30 | — |
| 39. Java | 2 | — | — | — | 10 |
| 40. Japon | 1 | 1 | 2 | — | 20 |
| 41. Esthonie | 2 | 1 | — | 10 | — |
| 42. Turquie | 2 | 1 | — | 10 | — |

**Pays n'ayant que voix consultative**

| NOM DU PARTI | Voix consultatives | Chiffre de mandats fixé par le III[e] Congrès |
|---|---|---|
| 1. Australie | 1 | 5 |
| 2. Hongrie | 2 | 20 |
| 3. Indonésie | 1 | — |
| 4. Irlande | 1 | — |
| 5. Islande | 1 | 5 |
| 6. Italie (terzini) | 5 | — |
| 7. Corée | 1 | — |
| 8. Mongolie | 1 | — |
| 9. Khoresm | 1 | — |
| | 15 | — |

(1) Les chiffres indiqués dans la cinquième colonne indiquent le nombre de mandats accordés au V[e] Congrès aux Partis n'ayant pas eu de voix délibérative aux Congrès précédents ou n'y ayant pas participé.



**Organisations ayant voix consultative**

| | |
|---|---|
| 1. La C.G.T. russe | 4 |
| 2. La C.E de l'I.C. (membres ne faisant pas partie des délégations) | 4 |
| 3. Secrétariat Féminin | 1 |
| 4. Conseil International Paysan | 2 |
| 5. Secours Ouvrier International | 1 |
| 6. Secours Rouge | 2 |
| 7. Bureau de l'I.S R | 7 |
| 8 Internationale Rouge des Sports | 1 |
| 9. Commission Centrale de Contrôle du P.C.R | 8 |
| | 30 |

**Renseignements sur les Délégués**

Ont été examinées 249 formules d'enquête englobant 36 pays, non compris les Républiques de l'U. R. S. S. :

177 formules ont été remplies par les délégués à voix délibérative, et 72 par les délégués à voix consultative.

(Les données indiquées n'expriment pas exactement la composition du V[e] Congrès, vu l'inexactitude des réponses données dans quelques enquêtes).

*Sexe*

| | Hommes | Femmes |
|---|---|---|
| Voix délibératives | 168 | 9 |
| Voix consultatives | 68 | 4 |

Poucentage des femmes déléguées : 7,34 %.

*Age*

| | Nombre de délégués |
|---|---|
| Moins de 25 ans | 21 |
| De 25 à 35 ans | 110 |
| De 35 à 45 ans | 88 |
| Au-dessus de 45 ans | 28 |

*Condition*

| | Voix délibératives | Voix consultatives |
|---|---|---|
| Ouvriers | 84 | 34 |
| Intellectuels | 60 | 24 |
| Employés | 33 | 4 |
| % d'ouvriers | 47,51 | 50,75 |
| % global d'ouvriers | 48,01 | |

(Les délégués de l'U.R.S.S. ne sont pas comptés dans la détermination du %.)

*Fonctions des délégués dans le Parti*

| | Voix délibératives | Voix consultatives |
|---|---|---|
| Membres et suppléants des Comités Centraux, membres des Présidiums de Fédérations (Balkaniques, etc.) | 83 | 8 |
| Membres des C. C. des J. C. | 6 | 4 |

| | Voix délibératives | Voix consultatives |
|---|---|---|
| Membres des Comités régionaux | 31 | 10 |
| Fonctionnaires responsables, instructeurs, organisateurs | 29 | 11 |
| Rédacteurs des journaux communistes | 5 | — |
| Militantes | 2 | 1 |

*Fonctions des délégués dans les syndicats*

| | | |
|---|---|---|
| Membres des organes dirigeants centraux. | 9 | 10 |
| Membres des organes dirigeants des unions régionales | 5 | — |
| Membres des Comités Centraux des Fédérations de métiers | 7 | 2 |
| Fonctionnaires syndicaux | 7 | 7 |

*Instruction*

| | | |
|---|---|---|
| Primaire | 89 | 32 |
| Moyenne | 52 | 23 |
| Supérieure | 38 | 11 |

*Temps de participation au mouvement*

| ANNÉES | POLITIQUE | | SYNDICAL | | ANNÉE | POLITIQUE | | SYNDICAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Voix délibératives | Voix consultatives | Voix delibératives | Voix consultatives | | Voix délibératives | Voix consultatives | Voix délibératives | Voix consultatives |
| 1885 | 1 | — | — | — | 1908 | 9 | 2 | 9 | 3 |
| 1887 | — | 1 | — | 1 | 1909 | 8 | 4 | 3 | 6 |
| 1888 | 1 | 1 | — | 1 | 1910 | 11 | 3 | 12 | 4 |
| 1889 | — | 1 | — | 1 | 1911 | 7 | — | 4 | 3 |
| 1890 | 1 | 2 | 1 | — | 1912 | 16 | 5 | 4 | 7 |
| 1896 | 2 | — | — | — | 1913 | 15 | 3 | 4 | — |
| 1897 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1914 | 6 | 2 | 5 | 3 |
| 1898 | 2 | 2 | 1 | — | 1915 | 4 | 1 | 4 | — |
| 1899 | 2 | — | 1 | 2 | 1916 | 9 | 2 | 4 | 1 |
| 1900 | 3 | 1 | 2 | 1 | 1917 | 9 | 1 | 5 | 1 |
| 1901 | 1 | 1 | — | — | 1918 | 12 | 6 | 7 | — |
| 1902 | 6 | 1 | 3 | 2 | 1919 | 11 | 6 | 10 | 4 |
| 1903 | 4 | 1 | 2 | — | 1920 | 12 | 3 | 8 | 2 |
| 1904 | 8 | 1 | 5 | 1 | 1921 | 10 | 3 | 6 | — |
| 1905 | 6 | 3 | 4 | 4 | 1922 | — | — | 3 | 1 |
| 1906 | 12 | 3 | 5 | 2 | 1923 | — | — | 4 | 1 |
| 1907 | 2 | 3 | 7 | — | 1924 | — | — | 1 | — |

Après la lecture du compte rendu de la Commission des Mandats, on met aux voix la proposition suivante, qui est adoptée à l'unanimité :

« Le 5e Congrès charge le C. E. de l'I. P. d'opérer une nouvelle répartition des voix parmi les différents pays et de la présenter à la ratification du 6e Congrès. »

# TRENTE ET UNIÈME SÉANCE

*dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(8 Juillet 1924)

*Président :* KOLAROV.

*Orateurs :* MANOUILSKY, PEPPER, BOUKHARINE, THAELMANN, BORDIGA, ERCOLI, RUTH FISCHER, KOLAROV, STANISLANSKI, GESCHKE, TSKHAKAIA, PIESTKHOWSKI, STEWART, VASSILIEV, ZINOVIEV.

## La question nationale

MANOUILSKY. — La Commission Nationale et Coloniale présente seulement une résolution sur l'Europe centrale, les autres questions devant être résolues par l'Exécutif élargi.

Plusieurs déviations ont été constatées par la Commission. Roy, comme au IIe Congrès, exagère le mouvement social dans les colonies au détriment du mouvement national. Il prétend que l'année 1922 aurait été caractérisée par la décomposition du mouvement national. Nous avons cependant assisté au succès de ce mouvement en Turquie et en Egypte.

Admettons que dans les Indes la lutte de classes soit relativement développée. Ce serait manquer du sens des réalités de généraliser ce fait à tous les pays coloniaux. En Tunisie et en Algérie, nous avons eu l'année dernière en tout et pour tout huit grèves, auxquelles ont pris part 800 ouvriers!

Roy prétend se désolidariser de l'erreur ancienne de Boukharine ne reconnaissant le droit d'auto-détermination qu'à la classe laborieuse et non aux nationalités. En réalité, il retombe dans une erreur analogue et même aggravée, puisqu'il s'agit de pays arriérés. Il reconnaît lui-même qu'en Afrique Centrale par exemple le mouvement national n'est même pas encore commencé. Dans ces conditions, comment prétendre que nous entrons dans une période pareille à celle des pays européens où existe la lutte de classes?

La vérité est qu'il faut chercher une juste proportion entre le mouvement social et le mouvement national. Le droit d'autodétermination ne peut-il pas venir en contradiction avec l'intérêt de la révolution? Si Roy avait posé le problème ainsi, on pourrait discuter avec lui.

Pour ne citer qu'un exemple, après la révolution d'octobre les Finlandais demandèrent leur séparation. La leur accorder c'était détacher de la révolution russe, pour le faire entrer dans un Etat bourgeois, tout un territoire peuplé de prolétaires.

Néanmoins, les bolchéviks ont été pour la séparation, parce que c'était un moyen d'agitation formidable contre la solution bourgeoise du problème national. Mais on ne peut pas donner de formules générales, il faut résoudre les cas concrets selon la situation.

Kreibich prétend que le Parti tchéco-slovaque ne doit pas permettre la séparation de la partie allemande de la Tchéco-Slovaquie, sous prétexte qu'il n'y a pas de mouvement séparatiste parmi ces Allemands. Même si le fait était exact, l'argument ne tient pas, car le bolchévisme a toujours soutenu le droit absolu des nations de disposer d'elles-mêmes. Il y a là une survivance de la social-démocratie.

Ce qui est plus grave, c'est que Kreibich est à gauche dans son parti sur la question nationale : le reste du Parti refuse à la Slovaquie même l'autonomie. Il reste donc là une grande part de nationalisme à combattre sans faiblesse. Nous dresserons contre nous toute l'opinion bourgeoise, mais il faut avoir le courage de l'affronter, c'est le seul moyen de forger un Parti Communiste.

De même Warsky, à la sous-commission polonaise, affirme qu'il n'y a nulle part, en Pologne, de majorité allemande compacte. Mais nous savons en Haute-Silésie des districts comme celui de Kattovitz où, sur 27.000 votants, 4.000 seulement se sont prononcés pour la Pologne! Les deux tiers de la population de Haute-Silésie se sont prononcés, malgré la dictature de l'Entente, pour l'Allemagne. Il faut que les camarades polonais posent comme il convient le problème de la Haute-Silésie, comme d'ailleurs celui de la Lithuanie. Ils ont reconnu le droit des populations blanc-russiennes et ukrainiennes de s'unir à la République soviétiste. Il faut qu'ils fassent encore un pas.

En ce qui concerne les questions litigieuses, je propose qu'une commission soit nommée comprenant : Boukharine, Manouilsky, Mac Manus, Pétrov, Treint, Roy, Kiazine, Katayama, Staline, Kasparova, Briquet, pour préparer les thèses définitives sur la question nationale.

## La situation économique mondiale

Pepper (Amérique). — La Commission a adopté les thèses Varga comme base, y a apporté des modifications importantes après discussion approfondie, et enfin a adopté le tout à l'unanimité.

Nous n'avons eu de divergences d'opinions que sur quatre questions. Premièrement, la délégation allemande voulait une caractéristique plus précise, plus claire de la situation allemande; mais nous avons constaté que les thèses étaient dans l'ensemble concrètes et justes.

La deuxième question était de savoir si nous pouvons ou non dire qu'il n'existe plus une économie mondiale homogène.



Après un long débat, nous avons conclu que cette affirmation est juste, mais nous avons rédigé le passage d'une façon plus précise : en même temps nous avons constaté la tendance contraire, tout à fait nouvelle, que représente la nouvelle offensive impérialiste de l'Amérique et de la Grande-Bretagne.

La troisième question importante était de savoir si les thèses exprimaient d'une façon suffisamment frappante les perspectives révolutionnaires. Toute la Commission a été d'avis qu'en plusieurs endroits nous devions nous exprimer un peu plus concrètement.

La dernière question que nous avons traitée est celle-ci : depuis le IIIe Congrès mondial, la situation s'est-elle aggravée ou est-elle restée la même? Nous avons constaté que la dissolution de l'économie capitaliste a fait des progrès importants dans beaucoup de pays.

Je puis dire que les thèses de Varga nous ont rendu de grands services en tant que fondement pour établir notre jugement sur la situation économique mondiale. Mais quelques camarades allemands ont également beaucoup contribué à formuler nos thèses d'une façon plus nette et plus claire et surtout à affirmer la perspective révolutionnaire.

*Les thèses de la Commission politique sur la situation économique mondiale sont adoptées à l'unanimité.*

## Le Programme

Boukharine. — Les travaux de la Commission du programme se présentent de la façon suivante : à la Commission proprement dite, dans la sous-commission spéciale et dans les petites commissions, nous avons adopté certains amendements. Dans l'ensemble, nous avons environ apporté une cinquantaine de modifications, d'ordre secondaire. La majorité des délégations sont d'accord sur le fond. Il ne reste qu'à réviser la forme. C'est pourquoi je vous propose d'adopter la résolution.

*La motion est adoptée à l'unanimité.*

## La Tactique

Thaelmann (Allemagne). — La commission politique a dû prendre position sur deux directives tactiques proposées d'un côté par le Parti russe et, de l'autre par Bordiga.

La sous-commission, qui avait résolu en principe de prendre le projet russe comme base, a constaté que les thèses présentées par Bordiga ne s'en écartent pas considérablement. Sur l'appréciation de la situation internationale, sur le problème du pouvoir, les conditions préalables de la création des partis communistes, le front unique, le mouvement ouvrier, les revendications partielles, la bolchévisation des partis et les tâches concrètes des principales sections de l'Internationale Communiste, il s'est établi une opinion commune et unanime. Si les

thèses de Bordiga et de la gauche italienne repoussent en principe le Gouvernement ouvrier et paysan, nous pouvons constater que sur des points comme le front unique, tous les membres sont d'accord.

Nous avons tenté d'améliorer le projet, de marquer un progrès sur les thèses tactiques du IVe Congrès. C'est ainsi que pour le front unique, nous avons donné une formule tout à fait claire : il a été établi que le Gouvernement ouvrier et paysan est un mot d'ordre d'agitation pour la dictature du prolétariat et que, quant au rôle des partis communistes dans la révolution, nous avons devant nous des tâches très importantes, bien que, dans divers pays, le rythme ne soit pas aussi rapide que nous aurions pu l'espérer.

Bordiga. — La gauche italienne, quoique n'étant pas d'accord, votera le projet Zinoviev parce qu'il marque un progrès sur les résolutions du IVe Congrès. Les réserves portent d'ailleurs uniquement sur certaines formules concernant le front unique, le gouvernement ouvrier et quelques questions secondaires. La condamnation des déviations d' « extrême-gauche » ne concerne nullement les oppositions réellement soutenues par la gauche italienne.

## La question italienne

Manouilsky. — La Commission italienne s'est mise d'accord à l'unanimité sur un programme d'action pour le Parti Communiste italien. Ce programme n'a pas été accepté par la gauche italienne.

L'Internationale doit faire un appel à la classe ouvrière pour lui démontrer la nécessité absolue de la fusion entre le Parti Communiste et la fraction terzinternationaliste du Parti maximaliste.

De même l'Internationale doit dénoncer le refus de la gauche d'entrer dans les organes directeurs du Parti Communiste. Ce troisième document sera élaboré et voté par l'Exécutif élargi. La tendance qui se dit de gauche est en réalité une tendance d'abstention dans l'action et doit être critiquée comme contraire aux intérêts de la révolution. La solution de la crise italienne, après la décision unanime de la Commission, dépendra principalement de l'attitude de la gauche.

J'espère que nous aboutirons non pas à une soumission formelle, mais à une discipline de cœur pour l'application des résolutions votées.

Ercoli. — Le centre du Parti Communiste italien est d'accord avec le programme politique élaboré par la Commission italienne. Il estime seulement que la conquête des masses socialistes devrait être menée non plus sur le terrain où s'est déroulée jusqu'ici l'action de l'Internationale, mais sur le terrain imposé par la crise politique qui se développe aujourd'hui. En outre, le centre demande que le Congrès vote explicitement sur



l'entrée des terzinternationalistes dans le Bureau politique du Parti.

## La question anglaise

Ruth Fischer (Allemagne) rapporte au nom de la Commission anglaise.

La Commission anglaise est arrivée à élaborer une résolution complète sur la tactique du Gouvernement ouvrier, et sur le rôle pratique du Labour Party. Nous espérons que cette résolution ne restera pas un chiffon de papier.

Nous sommes tous convaincus que le mouvement anglais est de la plus grande importance pour l'Internationale Communiste et nous espérons que l'attention qu'elle lui a consacrée contribuera à faire naître un mouvement réellement communiste révolutionnaire parmi les masses.

*La résolution de la Commission anglaise est adoptée à l'unanimité.*

## La question agraire

Kolarov. — La Commission agraire a adopté à l'unanimité la résolution élaborée.

Il convient seulement d'ajouter l'amendement suivant au paragraphe 5.

« Les partis communistes ont le devoir d'apporter une attention particulière à l'organisation des ouvriers agricoles. »

La Commission russe est arrivée également à l'acceptation unanime de la résolution proposée, sauf modifications de forme.

## La Tactique syndicale

Stanislawski (Pologne). — Au nom des délégations polonaise, américaine, russe et balkanique, je propose la résolution suivante :

Le Ve Congrès mondial de l'I. C. approuve les directives proposées par Lozovsky en ce qui regarde le mouvement syndical. La rédaction définitive en est confiée à une Commission se composant des camarades Lozovsky, Radetsky, Sémard, Dunne, Kohn, un camarade anglais, un camarade polonais, un camarade italien et un camarade des pays balkaniques, à désigner par leurs délégations.

Le Ve Congrès transmet le quatrième chapitre à l'Exécutif élargi, pour traiter à fond les questions liées au Congrès de Vienne de la Fédération Syndicale Internationale et donner les directives correspondantes.

Je présente encore la résolution suivante :

Le Ve Congrès mondial déclare que la position de Schumacher et autres dans la question syndicale et leur activité syndicale sont en contradiction avec ses décisions. Il condamne comme dangereuse pour la révolution, la tactique tendant à créer un mouvement d'exode hors des syndicats et préconisant la scission syndicale en Allemagne.

Le Ve Congrès mondial invite tous les ouvriers qui sont sortis

des syndicats à y rentrer et, en général, il invite tous les ouvriers à s'organiser syndicalement. Il souligne que les syndicats sont le point de rassemblement de tous les exploités où les communistes peuvent développer leur activité propagandiste et révolutionnaire. Abandonner les syndicats, c'est déserter la révolution et collaborer avec les ennemis du prolétariat.

*Le Congrès adopte les deux propositions.*

GESCHKE. — La délégation allemande déclare au sujet de la résolution syndicale (unité internationale) :

La délégation allemande pense que la date choisie pour les démarches proposées n'est pas utile en ce moment. Elle est d'avis qu'une large préparation dans les masses, qu'une réelle compréhension de cette question par les masses sont la condition du succès. Pourtant, elle consent à ce que la question soit transmise à l'Exécutif élargi, dans l'espoir qu'on réussira à tenir compte de son point de vue, de manière que la décision puisse être exécutée en conscience et non pas seulement par discipline.

La délégation allemande repousse énergiquement toute tentative de considérer cette déclaration comme un antagonisme de principe entre les conceptions des Partis russe et allemand dans la question syndicale et dans la question de l'unité. Elle luttera de toute son énergie pour un travail syndical vraiment communiste en Allemagne.

## Les Jeunesses Communistes

THAELMANN (rapporteur de la Commission des Jeunesses). — Le projet de la Commission des Jeunesses a tenu un compte particulier du travail actif des Jeunesses dans l'armée et dans les organisations militaires, des préparatifs pratiques aux tâches imposées par la guerre civile et du travail pour les cellules d'usines. Il s'est révélé spécialement que le Parti Communiste n'a pas encore su soutenir pratiquement dans les usines la campagne des Jeunesses pour l'antimilitarisme. C'est ce qu'il doit encore faire. En Suède, le Parti a attaqué l'organisation des jeunesses parce que celle-ci essayait de lui rappeler les décisions du Congrès mondial. En Tchéco-Slovaquie, ce fut de nouveau le Parti qui n'a pas compris que les cellules d'usines sont nécessaires pour la révolution prolétarienne. La Jeunesse, qui voulait faire du travail pour les cellules d'usines, a été abandonnée par les adultes. La Commission des Jeunesses exprime ici le souhait que les partis communistes s'intéressent davantage au travail pratique des Jeunesses pour la préparation de l'insurrection armée.

* *

*Les thèses sont adoptées à l'unanimité.*

*Sur la proposition du Présidium, le Congrès charge Boukharine et Thaelmann de saluer le IIIe Congrès de l'I. S. R. à sa séance d'ouverture.*

*
**

TSKHAKAIA. — Je proteste au nom des camarades géorgiens



contre les déclarations des menchéviks Jordania et Tchkheidzé. Les menchéviks géorgiens sont les agents des capitalistes de l'Entente, payés par les impérialistes pour faire campagne contre le pouvoir des Soviets. Les menchéviks non seulement ont fait obstacle au mouvement révolutionnaire en Géorgie pendant les sept dernières années, mais ils ont combattu toute la Révolution; ils se sont ensuite honteusement sauvés en emportant des valeurs et de grosses sommes qu'ils utilisent à présent pour organiser des comités antibolchévistes à l'étranger. L'Internationale Communiste et tous les camarades doivent adhérer à cette protestation.

PIESTKHOWSKI donne lecture du projet de résolution de la Commission du Secours Rouge.

*La résolution est adoptée à l'unanimité.*

BOUKHARINE (au nom de la Commission norvégienne). — Nous savons qu'après la scission du Parti norvégien, les grandes luttes se sont terminées par la banqueroute complète des tranmaëlistes. Parmi les adhérents de Tranmaël un fort courant veut retourner à l'Internationale Communiste. Il y a dans ce parti, en dehors des chefs, des éléments prolétariens assez sains qui trouveront la route de l'Internationale malgré la résistance de leurs chefs. L'orientation mi-social-démocrate mi-syndicaliste des chefs comme Tranmaël s'est démasquée pendant les grands conflits qu'a traversés le mouvement ouvrier norvégien. Notre Parti a acquis une grande autorité. Il est jeune, mais il a déjà été prouvé qu'il peut soutenir des batailles sérieuses. Nous devons utiliser la situation actuelle pour conquérir le reste des ouvriers norvégiens.

*La résolution proposée est adoptée à l'unanimité.*

*
**

STEWART (Angleterre). — Sous le gouvernement de Zagloul Pacha, en Egypte, au mois de mars de cette année, onze de nos camarades communistes ont été arrêtés, et ils sont en prison depuis cette date. Ils sont inculpés de toute une série de crimes contre le gouvernement d'Egypte. Je ne vous lirai qu'une seule phrase de l'inculpation :

« Ils ont demandé le renversement du royaume, base de la constitution, et son remplacement par une société communiste, en déclarant que les meilleurs résultats suivraient la réalisation de leurs intentions. Dans ce but, ils ont constitué un parti appelé : « Parti Communiste d'Egypte, section de l'Internationale Communiste », dont ils acceptaient les conditions. Le Parti agit selon les instructions de l'Internationale qui visent à la destitution du roi et à la confiscation de la propriété privée par la menace et par la violence. Ils mènent toute sorte de propagande parmi les ouvriers, les petits paysans, etc., commettant ainsi des crimes punissables selon la loi... »

Nous désirons que le Ve Congrès renforce la protestation du

Parti Communiste d'Egypte, mais nous désirons beaucoup plus : nous voulons que les sections de l'Internationale Communiste fassent de l'emprisonnement continu de nos camarades une question capitale et que dans tous les pays où c'est possible, ils fassent non seulement des pétitions, mais des démonstrations devant les consulats égyptiens.

Au nom du Présidium, je demande au Congrès de l'Internationale Communiste d'adopter cette résolution et d'entreprendre les démarches nécessaires pour qu'elle soit exécutée dans le monde entier.

*
**

VASSILIEV (Ukraine). — Je voudrais faire la déclaration suivante au nom du Parti Communiste de l'Ukraine Occidentale :

Si, dans les thèses sur la question nationale, nous avons employé le mot « autonomie », nous l'avons fait dans le même sens que ce mot a dans le texte définitif de la résolution et qu'il a eu dans le rapport fait par Manouilsky au nom de la Commission.

Si autonomie signifie négation de la direction de la Centrale polonaise, nous avons toujours été et nous sommes encore aujourd'hui contre une telle autonomie. Dans cette question, il n'y a pas eu divergence d'opinions entre nous et Manouilsky.

Notre ligne, dans la question d'organisation, est nettement fixée par les résolutions du IIe Congrès du Parti Communiste polonais et de la Ve Conférence du Parti Communiste d'Ukraine occidentale. Elle a été approuvée à l'unanimité par la Commission nationale et coloniale. Il est d'autant plus regrettable que Manouilsky ait présenté la situation d'une façon tout à fait erronée en disant que, dans la Commission, il y aurait eu conflit entre nous et lui.

Manouilsky accuse les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale et notre Parti, qui reflète leur état d'esprit, de vouloir l'union immédiate avec l'Ukraine soviétiste.

Nous pensons que ces efforts pour s'arracher aussitôt que possible à l'Etat capitaliste et adhérer à l'Union des Républiques Socialistes des Soviets sont louables. Nous sommes fiers de l'état d'esprit de nos masses ouvrières et paysannes et nous souhaitons à tous les Partis frères qu'il règne chez eux le même état d'esprit, car il assure la victoire de la révolution mondiale.

## Le nouvel Exécutif

Zinoviev est élu président de l'Exécutif à l'unanimité. (*Applaudissements prolongés*).

Le nouvel Exécutif est composé comme suit :

*Belgique :* Jacquemotte.
*Bulgarie :* Kolarov; suppl. : Dimitrov.
*Chine :* Shen-Dou-Siou.
*Allemagne :* Geschke, Schlecht, Rosenberg; suppl. : Robert, Ruth Fischer, Thaelmann.
*Angleterre :* Pollitt, Mac Manus; suppl. : Stewart, Gallacher.



*Finlande et pays limitrophes :* Kuusinen; suppl. : Mitzkevitch.
*France :* Sémard, Treint, Sellier; suppl. : Guy Jerram, S. Girault, Doriot.
*Hollande :* Wijnkoop.
*Indes :* Roy.
*Irlande :* suppl. : Larkin.
*Italie :* Bordiga, Ercoli; suppl. : Marco, Rienzi, Maffi.
*Japon :* Katayama.
*Java :* Samuel.
*Jeunesses :* Vouyovitch, Schüller, Chassegne.
*Yougo-Slavie :* Bochkovitch, Marinovitch; suppl. : Simitch.
*Amérique latine :* Pénelon.
*Norvège :* Schefflo; suppl. : Hasen.
*Autriche :* Fiala.
*Pologne :* Grzegorzewski; suppl. : Bogutski, Nedohytny.
*Roumanie :* Christoscu.
*Suède :* Höglund, Khilbum; suppl. : Samuelson.
*Espagne :* Perez, Solis.
*Tchéco-Slovaquie :* Neurath, Sméral, Mouna; suppl. : Vercik, Dobrovolny, Zapotocky.
*Ukraine :* Manouilsky, Frunze.
*U. R. S. S. :* Zinoviev, Boukharine, Staline, Kamenev, Rykov; suppl. : Sokolnikov, Trotsky, Lozovsky, Piatnitsky.
*Etats-Unis :* Deux camarades et suppl. : Dunne.
*Personnellement :* Clara Zetkin; suppl. : Bela Kun.
Siège de l'Exécutif : Moscou.

*
**

Après les élections, la parole est donnée à une série de délégués des ouvriers de Moscou, de Léningrad et autres villes, à des représentants des paysans de différentes régions de l'Union soviétique. Ils saluent le Congrès et remettent des drapeaux et cadeaux symboliques pour le prolétariat allemand, français, anglais, américain, hindou et italien.

## Discours de clôture de Zinoviev

ZINOVIEV. — Camarades, permettez-moi de vous soumettre une citation du président de la IIe Internationale. Il attire l'attention du lecteur sur une photographie représentant le Bureau de la IIe Internationale en 1914; on y trouve un président : le président Ebert; trois premiers ministres actuels ou anciens : Mac Donald (Angleterre), Stauning (Danemark) et Branting (Suède); et sept anciens membres de différents gouvernements : Guesde (France), Nemec (Tchéco-Slovaquie), Skaret (Autriche), Kautsky (Allemagne) — celui-là a été également ministre — Vandervelde, etc... Eh bien! l'Internationale Communiste se réjouit d'avoir de tout autres photos de ses congrès que celle dont parle Vandervelde. Il semble vraiment que le meilleur moyen

de devenir président ou ministre d'un gouvernement bourgeois soit de passer d'abord par l'école de la IIe Internationale.

Camarades, je pense qu'il ne faut pas sous-estimer l'élément sentimental dans nos Congrès. J'ai vu aujourd'hui dans la salle maints ouvriers russes, allemands et d'autres pays, qui probablement ont vécu bien des batailles, et qui n'ont pas pu voir ces scènes de fraternisation sans verser de larmes. Ces délégations d'une fabrique à l'autre, d'un quartier à l'autre et d'un centre du mouvement ouvrier à l'autre ne sont pas un hasard. De telles scènes de fraternisation avec de telles sensations sont tout simplement impossibles dans la IIe Internationale. C'est la IIIe Internationale telle que nous la connaissons, telle que nous l'avons désirée, telle que nous la voulons. Un des plus simples ouvriers — je crois que c'était même un ouvrier sans-parti — a dit aujourd'hui — malheureusement il a parlé russe et tous ne l'ont pas compris : « Faites comme Lénine a fait; il a soudé le Parti bolchévik de sorte qu'il est aujourd'hui un bloc ferme et solide. »

C'était un métallurgiste qui parlait, et il a, comme c'est l'habitude des ouvriers, fait une comparaison avec son travail pour illustrer sa pensée. Il dit : « Il y a chez nous, métallurgistes, des soudeurs à chaud et des soudeurs à froid. Eh bien, Lénine nous a appris à souder à chaud, et l'Internationale Communiste doit souder de même son édifice et son organisation. »

A ce Congrès, malgré les manques et les défauts qui sont à constater chez nous tous, nous avions le désir de souder à chaud. Et je pense que nous avons soudé notre Internationale à chaud, comme Lénine nous l'a appris, et comme les besoins de la classe ouvrière l'exigent. Et c'est, à mon avis, l'essentiel. Ce n'est pas un grand malheur si nous faisons telle ou telle erreur, nous la corrigerons. L'expérience du mouvement ouvrier international nous aidera à effectuer la correction. Ce qui importe, c'est que notre Internationale ne soit pas ce que Max Adler a dit de la IIe Internationale, à savoir qu'elle manque d'âme, c'est que nous soudions à chaud, que ce que nous faisons vienne de l'âme que nous parlions vraiment de l'âme de la classe ouvrière combattante, telle qu'elle est, avec ses côtés faibles et ses côtés forts. C'est ce qui est le plus important. Voilà ce que, sincèrement et honnêtement, nous tous avons voulu et accompli en commun.

Un autre camarade, un ouvrier sans-parti, a exprimé l'état d'esprit de la classe ouvrière russe par deux mots. « Nous autres, ouvriers russes, dit-il, nous nous sommes trouvés autrefois dans une situation très difficile, nous avons dû combattre avec un mauvais revolver contre des pièces d'artillerie lourdes dans les situations les plus difficiles, et nous suivons à présent avec la plus grande attention la classe ouvrière internationale engagée dans la lutte. Dès que nous voyons que vous avez le dessus pour un moment, nous sommes soulagés. Mais si nous voyons que la bourgeoisie a le dessus, l'ouvrier russe baisse pour un moment



la tête, mais nous sommes fermement convaincus que la victoire finale sera quand même à vous et à nous. »

Peut-on exprimer plus simplement, plus modestement, et plus brièvement les véritables sentiments de solidarité internationale dont la classe ouvrière russe et la meilleure partie de la classe ouvrière du monde entier sont inspirés? Peut-on exprimer ces sentiments mieux que ne l'a fait cet ouvrier sans parti? Tous ces moments inoubliables de notre Congrès sont partie intégrante de notre travail, non moins importante que les thèses, car les thèses sont lettre morte si l'âme leur manque, si nous ne soudons pas à chaud, si les étincelles du léninisme, comme a dit ici un autre ouvrier, n'éclatent pas réellement parmi nous, incendiant tout ce qu'il y a de bon, de sincère et de révolutionnaire dans la classe ouvrière internationale.

Quel est le résultat de notre Congrès? Je pense que le plus important, c'est que nous nous sommes retrouvés après dix-huit mois de la pire réaction. Nous l'avons tous senti : Nos forces ne sont pas brisées, elles se sont accrûes.

Deuxièmement : Notre travail a été un travail de nettoiement de notre tactique, surtout de déblayement de la tactique du front unique, de nettoyage des déviations opportunistes. C'est un facteur très important. La tactique, c'est notre arme, et cette arme doit être propre, pour la victoire.

Le troisième résultat, c'est l'orientation de l'Internationale Communiste à l'égard de la phase du soi-disant *pacifisme démocratique*. Nous devions nous rendre compte de la situation internationale pour ne pas nous promener en aveugles sur le champ de bataille, pour que notre direction, la tête, le cerveau de la classe ouvrière, puisse accomplir sa mission historique.

Le quatrième résultat, résultat essentiel, c'est la *bolchévisation* du Parti. Voilà le grand mot d'ordre du Ve Congrès mondial. Ce mot d'ordre doit être celui de toute une série de mois, peut-être d'années. La bonne volonté est là. Nous tous voulons créer des partis réellement bolchévistes. Mais les difficultés sont souvent grandes. La tradition du mouvement ouvrier dans les différents pays est différente. L'opportunisme est encore profondément enraciné dans notre mouvement. Il y a des restes d'idéologie bourgeoise dans nos rangs. Nous vivons, nous respirons dans la société bourgeoise, et elle nous empoisonne.

La cinquième caractéristique est la confirmation du mot d'ordre : « *Allez aux masses!* » C'est une chose apparemment toute simple, elle a l'air d'être assez élémentaire, mais elle est le plus important de tous les mots d'ordre précédents. Au mot d'ordre « Allez aux masses! » nous ajoutons : « Allez aux masses par la bolchévisation du Parti ».

Nous devons expliquer ce mot d'ordre à tous les ouvriers du monde. La statistique a montré que 44 % des délégués de ce congrès sont de simples ouvriers. Un congrès international est l'élite des partis communistes, et si nous y avons 44 % d'ouvriers (sans la délégation russe, qui élèverait encore ce chiffre),

ce n'est pas encore assez, mais cela montre tout de même la figure politique de l'Internationale Communiste. Nous devons forger de nouveaux leaders de la masse. Personne ne pourra conduire la classe ouvrière internationale à la victoire que la classe elle-même. Que l'élite des ouvriers des usines soit appelée à la direction avec toutes ses faiblesses, pour un temps même avec des préjugés, mais avec le poing de fer des véritables prolétaires, fils de la seule classe qui ait la mission historique de triompher de la bourgeoisie!

Nous continuerons dans cette voie. Nous exigerons qu'à la tête de tous les partis communistes il y ait autant d'ouvriers que possible, qu'un vent vraiment frais souffle sur les organisations centrales de nos partis. Nous nous accroissons par des voies différentes : par l'organisation des jeunesses, comme nous l'avons déjà dit à ce congrès, par l'Internationale Syndicale, par l'Internationale Paysanne, qui n'est pas une organisation purement communiste, mais qui rallie tout ce qui est révolutionnaire dans la paysannerie.

On voit déjà concrètement la voie dans laquelle nous réunirons toutes nos forces pour asséner à la bourgeoisie le coup décisif. Nous nous accroîtrons par l'organisation des Jeunes, par l'Internationale Syndicale, par les partis du Proche et de l'Extrême-Orient, par les groupes nationaux qui sont encore numériquement faibles, mais qui sont pour nous d'une grande importance, et par l'Internationale Paysanne. Voilà les canaux qui convergent tous dans le grand fleuve de la révolution prolétarienne victorieuse.

Je terminerai en vous rappelant encore une fois la semaine de propagande du 10e anniversaire de la guerre. Nous voulons être léninistes. Ce que Lénine nous a enseigné au sujet de la guerre est une partie très importante du léninisme. Je ne vous expliquerai pas ici cette doctrine, mais vous savez qu'elle est devenue un courant international.

Il faut maintenant saisir la première occasion pour montrer que nous voulons devenir un parti léniniste international. Nous pourrons apprécier maintenant les véritables succès de nos partis en voyant ce qu'ils feront pendant la semaine de démonstration contre la guerre, semaine de haine contre la bourgeoisie et la direction contre-révolutionnaire des partis social-démocrates. Tous ceux qui rentreront maintenant chez eux doivent faire tous leurs efforts pour que ces démonstrations soient vraiment internationales, pour qu'elles deviennent une seule grande démonstration de l'Internationale Communiste. (*Applaudissements*).

---

# Compte Rendu Sommaire des Séances de l'Exécutif élargi

(12 Juin et 12-13 Juillet 1924)

*Conformément aux statuts, l'Exécutif élargi s'est réuni avant et après le congrès mondial, dans la salle Saint-André du Kremlin.*

*La session d'avant le congrès n'a comporté qu'une séance, la session d'après le congrès, deux séances.*

# PREMIÈRE SÉANCE

## (12 Juin 1924)

La séance est ouverte à 21 heures, dans la salle Saint-André, drapée de noir en souvenir de Lénine. Sur la proposition de NEURATH, l'ancien présidium dirige le débat.

Il y a en tout 73 délégués (tous les délégués n'étant pas encore arrivés); 24 représentent l'Exécutif, 49 représentent 31 sections.

L'assemblée adopte d'abord l'ordre du jour qui lui est présenté par son présidium.

Puis, au nom de la délégation française (Treint, Marrane, Tommasi; Chasseigne étant absent), MARRANE lit la déclaration suivante :

La délégation française déclare que Souvarine ne représente nullement l'opinion du Parti français, qui s'est affirmé presque unanimement, lors du récent Conseil National, sur les thèses précédamment adoptées par le Comité Directeur.

Souvarine siège à l'Exécutif Elargi uniquement en qualité de membre du Présidium qui fut désigné par le IVe Congrès mondial.

Souvarine a commis, depuis quelques semaines, des actes répétés d'indiscipline contre son Parti et contre l'Internationale.

Il a refusé de suivre, dans le *Bulletin Communiste* qu'il dirigeait, la ligne politique déterminée par le Comité Directeur du Parti.

Relevé de son poste après plusieurs rappels à l'ordre, il a lancé aux abonnés du *Bulletin Communiste* une circulaire dans laquelle il cherchait à discréditer la direction du Parti pour fonder de sa propre initiative une revue politique.

Il a refusé de transmettre à son successeur les matériaux nécessaires au bon fonctionnement du *Bulletin Communiste* et du service des éditions.

Il a déclaré dans une réunion de la Seine « qu'il y a quelque chose de pourri dans le Parti et dans l'Internationale et qu'il y faudra porter le fer rouge ».

Dans ces conditions et en attendant que le Ve Congrès mondial statue sur le cas Souvarine, la délégation française propose à l'Exécutif Elargi de décider que Souvarine, ne représentant en rien l'opinion de son Parti et ayant brisé à maintes reprises la discipline du Parti français et de l'Internationale, ne participera aux débats de l'Exécutif Elargi qu'avec voix consultative.

La délégation française ajoute que si la Direction du Parti s'est bornée jusqu'ici à prendre contre Souvarine des sanctions bénignes par rapport aux fautes qu'il a commises, c'est uniquement par déférence pour les instances internationales, Exécutif et Congrès, dont relève Souvarine en tant que membre du Présidium.

Passant outre à la volonté du Parti et foulant aux pieds la discipline, il a édité de son propre chef la brochure *Le Cours Nouveau*.

Il a fait précéder cette publication d'une préface tendancieuse et susceptible de disqualifier la Direction actuelle aux yeux des membres du Parti.

SOUVARINE. — Pris à l'improviste, je demande qu'on m'accorde au moins une demi-heure pour réfuter ces accusations mensongères.

RADEK. — La proposition contredit formellement les statuts.

TREINT. — Je nie que la déclaration soit mensongère. Les mesures prises contre Souvarine ont été adoptées par la presque unanimité du Conseil National.

ZINOVIEV. — La proposition d'enlever à Souvarine sa voix délibérative est contraire aux statuts. Mais le présidium est d'avis que le cas de Souvarine (infraction à la discipline) soit examiné par une commission.

REMMELÉ. — Je suis contre l'avis de Zinoviev. Le Parti français a le droit de rappeler son représentant à l'Exécutif.

RADEK. — Remmelé connaît mieux le règlement du Reichstag que les statuts de l'Internationale. Les membres de l'Exécutif, élus par le congrès mondial, ne représentent pas leur propre parti. Le Parti français ne peut retirer à Souvarine sa voix délibérative. Mais la question a un côté politique. Le congrès commencera-t-il par la diffamation d'un camarade? Souvarine a commis incontestablement des actes d'indiscipline sur lesquels le Parti français et l'Exécutif se sont déjà prononcés. On ne peut condamner deux fois pour les mêmes fautes.

BOUKHARINE. — Si on propose une commission, nous accepterons cette procédure. Mais on ne peut retirer à Souvarine sa voix délibérative. L'Exécutif, corps élu par le congrès, ne représente pas des partis. Accepter la proposition française serait faire un pas en arrière.

SOUVARINE. — On me reproche des actes d'indiscipline et on exige que l'Exécutif élargi prenne des mesures comme jamais il n'en a encore pris. Il y a diverses sortes d'infractions à la discipline. Ce qui importe n'est pas l'infraction, mais son motif. Je mets en garde contre cette atmosphère de pogrom qu'on crée contre des camarades.

Il s'agit moins de mon indiscipline que d'obtenir l'unanimité; celle-ci est devenue à la mode dans l'Internationale. Je ne veux pas détruire cette harmonie. Il est difficile d'exprimer ses opinions sans être aussitôt suspect. Je donnerai, en ce qui concerne les griefs portés contre moi, toutes les informations utiles à l'Internationale.

ZINOVIEV. — Souvarine, qui a toujours été le plus grand ennemi de lui-même, a profité singulièrement de l'occasion qui lui était donnée de faire une déclaration politique. Nous ne lui en voulons pas de quelques mots violents, mais plusieurs de ses paroles ont une allure anticommuniste. Des gens qui ont politiquement mal tourné en ont prononcé de pareilles. Est-ce si mal que l'unanimité règne dans un parti? Afin de clore la discussion, je propose que le secrétariat forme une commission sur le cas Souvarine, qui conservera, par ailleurs, sa voix délibérative.



La délégation française accepte la manière de voir de Zinoviev.

NEURATH lit et fait accepter le projet d'ordre du jour du V[e] Congrès (1).

Le présidium de V[e] Congrès sera composé des camarades :

ZINOVIEV (président), CLARA ZETKIN (à titre personnel), BOUKHARINE, STALINE, TROTSKY (Russie), THAELMANN, GELSCHKE (Allemagne), SELLIER, TREINT (France), BORDIGA (Italie), SMERAL, MOUNA (Tchéco-Slovaquie), SCHEFFLO (Scandinavie), KOLAROV (Balkans), KRAJEVSKI (Pologne), KATAYAMA (Japon), ROY (Indes), STEWART (Angleterre), DUNNE (Amérique).

Au secrétariat sont nommés les camarades PIATNITSKY, MAC MANUS, NEURATH, DORIOT, STIRNER.

On nomme ensuite :

*la Commission des mandats* (v. plus haut, p. 18);

*la Commission de rédaction* (KUUSINEN, président);

*la Commission politique* (ZINOVIEV, président, NEURATH, secrétaire);

*la Commission d'organisation* (EBERLEIN, président, PIATNITSKY, secrétaire);

*la Commission du programme* (BOUKHARINE, président, THALHEIMER, secrétaire); DUNOIS, SOUVARINE et trois camarades non désignés y représenteront la France;

*la Commission syndicale* (LOSOVSKY, président, HECKERT, secrétaire);

*la Commission nationale-coloniale* (MANOUILSKY, président, KREIBICH, secrétaire);

*la Commission paysanne* (KOLAROV, président) (1);

*la Commission féminine* (ZETKIN, présidente, STASSOVA, secrétaire);

*la Commission des Jeunes* (RIENJI, président, SCHULLER, secrétaire);

*les Commissions italienne* (MANOUILSKY, président, HUMBERT-DROZ, secrétaire);

*russe* (KOLAROV, président, TREINT, secrétaire);

*anglaise* (KUUSINEN, président, RAKOSI, secrétaire);

*polonaise* (STALINE, président, avec MOLOTOV, comme adjoint; MITSKÉVITCH-KAPSUKAS, secrétaire);

*bulgare* (SMERAL, président, MILIOUTINE, secrétaire);

*japonaise* (MAC MANUS, président, PETROV, secrétaire);

*la Commission de propagande* (BÉLA KUN, président, HEINZ NEUMANN, secrétaire technique);

*les Commission allemande* (à nommer ultérieurement);

*scandinave* (TREINT, président, SCHULLER, secrétaire);

*autrichienne* (à nommer).

Une commission composée de FÉLIX KOHN, STRASSER, SMERAL, ZETKIN, MANOUILSKY, BENNET, est chargée de rédiger

(1) Voir plus haut, p. 17.

(1) Renaud Jean, nommé secrétaire, n'est pas venu au Congrès.

des manifestes : à l'armée rouge, contre la terreur blanche, contre la répression aux colonies, en l'honneur des « recrues de Lénine ».

L'Exécutif élargi décide enfin d'organiser une semaine internationale contre la guerre (et contre la complicité de la social-démocratie dans la guerre), qui aura lieu du 27 juillet au 4 août.

**A la mémoire des Martyrs**

Le télégramme suivant a été expédié au Comité central du P. C. allemand :

Au nom du V^e^ Congrès, je vous prie de déposer des couronnes sur les tombes des regrettés Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, le 15 juin, à l'inauguration de leurs monuments. — ZINOVIEV.

---

# DEUXIÈME SÉANCE

## (12 Juillet 1924)

ZINOVIEV ouvre la séance. Sur sa proposition, le Bureau du Congrès est chargé de prendre la présidence de l'Exécutif.

### La Question italienne

MANOUILSKY fait le rapport de la commission. La commission a pris comme base de son travail le programme d'action voté par le Congrès. Les propositions concernant la fusion ont été adoptées à l'unanimité par la commission et par la délégation italienne; naturellement, les camarades de la gauche ont fait quelques réserves. Les propositions relatives à la composition des organes dirigeants constituent une intervention sérieuse dans la vie intérieure du Parti. Mais il a fallu s'y résoudre, parce que toutes les fractions du Parti ont demandé, dans la commission, une solution détaillée de cette question. La commission avait à se prononcer sur la démission des quatre camarades de la gauche appartenant au Comité central. D'après nos statuts et d'après les décisions des congrès mondiaux, ces démissions sont absolument inadmissibles. Mais comme les camarades de la gauche ont déclaré qu'ils collaboreraient d'une façon disciplinée à l'exécution des décisions du Congrès, la commission a cru pouvoir s'abstenir d'une application sévère des statuts. Elle a pris acte des démissions, ou pour mieux dire, aucun membre de la gauche n'a été mis sur la liste du nouveau Comité central. Celui-ci se composera de neuf membres du centre, de quatre membres de la soi-disant droite et de quatre terzinternationalistes. Ce n'est pas une solution idéale, mais vu l'attitude de la gauche, il faut l'accepter. Le Présidium sera chargé d'élaborer la lettre qui doit être adressée au Parti, et il rédigera également un appel aux travailleurs italiens à l'occasion de la fusion.

La solution de la crise italienne dépendra en premier lieu de l'attitude de la gauche. Vous avez entendu la déclaration du camarade Bordiga au Congrès. Je pense que c'était une déclaration loyale. Nous espérons que la gauche exécutera loyalement les décisions de la commission et de l'Exécutif élargi. Toutes les propositions ont été adoptées avec le consentement de la délégation italienne. Il est nécessaire que toutes les fractions de celle-ci s'engagent ici à soutenir toutes les décisions de la commission adoptées par l'Exécutif élargi, au Congrès prochain du Parti.

BORDIGA. — Entre la gauche et le Parti d'une part, les autres fractions du Parti et l'Internationale d'autre part, il y a encore

certaines divergences. Aussi la résolution présentée par Manouilsky apparaît-elle comme la plus acceptable. Nous l'acceptons donc avec toutes ses conséquences, non seulement par discipline et parce que nous y sommes forcés, mais parce que nous l'avons demandée nous-mêmes. Nous pensons que le mieux est d'exclure la gauche de la direction du Parti afin de parer aux dissensions et de rendre possible une collaboration active de tous les groupes sous la direction de l'Internationale.

Je répète que nous ne nous soumettrons pas seulement par discipline aux décisions prises, mais que nous participerons activement à leur exécution et que nous ferons tout pour que chaque camarade appartenant à notre tendance observe la même attitude loyale.

Rienzi. — Je demande au rapporteur si les propositions se rapportent au Comité central à élire au prochain Congrès ou seulement au Comité central en fonction jusqu'au Congrès. Notre groupe se placera sans réserve sur le terrain proposé, qui correspond absolument à l'attitude observée par lui jusqu'à présent.

Ercoli. — Le centre accepte la résolution et fera le nécessaire pour l'exécuter complètement.

Manouilsky. — Les propositions concernant le Comité central ont trait à celui qui préparera le Congrès. La composition du Comité central futur sera probablement réglée dans les mêmes proportions, mais naturellement le Parti résoudra cette question d'accord avec l'I. C.

*Les propositions de la commission sont adoptées.*

## Questions diverses

Mac Manus. — La commission japonaise s'est trouvée empêchée de travailler par suite de différents incidents que nous devons proposer de transmettre la question japonaise au Présidium.

*La proposition est adoptée.*

## Sur la question autrichienne

*La résolution sur la question autrichienne présenté par* Kuntz (Allemagne) *est adoptée après une courte discussion.*

Smeral *présente la résolution élaborée par la commission sur la question bulgare. Elle est adoptée à l'unanimité.*

## La Question polonaise

Mitskiévitch. — La commission polonaise a constaté que le Comité central du Parti Communiste polonais a soutenu, en la personne de ses chefs, les camarades Warsky, Kostchewa et Waletsky, diverses déviations de droite. Elle a constaté ces déviations non seulement en ce qui concerne la discussion dans le P. C. russe et au sujet du P. C. allemand, mais aussi dans le



travail intérieur du Parti polonais. Le Comité central polonais n'a pas été capable de tirer profit du mouvement révolutionnaire existant indubitablement en Pologne et de déployer l'initiative révolutionnaire nécessaire. D'autre part, il a exclu du travail et systématiquement brimé l'opposition qui représentait effectivement les conceptions de l'Internationale Communiste.

Pour ces raisons, la commission a adopté à l'unanimité la résolution présentée, et elle prie l'Exécutif élargi de la confirmer.

*La résolution est adoptée à l'unanimité.*

## Les Thèses sur la Propagande

Geschke. — Il y a maintenant les thèses sur la propagande. La commission les ayant adoptées à l'unanimité, nous pourrons tout de suite passer au vote. Pas d'opposition? Les thèses sont adoptées.

## L'Internationale rouge des Sports

*La résolution sur la culture physique de la classe ouvrière est adoptée sans discussion.*

## La Question hongroise

Bela Kun. — Les deux fractions hongroises ont conclu un accord à l'amiable. Nous avons adopté à l'unanimité des thèses sur la tactique, la politique et l'organisation. Nous vous prions de nommer une commission chargée de les examiner et de prendre différentes mesures organisatrices. Nous proposons que la commission se compose de Kuusinen, Andréiev, secrétaire du Comité central russe, et Piatnitsky.

*La proposition est adoptée.*

## La Question nègre

Manouilsky. — Je propose de transmettre la résolution sur la question nègre, de même que les résolutions sur les questions nationale et coloniale, au Présidium, pour rédaction définitive. Je propose en outre de nommer, auprès de l'I. C., une commission permanente pour les nègres, composée d'un membre des Partis anglais, belge et français et d'un représentant de l'Exécutif, et chargée d'organiser la propagande parmi les nègres.

Geschke. — Je recommande de transmettre également au Présidium la question nationale et celle du mouvement révolutionnaire en Orient, de charger le Présidium de nommer une commission permanente pour ces questions, commission qui serait présidée par le représentant du Parti américain.

*Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.*

## La Question fasciste

*La résolution sur la question fasciste est transmise au Présidium pour rédaction définitive.*

GESCHKE. — Une résolution sur la question féminine a été élaborée par la conférence féminine internationale. Le Présidium vous prie de l'autoriser à publier cette résolution au nom de l'Exécutif. (*Adopté*).

Nous avons encore une résolution sur la question des intellectuels. Je pense qu'il serait bon de la transmettre aussi au Présidium en le chargeant de la publier au nom de l'Exécutif. (*Adopté*).

## L'Unité syndicale

ZINOVIEV signale les divergences qui se sont fait jour dans la discussion sur l'unité syndicale internationale. Elles sont complètement surmontées. Le centre de gravité doit être la préparation des masses : « Le Congrès n'a repoussé que le front unique par en haut. Nous y insistons absolument. Si des tendances contraires venaient à se montrer, elles seraient en contradiction avec le V^e^ Congrès. Nous sommes contre le front unique seulement par en haut, nous sommes pour le front unique par en bas, tout en admettant des négociations des organismes dirigeants avec une préparation simultanée par en bas, ce qui est absolument nécessaire pour remporter un succès. A ce point de vue, nous pensons que les camarades allemands ont raison. Le principal, c'est la pression, la préparation des masses. »

Zinoviev résume le résultat de la discussion en une résolution qui dit :

1. L'Exécutif élargi se prononce en principe pour la fusion des deux Internationales Syndicales sous certaines conditions.
2. Cette fusion ne sera possible que si la question est placée au centre de l'attention des masses ouvrières, c'est-à-dire si on réussit à déclancher un sérieux mouvement par en bas.
3. Vu ces circonstances, il faut considérer comme nécessaire de commencer avant tout, au nom de l'I. C. et de l'I. S. R., une ample campagne dans le sens de l'unité syndicale internationale. A cet effet, un manifeste de l'I. C. et de l'I. S. R. doit être adopté.

La résolution s'occupe en outre de la préparation des différentes formes de lutte pour l'unité syndicale internationale. Zinoviev repousse énergiquement la possibilité d'une tactique indépendante des syndicats russes : « Il ne saurait être question de cela. Les syndicats russes sont une partie de l'I. S. R., ils en exécuteront la tactique et n'auront nullement une politique indépendante. »

Dans certains cas, cependant, il faut admettre la nécessité de laisser traiter avec Amsterdam les seuls syndicats russes : « Il en a été ainsi lors de la Conférence internationale des transports. Alors, même les gens comme Fimmen ne voulaient pas traiter avec l'I. S. R., mais avec les syndicats russes. Formellement, les Russes seuls négocièrent, mais ils se trouvaient sous le contrôle d'une commission internationale : les camarades russes ont déclaré au début de la séance qu'ils se sentaient les représentants de l'I. S. R. »

BORDIGA se prononce contre la résolution. En principe, il



n'est pas contre l'unité syndicale, mais il condamne les méthodes proposées.

La proposition de Zinoviev est adoptée contre 1 voix avec l'amendement allemand.

Une commission proposée en vue de négociations éventuelles est confirmée.

SEMARD. — La délégation française propose d'intercaler, après les mots « unité sur le plan international », les mots : « au moyen d'un congrès mondial d'unité. »
Il est nécessaire de déjouer les manœuvres des syndicalistes et des réformistes, qui proposent de réaliser l'unité par la fusion nationale. C'est pour ce motif seul que nous demandons cette précision.

Les camarades HEINZ et THAELMANN se dressent contre cette proposition. Une telle spécialisation de la tactique ne ferait que jeter le trouble, au moment où il s'agit de mobiliser les masses. Elle entraînerait le « front unique par en haut », que les masses et le Congrès repoussent.

Après une réplique de MONMOUSSEAU, ZINOVIEV déclare qu'en cas de conditions favorables, l'Internationale acceptera naturellement la convocation d'un Congrès mondial. « Nous devons nous rendre compte de ce à quoi nous préparons les masses. »

SEMARD accepte, au nom de la délégation française, la déclaration de Zinoviev.

## La question Souvarine

STEWART. — La commission avait à s'occuper avant tout de la question de l'infraction à la discipline. Il fallait tenir compte de la situation politique où se trouvait l'Internationale au moment de l'infraction, et il fallait encore tenir compte des graves conséquences qui surgiraient si l'I. C. négligeait de réagir de la façon la plus énergique contre une infraction aussi flagrante d'un membre du Présidium de l'Exécutif. La lettre adressée par Souvarine aux abonnés du *Bulletin Communiste* constituait à elle seule un motif suffisant d'exclusion. Pour se justifier, Souvarine a fait valoir l'atmosphère qui régnait alors dans le Parti français. A quoi la commission a répondu en déclarant que Souvarine lui-même avait contribué à créer cette atmosphère. Elle a adopté à l'unanimité la résolution qu'elle rapporte devant vous.

GESCHKE constate que, malgré des invitations répétées, Sou-Souvarine ne comparaît pas.

GUY JERRAM, ERCOLI et BORDIGA demandent les circonstances atténuantes : le Parti français se trouvait dans un état où la discipline était relâchée en général et où l'on faisait de la politique personnelle.

JERRAM déclare qu'en France beaucoup de camarades ne comprendraient pas l'exclusion, car ni dans les organisations,

ni au Comité directeur, la proposition d'exclusion n'a été clairement formulée et discutée.

ERCOLI pense qu'il faut se rendre compte qu'une mesure aussi dure serait dangereuse, vu que Souvarine représentait jusque dans ces temps derniers l'Internationale Communiste en France.

SELLIER déclare que le cas Souvarine a été suffisamment discuté dans toutes les organisations. Le Comité directeur a prononcé un blâme sévère contre Souvarine et regretté qu'étant donné sa fonction au Présidium de l'I. C., il ne puisse pas prendre de mesure plus sévère, et il a annoncé qu'il portait le cas devant l'Internationale. Souvarine ne peut invoquer de circonstances atténuantes. Abusant de l'autorité que lui conféraient ses fonctions dans le Parti et dans l'I. C., il a pendant des mois contrecarré d'une façon infâme et odieuse, en public, les intructions les plus formelles du Comité directeur. Ce qu'on ne pardonnerait à aucun ouvrier, il faut le pardonner moins encore à Souvarine.

FREIMUTH. — Les circonstances atténuantes invoquées ici ont déjà été prises en considération autant que possible par la commission. Mais le fait que Souvarine a exercé des fonctions aussi importantes n'est pas une circonstance atténuante, mais bien aggravante. Nous devons dire très clairement aux Partis communistes et aux travailleurs : « Pour nous, il n'y a pas deux sortes de discipline, l'une pour les simples membres, et l'autre pour les gradés ». Pour nous, il n'y a qu'une seule discipline communiste, et c'est pourquoi nous soutenons les décisions de la commission.

Sur la proposition de MOUNA, la discussion est close.

Dans sa conclusion, STEWART souligne une fois de plus que la commission a largement traité du cas Souvarine. Si Souvarine abandonne son attitude non-communiste, nos rangs lui seront à nouveau ouverts. Toute concession allant plus loin serait mauvaise. Ou bien nous sommes des partis disciplinés, ou bien nous ne le sommes pas. L'adoption de la résolution convaincra toute l'I. C., et, ce qui est encore plus important, les ennemis de l'I. C., qu'on ne tolère pas dans nos rangs d'infractions à la discipline.

La proposition de la commission est adoptée contre les 5 voix de la délégation italienne.

---

# TROISIÈME SÉANCE

## (13 Juillet 1924)

### La Question suédoise

THAELMANN fait l'historique de la crise du Parti suédois et expose la résolution adoptée par la commission. Ont assisté aux séances de celle-ci, outre les membres de la commission, les délégations des Partis norvégien et danois. Ces deux délégations, appelées à se prononcer, se sont associées au vote de la commission, et la résolution a été adoptée à l'unanimité, moins les voix du groupe Hoeglund.

A la fin de la séance, j'ai demandé au camarade Hoeglund s'il était prêt à travailler dans le Parti suédois sur la base de la résolution. Hoeglund a répondu :

> Nul n'est tenu à l'impossible. Si cette résolution est adoptée — et elle sera une catastrophe pour le Parti, — nous ne pouvons nous engager purement et simplement à l'exécuter. Mais naturellement, nous en discuterons très sérieusement dans la Centrale, et si la Centrale est d'avis qu'il est possible de continuer à diriger le Parti sur cette base, je continuerai à le faire.

Hoeglund laisse donc ouvertes différentes possibilités. Nous devons dire clairement et sérieusement — la chose est nécessaire à cause des rapports fédératifs de trois partis — que les choses ne peuvent continuer ainsi à l'avenir. Nous devons du moins créer de la clarté, jusqu'à ce que le Congrès suédois se réunisse, après les élections, afin que les membres soient à même de se prononcer et que les décisions du V[e] Congrès puissent être exécutées.

Malgré la menace du camarade Hoeglund, il y a moyen que le Parti suédois surmonte très facilement cette crise parce que ses membres, comme la minorité l'a affirmé dans la commission, sont déjà très favorables au soulèvement contre la majorité sur différentes questions. Si l'Exécutif élargi adopte ce projet comme plate-forme, et si la réforme du Parti suédois s'opère en conséquence, il en sera tout comme dans les Partis allemand, polonais, français : 80 à 90 % des membres se placeront sur le terrain de l'I. C. et du Congrès.

HOEGLUND. — La majorité de la délégation suédoise repousse la résolution de la commission parce qu'elle la considère comme un acte de méfiance à l'égard de la direction actuelle du Parti. Cette résolution ne résout pas, mais aggrave la crise. Il n'y a pas de divergences considérables, ni politiques ni de principe, dans le Parti. Des membres en vue de la gauche ont observé, sur différentes questions, la même attitude que la droite, attitude qualifiée d'opportuniste par l'Exécutif. Il y a

dans le Parti des courants opportunistes, mais au sein des deux tendances. La discussion actuelle n'a trait qu'à des questions d'organisation et de personnes. Nous luttons contre des tendances localistes et décentralistes, qui se présentent sous le masque du radicalisme. La minorité n'a pas observé la discipline, de sorte que le Parti n'avait plus d'unité dans sa direction, et c'est ainsi que la convocation d'un Congrès national extraordinaire est devenue nécessaire. On demande maintenant de le renvoyer. Mais la décision doit être prise avant les élections, si nous ne voulons pas subir une défaite.

Hoeglund présente le projet de résolution que voici :

1. L'Exécutif désavoue expressément l'attitude antistatutaire de la minorité du Parti suédois.
2. Les quatre points dressés par la Centrale sont confirmés par l'Exécutif.
3. Une direction unique du Parti sera créée, où la tendance majoritaire recevra une majorité prépondérante, mais où la minorité sera représentée.
4. Les candidatures parlementaires seront réparties entre les fractions proportionnellement à leurs forces.
5. Le Congrès national extraordinaire sera réuni pour confirmer cette décision.
6. Ce Congrès extraordinaire adoptera un programme de travail pour le Parti, qui sera élaboré d'accord avec l'Exécutif.

Voilà notre contre-proposition. La proposition de la commission est injuste et imprudente, elle anéantira notre mouvement électoral et sera très nuisible au Parti. Loin de russifier le Parti, il l'*austrifiera;* loin de le bolchéviser, il l'atomisera. Une répercussion s'ensuivra en Danemark et en Norvège. Voilà pourquoi nous demandons qu'elle soit repoussée et notre proposition adoptée.

Samuelson convient que la minorité, elle aussi, a bien des faiblesses. La cause en est que l'éducation marxiste, dans notre Parti n'est pas très forte. Hoeglund et Stroem ont montré très peu d'intérêt pour la théorie, et ainsi les deux groupes du Parti manquent d'éducation théorique. La discussion ne touche apparemment que des questions d'organisation, en réalité ce n'est de la part d'Hoeglund qu'une continuation de la campagne qu'il mène depuis des années contre l'Internationale, contre les partisans d'une attitude loyale et sans réserve vis-à-vis de l'I. C. et de l'Exécutif. Hoeglund souligne sa loyauté depuis la « liquidation » de la crise en décembre passé à Moscou, mais à tort : la majorité de la Centrale poursuit systématiquement les camarades qui sont de notre côté. Pour Hoeglund, il y a deux sortes centralisme internationale. Il y a besoin du centralisme national lorsqu'il s'agit de discipliner la minorité et les jeunesses, mais lui-même exige pleine liberté de ne reconnaître la discipline internationale qu'autant qu'elle sert ses buts. Un congrès national ne ferait que nuire en ce moment, parce qu'il serait un congrès de lutte et non de travail. Il ne ferait que saboter la campagne



électorale. La majorité du Parti n'est naturellement point intéressée à la réélection des députés sortants. Hoeglund doit donner enfin une déclaration nette sur sa position vis-à-vis de l'I. C.

Boukharine. — Samuelson a déjà constaté que l'opposition n'est pas aussi mauvaise que le prétend Hoeglund. Cependant, même si la description de Hoeglund était juste, ce ne serait pas un argument en sa faveur. Cela signifierait plutôt que le Parti ne vaut absolument rien, car si la gauche est si opportuniste, la droite doit encore l'être davantage. Le Parti suédois se trouve dans une situation où l'ensemble de l'expérience de l'Internationale, l'expérience de tous les partis qui, grâce à Dieu, ne sont pas aussi mauvais que le Parti suédois d'après la description de Hoeglund, doit être utilisée pour sauver le Parti. Hoeglund et la majorité de la centrale constituent un front permanent contre l'I. C., ils se ferment eux-mêmes la seule voie de salut. Le camarade Hoeglund dit : Nous ne sommes pas capables d'observer cette discipline. Il faut tenir compte de la tradition anticentraliste scandinave. Cela fait même une impression marxiste, car notre tactique doit s'adopter à la situation concrète. Mais y a-t-il vraiment en Suède d'aussi fortes tendances anticentralistes? Aucunement! Hoeglund même emploie une méthode si fortement centraliste qu'elle paraît exagérée, même à nous, véritables centralistes. Il est supercentraliste. Les « traditions » anticentralistes ne s'expriment que vis-à-vis de l'I. C. Il faut poser très nettement la question. Laquelle, de la discipline nationale ou de la discipline internationale, est la plus haute? Il faut répondre, sinon nous ne pourrons résoudre aucun problème d'organisation. Nous pensons que s'il y a conflit, l'I. C. doit soutenir ses partisans, sinon point d'Internationale. Qu'est-ce qu'il y a là de déloyal à l'égard de la centrale du Parti, déloyale vis-à-vis de l'I. C. ?

La situation dans le Parti suédois est très grave. La majorité a contre elle les Jeunesses, qui sont une fois et demie plus fortes que le Parti, et en outre les organisations les plus importantes du Parti, Stockholm, Goeteborg et le nord : presque moitié contre moitié. Le camarade Hoeglund se trouvera dans une situation pareille à celle de Brandler, en Allemagne, qui nous disait toujours : « Nous avons derrière nous le Parti tout entier », et qui n'a ensuite obtenu aucune voix. Il faut essayer de résoudre cette crise par la collaboration des deux groupes avec l'aide de l'I. C. Or, tous les camarades ont entendu le discours du camarade Hoeglund. Il a dit entre autres : « Nous avons suivi les directives sur la dictature du prolétariat, aussi avons-nous remporté une jolie défaite. » Il a dit cela avec son scepticisme mélancolique habituel : Nous avons fait la bêtise, en voici le bilan. » Cela caractérise l'orientation morale du Parti. Naturellement, il y a des situations où quelques couches de travailleurs inconscients sont séparés de nous, c'est une preuve que le Parti n'a pas été capable de lancer le mot d'ordre qu'il fallait pour ne pas s'isoler de la masse. Mais dans le dis-

cours du camarade Hoeglund, c'était comme un argument caché à l'égard des mots d'ordre mêmes.

Nous connaissons les opinions du camarade Hoeglund sur Stauning et sa politique de désarmement : elle conduit à l'égard des social-démocrates à des concessions inacceptables. Nous avons à présent, pour toute l'I. C. peut-être, l'expérience la plus instructive dans notre Parti ouvrier norvégien. Rappelez-vous la position du camarade Hoeglund dans cette question, lorsque les choses s'aggravaient de plus en plus jusqu'à la scission. On disait que les partisans de Tranmael étaient beaucoup plus à gauche que ceux de Schefflo. Mais lorsque la lutte fut engagée, il devint clair que les tranmaelistes représentaient les tendances social-démocrates opportunistes. Où était alors Hoeglund? Naturellement du côté de Tranmael. A présent, il peut voir que notre tactique était tout à fait juste : en Norvège s'accomplit inévitablement la bolchévisation du Parti.

Un nouveau livre de Stroem, qui a trouvé la pleine approbation de Hoeglund, nous renseigne sur les conceptions qu'on voudrait nous présenter comme l'expression de la « particularité » scandinave. Ce livre est petit-bourgeois, idyllique, sentimental, pleurnichard, mais pas communiste. Et Hoeglund se solidarise avec! « Nous sommes, dit-il, les représentants de petits pays, où règne une situation assez idyllique entre les classes. » Mais, camarades, cette situation ne durera plus longtemps, et nous devons nous préparer pour d'autres circonstances. En Norvège, il y avait également une situation idyllique. Mais au bout de six mois de lutte véritable, elle a déjà disparu en partie. Pouvons-nous vivre éternellement dans une situation tactique, politique, doctrinale, convenant à de telles circonstances idylliques. Ne devons-nous pas élever enfin les ouvriers à une autre idéologie, susceptible de servir d'instrument dans la lutte réelle? Nous devons pousser à la réorientation idéologique du Parti. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons sauver le Parti frère suédois.

ZINOVIEV. — Je suis prêt à parer à tout ce qui pourrait constituer une humiliation pour le camarade Hoeglund, et propose que la discussion, ainsi que la résolution, ne soit pas publiée, mais envoyée seulement aux organisations du Parti, au cas où nous aurions les garanties que les décisions seront effectivement exécutées.

En ce qui concerne le Congrès, il s'agit d'une tentative de prendre l'Exécutif à l'improviste. Nous avons une décision qui constitue une nécessité élémentaire pour une véritable Internationale, à savoir que les congrès nationaux doivent être convoqués après accord avec l'Exécutif. Un Congrès est le point de concentration de toute la vie politique du Parti, et pour l'Internationale Communiste il n'est point secondaire de savoir dans quelles conditions, avec quel ordre du jour il est convoqué. Le camarade Hoeglund a convoqué le Congrès sans nous en dire un seul mot. Il a agi ainsi sans aucune nécessité impérative, et nous ne saurions chasser l'impression qu'il a fait là une tentative désespérée de convoquer le Congrès au moment où la majorité de droite, qui va en diminuant — et qui demain ne pourra plus être majorité — existe encore.



Dans le Parti même, ce Congrès est accueilli avec mécontentement par les deux tendances. On a la sensation qu'il n'apportera rien de bon. Mais étant donné la situation actuelle, il pourra apporter assez de mauvaises choses, voire la scission.

Que veut l'Internationale en proposant maintenant à l'unanimité l'ajournement du Congrès? Veut-elle humilier Hoeglund? Nullement. Elle veut tout essayer pour sauver l'unité du Parti. C'est précisément pour cela qu'elle ne veut pas un Congrès sans préparation, mais qu'elle veut attendre un moment plus calme. Elle veut naturellement que les décisions du V^e^ Congrès mondial produisent leur effet dans le Parti même. Pourquoi choisir avant que ces décisions aient produit leurs effets? Voilà pourquoi, si nous ajournons le Congrès, nous ne le faisons que pour assurer réellement l'unité. Et, nous le disons en premier lieu à la fraction Hoeglund, nous sommes certains qu'une partie considérable de cette fraction est d'accord avec cela.

En ce qui concerne la situation même, Hoeglund trouve que Samuelson doit remonter jusqu'en 1921 pour trouver des divergences de principe. Nous devons constater au contraire que le camarade Hoeglund se trouvait, il y a un an, en contradiction très aiguë non seulement avec Samuelson, mais avec toute l'Internationale Communiste. Par exemple dans la question norvégienne. La question norvégienne contenait au moins 50 % de problèmes internationaux : adhésion collective, parti communiste ou conglomérat de tendances, questions religieuses, gouvernement ouvrier et paysan — tout cela fut discuté. Dans toutes ces questions, Hoeglund se trouvait en contradiction flagrante avec l'Internationale Communiste. Il a commis alors tant d'infractions à la discipline que les mesures les plus graves eussent été justifiées contre lui. Nous avons déjà exposé dans notre rapport pourquoi nous n'avons alors rien entrepris contre lui. Nous espérions le convaincre par de grandes concessions personnelles. Mais ce ne fut pour Hoeglund qu'une petite trêve afin de mieux organiser son congrès d'assaut contre la gauche.

Hoeglund a essayé de prouver qu'il y a dans la gauche, en Suède, manque de clarté, pacifisme, etc... Hoeglund a l'œil très perspicace pour ses adversaires. Il voit la paille dans l'œil des autres, mais il ne voit pas la poutre dans le sien. Le camarade Hoeglund peut avoir raison en ce sens que la gauche suédoise n'est pas encore tout à fait claire, qu'elle est hétérogène, mais elle a cet avantage qu'elle veut être sincèrement communiste. Les partis communistes ne se forment pas d'un seul coup en une année. Naturellement, nous ne demandons pas cela en Suède; mais cinq années se sont déjà passées, et presque chaque Congrès s'est occupé de la question suédoise. La gauche s'efforce de plus en plus nettement de transformer le parti en Parti Communiste, mais dans la droite quelques personnages plus importants s'opposent à ce progrès.

Regardez par exemple le camarade Stroem. C'est un brave homme, mais naturellement social-démocrate, c'est pour nous tout à fait clair. Il vient de publier un livre sur la révolution russe; ce n'est pas une question nationale, mais la question de la révolution prolétarienne en général. Dans ce livre, il ne sait pas distinguer bolchévistes et menchévistes. Il soutient Mme Balabanov qui lutte contre nous dans l'*Avanti*. Il nous considère comme des commandants, sous le joug desquels on se plie, mais le cœur n'est pas libre, et il se solidarise avec Balabanov.

Le camarade Hoeglund doit décider s'il peut collaborer avec les meilleurs de la gauche, naturellement sur une plate-forme communiste, non pas sur une plate-forme semi-social-démocrate, non pas sur la plate-forme des sentimentalités de Stroem et de Balabanov. Nous ne demandons ni plus ni moins.

En ce qui concerne la préparation du Congrès, le camarade Thaelmann a eu raison de dire que des méthodes social-démocrates ont été employées. On ne veut pas laisser participer au Congrès la plus grande organisation de province, celle de Goeteborg, avec voix délibérative, parce qu'elle ne verse pas régulièrement ses cotisations. Hoeglund dit qu'il faut obliger les organisations à verser régulièrement leurs cotisations. Hoeglund a raison d'insister pour que les membres payent leurs cotisations. Mais, dans le cas présent, il ne s'agit pas d'un juste principe, mais d'une petite manœuvre pour gagner quelques voix. On veut enlever à une partie de l'opposition la possibilité de prendre part au Congrès. L'oncle Stroem a probablement pensé que ce serait très rusé. Mais il a appris cela chez Branting, et non chez Lénine. Ce sont des méthodes social-démocrates. Nous devons avoir un congrès où tous les camarades seront représentés, et pourront se prononcer après avoir entendu l'opinion de l'Internationale Communiste.

On ne saurait dire que nous avançons au galop. Toute cette histoire dure depuis des années. Nous avons toléré que Hoeglund se range du côté de Tranmael et entrave le travail de l'Internationale Communiste et du jeune Parti norvégien. Ce fait est tout à fait récent, il ne s'est produit qu'en 1923. Nous devons finir par avoir une ligne nette. Personne ne veut renverser Hoeglund. Personne ne veut l'humilier. Mais nous insistons pour qu'il se rallie aux éléments communistes, et non aux éléments douteux.

Que signifierait une *tranmaeliade* en Suède? Non pas bolchévisation, mais atomisation. Tranmael était dans une situation favorable. Il avait l'appui collectif des syndicats, et pourtant nous voyons aujourd'hui qu'une fraction de son Parti s'oriente vers la bourgeoisie, et que l'autre, prolétarienne, cherche à revenir à l'I. C. En Suède, par contre, nous avons un petit Parti d'environ 8.000 membres, dont la moitié est de notre côté, nous avons des Jeunesses plus fortes que le Parti et qui sont tout à fait de notre côté. Il n'y a donc que deux voies : ou bien vers Branting et vers la bourgeoisie, ou bien vers nous. La première voie passe par Stroem et Balabanov; l'autre voie



— c'est d'en finir avec la dispute et de créer une direction commune du Parti par les méthodes communistes.

Hoeglund a cité des cas où Chilbum et Samuelson ont commis des fautes en commun avec lui. Nous le prions de marcher avec ces camarades, non seulement dans les erreurs, mais aussi dans la juste voie.

Il y eut un moment où nous avons sérieusement discuté avec Hoeglund au sujet de la question religieuse. Nous avons dû alors exposer au camarade Hoeglund l'A B C du Communisme. Oui, l'Etat bourgeois doit être neutre à l'égard de la question religieuse, mais nous, communistes, ne le sommes aucunement. C'est passé à présent. Maintenant nous nous disputons pour des choses aussi élémentaires que par exemple celle-ci : Qu'est-ce qui est supérieur, la discipline nationale ou la discipline internationale Il y a de la honte à discuter là-dessus dans la sixième année de l'Internationale Communiste.

Qu'est-ce qu'il y a d'inacceptable dans la proposition de renvoyer le congrès? Pourquoi les membres du Parti ne doivent-ils pas d'abord connaître les décisions de l'I. C. et réfléchir tranquillement avant de décider? Nous ne voulons pas changer maintenant la direction, bien que Hoeglund y ait la majorité. Nous voulons seulement y envoyer un représentant de l'Exécutif pour qu'on y exécute les décisions. Les décisions sont donc absolument justes. Nous ne voulons pas humilier Hoeglund. Nous voulons qu'il se soumette, s'il est en minorité.

Nous espérons qu'il n'y aura pas de *tranmaeliade* en Suède, et que nous y aurons, de même que dans les autres pays, un bon Parti Communiste. Nous avons agi pareillement à l'égard de notre Parti polonais, où il y avait des camarades bien méritants, comme Warsky, ami et collaborateur de Rosa Luxembourg. Ils sont loin d'avoir commis des fautes aussi graves que Stroem, et pourtant l'Internationale Communiste leur a parlé franchement et leur a dit : « Non, cela ne peut continuer ainsi! » Le Parti polonais est un sérieux parti ouvrier qui a derrière lui de grandes masses et qui a déjà mené de sérieuses luttes révolutionnaires. Pourtant l'Internationale s'est prononcée contre ces camarades, qui se sont soumis, et personne n'a songé que ce serait une humiliation, que ce serait injuste, et personne n'a demandé ce que dirait la social-démocratie. Nous avons reproché des fautes à bien d'autres camarades encore. C'est pour cela que nous sommes une Internationale.

Nous prions donc le camarade Hoeglund d'en finir enfin avec ses hésitations et de se soumettre. Il convient lui-même qu'il y a encore dans son Parti des éléments pacifistes-centristes. Nous en appelons à lui pour mener avec nous la lutte contre ces éléments.

Rossi. — La délégation italienne s'est convaincue que la situation dans le Parti suédois est très sérieuse. Il y a des éléments opportunistes jusque dans la minorité, et il faut commencer immédiatement la bolchévisation du Parti. Nous acceptons

la résolution présentée, quoique nous la trouvions trop faible, parce que nous la considérons comme le commencement du travail de bolchévisation. Nous prions Hoeglund et ses amis de l'accepter également, car la repousser c'est se mettre hors de l'Internationale.

MURPHY. — Nous croyons que la proposition de Hoeglund de tenir le Congrès national *avant* les élections est inadmissible. Hoeglund doit choisir entre l'Internationale et la social-démocratie. La délégation anglaise votera la résolution.

KUNTZ. — Si rien ne change dans le Parti suédois, nous devons l'épurer, fût-ce au risque de la scission. La lettre ouverte au Parti suédois doit être aussi énergique que possible. Nous devons exiger pour le moins que la résolution soit acceptée.

OTTER LIE. — La majorité de la centrale du Parti suédois a contribué à ce que Tranmael obtienne la majorité au congrès norvégien. La délégation norvégienne est unanime dans la question suédoise. Nous ne voulons pas chasser Hoeglund de l'I. C., nous souhaitons qu'il en reste un membre fidèle.

TREINT. — La défense de Tranmael par Hoeglund était aussi inadmissible que l'aurait été la défense de Frossard par les communistes allemands. En général, le cas Hoeglund nous rappelle extraordinairement le cas Frossard. Le discours que Hoeglund vient de prononcer ici fut la condamnation de sa politique. Après l'acceptation de la résolution, Hoeglund doit déclarer qu'il faut défendre la résolution en Suède.

NEURATH. — Hoeglund demande que l'Exécutif prenne position contre la majorité du Parti suédois. Il espère s'assurer ainsi la majorité. Cette tentative ne réussira pas. Hoeglund sous-estime le niveau du Congrès. La résolution est le minimum de ce que l'Exécutif doit voter.

CARLSON. — La délégation américaine soutient la résolution. Mais elle trouve que l'Exécutif a été trop longtemps indulgent vis-à-vis de la majorité du Parti suédois. Que la question suédoise ne soit pas une question nationale, mais une question internationale, nous l'avons ressenti en Amérique. Les disputes autour de Hoeglund, de Serrati et de Lévi ont trouvé un vif intérêt dans notre presse américaine.

BOCHKOVITCH. — La délégation bulgare votera la résolution. Nous pensons que Hoeglund doit admettre l'ajournement du Congrès.

LAUERSON. — Le Parti danois a un grand intérêt à ce qu'un mouvement homogène soit créé en Suède. Voilà pourquoi nous voterons la résolution. Nous espérons que Hoeglund saura se placer sur le terrain de l'I. C.

SIROLA. — La délégation finlandaise votera la résolution. Nous sommes convaincus que cette décision fera avancer le mouvement communiste en Suède et en Finlande d'un grand



pas, et nous espérons que Hoeglund fera également ce pas en avant.

GESCHKE. — Le camarade Treint a proposé que le camarade Hoeglund fasse une déclaration au sujet de la résolution. Tout à l'heure Hoeglund a demandé lui-même qu'on lui accorde encore cinq minutes pour une rectification. Je propose d'accorder au camarade Hoeglund dix minutes.

HOEGLUND renonce à la parole.

THAELMANN résume dans sa conclusion les résultats de la discussion, et il s'adresse ensuite à Hoeglund :

Si Hoeglund ne comprend pas combien la décision de la commission est sérieuse, et s'il refuse d'accepter la résolution, s'il ne reconnaît pas que les décisions de l'Internationale ont été contrecarrées en Suède à plusieurs reprises, il montre nettement qu'il n'a rien appris et qu'il ne veut rien apprendre. Si Hoeglund n'accepte pas et n'exécute pas les décisions de l'Exécutif élargi, il s'engagera dans la voie que d'autres ont suivie avant lui. La question suédoise est une affaire internationale. Si nous avions dans les différentes sections des tendances hoeglundistes, ce serait un danger pour l'Internationale Communiste et pour son existence. Voilà pourquoi nous devons dire aux travailleurs suédois et au prolétariat international que des tendances comme celles que Hoeglund représente doivent être combattues. Si Hoeglund se déclare prêt à exécuter les décisions du Congrès, il restera avec nous. Sinon, il se mettra hors de l'Internationale. La situation en Suède exige un Parti Communiste ferme et discipliné, dirigé par un camarade ayant les qualités qu'on doit demander à un communiste, surtout à un chef communiste. (*Applaudissements*).

*On passe au vote. La résolution est adoptée contre deux voix de la délégation suédoise.*

GESCHKE. — La délégation française demande au camarade Hoeglund s'il travaillera en Suède à faire exécuter cette résolution. Je demande au camarade Hoeglund s'il veut faire une déclaration à ce sujet.

HOEGLUND. — J'ai déjà fait ma déclaration sur cette question. Je n'ai rien à y ajouter.

## La Question scandinave

THAELMANN. — Dans la commission scandinave, nous avons pris position sur la situation interne du Parti norvégien, et nous avons accepté un projet de résolution. La commission ayant été unanime, nous recommandons de transmettre le projet au Présidium pour l'élaboration des questions concrètes.

Une autre affaire, dont la commission scandinave a également traité, est la fédération des partis communistes scandinaves. A ce sujet, la commission propose à l'Exécutif élargi :

L'Exécutif élargi confirme la fédération des Partis Communistes

suédois, danois, norvégien et finlandais, constituée à la Conférence scandinave de janvier, et souligne la nécessité politique de la consolider et de la développer afin de créer un organe commun effectif de travail et de lutte des partis adhérents contre la bourgeoisie de Scandinavie et de Finlande.

L'Exécutif élargi charge le Bureau d'Organisation de fixer, dans un délai de huit jours, un programme d'organisation détaillé de la Fédération Scandinave.

Une troisième proposition, adoptée à l'unanimité, charge l'Exécutif d'adresser un appel à la classe ouvrière norvégienne.

La commission demande à l'Exécutif élargi d'approuver ces trois décisions, prises à l'unanimité par la commission.

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

La résolution sur le rôle de la coopération communiste et les devoirs des coopérateurs communistes dans la période actuelle de la révolution prolétarienne est adoptée à l'unanimité sans discussion.

La résolution élaborée par la Commission d'Islande est transmise au Présidium.

---

# RESOLUTIONS

I

# Sur le Rapport de l'Exécutif

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste approuve sans réserve le fonctionnement de l'Exécutif depuis le IV^e^ Congrès et constate que sous sa direction juste et ferme, l'Internationale Communiste est presque partout sortie plus forte de cette étape d'attaques acharnées du capital combattant pour sa dictature.

Dans ces dix-huit mois, l'offensive du capital, déjà commencée auparavant, s'est développée, dans la plupart des pays capitalistes, en agressions violentes contre le prolétariat révolutionnaire; ainsi, en Bulgarie, en Italie, en Allemagne, en Pologne, en Finlande, en Roumanie, en Yougo-Slavie, en Espagne, au Japon et aux Indes. Même en France, les représailles contre les grévistes et les arrestations en masse de communistes sont à l'ordre du jour; en Tchéco-Slovaquie, ce sont les lois d'exception; en Autriche, les crimes fascistes; en Norvège, depuis de longs mois, les incursions presque journalières de la police, la justice de classe et la formation d'une garde-blanche.

Le mouvement communiste n'a pas subi ces attaques sans de lourdes pertes. Il n'a pas toujours évité les erreurs et les déviations. Cependant, dans aucun pays, la puissance capitaliste n'a été en état de briser l'organisation de l'avant-garde communiste, ni de l'isoler du gros du prolétariat.

En Italie même, l'extermination systématique du communisme ne put causer le moindre dommage à son influence sur les masses, pas même aux élections parlementaires.

En Bulgarie, après leur défaite sanglante, les ouvriers et les paysans qui avaient combattu sous la direction des communistes se rallièrent immédiatement et unanimement, lors des élections, autour du drapeau communiste.

En Allemagne, après la grande défaite du mouvement, après une dangereuse crise intérieure et les persécutions les plus brutales, le Parti Communiste a rapidement reformé ses rangs, s'est donné une ferme direction et a démontré, par une brillante victoire électorale où il a recueilli 3 millions ¾ de voix, que sa force révolutionnaire est plus grande et plus ferme que jamais. En France et en Tchéco-Slovaquie, les victoires électorales des communistes ont manifesté un progrès évident de l'influence du communisme sur les masses.

En face de ces grandes luttes de classes, le Comité Exécutif a pris diverses mesures d'un caractère décisif pour la juste orientation des Sections. Le Congrès tient notamment à constater les cas suivants :

1. Aux conférences internationales d'Essen et de Francfort au printemps de 1923, l'Exécutif a indiqué justement l'objectif concret de préparation révolutionnaire intense imposé par l'occupation de la Ruhr au prolétariat occidental, surtout aux Partis Communistes d'Allemagne et de France.

2. Lorsqu'en août, la montée du mouvement révolutionnaire annonça en Allemagne l'approche d'une situation favorable à la lutte

décisive pour le pouvoir, l'Exécutif a justement demandé l'orientation immédiate du Parti vers cet objectif immédiat; il lui a accordé à cet effet tout le concours possible et a mobilisé plusieurs sections pour soutenir le plus vigoureusement possible la révolution allemande.

3. Après la capitulation d'Octobre, effectuée presque sans combat et rendue possible par la trahison des chefs social-démocrates et l'insuffisance de la direction communiste, il était absolument juste et nécessaire que l'Exécutif, averti par la gauche du P. C. allemand, et avec le soutien de cette gauche, soumit à une sévère critique l'attitude opportuniste du C. C., condamnât sa déformation de la tactique du front unique lors de l'expérience saxonne et, par une lutte encore plus impitoyable contre l'opportunisme, en tirât les conséquences politiques.

4. L'Exécutif avait déjà critiqué, d'après la conception de la gauche, les déraillements opportunistes du Congrès de Leipzig; il avait, par deux fois avant octobre, complété la Centrale désignée à Leipzig en y faisant entrer des représentants de l'opposition de gauche. Maintenant, avec son concours, l'union de la gauche et du centre en un bloc de combat contre la droite fut réalisée et la direction confiée à ce bloc, dans la certitude que le Parti approuverait et confirmerait cet éloignement de la droite banqueroutière. C'est ce qui arriva. Cette solution énergique vint en aide au Parti allemand, écarta le danger de scission provoqué par les antagonismes intérieurs insurmontables et empêcha la crise du Parti allemand de dégénérer en une crise de toute l'Internationale à la suite de la panique déjà sensible çà et là chez les éléments incertains. Le mérite en revient à la classe ouvrière allemande comme au Parti allemand, qui ont exigé avec la dernière énergie l'extirpation des déviations de droite et qui, avec le soutien de l'I. C., ont trouvé en eux la force de sortir sans découragement et sans affaiblissement d'une crise aussi grave.

5. En face des dangers de déviation de droite que l'application de la tactique du front unique avait fait apparaître plus menaçants qu'on ne s'y attendait, l'Exécutif a repoussé énergiquement, comme une interprétation opportuniste, toute tentative de faire de cette tactique plus qu'une méthode révolutionnaire d'agitation et de mobilisation des masses, toute tentative de faire servir le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan non pas à une agitation pour la dictature prolétarienne, mais à une coalition pour la démocratie bourgeoise. Aux représentations opportunistes de la social-démocratie, l'Exécutif a opposé son véritable caractère d'aile gauche de la bourgeoisie.

6. Mettant à profit la leçon des événements d'Allemagne pour perfectionner l'organisation communiste, l'Exécutif a pris d'énergiques mesures, en Allemagne et ailleurs, pour la construction des cellules d'entreprises, comme base des partis. Ces mesures ont conduit, dans plusieurs pays, à des résultats sensibles.

7. En face de la passivité à courte vue et opportuniste qui s'était révélée dans l'attitude du C. C. bulgare lors du coup d'Etat de juin 1923, l'Exécutif s'est immédiatement efforcé par une critique franche et très instante, de pousser le Parti bulgare dans la voie d'une sérieuse préparation de la lutte armée en vue d'une attaque à prévoir de la contre-révolution. Mais il n'a pas réussi alors à faire admettre suffisamment son point de vue par la direction du Parti. Ce n'est qu'après la défaite que ce point de vue fut adopté, et, sur cette plate-forme,



le P. C. bulgare resserra ses rangs et se débarrassa de son aile droite pourrie.

8. De même en France, avec la collaboration de l'Exécutif et le soutien de la majorité du C. D., le Parti fut épuré de la majeure partie du ballast opportuniste, et consolidé.

La même opération s'est accomplie en Norvège avec les plus grandes difficultés: les communistes, minorité mal organisée, ont mené dans le Parti ouvrier opportuniste une rude lutte de fraction, sans cesse exposés au danger d'être jetés à la porte par une direction hostile au communisme. L'ambition sans borne des chefs opportunistes se changeant de plus en plus en sabotage déclaré et systématique des décisions de l'Internationale et même en désertion effrontée après la défaite d'octobre, il était impossible de tolérer la continuation de ces menées au nom du communisme. Quoi qu'il fut à prévoir qu'en cas de rupture de la direction avec l'I. C., de bons prolétaires suivraient leurs chefs anticommunistes, l'Exécutif a dû demander au Congrès national du Parti norvégien une décision nette pour ou contre la loyale collaboration avec l'Internationale. D'où la scission et la fondation du Parti communiste de Norvège. Pendant ces 6 mois, le P. C. norvégien acquit l'autorité d'un grand parti révolutionnaire, par son activité et surtout par sa participation active aux grands conflits du travail.

La lutte des adversaires norvégiens de l'Internationale a eu en Suède, avec les attaques des éléments de droite, un écho qui causa quelque panique, mais fut éteint par l'Exécutif.

9. Le Parti polonais a pris à son IIe Congrès, avec la participation active du C. E. de l'I. C., des résolutions qui fournissent un terrain bolchévik solide à sa croissance et à sa consolidation. Mais son C. C. n'a pas déployé dans sa conduite pratique, en particulier lors des grands combats d'octobre, l'activité révolutionnaire voulue. Dans les questions russe et allemande, il a soutenu la droite et cherché à étouffer dans ses rangs toute critique de gauche.

10. Le P. C. tchéco-slovaque n'a pas été exempt de fautes et de déviations opportunistes, ce qui est apparu entre autres dans son interprétation des décisions du IVe Congrès sur le front unique et le gouvernement ouvrier. Des hésitations et des confusions opportunistes se sont aussi fait jour chez lui dans les questions russe et allemande. Le Parti a déployé en certains domaines une activité plus grande, mais il n'a pas su rattacher ses interventions parlementaires aux actions des masses prolétariennes ni préparer convenablement ces dernières aux futurs combats révolutionnaires.

11. Des mouvements de masse de la classe ouvrière en Hongrie montrent que la situation est mûre pour l'organisation et la construction d'un parti communiste. Aux communistes hongrois incombe cette tâche et, pour avancer ce travail, ils devront hâter la liquidation déjà commencée des conflits de fractions.

12. Des déviations à droite se révélèrent aussi dans les Partis britannique et américain sur la question du front unique et des rapports du P. C. avec les chefs du Labour Party, « tiers parti » de la bourgeoisie. L'Exécutif a réussi à convaincre les camarades anglais et américains de la nécessité de reviser leurs opinions. Les problèmes originaux et nouveaux posés par le mouvement révolutionnaire anglo-saxon ont été traités en détail à plusieurs reprises par l'Exécutif et réclameront encore davantage à l'avenir l'attention de la direction internationale.

13. L'Exécutif a également, le cas échéant, combattu les déviations d'extrême-gauche. Dans une fraction du Parti Communiste italien subsiste toujours un dogmatisme non marxiste qui refuse par principe de régler la tactique sur les situations concrètes et par là entrave la capacité de manœuvre du Parti. Le P. C. italien, s'il veut devenir un parti de masses, doit se placer aujourd'hui sans réserve sur le terrain tactique de l'I. C. La fusion des *terzinternationalistes* avec le P. C. résoudra une question qui a causé des désaccords entre le Parti et l'I. C. Mais, même après cette fusion, le P. C. I. devra se préoccuper de conquérir les masses qui appartiennent aujourd'hui au P. S.

14. Dans les syndicats, des progrès sont à constater dans bien des pays vers l'unité et l'intensité du travail (surtout en France). Des succès considérables (entre autres en Angleterre) ont été obtenus. En Allemagne, un état d'esprit d'extrême-gauche provoqué l'hiver dernier par la bureaucratie réformiste a amené une masse de communistes et de sympathisants à sortir des syndicats. Le P. C. ne s'étant pas, pendant un certain temps, opposé catégoriquement à cette dangereuse déviation, l'Exécutif est intervenu de la façon la plus instante jusqu'à ce que la décision du Congrès de Francfort ait mis un terme à ce phénomène catastrophique et amené un renversement total d'opinion en faveur du travail révolutionnaire au sein des syndicats.

15. La propagande parmi les classes moyennes semi-prolétariennes et petites-bourgeoises a été souvent recommandée aux Sections pour enlever sa base au fascisme. On a en effet obtenu d'importants succès par cette tactique en Allemagne, en Italie presque aucun.

16. L'Exécutif n'a cessé de recommander à toutes les Sections une agitation permanente et active en vue de gagner les paysans pauvres à la cause de la révolution prolétarienne. A cet effet le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » a été élargi en « gouvernement ouvrier et paysan ». La fondation de l'Internationale Paysanne, initiative de la plus haute importance, s'est opérée avec le concours énergique de l'Exécutif. L'élaboration d'une politique agraire communiste indépendante s'imposera prochainement à presque toutes nos Sections.

17. En ce qui concerne la question des nationalités, l'Exécutif a maintes fois rappelé à l'ordre, pour exécution défectueuse des résolutions du IIe Congrès, les Sections pour lesquelles ce problème est d'une importance vitale. Le principe essentiel du léninisme, exigeant une action énergique et incessante des communistes pour le droit des peuples à disposer de leur sort (jusqu'à se séparer et à former un Etat indépendant) n'a pas encore été appliqué par toutes les Sections comme il convient.

18. A côté de la nécessité de gagner les sympathies des masses paysannes et des minorités nationales opprimées, l'Exécutif a maintes fois souligné dans ses directives l'importance qu'il y a à réaliser l'alliance des mouvements d'émancipation nationale des peuples coloniaux et de tous les peuples orientaux avec le prolétariat révolutionnaire des pays capitalistes. Cela suppose non seulement une extension de la liaison immédiate de l'Exécutif avec les mouvements d'émancipation nationale d'Orient, mais encore un contact étroit entre les Sections des pays impérialistes et les colonies de ces pays et avant tout, dans chaque pays, une lutte permanente et acharnée contre la politique coloniale de la bourgeoisie. A ce point de vue l'action communiste est partout très faible.

Pour le travail dans l'armée, l'Exécutif, de concert avec l'Internationale Communiste des Jeunes, a obtenu de remarquables résultats préparatoires (dans la Ruhr). Des sections qui avaient à combattre les plus fortes puissances impérialistes ont trop souvent négligé les leçons de Lénine sur la guerre à la guerre et ont dû être rappelées à l'ordre par l'Exécutif.



Cette ligne de conduite de l'Exécutif qui est celle de la stratégie, de la tactique et de l'organisation léninistes, elle et pas une autre, doit continuer à servir de fil conducteur à toutes les Sections de l'Internationale.

La bolchévisation des partis communistes doit être réalisée conformément au testament de Lénine, en prenant en considération l'état de chaque pays.

Ce travail commence à se développer dans ce sens. Cependant dans beaucoup de Sections, les comités centraux, les groupements et les membres commencent, quoique lentement, à manifester plus d'activité. Parfois se font remarquer dans les meilleurs partis, l'initiative authentique, l'énergie du choc, la capacité intelligente de manœuvre et la discipline consciente d'organisation de combat, véritablement révolutionnaires.

Il faut mener à bonne fin cette bolchévisation inlassablement, systématiquement et sans relâche. La conscience du rôle de chef révolutionnaire du Parti Communiste et de l'Internationale Communiste doit entrer dans le sang de chaque organe et de chaque membre du Parti, de façon à susciter de leur part cette fidélité inébranlable qui fait du Parti une organisation bolchévique et de l'Internationale un parti mondial triomphant.

Présentement, il manque encore beaucoup à l'Internationale Communiste pour être un vrai parti mondial. Le Congrès rappelle aux Sections leur devoir, plus effectif que jamais, de prendre part à la solution des problèmes internationaux, par l'envoi régulier d'informations et de correspondances, et à la direction collective de l'I. C., par la délégation de leurs meilleurs membres à l'Exécutif.

L'expérience a montré qu'il est souvent impossible de convoquer les congrès nationaux après le congrès mondial. Le congrès supprime cette obligation. Les congrès nationaux (ordinaires et extraordinaires) ne peuvent cependant être convoqués que d'accord avec l'Exécutif.

Le congrès charge l'Exécutif de veiller plus strictement encore que jusqu'ici à la discipline de fer de toutes les sections et de tous les dirigeants. Il constate que dans certains cas l'Exécutif, pour ne pas nuire au prestige de camarades de grand mérite, n'est pas intervenu avec l'énergie suffisante contre les infractions à la discipline. Il charge l'Exécutif, le cas échéant, d'agir avec plus de décision et de ne pas reculer devant les mesures exceptionnelles. Dans chaque pays et dans les organisations communistes, il faut travailler à fondre les sections de l'Internationale Communiste en un seul et même parti mondial.

Avec cette ferme décision, l'Internationale affrontera les prochains combats, plus riche d'expériences, plus forte que jamais, plus pleine encore de volonté de lutte et de confiance en la victoire.

II

# Sur la Tactique communiste

## 1. LA SITUATION INTERNATIONALE

### 1. *La phase démocratico-pacifiste*

Ce qui frappe surtout lorsqu'on considère l'état politique international actuel, c'est le début d'une phase démocratico-pacifiste. Ce zigzag de la politique de la bourgeoisie avait été prédit par le IV^e^ Congrès de l'I. C. qui se tint à l'apogée de la réaction universelle.

Cette apparence de phase démocratico-pacifiste est à l'heure actuelle caractérisée par les faits suivants :

En Angleterre, un gouvernement soi-disant « travailliste », ayant à sa tête les chefs de la II^e^ Internationale, est au pouvoir.

En France, les élections ont donné la victoire au Bloc des gauches, et le Parti Socialiste, un des plus importants de la II^e^ Internationale, est pratiquement partie intégrante du gouvernement.

En Allemagne, la propagande pour le rapport des experts dénote une tendance au renforcement des illusions démocratico-pacifistes et de la social-démocratie, interprète de cette politique; par contre les classes dominantes prétendent se servir de ce rapport des experts et de la social-démocratie pour redoubler de cynisme et de brutalité dans l'exploitation des travailleurs et la répression du mouvement révolutionnaire. La social-démocratie demeure, sous quelque aspect que ce soit, un parti collaborant au pouvoir avec la bourgeoisie et, d'une façon ou de l'autre, consolidant la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat.

En Allemagne, malgré le résultat des élections parlementaires, qui ont fortifié les deux ailes extrêmes, un gouvernement d'opinion moyenne reste au pouvoir, s'appuyant également en fait sur la social-démocratie qui, sous des aspects divers, demeure un parti gouvernemental de la bourgeoisie et coopère d'une façon ou d'une autre à l'exercice de sa dictature contre le prolétariat.

En Amérique a triomphé l'aile démocratico-pacifiste de l'impérialisme, qui consent à intervenir dans les affaires européennes et est prête à soutenir les conclusions des Experts. Le mouvement croissant pour la formation d'un tiers parti petit-bourgeois donne également une idée du progrès des dispositions démocratico-pacifistes.

Au Japon, la bourgeoisie « démocratique » marche également à la conquête du pouvoir et se prépare à remplacer au gouvernail le parti féodal. Le changement récent de gouvernement est aussi interprété comme une victoire de la « démocratie » et du pacifisme.

Au Danemark, un gouvernement soi-disant ouvrier, ayant à sa tête un des représentants les plus en vue de la II^e^ Internationale, est au pouvoir.

En Belgique, les prochaines élections peuvent amener au pouvoir les chefs du Parti « ouvrier », qui sont déjà en fait des ministres sans portefeuille.

En Autriche, la social-démocratie a remporté une grande victoire électorale et elle constitue pratiquement une des colonnes du régime bourgeois.



En Tchéco-Slovaquie, en Pologne et aussi particulièrement dans les Balkans, où la bourgeoisie est sous la dépendance des grandes puissances impérialistes de l'Entente, s'annonce la répercussion des changements qui ont eu lieu en Angleterre et en France.

### 2. *Sens réel de l'étape actuelle de la politique internationale*

En réalité, ce qui se passe n'est nullement l'aurore d'une stabilisation de l'ordre capitaliste consolidé, fondé sur la « démocratie » et la paix. C'est seulement un paravent avec lequel la réaction bourgeoise universelle exacerbée trompe une fois de plus le peuple.

Non seulement la phase « démocratico-pacifiste » n'a pas abouti et ne peut aboutir à la réduction des armements, mais ces armements ne font que croître avec une vitesse effrayante. Les intrigues de la diplomatie secrète sont plus florissantes que jamais. Chaque démocratie s'arme plus ou moins ouvertement en vue de conflits impérialistes inconciliables avec une démocratie « amie ».

Le conflit fondamental entre les impérialismes américain et japonais n'est nullement réglé. Le mobile intérieur de ce conflit, qui amènera nécessairement une nouvelle explosion de guerres impérialistes, continue son action mécanique.

Les oppositions d'intérêts entre les coteries impérialistes d'Angleterre et de France ne sont nullement résolues par la victoire de la « démocratie » dans l'un et l'autre pays. Il n'y a que la forme de changée.

Le pillage des colonies et des pays semi-coloniaux demeure la condition naturelle du « progrès » et de la « civilisation ».

### 3. *Les conclusions des experts*

L'Evangile du « pacifisme » et de la « démocratie » contemporaine, ce sont les conclusions des experts. En réalité, ce document a pour but l'exploitation des travailleurs d'Allemagne et constitue une tentative d'impérialistes, hier encore ennemis, pour rétablir leurs affaires aux dépens des travailleurs de « leurs » propres pays.

L'occupation de la Ruhr n'a pas abouti au résultat attendu par les impérialistes français. Le pillage déclaré n'a pas réussi. La seule issue aux problèmes des réparations est dans un détroussement prolongé, couvert sous des phrases démocratico-pacifistes.

C'est à quoi procèdent les impérialistes de l'Entente, soutenus par les éléments les plus intéressés de la bourgeoisie allemande et par la social-démocratie au service de la bourgeoisie.

Les conclusions des experts, auxquelles se rallie toute la social-démocratie internationale contre-révolutionnaire, sont véritablement le document le plus honteux de notre temps. C'est la corde au cou des travailleurs, non seulement d'Allemagne, mais de nombre d'autres pays.

En appuyant les conclusions des experts, la social-démocratie internationale ne trahit pas moins la cause ouvrière que lors de la guerre impérialiste, car les conclusions des experts ne sont que la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Les conclusions des experts, même si elles reçoivent un commencement d'exécution ne peuvent, en aucune façon, résoudre les conflits d'intérêts entre les divers groupements impérialistes. Ces intérêts ne tentent de s'accorder actuellement sur le papier que pour s'entre-choquer, avec une force décuplée, à bref délai.

### 4. *Situation internationale de l'U. R. S. S.*

La seule contrée qui poursuive systématiquement jusqu'au bout sa politique de paix, c'est l'U. R. S. S. Le premier pays où la Révolution prolétarienne a triomphé, entouré de tous côtés d'ennemis bourgeois, poursuit héroïquement et infatigablement une politique de paix authentique.

Pendant la période qui vient de s'écouler, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a sensiblement fortifié sa situation internationale. La prospérité croissante à l'intérieur, l'appui de tout ce qu'il y a d'honnête et de conscient dans la classe ouvrière internationale, et l'habile politique du gouvernement soviétiste ont conduit à la reconnaissance *de jure* de l'U. R. S. S. par quelques-uns des Etats les plus puissants du monde.

Cependant, il n'est pas impossible que, précisément, cette phase démocratico-pacifiste soit marquée, pour le premier Etat prolétarien, par de nouvelles difficultés. Il est hors de doute que la fraction la plus traîtresse de la « démocratie » travaille actuellement à constituer, en politique internationale, un front unique contre l'U. R. S. S. pour mettre à genoux la Révolution prolétarienne victorieuse et la forcer à payer les vieilles dettes du tsarisme, soit sous une forme analogue aux conclusions des experts, soit sous une autre.

Il ne faut pas oublier que l'ère démocratico-pacifiste est une des dernières phases du capitalisme; plus la position devient difficile pour la bourgeoisie internationale, et plus une aventure militaire contre l'U. R. S. S. devient vraisemblable.

La participation des social-démocrates aux gouvernements « démocratiques » ne fait qu'augmenter le danger. Les chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie, dans leur haine sans borne des Soviets, se résoudront encore plus vite à une aventure militaire que certains bourgeois.

La classe ouvrière doit être prête à ce que la réaction, qui opère aujourd'hui sous le pavillon du pacifisme « démocratique », arrive à créer ce front unique contre l'U. R. S. S. Les ouvriers du monde entier lutteront avec un dévouement sans réserve contre cette politique des classes dominantes et feront le nécessaire pour briser la chaîne avant qu'elle se soude.

### 5. *Politique internationale de la social-démocratie*

La social-démocratie contre-révolutionnaire qui, au mois d'août 1914, a dû jeter le masque et soutenir ouvertement, dans chaque pays, sa bourgeoisie, suit aujourd'hui la même politique sous une forme déguisée. Partout où elle est une force importante, elle soutient comme par le passé «ses» impérialistes, en masquant cette trahison des mots sonores de démocratie et de pacifisme. Ce sont les chefs de la social-démocratie qui sont actuellement les partisans les plus ardents et des conclusions des experts, et d'un nouvel isolement de l'U. R. S. S., avec même attaque directe du capital international contre la première Révolution prolétarienne du monde. Cependant, pour endormir la vigilance des masses, ils prodiguent dans leurs congrès les phrases mensongères sur la grève générale, comme moyen d'empêcher la guerre.

Entre les chefs politiques de la bourgeoisie et ceux de la social-démocratie contre-révolutionnaire, il y a seulement division du travail : les premiers créent une apparence d'ère démocratico-pacifiste, les seconds tâchent de développer les illusions « démocratico-pacifistes » au sein des classes laborieuses.



## II. LE PROBLEME DU POUVOIR

### 1. *Ebranlement du régime bourgeois*

Le régime bourgeois a, pour un certain laps de temps, sauvé son existence, bien que la première guerre impérialiste mondiale ait provoqué sur la fin une immense explosion de mécontentement populaire spontané. Les forces du prolétariat international n'étaient pas suffisamment organisées. Les partis de coup d'Etat prolétarien étaient trop faibles et c'est pourquoi la victoire de la révolution prolétarienne, à la fin de la guerre impérialiste, était impossible.

Mais cette guerre n'en a pas moins causé des secousses profondes. Ses suites se manifesteront encore pendant bien des années. Ses conséquences sociales et politiques ne sont encore qu'esquissées.

Les traités impérialistes n'ont été, comme l'occupation de la Ruhr l'a montré, qu'une continuation de la guerre avec d'autres moyens; ils n'ont pas guéri les blessures faites par la guerre. Les conséquences de la guerre ne sont pas écartées et ne le seront pas par les méthodes capitalistes.

En tout cas, à la suite de la première guerre impérialiste mondiale, le régime capitaliste apparaît sapé et ébranlé à la fois économiquement et politiquement. Les symptômes de la fragilité du capitalisme se montrent parfois avec une évidence plus frappante encore dans la politique que dans l'économie.

Le changement rapide et incessant des gouvernements est un de ces symptômes. Dans maints pays, le problème du pouvoir est à l'ordre du jour, sous une forme inconnue avant la guerre.

### 2. *Les deux politiques de la bourgeoisie*

L'après-guerre et, en partie, la période qui la précéda ont révélé deux tendances politiques de la bourgeoisie : l'une franchement réactionnaire et l'autre démocratico-pacifiste. L'incarnation la plus marquante de la première est Poincaré, et de la seconde, Lloyd George.

Dans ces années de crise révolutionnaire, ce phénomène n'est pas fortuit. Quand le sol tremble sous les pieds de la bourgeoisie, quand l'ère « normale » de sa domination stable entre dans le passé, quand des événements révolutionnaires s'annoncent manifestement et que les forces du coup d'Etat prolétarien grandissent, deux systèmes de politique doivent nécessairement se présenter aux chefs de la classe dominante : l'un qui voudrait écraser et réprimer les forces révolutionnaires avant qu'elles aient grandi, par une furieuse campagne contre elles; l'autre, à plus longue vue, qui, au moyen de petites concessions, en corrompant les dirigeants de la classe ouvrière, en un mot par la démocratie, le pacifisme et le réformisme, s'efforce de modifier le rapport des forces en faveur de la bourgeoisie.

### 3. *Entre la social-démocratie et le fascisme*

La bourgeoisie ne peut plus gouverner avec les anciennes méthodes. C'est un des symptômes de l'approche lente, mais sûre, de la révolution prolétarienne. La bourgeoisie a recours tantôt aux bons offices du fascisme et tantôt à ceux de la social-démocratie. Dans les deux cas, elle tâche de masquer le caractère capitaliste de sa domination et de lui donner des traits plus ou moins « populaires ».

Fascistes (première période de Mussolini) et social-démocrates (première période de Noske) servent la bourgeoisie en tant qu'organisations de combat, bandes armées, troupes de choc contre l'armée prolétarienne naissante.

Avec l'aide du fascisme et de la social-démocratie, la bourgeoisie essaie de regrouper les forces sociales en fabriquant l'apparence d'une victoire politique de la petite-bourgeoisie et d'une participation du peuple à l'exercice du pouvoir.

### 4. *La social-démocratie, tiers-parti de la bourgeoisie*

En Amérique, on fait beaucoup de bruit autour de la création d'un tiers-parti de la bourgeoisie (la petite bourgeoisie). En Europe, la social-démocratie est déjà, en un certain sens, ce tiers-parti.

La chose est particulièrement visible en Angleterre, où, aux deux partis classiques de la bourgeoisie qui, jadis, se relayaient pratiquement l'un l'autre au pouvoir, s'est ajouté comme facteur gouvernemental le Labour Party, qui fait, en réalité, à peu près la politique d'une des ailes de la bourgeoisie. Les chefs traîtres du Labour Party sont appelés à coopérer plusieurs années, sous une forme ou sous une autre, à l'exercice du pouvoir de la bourgeoisie.

Il est également hors de doute qu'en France, en Angleterre et dans beaucoup d'autres pays, les leaders de la IIe Internationale jouent le rôle de misérables bourgeois et sont pratiquement à la tête d'une fraction de la bourgeoisie « démocratique ».

Depuis longtemps déjà, d'aile droite du mouvement ouvrier, ils dégénèrent de plus en plus en aile gauche de la bourgeoisie et, par endroits, en aile du fascisme. C'est pourquoi il est historiquement faux de parler de victoire du fascisme sur la social-démocratie. Le fascisme et la social-démocratie (dans la mesure où il s'agit des dirigeants) sont la main droite et la main gauche du capitalisme contemporain, ébranlé par la première guerre impérialiste mondiale et par les premières révoltes des travailleurs.

### 5. *La social-démocratie de nouveau au pouvoir*

Pendant la guerre et immédiatement après, nous avons vu les leaders de la IIe Internationale au pouvoir dans un certain nombre de pays. Le fait s'expliquait par le besoin brutal des impérialistes d'opposer le mouvement ouvrier des pays ennemis.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie invite les chefs de la social-démocratie à partager le pouvoir pour la seconde fois. En situation « normale » et sans guerre, ce phénomène témoigne de l'instabilité de l'hégémonie bourgeoise, des colossales anomalies et des terribles crises que recèle pour la bourgeoisie cette situation normale.

### 6. *Entre la terreur blanche et les « gouvernements ouvriers »*

Malgré une apparence de consolidation du régime bourgeois, sa puissance est en réalité de plus en plus minée. La position devient de plus en plus instable. Le parlementarisme vit ses derniers moments. Sur les ruines du vieux parlementarisme, la bourgeoisie a de plus en plus de peine à bâtir un équilibre tant soit peu solide. Les dernières élections en France et en Allemagne en sont une illustration : voilà deux parlements bourgeois de deux grands Etats d'Europe qui n'ont pas de majorité stable. La bourgeoisie sera ballottée d'un côté à l'autre de la terreur blanche au « gouvernement ouvrier ».



Il peut arriver que, dans un avenir prochain, nous voyons des « gouvernements ouvriers », non pas dans un pays ou dans deux, mais dans beaucoup. Ils seront le résultat de la lutte du prolétariat pour le pouvoir et des hésitations de la bourgeoisie, inévitables dans la période actuelle.

Objectivement, ces « gouvernements ouvriers » peuvent être un progrès en ce sens qu'ils témoigneront de la dislocation progressive du régime bourgeois et du manque de suite dans la politique des classes dominantes. Le gouvernement « ouvrier » contre-révolutionnaire (en réalité, libéral) de Mac Donald est un progrès.

Mais le rôle des véritables partisans de la révolution prolétarienne doit consister non pas à porter aux nues de semblables gouvernements « ouvriers », mais à grouper l'armée prolétarienne pour la lutte révolutionnaire intransigeante et à franchir au plus vite ce gouvernement soi-disant ouvrier pour faire triompher la dictature du prolétariat.

### 7. *Signification objective et perspectives probables de la phase démocratico- pacifiste*

La signification objective de la phase démocratico-pacifiste que nous traversons consiste en ceci que la bourgeoisie ne peut plus se maintenir au pouvoir au moyen des anciennes méthodes. Elle est l'expression de la faiblesse et du déclin du régime capitaliste.

Les gouvernements démocratico-pacifistes actuellement au pouvoir, de même que tous les gouvernements analogues qui peuvent y venir, non seulement ne mèneront pas une politique réellement démocratique et pacifique, mais au contraire se teinteront très vite de fascisme. La lutte de classes, loin de se calmer, s'exaspérera encore dans le cadre de cette « démocratie », de ce « pacifisme ». L'alternance des régimes (démocratie, fascisme, démocratie) sapera encore dans le cadre de cette « démocratie » et de ce « pacifisme ». chaque changement, les masses populaires et, au premier chef, les masses prolétariennes, sortiront enrichies d'expérience politique et plus décidées à la lutte, tandis que la bourgeoisie et les leaders social-démocrates qui la servent en sortiront chaque fois affaiblis, plus démoralisés et perdant davantage la foi en eux-mêmes et en leur politique.

Ainsi croîtront les forces de la Révolution prolétarienne, jusqu'au jour de sa victoire décisive.

## III. LA CREATION DE GRANDS PARTIS COMMUNISTES, PROBLEME CENTRAL DE TOUTE UNE EPOQUE

### 1. *La crise du capitalisme et le facteur subjectif*

Si la bourgeoisie mondiale n'a pas été vaincue au terme de la guerre impérialiste, c'est surtout parce que nous n'avions pas, dans les pays décisifs, de grands partis communistes capables d'organiser la Révolution et de mener au combat les masses spontanément levées contre les fauteurs de la guerre. Le capitalisme a dû à cette circonstance un certain répit.

A un moment où le capitalisme ne peut plus régner sans la social-démocratie, où le mal qui le mine, bien que chronique, devient de plus en plus irrémédiable, le *facteur subjectif*, c'est-à-dire le degré d'organisation du prolétariat et de son avant-garde, les partis communistes, devient dominant.

### 2. *Aux masses !*

Le mot d'ordre lancé par le III[e] Congrès mondial: *Aux masses!* reste en vigueur totalement. Les succès remportés par l'Internationale Communiste dans la période écoulée n'en sont que les premiers fruits. Certaines sections ne les ont pas encore consolidés, et si, dans la conquête des masses, nous n'avançons pas, nou pouvons facilement reculer.

### 3. *La conquête de la majorité*

Le IV[e] Congrès s'exprimait de la façon suivante au sujet de la conquête de la majorité:

« Dans ces conditions, l'indication fondamentale du III[e] Congrès mondial: *Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe,* subsiste dans toute sa force.

« La conception suivant laquelle, dans l'équilibre instable actuel de la société bourgeoise, la plus grave crise peut subitement éclater par suite d'une grande grève, d'un soulèvement colonial, d'une nouvelle guerre, ou même d'une crise parlementaire, garde toute sa force aujourd'hui encore plus qu'à l'époque du III[e] Congrès. Mais c'est précisément pour cela que le « facteur subjectif », c'est-à-dire le degré de conscience, de volonté, de combat et d'organisation de la classe ouvrière et de son avant-garde, acquiert une importance énorme.

« La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée; c'est la tâche essentielle de l'Internationale Communiste à présent comme auparavant.

« Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'Internationale Communiste a deux tâches : 1) créer un noyau de parti communiste qui défende les intérêts généraux du prolétariat, et 2) appuyer de toutes ses forces le mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme, devenir l'avant-garde de ce mouvement et mettre en relief et renforcer le mouvement social au sein du mouvement national ».

Le V[e] Congrès confirme intégralement les formules des III[e] et IV[e] Congrès. Il repousse catégoriquement comme erronées, d'une part, les tendances de droite qui exigent la conquête préalable de la majorité statistique de toute la classe ouvrière et estiment qu'il ne saurait être question de batailles révolutionnaires sérieuses avant l'acquisition au communisme de 99 % des travailleurs; et, d'autre part, l'opinion de l'extrême-gauche qui n'a pas encore compris la portée universelle et décisive du mot d'ordre : « *Aux masses!* » et qui parfois a l'air de croire que les Partis Communistes peuvent être des organisations d'une minorité prolétarienne terroriste et que, sans embrasser les masses, ils peuvent les conduire au combat n'importe quand.

## IV. CONDITIONS DE LA FORMATION DE PARTIS COMMUNISTES DE MASSE

Ces conditions sont les suivantes :

### 1. *Construction du Parti sur la base des cellules d'usine*

L'immense majorité des Partis Communistes d'Europe conserve les vieux principes d'organisation, empruntés à la social-démocratie. C'est le vestige d'une époque où le Parti était considéré comme une machine électorale auxiliaire. Il ne peut être question de créer un Parti Communiste de masse sérieux et solide tant que ce Parti n'aura pas à sa base des cellules dans les entreprises mêmes (la même remarque se rapporte aux Jeunesses, aux femmes, etc.).



Ce n'est pas seulement une question d'organisation, c'est une question profondément politique. Aucun Parti Communiste ne pourra mener au combat des masses prolétariennes décisives ni vaincre la bourgeoisie tant qu'il n'aura pas une base solide à l'usine et tant que chaque grande entreprise ne sera pas devenue une citadelle du Parti Communiste.

### 2. *L'action communiste à l'intérieur des syndicats*

La formation effective, et non verbale, d'un réseau de fractions communistes dans les syndicats (légalement si possible, illégalement s'il le faut), une campagne systématique, opiniâtre, prolongée pendant des années pour la conquête des syndicats, la réponse à l'invitation des leaders social-démocrates à la scission et à la désertion par un effort encore plus grand d'unité au sein même des syndicats, voilà encore des prémisses essentielles de la formation de solides Partis Communistes de masses.

### 3. *Fondation de comités d'usine*

Le mouvement des comités d'usine est une nouvelle forme d'organisation du prolétariat, dont il sortira peu à peu de nouveaux syndicats réellement révolutionnaires et qui, dans des circonstances favorables, servira d'embryon aux Soviets de députés ouvriers. Le Parti Communiste qui n'a pas encore réussi à faire naître un sérieux mouvement de comités d'usine ou à conquérir une influence importante dans le mouvement déjà existant, ne peut être considéré comme un Parti Communiste de masses.

La solution des problèmes énumérés dans ces trois paragraphes constitue la condition essentielle et élémentaire de l'existence de grands Partis Communistes. Il est impossible autrement d'aborder sérieusement les autres questions de la politique communiste.

### 4. *Le Parti et les paysans*

Non seulement dans les pays agraires et semi-agraires, mais même dans les pays typiquement industriels, la crise provoquée par la guerre impérialiste a rendu des fractions importantes de la population paysanne beaucoup plus accessibles aux idées révolutionnaires des communistes. Le prolétariat ne peut vaincre ni édifier le régime des Soviets s'il n'a pas, longtemps avant, travaillé à neutraliser certains éléments de la classe paysanne et à gagner les sympathies de certains autres. Les Partis Communistes qui veulent devenir de grands partis révolutionnaires ne peuvent se contenter d'avoir des thèses sur la question paysanne, ils doivent savoir établir un contact vivant entre l'avant-garde prolétarienne et l'élite des paysans. Ce contact (qui présente une énorme importance pour leur liaison avec l'armée recrutée surtout parmi les paysans) peut être obtenu principalement par l'intermédiaire des ouvriers. Il faut prendre pour règle que les ouvriers révolutionnaires des entreprises où les communistes jouissent d'une grande influence envoient systématiquement dans les campagnes de grandes délégations et recueillent pour cela les ressources matérielles nécessaires. Le manque d'attention pour la question paysanne est un

vestige de social-démocratie. Les Partis Communistes qui n'ont pas su organiser l'action révolutionnaire chez les paysans ne peuvent être reconnus comme des Partis de masse posant sérieusement la question de la conquête du pouvoir. Il va de soi que nos sections n'en demeurent pas moins des partis ouvriers marxistes et ne doivent pas dégénérer en partis ouvriers et paysans.

### 5. *La question des nationalités*

Dans un certain nombre de pays, le partage du monde, effectué après la guerre impérialiste, a renforcé l'oppression et l'enchevêtrement des nationalités. En Europe, et plus encore dans les colonies et semi-colonies, s'est accumulée une quantité de matières explosives capables de faire sauter la domination bourgeoise. Une bonne politique des communistes dans la question nationale, telle qu'elle est fondée en détail dans les thèses du IIe Congrès mondial, est une des parties essentielles de la conquête des masses et de la préparation d'une révolution victorieuse. Le nihilisme et les déviations opportunistes dont font preuve à l'égard de la question coloniale un certain nombre de Partis Communistes est le point faible de ces Partis qui, s'ils persistent dans leur erreur, ne pourront jamais remplir leur mission historique.

## V. ENTRE DEUX VAGUES DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Au cours de l'année dernière ont apparu les premiers indices d'une nouvelle vague révolutionnaire. Les combats d'Allemagne, les insurrections de Bulgarie et de Pologne, les grandes grèves économiques de plusieurs autres pays, annoncent de nouveaux événements révolutionnaires. Ce sont précisément les époques intermédiaires entre deux révolutions ou entre deux vagues révolutionnaires qui sont d'ordinaire grosses de déviations opportunistes vers la droite et de déviations d'extrême-gauche vers une passivité cachée sous le radicalisme des mots, vers un menchévisme à rebours.

## VI. GUERRE SANS MERCI AUX DEVIATIONS OPPORTUNISTES DE DROITE

La période écoulée entre le IVe et le Ve Congrès a montré des déviations opportunistes, dans le mouvement communiste, plus fortes qu'on n'aurait pu le soupçonner. Un certain nombre de sections, venues de la social-démocratie, en ont apporté des résidus de traditions non encore effacées. A mesure que les Partis de l'Internationale Communiste deviennent des Partis de masses, les déviations de droite peuvent être plus dangereuses.

Au Ve Congrès, le fait s'est définitivement éclairci que, dans certains des pays les plus importants pour le mouvement ouvrier, les représentants de la droite ont essayé de déformer la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan en l'interprétant comme une étroite alliance politique, comme une coalition organique de « tous les partis ouvriers », c'est-à-dire comme l'union politique des communistes avec la social-démocratie. Pour l'Internationale Communiste, la tactique du front unique avait pour but principal de combattre les chefs de la social-démocratie contre-révolutionnaire et de libérer les



ouvriers social-démocrates de leur influence; la droite l'a interprétée comme équivalant à une union politique avec la social-démocratie.

Le Ve Congrès condamne résolument cette déviation petite-bourgeoise, repousse catégoriquement l'altération de la tactique du front unique qui s'est marquée dans plusieurs sections et déclare qu'il combattra sans merci cette politique radicalement contraire aux décisions de l'Internationale Communiste.

## VII. LES DEVIATIONS D'EXTREME-GAUCHE

Le bolchévisme s'est constitué dans une lutte acharnée non seulement contre le menchévisme et le centrisme, mais aussi contre les déviations d'extrême-gauche. L'Internationale Communiste, organisation internationale du bolchévisme, fait dès ses premiers jours une guerre impitoyable à la fois à l'opportunisme de droite et aux déviations d'extrême-gauche qui souvent ne sont que le revers de l'opportunisme.

Entre le IVe et le Ve Congrès, les déviations d' « extrême-gauche » ont revêtu un aspect particulièrement dangereux dans la question du travail dans les syndicats réactionnaires. Le mouvement en faveur de l'abandon des syndicats est gros de dangers immenses pour le communisme. Si l'Internationale Communiste ne donne pas une riposte catégorique à ces tendances qui font uniquement le jeu des chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie, désireux d'être débarrassés de la présence des communistes dans les syndicats, nous n'aurons jamais de Partis véritablement bolchéviks.

Les déviations d' « extrême-gauche » se sont manifestées également dans le rejet par principe de la manœuvre en général et, en particulier, dans l'incompréhension de la tactique du front unique, dans une mauvaise volonté à la mettre en pratique, ou bien dans son admission seulement en matière économique et pas en politique, etc. Mais la manœuvre ne doit naturellement pas donner prétexte à méthodes opportunistes.

Tout en combattant sans merci les déviations opportunistes de droite, l'Internationale Communiste doit systématiquement expliquer l'erreur et la nocivité de la déviation d' « extrême-gauche », hostile à la création de Partis de masses aptes à la manœuvre.

## VIII. LA TACTIQUE DU FRONT UNIQUE

En dépit de grandes erreurs opportunistes et de sa déformation par la droite au point d'entraîner parfois une dégénération des Partis Communistes, la tactique du front unique, entre le IVe et le Ve Congrès de l'Internationale Communiste, a en somme été utile et nous a rapprochés de la transformation de plusieurs sections en grands Partis.

Pendant la période où les Partis Communistes des principaux pays restent en minorité, où la social-démocratie, par suite de toutes sortes de circonstances historiques, entraîne encore à sa suite une fraction considérable du prolétariat, où l'offensive capitaliste continue sous une forme ou sous une autre, où la classe ouvrière n'a pas encore la force même de se défendre sérieusement, la tactique du front unique était et demeure absolument juste et indispensable.

L'expérience de la tactique du front unique, à laquelle l'Internationale Communiste a déjà fait allusion, demeure et il est apparu que de simples formules ne mènent plus à rien, que, dans la période ac-

tuelle, les partis de l'Internationale Communiste ne peuvent rien entreprendre avec la tactique du front unique en soi et que cette tactique, de méthode bolchévique et révolutionnaire, menace de se changer en tactique opportuniste et en source de révisionnisme.

La tactique du front unique est simplement un moyen d'agiter et de mobiliser les masses pour toute une période. Vouloir interpréter cette tactique comme une coalition politique avec la social-démocratie contre-révolutionnaire, c'est un opportunisme repoussé par l'Internationale Communiste.

La tactique révolutionnaire du front unique n'est justement appliquée que si chaque section, en pleine conscience de ses dangers et sans adopter des formules mécaniques, se propose concrètement de mobiliser les masses pour certains buts et revendications partiels, de les organiser, pour toujours s'orienter sur la révolution et l'entraînement au combat de la majorité des couches décisives du prolétariat afin de réaliser enfin l'assaut à la bourgeoisie.

1. La tactique du front unique par en bas est nécessaire toujours et partout, à l'exception peut-être des rares moments de lutte décisive où les ouvriers révolutionnaires communistes doivent tourner leurs armes même contre les groupes du prolétariat qui, dans leur inconscience, se battent contre nous. Mais même dans ces moments exceptionnels, il faut faire tout son possible pour réaliser l'unité par en bas avec les ouvriers qui ne marchent pas encore avec les communistes. L'expérience de la révolution russe et de la lutte révolutionnaire en Allemagne a montré que cela est possible.

2. L'unité par en bas et les pourparlers par en haut à la fois sont une méthode à employer assez souvent dans les pays où la social-démocratie est encore une force. Ces pourparlers avec les chefs ne doivent pas lier l'indépendance communiste du Parti. Ici la base doit encore être l'unité par en bas. L'appel aux organes officiels de la social-démocratie (lettres ouvertes, etc.) ne doit pas devenir une routine. Le principal est de créer au préalable parmi les ouvriers (y compris les ouvriers social-démocrates) un état d'esprit favorable à l'action projetée, à la campagne à entamer pour, après seulement, s'adresser aux organes officiels de la social-démocratie, les placer ainsi en face du fait accompli d'une classe ouvrière déterminée ou, s'ils refusent de la soutenir, les démasquer devant les masses.

Il va de soi que les Partis Communistes doivent conserver leur pleine et entière indépendance et, à tout moment des pourparlers, leur physionomie communiste. A cet effet, tous les pourparlers avec les dirigeants social-démocrates doivent être menés à découvert et les communistes doivent tout faire pour fixer sur eux l'attention des ouvriers.

3. L'unité seulement par en haut est une méthode que l'Internationale Communiste repousse catégoriquement et résolument.

Le plus important est le front unique par en bas, c'est-à-dire l'union réalisée, sous la direction du Parti Communiste, entre les ouvriers communistes, social-démocrates et sans-parti d'une entreprise, d'un comité d'usine, d'un syndicat, d'un seul centre industriel ou de toute une région, d'une profession ou de tout le pays, etc.

Il va de soi que la tactique du front unique peut et doit varier avec la situation concrète de chaque pays et de chaque période. Une application routinière et globale la priverait de toute signification, la transformerait en son contraire.

En concrétisant les méthodes tactiques, il faut tenir compte de toute la situation du pays, de sa structure, de l'état de la section en



portant le centre de gravité sur la mobilisation des masses par en bas, la création d'organes de combat, la liaison avec les principaux éléments des masses laborieuses (prolétariat, paysans, ouvriers agricoles) qui doivent être appelées au combat.

La tactique du front unique a été et reste une méthode de révolution et non d'évolution pacifique. Elle a été et reste une tactique de manœuvre stratégique révolutionnaire de l'avant-garde communiste entourée d'ennemis et luttant tout d'abord contre les chefs traîtres de la social-démocratie contre-révolutionnaire; elle n'est en aucun cas une tactique d'alliance avec eux. Elle a été et reste une tactique consistant à gagner progressivement à notre cause les ouvriers social-démocrates et les meilleurs des sans-parti, mais en aucun cas à rabaisser nos objectifs au degré de compréhension de ces ouvriers.

## IX. LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été et est encore compris par l'Internationale Communiste comme une déduction de la tactique du front unique dans l'acception ci-dessus indiquée. Les éléments opportunistes de l'Internationale Communiste ont essayé, dans la période écoulée, d'altérer non seulement le mot d'ordre du front unique, mais aussi celui du gouvernement ouvrier et paysan, en l'interprétant comme un gouvernement « dans le cadre de la démocratie bourgeoise », comme une alliance politique avec la social-démocratie.

Le V^e^ Congrès mondial repousse catégoriquement une telle interprétation. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est, pour l'Internationale Communiste, traduit dans la langue de la révolution, dans la langue du peuple, la dictature du prolétariat. La formule du gouvernement ouvrier et paysan, née de l'expérience de la Révolution russe, n'a été et ne peut être qu'un moyen d'agiter et de mobiliser les masses en vue du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'instauration du régime soviétiste. Pour former un gouvernement véritablement ouvrier ou ouvrier et paysan, il faut avant tout renverser la bourgeoisie, qui actuellement détient partout le pouvoir, sauf dans l'U. R. S. S. Abattre et mettre hors d'état de nuire la bourgeoisie, réprimer sa résistance et créer les prémisses réelles d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, tout cela n'est possible que par le soulèvement armé du prolétariat entraînant les meilleurs des paysans, et par la victoire des travailleurs dans la guerre civile.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été et demeure la meilleure formule pour aborder les masses, l'ensemble des travailleurs.

Dans la période présente, où les chefs social-démocrates s'engagent de plus en plus dans des combinaisons gouvernementales avec la bourgeoisie, tandis que les ouvriers qui suivent encore la social-démocratie sont aux prises avec une misère de plus en plus profonde, il se crée une situation qui est souvent très favorable à l'application de la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan.

Si, précisément dans la période où la social-démocratie officielle devient le « tiers parti » gouvernemental de la bourgeoisie et où ses chefs s'enfoncent de plus en plus dans les combinaisons gouvernementales de la bourgeoisie, nous réussissons, nous autres communistes, par un habile emploi de la tactique du front unique, à entraîner un nombre considérable d'ouvriers social-démocrates d'abord dans les combats économiques, puis dans les combats politiques côte à côte

avec nous, nous obtiendrons par là même une conjoncture on ne peut plus propre à ruiner l'influence de la social-démocratie et à attirer au communisme de nombreux éléments travailleurs.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan n'est en aucun cas, pour les communistes, une tactique d'accords et de transactions parlementaires avec les social-démocrates. Bien au contraire, l'activité parlementaire des communistes doit, elle aussi, avoir pour objet de démasquer le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie et d'expliquer aux travailleurs la falsification et l'imposture des gouvernements « ouvriers » créés par la bourgeoisie et qui ne sont en réalité que des gouvernements bourgeois libéraux.

## X. REVENDICATIONS PARTIELLES

La tactique de l'Internationale Communiste non seulement n'exclut pas, mais sous-entend l'emploi, dans notre agitation et dans notre politique, des revendications partielles. Il faut seulement ne pas perdre de vue trois circonstances :

*a*) les revendications partielles que nous formulons doivent être vivantes, c'est-à-dire pouvoir être soutenues par les travailleurs;

*b*) elles doivent être dans la ligne de la révolution;

*c*) elles doivent toujours être rattachées au but final; nous devons aller du particulier au général, des revendications partielles à tout le système de revendications dont l'ensemble constitue la révolution sociale.

Tandis que les réformistes formulent les revendications partielles aux lieu et place de la Révolution prolétarienne, les communistes s'en servent pour mieux préparer la révolution prolétarienne. Toute l'agitation des communistes en faveur des revendications partielles lie de la façon la plus étroite chacune de ces revendications au programme de la Révolution, surtout dans les pays où il y a crise du régime bourgeois.

## XI. LES ILLUSIONS DEMOCRATICO-PACIFISTES

La situation actuelle engendre inévitablement pour un temps, parmi certains éléments des travailleurs, des illusions démocratico-pacifistes. Les chefs de la social-démocratie feront tout leur possible pour les encourager.

La lutte contre ces illusions, qui sera pour les communistes une des tâches principales de cette période, n'exclut en aucune façon l'application de la tactique du front unique. Bien au contraire, c'est justement l'application habile de cette tactique (participation des ouvriers social-démocrates à la lutte économique des communistes, revendications politiques élémentaires impossibles cependant à satisfaire pour les gouvernements démocratiques et « ouvriers ») qui sera le meilleur moyen de venir à bout des illusions démocratico-pacifistes.

L'application de la tactique du front unique ne sera couronnée de succès qu'à une condition : c'est que les illusions démocratico-pacifistes ne pénétreront pas dans nos rangs et que les communistes ne perdront pas de vue les dangers du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan, plus d'une fois signalés par l'Internationale Communiste.



## XII. OCCIDENT ET ORIENT

L'Internationale Communiste est l'organisation de la Révolution universelle. Cependant, un certain nombre de circonstances ont fait que ses efforts ont été trop tournés vers l'Occident. Il est indispensable de porter une attention beaucoup plus grande sur l'Orient, au sens le plus large. Aux Indes, au Japon, en Chine, en Turquie se sont créées les premières cellules d'un mouvement communiste. Dans tous ces pays commence une vaste lutte économique des ouvriers. L'Internationale Communiste doit accorder une attention renforcée à ce mouvement et, en outre, prêter son concours au mouvement de toutes les nationalités opprimées contre l'impérialisme, dans l'esprit de la résolution du IIe Congrès, en se rappelant que ces mouvements sont une partie intégrante du grand mouvement d'affranchissement qui seul peut conduire à la victoire de la Révolution non seulement en Europe, mais dans le monde.

## XIII. DEUX PERSPECTIVES

L'époque de la révolution internationale est ouverte. La vitesse de son développement et en particulier la vitesse de l'évolution révolutionnaire sur tel ou tel continent, dans tel ou tel pays, est impossible à prévoir avec exactitude. Deux perspectives sont possibles :

*a*) un développement ralenti de la Révolution prolétarienne n'est pas exclu;

*b*) d'un autre côté, le terrain est à tel point miné sous le capitalisme et ses antagonismes s'exaspèrent avec une telle rapidité que la solution peut intervenir ici ou là en un temps très court.

L'Internationale Communiste doit bâtir sa tactique sur ces deux éventualités. Sa manœuvre doit consister à savoir rapidement s'adapter aux changements de vitesse de l'histoire et en tout cas, même si cette vitesse diminue, elle doit rester le grand Parti Communiste intransigeant de la Révolution prolétarienne et, en cette qualité, grouper les masses et les former à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

## XIV. LA BOLCHEVISATION DES PARTIS ET LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE UNIVERSEL

L'objectif essentiel de cette période de l'Internationale Communiste est la bolchévisation de ses sections. Ce mot d'ordre ne doit en aucune façon être compris comme une transposition automatique de toute l'expérience du Parti bolchévik aux autres Partis. Les traits essentiels d'un Parti réellement bolchévik se ramènent à ce qui suit :

*a*) le Parti doit être une véritable organisation de masses, c'est-à-dire, légal ou illégal, se maintenir en contact étroit et indispensable avec les ouvriers et exprimer leurs besoins et leurs espoirs.

*b*) il doit être capable de manœuvrer, c'est-à-dire ne pas avoir une tactique dogmatique et sectaire, mais employer contre l'ennemi n'importe quelle manœuvre stratégique sans cesser de rester lui-même : c'est la faute capitale de nos partis de ne pas souvent le comprendre;

*c*) il doit être un Parti essentiellement révolutionnaire et marxiste, poursuivant irrésistiblement son but en toutes circonstances et faisant le maximum d'efforts pour rapprocher l'heure de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie;

*d*) il doit être un Parti centralisé, n'admettant ni fractions, ni tendances, ni groupements, un Parti monolithe fondu d'un seul bloc;

*e*) il doit se livrer dans l'armée bourgeoise à un travail systématique de propagande et d'organisation.

La bolchévisation des Partis, cela signifie le transfert dans nos sections de tout ce qui, dans le bolchévisme, a été et est encore d'une portée internationale.

C'est seulement à mesure que les principales sections de l'Internationale Communiste se transforment en Partis bolchéviks que l'Internationale Communiste deviendra vraiment le Parti bolchévik universel pénétré du léninisme.

## XV. OBJECTIFS DES PRINCIPALES SECTIONS DE L'I. C.

1. ANGLETERRE. — Dans la situation actuelle, c'est l'Angleterre, avec ses possessions, qui joue généralement le premier rôle dans toutes les questions internationales. Il s'ensuit que le Parti Communiste anglais acquiert une importance exceptionnelle. Mettre ce Parti en état de répondre aux tâches qui lui incombent doit être un des objectifs essentiels de l'Internationale Communiste. Le Parti Communiste anglais, dans ses rapports avec le gouvernement travailliste, s'est rendu coupable de certaines déviations de doctrine et de tactique. Il doit, dans la période qui commence, concentrer ses efforts sur les buts suivants :

*a*) soutenir et encourager l'aile gauche existant à l'intérieur du Labour Party, de façon à ce qu'elle devienne une véritable fraction révolutionnaire, et en même temps développer une action intense au sein de l'opposition syndicale;

*b*) combattre dans les masses, clairement et sans ambiguité, le « Gouvernement ouvrier » de Macdonald en démasquant son caractère bourgeois hostile à la classe ouvrière;

*c*) dans les élections partielles et dans la prochaine campagne électorale, avoir une ligne communiste nette et bien tranchée;

*d*) conduire les conflits économiques de façon à donner la prépondérance aux organes ouvriers du front unique (comités de grève, conseils d'usine, etc.) et à rendre évident aux ouvriers le sens politique de ces conflits;

*e*) engager une active campagne pour créer dans les entreprises et dans les syndicats des comités d'action dont la pression obligera le gouvernement à réaliser la partie de son programme qu'il a laissé tomber, à savoir : la socialisation des chemins de fer et des mines, l'augmentation de l'allocation aux chômeurs, la construction de maisons ouvrières, etc... C'est en démontrant, par la misère quotidienne des ouvriers, la trahison du gouvernement travailliste, c'est en cherchant à gagner les masses au combat pour les buts énumérés plus haut, que le Parti Communiste détruira ce qui reste d'illusions à l'égard du gouvernement du Labour Party.

*f*) se mettre en liaison avec les colonies, soutenir les mouvements de libération nationale des pays coloniaux, traiter systématiquement les questions du militarisme, du marinisme, du désarmement, des rapports de l'Angleterre avec la Russie soviétiste et la France impérialiste, du rapport des experts;

*g*) s'appliquer à étendre son influence sur les sans-travail;

*h*) travailler à la réforme intérieure du Parti, au recrutement de nouveaux membres parmi les ouvriers, à la constitution de cellules d'entreprises, à l'éducation communiste des membres, à l'extension des connaissances sur le mouvement ouvrier international.



2. FRANCE. — Le Congrès enregistre avec satisfaction les progrès sensibles faits par le Parti français, qui a exclu tous les éléments douteux et devient un véritable Parti du prolétariat. Cependant, il signale au Parti frère de France l'instante nécessité :

*a*) de créer un véritable appareil, sans lequel l'existence d'un Parti prolétarien est impossible;

*b*) de travailler sérieusement les centres industriels, particulièrement ceux où, comme l'ont montré les dernières élections, les socialistes jouissent encore d'une grande influence. Paris est indubitablement d'une grande importance, mais on ne saurait songer à la victoire tant que les principaux centres industriels ne seront pas acquis;

*c*) de faire un sérieux travail parmi les paysans;

*d*) d'appliquer comme il convient la tactique du front unique. Les chefs du socialisme français n'ont pas osé entrer ouvertement dans le gouvernement Herriot, mais en fait ils en font partie. D'où la nécessité de changer notre mode d'agitation, tout en restant dans les limites de la tactique du front unique;

*e*) d'accorder la plus sérieuse attention à la création de cellules d'entreprises, sans quoi il ne peut y avoir de Parti Communiste de masse;

*f*) la Seine doit se proposer d'avoir sous peu 25.000 membres. La même campagne de recrutement doit être faite partout;

*g*) de faire tout pour créer un vaste mouvement de conseils d'usine;

*h*) de venir à bout des vestiges de tendances de droite et de rassembler tout le Parti sous le drapeau de l'Internationale Communiste en constituant un centre solide et vraiment capable de fonctionner. Tous frottements entre la gauche et l'ancien centre doivent cesser. Tout le Parti doit être une gauche ne faisant qu'un avec l'Internationale Communiste;

*i*) de raffermir à tout prix les liaisons internationales et avant tout d'entretenir un contact constant avec le Parti allemand.

La grande industrie française joue un rôle d'une importance toujours croissante dans les antagonismes impérialistes et dans la politique intérieure. Le Parti Communiste français a à combattre l'influence croissante de cette grande industrie, avant tout à propos de l'exécution du rapport des experts, et en accord étroit avec le Parti allemand.

*j*) de hâter l'entrée dans le Parti de tous les éléments communistes mûrs de la C. G. T. U.

Les chefs de la C. G. T. U. doivent prendre une position plus nette contre l'anarchisme et le syndicalisme vulgaire de la vieille école. Dans cette lutte, aucune place ne doit être accordée à la théorie fausse de la neutralité dans les questions fondamentales touchant le communisme.

Il ne faut pas oublier un seul instant que, malgré tous les progrès accomplis, ni le Parti, ni les syndicats révolutionnaires n'ont encore vraiment gagné les masses et consolidé organiquement leur influence, de sorte qu'ils ne sont pas encore l'avant-garde authentique du prolétariat français.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan reste particulièrement opportun dans la France contemporaine. La propagande de ce mot d'ordre dans l'esprit du V^e^ Congrès sera l'axe de toute l'agitation du Parti Communiste français.

3. ALLEMAGNE. — Dans leur essence, les perspectives de révolution restent les mêmes que celles qui ont été tracées par l'Exécutif en automne 1923. Il se peut que la victoire du « pacifisme démocratique » en Angleterre et en France redonne une certaine force à la bourgeoisie et à la social-démocratie d'Allemagne. Les illusions démocratico-pacifistes, venant par ricochet d'Angleterre et de France, peuvent atteindre l'Allemagne. Il n'est pas exclu que les gouvernements de Macdonald et d'Herriot relèvent provisoirement le prestige parlementaire de la social-démocratie allemande et même la remettent en selle. Tout cela complique la situation politique et rend possible une évolution lente. Il n'en est pas moins vrai que la situation internationale de la bourgeoisie et de la social-démocratie allemandes reste absolument désespérée, si disposées qu'elles soient à renier trois fois l'intérêt de la « patrie » et à bénir les experts. La crise intérieure peut s'aggraver très rapidement. Cela est attesté par les grands combats de classe de ces derniers temps.

La crise du Parti, en somme, est surmontée. Mais pour en rendre le retour impossible, le Comité central actuel doit :

*a*) donner d'une main de fer la riposte à toute tendance d'abandon des syndicats social-démocrates; engager tous les militants à appliquer en conscience la tactique de l'Internationale Communiste et du Congrès de Francfort dans les syndicats; opérer énergiquement et résolument la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprise; cela rendra des services inappréciables, particulièrement en cas de travail illégal;

*b*) repousser catégoriquement et impitoyablement les tendances qui, sous le masque du radicalisme, veulent introduire dans le Parti le révisionisme théorique et les déviations menchéviques;

*c*) utiliser tous les militants, indépendamment de leur appartenance à telle ou telle des anciennes fractions;

*d*) appliquer énergiquement et fermement les principes de l'Internationale Communiste sur la question paysanne;

*e*) faire de même pour la question nationale;

*f*) au travail parlementaire unir l'intransigeance, et la brutalité communiste au savoir-faire;

*g*) accorder beaucoup plus d'attention au mouvement des conseils d'usine.

Le C. E. de l'Internationale Communiste et toutes les sections sœurs doivent offrir au C. C. du Parti Communiste allemand un concours illimité. Dans ces conditions, le Parti n'aura aucune difficulté à maîtriser les déviations de droite qui lui ont porté un si grand préjudice et qui, çà et là, peuvent encore renaître.

4. TCHECO-SLOVAQUIE. — Les tendances de droite qui, en Allemagne, sont arrivées à leur terme logique et, par conséquent, ont manifesté toute leur inconsistance, ont été observées et s'observent encore dans le Parti tchéco-slovaque. Si elles n'y ont pas fait aussi évidemment faillite qu'en Allemagne, c'est simplement parce que le cours de la vie politique tchéco-slovaque est plus lent. Au sein de l'Internationale Communiste, les sections prennent connaissance de leurs fautes réciproques et peuvent ainsi les éviter. C'est ce que doit



faire le Parti tchéco-slovaque, qui est constitué en majorité par d'excellents éléments prolétariens, mais qui, cependant, n'est pas arrivé encore à se transformer en un véritable Parti bolchévik. Il lui faut :

*a*) redresser sa ligne théorique;

*b*) reconnaître l'erreur des formules qui figurent dans les résolutions de Prague et de la dernière Conférence de Brunn;

*c*) inspirer à tout le Parti l'opinion qu'il ne suffit pas d'embrasser les masses, mais qu'il est nécessaire de les conduire aux luttes révolutionnaires partielles et de les préparer, par l'idéologie et l'organisation, à la lutte finale;

*d*) dans l'application de la tactique du front unique, combattre les tendances de droite et exécuter sans hésitation les décisions du V^e^ Congrès;

*e*) déployer plus d'activité parmi les paysans;

*f*) avoir un programme colonial et pratiquer une politique nationale dans un sens clairement léniniste;

*g*) conduire son activité parlementaire dans le sens du parlementarisme révolutionnaire;

*h*) raffermir l'activité du C. C., rendre la direction plus constante, plus attentive, plus énergique;

*i*) renforcer le C. C. d'éléments nouveaux tirés de l'élite ouvrière;

*j*) accueillir avec camaraderie et sans prévention les exigences fondées de la minorité qui s'est manifestée au V^e^ Congrès, surtout des jeunesses.

III

# Sur la Situation économique mondiale

## I. L'OFFENSIVE DU CAPITAL. — CONTINUATION DE LA CRISE

1) Entre le III^e^ Congrès, qui a adopté les dernières thèses sur la situation économique mondiale, et le V^e^ Congrès, la bourgeoisie a réussi à terminer presque partout victorieusement son offensive contre le prolétariat. Les concessions que, d'accord avec les chefs social-démocrates, elle avait faites au prolétariat immédiatement après la fin de la guerre pour calmer les masses révolutionnaires, ont été retirées avec l'appui ouvert des chefs social-démocrates et syndicaux. Le niveau d'existence du prolétariat a partout été abaissé; la journée de huit heures est effectivement supprimée dans la plupart des pays; à l'usine, le pouvoir absolu du capitalisme est rétabli.

2) La tactique de la bourgeoisie a varié selon les pays. Là où les chefs opportunistes jouissent encore d'un prestige solide dans le prolétariat, là où les masses conservent encore l'illusion de pouvoir améliorer leur situation au sein du capitalisme et par les moyens pacifiques habituels : grèves, démocratie parlementaire, la bourgeoisie a employé les vieux procédés démocratiques par lesquels elle couvrit sa dictature : lockouts, lois et décrets. Mais même là (Norvège, Angleterre, etc.), l'exaspération des antagonismes sociaux a exaspéré éga-

lement les méthodes de la dictature bourgeoise. De longs chômages et l'inflation ont épuisé les caisses de secours des syndicats. En face des organisations du patronat, de plus en plus fermement organisé en *konzerns*, les vieilles méthodes de lutte isolée et pacifique de syndicats isolés devaient nécessairement échouer, même si la bourgeoisie syndicale avait sincèrement voulu la lutte. Dans quelques pays (Angleterre, Danemark, Australie), la bourgeoisie va jusqu'à confier le gouvernement, complètement ou partiellement, aux chefs des partis « ouvriers », jusqu'à faire exercer la dictature bourgeoise par les chefs des partis ouvriers réformistes.

3) Là où le mouvement ouvrier a pris des formes révolutionnaires et où l'influence des chefs social-démocrates, agents de la bourgeoisie, — comme Lénine les appela justement toujours, — ne suffit plus à maintenir la classe ouvrière sous le joug, la bourgeoisie a eu recours à la terreur : coups de main militaires, comme en Bulgarie et en Espagne; exploitation, contre le prolétariat, de l'esprit de révolte des classes moyennes ruinées (le fascisme en Italie), ou combinaison des deux moyens, comme en Allemagne. Le fascisme et la social-démocratie sont, de la même façon, les instruments des classes dirigeantes contre le prolétariat révolutionnaire. La social-démocratie bulgare a participé, en alliance déclarée avec une bande d'officiers, à la lutte contre le prolétariat révolutionnaire et contre les paysans pauvres. Ailleurs, en Italie, en Allemagne, aux Etats-Unis, la social-démocratie combat en apparence le fascisme, mais elle collabore en réalité avec lui contre le prolétariat révolutionnaire (D'Aragona et Mussolini en Italie; consentement de la social-démocratie au renversement du prolétariat en Saxe et en Thuringe; grande coalition en Prusse; Gompers et la Légion américaine aux Etats-Unis).

Les succès de l'offensive du capital contre le prolétariat révolutionnaire, la « haute conjoncture » aux Etats-Unis, la décroissance du chômage en Angleterre, la stabilisation provisoire du change allemand, autrichien et polonais, donnent aux social-démocrates, laquais de la bourgeoisie, la possibilité de proclamer que la crise du capitalisme est surmontée, qu'une nouvelle période de prospérité commence. C'est pourquoi, selon eux, les méthodes révolutionnaires proposées par les Partis Communistes sont fausses et pourquoi le sort du prolétariat peut être amélioré par les moyens pacifiques.

Cependant, un examen approfondi de l'histoire économique de ces trois dernières années, ainsi que l'état actuel du capitalisme dans le monde, prouvent que la conception fondamentale du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste était juste. L'ébranlement de l'économie capitaliste a fait, dans maints pays essentiels, des progrès considérables. L'offensive du capital peut soulager provisoirement certains Etats capitalistes ou certains groupes de capitalistes, mais cela ne fait qu'aggraver les antagonismes entre ces Etats et ces groupes. Dire, comme les réformistes, que le capitalisme est en hausse et que, par suite, le sort du prolétariat peut être amélioré par des moyens pacifiques à l'intérieur du capitalisme, cela est une erreur.

## II. LA PERIODE DE CRISE. — DESAGREGATION DE L'ECONOMIE MONDIALE

### *Pas de conjoncture d'ensemble*

5) En capitalisme « normal », la production des pays capitalistes s'accroît beaucoup plus rapidement que la population. La production



de 1923, l'année la meilleure d'après-guerre, année de haute conjoncture dans l'Etat capitaliste le plus important, les Etats-Unis, atteint à peine le niveau d'avant-guerre. L'industrie métallurgique, la plus caractéristique pour le capitalisme moderne, n'en est pas encore là. Dans le vieux centre du capitalisme, l'Europe, ce sont toutes les branches qui sont encore loin d'avoir retrouvé les chiffres d'avant-guerre. L'outillage, agrandi pendant la guerre, reste en grande partie inutilisé. Le bâtiment, forme typique de l'accumulation des richesses réelles, est arrêté dans toute l'Europe.

6) Le chômage, dans tous les pays capitalistes, n'est pas moins grand qu'il y a trois ans. S'il décroît dans un pays, il croît dans un autre. Il ne s'agit plus d'une « armée de réserve du travail » au sens d'autrefois, mais d'une armée de chômeurs *permanents* que même une bonne conjoncture ne réussit pas à résorber complètement.

7) *Il n'y a plus d'économie capitaliste mondiale homogène.*

La Russie soviétique, un sixième de la terre, est définitivement perdue pour le capitalisme. Les pays capitalistes, jusqu'aux petits pays de l'Europe balkanisée, entravent entre eux la circulation économique par des douanes prohibitives et des interdictions d'importation et d'exportation. L'équilibre capitaliste mondial est fondamentalement dérangé. Nombre de pays consomment, en permanence ou pour un temps, plus qu'ils ne produisent. Le centre de gravité de l'économie capitaliste se déplace toujours davantage vers l'Amérique. Un torrent ininterrompu d'or afflue aux Etats-Unis. La réserve d'or des Etats européens a tellement diminué que le rétablissement d'une monnaie à base d'or apparaît presque impossible, même au point de vue technique. La monnaie or est remplacée par le papier-monnaie, exposé à des oscillations sans bornes. L'afflux et le reflux du capital d'emprunt d'un pays capitaliste dans l'autre n'a plus lieu. En Angleterre, le taux de l'intérêt est de 3 %, en Allemagne de 50 %. A la place du mécanisme relativement ferme et facile à pénétrer du capitalisme normal, c'est une insécurité générale. Au lieu de produire et de calculer, on s'adonne au jeu et à la spéculation.

8) Les phases de prospérité et de crise n'alternent plus simultanément dans tous les pays. Chacun a sa conjoncture particulière et l'amélioration de la situation économique dans un pays est rachetée par une aggravation dans un autre. Dans un même pays, on passe d'une crise de vente pendant la stabilisation passagère de la monnaie, à une conjoncture de liquidation facile à la première chute du change.

9) Le meilleur exemple de la marche irrégulière de la conjoncture est la haute conjoncture que les Etats-Unis viennent de connaître. Les premiers signes d'amélioration se montraient déjà vers le milieu de 1921. La courbe monta sans discontinuer jusqu'en avril 1923. A partir de cette date, elle descendit lentement, sauf améliorations passagères, jusqu'à ce que, vers la fin d'avril 1924, se produisit le revirement définitif. La haute conjoncture américaine touche visiblement à sa fin; la crise est là.

La prospérité des Etats-Unis fut réelle. La production dépassa de beaucoup celle d'avant-guerre. A son apogée, il n'y eut pas de chômage. Il y eut une forte accumulation s'exprimant par l'augmentation de l'appareil de production, par une activité inouïe du bâtiment, par une multiplication fabuleuse des automobiles, etc...

10) Mais cette prospérité reste entièrement limitée aux États-Unis (seules les colonies anglaises y participèrent dans une faible mesure). Elle était fondée exclusivement sur la capacité d'achat du marché in-

térieur; la construction de bâtiments pour rattraper le temps perdu pendant la guerre et le renouvellement d'un immense matériel de chemin de fer y jouèrent un rôle important. La haute conjoncture américaine resta sans rapport avec les phénomènes qui se produisirent dans les autres parties du monde capitaliste. Les exportations diminuaient, la capacité d'achat du marché intérieur était si grande qu'au printemps de 1923, les Etats-Unis eurent durant quatre mois une balance commerciale passive. Mais l'importation accrue de marchandises européennes et la diminution de la concurrence américaine sur le marché mondial ne suffisaient pas à étendre à l'Europe la haute conjoncture.

## III. LA CRISE PARTICULIERE A L'EUROPE OCCIDENTALE

11) La haute conjoncture américaine a passé presque sans laisser de traces en Europe. L'influence de la crise en Europe était si forte qu'elle en supprimait totalement les effets. Il y a une crise spéciale traversée par les pays industriels d'Europe.

Cette crise est due : 1) à l'industrialisation des pays autrefois fournisseurs de matières premières et de produits alimentaires et acheteurs de produits industriels; 2) à la politique protectionniste des Etats qui veulent assurer un marché intérieur à leur industrie. Les pays industriels d'Europe ne trouvent plus de marché pour leurs marchandises d'exportation, d'où crise de vente chronique et chômage. Le chômage à son tour réduit le pouvoir d'achat du marché intérieur. Ainsi l'économie européenne se traîne dans un cercle vicieux.

12. L'Angleterre est le pays qui possède la plus petite base agraire et qui dépend le plus de l'exportation de ses produits industriels, pour pouvoir importer les matières premières et les produits alimentaires nécessaires. Voilà pourquoi la crise s'y manifeste sous la forme d'une crise des industries d'exportation : textile, construction de machines et de navires. Le chiffre officiel des sans-travail, quoique en diminution depuis assez longtemps, dépasse toujours un million. Le chiffre réel est plus élevé encore de quelques centaines de milliers. Le chômage se concentre toujours dans les industries d'exportation. Les efforts de la bourgeoisie anglaise et les impôts très forts qu'elle paye ont réussi à rétablir le budget et à reconquérir à la livre sterling sa position dominante dans le monde. Mais aucune mesure de politique économique n'a pu venir à bout de la crise des industries d'exportation. Même la réduction des salaires, ramenés dans ces branches d'industrie à niveau de beaucoup inférieur à celui d'avant-guerre, n'a rien changé à la situation. L'amélioration de 1923 était due principalement à la réduction de la production de l'industrie lourde en Allemagne, en France et en Belgique, par suite de l'occupation de la Ruhr.

13) La France a moins souffert de la crise que les autres pays industriels d'Europe. Elle disposait d'un débouché particulièrement assuré pour son industrie : la reconstruction des régions dévastées. Elle a subi à la guerre de grandes pertes d'hommes, qu'elle ne remplace que fort difficilement, vu la stagnation de la natalité. Voilà pourquoi le chômage est insignifiant en France. Au contraire, les ouvriers étrangers y trouvent du travail. La reconstruction cependant s'est faite essentiellement aux dépens des classes expropriées par l'inflation, la dette publique accrue sans interruption et le franc tombé à un cinquième de sa valeur nominale. Cela prouve que la



situation de l'économie française est très favorable. La base économique du pays ne peut supporter son ambitieuse superstructure politique.

14) L'Allemagne a traversé une série de crises propres. A la conjoncture de vente facile de 1921, succède la première crise de stabilisation au printemps de 1922. Cette crise cède la place à une nouvelle conjoncture d'inflation. L'occupation de la Ruhr paralyse la région industrielle la plus importante. La bourgeoisie allemande et, avant tout l'industrie lourde, ont employé l'inflation à piller les classes moyennes et à réduire au minimum le salaire réel jusqu'au jour où la crise sociale ainsi provoquée (refus par le paysan de livrer ses produits à la ville, arrêt de la circulation, explosions spontanées de désespoir), les força à créer une nouvelle monnaie. Le prolétariat une fois réprimé par la force, on pratique à ses dépens la stabilisation du mark. Cette opération entraîna une crise violente que les capitalistes exploitent systématiquement contre le prolétariat. Ils ont profité de la défaite d'Octobre pour raffermir leurs positions, arrêtant les entreprises, renvoyant en masse les ouvriers, chassant des usines les éléments révolutionnaires. Au début de l'année plus de la moitié des ouvriers étaient sans travail ou au travail réduit. Les capitalistes se dédommagent de la perte des bénéfices de l'inflation en allongeant la journée de travail et en diminuant les salaires.

Cette tentative de restauration capitaliste de l'économie allemande au moyen d'une monnaie stable et aux dépens du prolétariat a paru dans les premiers mois de 1924 devoir réussir. La stabilisation du mark mit un frein à la dépossession des classes moyennes et améliora la condition des ouvriers occupés. Il s'ensuivit un relèvement de la capacité d'achat. La production reprit. Le chômage baissa sensiblement.

Cependant, le succès est compromis par l'écart grandissant entre les prix agricoles et industriels, le pouvoir d'achat diminué de l'agriculture, la cessation des exportations, les grands conflits s'étendant à toutes les branches, enfin les lourdes charges prévues dans le projet des experts. Le manque de crédit, l'écroulement des grandes entreprises, la disette de capitaux, témoignent de l'extrême faiblesse de l'économie allemande.

15) Les autres Etats européens qui ont une industrie vivant de l'exportation (Belgique, Tchéco-Slovaquie, Autriche, Pologne) souffrent pareillement de la crise industrielle, proportionnellement à leurs besoins d'exportation.

## IV. LA CRISE AGRAIRE

16) La période de crise s'exprime en outre par une crise agraire embrassant le monde entier. Les prix des produits agricoles sont considérablement tombés par rapport aux prix des produits industriels. Les producteurs agricoles se voient hors d'état de payer leur fermage, les intérêts de leurs dettes et leurs impôts. Ils sont obligés par *millions* de quitter leurs champs et de gagner leur pain comme salariés. La chute des prix est particulièrement forte pour les céréales, moins pour le bétail, tandis que les matières premières de l'industrie textile atteignent des prix considérables. La crise agraire est le plus accentuée aux Etats-Unis et dans quelques colonies anglaises. Mais aussi l'agriculture continentale, surtout celles des pays protégés avant

la guerre par de fortes taxes protectionnistes (Allemagne, Tchéco-Slovaquie, Italie et France), en souffre considérablement.

17) La cause de ce phénomène n'est pas une surproduction absolue. Bien que la population du globe se soit fortement accrue au cours des dix dernières années, malgré la guerre mondiale, la surface ensemencée et la production agricole sont moins élevées qu'avant la guerre.

La cause en doit être recherchée avant tout dans la crise générale du capitalisme. Le chômage permanent et la diminution des salaires réels réduisent la consommation alimentaire. (En Allemagne, par exemple, la consommation annuelle de blé est tombée par tête d'habitant de 239 kilos en 1913 à 150 kilos en 1923; la consommation de viande de 46 à 25 kilos. D'autre part, le capital groupé en cartels, trusts, *konzerns* monopolisateurs, empêche plus que jamais une réduction des prix industriels, seul moyen de diminuer l'écart. Le pouvoir d'achat de la population agricole se trouvant réduit partout, la crise agraire accentue ainsi à son tour la crise des pays industreils d'Europe.

## V. LA CRISE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

*Autonomie économique ou intégration internationale, protectionnisme ou libre-échange, inflation, dettes interalliées*

18) Le capitalisme s'est montré incapable de résoudre les grands problèmes économiques internationaux.

Tous les Etats, à l'exception de l'Angleterre, s'efforcent de se suffire à eux-mêmes. Des tarifs douaniers très élevés, des interdictions d'importation et d'exportation entravent les échanges internationaux. Les pays autrefois agricoles et producteurs de matières premières, tant les Etats indépendants que les colonies anglaises (y compris les Indes), s'efforcent de protéger leur industrie nouvellement éclose par des barrières douanières. Les petits Etats de l'Europe balkanisée se ferment les uns aux autres. Outre les rivalités économiques de la bourgeoisie, la question des préparatifs de guerre joue un rôle prédominant: chaque Etat s'efforce de produire à l'intérieur de ses frontières la plus grande part possible des objets nécessaires à la conduite de la guerre. Comme contre-tendance en face de cet isolement, nous voyons de plus en plus une subordination économique de l'Europe continentale à l'influence anglo-américaine.

19) Jusqu'ici, l'*Angleterre* fait exception. La tentative de la Conférence d'Empire pour former, à l'aide de tarifs d'exception réciproques, un Empire britannique se suffisant à lui-même, a échoué partiellement grâce à la résistance des colonies, qui ne veulent pas sacrifier leur jeune industrie à l'Angleterre. Mais elle a échoué aussi à cause de la nécesité qui en serait résultée d'imposer l'importation des produits comestibles, d'où élévation des salaires et diminution de la capacité de concurrence de l'industrie anglaise sur le marché mondial. C'est pourquoi la bourgeoisie anglaise s'en tient pour le moment au libre-échange, tandis que l'Empire marche rapidement à sa ruine grâce au détachement progressif des colonies à population d'origine anglaise et au mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux opprimés.

20) La bourgeoisie s'est montrée également incapable de résoudre *le chaos monétaire*. Il semble que dans certains Etats d'Europe, en



Allemagne, en Pologne, en Autriche, après une pression sans exemple dans l'histoire, on soit arrivé pour le moment à stabiliser la monnaie à un niveau très bas, quoique cette stabilisation repose sur une base économique très faible. D'un autre côté, plusieurs monnaies regardées jusqu'ici comme stables — le yen, la peseta, la couronne norvégienne ou danoise — commencent à entrer dans le processus de dépression. Le franc français a, pendant un mois, accusé des oscillations de 50 %. La livre sterling qui, au commencement de cette période, avait atteint la parité de l'or moins 3 ou 4 %, a de nouveau un disagio de 10 %. Tous les projets de création de monnaie stable ont échoué devant le conflit des intérêts entre classes diverses de chaque pays ou entre bourgeoisies de différents pays.

21) Les différentes catégories de la bourgeoisie ne peuvent adopter une politique commune au sujet du change. Théoriquement, tout le monde est d'accord que la stabilisation de toutes les monnaies au niveau actuel serait très favorable pour le capitalisme. Mais la bourgeoisie des pays à monnaie appréciée regarde avec envie et crainte la bourgeoisie des pays, et en premier lieu de l'Allemagne, qui, par une dépréciation extraordinaire, ont été libérés de leurs dettes publique et privée et n'ont plus à nourrir aux dépens de la production une classe improductive de rentiers. Des milieux influents de la grande bourgeoisie travaillent ouvertement ou secrètement en Angleterre et en France en faveur d'une inflation, qui ramènerait l'égalité de la concurrence avec l'Allemagne.

22) *Le problème des dettes interalliées* reste jusqu'ici insoluble. Il n'y a que l'Angleterre qui ait commencé le paiement des intérêts et l'amortissement de sa dette envers l'Amérique. Mais l'expérience montre que cette solution est également nuisible à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Elle augmente la réserve d'or de l'Angleterre pour les marchandises américaines et entrave la stabilisation de la livre. L'annulation réciproque des dettes se heurte à de profondes contradictions et rivalités pour l'hégémonie politique entre les différentes puissances de l'Entente.

## VI. LA QUESTION DES REPARATIONS ET LES CONFLITS INTERNATIONAUX. — LA SITUATION EN RUSSIE SOVIETIQUE

23) *La question des réparations reste insoluble*. La tentative faite par l'Allemagne pour payer les réparations en monnaie étrangère, sans se soucier des répercussions sur le cours du mark, a ébranlé de fond en comble la monnaie allemande et toute l'économie capitaliste. Par là, les antagonismes sociaux ont été, en Allemagne, tellement accrus, que le danger de révolution sociale ou de coup d'Etat nationaliste est devenu immédiat.

La rivalité des grandes puissances impérialistes pour l'hégémonie politique : France, Angleterre, Etats-Unis, ainsi que l'opposition aiguë des différentes classes au sein de chacun de ces Etats, ont empêché jusqu'ici toute tentative d'intervention concertée dans la question des réparations.

24) Le plan de l'industrie lourde et des militaristes de France prévoyait l'annexion politique et économique de la rive gauche du Rhin et du bassin de la Ruhr; la séparation de l'Allemagne du Sud

et de l'Allemagne du Nord; l'extension de l'hégémonie continentale française sur l'Allemagne ainsi morcelée; la garantie à l'industrie française du charbon et du coke nécessaires, ainsi que d'un débouché en Allemagne pour ses produits métallurgiques.

Cette solution aurait fait de l'Allemagne une colonie française. La supériorité militaire de la France par rapport à l'Angleterre et son armement plus perfectionné (sous-marins, aviation) auraient encore été consolidés par l'annexion de la Ruhr et de ses grandes usines chimiques. L'occupation violente et l'opération de rapine de la Ruhr étaient une tentative pour réaliser ce programme impérialiste.

25) La supériorité militaire momentanée de la France mettait l'Angleterre hors d'état de s'opposer par la force à ce plan impérialiste. L'Angleterre se contenta de soutenir ouvertement et secrètement l'Allemagne dans sa résistance passive, dans l'espoir que les deux adversaires sortiraient tellement affaiblis de la lutte économique qu'ils seraient tous les deux obligés de se soumettre à ses conditions.

26) L'Angleterre appréhende également la restauration économique de l'Allemagne et la prédominance militaire de la France. Une réduction des charges des réparations à un niveau facile à porter ferait reparaître la concurrence allemande, sa plus dangereuse rivale sur le marché mondial. Le sens économique de la guerre serait perdu pour l'Angleterre. C'est pourquoi la politique anglaise ne veut nullement libérer l'Allemagne du fardeau des réparations, mais au contraire l'asservir économiquement afin de l'empêcher de tomber sous l'hégémonie impérialiste de la France.

27) La bourgeoisie des Etats-Unis dans son ensemble, par suite de la période de prospérité, n'a eu aucun besoin de s'immiscer dans les affaires européennes. Le fait que cette période de prospérité a pu se développer, malgré l'état chaotique de l'Europe, était une raison de plus pour s'isoler de l'Europe malade. En faveur d'une participation à la solution du problème des réparations, c'est-à-dire au pillage du prolétariat allemand, se déclarèrent les groupes suivants : une partie de la bourgeoisie industrielle qui, par crainte de la contagion communiste, voulait éviter le contact des immigrants avec les ouvriers américains corrompus par Gompers et Cie, et exploiter la classe ouvrière européenne et particulièrement la classe ouvrière allemande non pas en Amérique en tant qu'immigrants, mais chez elle en Allemagne; le capital bancaire, et en premier lieu le trust Morgan, qui voulait accorder de larges emprunts et obtenir le contrôle de toute l'industrie métallurgique allemande; enfin les paysans, qui attendaient un assainissement de l'Allemagne et de l'Europe une hausse des produits de consommation. La fin de la phase de prospérité et la nécessité d'écouler sur le marché mondial le superflu des produits manufacturés américains augmentent l'intérêt qu'a l'Europe pour la bourgeoisie américaine et la participation à l'exploitation de l'Allemagne paraît maintenant plus désirable à celle-ci.

28) La guerre de la Ruhr s'est terminée par la capitulation de l'Allemagne, après que la bourgeoisie allemande, au lieu de consentir des sacrifices, eut profité de la résistance passive pour s'enrichir en pillant le trésor public. Les grands industriels de la Ruhr et du Rhin ont été contraints par la France à accepter les lourdes charges des contrats avec la M. I. C. U. M., moyennant quoi ils s'assuraient le concours des autorités d'occupation pour l'exploitation renforcée des ouvriers. Poincaré avait enfin en mains les « gages productifs » si souvent réclamés.



Mais la France s'est montrée trop faible pour profiter de sa victoire. La chute rapide du franc dans l'hiver de 1924 la força à recourir à l'aide du capital bancaire anglais et américain. Elle dut renoncer à la solution « française » de la question des réparations et au morcellement de l'Allemagne et se résigner à une nouvelle solution internationale répondant aux intérêts de l'Angleterre et de l'Amérique. La victoire du Bloc des gauches aux élections montre que les petits-bourgeois et les paysans français désirent avant tout une reprise du franc et non une politique impérialiste.

29) *Le rapport des experts* constitue une tentative de la bourgeoisie des puissances impérialistes pour arriver à une solution commune du problème des réparations. Ce rapport biffe l'Allemagne du nombre des Etats indépendants et la place sous la surveillance financière et économique de l'Entente.

Le système exposé dans ce rapport en ce qui concerne le paiement des réparations doit protéger le mark contre une nouvelle chute catastrophique et l'Europe contre le danger d'une révolution prolétarienne. La métallurgie française recevra le combustible nécessaire. Le contrôle de la politique de crédit, des impôts et des finances de l'Allemagne protégera les pays industriels de l'Europe Occidentale contre toute possibilité de concurrence stérieuse.

La question des réparations est insoluble objectivement. Le capitalisme de l'Entente n'est pas en mesure de trouver une forme sous laquelle il puisse, sans de graves inconvénients pour lui-même, percevoir les réparations de l'Allemagne. Il se contente d'asservir l'industrie allemande.

Au lieu de la conquête de nouveaux marchés, qui indiquerait un progrès du capitalisme et une capacité croissante de production, nous voyons ici clairement une tentative d'entraver violemment la production d'un des grands pays capitalistes.

30) La situation économique et politique de l'Union des Républiques soviétiques s'est remarquablement affermie. Etant donné la crise de débouchés des pays industriels européens, le marché russe acquiert une signification particulière. Cette considération et aussi la rivalité politique des puissances impérialistes forcent tous les Etats les uns après les autres à entrer en rapports politiques et économiques avec la Russie. Le front unique du capital qu'on avait essayé d'établir à Gênes et à La Haye s'est brisé sur les conflits entre impérialismes. L'espoir que les Républiques soviétistes, en conservant extérieurement le système soviétiste, se laisseraient réduire en colonies de l'Entente a été détruit par l'énergique résistance du gouvernement des Soviets. Par suite, malgré l'intérêt économique qu'a pour la bourgeoisie le marché russe, une nouvelle intervention contre la Russie n'est aucunement exclue.

La bourgeoisie anglaise et américaine inclinait à confier la besogne d'abattre l'Union Soviétique avant tout à la bourgeoisie allemande, si toutefois une solution temporaire de la question des réparations n'eut pu être obtenue. Mais la crainte de la bourgeoisie française devant un armement de l'Allemagne est trop grande. Cela rend très difficile l'établissement d'une ligne de conduite commune.

31) Mais la crise du capitalisme peut s'aggraver au point que la bourgeoisie de l'Entente ne trouve plus d'autre issue pour refréner le mouvement révolutionnaire que de s'engager dans une nouvelle guerre soit contre la Russie soviétiste, soit entre puissances de l'Entente. Malgré toutes les assurances de paix, malgré le traité de Was-

hington, les armements se multiplient. On invente et on produit avec zèle des instruments meurtriers pour faire la guerre sur terre, sur la mer, sous la mer et dans l'air avec des gaz asphyxiants et des bacilles. Malgré la Société des Nations, malgré les perpétuelles assurances de paix, malgré le Gouvernement travailliste en Angleterre et le Bloc des gauches pacifiste en France, la bourgeoisie de tous les pays poursuit ls préparatifs de guerre. L'expérience montre que dans ces conditions la guerre peut éclater « d'elle-même ». Guerre impérialiste ou révolution prolétarienne, voilà toujours la seule alternative.

## VII. EXACERBATION DES CONFLITS SOCIAUX

32) Le processus de concentration et de centralisation, de formation de cartels et de trusts se développe rapidement dans la période actuelle du déclin capitaliste. Bien que, dans beaucoup de pays, la richesse réelle diminue, la part des capitalistes les plus puissants devient toujours plus grande. L'abîme entre le petit groupe de capitalistes contrôlant les trusts et les couches moyennes et petites-bourgeoises s'élargit de plus en plus. Le nombre des petits-bourgeois ayant une indépendance apparente et devenant la proie du capitalisme augmente toujours.

33) Dans les pays à monnaie dépréciée, la petite bourgeoisie se trouve expropriée de ses biens au profit de la grande bourgeoisie. Les rentiers ont disparu. Le capital investi dans les emprunts, dans les obligations des villes ou de l'industrie est complètement perdu. Les épargnes, les assurances sur la vie, les pensions de vieillesse, tout est dévoré par l'inflation.

L'expropriation de la petite bourgeoisie adonnée au commerce et aux métiers s'est poursuivie de la façon suivante : dans la période d'inflation, elle a vendu les marchandises au-dessous du prix de rachat et, tout en paraissant s'enrichir, elle allait au-devant de sa ruine.

Le revenu des professions libérales, des fonctionnaires et des employés est descendu considérablement au-dessous du niveau d'avant-guerre et se rapproche de celui du prolétariat. Des catégories qui, autrefois, jouissaient d'un niveau élevé d'existence et vivaient en partie du travail d'autrui, se trouvent ainsi déclassées. Les uns ont été poussés dans le mouvement fasciste; les autres ont grossi les bataillons du prolétariat révolutionnaire.

34) Le crise agraire ruine des millions de paysans et de fermiers, les réduit à s'endetter et les rejette dans le prolétariat. La fidélité aveugle de la paysannerie au régime capitaliste commence à devenir hésitante. L'union du prolétariat avec les éléments laborieux de la paysannerie contre le capitalisme et la grande propriété, — union qui trouve son expression politique dans le mot d'ordre « Gouvernement des ouvriers et des paysans » — gagne de plus en plus, grâce à la crise agraire, les sympathies de la paysannerie laborieuse.

35) L'offensive du capital contre la classe ouvrière se poursuit par tous les moyens. Le salaire réel est diminué et le conflit des classes se trouve ainsi exaspéré. D'un autre côté, le capital essaie d'accuser des différences dans les salaires, de créer une aristocratie ouvrière aux dépens des ouvriers non qualifiés ou des apprentis, de favoriser les hommes aux dépens des femmes et des jeunes gens afin de briser la résistance de la classe ouvrière.

36) L'appauvrissement de la petite bourgeoisie urbaine, les graves



dommages que subit la paysannerie à cause de la crise agraire rendent hésitantes toutes ces classes qui acceptaient sans mot dire, en temps normal, la direction des classes dominantes. L'expression de cette hésitation est, entre autres, le renforcement du mouvement populiste en Allemagne, les succès du Bloc des gauches en France, du Labour Party en Angleterre. Dans le prolétariat lui-même, le passage des éléments les plus conscients de la social-démocratie au Parti Communiste reflète l'exacerbation des conflits. L'interdiction de l'immigration en Amérique ferme la dernière soupape de sûreté offerte au capitalisme européen et active, sur le continent, la fermentation révolutionnaire.

## VIII. PERSPECTIVES

La crise continue. La période de prospérité aux Etats-Unis est demeurée un phénomène isolé. La crise industrielle chronique dans les grands pays capitalistes européens, la crise agraire dans le monde entier sont les formes principales de cette crise.

Pour l'avenir prochain, il faut compter aux Etats-Unis avec une phase de crise qui vient de s'annoncer avec une violence inouïe. La crise prolongée des pays industriels européens, au cas où se produirait une tentative sérieuse pour appliquer le rapport des experts, pourrait dégénérer en une nouvelle crise aiguë, s'étendant simultanément à tous les pays européens, au lieu de ces alternatives d'essor et de crise se produisant séparément dans les différents pays de l'Europe.

Les vues des théoriciens social-démocrates (Hilferding), d'après lesquelles le capitalisme aurait surmonté la crise d'après-guerre et se trouverait à la veille d'une grande période de prospérité mondiale, sont absolument sans fondement. Une telle conception rend seulement service à la bourgeoisie; elle a pour but de tenir les couches ouvrières encore hésitantes loin du mouvement révolutionnaire communiste.

38) L'avenir immédiat offrira de nouveaux combats acharnés entre le capital et le prolétariat, qui n'aura pas seulement à repousser les attaques du capital, mais aussi à reconquérir ses positions antérieures. Le capital, dans la période de déclin de l'économie capitaliste, est objectivement incapable de satisfaire les revendications du prolétariat. Ces luttes se déroulent dans une situation où la petite bourgeoisie et la paysannerie traversent une crise douloureuse et ne peuvent plus constituer pour la bourgeoisie des alliés sûrs et fidèles, quand bien même une partie (fascistes) s'engagerait comme son avant-garde contre le prolétariat. La dislocation politique des couches moyennes et leurs hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat donnent au prolétariat de grandes chances de succès si le Parti Communiste réussit à transformer les luttes économiques en les élargissant en luttes politiques.

39) Le moment actuel de la période de déclin du capitalisme aboutira-t-il à la chute de la bourgeoisie ou à une nouvelle consolidation, relativement durable de sa domination? Cela dépend dans une large mesure des partis communistes, selon qu'ils seront en état ou non d'exploiter les situations objectivement révolutionnaires qui se présentent. Automatiquement, sans une attaque décidée, acharnée et dévouée du prolétariat révolutionnaire, le régime des classes ne sera jamais détruit. De puissants mouvements du prolétariats sont à bref délai inévitables. Si nous arrivons à briser définitivement l'influence

des partis social-démocrates et nationalistes ou fascistes sur le prolétariat, à mobiliser la majorité des fractions décisives de ce prolétariat sous la direction des partis communistes en vue du combat pour le pouvoir, à faire entrer les paysans travailleurs, qui ont tant à souffrir de la crise agraire, dans une alliance de combat, ces combats, dans la période actuelle de déclin du capitalisme, conduiront à d'autres combats, couronnés de succès, pour le pouvoir.

IV

## Sur la Question du Programme

1. Le Congrès accepte le projet de programme élaboré par la Commission comme base de discussion dans les sections.

2. Une Commission de rédaction est chargée d'assurer la rédaction définitive du projet conformément aux résolutions de la Commission.

3. Le Congrès propose l'institution par l'Exécutif d'une Commission permanente du programme, qui publiera le plus vite possible le projet avec les matériaux explicatifs nécessaires, afin d'orienter la discussion internationale et de la rendre féconde (1).

4. La décision définitive sur le programme est réservée au prochain congrès.

V

## Statuts de l'Internationale Communiste

En 1864 fut fondée à Londres l'Association Internationale des Travailleurs, la I^re^ Internationale. Ses statuts étaient précédés du préambule suivant :

« Considérant :

« que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs;

« que l'assujétissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale et matérielle;

« que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique, comme un moyen;

(1) Le texte du projet sera publié prochainement en brochure par la *Librairie de l'Humanité*.



« que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées;

« que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;

« que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés. »

La II^e^ Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la I^re^ Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La II^e^ Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La III^e^ Internationale Communiste, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République socialiste fédérative des Soviets, Moscou, a déclaré solennellement à la face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I^re^ Internationale des Travailleurs.

La III^e^ Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

« Souviens-toi de la guerre impérialiste! » Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. « Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulemnt possible, mais inévitable! »

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la République Internationale des Soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des soviets comme la *forme* imposée par l'histoire à la dictature du prolétariat.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la I^re^ Internationale: l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et *internationale*.

L'Internationale Communiste rompt définitivement avec la tradition de la II^e^ Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. Dans l'Internationale Communiste fraternisent les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réser-

ves, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste, qui, dans l'histoire, ait été victorieuse et elle invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens en son pouvoir toute république soviétiste qui serait créée en quelque point du globe que ce soit.

L'Internationale Communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'Association Internationale des Travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale Communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici :

## I. CLAUSES FONDAMENTALES

§ 1. La nouvelle Association Internationale des Travailleurs unit les Partis Communistes en un Parti mondial qui, dirigeant et organisant le mouvement révolutionnaire du prolétariat de tous les pays, lutte pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et de larges masses de paysans pauvres aux principes et aux buts du communisme, pour l'instauration de la dictature du prolétariat, pour la fondation d'une Union mondiale des Républiques Socialistes des Soviets, pour l'abolition complète des classes et la réalisation du socialisme, première étape vers la société communiste.

§ 2. La nouvelle Association Internationale des Travailleurs porte le nom d'*Internationale Communiste.*

§ 3. Les partis adhérant à l'Internationale Communiste portent le nom de : « Parti Communiste de ..... (Section de l'Internationale Communiste) ». Dans chaque pays, il ne peut exister qu'un seul parti adhérant à l'Internationale Communiste.

§ 4. Pour être membre d'un Parti Communiste et de l'Internationale Communiste, il faut en accepter le programme et les statuts, être inscrit à l'une des organisations de base et y travailler activement, se soumettre à toutes les décisions du Parti et de l'Internationale Communiste et payer régulièrement ses cotisations.

§ 5. L'organisation de base des partis et de l'Internationale Communiste est la cellule d'entreprise (cellule d'usine, de fabrique, de mine, d'atelier, de bureau, de magasin, de ferme, etc.), à laquelle doivent appartenir tous les membres du Parti travaillant dans ladite entreprise.

§ 6. L'Internationale Communiste et les Partis Communistes sont fondés sur la base du centralisme démocratique, dont les principes fondamentaux sont :

*a*) l'élection de tous les organes, de bas en haut, par les assemblées générales, les conférences ou congrès;

*b*) l'obligation, pour ces organes, de rendre compte périodiquement de leur activité à leurs électeurs;

*c*) l'obligation, pour les organes subalternes, d'exécuter rapidement et exactement les décisions des organes supérieurs.

La discussion est libre pour les membres et les organisations, jusqu'à ce que décision soit intervenue de la part des organes compétents du parti. Une fois une décision prise par le Congrès de l'Internationale Communiste, par un congrès national ou par les organes dirigeants du parti, elle doit être absolument exécutée, même si une partie des membres ou des organisations locales ne l'approuvent pas.



En période illégale, les organes subalternes peuvent être nommés soit par les organes supérieurs, soit par voie de cooptation ratifiée par les organes supérieurs.

## II. DU CONGRES MONDIAL

§ 7. L'organe suprême de l'Internationale Communiste est le congrès mondial de tous les partis (sections) et organisations affiliés.

Le Congrès mondial examine et tranche les plus importantes questions ayant trait au programme, à la tactique, à l'organisation et à toute l'activité de l'Internationale Communiste et des sections. Seul, il peut modifier le programme de l'Internationale Communiste.

Le Congrès se réunit au moins une fois tous les deux ans, sur la convocation du Comité Exécutif. Les sections y envoient un nombre de délégués fixé par le Comité Exécutif.

Le nombre des voix délibératives attribuées à chaque section est déterminé chaque fois par une décision particulière du Congrès, d'après l'effectif de la section et l'importance politique du pays.

Les mandats impératifs sont d'avance annulés.

§ 8. Des congrès extraordinaires peuvent être convoqués si les Partis qui en font la demande ont eu, au précédent Congrès ordinaire, au moins la moitié des voix délibératives.

§ 9. Le Congrès mondial élit le président de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif et la Commission internationale de contrôle.

§ 10. Le Congrès mondial désigne le siège du Comité Exécutif.

## III. DU COMITE EXECUTIF

§ 11. Le Comité Exécutif dirige l'Internationale Communiste dans l'intervalle des congrès. Il donne aux Partis et organisations affiliés des directives impératives et contrôle leur activité.

Le Comité Exécutif publie, en quatre langues au moins, l'organe central de l'Internationale Communiste.

§ 12. Ses décisions étant obligatoires sont immédiatement appliquées. Les sections peuvent faire appel de ces décisions devant le Congrès mondial, sans que cet appel puisse avoir un caractère suspensif.

§ 13. Les organes centraux des Partis Communistes sont responsables de leurs actes devant le Congrès et devant le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Ce dernier a le droit d'annuler ou d'amender les décisions des organes centraux et des congrès des sections et de prendre des décisions obligatoirement applicables par les organes centraux. (Voir l'article 12).

§ 14. Le Comité Exécutif a le droit d'exclure de l'Internationale Communiste les partis, groupes et membres portant atteinte au programme, aux statuts, aux décisions des congrès mondiaux et à ses propres décisions. Les partis et les membres exclus peuvent faire appel devant le Congrès mondial.

§ 15. Il appartient au Comité Exécutif de ratifier le programme de chaque section. En cas de non-ratification, cette dernière peut faire appel devant le Congrès mondial.

§ 16. Les décisions et documents officiels du Comité Exécutif doivent être publiés par les organes centraux des sections.

§ 17. Le Comité Exécutif a le droit d'admettre dans l'Internationale Communiste, avec voix consultative, les organisations et partis sympathisant avec le communisme et l'Internationale Communiste.

§ 18. Le Comité Exécutif élit parmi ses membres un Présidium, organisme permanent, qui dirige tout le travail du Comité Exécutif dans l'intervalle des séances de ce dernier. Le Présidium rend compte au Comité Exécutif. Le président de l'Internationale Communiste est de droit président du Comité Exécutif et du Présidium.

§ 19. Le Comité Exécutif élit un Bureau d'organisation qui discute et tranche toutes les questions d'organisation et de finances. Il peut être fait appel des décisions du Bureau d'organisation devant le Présidium. Mais jusqu'à leur annulation ou modification par le Présidium, ces décisions sont obligatoires. Le Comité Exécutif fixe la composition du Bureau d'organisation.

§ 20. Le Comité Exécutif élit un Secrétariat qui est l'organe administratif du Comité Exécutif, du Présidium et du Bureau d'organisation. Les membres du Secrétariat font partie du Bureau d'organisation.

§ 21. Le Comité Exécutif élit la rédaction de la revue mensuelle l'*Internationale Communiste,* ainsi que les rédacteurs des autres publications de l'Internationale Communiste.

§ 22. Le Comité Exécutif nomme un Secrétariat International pour le mouvement communiste des femmes et prend, en commun avec lui, les décisions soit politiques, soit d'organisation concernant ce mouvement.

§ 23. Le Comité Exécutif crée des sections pour l'information et la statistique, l'agitation et la propagande, l'organisation, et une section pour l'Orient. Il a le droit de créer en cas de besoin d'autres sections et de donner à l'appareil d'exécution la forme la plus utile.

§ 24. Le Comité Exécutif et son Présidium peuvent envoyer des représentants dans les Sections. Ces représentants reçoivent du Comité Exécutif des directives et lui rendent compte. Ils doivent être admis à toutes les réunions et séances des organes centraux et des organisations locales de la Section où le Comité Exécutif les a envoyés. Ils remplissent leur mandat en contact étroit avec la centrale de cette Section. Néanmoins, ils peuvent, dans les congrès, conférences ou délibérations, provoqués par la Section, défendre une opinion différente de celle de la centrale si les directives du Comité Exécutif l'exigent. Les représentants du Comité Exécutif ont le devoir particulier de contrôler l'application des décisions des congrès et du Comité Exécutif par les Sections.

§ 25. Les séances du Comité Exécutif ont lieu au moins une fois par mois. Elles sont valables lorsqu'au moins la moitié des membres sont présents.

## IV. DES EXECUTIFS ELARGIS

§ 26. Pour résoudre des questions particulièrement graves, mais pouvant souffrir quelque ajournement, le Comité Exécutif convoque, au moins deux fois l'an, le Plénum élargi du Comité Exécutif. Y prennent part, outre les membres du Comité Exécutif, les représentants



des Sections. Le nombre en est fixé par le Congrès pour chaque section.

L'Exécutif élargi tient session, en dehors des réunions fixées plus haut, immédiatement avant le Congrès.

## V. DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTROLE

§ 27. Les tâches de la Commission internationale de contrôle, élue par le Congrès, sont : *a*) de vérifier les plaintes portées contre les diverses sections du Comité Exécutif et de faire à celui-ci des propositions pour remédier aux défauts constatés; *b*) d'examiner les plaintes portées par des personnes ou des organisations contre les mesures disciplinaires prises par les partis à leur égard et de faire ensuite des propositions au Comité Exécutif qui prendra les mesures nécessaires; *c*) de contrôler les finances du Comité Exécutif; *d*) de contrôler les finances des partis sur décision du Comité Exécutif, du Présidium ou du Bureau d'organisation.

La Commission de contrôle ne peut intervenir dans les conflits politiques, administratifs ou d'organisation qui surgiraient soit à l'intérieur des partis, soit entre les partis et le Comité Exécutif.

## VI. DES RAPPORTS ENTRE LES SECTIONS ET LE COMITE EXECUTIF

§ 28. Les Comités Centraux de toutes les sections, affiliées ou sympathisantes, doivent envoyer régulièrement au Comité Exécutif les procès-verbaux de leurs réunions et les comptes rendus de leurs travaux.

§ 29. Le fait, pour des membres du Comité Central d'une section ou pour un groupe d'entre eux, de donner leur démission doit être considéré comme un acte de désorganisation du mouvement communiste. Tout poste dirigeant dans un Parti Communiste appartient à l'Internationale Communiste et non pas à celui qui l'occupe. Les membres du Comité Central d'une section ne peuvent abandonner leur mandat qu'avec le consentement du Comité Exécutif. Les démissions approuvées par le Comité Central d'un Parti, sans le consentement du Comité Exécutif, ne sont pas valables.

§ 30. Les sections de l'Internationale Communiste, surtout celles de pays voisins, doivent entretenir entre elles une liaison étroite d'organisation et d'information. Cette liaison peut être réalisée par une représentation mutuelle aux conférences et congrès, ainsi que par l'échange de militants compétents, avec le consentement du Comité Exécutif.

Copie des rapports de ces représentants à leurs sections doit être envoyée à l'Internationale Communiste.

Deux ou plusieurs sections de l'Internationale Communiste qui (comme par exemple les pays scandinaves ou balkaniques) sont particulièrement tenues à l'alliance par la communauté politique de leur pays, peuvent, avec l'approbation du Comité Exécutif, pour des actions communes et régulièrement coordonnées, constituer une Fédération travaillant sous le contrôle et la direction du Comité Exécutif.

§ 31. Les sections de l'Internationale Communiste doivent verser au Comité Exécutif des cotisations régulières, dont le montant est fixé par ce dernier.

§ 32. Les congrès nationaux, ordinaires et extraordinaires, ne peu-

vent être convoqués par les sections qu'avec l'approbation du Comité Exécutif.

Si le Congrès national n'a pas lieu avant le Congrès mondial, la section doit tenir (avant la désignation des délégués au Congrès mondial) une conférence ou une réunion plénière de la Centrale pour préparer les questions à l'ordre du jour du Congrès mondial.

§ 33. L'Internationale Communiste des Jeunes est membre de l'Internationale Communiste, jouit de tous les droits des autres membres et est subordonnée au Comité Exécutif.

§ 34. Les Partis Communistes doivent être prêts à passer à l'état d'illégalité. Le Comité Exécutif a le devoir de les aider dans la préparation du travail illégal et de veiller à ce que ce travail soit exécuté.

§ 35. Le passage d'un membre d'une section de l'Internationale Communiste à une autre n'est permis qu'avec l'autorisation du Comité Central de la section intéressée. Les communistes changeant de résidence doivent adhérer à la section du pays où ils arrivent. Les communistes partant sans autorisation de leur Comité Central ne peuvent pas être admis par les autres sections de l'Internationale Communiste.

VI

# De la Réorganisation du Parti sur la base des Cellules d'entreprise

1. La différence essentielle qui existe dans le rôle et l'activité des partis communistes et social-démocrates se manifeste également dans leurs formes d'organisation. La social-démocratie, occupée uniquement de réformisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise, surtout de besogne électorale et parlementaire, est, en conséquence, organisée par districts électoraux; elle a à sa base la section locale et comme principe d'organisation le lieu d'habitation. Le Parti Communiste, qui entraîne les ouvriers vers la lutte révolutionnaire pour abattre le capitalisme et conquérir le pouvoir, crée d'autres formes d'organisation, car son point d'appui principal est dans les usines. Le Parti Communiste doit avoir sa base parmi les travailleurs, à l'usine et sur le lieu de travail. Le remaniement du Parti sur la base des cellules d'entreprise lui permet d'abord d'entretenir une liaison réelle, intime et durable, avec les ouvriers. Il lui permet d'être toujours au courant des besoins et des dispositions de la classe ouvrière et de réagir comme il convient. Il lui permet de l'influencer continuellement et de la diriger efficacement en organisant la lutte révolutionnaire contre le patronat, le fascisme et l'Etat capitaliste pour conquérir le pouvoir.

Ce changement des formes d'organisation est la garantie de la qualité sociale des effectifs du Parti; il assure son caractère prolétarien. Et, ce qui est d'une importance tout à fait particulière pour le Parti Communiste, il permet de combattre réellement pour obtenir le contrôle sur la production et arriver, après la conquête du pouvoir, à



dominer la production en atelier. « *Chaque usine sera une citadelle du Parti Communiste* », tel est le mot d'ordre de Lénine.

2. Les III[e] et IV[e] Congrès de l'Internationale Communiste ont indiqué la nécessité de réorganiser le Parti sur la base des cellules d'entreprise. Le IV[e] Congrès a constaté qu'un Parti Communiste ne peut être considéré comme une organisation de masse sérieuse et solide que lorsqu'il possède des cellules puissantes dans les usines, les fabriques, les mines, les chemins de fer, etc. L'expérience acquise dans la lutte du Parti Communiste depuis le IV[e] Congrès a confirmé cette constatation. Les résolutions du IV[e] Congrès ont une importance vitale pour le Parti Communiste. Les événements allemands nous enseignent aussi que la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprise est une condition indispensable pour triompher dans la lutte pour le pouvoir.

Il est donc nécessaire de mettre en pratique les résolutions de l'Exécutif élargi de janvier 1924, conformes aux décisions prises à ce sujet par les III[e] et IV[e] Congrès, et que le V[e] Congrès confirme; il faudra agir dans ce sens énergiquement et systématiquement. Le Congrès considère qu'une des tâches principales du Parti Communiste dans l'avenir immédiat est de terminer sa réorganisation sur la base des cellules d'entreprise.

3. Le Congrès tient à souligner encore quelques points qui ont surgi dans la pratique du Parti depuis le mois de janvier et qui nécessitent une rectification ou une mise en évidence.

Il ne faut pas qu'il subsiste de doutes sur les décisions du IV[e] Congrès et la résolution de janvier. Elles ne doivent pas seulement obtenir des modifications superficielles de la structure des Partis; elles doivent remanier à fond et effectivement nos organisations en les réorganisant d'après le modèle du Parti bolchévik. Cette œuvre devra se faire méthodiquement et soigneusement, afin de ne perdre aucune force. Il faut pourtant que cette réorganisation se poursuive énergiquement et que la structure existant jusqu'à présent (sections, méthodes de cotisation, composition des directions, enregistrement, etc.) soit modifiée en s'orientant vers les cellules d'entreprises.

Dans notre pratique, jusqu'à présent, on a constaté que cette idée n'était pas assez admise. Dans bien des cas, la cellule n'est pas considérée comme la base; même après le remaniement, on continue à l'envisager comme une ramification s'ajoutant à celles qui existaient autrefois. C'est pour cette raison qu'on crée, dans beaucoup de cas, au lieu de cellules d'entreprise, des fractions d'usine avec des tâches limitées; cette conception doit être rejetée. Souvent, on s'abandonne aussi à la tendance de fixer aux cellules d'usine des objectifs purement syndicaux.

Au contraire, le rôle et la position des cellules d'usine, en tant que base de l'organisation du Parti, doivent être nettement et résolument proclamés et apparaître comme tels dans la pratique. La cellule d'usine a tous les droits d'une organisation du Parti. Elle examine et prend position au sujet de toutes les questions du Parti. Cela doit également influencer l'organisation des cellules d'usine. Elles enrôleront de nouveaux membres, recueilleront les cotisations de leurs adhérents, en conservant un certain pourcentage, enregistreront leurs membres, etc. La cellule d'usine indique à chaque membre son travail et prend soin que chacun exécute la tâche qui lui a été confiée. Naturellement, l'activité des cellules d'entreprise doit s'étendre à tous les domaines du travail du Parti.

4. Dans l'esprit de la résolution sur la réorganisation du Parti, un de ses effets les plus importants doit être l'amélioration de la composition sociale actuelle de nos effectifs. Il faut que la grande majorité de nos adhérents se compose de prolétaires industriels et que l'écrasante majorité des membres du Parti fassent directement partie des cellules d'usine et de domaine agricole. Lorsque nous arriverons à ce résultat et que les cellules du Parti seront suffisamment nombreuses et puissantes, alors que les cellules de quartier seront complètement superflues et les membres qui ne travaillent pas dans les entreprises seront rattachés à celles-ci. Provisoirement, avant que l'organisation atteigne ce degré (la situation est différente selon les pays et les arrondissements), on pourait grouper les membres du Parti ne travaillant pas dans les usines en cellules de quartier. Etant donné qu'il existe à ce sujet des opinions erronées, le Ve Congrès affirme que, là où ces cellules de quartier seront constituées, elles ne pourront point influencer les cellules d'usine et égaler ces dernières par leur importance et leur rôle. En aucun cas, il ne peut être question de considérer les cellules d'entreprise et les cellules de quartier comme les deux bases du Parti. Seule, la cellule d'entreprise est la base du Parti; la cellule de quartier en est une ramification. Le centre de gravité est dans les cellules d'usine.

5. Au début de la réorganisation pratique, le Parti doit tout d'abord se concentrer dans les districts industriels et là, de nouveau, dans les localités les plus importantes et dans les organisations les plus fortes. Dans une localité, la direction doit d'abord commencer la réorganisation dans les parties les plus importantes. Cela ne signifie pas, naturellement, que les autres organisations du Parti peuvent, pendant ce temps, ajourner ce travail pratique de réorganisation. La réorganisation doit s'accomplir progressivement de bas en haut.

6. Au sujet des cellules d'entreprise de la Jeunesse Communiste, le Congrès estime que le Parti doit tendre à ce que la plus grande partie des membres de la cellule d'entreprise des Jeunesses participent également au Parti Communiste. Entre les deux partis doit exister une collaboration intime et une cellule d'entreprise spéciale aux Jeunesses Communistes, en dehors de la cellule du Parti, est indispensable. Elle constitue, en effet, la base organique de la Fédération des Jeunesses en entier, qui possède son organisation spéciale à côté du Parti.

7. Le Ve Congrès mondial charge le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de veiller à la réalisation décisive de cette organisation et d'élaborer des instructions sur la forme des organes locaux et centraux des partis.

VII

# Sur la Propagande dans l'I. C. et ses sections

## I. LES BUTS OBJECTIFS DE LA PROPAGANDE COMMUNISTE

1. Les conflits intérieurs de l'Internationale Communiste sont en même temps des crises d'idéologie. Les déviations de droite ou de gauche sont inséparables d'une déformation de l'idéologie prolétarienne, du marxisme-léninisme.



La « maladie infantile de gauche », qui se manifesta au IIe Congrès mondial et après, était une déviation du marxisme-léninisme vers le syndicalisme (marxisme hollandais, K. A. P. D., antiparlementarisme, etc.)

Les conflits actuellement en cours dans certains partis communistes, et dont le début coïncida avec la défaite allemande d'octobre, résultent des survivances dans ces partis de la vieille idéologie social-démocrate.

Le moyen d'en venir à bout est de bolchéviser les partis communistes en passant par-dessus le « marxisme » de la IIe Internationale et les restes du syndicalisme. Par « bolchévisation », il faut entendre le triomphe idéologique définitif du marxisme et du léninisme (en d'autres termes, du marxisme dans la phase de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne).

2. La bolchévisation des partis communistes sera donc obtenue par une pénétration plus profonde du marxisme et du léninisme dans la conscience des partis communistes et de leurs membres. Ce n'est pas une adoption mécanique des mesures concrètes du Parti Communiste russe, mais l'adaptation des méthodes du bolchévisme à la situation de chaque pays dans l'époque historique donnée. C'est le seul moyen pour eux de devenir des guides véritables de la masse. Seule, une assimilation effective et organique du marxisme-léninisme permettra aux partis communistes de réduire au minimum les fautes de politique, de tactique et d'organisation et de mener à bonne fin l'émancipation des travailleurs. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Le rôle d'avant-garde ne peut être joué que par un parti muni d'une théorie d'avant-garde. » (LÉNINE).

A l'Internationale Communiste et à ses sections incombe la tâche de faire de cette théorie d'avant-garde — le marxisme-léninisme — le bien commun de leurs membres. Les partis communistes ne doivent pas se borner à faire de l'agitation dans la masse pour quelques idées fondamentales du marxisme-léninisme; ils doivent s'efforcer, par une propagande systématique et énergique, de faire de l'ensemble du marxisme-léninisme le patrimoine de chacun de leurs membres. Il faut pour cela former des cadres possédant pleinement cette arme théorique et capables d'en munir l'ensemble des communistes.

Ce qui importe particulièrement, c'est l'assimilation de cette théorie par la jeunesse communiste. Les sections prendront donc toutes mesures en conséquence.

La condition première d'une bonne organisation de la propagande est que chaque parti communiste sache l'importance d'une parfaite connaissance théorique du marxisme-léninisme. Les partis communistes comprendront que l'orientation de leurs efforts vers les succès pratiques ne peut, à aucun degré, signifier indifférence ou négligence à l'égard des problèmes et des joutes théoriques. Au contraire, les succès pratiques dans les combats révolutionnaires sont conditionnés par une claire connaissance théorique, aussi largement répandue que possible dans le Parti.

3. L'idéologie du cadre dirigeant et de l'ensemble des partis communistes exige un auto-contrôle incessant. Si nous ne possédons pas encore la base concrète qui est la condition préliminaire de ce contrôle, nous pouvons cependant constater que la propagation de la pensée marxiste-léniniste, en profondeur et en étendue, ne progresse pas de pair avec l'accroissement constant et rapide de l'effectif des partis. On

peut remarquer, presque dans toutes les sections de l'Internationale Communiste, une stagnation de la pensée théorique. C'est un grave danger, car le travail théorique est appelé, par l'analyse des conditions réelles, à augmenter la sûreté du travail politique et, par la découverte des forces motrices de la Révolution, à en préciser les perspectives et les conditions, ainsi que les méthodes de tactique, d'organisation et de propagande du Parti.

L'indifférence d'une partie des dirigeants à l'égard de la théorie peut seule expliquer l'apparition, au sein de l'Internationale Communiste, de « théories » en contradiction évidente avec le marxisme-léninisme. Tout d'abord, parmi les dirigeants ou dans la masse du Parti, elles jettent, quelque temps, la confusion sur la philosophie, la doctrine et l'économie; ensuite, elles passent dans la *politique* et la *tactique* sous forme de déviations de droite ou de gauche : position de quelques chefs du Parti suédois dans la question religieuse; erreurs de certains chefs de la droite allemande sur l'Etat bourgeois et sur les racines de l'opportunisme dans l'aristocratie ouvrière; déviation philosophique de certains milieux intellectuels des partis de l'Europe centrale tendant à vider le matérialisme dialectique de son essence matérialiste; tentatives de camarades italiens pour reviser la doctrine économique du marxisme.

L'éducation des partis laisse aussi beaucoup à désirer. La nécessité de la propagande n'est pas encore suffisamment sentie. La grande majorité de nos recrues s'est convaincue de façon purement empirique, au cours des conflits économiques et politiques de chaque jour, du caractère hypocrite de l'opportunisme et du réformisme et de la valeur prolétarienne du Parti Communiste. Bien que ce fait soit tout à notre avantage et qu'il souligne la grande supériorité de l'Internationale Communiste sur la IIe Internationale, il n'en témoigne pas moins que les travailleurs peuvent encore être hantés par des réminiscences d'idéologie social-démocrate. Il est impossible de supprimer mécaniquement cet héritage social-démocrate.

Il faut pour cela, outre l'étude de la pratique révolutionnaire, une propagande systématique de la pensée marxiste-léniniste, un enracinement des principes fondamentaux et des méthodes du marxisme-léninisme dans la conscience des masses.

4. En la personne de Lénine, représentant par excellence de l'orthodoxie marxiste, continuateur de la théorie et de la pratique de Marx, l'Internationale Communiste et tous les partis communistes possèdent un baromètre absolument sûr contre toute déviation de droite ou de gauche, de théorie ou de pratique. Seul le léninisme, que Lénine et ses collaborateurs, la vieille garde bolchévique, ont conçu en effet comme la théorie de la révolution prolétarienne, peut remplacer Lénine. La mort de Lénine doit inciter toutes les sections de l'Internationale Communiste, comme déjà le Parti Communiste russe, à redoubler d'efforts pour propager le marxisme-léninisme en superficie et en profondeur. Par suite de la faiblesse idéologique des partis et de leur pauvreté en cadres, cette tâche retombe sur l'Internationale Communiste. En face du pseudo-marxisme de la IIe Internationale, le léninisme, cette renaissance du marxisme révolutionnaire, ne contient pas une seule proposition qui n'ait son importance pratique dans les luttes révolutionnaires, quotidiennes du prolétariat. De là découle pour l'Internationale Communiste une mission de première importance et de première urgence : propager sans relâche cet enseignement et prendre toutes mesures d'organisation de nature à assurer cette propagande.



## II. MESURES D'ORGANISATION

5. Ni l'Internationale Communiste, ni les partis ne disposent encore d'aucun organe spécial pour la propagande, ou bien ils n'ont que des organes insuffisants. Pour la mise en pratique des résolutions du IVe Congrès sur le travail d'éducation, nos sections ont si peu fait jusqu'ici qu'il ne pouvait en découler aucun résultat concret.

Faute d'organes appropriés, il ne pouvait être question de recueillir, d'analyser, de résumer, de généraliser et d'échanger l'expérience acquise, ni de systématiser le travail de propagande. C'est pourquoi *la création, dans les partis, de sections d'agitation et de propagande* sera encore, après le Ve Congrès mondial, une des tâches fondamentales de l'Internationale Communiste.

6. Un des obstacles essentiels à la propagande du marxisme-léninisme consiste dans la pauvreté de la littérature marxiste-léniniste, dans le manque d'éditions des ouvrages originaux, dans l'absence de manuels et de guides populaires.

Les œuvres marxistes classiques sont restées, dans bien des pays d'Occident, des raretés bibliographiques. Il n'y a guère de rééditions. Pour les œuvres nouvelles, on n'a pas souvent affaire à un livre marquant véritablement une nouvelle fécondation ou une utile vulgarisation de la pensée marxiste.

Il faut donc, avant tout, publier dans le plus grand nombre de langues possible, les œuvres de Marx et de Lénine (au moins les principales) et, parallèlement, des manuels et des guides populaires pour l'éducation des partis et l'étude de la doctrine.

7. Un autre obstacle essentiel consiste dans le manque de liaison entre marxistes. Les camarades qui s'occupent de la théorie et s'y intéressent profondément, disséminés à travers les différentes sections de l'Internationale Communiste, n'ont entre eux aucune liaison leur permettant de se diviser la tâche, d'échanger leurs opinions et, par là même, d'organiser convenablement le travail. Cette situation, ainsi que l'isolement des quelques revues de théorie et de propagande qui existent, rend impossible l'utilisation pratique et la vérification mutuelle des résultats des recherches marxistes-léninistes. Le groupement de tous les talents marxistes-léninistes participant au mouvement international communiste et la répartition du travail entre eux sont nécessaires pour obtenir une bonne organisation en superficie et en profondeur de notre propagande. Il faut également décider les sections de l'Internationale Communiste à créer des publications consacrées à la théorie et à la propagande, capables de servir leur travail d'éducation.

8. Les objectifs immédiats de l'Internationale Communiste, en la matière, sont :

*a*) La création d'une section d'agitation et de propagande; la mise à sa disposition de marxistes-léninistes qualifiés et ayant l'expérience de l'organisation de la propagande; le contrôle du travail de propagande des partis; la généralisation et l'échange mutuel des expériences faites; l'assistance aux partis dans l'élaboration des méthodes et formes d'éducation communiste.

*b*) La réforme et l'agrandissement du service de presse de l'Internationale Communiste, pour munir les partis non seulement de matériaux d'actualité politique, mais aussi de matériaux sur la théorie et la propagande; l'édition des principaux ouvrages de Marx, Engels et Lénine; la création d'une collection populaire de manuels et de

guides, sur les questions fondamentales du programme, de la tactique et de l'organisation communiste.

*c*) La publication d'une revue de propagande, destinée à servir à l'instruction des fonctionnaires du Parti, et en premier lieu, des propagandistes. Cette revue servirait d'intermédiaire entre les marxistes, étudierait les questions de plan d'éducation, assurerait l'unité d'orientation et la systématisation de l'éducation communiste, élaborerait les méthodes de propagande, donnerait une bibliographie systématique des matériaux à utiliser et consignerait les résultats des recherches marxistes-léninistes. En outre, elle servirait les agitateurs, en mettant à leur disposition des matériaux instructifs. Cette revue doit être éditée en allemand, français et anglais.

*d*) Afin de répondre aux besoins les plus pressants des principaux partis en fait de théoriciens qualifiés, l'appel à Moscou, pour une assez longue durée, d'un certain nombre de militants allemands, anglais, américains, tchéco-slovaques, italiens, français, et si possible orientaux pour les former à l'étude de la théorie et de la pratique marxiste-léniniste. Il faut choisir des camarades capables, moyennant une direction générale, de pousuivre ensuite personnellement leur éducation marxiste-léniniste et de fournir un travail scientifique (autant que possible ouvriers). Le but doit être de leur inculquer une éducation marxiste-léniniste approfondie et de les préparer à un travail personnel de direction politique fondé sur la théorie.

*e*) La convocation et la préparation d'une conférence des fonctionnaires dirigeant le travail de propagande dans les diverses sections et des directeurs des écoles du Parti, afin d'élaborer les objectifs concrets à atteindre, de spécialiser et de coordonner les méthodes.

*f*) L'encouragement à l'I. C. J. d'organiser l'éducation communiste de la jeunesse.

## III. ROLE DES SECTIONS

9. L'agitation et la propagande doivent être centralisées dans une branche particulière de l'appareil du Parti, si possible partout, mais au moins dans les grands partis.

Au centre il y aura un service particulier d'éducation (propagande), qui dirigera le travail de propagande et d'agitation. A lui incombera la charge de développer la propagande du marxisme-léninisme, d'élaborer les systèmes et les méthodes et de fournir les matériaux nécessaires.

10. L'une des conditions préalables d'une propagande organisée est le recensement des marxistes qualifiés, leur encouragement à poursuivre leur instruction personnelle et leur soutien dans leur travail d'éducation communiste. Il faut procéder à la création d'un nouveau cadre de propagandistes et à la transformation de l'ancien dans l'esprit du léninisme. Etant donnée la disette de spécialistes propagandistes, ces derniers ne doivent pas être employés seulement à un travail immédiat d'instruction, mais être aussi appelés à servir d'instructeurs pour ceux qui ne se consacrent pas spécialement à la propagande. En outre, ils doivent être réunis en commissions permanentes ou périodiques près des sections d'agitation et de propagande. Le rôle de ces commissions sera d'aider de leurs conseils et autrement la masse des membres à s'instruire eux-mêmes dans le marxisme-léninisme et à s'organiser pour cela.

11. Chaque parti entreprendra, l'automne prochain, une large



campagne afin d'éveiller l'intérêt pour les questions de théorie, de politique, de tactique et d'organisation dans l'esprit marxiste-léniniste. Cette campagne sera rattachée à la mort de Lénine, au nouveau programme de l'Internationale Communiste, aux questions actuelles de l'Internationale Communiste et des Partis. Elle servira de point de départ à un travail d'éducation systématique.

12. Il faut *obliger formellement tous les membres et en particulier les fonctionnaires élus à s'instruire.* Au sein du système d'éducation, il faut prévoir le moyen d'aider ces fonctionnaires à accroître et à approfondir leurs connaissances théoriques. Partout où cela sera possible, on fera pour eux, à l'exemple des Semaines du Parti, des cours de perfectionnement. En même temps, on exigera de chaque membre la possession d'un certain minimum de connaissances politiques et théoriques les mettant à même de répondre aux questions des ouvriers sur le programme, les buts et la tactique du Parti Communiste, et de combattre à l'atelier les préjugés les plus grossiers que la classe ouvrière a hérités de la petite bourgeoisie et de la social-démocratie. L'exécution de ce devoir d'instruction sera contrôlée par le Parti.

13. La presse du Parti doit être également utilisée pour susciter l'intérêt pour le travail d'éducation communiste sous toutes ses formes et pour les problèmes marxistes-léninistes. Les revues approfondiront théoriquement les questions politiques et tactiques, tout en restant à la portée de la masse des lecteurs. La presse quotidienne pourra en faire autant, mais naturellement dans la mesure convenable et à propos de l'actualité politique et des luttes économiques du prolétariat. Elle fournira surtout des indications bibliographiques soigneusement rassemblées. Chaque question, chaque événement politique, chaque anniversaire marquant doivent être exploités pour populariser les idées marxistes-léninistes, en ayant en vue le minimum de connaissances que doit posséder tout ouvrier communiste. La presse quotidienne doit également, par ses conseils, encourager ses lecteurs à s'instruire eux-mêmes, d'accord avec les organes d'agitation et de propagande du Parti. La rubrique bibliographique sera développée dans ce sens et notera, d'une façon intéressante et détaillée, les nouvelles publications communistes, tant articles de revues que livres et brochures. Dans les revues, la section bibliographique ne se bornera pas à enregistrer et à critiquer; elle appréciera et utilisera au point de vue de la propagande et de la méthode les matériaux présentés. La bibliographie communiste sera un moyen puissant d'éveiller la soif de connaissances marxistes dans la masse, à l'intérieur et hors du Parti et parmi les dirigeants communistes.

14. Il faut résoudre la question des bibliothèques en rapport avec le problème de la propagande. Le Parti doit posséder des bibliothèques marxistes-léninistes avec des conservateurs véritablement au service des ouvriers. Il faut profiter des bibliothèques publiques ou syndicales dans tous les cas où il sera possible d'acquérir une influence sur elles de façon à les faire servir à la propagande marxiste-léniniste.

## IV. LE SYSTEME DE LA PROPAGANDE MARXISTE

15. La diversité de condition et de développement des sections exige l'application de divers systèmes et de diverses méthodes de propagande. Cependant les indications suivantes peuvent servir de principes généraux pour tous les pays et pour tous les partis :

*a*) le système d'éducation communiste doit être conçu de façon à en faire profiter sous une forme quelconque tous les membres du Parti. Les partis doivent s'efforcer de donner à chacun au moins les connaissances élémentaires; mais les fonctionnaires supérieurs doivent approfondir et compléter sans cesse leur expérience.

*b*) chaque partie du système doit viser des buts *pratiques et précis* et n'embrasser qu'une seule catégorie d'individus aussi homogènes que possible. Aussi bien dans le choix de personnes que dans la fixation du programme et des méthodes, on doit ne jamais oublier le travail précis que les élèves auront à accomplir dans le Parti et les problèmes pratiques qui se poseront à eux.

*c*) chaque partie du système formera un tout autonome ayant son rôle propre et ne doit pas être considérée comme la préparation à un degré supérieur.

16. Le système des institutions de propagande marxiste-léniniste doit prendre deux aspects, pour embrasser, malgré la limitation des ressources matérielles et intellectuelles, le plus grand nombre possible de membres du Parti : *les écoles régulières et l'encouragement aux autodidactes.*

17. Pour les écoles, deux pôles à atteindre pour chaque Parti :

*a*) *l'école centrale;*

*b*) *les cours élémentaires* (cours du soir, séries de conférences, écoles du dimanche, etc...).

18. L'école centrale doit réunir, pour un temps plus ou moins long, selon les ressources du Parti (ou d'un groupe de Partis de même langue) des militants déjà informés des principes fondamentaux du marxisme-léninisme. *Le but est la systématisation, l'extension et l'approfondissement des connaissances déjà possédées par les auditeurs* et, par là même, *la formation de militants qualifiés* et, particulièrement dans les premiers temps, *d'un nouveau cadre de propagandistes.*

19. Le but des cours élémentaires du soir (écoles du dimanche) *est l'enseignement des connaissances politiques élémentaires,* de l'A. B. C. des principes fondamentaux, de la théorie et de la méthode marxistes-léninistes.

Le programme de l'Internationale Communiste doit servir de canevas à cet enseignement. Le but est de rendre les membres du Parti aptes à *participer activement au travail du Parti et à mener la propagande individuelle parmi les masses ouvrières.*

20. Entre ces deux pôles *peuvent se trouver différentes formes d'éducation,* selon les conditions particulières des pays et des partis : depuis les écoles du dimanche, les cours locaux et de courte durée, jusqu'aux écoles de district répondant déjà à de plus hautes exigences et destinées à former les fonctionnaires locaux. Partout on attachera une importance particulière au perfectionnement ininterrompu des propagandistes, qui peuvent être périodiquement réunis pour des cours de répétition.

21. Les Partis Communistes ne doivent pas négliger les écoles qui, sous une étiquette neutre, s'occupent de la formation ouvrière (Universités ouvrières, *labour colleges*, universités populaires, écoles de conseils d'usine, établissements syndicaux, etc...). Ils s'efforceront de combattre les dangers dont ces écoles menacent l'idéologie



prolétarienne et même, si possible, d'y exercer leur influence et de les soumettre à leur contrôle afin de les utiliser pour l'éducation communiste.

22. Ni les ressources matérielles, ni les ressources scientifiques des Partis ne leur permettent de créer un système d'écoles marxistes-léninistes assez vaste pour grouper à bref délai la majorité écrasante de leurs membres. Pour cette raison et aussi parce que le système scolaire ne suffit pas à lui seul pour une assimilation complète et approfondie de la théorie marxiste-léniniste, l'intérêt des membres du Parti doit être aussi dirigé vers l'étude à domicile. Il faut encourager les *groupes d'autodidactes.* Il faut créer un réseau de cercles marxistes-léninistes. Les camarades ayant une certaine expérience de la propagande et des aptitudes pédagogiques formeront, au sein de la section centrale d'agitation et de propagande, une « commission pour l'encouragement des autodidactes du marxisme », qui donnera des conseils aux individus ou aux groupes, par correspondance ou par l'intermédiaire de la presse.

23. Cette organisation de la propagande ne doit pas se borner aux instances supérieures, elle doit s'étendre à toutes les grandes cellules d'usine et aux plus petits groupements territoriaux. Dans ces derniers, il y a lieu d'élire des organisateurs propagandistes, dont la fonction consistera à éveiller l'intérêt des ouvriers pour l'éducation communiste, en conformité avec les instructions des organes de propagande du Parti.

24. L'Exécutif de l'Internationale Communiste doit prendre des mesures pour qu'au cours de l'année prochaine, au moins dans les Partis les plus importants, soient organisées des écoles modèles et quelques cours du soir pour l'enseignement du marxisme-léninisme. Il se mettra en relations directes avec ces institutions modèles sur la proposition du Comité central des partis intéressés, afin de les soutenir idéologiquement et de leur envoyer des livres et autres moyens d'enseignement. A leur tour, les comités centraux des partis entreront en rapports directs avec les institutions de propagande et les cercles marxistes-léninistes des districts ouvriers les plus importants. De même, par les soins de l'Internationale Communiste, il s'établira un contact entre les Universités communistes, les écoles du Parti, les cercles marxistes-léninistes de Russie et les institutions étrangères correspondantes.

25. Les Partis collaboreront à la création d'institutions correspondantes pour la jeunesse, à la désignation de maîtres propagandistes pour ces institutions ou rendront accessibles à la jeunesse communiste les institutions d'éducation du Parti.

26. Les Partis veilleront à ce que les étudiants communistes et autres intellectuels continuent à se perfectionner. L'isolement et l'autonomie des étudiants communistes doivent être combattus. Les cellules d'étudiants communistes ou les fractions existant déjà, qui jusqu'ici adoptaient la forme de cercles autonomes et étrangers à tout système, doivent être tirés de cet état stérile pour le mouvement ouvrier, et, sous la direction immédiate des théoriciens les plus versés dans le marxisme-léninisme et les plus expérimentés dans la direction du mouvement ouvrier, être rendus profitables pour la propagande communiste. D'un autre côté, les membres de ces groupes d'étudiants doivent être, sans aucune exception, appelés à participer au travail pratique du Parti.

27. Chaque Parti Communiste inscrira à l'ordre du jour de son prochain Congrès national l'organisation de la propagande marxiste-léniniste et des institutions destinées à l'assurer.

## V. PROGRAMME ET METHODES DE PROPAGANDE

28. Le but politique prochain de la propagande du marxisme-léninisme est le suivant : pour obtenir la bolchévisation du Parti, l'éducation communiste doit être rattachée à l'actualité politique, aux problèmes de tactique et d'organisation de l'Internationale Communiste et des Partis. Le programme et la méthode du travail de propagande doivent être basés sur ce principe. Ils doivent être orientés sur les objectifs pratiques du Parti. En évitant le plus possible les programmes et méthodes abstraites, il faut cependant s'efforcer d'obtenir que les fonctionnaires et la masse du Parti acquièrent la connaissance des fondements théoriques que le marxisme-léninisme propose à la classe ouvrière luttant pour son affranchissement et qui peuvent seuls la conduire au but, comme l'a démontré l'histoire de la révolution russe et internationale. Il faut éviter toute opposition entre le marxisme du siècle de Marx et d'Engels et celui du siècle de Lénine.

29. Il faut éviter toute séparation mécanique, toute conception définissant le marxisme comme la théorie et le léninisme comme la pratique. Le marxisme et le léninisme comprennent l'un et l'autre à la fois la théorie et la pratique de la lutte ouvrière; *ils font à eux deux l'unité de la théorie révolutionnaire et de la pratique révolutionnaire.* Au rebours du marxisme des épigones de Marx, du « marxisme » de la IIe Internationale, qui, sous une forme prétendue orthodoxe, sépare la théorie de la pratique et rejette en pratique l'action révolutionnaire après l'avoir admise en théorie, « le léninisme est le marxisme de la période de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Pour parler plus exactement, le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la *dictature* prolétarienne en particulier » (STALINE). A la base du programme d'éducation communiste et de notre méthode de propagande, il faut mettre ce principe : il est impossible de séparer le léninisme du marxisme. Le marxisme, de son côté, à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ne peut être propagé avec succès que sous la forme du léninisme.

30. Le programme de l'éducation communiste doit avoir son centre de gravité dans l'économie et la théorie marxiste-léniniste de l'Etat.

Dans la théorie de l'économie, les phénomènes de l'impérialisme doivent former le fondement. En outre, on étudiera la stratégie, la tactique et l'organisation de la révolution prolétarienne et la solution de ces problèmes d'après les exemples de la révolution prolétarienne russe et internationale. Enfin, une des parties indispensables de ce programme sera: l'histoire du mouvement ouvrier dans les principaux pays et dans le sien propre; l'histoire de son propre parti, en insistant particulièrement sur les racines sociales et sur le rôle de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Dans les pays agricoles, on insistera sur la question agraire, sur la paysannerie, selon l'esprit du léninisme. Une propagande large et approfondie des problèmes tactique et théorique de l'insurrection armée et de la guerre civile est aussi de la plus haute importance. De même, les principes du léninisme dans les questions nationale et coloniale doivent être propagés



dans les pays intéressés. La condition économique et sociale de la femme laborieuse est à étudier partout.

31. A aucun degré de l'éducation communiste, il ne faut perdre de vue la philosophie générale du marxisme-léninisme. Marx, Engels et Lénine étaient tous trois des matérialistes militants; leur enseignement et leur conception du monde sont basés sur le matérialisme philosophique à son plus haut degré, le matérialisme dialectique. L'insertion dans le programme général d'éducation communiste de la propagande du matérialisme a aussi un but politique très important: l'affermissement des partis communistes contre les courants idéalistes qui ont pénétré dans nos rangs, contre les différentes formes de l'idéalisme philosophique, contre la religion ou l'indifférentisme en matière religieuse, etc. Tous ces courants représentent, en fin de compte, des intérêts étrangers au prolétariat. La propagande du marxisme-léninisme ne peut être regardée comme complète sans la propagande du matérialisme militant. A tous les degrés du programme d'éducation, il faut lui faire une place appropriée.

32. La méthode d'enseignement doit faire l'objet de beaucoup de soin et d'attention, aussi bien dans les écoles que pour les autodidactes. Sans une juste méthode, ou bien la propagande n'atteindra pas son but, ou bien elle ne donnera lieu qu'à un gaspillage inutile des forces des propagandistes et surtout des auditeurs. Une méthode erronée entraîne le plus souvent, comme nous le montre l'expérience, la ruine de tout le système et des institutions particulières de propagande. Aussi doit-on avoir soin que les propagandistes possèdent, outre la science théorique requise, les méthodes d'enseignement. Les organes centraux de propagande du Parti doivent les munir continuellement d'instructions sur la méthode; ils doivent rassembler tous les matériaux sur la matière, élaborer l'expérience acquise, la généraliser et la mettre à profit.

## VI. ORGANISATION DES RECHERCHES MARXISTES SCIENTIFIQUES

33. Le léninisme ne marque pas seulement une renaissance du marxisme révolutionnaire, mais un enrichissement de son contenu théorique et pratique. Cependant la pensée marxiste, la théorie marxiste n'a pas été suffisamment approfondie dans l'Internationale Communiste. Ce qui manque ici, c'est à la fois l'initiative et l'organisation. Les tentatives des épigones de Marx, celles de la IIe Internationale et du marxisme autrichien pour continuer l'œuvre du marxisme orthodoxe d'avant la guerre sont condamnées à échouer, avant tout parce que la pratique social-démocrate dément à chaque instant les prétentions de la théorie, chez des gens comme Kautsky, Hilferding et Bauer, à être véritablement marxistes.

La décadence universelle de la science après la guerre a eu tout naturellement sa répercussion dans le domaine des recherches marxistes. Le seul pays où elles soient en progrès est la Russie du prolétariat révolutionnaire. Les partis d'Occident n'ont au contraire à offrir, pour le moment, aucun ouvrage théorique notable. Outre l'étude du marxisme-léninisme au point de vue de la propagande, l'Internationale Communiste doit donc encourager l'étude de leurs travaux sous le rapport des recherches scientifiques.

34. Les centres internationaux de l'étude théorique du marxisme-

léninisme, au point de vue scientifique, sont : l'*Institut Marx-Engels*, l'*Institut Lénine* et l'*Académie Communiste*. La tâche de l'Internationale Communiste est d'utiliser leurs travaux pour le plus grand bien du mouvement communiste international, à savoir :

*a*) Entrer en étroites relations avec ces Instituts, par l'intermédiaire de sa section d'agitation et de propagande, et exploiter les résultats de leurs recherches dans le sens international;

*b*) Grouper autour de ces Instituts les militants de tous les partis communistes s'occupant d'investigations théoriques ou s'intéressant à la théorie;

*c*) Editer avec leur concours une revue de recherches marxistes-léninistes, une bibliothèque des classiques du marxisme, ainsi que des éditions complètes, scientifiques et critiques des œuvres de Marx, Engels et Lénine, et une Encyclopédie communiste.

35. Près des écoles centrales des sections les plus importantes de l'Internationale Communiste, il faut monter un cabinet de recherches marxistes-léninistes. Ces cabinets encourageront les travaux personnels, organiseront des séminaires pour les camarades s'intéressant à la théorie, faciliteront l'élaboration des études de politique et de propagande et enfin serviront de lien avec les Instituts soviétistes.

VIII

# Sur la Question syndicale

I

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste confirme les directives présentées par Lozovsky sur la question syndicale. La rédaction définitive en est confiée à une commission composée de Lozovsky, Radetsky, Semard, Dunne, Kohn, plus un camarade anglais, un Polonais, un Italien et un Balkanique à désigner par leurs délégations.

Le Congrès remet le titre IV des directives à l'Exécutif, qui traitera en détail les questions se rapportant au Congrès de Vienne de la Fédération Syndicale Internationale et déterminera la ligne de conduite à adopter.

II

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste déclare que les conceptions de Wilhelm Schumacher et de ses partisans sur la question syndicale, ainsi que leur conduite dans le mouvement syndical contredisent les décisions de l'Internationale Communiste.

Le Congrès condamne comme nuisible à la révolution toute doctrine ou pratique favorisant le mouvement pour l'abandon des syndicats ou la scission syndicale en Allemagne. Il invite tous les ouvriers qui ont abandonné les syndicats à y rentrer et, en général, tous les ouvriers à s'organiser syndicalement. Il souligne que les syndicats sont le rendez-vous de tous les exploités et que les communistes doivent y



exercer une action d'éducation et de propagande. Quitter les syndicats, c'est déserter la révolution et travailler au profit des ennemis du prolétariat.

## Notre tactique dans le mouvement syndical

(*Directives de Lozovsky*)

### I. UN TOURNANT DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

L'année 1924 est caractérisée par les traits suivants :

*a*) La retraite générale des ouvriers a cessé;

*b*) Dans quelques pays et dans certaines industries, il se produit des offensives ouvrières; dans d'autres, la défense contre l'empirement des conditions de travail s'est renforcée;

*c*) Le réformisme international a consolidé son alliance avec les classes dirigeantes; à la trahison politique, il ajoute la trahison économique en sabotant, autant qu'il peut, les assauts ouvriers;

*d*) L'Internationale d'Amsterdam a montré son caractère impérialiste et ententophile (occupation de la Ruhr, plan des experts, etc.). Il s'est manifesté dans son sein une minorité encore informe, politiquement indéterminée, mais mécontente de sa politique traditionnelle;

*e*) Le mécontentement des masses ouvrières et petites-bourgeoises a entraîné, dans quelques pays (Angleterre, France, Danemark), la substitution, aux gouvernements nettement réactionnaires, de gouvernements semi-socialistes et pacifistes destinés à continuer, sous une étiquette nouvelle, l'ancienne politique de la bourgeoisie;

*f*) En même temps que l'influence des syndicats réformistes baissait, qu'ils s'affaiblissaient moralement, politiquement, financièrement et numériquement, on a constaté la croissance des syndicats révolutionnaires et des minorités, dont le rôle a augmenté non seulement dans les batailles politiques du prolétariat, mais également dans la lutte économique;

*g*) Le poids de l'Internationale Communiste et des partis communistes dans le mouvement syndical mondial s'est considérablement accru et l'I. S. R., qui n'était autrefois qu'un Comité International de Propagande, s'est transformée en une véritable organisation universelle de syndicats révolutionnaires et combatifs;

*h*) Toutes ces causes ont amené, d'une part, une offensive effrénée des réformistes contre les syndicats révolutionnaires (exclusion des communistes, organisation de sections antibolchéviques, intensification de la campagne de calomnies, etc.), et, d'autre part, des tentatives de l'Internationale d'Amsterdam elle-même pour apprivoiser le mouvement syndical révolutionnaire;

*i*) Les dirigeants des syndicats réformistes étant devenus des instruments de la réaction fasciste, il est apparu, dans certains pays (Allemagne), un état d'esprit favorable à une modification de la tactique de l'Internationale Communiste, à l'abandon des syndicats et à la création d'organisations nouvelles.

Voilà les traits essentiels dont il faut tenir compte pour définir notre politique syndicale.

### II. LA CAMPAGNE POUR L'UNITE

Toute l'activité de l'Internationale Communiste est régie par ce fil conducteur de l'unité syndicale. Ce n'est pas qu'elle fasse de l'organisation un fétiche, mais elle croit que les communistes, en militant

pour l'unité syndicale, étendent la zone d'influence des partis communistes et de l'Internationale Communiste, sans se séparer un instant des masses. Combattre pour l'unité du mouvement syndical, c'est la meilleure façon de conquérir les masses. Voilà pourquoi rien ne peut ni ne doit obliger l'Internationale et les partis à modifier leur ligne fondamentale. Les anciens mots d'ordre: *Conquête et non pas destruction des syndicats; lutte contre la désertion des syndicats; rentrée dans les syndicats; lutte pour l'unité*, restent vrais et doivent être appliqués avec résolution et énergie.

La campagne pour l'unité s'impose non seulement aux pays où la grande majorité des syndiqués est dans les syndicats réformistes, mais aussi à ceux où il existe parallèlement des centrales réformistes et des centrales révolutionnaires (France, Tchéco-Slovaquie). En aucun cas, les partis communistes ne doivent laisser le monopole de l'unité aux réformistes qui, le mot d'unité aux lèvres, divisent, corrompent et démoralisent le mouvement ouvrier. Il est du devoir des communistes de ne pas laisser s'éparpiller les ouvriers exclus ou inorganisés, mais de les réunir et de les organiser pour combattre le capitalisme et le réformisme. Mais dans ce cas aussi, la lutte pour le rétablissement de l'unité est la tâche la plus essentielle des exclus et de leurs organisations.

## III. L'INTERNATIONALE D'AMSTERDAM ET SON AILE GAUCHE

Notre attitude envers l'Internationale d'Amsterdam, fixée par les congrès précédents, reste en vigueur. Cette Internationale, au moins dans ses dirigeants, est le rempart de l'impérialisme; elle reflète, on ne peut mieux, le conservatisme, le nationalisme borné, la mentalité impérialiste, bourgeoise et retardataire des catégories ouvrières les plus corrompues par la bourgeoisie. La lutte contre l'Internationale d'Amsterdam, sa théorie et sa pratique, demeure une tâche essentielle de l'Internationale Communiste et de ses sections. Démasquer sans pitié les larbins du capital et faire une guerre à mort à ce rempart de la réaction capitaliste, bourgeoise et fasciste, voilà la devise d'actualité.

Luttant contre l'Internationale d'Amsterdam, nous ne devons pas perdre de vue deux choses:

*a*) La présence dans les syndicats réformistes de millions de prolétaires;

*b*) L'apparition d'une aile gauche très informe et politiquement hésitante, mais d'une aile gauche cependant.

La présence de millions d'ouvriers dans l'Internationale d'Amsterdam doit forcer les partis communistes à décupler d'efforts pour les libérer des illusions réformistes. Mais il ne suffit pas d'intensifier l'agitation et la propagande. Les ouvriers se libéreront des illusions réformistes dans la mesure où les communistes sauront jouer le rôle principal dans les combats économiques de la classe ouvrière. Les conflits économiques offrent des occasions particulièrement favorables à l'application de la tactique du front unique et au démasquement du rôle fasciste et traître des chefs. L'aile gauche de l'Internationale d'Amsterdam n'a ni programme clair, ni tactique. Cette aile gauche qui comprend elle-même plusieurs tendances, n'a pas essayé d'avoir sa plate-forme. Il se fait un certain groupement sur la question des rapports avec les syndicats russes, mais la « gauche » ne se distingue par rien d'essentiel de la « droite » dans les questions politiques fondamentales (réparations, conclusions des experts, politique coloniale et



autres). Son défaut radical et principal consiste à vouloir réconcilier le réformisme avec le communisme et à croire qu'on peut trouver une ligne moyenne entre ces ennemis mortels. Cette indétermination, cette inconsistance, ce caractère bâtard ont été illustrés par le Congrès de Vienne, où l'aile gauche a voté la résolution de la droite, sans essayer de présenter une plate-forme à elle. Elle n'en reflète pas moins une sérieuse fermentation des masses, particulièrement en Angleterre, où les masses sont mécontentes de l'ancienne politique et cherchent une issue à l'impasse réformiste.

De là découle notre attitude. L'Internationale Communiste et les partis communistes soutiennent l'aile gauche dans la mesure où elle lutte réellement contre le programme et la tactique d'Amsterdam. Ce serait une grande erreur de surestimer cette aile gauche, de taire son inconséquence, son amorphisme, son caractère hybride et son inconsistance. Les communistes et les organisations syndicales qui se trouvent sous leur influence doivent proposer à l'aile gauche d'Amsterdam de créer en commun des organes d'action contre la réaction bourgeoise et capitaliste. Le facteur décisif, dans les propositions de ce genre, c'est l'action. Les communistes doivent exiger que les éléments de gauche de l'Internationale d'Amsterdam, qui parlent d'entente avec les syndicats révolutionnaires, mettent leurs offres en pratique dans la lutte quotidienne de chaque pays. La réelle disposition de ces éléments à agir de concert avec nous mesurera l'appui que nous leur donnerons. Les communistes ne doivent pas oublier que l'aile gauche de l'Internationale d'Amsterdam veut sauver cette Internationale, non par un abandon radical de son ancienne tactique, mais par de légers changements dans cette tactique. Les partis communistes doivent, par l'intermédiaire des syndicats influencés par eux, exercer la pression nécessaire sur certaines fractions de l'Internationale d'Amsterdam.

## IV. LA CAMPAGNE POUR L'UNITE SYNDICALE

Les quatre ans d'existence de l'Internationale Syndicale Rouge ont eu pour résultat de grouper et d'unir tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical universel. Le monopole de l'Internationale d'Amsterdam est depuis longtemps détruit. L'Internationale Communiste et les partis communistes ont à mener une énergique campagne pour l'union des syndicats révolutionnaires, pour leur groupement compact autour de l'Internationale Syndicale Rouge, pour le renforcement de l'influence communiste et de la direction communiste dans les syndicats rouges de tous les pays. Ce résultat ne peut être obtenu que s'ils mènent en même temps une action systématique pour l'unité syndicale. La crise doctrinale et politique qui s'aggrave dans l'Internationale d'Amsterdam, l'apparition d'une aile gauche visant à établir un front unique avec les syndicats révolutionnaires et les progrès de l état d'esprit révolutionnaire dans le mouvement syndical anglais permettent à l'Internationale Communiste et aux partis communistes de déclancher avec succès une lutte décisive pour le rétablissement de l'unité internationale.

Cette unité pourrait être rétablie par la convocation d'un Congrès mondial auquel seraient représentés sur une base proportionnelle tous les syndicats affiliés à l'Internationale d'Amsterdam et à l'Internationale Syndicale Rouge. Ce Congrès mondial d'union, auquel doivent être représentés les syndicats du monde entier, pourrait poser les fondements d'une nouvelle Internationale unifiée des syndicats, qui deviendrait effectivement l'organisation mondiale du prolétariat. Ce

congrès marquerait un progrès gigantesque dans la voie de la concentration de toutes les forces pour la lutte contre la bourgeoisie.

La création d'une Internationale unifiée, sur la base de la liberté d'agitation et de la discipline la plus rigoureuse dans toutes les actions contre la bourgeoisie, devrait tout naturellement entraîner la dissolution des Internationales existant maintenant parallèlement (l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale d'Amsterdam).

Jusqu'à ce que nous réussissions à rétablir l'unité du mouvement syndical international, l'Internationale Communiste et les partis communistes doivent continuer d'apporter leur aide, leur concours et leur soutien à l'Internationale Syndicale Rouge et à toutes les organisations qui s'y rallient.

## V. NOS COTES FAIBLES

Malgré le grand travail fourni par tous les partis communistes dans le domaine syndical, il s'est manifesté, pendant ces deux dernières années, dans ce travail, des traits qui doivent être combattus de la façon la plus catégorique. Ils se ramènent à ce qui suit:

1. L'absence dans beaucoup de pays de fractions communistes ou leur création par en haut, là où elles existent.

2. Le refus de créer des fractions, dans les organisations qui ont une direction communiste ou approchante.

3. Le refus de créer des fractions dans les syndicats réformistes, là où existe une organisation révolutionaire parallèle (France) .

4. Le défaut de discipline des membres du Parti, qui suivent leur ligne impressionniste, d'où abandon en masse des syndicats et politique syndicale propre, en dehors des décisions du Parti et de l'Internationale Communiste (Allemagne).

5. La négligence des partis à l'égard des syndicats révolutionnaires qui se forment parallèlement aux syndicats réformistes (Amérique, Belgique, Hollande), lorsqu'il faudrait les diriger sytématiquement au point de vue moral et politique et les éduquer dans l'esprit de notre tactique.

6. Une propagande abstraite à l'intérieur des syndicats, au lieu d'intensifier la lutte contre les réformistes en se basant sur les besoins journaliers de la classe ouvrière.

7. Une attention insuffisante, à quelques rares exceptions près (Allemagne), à la création et au fonctionnement des comités d'usine et l'inaptitude à utiliser la lutte économique des masses pour former ces comités.

8. La faiblesse à combattre les tendances et préjugés corporatifs profondément enracinés, même chez les ouvriers révolutionnaires.

9. La très mauvaise préparation politique et communiste des congrès et conférences intersyndicaux et syndicaux et le caractère fortuit des interventions communistes dans ces congrès.

10. Une excessive nervosité à l'égard des manœuvres scissionnistes des réformistes, une utilisation politique insuffisante des exclusions individuelles et surtout des exclusions en masse.

11. La sous-estimation du fait que les entreprises, les comités d'usine et les syndicats sont le champ naturel d'organisation du front unique des ouvriers.



12. La sous-estimation de l'importance et du rôle du travail syndical, d'où une attention insuffisante de la presse du Parti.

13. Les organes centraux de beaucoup de partis consacrent trop peu de place aux questions syndicales. Absence de littérature syndicale d'agitation et de propagande.

Tous les côtés faibles énumérés plus haut se rencontrent, selon des proportions variables, dans presque tous les pays. Le défaut fondamental, point de départ de tous ces côtés faibles, de notre travail dans les syndicats, c'est l'absence ou l'état embryonnaire des cellules du Parti dans les usines et les entreprises. La création de cellules communistes d'usine est la condition préalable de l'établissement de fractions par en bas, du renforcement de l'activité de tous les membres du Parti dans le domaine syndical et de l'application d'une directive unique à tous les degrés de l'organisation syndicale.

## VI. NOS OBJECTIFS IMMEDIATS

1. La tâche fondamentale de tous les partis communistes est l'organisation de fractions militantes, en commençant par l'usine et en remontant l'échelle syndicale et intersyndicale, et le renforcement du contrôle du Parti sur l'activité et le travail des membres et surtout des fractions syndicales.

2. Le centre de gravité du travail doit être transporté dans les masses, dans les entreprises. D'où la nécessité de créer des comités d'usine là où il n'y en a pas, de travailler et de pénétrer d'esprit révolutionnaire ceux qui existent. Il faut faire en sorte que les comités d'usine prennent une part active et énergique à la lutte économique et fassent obstacle, là où c'est nécessaire, aux syndicats réformistes quand ceux-ci se mettent du côté des patrons.

3. Il faut poser et résoudre effectivement dans chaque Parti la question d'organes militants pour la direction de la lutte économique. Cela est particulièrement nécessaire là où les ouvriers révolutionnaires se trouvent dans les syndicats réformistes et où le point de départ des actions économiques dépend de pourparlers secrets et de l'esprit de conciliation des dirigeants syndicaux.

4. Il faut grouper dans chaque pays tous les syndicats révolutionnaires autonomes, de même que les syndicats d'exclus, et les mettre en rapport, par l'intermédiaire des comités d'action, avec l'opposition au sein des organisations réformistes.

5. Il faut intensifier la lutte contre la trahison des chefs syndicaux; tous les faits de trahison doivent être l'objet d'un examen dans les entreprises et les usines. Il faut populariser le mot d'ordre: « Les bureaucrates traîtres, à la porte des organisations prolétariennes! »

6. Là où le mouvement syndical est divisé, il faut mener un travail systématique dans les masses pour rétablir l'unité syndicale par la convocation d'un Congrès général d'union sur la base de la représentation proportionnelle et de la liberté d'opinion. Le rétablissement de l'unité d'action des ouvriers de toute tendance contre le capital doit être le mot d'ordre fondamental de la période prochaine.

7. Là où l'abandon des syndicats, sous l'influence des traîtres politiques et économiques de la bureaucratie syndicale, a atteint une grande acuité, les partis doivent mener une lutte énergique contre ce symptôme de passivité et de désespoir. Il faut déclarer une guerre sans merci à l'abandon des syndicats par les communistes. Dans ces

pays, la campagne doit être menée sous le mot d'ordre : « Retour aux syndicats! »

8. Il faut travailler énergiquement à organiser et à entraîner dans la lutte les ouvriers non organisés. Ce serait une faute de créer des organisations nouvelles d'ouvriers non organisés : le point initial et naturel de groupement de tous les ouvriers non organisés et, dans ce nombre, de tous ceux qui, pour des motifs divers, ont quitté les syndicats, ce sont les comités d'usine, les comités d'action, etc. Tout le travail pour l'union des non organisés doit avoir pour but de les faire entrer dans les syndicats et de changer les mécontents en militants actifs contre la bureaucratie syndicale.

9. Il faut consacrer une attention toute particulière à l'organisation des ouvriers des branches qui peuvent jouer un rôle décisif dans la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir (transports, métallurgie, industrie chimique, électricité, gaz, etc.). Le succès des partis communistes dans les syndicats se mesurera à leurs succès dans l'organisation des ouvriers de ces branches.

10. Il faut créer des comités mixtes (franco-allemands, germano-polonais, germano-tchèques, franco-italiens, franco-germano-italiens, anglo-russes, russo-polonais, etc., formés d'ouvriers des principales ches (transports, mines, etc.) en vue de préparer des offensives parallèles des deux côtés des frontières. Ces comités mixtes peuvent jouer un rôle considérable si les partis savent en choisir les membres avec soin.

11. Les partis communistes des pays dont la bourgeoisie exploite des peuples coloniaux ou semi-coloniaux doivent accorder une attention spéciale au mouvement professionnel qui se développe dans les colonies : 1° pour libérer ces jeunes organisations syndicales de l'idéologie syndicaliste, et, 2° pour les libérer de toute sujétion à la politique impérialiste de la bureaucratie syndicale de la métropole.

12. Dans les pays où, sous le pavillon de l'indépendance et de l'autonomie syndicale, on mène une politique hostile aux partis communistes et au communisme, il faut intensifier le travail dans les masses, en dévoilant le caractère antiprolétarien de ce mot d'ordre et en renforçant la collaboration avec les éléments acceptant les décisions des congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. La lutte contre la démagogie et la confusion anarcho-syndicaliste est la tâche la plus importante des partis de ces pays.

13. La connaissance de l'adversaire est la condition préliminaire du succès et c'est pourquoi les partis communistes doivent, de concert avec les syndicats, se livrer à l'étude minutieuse des organisations patronales, de leur structure, de leurs organes et de leurs méthodes habituelles pour corrompre et dissoudre les organisations ouvrières. Les patrons ont de nombreux agents parmi les ouvriers. Les partis communistes et les syndicats révolutionnaires doivent constituer un service de contre-espionnage économique afin de connaître la force et la faculté de résistance de nos ennemis de classe.

14. Tous les partis communistes doivent établir un contact étroit entre les syndicats et les membres syndiqués se trouvant à l'armée. La création d'organes et de caisses spéciales, reliant les soldats à leurs syndicats respectifs, peut rendre des grands services dans le travail antimilitariste des partis communistes. Il faut s'efforcer, en particulier, d'établir un lien étroit entre les organisations syndicales de marins et les matelots de la flotte militaire.



## VII. CONCLUSION

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste, en confirmant toutes les décisions des Congrès précédents sur les tâches des communistes dans le mouvement syndical, attire l'atteniton des Partis sur l'importance exceptionnelle du travail syndical. Aucune hésitation n'est tolérable dans cette question. Les syndicats jouent un rôle considérable dans la préparation révolutionnaire, ils en joueront un exceptionnel au moment de la révolution sociale et à eux surtout incombera la construction socialiste, lorsqu'après la victoire du prolétariat ils deviendront les organes de la dictature prolétarienne. La révolution sociale est impossible sans la conquête préalable des syndicats. C'est pourquoi il convient de poursuivre avec acharnement la route indiquée par tous les Congrès. La conquête des syndicats, c'est la conquête des masses. Tous les Partis Communistes ont fait un immense progrès dans cette voie. Il faut aller plus loin encore, malgré les trahisons de la bureaucratie syndicale, malgré les défaites et les hésitations passagères de la masse. C'est pour la révolution sociale une question de vie ou de mort. C'est pourquoi le V^e^ Congrès convie toutes les sections à ne pas s'écarter d'un pas des décisions adoptées et à mener à bonne fin l'œuvre de la conquête des syndicats, c'est-à-dire de la conquête des masses.

Le V^e^ Congrès charge tous les communistes de défendre les principes exposés plus haut au prochain III^e^ Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

## IX

# Sur le Gouvernement Travailliste Anglais

Le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne est un gouvernement capitaliste bourgeois et non un gouvernement de la classe ouvrière. C'est un instrument dévoué de Sa Majesté le roi, de l'Empire, des capitalistes; il n'a rien de commun avec le socialisme ni avec le mouvement ouvrier, et dépend uniquement de la classe dominante. En tant qu'agent de la bourgeoisie, il continue la politique de l'exploitation et de l'oppression capitalistes des Indes, de l'Egypte, de l'Afrique, etc., et soutient la politique de défense du capitalisme, de renforcement de l'impérialisme anglais et de la poursuite de la colonisation économique et financière des contrées battues pendant la guerre mondiale. Il n'est même pas un gouvernement ouvrier dans sa composition, mais un gouvernement de coalition, composé des leaders de la II^e^ Internationale qui ont trahi les ouvriers pendant la guerre, de politiciens libéraux et de lords conservateurs.

Dans la plupart des postes gouvernementaux où l'influence des impérialistes se fait le plus sentir, la vieille clique des impérialistes est en place et au pouvoir.

La création du gouvernement travailliste n'est pas un phénomène particulier à l'Angleterre. C'est un produit de la période de désintégration capitaliste, où les vieilles formes du gouvernement capitaliste deviennent incapables de résoudre les problèmes engendrés par le

capitalisme, dans le domaine national et international, social, politique et économique. Dans cette période, la classe capitaliste a recours à différents moyens de défense, depuis le travaillisme (ministérialisme socialiste) avec son pacifisme social jusqu'au fascisme sous toutes ses formes, selon l'acuité des antagonismes de classes et les rapports que ces problèmes ont créés entre les classes sociales. Le gouvernement travailliste et le gouvernement fasciste sont les deux pôles de la méthode employée par la bourgeoisie pour prolonger sa dictature.

Par leur incapacité à résoudre les problèmes d'après-guerre, les partis bourgeois anglais aggravent l'antagonisme des classes. Pendant que la désunion s'accroît dans leurs propres rangs, alarmés devant ces nouvelles preuves de la conscience de classe s'éveillant chez les ouvriers, ils ont consenti à la formation du gouvernement travailliste par les laquais de la II[e] Internationale.

Ce n'est pas là le gouvernement ouvrier pour lequel les ouvriers anglais avaient peiné et souffert. Ses six mois d'activité le dénoncent comme un gouvernement de trahison de la classe ouvrière. Sous l'apparence de concessions légères, — réduction illusoire du coût de la vie, abolition des interruptions dans le paiement des chômeurs — et des volumes de promesses pacifistes, il a mené une politique impérialiste bourgeoise avec autant de vigueur et sûrement plus de succès que ses prédécesseurs sortis de l'aile droite de la bourgeoisie.

A l'égard des ouvriers anglais, il a adopté une conduite de tolérance libérale tant qu'ils restent tranquilles et qu'ils ne menacent pas la classe capitaliste. Aussitôt qu'ils commencent à protester activement, le gouvernement ouvrier envoie ses espions travailler dans les organisations ouvrières, expédie des briseurs de grève dans les grèves, mobilise la police pour charger les ouvriers qui protestent et prépare des mesures militaires contre eux, ainsi que cela est arrivé dans la grève des cheminots. Les mineurs ont été laissés sans leur salaire minimum. Le gouvernement travailliste a permis aux libéraux et aux tories de saboter les projets de loi sur la nationalisation des mines et le salaire minimum des mineurs, sans tenter le moindre effort pour mobiliser les ouvriers contre. Il n'a même pas essayé de briser la mainmise des officiers aristocrates sur les forces militaires ou d'affaiblir d'une façon quelconque cette arme puissante du capitalisme anglais dans ses actions contre les ouvriers.

Sous le masque de promesses pacifistes, il a fait tout son possible pour construire des cuirassés et des avions et il a adopté les mesures les plus rapides pour perfectionner les armements en vue des boucheries et de l'asservissement.

Sous le masque du pacifisme, ce gouvernement travailliste est en train de préparer, pour l'amour de la bourgeoisie, une nouvelle tuerie dépassant en horreur les massacres en masse de la « grande guerre ».

La lutte dans les rangs de la classe ouvrière contre le gouvernement travailliste est devenue, par conséquent, une lutte pour sauver l'humanité d'une destruction en masse.

En tant que gardien de l'impérialisme anglais, le gouvernement travailliste refuse les droits politiques les plus élémentaires d'organisation aux ouvriers hindous, sanctionne leur persécution et les mesures pour les affamer, appuie de son autorité le passage par les armes et le terrorisme dirigé contre les masses des Indes, de l'Egypte et de la Mésopotamie. L'Irlande reste dans les griffes de l'impérialisme anglais et des centaines d'ouvriers irlandais sont en prison avec le consentement du gouvernement travailliste.



Le gouvernement travailliste est celui qui applique le traité de Versailles et s'est allié ouvertement avec les impérialismes français et américain et avec la bourgeoisie allemande pour appliquer le plan des experts, asservir et dégrader les ouvriers allemands. Même dans ses relations avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétistes, il a prouvé la fausseté de sa prétention à être le gardien des intérêts de la classe ouvrière par le soutien honteux des réclamations des détenteurs de valeurs et des banquiers contre les ouvriers et les paysans russes.

Pendant que le gouvernement travailliste défend ainsi à chaque pas le capitalisme, il s'efforce de répandre l'illusion qu'il poursuit une politique propre à renforcer le mouvement ouvrier et à sauver l'humanité de la guerre. Les chefs du Labour Party et particulièrement ceux de l'Independent Labour Party sont les alliés les plus puissants du gouvernement travailliste dans cette œuvre de trahison. Si le Labour Party représentait réellement les ouvriers, en dépit de l'opposition des classes dominantes, il userait de son influence pour mobiliser les masses contre le capitalisme anglais. Mais, fermant les yeux aux réalités de la lutte des classes, corrompu par les surprofits de la démocratie capitaliste, enivré par les succès électoraux, le Labour Party joue son jeu aux dépens des couches les plus ignorantes de la classe ouvrière et livre les organisations de cette classe, y compris le Labour Party lui-même, à la bourgeoisie, sans même faire un simulacre de lutte.

C'est la tâche de l'Internationale Communiste et de sa section, le Parti Communiste de Grande-Bretagne, d'arracher le mouvement de la classe ouvrière à sa direction réactionnaire actuelle, de détruire les illusions qui existent encore dans l'esprit des masses sur la possibilité de leur affranchissement, grâce aux améliorations progressives du réformisme parlementaire, de faire comprendre aux ouvriers qu'ils ne se délivreront de l'exploitation capitaliste que par une guerre de classe résolue et par la destruction du pouvoir de la bourgeoisie. Dans ce but, et dans ce but seulement, le Parti Communiste anglais doit continuer sa lutte pour l'affiliation au Labour Party, et cette lutte doit être gagnée au moyen de combats incessants avec le réformisme sur tout le front. Dans cette lutte contre les trahisons du Labour Party, la direction incombe au Parti Communiste anglais. Déjà une grave fermentation a lieu dans les larges masses, mécontentes de la direction réactionnaire du Labour Party. Des grèves non officielles éclatent à chaque instant contre la volonté de la bureaucratie syndicale. Le mouvement de gauche s'est même manifesté dans les organes dirigeants des trade-unions. Il n'a aucun programme précis, il est timide et hésitant. Néanmoins, il représente le mécontentement croissant des ouvriers contre l'ancienne direction.

Au sein de cette aile gauche amorphe, les mouvements organisés de minorité se précisent. Ils ont un programme défini, ils sont composés d'ouvriers révolutionnaires et disciplinés et se répandent de district en district, popularisant la politique de l'Internationale Syndicale Rouge. Quoique ridiculisés et dénoncés par la bureaucratie syndicale, ils organisent la révolte des masses contre la direction traîtresse et sont une garantie que l'esprit révolutionnaire des masses se développe et que, sous la direction du Parti Communiste, il arrivera à sauver le mouvement de la classe ouvrière du désastre. Pour gagner cette victoire, le Parti Communiste anglais doit :

*a*) appuyer le mouvement de l'aile gauche dans toutes ses actions contre la bureaucratie syndicale, dans ses grèves, dans sa propagande et combattre toutes les hésitations dans les rangs de la gauche, sans hésiter en même temps à souligner les faiblesses et les incohérences de ce mouvement;

*b*) fortifier la solidarité du mouvement de minorité, lui donner une base nationale, avec un programme établi sur la plate-forme de l'Internationale Syndicale Rouge;

*c*) renforcer le mouvement de minorité en luttant pour la création de comités d'usine, en posant ainsi les fondations d'un syndicalisme industriel avec le comité d'usine comme base de l'organisation industrielle;

*d*) lutter pour la participation active du mouvement syndical anglais aux luttes internationales du prolétariat.

Le Parti Communiste doit combattre vaillamment pour les demandes de la classe ouvrière, partie indispensable de la lutte contre le capitalisme anglais, surtout quand ces demandes et ces besoins touchent la vie quotidienne de la classe ouvrière et parce que ce sont des forces puissantes pour souder la classe ouvrière et pour lui communiquer une plus grande force combative.

Le Parti Communiste doit mettre en avant les mots d'ordre et revendications immédiates suivants et entreprendre une campagne énergique pour leur réalisation :

*a*) un salaire national minimum;

*b*) la nationalisation des mines, avec contrôle ouvrier;

*c*) des maisons pour les ouvriers, bâties par les ouvriers sans la participation financière des ouvriers;

*d*) pour les chômeurs, application de la charte des chômeurs, minimum de 3 livres par semaine pour les chefs de famille.

Le Parti Communiste doit combattre vaillamment dans les luttes quotidiennes des masses réunies autour de ces mots d'ordre et prendre ainsi la direction des ouvriers dans chaque action du mouvement ouvrier.

Les mouvements de minorité dirigés contre la bureaucratie syndicale et les luttes populaires pour les réformes indiquées plus haut sont d'importantes bases pour l'activité du Parti Communiste, mais notre Parti ne doit pas borner là son activité. Ses tâches principales sont :

*a*) d'éveiller les masses ouvrières d'Angleterre à la lutte contre le pacifisme hypocrite du gouvernement de Macdonald, masquant les préparatifs de nouvelle guerre;

*b*) d'expliquer la politique impérialiste, militaire et internationale du gouvernement travailliste de Sa Majesté;

*c*) de déclancher un mouvement de masses en union avec les ouvriers d'Allemagne, aussi bien qu'avec ceux des pays de l'Entente contre le rapport des experts;

*d*) de combattre les préjugés impérialistes parmi les ouvriers anglais avec le mouvement révolutionnaire des nations opprimées et des masses ayant à souffrir de la dictature de l'impérialisme anglais. Le mot d'ordre de cette lutte doit être :

« L'affranchissement des ouvriers d'Angleterre dépend de l'affranchissement des colonies! »

Tous ces problèmes sont partie intégrante de la tâche principale



de la lutte des masses ouvrières pour leur émancipation. Cette victoire ne peut être gagnée, la dictature du prolétariat ne peut être établie sans un Parti Communiste de masses, un Parti qui unisse les masses sur la base d'une activité et d'un combat incessants contre la bourgeoisie et flétrisse les traîtres socialistes dans les rangs de la classe ouvrière.

Un Parti Communiste de masses militant, telle est la véritable réponse de la classe ouvrière au gouvernement travailliste bourgeois.

Vive le Parti Communiste anglais!

Vive l'Internationale Communiste!

## X

# Sur le Fascisme

### I

Le fascisme est une des formes classiques de la contre-révolution à l'époque de la décadence de l'ordre capitaliste, à l'époque de la révolution prolétarienne, surtout là où le prolétariat a engagé la lutte pour le pouvoir, mais où, faute d'expérience révolutionnaire et d'un Parti de classe dirigeant, il n'a pas su organiser la lutte révolutionnaire et pousser le soulèvement des masses jusqu'à la dictature prolétarienne.

Le fascisme est l'instrument de combat de la grande bourgeoisie contre le prolétariat, que les instruments légaux de l'Etat ont été insuffisants à terrasser; il est l'arme extra-légale de la grande bourgeoisie pour établir et consolider sa dictature. Mais, par sa structure sociale, le fascisme est un mouvement petit-bourgeois. Il a ses racines dans les classes moyennes vouées à la disparition par la crise du capitalisme, ainsi que dans les éléments déclassés de l'après-guerre (anciens officiers, etc.), et en partie même dans les éléments du prolétariat déçus dans leurs espoirs révolutionnaires et aigris.

Plus la société bourgeoise se décompose, et plus tous les partis bourgeois, surtout la social-démocratie, prennent un caractère plus ou moins fasciste, se servant de méthodes violentes contre le prolétariat, et dissolvant ainsi eux-mêmes l'ordre social pour le maintien duquel ils s'étaient formés. Le fascisme et la social-démocratie sont les deux côtés d'un seul et même instrument de la dictature du grand capitalisme. Voilà pourquoi la social-démocratie ne pourra jamais être une alliée sûre du prolétariat dans la lutte contre le fascisme.

Par ses contradictions intérieures (antagonismes d'intérêts entre la grande bourgeoisie d'un côté et les éléments petits-bourgeois et prolétariens de l'autre), le fascisme sombre après sa victoire dans une banqueroute politique qui conduit à sa décomposition intérieure (Italie). Il tombe dans une crise semblable là aussi où, sans avoir remporté la victoire formelle, il est obligé de soutenir et de défendre ouvertement le régime grand-bourgeois (Allemagne).

II

Vu le rôle historique, le caractère et la structure sociale du fascisme, la lutte des communistes contre lui doit être menée avec des méthodes et des moyens qui permettent à la fois d'en triompher politiquement et de repousser directement son agression armée contre le prolétariat révolutionnaire. Ces moyens sont, entre autres :

a) *Sur le terrain politique*

1) Une stratégie et une politique vraiment révolutionnaires inspirant au prolétariat, aux éléments petits-bourgeois et aux petits paysans la confiance dans le mouvement communiste, faisant naître et affermissant chez eux l'idée que les problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels seront résolus par la dictature du prolétariat.

2) Une éducation systématique de la classe ouvrière sur le caractère contre-révolutionnaire et antiouvrier du fascisme.

3) Une éducation systématique des masses petites-bourgeoises et petites paysannes prolétarisées et opprimées par la crise capitaliste, sur leur situation et sur le rôle purement grand-capitaliste du fascisme.

4) Une politique étrangère active contre les traités impérialistes, les réparations, la duperie de la Société des Nations, etc.; le démasquement de la politique impérialiste et de ses conséquences désastreuses pour les masses laborieuses.

5) La lutte pour l'alliance révolutionnaire avec l'Union des Républiques Soviétistes; une politique léniniste dans la question nationale; la lutte pour le droit d'auto-détermination et de sécession de toutes les nations opprimées.

6) La campagne pour le front unique de toutes les classes laborieuses contre le fascisme; pour le front unique international du prolétariat sous la direction de l'Internationale Communiste.

7) La subordination de la propagande antifasciste aux Centrales des partis; large propagande antifasciste par affiches et tracts et par la presse.

b) *Sur le terrain militaire et de l'organisation*

1) Organisation de la défense armée contre le fascisme armé (centuries prolétariennes, etc...).

2) Désarmement des fascistes, confiscation de leurs stocks d'armes et de munitions.

3) Contre les démonstrations fascistes, contre-manifestations de la classe ouvrière sous protection armée.

4) Contre les actes terroristes des fascistes (destruction des maisons syndicales, des imprimeries, etc., attentats contre les ouvriers et les leaders ouvriers, etc.), organisation de la grève générale, terreur ouvrière, représailles contre les fascistes, leurs chefs, leurs imprimeries et leurs entreprises.

5) Sabotage des transports lors des mobilisations, expéditions, concentrations et démonstrations fascistes.

6) Expulsion des fascistes des usines; sabotage, résistance passive, grèves dans les entreprises où des fascistes sont employés et jouent le rôle de mouchards ou d'agents provocateurs.



XI

# Sur les Questions nationales dans l'Europe Centrale et dans les Balkans

La guerre impérialiste, où la bourgeoisie s'est efforcée d'entraîner les travailleurs par des mots d'ordre trompeurs sur la protection des petites nationalités et leur droit de disposer d'elles-mêmes, a conduit en réalité, par la victoire d'une des deux coalitions capitalistes, au renforcement des antagonismes nationaux et de l'oppression nationale dans l'Europe Centrale et dans les Balkans.

Dictés par l'Entente victorieuse, les traités de Versailles, de Saint-Germain et ceux qui les ont suivis ont créé, pour la lutte contre la Révolution prolétarienne, de nouveaux petits Etats impérialistes : Pologne, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie, Roumanie, Grèce, fondés sur l'annexion de territoires considérables peuplés d'autres nationalités et constituant des foyers d'oppression nationale et de réaction sociale.

La question de l'oppression nationale est aujourd'hui à l'ordre du jour, même pour certaines grandes puissances qui, avant la guerre, étaient les acteurs, et sont devenues maintenant les victimes de la politique d'oppression. L'exemple le plus éclatant en est l'Allemagne. L'impérialisme de l'Entente ne s'est pas contenté d'annexer conformément aux « traités de paix » des territoires peuplés d'Allemands, il a prétendu démembrer l'Allemagne par une série d'annexions raffinées et masquées sous prétexte d' « autonomie nationale » (occupation des villes du Rhin), ou bien par des actes de brigandage non déguisés et dépassant tous les traités, comme l'occupation de la Ruhr.

Ainsi, la question nationale a acquis, après la guerre mondiale, une importance nouvelle et est en ce moment une des questions politiques les plus essentielles de l'Europe Centrale et des Balkans. La lutte des peuples opprimés contre le joug national devient une lutte contre la domination de la bourgeoisie impérialiste sortie victorieuse de la guerre, de même que la consolidation des puissances impérialistes de création récente signifie la consolidation de l'impérialisme mondial.

L'importance de cette lutte contre l'oppression nationale est encore accrue du fait que les nationalités opprimées par la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Yougo-Slavie, la Roumanie et la Grèce sont composées en majeure partie de paysans et que leur lutte pour l'émancipation nationale est en même temps une lutte des masses paysannes contre les propriétaires fonciers et les capitalistes d'autres nationalités.

En conséquence, les partis communistes de l'Europe Centrale et des Balkans doivent soutenir de toutes leurs forces le mouvement national révolutionnaire des nationalités opprimées.

Le « droit de chaque nation à disposer librement d'elle-même jusqu'à la séparation » doit, dans la période pré-révolutionnaire actuelle,

s'exprimer dans les Etats impérialistes nouvellement créés par le mot d'ordre: « Séparation nationale des peuples opprimés de Pologne, Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie, Grèce ».

Le Congrès constate, dans certains partis, l'existence d'une déviation qui consiste en ce que des camarades et des groupes basent leur attitude envers le mouvement national-révolutionnaire de leur pays sur les Etats créés par les traités de Saint-Germain et autres. Ces camarades et ces groupes, au lieu de s'attaquer à ces Etats basés sur l'oppression nationale et dirigés contre la révolution prolétarienne, demandent seulement leur réforme partielle et l'autonomie des populations qu'ils oppriment.

Le Congrès condamne résolument cette déviation, de caractère social-démocrate, de même que la déviation national-bolchéviste, qui fait que des communistes, au lieu de soutenir le mouvement national-révolutionnaire lui-même, se mettent au service des classes possédantes et des partis qui en ont la direction, ce qui revient à placer les travailleurs sous l'influence et l'hégémonie de la bourgeoisie chauvine.

Le Congrès pose aux partis communistes de l'Europe Centrale et des Balkans la tâche suivante: Tout en soutenant de toutes leurs forces le mouvement national-révolutionnaire des peuples opprimés contre le pouvoir de la bourgeoisie dominante, constituer, dans les organisations nationales révolutionnaires, des cellules communistes, de façon à prendre la tête du mouvement national-révolutionnaire des peuples opprimés et de l'orienter dans une voie claire et bien définie, celle de la lutte révolutionnaire contre la domination de la bourgeoisie, en solidarité étroite avec tous les travailleurs luttant en commun, dans chaque pays, pour le pouvoir ouvrier et paysan.

Seule, cette union des éléments communistes à l'intérieur des organisations nationales peut assurer aux classes laborieuses la prépondérance en face des éléments bourgeois, féodaux ou aventuriers qui, trop souvent, les exploitent dans leur intérêt de classe ou en font des instruments de l'impérialisme de tel ou tel gouvernement capitaliste.

Le Congrès met tous les partis communistes en demeure de mener une lutte énergique contre la haine nationale et le chauvinisme allumés par la bourgeoisie et les partis social-traîtres, en expliquant aux travailleurs des peuples opprimés ou oppresseurs le caractère social de l'oppression nationale et de la lutte révolutionnaire nationale, et la dépendance où se trouve cette lutte de celle du prolétariat mondial pour l'émancipation sociale et nationale intégrale des travailleurs.

Le Congrès condamne également la déviation particulariste et estime que l'exercice du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusqu'à se séparer, n'a rien de commun avec le particularisme et n'est pas en contradiction avec le développement des forces de production.

Le Congrès constate la signification contre-révolutionnaire de la politique colonialiste des classes dominantes des petits Etats impérialistes, qui conduit à une exacerbation extrême des antagonismes nationaux. Il oblige les partis communistes de Pologne, de Roumanie, de Yougo-Slavie, de Tchéco-Slovaquie et de Grèce à mener une lutte énergique contre cette politique.

Le Congrès approuve le mot d'ordre, lancé par les partis communistes balkaniques, d'une Fédération des Républiques ouvrières et paysannes, indépendantes et égales, des Balkans.

Constatant la croissance rapide de l'antisémitisme dans les Etats



impérialistes nouvellement créés, surtout en Pologne, en Roumanie et en Hongrie, et la tendance des classes dominantes à s'en servir pour distraire l'attention des travailleurs des véritables coupables de leur misère et de la lutte révolutionnaire, le Congrès oblige tous les partis à mener contre l'antisémitisme une lutte résolue et énergique en lançant les mots d'ordre: suppression des limitations de toutes sortes dont souffre la population juive, et pleine liberté pour elle de développement intellectuel.

En ce qui concerne la question nationale dans les divers pays de l'Europe Centrale et des Balkans, le Congrès décide:

## I. MACEDOINE ET THRACE

1. Les questions de la Macédoine et de Thrace sont, depuis une dizaine d'années, la cause de conflits sanglants incessants entre la Turquie, la Bulgarie, la Grèce et la Yougo-Slavie, et un moyen de politique impérialiste dans les Balkans.

La dernière guerre impérialiste de 1914-1918 dans les Balkans, qui s'est terminée par la ruine économique, l'asservissement politique et le repartage de la Macédoine et de la Thrace entre la Yougo-Slavie, la Grèce et la Bulgarie, a encore envenimé la question nationale et approfondi les haines entre peuples.

Le partage de la Macédoine entre la Yougo-Slavie, la Grèce et la Bulgarie a renforcé l'aspiration des Macédoniens, dans les divers tronçons de leur patrie démembrée, à s'unir et à constituer une Macédoine, une et indépendante.

La même aspiration à une Thrace indépendante unit le peuple thrace, déchiré en trois parties par la Grèce, la Turquie et la Bulgarie.

2. Cette situation fait, des questions macédonienne et thrace, un nœud unique et essentiel, que la Fédération des Balkans communiste doit s'efforcer de dénouer dans le sens du développement de la révolution prolétarienne dans les Balkans.

Le Congrès constate avec satisfaction que la VI[e] Conférence de la Fédération Balkanique a donné une solution, dans l'ensemble juste, de cette question de première importance.

3. Le Congrès estime que les mots d'ordre formulés par la Fédération Balkanique: « Macédoine une et indépendante », « Thrace une et indépendante » sont parfaitement justes et vraiment révolutionnaires.

Les mots d'ordre d'autonomie des diverses parties de la Macédoine et de la Thrace, dans les frontières d'un des Etats bourgeois artificiellement créés par le traité de Sèvres et autres, doivent être éliminés comme opportunistes et favorisant une entente entre les éléments aisés des populations macédonienne et thrace et les classes dominantes des Etats en question, pour l'oppression sociale et nationale des Macédoniens et des Thraces pauvres.

4. Le Congrès souligne, en même temps, que la lutte révolutionnaire des peuples macédonien et thrace pour leur émancipation nationale et sociale ne peut être efficace que lorsqu'elle sera menée de concert avec les ouvriers et paysans révolutionnaires de chaque pays balkanique.

5. Les partis communistes des Balkans et la Fédération Balkanique doivent soutenir de toute leur énergie le mouvement national révolu-

tionnaire des peuples opprimés de Macédoine et de Thrace pour la création de républiques indépendantes.

6. La Fédération Balkanique coordonne et dirige l'activité des partis communistes des divers pays balkaniques en ce qui concerne la question nationale, et tout spécialement les questions de Macédoine et de Thrace.

## II. QUESTION UKRAINIENNE

1. La question ukrainienne est une des questions nationales les plus importantes en Europe Centrale. Sa solution touche les intérêts de la révolution prolétarienne en Pologne, en Roumanie et en Tchéco-Slovaquie, de même que dans tous les pays limitrophes.

Le Congrès constate que les questions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie et de Tchéco-Slovaquie ne forment qu'une question ukrainienne unique, qui exige une solution révolutionnaire commune.

2. La population ukrainienne, en majorité paysanne, des régions annexées par la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie, subit un joug social extrêmement pénible, ce qui rattache intimement la lutte pour l'émancipation nationale à la lutte contre les propriétaires fonciers, les capitalistes et les fonctionnaires et fournit un terrain favorable à une alliance durable entre les paysans et le prolétariat de ces pays pour une lutte commune contre le joug social et national.

3. Le Congrès constate que les mots d'ordre d'autonomie pour la Ruthénie des Carpathes en Tchéco-Slovaquie, pour l'Ukraine occidentale (Galicie orientale, Volhynie, Podliachie, Poliesie de Volynie et région de Cholm) en Pologne, ou pour la Bessarabie et la Bukovine en Roumanie, mènent à la formation d'une coalition entre les paysans aisés ukrainiens et les classes dirigeantes de Tchéco-Slovaquie, de Pologne et de Roumanie, consolident l'asservissement économique et national de la masse paysanne et doivent, pour cette raison, être abandonnés par les partis communistes.

4. Tout en soutenant le mot d'ordre, lancé par le Parti Communiste, de lutte contre l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie et le droit de la Bessarabie à disposer d'elle-même, le Congrès estime nécessaire que les partis communistes de Pologne, de Tchéco-Slovaquie et de Roumanie réclament la réunion des terres ukrainiennes actuellement divisées de la Pologne, de Tchéco-Slovaquie et de Roumanie en une république soviétiste ouvrière et paysanne.

Le Congrès constate que les partis communistes de Pologne et de Roumanie travaillent à réaliser ce mot d'ordre.

5. Le Congrès souligne en même temps que la lutte révolutionnaire des paysans ukrainiens de Pologne, Tchéco-Slovaquie et Roumanie pour leur émancipation nationale ne peut être fructueuse qu'à cette condition, absolument indispensable, qu'ils bâtiront toute leur campagne et leur organisation sur une alliance étroite avec les ouvriers et les paysans de ces pays, militant sous la direction des partis communistes contre le pouvoir du capital.

6. Le Congrès oblige les partis communistes de Tchéco-Slovaquie, de Pologne et de Roumanie à favoriser la consolidation des partis et organisations communistes de ces régions ukrainiennes. Il constate avec satisfaction les résultats obtenus dans ce domaine.

7. Approuvant les résolutions du IIe Congrès du Parti Communiste de Pologne et de la Ve Conférence du Parti Communiste d'Ukraine occidentale (Galicie), tendant à créer des conditions favorables à la propagande et à l'organisation communiste en Ukraine occidentale, le Congrès estime également nécessaire, en vue de coordonner leur activité, d'établir un contact périodique d'une part entre les organisations communistes d'Ukraine occidentale, de Ruthénie des Carpathes et de Bukovine, d'autre part entre ces dernières et le Parti Communiste (bolchévik) d'Ukraine, les partis communistes de Pologne, de Roumanie et de Tchéco-Slovaquie, conservant la direction centralisée envers ces organisations.



8. Le Congrès recommande aux partis communistes de Pologne, de Tchéco-Slovaquie et de Roumanie d'entreprendre des actions concertées sur les questions intéressant le mouvement national révolutionnaire en Ukraine, de publier des appels, organiser des congrès paysans communs, etc.

## III. LA QUESTION YOUGO-SLAVE

1. La Yougo-Slavie est un Etat à nationalités multiples. La bourgeoisie serbe, qui exerce l'hégémonie, représente une nation qui ne constitue que 39 % de la population. Les autres peuples composant l'immense majorité de la population sont tous plus ou moins soumis à l'oppression nationale et à une politique de dénationalisation.

2. Les Serbes, les Croates, les Slovènes forment trois nations distinctes. La théorie d'une nation serbo-croate-slovène n'est que le masque de l'impérialisme serbe.

3. Le Parti Communiste de Yougo-Slavie doit lutter résolument contre l'oppression nationale sous toutes ses formes, pour le droit des nations à librement disposer d'elles-mêmes, et soutenir les mouvements d'émancipation nationale, en s'efforçant sans cesse de les soustraire à l'influence de la bourgeoisie et de les lier à la lutte commune des travailleurs contre la bourgeoisie et le capitalisme.

4. La question nationale en Yougo-Slavie n'est pas une question constitutionnelle et c'est pourquoi on ne peut l'identifier à celle de la revision de la constitution de Vidowdan. C'est, premièrement, la lutte de populations, opprimées nationalement, pour le droit à disposer librement d'elles-mêmes, et, deuxièmement, la lutte révolutionnaire des travailleurs dans toute la Yougo-Slavie.

5. La lutte contre l'asservissement national, pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la séparation, et pour le pouvoir ouvrier et paysan doit être liée à la lutte contre la bourgeoisie serbe, contre la monarchie et contre la sanction politique de la constitution de Vidowdan.

6. Quoique la question nationale ne puisse être résolue par la revision de la constitution, le Parti Communiste de Yougo-Slavie doit tout de même prendre une part active à la campagne de revision, afin de renverser le régime d'oppression de la bourgeoisie serbe et de conquérir le maximum de garanties, de droits politiques et de liberté pour les travailleurs des nationalités opprimées, en s'efforçant sans cesse de les unir dans la lutte pour la création d'un pouvoir ouvrier et paysan et en leur expliquant que, seul, il peut résoudre définitivement la question nationale.

7. Etant donné qu'il existe en Yougo-Slavie un mouvement de masse contre l'oppression nationale sous toutes ses formes, le pro-

blème national a une forme actuelle bien nette et intéressant directement les travailleurs.

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être formulé par le Parti Communiste de Yougo-Slavie comme le droit, pour la Croatie, la Slovénie et la Macédoine, de se séparer de l'Etat yougo-slave et de former des républiques indépendantes.

8. En ce qui concerne la population croate et slovène des territoires occupés par l'Italie, le Parti Communiste italien devra mener sa propagande dans le sens des mots d'ordre indiqués plus haut, en liaison avec le parti frère de Yougo-Slavie.

## IV. LA QUESTION TCHECO-SLOVAQUE

1. Le régime des nationalités en Tchéco-Slovaquie rappelle beaucoup celui de Yougo-Slavie. Le Congrès constate qu'il n'y a pas une nation tchéco-slovaque: l'Etat tchéco-slovaque, outre la nationalité tchèque, comprend des Slovaques, des Allemands, des Hongrois, des Ukrainiens et des Polonais.

2. Le Congrès estime nécessaire que le Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie, en ce qui concerne ces minorités nationales, proclame et mette en pratique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris celui de se séparer; le Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie, en particulier, devra soutenir la lutte des Slovaques pour leur indépendance, en cherchant toujours à soustraire ce mouvement à l'influence de la bourgeoisie nationaliste et à le rattacher à la lutte commune des travailleurs contre le capital. Le mot d'ordre de l'autonomie, formulé par les partis bourgeois et nationalistes, tend à réduire en esclavage les travailleurs de toutes nationalités au profit de leur bourgeoisie nationale alliée à la bourgeoisie tchèque.

3. Le Congrès souligne que la libération nationale des minorités de Tchéco-Slovaquie ne sera obtenue que si les travailleurs de toutes nationalités mènent leur campagne en alliance intime avec celle des ouvriers et des paysans du pays tout entier, pour abattre le pouvoir du capital et instaurer la dictature du prolétariat.

## V. LA QUESTION SILESIENNE

Le Congrès constate que le plébiscite de 1921, qui fut suivi du partage de la Haute-Silésie, n'a pas aboli l'antique haine nationale. En même temps que l'exploitation capitaliste, nous voyons grandir, dans les deux moitiés désunies de cette région, l'oppression nationale.

La Haute-Silésie est un des centres industriels les plus importants de l'Europe Centrale: grâce à sa population, composée en majeure partie de prolétaires, elle fait le pont entre les révolutions de Pologne et d'Allemagne.

La libération nationale des travailleurs allemands habitant la Pologne et des ouvriers polonais vivant en Allemagne ne sera obtenue qu'en supprimant le pouvoir du capital et en établissant la dictature du prolétariat.

Le V[e] Congrès constate des succès importants du Parti Communiste dans la partie allemande de la Haute-Silésie, où le Parti Communiste allemand, grâce à sa politique révolutionnaire décisive, a pris la direction des batailles du prolétariat.



Le V[e] Congrès attire spécialement l'attention des partis communistes de Pologne et d'Allemagne sur la nécessité d'unir et d'intensifier leur activité en Haute-Silésie, afin de gagner à leur influence le prolétariat silésien, dans les deux Etats. Les deux partis frères doivent lutter en commun contre l'oppression nationale sous toutes ses formes; dans leur propagande, ils doivent tenir compte de la question des langues pour les travailleurs allemands et polonais.

## VI. LA QUESTION BLANC-RUSSIENNE

1. La question blanc-russienne, à côté de la question ukrainienne, est une des plus importantes de Pologne, au point de vue national; elle sera résolue sur le même plan.

2. Le Congrès constate que le second congrès du Parti Communiste polonais a bien compris l'importance de la question nationale et agraire en Russie Blanche. Il note le travail énergique du Parti Communiste de Russie Blanche occidentale. Grâce à ces causes, le Parti Communiste de Russie Blanche occidentale est presque le seul influent parmi les paysans de cette contrée.

3. Le Congrès approuve la revendication formulée par le Parti Communiste polonais de l'union des territoires séparés de Russie Blanche en une république soviétiste ouvrière et paysanne de Blanche-Russie.

## VII. LA QUESTION LITHUANIENNE

Le Congrès estime nécessaire d'intensifier l'activité communiste parmi les travailleurs lithuaniens des régions de la Russie Blanche occidentale et de la Lithuanie orientale, annexées par la Pologne.

Le Parti Communiste de Pologne doit proclamer le droit de la population lithuanienne à disposer d'elle-même, jusques et y compris la séparation de l'Etat polonais.

## VIII. LA QUESTION HONGROISE

Le Congrès estime qu'il est indispensable de renforcer l'activité communiste parmi les Hongrois des régions annexées par la Roumanie, la Tchéco-Slovaquie et la Yougo-Slavie; les partis communistes de ces pays doivent revendiquer pour eux le droit de disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris leur séparation des Etats qui les ont annexés.

## IX. LES QUESTIONS DE TRANSYLVANIE ET DE DOBROUDJA

Le Congrès approuve les revendications du Parti Communiste de Roumanie proposant de séparer la Transylvanie et la Dobroudja de l'Etat roumain pour en former des régions indépendantes.

## X. LA QUESTION ALBANAISE

En ce qui concerne l'Albanie, dont le partage et la conquête sont disputés entre l'Italie, la Yougo-Slavie et la Grèce, il faut appuyer intégralement la lutte de la population albanaise pour son indépendance.

XII

# Sur le Conseil Paysan International

1. Le Congrès prend acte avec satisfaction de la I^re^ Conférence paysanne internationale, tenue en octobre 1923, et de la fondation de l'Internationale Paysanne (« Conseil Paysan International »). Il constate qu'entre les thèses adoptées par cette Conférence et les résolutions des II^e^ et IV^e^ Congrès de l'Internationale Communiste sur la question paysanne, il n'y a aucune opposition. Il invite toutes les sections de l'Internationale Communiste à soutenir le Conseil Paysan International et les organisations lui appartenant dans les différents pays dans leurs efforts pour organiser les travailleurs contre le régime actuel qui exploite et opprime également les paysans et les ouvriers. Il exprime en même temps sa conviction que l'alliance entre les salariés et les paysans exploités possédant leurs propres instruments de travail, grâce à la crise agraire, aux charges militaristes, aux dangers de guerre menaçants, parties intégrantes de la crise générale du capitalisme, se resserrera rapidement et conduira bientôt, à travers de durs combats, au remplacement de la domination des grands propriétaires et de la bourgeoisie par le gouvernement des ouvriers et des paysans.

2. Le Congrès partage sans réserves l'opinion exprimée dans les thèses de la I^re^ Conférence paysanne internationale, que la classe paysanne est incapable, sans le secours et la direction de la classe ouvrière, de conquérir le pouvoir et d'affirmer son indépendance en face des grands propriétaires et de la bourgeoisie, mais que, d'autre part, la classe ouvrière a besoin du concours des paysans travailleurs pour triompher de la bourgeoisie et s'emparer de l'Etat.

3. Les communistes doivent donc soutenir tous les mouvements des paysans travailleurs tendant à améliorer leur situation et à entraîner une lutte générale contre les classes dominantes. Il s'ensuivra bien souvent la constitution d'un bloc ouvrier et paysan pour une période de temps plus ou moins prolongée.

4. Les combats engagés par les paysans travailleurs ne peuvent être couronnés de succès que si ces derniers se soustraient à l'influence des grands propriétaires et des riches cultivateurs, ainsi que de leurs agents, prêtres, politiciens, fonctionnaires, etc. La plupart des organisations paysannes sont encore aujourd'hui moralement et matériellement dans la dépendance des agrariens et des paysans riches. Dans ces conditions, toute victoire est impossible. Les communistes doivent prendre part aux campagnes des grandes organisations de la classe paysanne; ils doivent, si possible, entrer dans ces organisations et aider leurs membres pauvres à se libérer de la direction de leurs ennemis et à donner à ces organisations un véritable caractère de classe.

5. Il doit s'établir, entre les organisations de la classe ouvrière et celles des paysans, une étroite collaboration. Cette tâche incombe avant tout aux camarades travaillant dans les entreprises industrielles rurales ou dans les grandes exploitations agricoles. Les ouvriers industriels et agricoles doivent coordonner les efforts de la classe paysanne contre les grands propriétaires et la bourgeoisie et servir les



intérêts des paysans pauvres en combattant par les voies révolutionnaires l'influence des paysans riches. Les partis communistes s'occuperont tout particulièrement d'organiser les ouvriers agricoles.

6. Là où il existe des partis paysans ou d'autres organisations politiques de la classe paysanne, les camarades doivent aider les paysans pauvres à s'en emparer, à chasser de la direction les riches et les grands propriétaires, même si cela doit entraîner une scission, car les intérêts des paysans pauvres ne peuvent être que trahis par une organisation ayant à sa tête des riches et des gros propriétaires.

7. Là où les paysans pauvres s'opposent aux grands propriétaires pour obtenir une nouvelle répartition du sol à l'intérieur du régime bourgeois, les communistes, au lieu d'assister indifférents à ce mouvement, doivent au contraire l'encourager par tous les moyens (réunions, manifestations, actions parlementaires). Ils doivent cependant souligner toujours qu'une réforme agraire bourgeoise ne saurait améliorer sérieusement le sort des travailleurs; ils doivent préconiser l'expropriation sans indemnité de tous les grands domaines et leur distribution gratuite aux paysans pauvres et inciter par là ces derniers au combat révolutionnaire. De même, ils encourageront les campagnes des paysans travailleurs pour la diminution des impôts, des fermages et des hypothèques, mais en même temps ils réclameront leur suppression révolutionnaire pour les travailleurs. Les communistes souligneront toujours que la complète satisfaction des exigences de la classe paysanne ne sera possible qu'après la confiscation des grands domaines et des capitaux et l'instauration du pouvoir des Soviets.

8. Les partis communistes non seulement des colonies, mais surtout des puissances dominant ces dernières, ont le devoir de soutenir les populations paysannes opprimées. Outre les revendications communes, il en est qui découlent de la situation spéciale des colonies, comme la confiscation des terres ravies par les capitalistes étrangers, l'égalité juridique de tous les habitants, l'évacuation des troupes d'occupation, l'interdiction d'envoyer les troupes indigènes combattre les ouvriers et les paysans d'un autre pays, le droit d'autodétermination jusques et y compris la séparation, qui doivent être soutenues de toute notre énergie.

9. En général, les partis communistes doivent entretenir une liaison constante avec le Conseil Paysan International et les organisations qui y sont affiliées. Les communistes doivent s'efforcer d'amener les organisations paysannes de leur pays à adhérer au Conseil International. Ils doivent coordonner les campagnes du prolétariat et des paysans travailleurs; ils doivent, par un soutien mutuel et quotidien dans les grèves et conflits agricoles, par la constitution d'un bloc ouvrier et paysan, affermir dans les deux grandes classes exploitées la conviction de leurs intérêts communs. Une fois le combat révolutionnaire engagé, il faut former des soviets paysans agissant de concert avec les soviets ouvriers des villes. Seule une action révolutionnaire commune peut affranchir les deux classes du joug de la bourgeoisie.

XIII

# Sur le Rôle des Coopératives et des Coopérateurs communistes

Trois ans de travail coopératif communiste montrent que les résolutions du dernier Congrès sur le rôle et le caractère des coopératives et sur notre rôle et notre tactique étaient parfaitement justes. Le V[e] Congrès confirme les décisions précédentes, les complète sur certains points et souligne particulièrement ce qui suit :

1. Le travail d'organisation, d'éducation et de propagande à l'intérieur des coopératives a, dans la période actuelle de la révolution prolétarienne, une importance plus grande que jamais. L'espoir d'avantages matériels attire dans les coopératives des ouvriers et des paysans qui ne sont pas encore conscients de la nécessité de participer à la lutte de classe des partis politiques et des syndicats. Dans ces conditions, les coopératives se présentent comme un facteur extrêmement utile de rassemblement de la classe prolétarienne. Des services particulièrement importants sont rendus par elles, en ce sens qu'elles rallient les femmes des prolétaires, qui n'appartiennent pas aux organisations syndicales puisqu'elles ne travaillent pas dans les entreprises.

Agir parmi les masses arriérées des ouvriers et des paysans, et surtout parmi les femmes, est donc un des premiers devoirs des coopératives.

2. Dans les pays capitalistes, le paysan est indispensable à la victoire du prolétariat. Aussi les militants doivent-ils s'efforcer de faire ressortir la communauté des intérêts ouvriers et paysans.

Une excellente occasion leur en est fournie par les relations qui s'établissent directement entre coopératives de consommation et syndicats ouvriers d'une part et les coopératives paysannes de l'autre.

De cette façon, les intermédiaires et les mercantis, qui divisent ville et campagne en dévalisant autant les paysans que les ouvriers, sont évincés. Ce travail exige l'application des méthodes recommandées par la résolution coopérative de la I[re] Conférence Paysanne Internationale.

Outre son utilité pour la lutte prolétarienne, cette alliance est le lien par lequel le prolétariat arrivé au pouvoir prend la direction générale de tout le mouvement coopératif. Cette direction est un des fondements économiques de l'Etat prolétarien.

3. Il est très important de faire participer au travail commun les éléments non hostiles au prolétariat des employés, des artisans, des intellectuels et autres petits-bourgeois.

L'expérience montre que le travail en commun avec les éléments petits-bourgeois opportunistes au sein des coopératives peut nuire à la conscience de classe et renforcer les illusions réformistes. Aussi les communistes doivent-ils intensifier leur agitation et leur propagande de lutte de classe au sein du mouvement coopératif.



4. Pour réaliser la solidarité de classe des coopératives, il faut augmenter leur contact et leur travail commun avec les syndicats. Particulièrement nécessaire est leur liaison avec les syndicats rouges et, à l'échelle internationale, avec l'I. S. R. Cette union est d'autant plus utile qu'une coalition entre l'Internationale d'Amsterdam et l'Internationale coopérative est déjà effective.

5. En ce qui concerne le danger fasciste, les coopérateurs communistes doivent faire front unique avec les autres organisations ouvrières et mener les organisations paysannes contre le fascisme. De plus, il est nécessaire de créer des organes de défense et de préparation à la lutte armée pour rendre impossible une destruction des coopératives comme celle qui a eu lieu en Italie. Là où le fascisme possède le pouvoir et s'est emparé de la direction des coopératives, les coopérateurs communistes ne doivent pas quitter les rangs. Ils doivent continuer clandestinement leur activité et, quand les intérêts de la classe ouvrière l'exigent, agir ouvertement.

6. Maintenant que, dans un certain nombre de pays, des gouvernements ouvriers sont au pouvoir, le danger se manifeste d'une recrudescence provisoire des illusions réformistes.

L'influence de ces illusions est particulièrement pernicieuse dans les coopératives, car elles contiennent des éléments retardataires et, de plus, la direction y appartient, la plupart du temps, aux opportunistes.

Il s'ensuit que, dans les coopératives, il faut accorder une attention toute particulière à combattre le Macdonaldisme.

7. Le danger d'une nouvelle guerre, qui dépasserait en horreur tout ce que nous avons vu au cours de la guerre mondiale, est imminent. Toutes les dépenses en retomberaient sur les épaules des travailleurs; c'est pourquoi les coopératives, comme les autres organisations ouvrières, doivent combattre énergiquement le militarisme croissant et l'éventualité de guerre. Dans cette lutte, qui doit être menée de concert avec les partis communistes, les syndicats révolutionnaires et le Conseil paysan international, tous les moyens doivent être mis en action, qui ont été exposés par la délégation russe au Congrès de la Paix de décembre 1922, à La Haye.

Les coopérateurs communistes doivent déployer une vive agitation dans tous les pays pour que l'Alliance Coopérative prenne l'initiative de la convocation d'un nouveau Congrès international avec participation de toutes les organisations ouvrières partageant le point de vue de la lutte de classe, afin d'élaborer des mesures énergiques contre la guerre.

8. En regard de la grosse signification que prennent les coopératives à la veille de la conquête du pouvoir, le V[e] Congrès Mondial de l'Internationale Communiste décide que :

*a*) Tous les membres des partis communistes doivent devenir coopérateurs; ils sont tenus de former dans les coopératives des cellules communistes et, avec les autres éléments prolétariens d'opposition, des fractions. Chaque action doit être au préalable étudiée par les cellules et systématiquement réalisée par les communistes.

*b*) Toutes les questions qui touchent le travail dans les coopératives doivent être examinées sans retard par les partis communistes et les organes du parti doivent leur offrir tout leur concours. Dans tous les conflits, soit politiques, soit économiques, les coopératives doivent être admises à participer.

*c*) Chaque parti communiste doit charger du travail coopératif des militants et militantes énergiques.

*d*) La presse du parti doit accorder aux questions coopératives une place importante. Les quotidiens doivent, quand cela est possible, tirer des suppléments coopératifs; une littérature coopérative communiste doit être éditée et diffusée le plus largement possible.

*e*) Les décisions des III^e^ et IV^e^ Congrès sur les actions communes des syndicats et des coopératives (voyez aussi les décisions du II^e^ Congrès de l'I. S. R. en 1922) doivent dès maintenant être mises en pratique dans tous les pays.

XIV

# Sur le Travail du Parti Communiste parmi les Ouvrières

## INTRODUCTION

1. La situation économique et politique mondiale ouvre au prolétariat international des perspectives de lutte de classe d'une ampleur, d'une durée et d'une acuité exceptionnelles. L'objectif de cette lutte est la conquête du pouvoir par le prolétariat et l'établissement de sa dictature. Dans cette lutte, le prolétariat doit concentrer toute son énergie, toute sa résistance, toute sa cohésion. Le gage de la victoire est dans le front unique par en bas, dans l'union des travailleurs de la ville et de la campagne.

2. Le front unique prolétarien et le développement de notre ligne de combat ne seront possibles que lorsque les masses des femmes laborieuses participeront activement à la lutte.

Les contre-révolutionnaires ont compris la grande importance des femmes dans la lutte de classe. Les social-démocrates et les réformistes de toutes nuances, les fascistes et tous les partis bourgeois n'épargnent pas leurs efforts pour attirer à eux les femmes. Devant un tel fait, les partis communistes doivent se donner comme objectif immédiat de détacher le plus grand nombre de femmes de l'influence contre-révolutionnaire et de les enrôler dans les rangs du communisme.

3. Dans les conditions actuelles, l'enrôlement de la femme orientale dans la lutte de classe internationale prend une signification particulière. Les peuples opprimés et exploités de l'Orient commencent à se soulever contre leurs oppresseurs, à lutter pour leur indépendance, à combattre toute espèce d'asservissement et d'exploitation.

En même temps, les femmes de l'Orient s'éveillent de leur esclavage. Elles exigent l'égalité et la reconnaissance de leur dignité humaine. Leur participation à la lutte contre l'impérialisme apportera à la révolution mondiale le puissant appui d'énergies nouvelles.

4. C'est en conquérant le pouvoir et en le consolidant, en instaurant le régime soviétique que les travailleurs pourront remplir leur



mission. Ils doivent réédifier toute la société selon les principes du communisme, aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine idéologique. Mais dans aucun domaine de la vie sociale, rien ne pourra être fait sans la coopération des masses féminines. Dans les Républiques soviétistes, il est nécessaire d'intéresser les millions de femmes laborieuses à l'œuvre d'édification prolétarienne.

5. La situation mondiale impose à l'Internationale Communiste d'accorder une attention particulière au travail parmi les femmes laborieuses. Les partis communistes ne doivent pas seulement arracher les femmes à l'idéologie bourgeoise, mais les faire participer activement aux combats du prolétariat révolutionnaire. L'expérience a montré que les femmes savent manifester un grand courage lorsqu'elles sont touchées par l'idée révolutionnaire. La lutte en Russie, en Bulgarie et en Allemgane en est une preuve.

6. Le V^e^ Congrès rappelle à toutes les sections de l'Internationale les résolutions des précédents congrès sur le travail politique parmi les femmes. Il confirme la pensée directrice de ces résolutions qui est d'éveiller, d'organiser et de préparer les masses féminines afin d'accélérer la révolution mondiale. Le V^e^ Congrès soutient que le travail parmi les femmes n'est pas une tâche accessoire du Parti Communiste, mais une de ses tâches les plus importantes. Il rappelle à tous les partis communistes les paroles de Lénine : « La Révolution prolétarienne ne peut vaincre que si les millions de femmes laborieuses prennent part à la lutte ».

## NOS TACHES

Notre travail en vue de gagner les femmes laborieuses de tous les pays se subdivise en :

1. Travail parmi les femmes des pays capitalistes;
2. Des pays coloniaux et semi-coloniaux;
3. Des Républiques Soviétistes.

Vu la nécessité de réorganiser les partis sur la base des cellules d'usine, le V^e^ Congrès déclare que le centre de gravité de notre action parmi les femmes doit être fixé au lieu de travail. C'est ainsi qu'on arrivera à débarrasser les ouvrières de l'illusion qu'il est possible de remédier à leur situation misérable à l'aide de la démocratie, en restant dans le régime bourgeois.

Tout en les éduquant politiquement, en éveillant leur conscience de classe, il faut préparer et organiser les ouvrières en vue de leur participation active à la lutte économique et politique du prolétariat. Les chômeuses doivent également être entraînées dans cette lutte.

Le même travail d'éducation politique et d'enrôlement dans la lutte de classe doit être mené non seulement parmi les ouvrières de l'industrie, mais aussi parmi les domestiques et les ouvrières des campagnes. Il faut entreprendre immédiatement une action énergique parmi les paysannes laborieuses, en premier lieu dans les pays agraires. La base de notre action féminine dans les campagnes doit être recherchée parmi les ouvrières rurales, les paysannes pauvres, les veuves de guerre, les domestiques, etc. Cette action doit être en contact étroit avec le mouvement coopératif.

Les partis communistes doivent faire tout leur possible pour renforcer leur influence parmi les employées des administrations publiques, des postes, de l'enseignement.

Il est très important de gagner les femmes d'ouvriers. Il est nécessaire de mener parmi elles une propagande qui doit être rattachée à notre action dans l'usine où travaille le mari.

En outre, les femmes communistes doivent renforcer leur activité dans les syndicats de locataires et autres organisations où l'on côtoie les masses prolétariennes petites-bourgeoises.

### PARLEMENTARISME ET ACTION ILLÉGALE

La participation des femmes peut rendre plus féconde notre action parlementaire. Les femmes doivent présenter des revendications au Parlement, organiser les manifestations de protestation, soutenir les interventions de la fraction communiste.

Il convient d'accorder une attention particulière à l'action dans les municipalités, où le danger de déviations opportunistes est beaucoup plus grand et où sont débattues des questions qui touchent directement les femmes.

La situation actuelle rend indispensable de préparer les femmes communistes à l'action illégale en général, au travail de désagrégation de l'armée, à la lutte contre le fascisme, à la participation directe au combat.

Les conditions historiques en Orient nous imposent certaines tâches particulières. Il faut placer au premier plan la lutte contre les préjugés religieux et moraux. Autrement, il ne peut être question d'une action communiste féconde parmi les femmes laborieuses de l'Orient.

Dans l'Union Soviétique, la première tâche est de faire participer les femmes laborieuses à l'œuvre de consolidation du pouvoir soviétique, au relèvement de l'économie, à tous les domaines du travail économique et gouvernemental, ainsi qu'à l'éducation de la nouvelle génération.

### ORGANISATION

Le V[e] Congrès déclare résolument que le travail parmi les femmes doit être l'œuvre du Parti dans son ensemble. Ce travail doit être lié plus étroitement que par le passé avec l'activité générale. Dans tous leurs actes, dans toute leur campagne, nos partis doivent étudier d'avance les mesures nécessaires pour mobiliser les femmes. Le travail féminin doit revêtir un caractère nettement politique. Les femmes communistes doivent être entraînées dans le travail politique général du Parti. La création d'organes spéciaux de travail parmi les femmes a pour but de coordonner ce travail et de donner à tout le Parti des directives sur ses tâches en ce domaine.

Le V[e] Congrès engage tous les partis communistes à appliquer immédiatement les mesures suivantes :

1. Au moment de la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'usine, désigner dans chaque cellule un camarade, homme ou femme, particulièrement chargé du travail parmi les femmes. De même dans le travail syndical.

Il faut en faire autant dans toutes les organisations : Labour Party, coopératives, syndicats de locataires, comités de parents, associations de victimes de la guerre, etc.

2. Le Comité central de chaque parti doit veiller à ce que les organes communistes publient régulièrement des pages, des suppléments et des rubriques féminines, et à ce qu'ils consacrent des articles à des questions touchant de près les femmes. Dans la mesure où c'est possible, il faut éditer un journal féminin. Il faut encourager la création de journaux pour les ouvrières. Tous les organes de préparation théorique et pratique des membres du parti doivent accorder la place nécessaire à la préparation révolutionnaire des femmes.

Les Comités centraux des partis doivent éditer à leurs frais des documents de propagande parmi les femmes (brochures, tracts, affiches, etc.).

3. Dans tous les organes dirigeants, depuis le comité local jusqu'au Comité central, un camarade doit être responsable du travail parmi les femmes.

4. Il convient de former une commission spéciale pour aider ce camarade.

Chaque Comité central doit avoir un Secrétariat féminin. Au secrétariat féminin doit se trouver au moins un secrétaire appointé (homme ou femme).

5. Pour les pays d'Orient, il doit exister, au sein du Secrétariat féminin international, une section orientale qui, au point de vue politique et organique, sera partie composante de la section d'Orient.

L'application de ces mesures est d'une importance particulière à l'heure actuelle, alors que les partis communistes doivent entreprendre leur réorganisation sur la base des cellules. Leur grande tâche est de transformer les femmes laborieuses, aujourd'hui esclaves dociles du capital, en combattantes conscientes de la lutte de classe.

Vu que la participation consciente des femmes laborieuses à la lutte est une nécessité absolue pour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification de la société communiste, l'Internationale Communiste invite toutes ses sections à faire leur devoir dans ce domaine.



XV

# Sur l'Internationale Communiste des Jeunesses

### I. L'I. C. J. DEPUIS LE IV[e] CONGRÈS MONDIAL

1. Conformément aux décisions du IV[e] Congrès de l'Internationale Communiste, le III[e] Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunesses a concrétisé le mot d'ordre général « Aux masses », posé au II[e] Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunesses. Il a défini les *formes d'organisation, le contenu des méthodes et de l'activité d'une organisation de masses de la jeunesse ouvrière;* il a indiqué comme tâche principale le transfert de la base d'organisation dans les ateliers par la création de cellules d'usines; il a souligné la nécessité de donner un caractère plus politique aux Jeunesses Communistes en les faisant participer aux combats et aux problèmes de la classe ouvrière; il a assigné comme objectif pratique immédiat

aux Jeunesses Communistes la lutte contre le militarisme bourgeois, contre le danger de guerre et l'offensive du capital.

2. L'histoire des Jeunesses Communistes pendant la dernière période a montré la justesse et la nécessité de ces résolutions. Elles ont été entièrement vérifiées et ont permis aux Jeunesses Communistes de se transformer en une organisation de masses de la jeunesse ouvrière. L'Internationale Communiste des Jeunesses a fait des pas de géant dans ce sens. Cela s'est manifesté par les progrès incessants, en qualité et en quantité, des Jeunesses Communistes les plus importantes. Ces progrès sont d'autant plus intéressants qu'on a pu constater dans le même temps un déclin des jeunesses « socialistes ».

Si les Jeunesses Communistes continuent à appliquer énergiquement les résolutions de leurs II[e] et III[e] Congrès mondiaux conformément à la situation objective révolutionnaire, on verra que leur essor n'est pas fortuit ni passager, mais durable et fera d'elles un vaste mouvement des jeunes travailleurs en amenant la complète liquidation des Jeunesses suivant encore les drapeaux « sociaux » ou « socialistes ».

3. Les résultats les plus importants ont été atteints dans les domaines suivants :

*a) L'activité politique des Jeunesses Communistes,* leur participation aux combats de la classe ouvrière et des partis communistes, ont crû considérablement. Leur ligne politique a toujours été bonne et juste. Elles se sont montrées, dans la plupart des cas, les meilleurs champions d'avant-garde de l'Internationale Communiste, surtout contre les tendances opportunistes surgies dans divers pays.

*b)* Pour la *réorganisation sur la base des cellules d'entreprise,* les Jeunesses Communistes n'ont pas seulement fait l'éducation idéologique de leurs membres; les plus importantes ont encore créé les conditions préliminaires nécessaires à leur réforme complète. Les Jeunesses Communistes et l'Internationale Communiste des Jeunesses ont été les pionniers de cette réforme et par là ont beaucoup aidé l'œuvre des partis communistes et de l'Internationale Communiste et recueilli une expérience précieuse.

*c)* L'Internationale Communiste félicite chaudement l'Internationale Communiste des Jeunesses de son initiative et de son action héroïque dans *la lutte contre la guerre et l'impérialisme et dans le travail au sein de l'armée bourgeoise.*

La propagande parmi les troupes d'occupation françaises en Allemagne, surtout dans la Ruhr, a été le premier travail international pratique et concret exécuté dans ce domaine. De même l'œuvre des Jeunesses Communistes françaises dans l'armée française marque un énorme progrès. L'Internationale Communiste des Jeunesses a fourni la preuve qu'un travail de ce genre, même dans les conditions les plus difficiles, est possible et efficace.

*d)* L'Internationale Communiste des Jeunesses a également obtenu de grands résultats quant à son développement en une organisation mondiale, fortement centralisée et soudée par une direction internationale.

Outre la croissance des effectifs des plus importantes Jeunesses, l'Internationale Communiste constate l'approfondissement incessant de son influence sur la jeunesse ouvrière et la conjonction intime de plus en plus parfaite des Jeunesses des divers pays en une solide organisation mondiale.



Les Jeunesses Communistes n'ont malheureusement trouvé qu'un appui insuffisant auprès des partis communistes.

Tandis que différents partis (par exemple les Partis français et allemand) leur ont apporté un vigoureux concours, elles ont eu à surmonter une forte résistance de certains autres, ou plutôt de leurs organes dirigeants, avant de pouvoir remplir leur mission (par exemple en Pologne, où le Parti n'a rien fait pour encourager leur campagne antimilitariste; en Suède, où les Jeunesses Communistes et l'Internationale Communiste des Jeunesses ont été vivement combattues par la majorité du Comité Central, parce qu'elles défendaient la ligne de l'Internationale Communiste; en Tchéco-Slovaquie, où le Parti a longtemps entravé la création des cellules d'usine; dans les Balkans et ailleurs).

Les décisions du III[e] Congrès de l'Internationale Communiste sur l'indépendance des Jeunesses ne sont pas encore tout à fait appliquées.

4. Dans certains domaines, les Jeunesses n'ont pu développer leur activité qu'incomplètement. Ainsi la lutte contre l'offensive du capital, contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière, le travail dans les syndicats, sauf dans quelques pays, ont été trop faibles.

Le travail d'éducation ne correspond pas encore aux tâches posées par le rajeunissement, par l'afflux de nombreux nouveaux membres et par les grandes luttes à soutenir. Le manque de l'appui des partis y a contribué. Le travail pour conquérir *la jeunesse des campagnes,* qui doit emprunter des méthodes particulières, est encore insuffisant. La lutte contre *les jeunesses fascistes,* nouvellement créées, ainsi que contre les Jeunesses chrétiennes, ne put être menée comme il convient dans la période écoulée.

## II. TACHES PROCHAINES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DES JEUNES

5. Le développement de l'Internationale Communiste des Jeunes, dans la dernière période, permet au V[e] Congrès de constater que les décisions des II[e] et III[e] Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes et celles du III[e] Congrès de l'Internationale Communiste sur les Jeunesses etaient absolument justes et ont été vérifiées par la pratique. L'Internationale Communiste des Jeunesses et ses sections doivent continuer leur travail dans le sens de ces décisions et entreprendre immédiatement leur *transformation en organisations vraiment léninistes, points d'appui du bolchévisme.* La bolchévisation des Jeunesses doit être *la tâche centrale* de l'Internationale Communiste des Jeunesses, le point de départ de tous ses travaux. La bolchévisation de l'Internationale Communiste des Jeunes doit trouver surtout, et plus énergiquement que jusqu'ici, son expression dans la transformation des Jeunesses Communistes en organisations de masses de la jeunesse ouvrière. L'idée que l'organisation des jeunes communistes est l'unique organisation de classe qui dirige la jeunesse travailleuse, qui en défend les intérêts, doit prendre racine dans la jeunesse ouvrière. Les Jeunesses ont aussi la tâche importante d'éduquer leurs membres pour en faire de véritables jeunes léninistes. Elles doivent faire comprendre à chacun les principes et la tactique de Lénine et le mettre en état de les pratiquer. L'éducation léniniste doit s'exprimer par la participation active des Jeunesses aux luttes du Parti Communiste et de la classe ouvrière, par l'union du travail

pratique dans les masses et de la théorie. L'Internationale Communiste des Jeunesses doit continuellement affermir dans ses sections les principes de la centralisation, de la discipline internationale, de l'unité et de l'enracinement dans les masses, ainsi que l'idée que la classe ouvrière est le guide de tous les opprimés; elle doit faire entrer les paysans pauvres et les Jeunesses opprimées des pays coloniaux dans le front de la classe ouvrière internationale.

6. Les Jeunesses Communistes doivent s'occuper principalement des questions que voici: *intime participation à la vie du Parti Communiste et aux luttes de la classe ouvrière (activité politique), réorganisation sur la base des cellules d'usine, travail actif dans l'armée bourgeoise et lutte contre la menace de guerre, préparation pratique (surtout militaire) à la guerre civile, travail économique et syndical, travail parmi la jeunesse agricole, travail d'éducation :*

*a) Activité politique.* — Elle doit être renforcée là où elle n'a pas atteint un degré suffisant. Elle consiste à participer activement, en étroite liaison avec les partis communistes et, sous leur direction, à toutes les luttes de la classe ouvrière, à mobiliser à cet effet la jeunesse ouvrière et à collaborer avec la même activité à la solution et à l'éclaircissement de toutes les questions des partis communistes et de l'Internationale et, en général, à la vie du Parti. Ce n'est pas une tâche particulière *à côté de toutes les autres:* la politique pénètre toute l'activité, l'anime et l'oriente dans un sens léniniste. Elle constitue la base et la méthode de toutes les tâches de la Jeunesse Communiste.

Les partis communistes doivent tout faire pour développer les Jeunesses Communistes, renfort de la classe ouvrière et pépinière de nouveaux combattants politiquement qualifiés.

*b)* Quant à la *création des cellules d'usine,* les Jeunesses Communistes doivent continuer énergiquement le travail commencé. Elles doivent aborder maintenant immédiatement la réforme. Pour le prochain congrès mondial, *réorganisation complète sur la base des cellules d'usine!* voilà le mot d'ordre que tout jeune communiste doit tâcher de réaliser.

*c) Le travail dans l'armée et contre les nouvelles guerres* doit être continué immédiatement et énergiquement. C'est une des tâches les plus urgentes découlant de la situation internationale et des perspectives de révolution. La transition de la simple propagande au travail concret, comme nous l'avons vu commencer dans les régions occupées de l'Allemagne et en France, doit *s'étendre à l'échelle internationale.* Il faut accorder une attention et une force spéciales à la réalisation du mot d'ordre de Lénine sur la création de cellules dans les armées bourgeoises. Les Jeunesses Communistes doivent donner toutes leurs forces pour mobiliser la jeunesse ouvrière contre les nouvelles guerres impérialistes. Elles doivent opposer, au mot d'ordre hypocrite et trompeur des social-démocrates sur la grève générale contre la guerre, une propagande appuyée sur la façon dont éclatent les guerres et sur la nécessité de transformer la guerre impérialiste, une fois qu'elle a éclaté, en guerre civile au sein des Etats impérialistes, et de mener en conséquence un travail révolutionnaire dans les armées bourgeoises.

*d)* La période de *la lutte directe pour le pouvoir,* qui est imminente dans plusieurs pays, oblige l'Internationale Communiste des Jeunesses à examiner sérieusement les expériences faites en septembre en Bulgarie et en octobre en Allemagne; elle doit, sous la direction du Parti Communiste, faire dans les sections intéressées un travail préparatoire d'après ces expériences. L'éducation militaire systématique des membres des Jeunesses Communistes sous la direction du Parti Communiste est particulièrement nécessaire.



*e) La lutte économique syndicale* doit être renforcée, ou bien sérieusement commencée. Les Jeunesses Communistes doivent passer de la propagande à l'action dans la défense des intérêts matériels et culturels de la jeunesse ouvrière. Elles ont donc à augmenter considérablement leurs efforts dans les syndicats réformistes pour les révolutionner. Elles continueront à former et à consolider leurs fractions au sein de tous les syndicats et à lutter en principe contre toute séparation des adultes et des jeunes, surtout sous la forme de sections des jeunesse ouvrière, que ce sont elles qui défendent les intérêts de la tiquement, devant les syndicats et devant les ouvriers adultes, que les Jeunesses Communistes sont la seule organisation de masse de la jeunesse ouvrière, que ce sont elles qui défendent les intérêts de la jeunesse laborieuse dans le cadre de la lutte de tout le prolétariat. C'est ce qu'elles feront aussi à l'égard des *syndicats rouges,* avec lesquels les Jeunesses Communistes *collaborent le plus étroitement* possible, car seuls ils sont prêts à défendre effectivement les intérêts de la jeunesse ouvrière. Les communistes, au sein des syndicats, doivent travailler à ce que les Jeunesses Communistes soient reconnues dans les syndicats et par les ouvriers adultes comme organisations représentant et défendant les intérêts économiques et autres de la jeunesse ouvrière. Les fractions communistes doivent veiller à ce qu'aux différents comités syndicaux, des membres des Jeunesses Communistes soient présentés comme candidats et élus.

*f)* Il est très important de gagner la *jeunesse travailleuse des campagnes,* qui, dans la plupart des pays, influera grandement sur la victoire de la révolution prolétarienne. Ce travail est encore à commencer dans la plupart des pays.

*g)* Plus les Jeunesses Communistes rallient autour d'elles la jeunesse travailleuse, et plus elles doivent s'efforcer de poursuivre parmi les jeunes un *travail systématique d'éducation léniniste,* étroitement lié aux luttes du Parti Communiste et de la classe ouvrière. Autrement, elles risquent de perdre le caractère communiste de leur lutte et de leur activité. L'éducation à poursuivre dans la période prochaine doit être surtout politique. Elle doit rendre les jeunes communistes capables de recueillir et de continuer l'héritage de Lénine en paroles et en actes. Il dépendra de l'appui de l'Internationale Communiste et des Partis Communistes que les Jeunesses Communistes soient capables d'accomplir cette tâche *d'éducation léniniste.* C'est là une des tâches les plus urgentes de l'Internationale. Le travail antireligieux doit également trouver l'attention nécessaire.

7. A côté des tâches sur lesquelles les Jeunesses Communistes peuvent concentrer leur travail, dans le temps prochain, elles ne doivent pas négliger leurs autres tâches.

La *lutte contre les adversaires,* surtout *contre les organisations fascistes, contre la jeunesse socialiste* et *contre les associations religieuses* doit continuer, à l'avenir, le plus énergiquement, et les Jeunesses Communistes doivent se rendre compte que le but de cette lutte ne pourra être que la liquidation, c'est-à-dire l'anéantissement de ces organisations.

Il ne faut pas non plus oublier de préparer les Jeunesses Communistes contre les tentatives d'oppression de la part de la bourgeoisie et pour le temps *d'illégalité.*

Le *travail dans les colonies et les pays semi-coloniaux* des Etats impérialistes doit se poursuivre, à l'avenir, énergiquement avec, comme but, le soulèvement de la jeunesse travailleuse indigène et son entraînement dans l'Internationale Communiste des Jeunes. En même temps, l'Internationale Communiste des Jeunes ralliera aux directives de l'Internationale Communiste la jeunesse coloniale et semi-coloniale des dominions et de l'Orient, luttant pour sa libération nationale, et de la conquérir pour la lutte émancipatrice de la classe ouvrière internationale.

Une lutte régulière et intense contre *les organisations sportives* bourgeoises et pour la création d'associations sportives ouvrières est également nécessaire. Où il n'y a pas encore d'associations ouvrières de gymnastique et de sport, les Jeunesses Communistes doivent tâcher d'en fonder. Dans les organisations sportives ouvrières existantes, elles ont à développer une vive propagande pour l'Internationale Rouge des Sports.

8. Il faut accorder une attention systématique et grande à la propagande parmi les jeunes ouvrières et paysannes, pour les gagner davantage que jusqu'ici à l'organisation des Jeunesses Communistes.

Il faut accorder une grande attention au *travail parmi les enfants*, dont les Jeunesses Communistes sous-estiment encore souvent l'importance. Ce travail doit être accompli d'après les principes de l'éducation communiste, qui veut entraîner les enfants prolétaires dans la lutte de leur classe. Les groupes communistes d'enfants doivent être dirigés par les Jeunesses Communistes.

9. Toutes ces tâches ne pourront être complètement accomplies par l'Internationale des Jeunesses Communistes et par ses sections que si les partis communistes leur prêtent le concours nécessaire: c'est là une des tâches les plus urgentes de l'Internationale Communiste et des partis communistes. Les accomplir, *c'est gagner les grandes masses de la jeunesse travailleuse au communisme et faire entrer au Parti Communiste de nouveaux cadres de léninistes fermes et conscients.*

En détail, ces tâches consistent à entraîner les Jeunesses Communistes et leurs membres à *participer à l'activité politique du Parti Communiste et aux luttes ouvrières et à collaborer à la solution des problèmes des partis communistes et de l'Internationale Communiste.* Partout où il y a des cellules d'usines, des sections, des fédérations du Parti, celui-ci doit créer des organisations de *Jeunesse Communiste*. La Jeunesse Communiste doit soutenir, à son tour, activement, la formation du Parti là où il n'y a pas encore d'organisation du Parti. Les cellules du Parti Communiste dans les usines et les fractions du Parti Communiste dans les syndicats doivent soutenir le plus énergiquement les Jeunesses Communistes dans leur *lutte économique* et dans l'accomplissement de leurs autres tâches. Il est surtout important et nécessaire de *soutenir leur travail dans l'armée et contre les nouvelles guerres.* L'accomplissement de ces travaux, qui est une des conditions les plus importantes de la victoire de la révolution prolétarienne, ne pourra être garantie que par la *participation dirigeante du* Parti Communiste. La tâche la plus urgente, celle de l'éducation léniniste des jeunes communistes, dépend également de l'aide constante et énergique du Parti Communiste.

10. Les Jeunesses Communistes doivent faire tout pour réaliser avec les partis communistes une liaison de plus en plus étroite et ferme. Elles doivent soutenir le Parti Communiste de toutes leurs



forces, non seulement dans son activité quotidienne, mais aussi par une éducation systématique de leurs membres pour le Parti Communiste et elles doivent veiller à ce que leurs membres entrent au Parti Communiste lorsqu'ils en auront atteint l'âge.

Ainsi, les Jeunesses Communistes et l'Internationale Communiste des Jeunesses rempliront leurs devoirs envers les partis communistes et l'Internationale Communiste, et elles seront à même de répondre aux espérances de l'Internationale. Elles seront, dans l'avenir comme par le passé, les meilleurs défenseurs de la ligne et des décisions de l'Internationale Communiste.

XVI

# Sur l'Education physique de la classe ouvrière

1. Dans presque tous les pays, le sport et la culture physique attirent l'attention des masses. La bourgeoisie profite de ce phénomène dans un but de classe. Elle soutient par tous les moyens les associations sportives bourgeoises et étatistes.

Beaucoup d'éléments ouvriers font encore partie des organisations sportives bourgeoises, qui ont un caractère de classe bien net. Ces associations ont les tâches suivantes: préparer la jeunesse pour l'armée bourgeoise, exciter le nationalisme et le chauvinisme par une éducation spéciale, former des cadres de combat contre le prolétariat. Le mouvement fasciste a su les employer en tant qu'organisations militaires dissimulées.

2. En opposition aux organisations bourgeoises et malgré l'hostilité de l'Etat, il s'est créé, dans beaucoup de pays, des sociétés sportives ouvrières. Elles groupent beaucoup d'ouvriers et de jeunes prolétaires. Ces organisations sont encore, en grande partie, aux mains des réformistes qui en abusent pour leurs buts propres sous le manteau de la neutralité du sport. Leurs éléments conscients se groupent autour de l'Internationale Rouge du Sport, fidèle aux principes de la lutte de classe révolutionnaire.

3. L'éducation physique du prolétariat est une des nécessités de la lutte révolutionnaire; aussi, les partis communistes, d'accord avec les Jeunesses Communistes et les syndicats rouges, doivent-ils envisager sérieusement ces questions et les résoudre dans le sens révolutionnaire.

Le V[e] Congrès de l'Internationale Communiste souligne la nécessité d'agir dans ce domaine et fixe les tâches suivantes aux partis communistes:

*a*) Dans les pays où il n'existe pas encore d'organisations ouvrières de sport et de culture physique, les partis communistes en encourageront la création (formation dans les fédérations bourgeoises d'oppositions ouvrières ayant pour but la fondation d'organisations autonomes), ainsi que la démission des éléments ouvriers des organisations bourgeoises et leur adhésion aux sociétés ouvrières indépendantes;

*b*) Dans les pays où il existe déjà de pareilles associations, les partis communistes doivent y former des fractions communistes, afin

de les libérer de l'influence réformiste et de les conquérir à la lutte de classe;

*c*) Des fractions communistes seront également formées dans les associations de sport et de culture physique déjà existantes pour y consolider l'influence des éléments révolutionnaires; ces fractions seront subordonnées au Parti Communiste;

*d*) Grâce à l'activité des fractions communistes, ces associations seront entraînées vers la lutte de classe. On les utilisera pour combattre le fascisme et le militarisme bourgeois;

*e*) Les associations sportives ouvrières sont très importantes pour la lutte d'ensemble du prolétariat. Elles sont un excellent moyen pour éduquer, pour former la résistance et la discipline; elles peuvent appuyer efficacement les formations de combat révolutionnaire; aussi les partis communistes les utiliseront-ils à cet effet;

*f*) Les partis communistes veilleront à ce que les associations rouges de sport et de culture physique englobent également les ouvriers agricoles et les petits paysans.

4. La lutte des éléments révolutionnaires contre la tactique réformiste de l'Internationale sportive ouvrière de Lucerne sera continuée; les partis communistes appuieront l'action de l'Internationale Sportive Rouge. Les tendances scissionnistes qui veulent la formation d'organisations strictement communistes sont à combattre. Il faudra lutter énergiquement contre la conception qui considère les associations de sport et de culture physique comme susceptibles de remplacer les organisations politiques. La presse communiste consacrera ses rubriques sportives surtout aux associations sportives ouvrières.

Les communistes combattront pour la création et le maintien du sport et de la culture physique ouvrière unitaire tant au point de vue national qu'international.

Le V^e^ Congrès charge l'Internationale Communiste de suivre attentivement et d'encourager le développement du mouvement sportif international rouge.

XVII

# Sur le Secours Rouge International (S. R. I.)

Le IV^e^ Congrès avait pris connaissance de la communication d'un groupe d'initiative de camarades russes sur la fondation du Secours Rouge International et il avait jugé cette entreprise nécessaire et digne d'être développée.

Depuis, la contre-révolution internationale s'est accentuée, accompagnée de violences inouïes contre les ouvriers et les paysans. Les organisations prolétariennes, les syndicats, la presse ouvrière, les clubs, les coopératives, etc... sont en butte aux persécutions continuelles du capital et de ses mercenaires, les bandes fascistes. Les champions les plus actifs de la cause prolétarienne sont assassinés sans jugement ni instruction. Ils sont arrêtés par milliers sur le moindre soupçon de sympathie pour le mouvement révolutionnaire



ou le communisme. Le plus souvent, les détenus sont soumis à tous les mauvais traitements. La torture pendant l'instruction est devenue un phénomène journalier dans la plupart des Etats bourgeois « démocratiques ». Le régime des prisons est une oppression incessante, physique et morale, de l'individualité des détenus. La justice bourgeoise est devenue partout une parodie où ses propres principes les plus sacrés sont foulés aux pieds.

Ce déchaînement de la contre-révolution contribue à dissiper les illusions « démocratiques » de la classe ouvrière et des paysans travailleurs, et à affermir la solidarité internationale des travailleurs. Ce progrès de la solidarité prolétarienne internationale trouve sa meilleure expression dans le rapide développement et le bon fonctionnement du *Secours Rouge International* (S. R. I.).

Le Secours Rouge International est une organisation neutre qui se propose le soutien matériel, moral et juridique des militants révolutionnaires emprisonnés, de leurs familles et de leurs enfants, ainsi que des familles des assassinés. Le Secours Rouge International groupe un grand nombre d'ouvriers, de paysans et d'employés sans distinction de parti, tous ceux qui ont à souffrir de l'exploitation du capital, de l'oppression nationale, et qui luttent pour la victoire du Travail.

Le Secours Rouge International devient, à mesure qu'il se développe, un des instruments les plus importants du front unique, en organisant, par une application concrète de la solidarité internationale, des forces toujours nouvelles, susceptibles de prendre part directement à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Il faut en outre faire ressortir son énorme importance politique comme organisation travaillant à l'arrière de l'armée prolétarienne, participant à toutes les luttes de la classe ouvrière, dans la retraite comme dans l'offensive. Le Secours Rouge International entoure les militants révolutionnaires d'une atmosphère de camaraderie et maintient ainsi leur courage et leur volonté de continuer la lutte.

Le V^e^ Congrès de l'Internationale Communiste croit nécessaire le développement et la consolidation du Secours Rouge International et communique à tous les partis et organisations appartenant à l'Internationale Communiste la résolution suivante :

1. Les partis communistes doivent soutenir dans tous les domaines le Secours Rouge International, encourager la fondation d'organisations, de succursales et de sections du Secours Rouge International, obliger leurs membres à y participer activement et à leur verser régulièrement des cotisations.

2. Dans son agitation et sa propagande pour soutenir les militants révolutionnaires, la presse du Parti doit accorder une attention suffisante au Secours Rouge International.

3. Le V^e^ Congrès confirme la décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste faisant du 18 mars (anniversaire de la Commune de Paris) la *Journée du Secours Rouge International* et invite tous les partis communistes et organisations adhérant à l'Internationale Communiste à tout faire pour que cette journée, ainsi que toutes les autres journées révolutionnaires, soit couronnée du succès. Dans toutes les campagnes du Parti, il faut mentionner le Secours Rouge International.

Examinant le travail accompli par le Secours Rouge International, le Congrès constate avec une satisfaction particulière qu'il a donné des résultats particulièrement favorables dans l'Union Soviétiste.

XVIII

# Sur le Secours Ouvrier International (S.O.I.)

La misère du prolétariat, quand elle ne conduit pas directement à des insurrections révolutionnaires, est exploitée par la classe capitaliste pour empirer la situation politique et économique des ouvriers.

Le résultat est le même, que cette misère soit causée par des catastrophes naturelles (comme le tremblement de terre du Japon en 1923) ou par des crises économiques (comme en Autriche en 1921 ou en Allemagne en 1923).

A l'époque de l'impérialisme, avec son industrie puissamment développée et ses armées de prolétaires, toute calamité atteint des millions d'ouvriers. Pour y remédier, les moyens d'un syndicat ou même de la classe ouvrière d'un pays ne suffisent plus. Une aide efficace ne peut venir que de la mobilisation des forces économiques et financières des ouvriers du monde entier. Préparer cette mobilisation et l'exécuter, organiser les ouvriers de tous les pays, de tous les partis et de tous les syndicats dans une action générale d'assistance, tel est le but du Secours Ouvrier International (S. O. I.).

Le Secours Ouvrier International est une organisation prolétarienne apolitique et sans parti, à laquelle appartiennent des travailleurs de toutes tendances politiques et syndicales, et qui apporte son soutien aux travailleurs nécessiteux, indépendamment de toute opinion et de toute organisation professionnelle. On l'a vu en 1921, lors de la famine des paysans russes, en 1923, après la catastrophe qui frappa les ouvriers et les paysans japonais, en 1923 et 1924, pour les travailleurs allemands.

Les ouvriers de tous les pays et de toutes les tendances sont intéressés à son progrès et à son essor.

Le V[e] Congrès de l'Internationale Communiste stigmatise devant la classe ouvrière du monde entier la tentative du Parti social-démocrate unifié d'Allemagne pour discréditer et ruiner le S. O. I., organisation de la véritable solidarité internationale du prolétariat, qui assiste fraternellement dans leur misère et dans leurs grèves des millions d'ouvriers social-démocrates. Le Congrès constate avec satisfaction que, malgré cette tentative criminelle, l'initiative prise dans l'été de 1921 de constituer une vaste organisation groupant toutes les sociétés de secours ouvrier en une véritable Internationale a été couronnée de succès et embrasse un nombre toujours plus grand d'ouvriers, de groupes organisés et d'associations.

Le Congrès adresse à toutes les organisations ouvrières qui ne sont pas encore affiliées au Secours Ouvrier International un pressant appel pour qu'elles lui envoient leur adhésion unanime et il invite tous les partis et organisations communistes à lui accorder tout leur soutien.



XIX

# Sur la Question Russe

Par la Révolution victorieuse d'Octobre, le Parti Communiste de Russie a été porté par la classe ouvrière au pouvoir, et s'est mis en devoir de constituer la société socialiste. Le fait que le Parti Communiste russe avait une organisation ferme, des cadres formés dans la lutte contre l'opportunisme de la II[e] Internationale et une tactique prolétarienne révolutionnaire élaborée sous la direction de Lénine, a joué le rôle décisif dans ces événements d'une signification mondiale. C'est pourquoi le Parti Communiste russe a été le principal créateur de l'Internationale Communiste et reste un des facteurs principaux du mouvement communiste international. Ses succès et ses insuccès et, à plus forte raison, la formation dans son sein de fractions ou de groupements, ont une immense importance internationale.

Le Parti Communiste russe vise à créer une société socialiste dans un Etat (l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques) entouré de toutes parts d'Etats capitalistes, à une époque où les partis communistes des autres pays entrent seulement dans la lutte pour le pouvoir.

La nouvelle politique économique, qui est maintenant la base du travail économique du Parti Communiste russe, détermine une croissance inévitable des éléments de socialisme, mais rend en même temps possible le développement des rapports bourgeois, et, par conséquent, des influences bourgeoises sur diverses portions du Parti. Afin de neutraliser ces influences bourgeoises et d'assurer la marche de l'U. R. S. S. vers le communisme, il est absolument indispensable de conserver la cohésion et la fermeté du Parti Communiste russe, de la tactique révolutionnaire définie sous la direction de Lénine.

C'est pourquoi la situation intérieure du Parti Communiste russe, son organisation, la cohésion de ses membres et la fermeté de sa ligne politique révolutionnaire, ont une importance toute particulière pour l'Internationale.

La discussion intérieure du Parti Communiste russe qui a eu lieu en automne 1923, et la formation d'une opposition à la majorité du Conseil Central, obligent le Congrès à étudier consciencieusement cette question, quoique le Parti Communiste russe lui-même, à son XIII[e] Congrès, ait condamné à l'unanimité l'opposition, comme un résultat de l'influence petite-bourgeoise, et soit sorti de la discussion en augmentant le nombre des ouvriers membres du Parti et la cohésion de ses organisations.

Les représentants de l'opposition, malgré l'invitation qui leur a été faite d'exposer et de motiver leur point de vue devant le Congrès avec le consentement de la délégation russe, s'y sont refusés, pour un motif de pure forme. D'autre part, le Congrès n'a pas reçu la preuve que l'opposition ait reconnu ses erreurs et adopté le point de vue du XIII[e] Congrès du Parti Communiste russe. Une telle situation rend possible une reprise de la discussion au sein du Parti Communiste russe, et c'est pourquoi les décisions du XIII[e] Congrès gardent leur actualité.

Le Congrès constate que l'opposition russe a été soutenue par les groupes des autres partis (polonais, allemand, français, etc.) qui exprimaient la déviation de droite (opportuniste) dans ces partis, de

même que l'opposition dans le Parti Communiste russe, et ont déjà été sévèrement réprouvés par le V^e Congrès.

Le Congrès, après avoir entendu un rapport spécial sur la situation de l'U. R. S. S. et du Parti Communiste russe et étudié en commission les documents s'y rapportant, décide :

*a*) de confirmer la résolution de la XIII^e Conférence et du XIII^e Congrès du Parti Communiste russe condamnant la plate-forme de l'opposition, comme entachée de déviations petites-bourgeoises et son activité comme menaçant l'unité du Parti, et partant, la dictature du prolétariat dans l'U. R. S. S.;

*b*) d'annexer la résolution de la XIII^e Conférence et du XIII^e Congrès à la présente décision et de la publier comme résolution du V^e Congrès de l'Internationale Communiste.

## Résolution sur la Démocratie ouvrière et les Tendances petites-bourgeoises dans le Parti Communiste Russe

*(Adoptée à l'unanimité moins deux voix, à la XIII^e Conférence du Parti Communiste russe (janvier 1924), et confirmée par le XIII^e Congrès du Parti Communiste russe (mai 1924)*

### I.

### ORIGINE DE LA DISCUSSION

Longtemps avant toute démarche de l'opposition, dès septembre 1923, l'assemblée plénière du Comité Central et, antérieurement encore, le Bureau Politique du Comité Central de notre Parti, avaient étudié la nécessité d'intensifier l'action du Parti et d'y renforcer la démocratie ouvrière.

Les progrès de l'industrie, qui ont mis fin au processus de décomposition du prolétariat, l'élévation du niveau intellectuel de la classe ouvrière et l'accroissement de son activité ont créé des conditions plus favorables à la mise en œuvre des principes fondamentaux de la démocratie au sein du Parti. D'autre part, les conflits économiques de l'été dernier — quoiqu'ils fussent sans aucun danger, vu leur extension moins grande qu'auparavant — ont attiré notre attention sur les lacunes dans les rapports de notre organisation avec les masses d'ouvriers sans parti.

Le Comité Central était convaincu qu'une nouvelle orientation du Parti n'était possible qu'après une préparation réfléchie et prudente. Conscient de ses devoirs, le Comité Central commença en septembre 1923 les préparatifs en ce sens.

Les groupes et petits cercles de l'ancienne opposition, dont la politique avait été à plusieurs reprises condamnée par le Parti, crurent le moment venu de passer à une offensive générale contre le Comité Central. Dans l'espoir que la question de la démocratie dans le Parti attirerait l'attention particulière des adhérents, ils décidèrent d'exploiter ce mot d'ordre dans l'intérêt de leurs fractions. Après la décision de l'assemblée plénière du Comité Central, en septembre, parut la lettre du camarade Trotsky, suivie immédiatement de la lettre de quarante-six camarades de l'opposition. Ces documents contenaient



une analyse absolument fausse, inspirée de l'esprit de fraction le plus exagéré, de la situation économique du pays et de l'état du Parti; ils prédisaient une grave crise économique dans la République et une crise non moins grave dans le Parti, accusant en même temps le Comité Central de donner au Parti une orientation fâcheuse.

La nocivité de ces actions fractionnistes du camarade Trotsky et des camarades de l'opposition s'est accrue du fait que ces documents furent aussitôt connus dans de larges milieux du Parti, ayant été répandus dans les quartiers ouvriers, parmi la jeunesse des écoles à Moscou et, immédiatement après, dans toute l'Union Soviétiste.

La séance plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle qui eut lieu en octobre, avec la participation des dix plus grandes organisations du Parti, condamna avec raison, l'attitude du camarade Trotsky et des 46 camarades de l'opposition, comme ayant un caractère fractionnel. En même temps, l'initiative prise par le Bureau Politique, dans le but de vivifier l'action, l'activité intérieure du Parti et de développer la démocratie ouvrière, fut unanimement approuvée. La séance plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle décida, en outre, de ne pas porter la polémique commencée par le camarade Trotsky et les 46 camarades en dehors du cadre du Comité Central et de ne publier ni les lettres du camarade Trotsky et des 46 camarades, ni la réponse du Bureau Politique, ni la résolution du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, lesquels, par 102 voix contre 2 et 10 abstentions, avaient condamné l'action de l' « opposition ».

Trotsky et ses 46 partisans ne se soumirent cependant pas à la décision d'une instance si autorisée et continuèrent leur campagne méthodique contre le Comité Central, d'abord dans de larges cercles de l'organisation de Moscou, puis dans toute l'Union Soviétiste.

Le Bureau Politique, se conformant à la décision des assemblées plénières, se mit à élaborer la résolution sur la situation intérieure du Parti et la démocratie ouvrière.

Malgré l'action fractionniste du camarade Trotsky, la majorité du Bureau Politique jugea nécessaire d'arriver à un accord avec lui. Comme résultat des efforts prolongés de la majorité du Bureau Politique, une résolution du Bureau Politique et du Bureau de la Commission Centrale de Contrôle sur le développement de l'activité intérieure du Parti, fut unanimement adoptée et, le 5 décembre 1923, publiée.

Une des questions les plus discutées lors de la rédaction du texte de cette résolution avait été celle des fractions. Le camarade Trotsky ne fit d'abord aucune objection contre l'interdiction des fractions. Il insista seulement pour que la liberté des groupements fut admise. Néanmoins, on réussit à trouver une formule d'unanimité qui, dans la question des fractions, s'en référait à la décision du X^e Congrès du Parti Communiste russe.

L'« opposition » continua quand même sa lutte fractionniste. Pendant que la majorité du Comité Central et la Commission de Contrôle, liée par sa propre décision de non-publication des documents de la discussion, s'y conformait strictement, l'« opposition » n'a cessé de répandre les documents de sa campagne fractionniste. Deux jours après la publication de la résolution adoptée à l'unanimité par le Bureau Politique et le Présidium de la Commission Centrale de Contrôle, le camarade Trotsky fit paraître sous le titre: *Le Cours Nouveau*, sa lettre connue, laquelle constitue, en vérité, un manifeste fractionniste contre le Comité Central. Les articles du camarade

Trotsky, parus ensuite à courts intervalles, ainsi que sa brochure publiée à la veille de la Conférence du Parti, firent encore mieux ressortir ce qu'il y avait de fractionniste dans son procédé.

Dès l'apparition du manifeste fractionniste du camarade Trotsky, la discussion s'aviva.

L'opposition commença à Moscou, surtout dans les cellules militaires du Parti et les cellules des hautes écoles, une campagne d'une véhémence jusqu'ici inconnue dans l'histoire de notre Parti, tendant à saper la confiance des adhérents dans la direction. Les représentants de « l'opposition » parcouraient la Russie dans tous les sens. Le conflit prenait un caractère extrêmement aigu. Le centre de « l'opposition » se compose de membres de l'ancien groupe du *centralisme démocratique*, qui a combattu durant des années la ligne de conduite du Parti. A eux, se sont joints d'anciens membres du Comité Central qui, au X^e^ Congrès du Parti Communiste russe, sur la proposition du camarade Lénine, n'ont pas été réélus (Préobrajensky, Smirnov, Sérébriakov). A la tête du bloc oppositionnel se trouve le camarade Trotsky.

## II

## IDEOLOGIE DE L'« OPPOSITION »

Les divergences entre la grande majorité de notre Parti et l'« opposition » actuelle, telles qu'elles apparaissent au cours de la discussion, peuvent être résumées comme suit:

1. L'« opposition », présidée par le camarade Trotsky, a donné comme mot d'ordre la destruction de l'appareil du Parti, en cherchant à reporter, de l'Etat au Parti, le centre de gravité de la lutte contre le bureaucratisme. Une critique à ce point superficielle et la tentative de jeter le discrédit sur l'appareil du Parti peuvent avoir, objectivement, pour résultat que l'Etat se soustrait à l'influence du Parti et que les organes de l'Etat se détachent de nous. La tendance à soustraire les organes de l'Etat à l'influence du Parti s'était manifestée chez le camarade Trotsky, dès avant le X^e^ Congrès. Dans la discussion actuelle, cette tendance a seulement revêtu une autre forme.

2. L'« opposition » a essayé de juxtaposer la jeune génération aux cadres fondamentaux du Parti et au Comité Central. Au lieu d'éclairer la jeunesse sur le devoir qu'a le Parti de s'orienter d'après son noyau fondamental prolétarien — les ouvriers communistes travaillant à l'établi — l'« opposition », conduite par le camarade Trotsky, a cherché à prouver que le « baromètre du Parti » serait la jeunesse des écoles.

3. Afin de diminuer l'autorité du Comité Central, unique représentant de l'ensemble du Parti dans l'intervalle des congrès, le camarade Trotsky a fait des allusions ambiguës à une dégénérescence des cadres principaux de notre Parti. Le camarade Trotsky ne s'est pas contenté de se mettre en opposition avec tous les membres du Comité Central; il a également proféré des accusations qui ont jeté la confusion dans de larges cercles de la classe ouvrière et obligé le Parti tout entier à élever une protestation véhémente.

4. La faillite de l'« opposition » s'est particulièrement manifestée dans les questions économiques. L'opposition n'a pu apporter la moindre preuve aux accusations contre le Comité Central et n'a pas même entrepris d'opposer à la ligne générale du Parti, dans les



questions économiques, des projets quelconques et tant soi peu méthodiques.

On distingue, dans la critique de l'« opposition » contre la politique économique du Parti, deux nuances. Une partie de l'« opposition » est largement tributaire de la phraséologie de la « gauche » contre la nouvelle politique économique en général. Elle a publié des déclarations qui n'auraient eu un sens quelconque que si elle nous avait ouvertement recommandé de renoncer à la nouvelle politique économique et de retourner au communisme de guerre. L'autre partie de l' « opposition » — et de beaucoup la plus influente — reproche, au contraire, au Comité Central de ne pas faire de concessions suffisantes aux puissances impérialistes, etc. Cette partie de l'« opposition » (*Radek*) a présenté des projets explicites de révision des conditions arrêtées par le Parti lors de la Conférence de Gênes, et recommandé d'accorder de plus grandes concessions à l'impérialisme international, en vue de renforcer les relations commerciales avec le capital étranger. Le Parti n'a pas eu la moindre hésitation à repousser ces deux erreurs.

5. L'« opposition », dans toutes ses nuances, a interprété la discipline du Parti d'une façon absolument contraire aux points de vue bolchéviks. L'action d'un grand nombre des représentants de l'« opposition » constitue une infraction inouïe à la discipline du Parti et nous rappelle les temps où le camarade Lénine était obligé de combattre « l'anarchisme des intellectuels » dans les questions d'organisation et de défendre les bases élémentaires de la discipline prolétarienne dans le Parti.

6. L' « opposition » a contrevenu à la décision du X^e^ Congrès qui interdit les fractions à l'intérieur du Parti. Elle a remplacé la conception bolchéviste qui considère le Parti comme un *tout* organique, par une autre conception qui fait du Parti un ensemble de tendances et de fractions. Ces tendances, fractions et groupements devraient, selon les « nouvelles » opinions de l' « opposition », jouir de droits égaux dans le Parti, tandis que le Comité Central cesserait d'assumer la direction pour ne plus remplir qu'un rôle d'appareil enregistreur et d'intermédiaire entre les tendances et les groupements. Cette conception de la structure du Parti n'a rien de commun avec le léninisme. L'activité fractionniste de l' « opposition » a fait renaître les espoirs de tous les ennemis du Parti et de la bourgeoisie européenne, en une scission du Parti Communiste russe. Ces actions fractionnistes ont obligé le Parti à se demander de nouveau, avec une précision tranchante, s'il peut admettre, en tant que parti dirigeant, la formation de groupements fractionnistes dans son sein.

Dressant le bilan de toutes ces divergences après analyse du vrai caractère de l'« opposition », la conférence du Parti arrive à conclure que l'« opposition » actuelle, dans la forme sous laquelle elle se présente, nous met en face non seulement d'une tentative de révision du bolchévisme et d'une déviation directe du léninisme, mais encore d'une déviation petite-bourgeoise dans le sens vrai du mot. Il n'est point douteux que l'« opposition » reflète objectivement la pression exercée par la petite-bourgeoisie sur les positions et la politique du Parti prolétarien. On commence déjà, en dehors du Parti, à donner une interprétation plus large aux principes de la démocratie dans le Parti, dans le sens d'un affaiblissement de la dictature prolétarienne et d'un élargissement des droits politiques de la nouvelle bourgeoisie.

Le Parti Communiste russe, qui incarne la dictature du prolétariat, ayant le monopole de la légalité dans le pays, il est inévitable que des

groupes moins fermes de communistes succombent parfois à des influences non-prolétariennes. Le Parti tout entier doit se rendre clairement compte de ces dangers et défendre énergiquement son attitude prolétarienne.

Le Parti tout entier doit entreprendre une action méthodique et énergique contre les déviations petites-bourgeoises.

## III

## RESULTATS POSITIFS DE LA DISCUSSION

L'accroissement d'activité et le rehaussement du niveau intellectuel de la large masse d'ouvriers sans parti et d'une partie des paysans laborieux constituent un nouveau facteur qui, si le Parti sait adopter à cet égard une politique adéquate, fera progresser la cause de la révolution. Pour accomplir tout son devoir et garder la direction des masses d'ouvriers et de paysans dépossédés, aspirant à participer activement à l'édification de la société socialiste, le Parti doit absolument renouveler sa vie intérieure et la rendre plus intense. En ce sens, la discussion lui a procuré, malgré la déviation petite-bourgeoise de l'« opposition », des enseignements utiles.

Les erreurs petites-bourgeoises de l'« opposition » ont été rapidement et énergiquement corrigées par le Parti. A peine les discussions ont-elles commencé que, les unes après les autres, les grandes organisations prolétariennes du Parti soumettaient les déviations petites-bourgeoises de l'« opposition » a une critique sévère et défendaient la ligne du Comité Central. La première, comme c'est toujours le cas dans les discussions de principes, l'organisation de Leningrad, la plus ancienne des organisations ouvrières bolchéviques, élevait la voix. Des douzaines des plus grandes organisations prolétariennes de l'Union Soviétiste se rallièrent sans réserves au point de vue exprimé dans la lettre de l'organisation de Léningrad. La résolution de la conférence régionale de Moscou, adoptée à une majorité écrasante, condamna non moins énergiquement l'« opposition ». A l'heure où se réunit la XIII[e] Conférence, toutes les organisations du Parti se sont déjà prononcées à la majorité absolue contre les errements petits-bourgeois.

Le résultat de la discussion est que le noyau fondamental du Parti a resserré son unité. Les cellules prolétariennes de toute l'Union Soviétiste ont répudié sans hésitation, de la façon la plus énergique, les errements de l'« opposition ». La jeune génération du Parti, qui assistait pour la première fois à de violentes discussions intérieures, a eu, pour la première fois, l'occasion d'apprendre, de connaître à l'œuvre, le vrai bolchévisme. Des éléments de la Jeunesse Communiste qui sont en contact plus étroit avec la vie dans les usines, ont défendu sans hésitation la ligne du Parti. Les hésitations d'une portion de la jeunesse des écoles ne sont qu'un phénomène passager: par un travail d'éducation approprié, le Parti réussira en peu de temps à les faire disparaître.

L'activité et la conscience de classe de tous nos membres se sont accrues. De nouveau ont été posées de sérieuses questions économiques et des questions concernant la vie intérieure du Parti, dont il faudra nous occuper dans un temps très rapproché.

C'est avec une énergie toute particulière que le Parti a souligné sa volonté de conserver son unité. La moindre allusion au danger d'une scission a provoqué et provoque dans toute la masse adhérente des



protestations véhémentes. Le Parti détruira politiquement quiconque osera s'attaquer à son unité. L'unité du Parti est plus que jamais assurée.

## IV

## CONCLUSIONS PRATIQUES

Vu la situation d'ensemble du Parti, la conférence nationale juge nécessaire l'application des mesures suivantes :

1. Le noyau prolétarien du Parti doit être renforcé et son rôle accentué. Il importe d'intensifier, dans le courant de l'année prochaine, la propagande parmi les ouvriers travaillant dans les usines, afin d'assurer au Parti Communiste russe l'adhésion d'au moins 100.000 vrais prolétaires. Il y a lieu de faciliter le plus possible aux ouvriers l'accès du Parti et de suspendre en même temps, pendant cette période, l'admission des éléments non-prolétariens. Une propagande méthodique doit être faite au sein du Parti à l'effet de l'orienter dans le sens de son noyau prolétarien fondamental.

2. En vue de rendre plus étroit le contact du Parti avec les ouvriers sans parti, il y a lieu de faire absolument en sorte que les ouvriers sans parti obtiennent — non seulement sur le papier, mais en fait — dans tous les soviets et dans tous les organes soviétistes, une représentation assez sérieuse. Le Comité Central doit veiller avec le plus grand soin à l'exécution de ces décisions et rappeler à l'ordre, de la façon la plus énergique, les organisations locales qui y contreviendraient.

3. Les organisations du Parti doivent particulièrement renforcer le travail d'éducation dans les cellules qui, pendant la discussion, ont manifesté des hésitations plus ou moins grandes en ce qui concerne la ligne du Parti. De l'éducation et encore de l'éducation, c'est le devoir le plus important qui incombe avant tout aux cadres principaux de notre Parti.

4. Il faut consacrer une attention toute spéciale à l'œuvre éducatrice parmi la jeunesse. Si les moyens pécuniaires se montrent insuffisants, le Parti doit préférer réduire plutôt le contingent d'étudiants, en améliorant en revanche leur situation matérielle et en faisant une sélection plus soigneuse des travailleurs envoyés aux hautes écoles. Il est indispensable de prendre des mesures particulières en vue d'assurer au travail dans la jeunesse un caractère correspondant à la direction générale du Parti. Le Parti ne peut admettre qu'on place la jeunesse sous une tutelle bureaucratique qui ne ferait que commander. On n'arrivera au but proposé qu'en éclairant avec patience la jeunesse sur les principes fondamentaux du léninisme.

5. Un des devoirs les plus importants consiste à donner à l'étude de l'histoire du Parti Communiste russe la place qui lui convient en faisant la plus large part à l'étude des motifs saillants de lutte entre le bolchévisme et le menchévisme, du rôle des fractions et des courants pendant cette lutte et surtout du rôle joué par ces fractions éclectiques qui cherchaient à « concilier » menchévisme et bolchévisme. Le Comité Central doit prendre une série de mesures pour assurer la publication de précis de l'histoire du Parti Communiste russe, sous une forme appropriée, avec un tirage suffisant, en rendant en même temps obligatoire l'enseignement de l'histoire du Parti dans toutes l s écoles du Parti, ainsi que dans les hautes écoles, dans les clubs de discussion, etc.

6. Il faut que toutes nos organisations, à l'exemple de nos plus grandes organisations prolétariennes, créent des clubs d'étude du léninisme. Ces clubs doivent, en premier lieu, étudier sous la conduite de camarades qualifiés l'œuvre complète de Lénine.

7. L'organe central du Parti, la *Pravda*, doit assurer la collaboration des forces compétentes afin de traiter méthodiquement les principes du bolchévisme et de combattre toutes les déviations.

8. La *Pravda* doit réserver un supplément spécial à la discussion actuelle.

9. La liberté de discussion au sein du Parti ne signifie en aucune façon la liberté d'affaiblir la discipline. Le Comité Central et tous les organes dirigeants de province ont tout de suite à prendre les mesures les plus sévères en vue de maintenir une discipline bolchéviste de fer partout où des relâchements commenceraient à se produire.

10. Les mesures les plus énergiques, et pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'exclusion, doivent être prises contre toutes les personnes qui, suivant la méthode favorite des éléments sans principes contaminés par l'esprit petit-bourgeois, répandent des nouvelles dénuées de fondement et des documents non destinés à la publicité.

11. Il est indispensable d'améliorer le service d'information sur l'activité du Comité Central et la vie intérieure du Parti en général. Il faut, dans ce but, que tous les membres et membres suppléants du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle reçoivent régulièrement les rapports sténographiques des séances plénières du Comité Central. La *Pravda*, les *Izvestia* et les autres journaux du centre et de province doivent élargir la rubrique de la *Vie du Parti*. La Commission Centrale de Contrôle doit s'adjoindre un service spécial d'information.

12. Une attention toute particulière doit être consacrée à la conduite juste et saine du travail dans l'armée. Le Parti doit prendre des sanctions sévères contre toute tentative d'activité fractionniste au sein de l'armée rouge.

13. La conférence considère comme très utile de faire sienne, sans réserve et *in extenso*, la décision du X^e^ Congrès du Parti Communiste russe sur l'interdiction des fractions. Elle juge nécessaire de recommander au XIII^e^ Congrès, comme instance suprême du Parti, de ratifier la résolution prise à ce sujet.

14. La conférence recommande au Comité Central d'appliquer l'article 7 de la résolution sur l'unité du Parti adoptée par le X^e^ Congrès sur proposition du camarade Lénine, article qui confère à l'assemblée plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle le droit de rétrograder, à la majorité des deux tiers, au rang de candidat du Comité Central, tout membre du Comité Central qui enfreint la discipline ou entreprend des « actions fractionnistes »; ces actes peuvent d'ailleurs entraîner jusqu'à l'exclusion du Parti.

15. La conférence ne saurait ignorer la résolution de la dernière conférence de l'organisation de Moscou. Cette résolution a porté à la connaissance du Parti tout entier qu'un groupement fractionniste s'est formé à Moscou, qui met en danger l'unité du Parti. La conférence est d'avis que le Comité Central et la Commission Centrale de Contrôle doivent tout de suite prendre les mesures les plus énergiques, allant jusqu'à l'exclusion, contre les membres qui, dans la capitale de l'Union Soviétiste, essaient de porter le germe de la division dans les rangs du Parti.



La conférence, en déclarant la discussion sur les questions jusqu'ici litigieuses close pour le pays tout entier, invite toutes les organisations du Parti à reprendre leur travail de tous les jours. La condition principale des succès futurs de la révolution prolétarienne est l'unité inébranlable du Parti Communiste russe, parti dirigeant de la dictature prolétarienne. L'unité du Parti est la conquête principale de l'avant-garde prolétarienne et doit être défendue avec zèle. La conférence est convaincue que le Comité Central autour duquel, comme les résultats de la discussion l'ont montré, se groupe toujours le Parti tout entier, saura sauvegarder énergiquement cette unité.

XX

## Sur la Question Polonaise

Après avoir pris connaissance des matériaux et entendu les débats sur la situation dans le Parti Communiste polonais, le Congrès constate :

1. Le Comité Central du Parti Communiste polonais, dirigé politiquement par le groupe Warsky, Kostchewa et Waletsky, malgré son révolutionnarisme verbal, s'est montré incapable d'appliquer la ligne de l'Internationale Communiste. Sa politique, qui a abaissé la capacité combative du Parti, n'a été que l'expression des traditions et des routines opportunistes de ce groupe dirigeant, qui avait imposé sa ligne au Parti.

2. Profitant de leur situation exceptionnelle par rapport au Parti illégal et du fait qu'ils en étaient les seuls informateurs en matière de politique internationale, ces camarades ont induit le Parti en erreur au sujet de la ligne de tactique et d'organisation de l'Internationale Communiste, afin de le transformer en instrument des éléments de droite, en particulier de ceux du Parti Communiste russe et du Parti Communiste allemand. Ils lui ont notamment caché la situation effective dans le Parti Communiste russe et leur partialité pour l'opposition, malgré l'immense portée qu'avaient ces questions pour le mouvement ouvrier.

Tenant compte de la situation catastrophique qui s'est créée au sein du Parti Communiste polonais et du rôle inadmissible joué par les dirigeants nommés plus haut, le V^e^ Congrès estime nécessaire :

*a*) De charger le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste d'adresser au Parti Communiste polonais une lettre ouverte indiquant les fautes commises par le Parti et les voies à suivre pour assurer l'unité dans ses rangs;

*b*) De convoquer une Conférence extraordinaire du Parti Communiste polonais pour redresser la ligne politique du Parti dans l'esprit des décisions de l'Internationale Communiste, résoudre les questions actuelles du Parti polonais et renouveler le Comité Central;

*c*) A la place du Bureau politique et du Bureau d'organisation,

de désigner au sein du Comité Central un Bureau unique de cinq camarades qui sera chargé de convoquer la Conférence extraordinaire et de diriger le Parti jusqu'à cette convocation;

*d*) D'abolir le point des statuts du Parti qui donne aux membres du Comité Central voix délibérative aux conférences;

*e*) De charger le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de désigner un représentant auprès du Parti Communiste polonais;

*f*) De lever la décision du Comité Central contre les quatre camarades qui ont signé les thèses discussionnelles.

XXI

# Sur la Question Suédoise

1. Les dissensions dans le Parti Communiste suédois découlent principalement de ce que l'aile droite du Comité Central a exécuté incomplètement ou contrecarré diverses décisions de l'Internationale Communiste, tandis que l'aile gauche, ainsi que les Jeunesses Communistes, y adhérait sans réserves et en toute conviction. Le dissentiment s'est exprimé entre autres à propos du centralisme dans l'Internationale. Après la résolution unanime du V^e^ Congrès, qui transforme plus que jamais l'Internationale Communiste en un parti mondial unifié, le Parti suédois doit non seulement adhérer sans réserves à ces résolutions, mais collaborer de toutes ses forces à leur exécution.

2. En plusieurs cas, les manifestations publiques du camarade Hoeglund et de l'organe central du Parti Communiste suédois ont été de nature à entraver la campagne des communistes norvégiens contre les social-traîtres masqués comme Lian et Cie, ou celle des communistes danois dans la question militaire contre les social-traîtres déclarés Stauning et Cie. Le Congrès constate que le Parti suédois doit en toute occasion soutenir les partis frères de Scandinavie contre leurs adversaires.

3. Dans ces derniers mois, le Comité Central du Parti suédois a dépensé trop souvent son énergie dans des discussions d'intérêt secondaire (comme l'attribution de certains postes de rédacteurs et autres semblables), résultant seulement du désaccord politique fondamental. Il est inadmissible que le Comité Central, contre l'opinion des principales fédérations, comme celle de la capitale, fasse appel uniquement à son droit formel.

Tous les désaccords réellement importants entre la droite et la gauche devaient être prochainement réglés par le Congrès du Parti. Comme cependant, plusieurs fédérations, comptant des partisans des deux tendances, estiment que ce Congrès, fixé par la majorité du Comité Central au 20 juillet sans l'assentiment du Comité Exécutif et destiné à s'occuper presque exclusivement de conflits intérieurs, pourrait entraver la prochaine campagne électorale des communistes, la convocation doit en être ajournée après les élections. La désignation des délégués doit être faite d'après des circonscriptions objectivement déterminées et sans aucune limitation des droits de telle ou



telle fédération. Il faut également que tous les membres aient eu le temps de prendre position sur les décisions du V^e^ Congrès.

4. Le Congrès national aura à confirmer l'unité du Parti et à unir les deux ailes dans une collaboration loyale. Tout procédé consistant, sous prétexte d'obtenir un Comité Central homogène, à exclure de la direction les membres d'une tendance, est absolument condamné par l'Internationale Communiste.

Jusqu'au Congrès, le Comité Central doit faire porter tous ses efforts sur la lutte contre la social-démocratie et la bourgeoisie.

Toutes mesures disciplinaires ou démissions sont inadmissibles. Pour éviter toute aggravation de la situation intérieure et toute rupture du front unique des communistes dans la campagne électorale, il est souhaitable que le Comité Central ne modifie pas les candidatures posées par les fédérations. Si, pour des raisons importantes, il estime un changement nécessaire, il ne doit le faire qu'avec l'assentiment du Comité Exécutif. Il va de soi que la fraction communiste au Riksdag est subordonnée en tout au Comité Central.

5. Le précepte de la bolchévisation, adopté par le V^e^ Congrès, oblige le Parti suédois à redoubler d'activité dans tous les domaines, et en particulier :

*a*) A intensifier sa campagne contre la social-démocratie, non seulement dans la presse, au Parlement et dans les réunions publiques, mais aussi par de grandes manifestations et par des actions de masse prolongées, par des initiatives plus fréquentes que jamais dans les conflits actuellement en cours. Le front unique ne peut être appliqué convenablement qu'après cette mobilisation des masses.

*b*) A conseiller aux communistes de prendre une part énergique et collective à tous les conflits ouvriers et à militer systématiquement dans les syndicats pour grouper en un bloc solide les éléments d'opposition aux bonzes réformistes.

*c*) A perfectionner son organisation, surtout par la constitution de cellules d'entreprise, conformément aux indications du Comité Exécutif approuvées par le Congrès.

*d*) A instituer une réelle camaraderie et une étroite collaboration avec les Jeunesses et à les soutenir dans leur action.

*e*) A développer une propagande conséquente contre le pacifisme parmi ses membres et dans les masses, à chasser toutes les survivances d'idéologie petite-bourgeoise et toutes les déviations anti-communistes.

*f*) A faire l'éducation systématique de ses membres sur les principes du léninisme.

Pour l'exécution de ce programme, le C. E. détache un représentant qui travaillera d'accord avec le Parti suédois à la mise en pratique de la présente résolution et à la préparation du Congrès. En outre, le Comité Central élaborera sans retard un programme d'action. Il sera régulièrement rendu compte au Comité Exécutif de toutes les mesures prises pour l'exécution de ce programme.

A titre de commentaire de la présente résolution, il sera adressé une lettre ouverte du Comité Exécutif aux membres du Parti suédois.

L'Internationale Communiste invite son parti frère de Suède à grouper ses forces pour entreprendre, sur la base solide des résolutions du V^e^ Congrès, une campagne victorieuse contre les ennemis du prolétariat et à devenir bientôt lui-même un puissant Parti Communiste de masse.

XXII

# Sur la Question Norvégienne

L'orientation anticommuniste de ses leaders actuels a empêché le Parti Ouvrier norvégien d'adhérer à l'Internationale Communiste. Le V[e] Congrès se rend compte qu'il y a dans ce Parti des éléments prolétariens sincèrement révolutionnaires qui veulent et doivent appartenir à l'Internationale Communiste.

Il charge l'Exécutif de faire tout pour gagner ces éléments.

XXIII

# Sur la Question Islandaise

Le développement capitaliste a commencé en Islande au XX[e] siècle. Le commerce et les pêcheries, où est occupée la moitié de la population, sont, dès maintenant, exploités par le grand capital. L'incertitude de la pêche et la baisse des prix ont rendu extrêmement difficile la situation des pêcheurs. Une petite partie de la population est formée d'artisans. Le reste trouve sa nourriture dans l'agriculture. Environ 60 % des cultivateurs sont indépendants. La coopération agricole est assez forte. Un parti paysan, étroitement allié à la coopération et jouissant aussi d'une grosse influence, se trouve entre les mains des paysans riches et moyens.

Le mouvement ouvrier a son appui principalement dans la partie du prolétariat occupée autour des pêcheries. Il y a seulement un Parti ouvrier, formé par l'adhésion collective des syndicats. Les plus importants des syndicats affiliés sont ceux des travailleurs de la mer, des ouvriers de la pêche et des ports, des ouvrières. Il y a en outre deux organisations politiques membres de ce Parti ouvrier, un parti social-démocrate et un Parti Communiste, ou, comme il est dénommé dans le rapport du V[e] Congrès, « semi-communiste ».

Le Parti ouvrier a environ 4.000 membres. Son Comité Central est composé de cinq social-démocrates et de quatre représentants de l'opposition sympathisant avec le communisme. Il publie un petit quotidien à Reykjavik et deux hebdomadaires en province. Aux dernières élections, il a reçu le quart des voix, mais sur 42 sièges au Parlement, il n'en occupe qu'un.

Pour conserver l'unité du Parti, il a été conclu un compromis par lequel la majorité et l'opposition s'engagent à ne pas s'attaquer publiquement. Le rédacteur du quotidien, appartenant à l'opposition, a dû quitter sa place, mais est employé à la propagande.

Il existe un mouvement communiste des jeunesses, adhérant à l'Internationale Communiste des Jeunes. Les Jeunesses travaillent avec l'opposition et la soutiennent dans ses efforts pour conquérir le Parti.



Pour créer un mouvement ouvrier véritablement révolutionnaire, il faut avant tout que l'opposition engage une campagne énergique contre les leaders réformistes, semi-bourgeois et social-démocrates, non point pour diviser les syndicats, mais pour assurer une direction une et révolutionnaire à l'ensemble du mouvement ouvrier d'Islande et pour constituer un Parti Communiste.

L'organisation déjà existante de l'opposition doit s'établir sur une base strictement communiste et réclamer à l'intérieur du Parti ouvrier une entière liberté d'agitation, de propagande et de critique.

Il doit être constitué des cellules dans les principales entreprises.

Dans les syndicats et les coopératives, il doit être formé des fractions communistes sous le contrôle et la direction de l'opposition (l'opposition combattra toutes les tendances visant à la scission syndicale).

L'opposition doit immédiatement inaugurer une étroite collaboration avec la Fédération Communiste de Scandinavie. Elle doit préconiser, au lieu du contact de la direction actuelle du Parti ouvrier avec les social-traîtres de l'étranger et leurs partis, le contact avec la Fédération Communiste de Scandinavie.

XXIV

# Sur les travaux de l'Institut Marx-Engels

Le V[e] Congrès de l'Internationale Communiste approuve la décision du XIII[e] Congrès national du Parti Communiste russe sur la nécessité d'éditer le plus tôt possible les œuvres complètes et la correspondance de Marx et d'Engels avec commentaire historique et critique. Seule cette édition sera un monument digne des fondateurs du communisme scientifique et fournira la base indispensable d'une étude approfondie de l'histoire, de la théorie et de la pratique du marxisme révolutionnaire.

Le Congrès regarde aussi comme nécessaire qu'outre cette édition internationale des œuvres complètes, on prenne en considération une édition des œuvres choisies de Marx et d'Engels sous la direction de l'Internationale Communiste à l'usage du prolétariat des divers pays. Cette édition choisie doit comprendre, outre les écrits les plus importants de Marx et d'Engels ayant une signification internationale, tous les ouvrages traitant des questions particulièrement intéressantes pour le prolétariat du pays en question.

Le Congrès invite tous les partis appartenant à l'Internationale Communiste et tous leurs membres en particulier, à apporter le concours le plus large à l'Institut Marx-Engels du Comité Central Exécutif de l'Union Soviétiste pour le rassemblement de tous les matériaux se rapportant à la vie et à l'activité de Marx et d'Engels. Ce concours actif est absolument nécessaire pour arriver à exécuter une tâche aussi gigantesque que l'édition des Œuvres complètes et de la correspondance de Marx et d'Engels et que la préparation de tous les matériaux nécessaires à une biographie scientifique en liaison avec l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier au XIX[e] siècle.

XXV

# Sur l'affaire Souvarine

Après avoir entendu plusieurs camarades de la délégation française et le camarade Boris Souvarine;

Après avoir examiné attentivement tous les matériaux concernant les actes d'indiscipline reprochés au camarade Souvarine;

La Commission constate à l'unanimité :

1. Que des actes d'indiscipline de la nature la plus grave ont été commis par Souvarine :

*a*) Déclaration dans le *Bulletin Communiste*;

*b*) Lettre aux abonnés du *Bulletin Communiste,* contenant des attaques contre le Comité Directeur du Parti;

*c*) Publication en dehors et à l'insu des instances régulières du Parti de la brochure de Trotsky, *le Cours Nouveau*, avec une préface dirigée contre le Parti et l'Internationale Communiste;

2. Que ces actes démontrent l'existence, chez Souvarine, d'un état d'esprit petit-bourgeois mettant la susceptibilité personnelle au-dessus des intérêts du Parti;

3. Que cette conduite venant d'un camarade particulièrement responsable a porté un grand désarroi au sein du Parti Communiste français et a mis en danger l'existence même de la discipline du Parti;

Que les explications fournies par le camarade Souvarine n'ont en rien diminué la réalité et la gravité de ses actes d'indiscipline répétés au cours de plusieurs mois et qu'elles portaient l'empreinte du même état d'esprit petit-bourgeois qui a caractérisé toute son attitude au cours des incidents qui ont violemment agité le Parti.

En conséquence, la Commission propose au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste :

1. De donner satisfaction à la demande d'exclusion de Souvarine déposée par la délégation du Parti Communiste français au V[e] Congrès de l'Internationale Communiste;

2. De laisser à la Section française de l'Internationale Communiste le droit de proposer au VI[e] Congrès de l'Internationale Communiste la réadmission de Souvarine dans le Parti, s'il montre entre temps une conduite loyale vis-à-vis du Parti et de l'Internationale Communiste.

La Commission a pu constater, au cours de ses travaux, que la discipline communiste dans le Parti Communiste français est encore loin d'être observée complètement et absolument. Elle estime nécessaire une énergique intervention du Comité Exécutif élargi, sous la forme d'une lettre ouverte aux membres du Parti pour leur remettre en mémoire le sens véritable de la discipline et les inviter à la faire strictement respecter en s'opposant énergiquement à tout écart et à toute politique personnelle, d'où qu'elle vienne.



# TABLE DES MATIERES

SÉANCE D'INAUGURATION (17 juin) ..... 5

*Président :* KOLAROV.

Ouverture du Congrès. — Election du Bureau et du Secrétariat. — Adresse à l'Armée, la Flotte et l'Aviation rouges. — Manifeste contre la terreur blanche. — Adresse aux peuples frères d'Orient. — Salut fraternel aux recrues de Lénine.

*Orateurs :* KOLAROV, MILIOUTINE, ZINOVIEV, RYKOV, LOSOVSKY, GESCHKE, TREINT, STEWART.

DEUXIÈME SÉANCE (18 juin) ..... 14

*Président :* KOLAROV.

Lénine et l'Internationale Communiste.

*Orateurs :* KOLAROV, KALININE, RUTH FISCHER, ROY.

TROISIÈME SÉANCE (19 juin) ..... 17

*Président :* GESCHKE.

Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Congrès. — Election de la Commission des mandats. — Rapport sur l'activité de l'Exécutif de 1922 à 1924.

*Orateur :* ZINOVIEV.

QUATRIÈME SÉANCE (20 juin) ..... 56

*Président :* GESCHKE.

La situation économique du monde.

*Orateur :* VARGA.

CINQUIÈME SÉANCE (20 juin) ..... 63

*Président :* GESCHKE.

Appel contre l'oppression des peuples d'Orient. — Discussion des rapports de Zinoviev (Activité de l'Exécutif) et de Varga (Situation économique du monde).

*Orateurs :* TREINT, RWAL, MURPHY, JACQUEMOTTE, PÉTROVSKY, ROY.

SIXIÈME SÉANCE (21 juin) ..... 70

*Président :* TREINT.

Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).

*Orateurs :* ROSSI, SMERAL, RADEK.

SEPTIÈME SÉANCE (21 juin) ..... 79
*Président :* TREINT.
Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* RUTH FISCHER, WENZEL, BOCHKOVITCH, HRSEL.

HUITIÈME SÉANCE (23 juin) ..... 84
*Président :* KOLAROV.
Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* BRANDLER, NGUYEN AÏ-QUAC, THALHEIMER, KLEINE.

NEUVIÈME SÉANCE (23 juin) ..... 89
*Président :* KOLAROV.
Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* BRANDLER, NGUYEN AÏ-QUAC, THALHEIMER, KLEINE. ration), BOUKHARINE.

DIXIÈME SÉANCE (24 juin) ..... 95
*Président :* THAELMANN.
Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* Jim LARKIN, KRAJEWSKI, KOLAROV, LENSKI, NEURATH, John PEPPER.

ONZIÈME SÉANCE (24 juin) ..... 100
*Président :* THAELMANN.
Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* DUNNE, CHASSEIGNE, Clara ZETKIN.

DOUZIÈME SÉANCE (25 juin) ..... 106
*Président :* STEWART.
Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* WIJNKOOP, HOEGLUND, KUUSINEN, DENZEL, ALONZO (déclaration), FREIMUTH (déclaration), HANSEN, MAC MANUS (déclaration).

TREIZIÈME SÉANCE (25 juin) ..... 113
*Président :* STEWART.
Appel aux travailleurs italiens. — Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* PICCINI, ERCOLI, KATAYAMA, MONTEFIORE, SAMOEN, KREIBICH, WOLF, BORDIGA.

QUATORZIÈME SÉANCE (26 juin) ..... 122
*Président :* WIJNKOOP.
Discussion des rapports de Zinoviev et de Varga (suite).
*Orateurs :* FRIED, BUCK, BAER, AMTER, TERNIK, DE VISSER, LOSOVSKY, VASSILIEV, GRZEGORZEWSKI, SAMUELSON, GORSKI, FIALA.



QUINZIÈME SÉANCE (26 juin) ..... 129
*Président :* WIJNKOOP.
Clôture de la discussion sur les rapports de Zinoviev et de Varga.
*Orateurs :* VARGA, ZINOVIEV.

SEIZIÈME SÉANCE (27 juin) ..... 158
*Président :* GESCHKE.
La question du programme.
*Orateur :* BOUKHARINE.

DIX-SEPTIÈME SÉANCE (27 juin) ..... 172
*Président :* ZINOVIEV.
La situation économique de l'U R. S. S. et les résultats de la discussion dans le P. C. russe.
*Orateur :* RYKOV.

DIX-HUITIÈME SÉANCE (28 juin) ..... 194
*Président :* GESCHKE.
La question du programme (suite). — Proposition des délégations allemande, française, anglaise, américaine, relative à la discussion russe. — Déclaration de la majorité de la délégation polonaise.
*Orateur :* THALHEIMER.

DIX-NEUVIÈME SÉANCE (28 juin) ..... 203
*Président :* KOLAROV.
Protestation anglaise contre la persécution des révolutionnaires hindous. — Résolution sur l'activité de l'Exécutif.
*Orateurs :* MAC MANUS, Ruth FISCHER, BORDIGA, BOUKHARINE, THAELMANN, MACCHI.

VINGTIÈME SÉANCE (30 juin) ..... 210
*Président :* SMERÁL.
La question nationale et coloniale.
*Orateur :* MANOUILSKY.

VINGT ET UNIÈME SÉANCE (1er juillet) ..... 220
*Président :* GESCHKE.
La question nationale et coloniale (suite).
*Orateurs :* ROY, KATAYAMA, BOCHKOVITCH, KREIBICH, TERNIK, JACKSON, GUILBEAUX.

VINGT-DEUXIÈME SÉANCE (1er juillet) ..... 229
*Président :* GESCHKE.
La question nationale et coloniale (suite et fin).
*Orateurs :* SELLIER, ROSSI, MANN, Jim LARKIN, NGUYEN AÏ-QUAC, DOUGLAS, MAXIMOS, TREINT, VASSILIEV, GEORGESCU, PEPPER, CHINWHA, AMTER, FAROUK.

VINGT-TROISIÈME SÉANCE (2 juillet) ..... 238
*Président :* WIJNKOOP.
Le fascisme.
*Orateur :* BORDIGA.

VINGT-QUATRIÈME SÉANCE (2 juillet) ..... 243
*Président :* WIJNKOOP.
Le Fascisme (suite et fin).
*Orateur :* FREIMUTH.

VINGT-CINQUIÈME SÉANCE (3 juillet) ..... 248
*Président :* SMERAL.
La question agraire. — Déclaration contre les socialistes français.
*Orateurs :* KOLAROV, TREINT, THAELMANN, NGUYEN AÏ-QUAC, VARGA, ORDONT, AMTER, WOLF, POPESCU.

VINGT-SIXIÈME SÉANCE (4 juillet) ..... 260
*Président :* WIJNKOOP.
Protestation contre l'assassinat d'Ilech par la réaction roumaine. — Question paysanne (suite et fin). — Le Mouvement des jeunes.
*Orateurs :* SELLIER, KOLAROV, UNGER.

VINGT-SEPTIÈME SÉANCE (5 juillet)..... 268
*Président :* WIJNKOOP.
La Tactique syndicale.
*Orateurs :* LOSOVSKY, HECKERT..

VINGT-HUITIÈME SÉANCE (5 juillet)..... 282
*Président :* WIJNKOOP.
La Tactique syndicale (suite).
*Orateur :* SCHUMACHER.

VINGT-NEUVIÈME SÉANCE (7 juillet)..... 284
*Président :* GESCHKE.
La Tactique syndicale (suite).
*Orateurs :* SEELIG, KOHN, SÉMARD, KUCHER, BORDIGA, RIENZI, KATAYAMA, DUNNE, ZINOVIEV, Ruth FISCHER.

TRENTIÈME SÉANCE (7 juillet) ..... 302
*Président :* GESCHKE.
La Tactique syndicale (fin). — Proposition Riazanov. — La question des Intellectuels. — Organisation et Statuts de l'Internationale Communiste. — Les Cellules d'usine. Rapport de la Commission des Mandats.
*Orateurs :* SCHUMACHER, GESCHKE, HECKERT, LOSOVSKY, RIAZANOV, Clara ZETKIN, PIATNITSKY, ROSSI, SCHULLER.



TRENTE ET UNIÈME SÉANCE (8 juillet) ..... 327
*Président :* KOLAROV.
La question nationale. — La Situation économique mondiale. — Le Programme. — La Tactique de l'Internationale. — Question italienne. — Question anglaise. — Question agraire. — Tactique syndicale. — Les Jeunesses Communistes. — Protestation contre les menchéviks géorgiens. — Secours rouge. — Question norvégienne. — Protestation contre le Gouvernement égyptien. — Déclaration du P. C. de l'Ukraine occidentale. — Election de l'Exécutif. — Discours de clôture du Congrès.
*Orateurs :* MANOUILSKY, PEPPER, BOUKHARINE, THAELMANN, BORDIGA, ERCOLI, Ruth FISCHER, KOLAROV, STANISLAWSKI, GESCHKE, TSKHAKAIA, PIESTKHOWSKI, STEWART, VASSILIEV, ZINOVIEV.

## SÉANCES DE L'EXÉCUTIF ÉLARGI

PREMIÈRE SÉANCE (12 juin) ..... 341

*Président :* ZINOVIEV.

Affaire Souvarine. — Fixation de l'Ordre du jour du Ve Congrès — Désignation du Présidium, du Secrétariat et des Commissions. — Hommage à la mémoire de Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

DEUXIÈME SÉANCE (12 juillet) ..... 345

*Président :* ZINOVIEV.

Question italienne. — Questions diverses (japonaise, autrichienne, polonaise, hongroise, nègre, fasciste). — Propagande. — Internationale rouge des Sports. — Unité syndicale. — Affaire Souvarine.

*Orateurs :* MANOUILSKY, BORDIGA, RIENZI, ERCOLI, MAC MANUS, KUNTZ, SMERAL, MITSKIÉVITCH, GESCHKE, BELA KUN, ZINOVIEV, SEMARD, HEINZ, THAELMANN, MONMOUSSEAU, STEWART, Guy JERRAM, SELLIER, FREIMUTH, MOUNA.

TROISIÈME SÉANCE (13 juillet) ..... 351

*Président :* ZINOVIEV.

Question suédoise. — Question scandinave.

*Orateurs :* THAELMANN, HOEGLUND, SAMUELSON, BOUKHARINE, ZINOVIEV, etc.

## RÉSOLUTIONS DU Ve CONGRÈS

I. Sur le Rapport de l'Exécutif..... 363
II. Sur la Tactique communiste ..... 368
III. Sur la Situation économique mondiale..... 385
IV. Sur la Question du Programme..... 396
V. Statuts de l'Internationale Communiste ..... 396
VI. De la Réorganisation du Parti sur la base des Cellules d'Entreprise ..... 402
VII. Sur la Propagande dans l'I. C. et ses Sections..... 404
VIII. Sur la Question syndicale ..... 414
IX. Sur le Gouvernement travailliste anglais..... 421
X. Sur le Fascisme ..... 425
XI. Sur les Questions nationales dans l'Europe centrale et les Balkans ..... 427
XII. Sur le Conseil paysan international ..... 434
XIII. Sur le Rôle des Coopératives et des Coopérateurs communistes ..... 436
XIV. Sur le Travail parmi les Ouvrières ..... 438



XV. Sur l'Internationale Communiste des Jeunes..... 441
XVI. Sur l'Education physique de la Classe ouvrière.. 447
XVII. Sur le Secours Rouge International..... 448
XVIII. Sur le Secours Ouvrier International..... 450
XIX. Sur la Question russe ..... 451
XX. Sur la Question polonaise ..... 459
XXI. Sur la Question suédoise ..... 460
XXII. Sur la Question norvégienne..... 462
XXIII. Sur la Question irlandaise ..... 462
XXIV. Sur les Travaux de l'Institut Marx-Engels..... 463
XXV. Sur l'Affaire Souvarine ..... 464

# TABLE DES NOMS


A

Alonzo, 109.
Amter, 124, 235, 258.

B

Baer, 123.
Bochkovitch, 82, 223, 358.
Bordiga, 5, 118-121, 204, 208, 209, 238-242, 287, 330, 345, 346, 348, 349.
Boukharine, 5, 92, 158-172, 204, 209, 329, 333, 342, 353.
Brandler, 84.
Bringolf, 257.
Buck, 123.

C

Carlson, 358.
Chasseigne, 100.
Chinwha, 234.

D

Dengel, 108.
Doriot, 6.
Douglas, 231.
Dunne, 6, 100, 289.

E

Ercoli, 115, 330, 346, 349, 350.

F

Farouk, 237.
Fiala, 128.
Fischer (Ruth), 15, 79, 204, 300, 331.
Fried, 122.
Freimuth, 109, 243-248, 350.

G

Georgesco, 233.
Geschke, 5, 9, 201, 203, 302, 332, 347, 348 349, 359.
Gorski, 128.
Grzegorzewski, 127.
Guilbeaux, 226.

H

Hansen, 110.
Heckert, 277-281, 303.
Heinz, 349.
Hœglund, 106, 351, 359.
Hrsel, 83.

J

Jackson, 225.
Jacquemotte, 67.
Jerram (Guy), 349.

K

Kalinine, 14.
Katayama, 6, 115, 222, 289.
Kleine, 87.
Kohn, 284.
Kolarov, 5, 6, 9, 14, 96, 193, 249-252, 261-264, 331.
Krajewski, 6, 95.
Kreibich, 117.
Kucher, 287.
Kun (Bela), 347.
Kuusinen, 92, 107.
Kuntz, 346, 358.

L

Larkin, 95, 231.
Lauerson, 358.
Lenski, 97.
Lie (Otter), 358.
Losovsky, 8, 125, 268-276, 303-308.

M

Macchi, 209.
Mac-Manus, 6, 111, 203, 346.
Mann, 230.

MANOUILSKY, 210-219, 327-328, 330, 345, 347.
MARRANE, 341.
MAIXMOS, 232.
MILIOUTINE, 5.
MITSKIÉVITCH, 346.
MONMOUSSEAU, 349.
MOUNA, 5, 350.
MONTEFIORE (Dora), 116.
MURPHY, 66, 358.

N

NEURATH, 6, 97, 341, 358.
NGUYEN AÏ-QUAC, 86, 231, 255.

O

ORDONT, 257.

P

PEPPER, 98, 234, 328.
PÉTROVSKY, 67.
PIATNITSKY 6, 318-320, 322.
PICCINI, 113.
PIESTKHOWSKI, 333.
POPESCO, 259.

R

RADEK, 73-78, 290, 342.
REMMELÉ, 342.
RIAZANOV, 308-310.
RIENZI, 89, 288, 346.
ROSSI, 70, 229, 319, 357.
ROY, 6, 15, 68, 220.
RWAL, 66.
RYKOV, 8, 173-193.

S

SAMOEN, 117.
SAMUELSON, 127, 352.
SCHULLER, 89, 320-321.
SCHUMACHER, 282, 302.
SEELIG, 284.
SELLIER, 5, 228, 260, 350.
SEMARD, 285, 349.
SIROLA, 358.
SMERAL, 5, 72, 346.
SOUVARINE, 342.
STALINE, 5.
STANISLAWSKI, 331.
STEWART, 6, 11, 333, 349, 350.
STIRNER, 6.

T

TERNIK 124, 224.
THAELMANN, 5, 90, 206, 254, 329, 332, 349, 351, 359.
THALHEIMER, 86, 194, 201.
TREINT, 5, 10, 64, 232, 253, 342, 358.
TROTSKY, 5, 210.
TSKHAKAÏA, 332.

U à Z

UNGER, 264, 267.
VARGA, 56-62, 129-131, 256.
VASSILIEV, 126, 233, 235.
VISSER (De), 125.
WENZEL, 82.
WIJNKOOP, 106.
WOLF, 118, 258.
ZETKIN (Clara), 5, 101-105, 311-318.
ZINOVIEV, 5, 6, 18-55, 131-157, 290-300, 335-338, 342, 345, 348, 349, 354-357.



# TABLE ANALYTIQUE

A

Acher (Contre la condamnation d'), 109.
Activité de l'Exécutif, v. Exécutif.
Agraire (Question), v. Paysanne (Question).
Anglaise (Question), 331.
Armée Rouge (Salut à l'), 9.
Autrichienne (Question), 346.

B

Blagoev (Hommage à la mémoire de), 5.
Bulgare (Question), 346.

C

Cellules d'entreprise, 320-321; résolution, 402-404.
Clôture du Congrès (Discours de), 335-338.
Coloniale (Question), v. Nationale (Question).
Commissions (Liste des), 343.
Conférence franco-allemande de Cologne, télégramme, 209.
Coopération communiste, 360; résolution, 436-438.

D

Délégation anglaise (Déclaration de la), 111.
Discussion dans le Parti Communiste russe, discours de Rykov, 190-193; proposition des délégations allemande, française, anglaise et américaine, 201; résolution, 451-459.
Droite allemande (Contre la), 109.

E

Education physique de la Jeunesse ouvrière, v. Sports.
Egypte, v. Répression en Egypte.
Exécutif élargi (Compte rendu sommaire de l'), 341-360.
Exécutif (Rapport de Zinoviev sur les travaux de l'), 18-55; Discussion, 64-128; Réplique de Zinoviev, 131-157; Clôture et vote, 204-209; — (Election du nouvel), 334; — (Résolution sur l'activité de l') 363-367.

F

Fascisme, discussion, 238-248, 347; Résolution, 425-426.
Femmes (Question des), v. Ouvrières (Travail parmi les).

G

Géorgie (Protestation contre les menchéviks de), 332.
Gouvernement travailliste, v. Travailliste (Gouvernement).

H

Hongroise (Question), 347.

I

Ilech (Protestation contre son assassinat par la réaction roumaine), 260.
Indes (Persécutions aux), protestation, 203.
Institut Marx-Engels, v. Riazanov (Proposition de).
Intellectuels (Question des), 311-318, 348.
Irlandaise (Question), 360; Résolution, 462.
Italienne (Question), 330, 346.

J

Japonaise (Question), 346.
Jeunesses Communistes (Mouvement des), discussion, 264-267, 332; Résolution, 441-447.

L

Lénine (Hommage à la mémoire de), 5; — et l'Internationale Communiste, 14-16.
Liebknecht ( A la mémoire de K.), 344.
Luxembourg (A la mémoire de Rosa), 344.

M

Mandats (Commission des), 18; son Rapport, 322-326.
Marxisme (Propagation du), v. Riazanov (Proposition de).

N

Nationale (Question), discussion, 210-237, 327-334; — dans l'Europe et les Balkans, résolution, 427-433.
Nègre (Question), 347.
Norvégienne (Question), 333 ; Résolution, 462.

O

Ordre du jour du Congrès, 17.
Ouverture du Congrès, 5-13.
Ouvrières (Travail parmi les), 348; Résolution, 438-441.

P

Paysanne (Question), discussion, 249-252, 255-264, 331; Conseil paysan international, résolution, 434-435.
Peuples d'Orient (Appel aux), 11; — (contre l'oppression des), 63.
Polonaise (Question), déclaration de la majorité 202, 346; Résolution, 459-460.
Présidium du Congrès, 343.
Programme de l'Internationale, discussion, 158-172, 194-201, 329, 396.
Propagande, 347; Résolution, 404-414.

R

Rapport de l'Exécutif, v. Exécutif.
Rapporteurs du Congrès, 17.
Recrues de Lénine (Salut aux), 13.
Règlement du Congrès, 18.
Réorganisation de l'Internationale Communiste, 318-320 ; nouveaux statuts, 396-402; — sur la base des cellules d'entreprise, 402-404.
Répression en Egypte (Contre la), 333.
Résolutions du Ve Congrès, 361-464.
Riazanov (Proposition de), pour la propagation du marxisme, 308-310; Résolution, 463.
Russe (Question), v. Discussion dans le P. C. russe.

S

Scandinave (Question), 359.
Secours ouvrier international, résolution, 450.
Secours rouge international, 333; Résolution, 448-449.
Situation économique de l'U. R. S. S. (discours de Rykov), 173-193.
Situation économique mondiale, Rapport de Varga, 56-62; discussion, 64-128; Réplique de Varga, 129-131; Rapport de Pepper, 328; Résolution, 385-396.
Socialistes français (Déclaration contre les), 243-245.
Souvarine (Affaire), 341-342, 349-350; Résolution, 464.
Sports (Internationale rouge des), 347; Résolution sur l'éducation physique, 447-448.
Statuts de l'Internationale Communiste, v. Réorganisation.
Suédoise (Question), déclaration de la minorité, 203; discussion, 351-359; Résolution, 460-461.
Syndicale (Question), discussion, 268-308, 331-332, 348-349; Résolution, 414-421.



T

Tactique de l'Internationale 329; résolution, 368-385.
Tactique syndicale, v. Syndicale (Question).
Terreur blanche (Contre la), 10; — espagnole, 109; — finlandaise, 92.
Travailleurs italiens (Appel aux), 113.
Travailliste (Gouvernement), Résolution, 421-425.
Trotsky (Lettre de), 210.

U

Unité syndicale, v. Syndicale (Question).

Z

Zetkin (Clara), son anniversaire, 277.

# ERRATA

P. 5, entre les l. 6 et 7, intercaler le sous-titre : *Ouverture du Congrès.*

P. 16, l. 5, supprimer : *Geschke;* entre les l. 5 et 6, intercaler le sous-titre : *l'Ordre du Jour.*

P. 64, entre les l. 8 et 9; p. 70, entre les l. 5 et 6; p. 79, entre les l. 6 et 7; p. 84, entre les l. 6 et 7; p. 89, entre les l. 6 et 7; p. 95, entre les lignes 6 et 7; p. 100, entre les l. 5 et 6; p. 106, entre les l. 6 et 7; p. 115, entre les l. 5 et 6; p. 122, entre les l. 6 et 7, intercaler : *Activité de l'Exécutif et Situation économique mondiale* (suite).

P. 84, l. 4, au lieu de *Présidents,* lire *Président.*

P. 95, l. 5, au lieu de *Brown,* lire *Jim Larkin.*

P. 100, l. 5 et l. 29, au lieu de *Chassaigne,* lire *Chasseigne.*

P. 106, l. 3, biffer : *soir;* l. 6, au lieu de *R. Fischer,* lire *Freimuth.*

P. 123, dans la liste des orateurs, ajouter : *Baer,* (après *Buck*) et *Grzegorzewski* (après *Vassiliev*).

P. 129 entre les l. 6 et 7, intercaler : *Clôture de la Discussion.*

P. 202, l. 8, au lieu de *Prouchniah,* lire *Prouchniak.*

P. 204, entre les l. 8 et 9, intercaler le sous-titre : *Résolution sur l'Activité de l'Exécutif.*

P. 228, entre les l. 7 et 8, intercaler le sous-titre : *la Question nationale coloniale* (suite).

P. 243, entre les l. 5 et 6, intercaler le sous titre : *le Fascisme* (suite).

P. 249, l. 6, et p. 258, l. 45, au lieu de *Wolff,* lire *Wolf.*

P. 261 entre les l. 32 et 33, remplacer les astérisques par : *la Question agraire* (fin).

P. 282, entre les l. 5 et 6, intercaler le sous-titre : *la Tactique syndicale* (suite).

Fédération Ouvrière
MARQUE SYNDICALE
57337
LA COOTYPOGRAPHIE
(SOCIÉTÉ OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE)
11, R. DE METZ, COURBEVOIE